SODALITIUM

N° 73

Tassa Riscossa - Taxe Perçue. ASTI CPO

Anno XXXIX n. 2 - luglio 2023 - Sped. a. p. - art. 2 - comma 20/c, Legge 662/96 - Filiale di Asti - Organo ufficiale del Centro Librario *Sodalitium* - Loc. Carbignano, 36. 10020 VERRUA SAVOIA (TO) Tel. +39.0161.839.335 - In caso di mancato recapito, rinviare all'ufficio C.R.P. ASTI per restituzione al mittente che si impegna a corrispondere la relativa tariffa

NUMÉRO SPÉCIAL

En défense de Mgr Umberto Benigni

"Sodalitium" Periodico -
n° 73, Anno XXXIX n. 2/2023

Editore *Centro Librario Sodalitium*

Loc. Carbignano, 36. 10020 VERRUA SAVOIA TO
Tel.: 0161.839335 - CCP 36390334
INTERNET: www.sodalitium.it - email: info@sodalitium.it

Direttore Responsabile *don Francesco Ricossa*
Autorizz. Tribunale di Ivrea n. 116 del 24-2-84
Stampa: - Comgraf, Ivrea TO
Le présent numéro a été achevé
d'être rédigé le 10/07/2023

Ai sensi dei DL 196/03, Regolamento UE 679/16 (GDPR) e DL 101/18 sulla tutela dei dati personali, i dati forniti dai sottoscrittori degli abbonamenti verranno trattati in forma cartacea ed automatizzata per invio del giornale oggetto di abbonamento, altre nostre testate come copie saggio, o comunicazioni; per adempiere obblighi di legge o per eventuali operazioni nel nostro legittimo interesse. I dati non sono oggetto di diffusione. È possibile esercitare i diritti di cui agli artt. 15-21 GDPR facendone richiesta al Titolare del trattamento dati: privacy@sodalitium.it

En couverture : Mgr Umberto Benigni fidèle à la ligne de saint Pie X (œuvre contemporaine).

© copyright Sodalitium, tous droits réservés - reproduction interdite

Éditorial

Chers lecteurs de *Sodalitium*, dans l'éditorial du dernier numéro de la revue (le n° 72, donc) j'annonçais que je dédierai à la "défense de Mgr Benigni" (dont j'avais déjà parlé dans le n° 69-70, en particulier aux pages 4 à 6, ainsi que dans le n° 72 aux pages 52-53 de l'édition italienne) un livre ou un numéro spécial de la revue. La solution "livre" avait déjà été choisie à deux reprises : pour la publication de "*Cristina Campo ou l'ambiguïté de la Tradition*" (2005) et pour "*La vergogna della tradizione*" (2018 ; en italien pour ce dernier ouvrage). Ainsi, en ces deux occasions, ce qui devait être des articles sur *Sodalitium* devint, chemin faisant, des livres.

Cette fois, j'ai préféré au contraire publier ma réponse aux séries d'articles à l'encontre de la mémoire de Mgr Benigni et des catholiques intégraux qui collaborèrent avec saint Pie X dans la lutte contre le modernisme dans un numéro monographique de *Sodalitium* qui puisse être lu par tous, sur notre site, en format PDF, ou bien reçu sur simple demande en version papier (avec une offrande libre souhaitée en raison des importants frais engagés).

Vous ne trouverez donc pas dans ce n° 73 les rubriques habituelles (comme la "*Vie de l'Institut*") et les articles des nouveaux ou des anciens collaborateurs de la revue qui seront publiés - si Dieu veut - dans le prochain numéro.

Au-delà du motif ponctuel qui m'a poussé à prendre la plume en défense, précisément, de Mgr Benigni et, avec lui, de saint Pie X, la présente étude constitue une occasion pour approfondir l'étude, d'un point de vue historique, de l'expansion de l'hérésie moderniste dans l'Église (et contre l'Église) sous trois pontificats : ceux de saint Pie X, de Benoît XV et de Pie XI. Avec la recension qui traitait des prodromes de la crise sous Léon XIII (*Sodalitium* n° 71, pp. 59-66), nous pouvons dire avoir donné une analyse exhaustive de la crise moderniste du point de vue de notre Institut.

Je me rends compte que tous nos lecteurs ne seront pas intéressés par les thèmes traités et qu'ils pourraient être déçus par ce numéro spécial : un peu de patience, et ils recevront le nouveau numéro où chacun pourra trouver un sujet correspondant davantage à ses centres d'intérêt ; mais je suis confiant aussi dans le fait que pour certains les considérations de ces pages seront importantes, et avant tout pour les membres de notre Institut.

Je confie donc ce travail au patronage de saint Pie X et des patrons célestes de l'ancien *Sodalitium Pianum* : Marie Auxiliatrice, les saints Pierre et Paul et saint Pie V ; qu'ils daignent le bénir et nous rendre les dignes héritiers de ceux qui nous ont précédés dans la même lutte pour le triomphe du catholicisme romain intégral contre tous les ennemis - intérieurs et extérieurs - de l'Église.

Abbé Francesco Ricossa

SOMMAIRE

INTRODUCTION p. 5
Mgr Benigni : signe de contradiction (particulièrement dans les rangs du clergé) p. 6
Mgr Benigni : historiographie p. 7
Un tournant historiographique : l'ouverture du "Fonds Benigni" p. 8
"*Reductio ad Hitlerum*" et pensée intégrale comme "phobie" paranoïaque p. 9
Tir fratricide p. 10
Mgr Benigni et les intégraux sur le divan du psychanalyste (ou du psychologue) p. 12

PREMIÈRE PARTIE : SAINT PIE X ET LES CATHOLIQUES INTÉGRAUX p. 14
1911 : Mgr Benigni quitte la Secrétairerie d'État. Le cardinal Merry del Val (et saint Pie X) jetèrent-ils le discrédit sur Mgr Benigni ? p. 14
Appendice : Mgr Benigni critique deux cardinaux amis
Psychologie d'un imprésentable p. 19
Le *Sodalitium* et son point d'achoppement. Évêques et épiscopalisme p. 22
Appendice : reproches paternels p. 25
Un exemple : la réception de l'encyclique *Pascendi* p. 25
Un exemple : l'affaire de *La Vigie*. "*Le monstrueux sabotage des directives pontificales*" p. 27
En Allemagne aussi : le rapport sur le modernisme sert à attaquer les antimodernistes p. 29
Un exemple : le diocèse de Vicence et Mgr Rodolfi p. 30
Un dernier exemple : le diocèse de Bergame (celui du futur Jean XXIII) p. 31
Conclusion concernant le pontificat de saint Pie X p. 36

DEUXIÈME PARTIE : CATHOLIQUES INTÉGRAUX, BENOÎT XV, PIE XI, ET LEUR SECRÉTAIRE D'ÉTAT, LE CARDINAL GASPARRI p. 36

TROISIÈME PARTIE : LE VIRAGE DE BENOÎT XV (1914-1922) p. 38
L'évêque de Bologne : Giacomo Della Chiesa p. 39
Le pape Benoît XV. Continuité doctrinale, mais changement pratique de la politique du Saint-Siège à l'égard du modernisme p. 43
Petite digression : Benoît XV et le thomisme p. 45
Le 'virage' de Benoît XV : quatre exemples p. 48
Sous Benoît XV : le *Sodalitium Pianum* de la mort de saint Pie X (1914) à sa dissolution (1921) p. 49
La destitution de Mgr Volpi (1919) : clergé immoral et clergé moderniste alliés contre un saint évêque p. 52
La naissance du Partito Popolare (1919) et la victoire de l'aconfessionnalité p. 53
Le tournant sur la presse catholique : presse intégrale et presse de pénétration p. 59
La vengeance de Mgr Rodolfi sur *La Riscossa* des frères Scotton p. 62
Les douleurs de *Fede e Ragione* p. 63
La disparition de la presse intégrale en France (sous Benoît XV et Pie XI) p. 68
Le cardinal Pietro Gasparri, trait d'union entre deux pontificats, vu par Ernesto Buonaiuti p. 70

QUATRIÈME PARTIE : SOUS PIE XI (1922-1939) p. 72
Saint-Siège et République Française : du 'non' aux associations cultuelles (saint Pie X) au 'oui' aux associations diocésaines (Pie XI) p. 73
Saint-Siège et République Française : la condamnation de l'*Action Francaise* et le retour de Marc Sangnier p. 78

a) "*Damnabilis, non damnandus*" : la première condamnation de Charles Maurras sous Pie X (1914) p. 78
b) Avec Benoît XV p. 81
c) La condamnation de l'*Action Francaise* sous Pie XI p. 82
d) Catholiques intégraux et l'*Action Francaise* avant et après la condamnation p. 83
e) La résurrection de Marc Sangnier et du "sillonisme" p. 85
Le triomphe de Marc Sangnier p. 86

CINQUIÈME PARTIE : Mgr Benigni, le Risorgimento, le fascisme (et l'antisémitisme ?) p. 88
L'accusation de don Nitoglia p. 88
Première partie : Mgr Benigni et le Risorgimento italien. Grande Guerre et Concordat p. 89
Mgr Benigni et le *Sodalitium Pianum* pendant la Grande Guerre p. 89
Mgr Benigni et le Concordat italien (1929) p. 95
Deuxième partie : Mgr Benigni et le fascisme p. 98
Mgr Benigni (et les intégraux italiens) et le fascisme : la question spéculative p. 98
Mgr Benigni et le fascisme. Après le virage de 1923, que faire ? p. 102
Mgr Benigni et le fascisme. Le "*fiduciario* n° 42" p. 104
Troisième partie : l'I.R.D.S. (ou E.R.D.S.) et la collaboration sociale avec les acatholiques : une violation du confessionnalisme catholique intégral ? p. 106
L'"Internationale antisémite" et la *Défense Sociale* p. 112
Appendice : le père Rosa s.j., *La Civilta Cattolica* et l'antisémitisme p. 115
Encore sur le père Rosa et l'antisémitisme p. 118
Pour conclure : Mgr Benigni, le fascisme et le Risorgimento p. 118

SIXIÈME PARTIE : Mgr Benigni et la Compagnie de Jésus
(la "campagne de Russie" de Mgr Benigni, POULAT, *Intégrisme...*, p. 336) p. 120
Le père Enrico Rosa : oracle du Vatican ou "fou criminel" ? p. 121
"Exagéré" Mgr Benigni ? C'est l'hôpital qui se moque de la charité ! p. 124
Les méthodes "quelque peu exagérées". D'accord. Mais de la part de qui ? p. 125
Lettres anonymes, etc. (*"Benigni de ces gens dont n'importe qui s'autorise à dire n'importe quoi",* POULAT, *Catholicisme...*, p. 42) p. 126
Mgr Benigni, moderniste et maître de Buonaiuti ? L'équivoque du père Rosa (et d'autres) p. 130
Quelques traits de la personnalité de Mgr Benigni, entre les accusations des ennemis, comme le P. Rosa, et la réalité p. 139
L'histoire de la Compagnie de Jésus d'après I. de Récalde p. 143
L'éducation de la jeunesse. La méthode Montessori, entre jésuites et intégraux p. 145
L'éducation de la jeunesse. Des patronages catholiques au 'Bar Anglais' du Renard noir p. 150
1928: la Compagnie inaugure le dialogue avec la franc-maçonnerie p. 152
Conclusion sur le thème "intégraux et jésuites" p. 154

CONCLUSION : Le "nouveau cours" selon Mgr Benigni p. 156
Modèle à éviter ou 'prophète' pas écouté ? p. 156

NOTES p. 157

Cette étude aidera le lecteur - grâce à un panorama de l'histoire de l'Église au XX^e siècle - à mieux comprendre la genèse et le développement et surtout la persistance de l'hérésie moderniste malgré la condamnation de saint Pie X, jusqu'à son provisoire et tragique triomphe au concile Vatican II, qui a porté l'Église et les âmes au présent état d'abandon, de déréliction et d'humiliation que tant de commentateurs des événements de cette époque semblent oublier ou sous-évaluer.

En défense de Mgr Benigni

"Tout au long de cette période, nul, dans l'Église, et pas même Loisy, n'a été aussi honni, exécré, méprisé. Il le demeure, abandonné seulement à la miséricorde de Dieu. Jugé sans jugement, même pas par un tribunal populaire : par le conseil de ses pairs, dont il s'était séparé et qui l'a emporté".

(Émile Poulat, *Catholicisme, démocratie et socialisme*, p. 27, année 1977).

"*C'est pourtant sous Pie X, à la vigile de la première guerre mondiale, que s'est joué tout ce que nous voyons déferler depuis dix ans*". (É. Poulat, *ivi*, p. 481).

INTRODUCTION

L'article que vous commencez de lire (en espérant que vous réussissiez à arriver jusqu'à la fin), et que j'avais promis de publier dans l'éditorial du numéro 72 de *Sodalitium*, a été occasionné par deux travaux de notre confrère et ex-collaborateur de *Sodalitium*, don Curzio Nitoglia. Le premier date de juillet 2010 et fut publié sur le "bimensuel antimoderniste" *Sì Sì No No* ; le second, beaucoup plus long et divisé en 15 parties a été publié sur le site de l'auteur et repris par l'association "*Inter Multiplices Una Vox*" de Turin et par l'éditeur Effedieffe. Les deux travaux ont en commun l'intention de défendre les personnes et l'œuvre de deux souverains pontifes, Benoît XV et Pie XI, ainsi que de leur secrétaire d'État, Pietro Gasparri. Une intention digne de louanges (au moins pour ce qui concerne la doctrine et la personne des deux pontifes d'heureuse et vénérée mémoire), surtout quand il s'agit de réagir contre une mentalité antiromaine et antipapale malheureusement répandue y compris dans les milieux 'traditionnels'. Beaucoup moins louable, en revanche, quand la défense des deux pontifes sert d'instrument pour une attaque persistante en général à l'encontre de ceux qui furent appelés et se dénommèrent sous le pontificat de saint Pie X "*catholiques intégraux*", et à l'encontre de la figure de Mgr Umberto Benigni, en particulier. Au-delà des circonstances citées plus haut qui ont été l'occasion de cette étude, j'espère qu'elle aidera le lecteur - grâce à un panorama de l'histoire de l'Église au XX^e siècle - à mieux comprendre la genèse et le développement et surtout la persistance de l'hérésie moderniste malgré la condamnation

de saint Pie X (et de tous ses successeurs) jusqu'à son provisoire et tragique triomphe au concile Vatican II, qui a porté l'Église et les âmes au présent état d'abandon, de déréliction et d'humiliation que tant de commentateurs des événements de cette époque semblent oublier ou sous-évaluer.

Abandonnant toute facile - et stérile - polémique, je voudrais saisir l'occasion de ce que je viens de rapporter pour m'occuper de certains points de controverse de la dernière partie de la vie et de l'activité de Mgr Benigni. La première partie de sa vie, sous le pontificat de Léon XIII, vit un jeune Benigni très fidèle à la ligne du pontife qui fut son évêque à Pérouse : comme prêtre, comme historien, comme journaliste (*Eco d'Italia*, 1893, *Voce della Verità*, 1900) et militant catholique dans l'*Opera dei Congressi* [l'Œuvre des Congrès] (vice-président de la II^e^ section, 1895), comme enseignant (à partir de 1901) et membre de la Commission Historico-liturgique (1902). La deuxième partie, qui est aussi la plus connue, voit Mgr Benigni, à la Secrétairerie d'État et, après 1911, en dehors d'elle, très fidèle à saint Pie X et en première ligne dans la lutte contre le modernisme. La troisième, sous les pontificats de Benoît XV et Pie XI, le voit au contraire mis aux marges des milieux ecclésiastiques, et pose le problème de ses rapports avec le fascisme, d'abord mouvement (1919-1923) et ensuite Régime (de 1923 à 1933 : Mgr Benigni meurt en février 1934). Nous verrons comment au cours de sa vie au service de l'Église et du Christ Roi, en dépit des changements inévitables au long d'une existence humaine, Mgr Benigni a toujours, jusqu'à sa mort, été cohérent et fidèle. Ne pouvant, dans les limites d'un article, traiter de manière exhaustive les vingt dernières années de la vie de Mgr Benigni, je me limiterai à répondre aux critiques qui lui ont été adressées et dont j'ai parlé jusqu'à maintenant. Tel est le but du présent article, et la ligne que je suivrai. Je me rends compte - et le lecteur devra aussi le garder à l'esprit - que traiter principalement des vingt dernières années de sa vie, les plus difficiles, et de plus se limiter à répondre aux difficultés, et même aux accusations dirigées contre lui, risque de donner de Mgr Benigni, au moins pour certains lecteurs, une impression négative de sa personne, de son caractère, de son activité. Puisque Mgr Benigni ne peut plus se défendre, comme il le fit lorsqu'il était en vie (1), notre revue, bien volontiers et avec grand honneur, est heureuse de prendre aujourd'hui (et toujours) sa défense : d'où le titre de notre article.

Mgr Benigni : signe de contradiction (particulièrement dans les rangs du clergé)

Tout au cours de sa vie, et même après sa mort, Mgr Umberto Benigni (1862-1934), fondateur du *Sodalitium Pianum* et fidèle collaborateur de saint Pie X dans la lutte contre le modernisme, eut plus d'ennemis que d'amis. Ce qui peut étonner, à première vue, est que parmi les nombreux ennemis de Mgr Benigni, se trouvent de nombreux prêtres. Déjà Émile Poulat, qui a contribué par ses études consciencieuses (2) à une connaissance plus approfondie et objective de Mgr Benigni et de son œuvre, mit en relief ce constat en rappelant le témoignage du père Jules Saubat au procès de canonisation de saint Pie X, à propos des funérailles de Mgr Benigni : *"Quel enterrement ! foule de laïcs… 7 ou 8 sénateurs, 12 à 15 députés, et même douze carabiniers en grande tenue qui faisaient la haie. Comme clergé, deux prêtres"* (3). Aux confrères d'hier et d'aujourd'hui, même à ceux qui se déclarent antimodernistes, Mgr Benigni pourrait-il dire comme César à Brutus : "*Toi aussi, mon fils* ?".

Mgr Umberto Benigni avec le P. Jules Saubat le 6/09/1913 (archives des pères bétharramites)

Mgr Benigni : historiographie

L'embarras provoqué par la figure de Mgr Benigni (que ses ennemis modernistes ou philomodernistes appelaient Maligni) dans le milieu ecclésiastique se manifeste par exemple dans l'anomalie que l'on rencontre dans la rubrique qui lui est dédiée dans *l'Enciclopedia Cattolica*, vol. II, col. 1347, imprimé en la Cité du Vatican en 1949 : la courte rubrique qui lui est dédiée - de manière complètement anormale - n'était pas signée, mais contresignée par un anonyme astérisque. Aussi dans les milieux qui, en un certain sens, pouvaient être dits héritiers de son œuvre ou proches de son monde, avant la béatification de saint Pie X on avait l'habitude d'ignorer sa figure ou de prendre ses distances à son égard, tout comme on prenait ses distances d'une manière générale par rapport à ce qui en France - plus qu'en Italie - est aujourd'hui encore appelé avec mépris, "l'intégrisme" (4). Le jugement historique sur Mgr Benigni et son œuvre commença à changer, en sa faveur, à cause de deux facteurs. Le premier fut le pontificat de Pie XII (qui connut personnellement et de près le prélat ombrien) (5), spécialement quand le pontife se rendit compte de la renaissance du modernisme dans la *nouvelle théologie* (encyclique *Humani Generis*, 1950) et quand il voulut fortement la béatification (1951) et la canonisation (1954) de saint Pie X. Durant les procès (1923-1946) pour la béatification de Pie X, en effet, d'illustres personnages se déclarèrent opposés à la glorification du pape Sarto, parce qu'il avait précisément soutenu les catholiques intégraux, et le *Sodalitium Pianum* de Mgr Benigni. Le cardinal Pietro Gasparri (1852-1934) fut le principal défenseur de cette thèse : Benigni était "*le péché de Pie X*". On ne pouvait ignorer l'objection du secrétaire d'État (de 1914 à 1930) des deux Pontifes, que don Nitoglia a voulu défendre, raison pour laquelle Pie XII ordonna en 1949 un supplément d'enquête confié au futur cardinal Ferdinando Antonelli o.f.m. : c'est la célèbre *Disquisitio* (6) qui en 1950 conclut en faveur de saint Pie X mais aussi, substantiellement, de ses collaborateurs, et rejeta l'objection de Gasparri (le directeur de *La Civiltà Cattolica*, le père Enrico Rosa, lui aussi pris comme modèle par don Nitoglia, était sur les mêmes positions que Gasparri). La tourmente de Vatican II élimina la prometteuse dévotion à saint Pie X mais, d'un côté tout à fait inattendu, vint illustrer la vie, la pensée et l'œuvre de Mgr Benigni et de ses associés, l'historien du modernisme (et par conséquent de l'antimodernisme) Émile Poulat (1920-2014). Que les études les plus passionnées, impartiales et objectives sur Mgr Benigni et les catholiques intégraux vinrent d'un prêtre (1945) engagé dans l'expérience des prêtres ouvriers, qui avait abandonné le sacerdoce (1955) et a été défini "*apôtre de la laïcité*" peut sans doute surprendre, mais c'est pourtant une vérité indiscutable qui honore cet auteur. La publication (Casterman, 1969) avec d'amples com-

mentaires des documents du "*Sodalitium Pianum*" saisis durant la première guerre mondiale à l'avocat Joncks par les autorités allemandes qui occupaient la Belgique, la réédition de la "*Corrispondenza Romana*" par Feltrinelli (1971), et enfin la biographie intellectuelle de Mgr Benigni (Casterman, 1977) ont fait sortir de l'oubli la figure de Mgr Benigni et de son école de pensée.

Après la mort du prélat ombrien, des études objectives comme justement celles d'Émile Poulat et la "*Disquisitio*" n'ont donc pas manqué, mais ont surabondé, non certes en qualité mais sans doute en quantité, les critiques injurieuses. Dans l'actuel climat d'ardent philosémitisme, Mgr Benigni fut condamné - à la manière de Giovanni Preziosi - comme fasciste antisémite fanatique, et même comme signataire enthousiaste du manifeste de la race et des lois raciales, ce qui est évidemment impossible, ne serait-ce que parce que ledit manifeste est daté de juillet 1938, alors que l'auteur mourut, comme déjà dit, en 1934. Les historiens (élogieux) du modernisme doctrinal et du modernisme social (murrisme, démocratie chrétienne), comme Scoppola ou Bedeschi, ont attaqué en Mgr Benigni le sinistre intégriste qui, avec une œuvre d'espionnage, et la fondation d'une société secrète, lutta contre le progrès de l'Église. Plus récemment, s'est distingué dans la diffamation l'historien accrédité de *La Civiltà Cattolica,* le jésuite Giovanni Sale, dans ses études documentées (à partir des vastes archives de *La Civiltà Cattolica*, précisément) mais non impartiales (7), d'autant plus qu'elles sont ouvertement pro-réhabilitation à l'égard du modernisme. En cela, pas de quoi s'étonner : il est normal que des modernistes plus ou moins déclarés s'opposent à Mgr Benigni ; ce qui étonne au contraire, c'est l'objectivité d'un Poulat qui n'était certainement pas catholique intégral.

Un tournant historiographique : l'ouverture du *Fonds Benigni*

Pendant des années, donc, les études de Poulat ont constitué un point ferme sur l'histoire du catholicisme intégral et, à dire vrai, le sont encore aujourd'hui et, à mon avis, sont destinées à le rester dans le futur. En même temps, cependant, il faut signaler certaines nouveautés qui ne renversent pas (ou mieux : ne devraient pas renverser) l'orientation de la *Disquisitio* et de Poulat, mais en sont un complément qui pourrait être un véritable enrichissement. Il s'agit de l'ouverture aux chercheurs de deux "fonds" documentaires contenant ce qu'il reste des archives de notre Monseigneur et qui furent vendus aux Archives Secrètes du Vatican (février 1935) par son frère Federico Benigni, et aux Archives Historiques Diplomatiques du ministère des Affaires Étrangères (novembre 1937) par son neveu Pietro Mataloni. Mgr Sergio Pagano et Margherita Bettini Prosperi ont présenté un premier inventaire des deux archives, qui furent ensuite pillées par les chercheurs (8). Alors que les archives saisies à l'avocat Joncks ouvraient à l'historien de très précieuses informations sur l'activité du *Sodalitium Pianum* du temps de saint Pie X avec une référence particulière à la région où travaillait le correspondant flamand du S.P., les deux archives ouvertes aux chercheurs des années 90 élargissaient nos connaissances de l'activité "de l'intérieur" de Mgr Benigni à d'autres pays (parmi lesquels l'Italie) et à d'autres périodes, même successives à la dissolution du S.P., et résolvaient par exemple certains problèmes historiographiques encore non résolus par Émile Poulat, sinon sous forme d'hypothèses, dont le motif de l'éloignement de Mgr Benigni par la Curie en 1911 (encore sous Pie X, donc) ou la fin de la revue intégrale *Fede e Ragione* en 1929 : nous y reviendrons.

"Reductio ad Hitlerum" (9) et pensée intégrale comme "phobie" paranoïaque

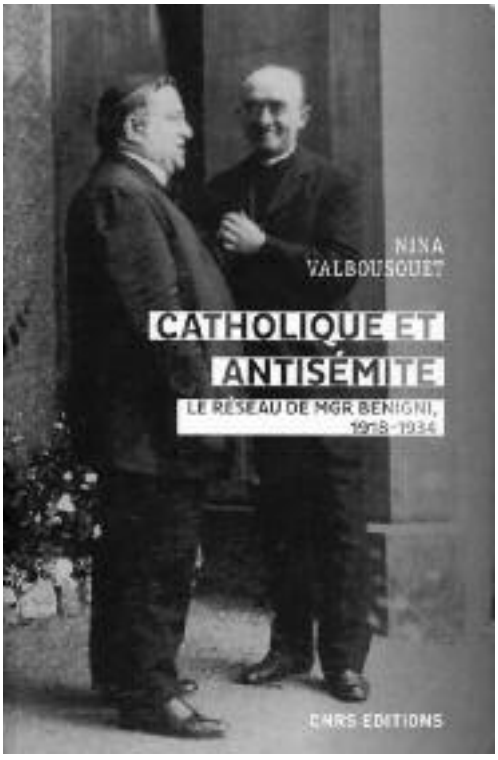
Réduire la personne, la pensée et l'œuvre de Mgr Benigni et du catholicisme intégral (et au fond du catholicisme tout court) à l'antisémitisme fasciste et - pourquoi pas - national-socialiste, est une (misérable) tentative qui n'étonne pas à notre époque : il suffit de voir par exemple le petit livre de Maria Teresa Pichetto : *Alle radici dell'odio. Preziosi e Benigni antisemiti* (1983). D'un tout autre niveau intellectuel - mais de semblable finalité politico-religieuse - le travail de l'"*historienne française*" (don Nitoglia *scripsit*) Nina Valbousquet. La jeune chercheuse - soutenue par des bourses d'études *ad hoc* - s'occupe d'étudier le catholicisme intégral et Mgr Benigni à la lumière de l'antisémitisme depuis sa thèse de doctorat : *Les Réseaux transnationaux de l'antisémitisme catholique : France, Italie, 1914-1934. Umberto Benigni et les catholiques intransigeants.* La thèse, soutenue le 3 juin 2016 devant les professeurs Marc Lazar (Sciences Politiques, Paris) (10) et Marie-Anne Matard-Bonucci (Université Paris 8), entend illustrer le passage du catholicisme intransigeant, antimoderniste et intégral des vieux modèles d'antijudaïsme à un nouvel antisémitisme clérico-fasciste, dont l'exemple serait précisément le parcours de Mgr Benigni et de ses collaborateurs dans l'entre-deux-guerres. Après sa thèse, N. Valbousquet n'a pas abandonné cette thématique, en se spécialisant sur le sujet et en publiant de très nombreux articles et essais inclus dans d'autres publications (11), jusqu'à arriver à son dernier et récent volume, que nous citerons souvent :

Catholique et antisémite : Le réseau de Mgr Benigni - Rome, Europe, États-Unis, 1918-1934, CNRS Éditions, Paris, 2019.

Pour résumer l'intention, non seulement universitaire mais aussi des conséquences pratiques de Valbousquet, je me servirai des mots qui concluent son livre :

"*Il y a donc une autre histoire à écrire : celle des prolongements de l'antisémitisme catholique après la Shoah et de sa réactivation dans les réseaux traditionalistes opposés au concile Vatican II*" (p. 290) : en tenant compte des lois en vigueur dans nos pays occidentaux, la thèse catholicisme = antisémitisme = Shoah = catholiques traditionalistes a de quoi nous préoccuper tous, *in primis* don Nitoglia, qui au contraire, après un 'dérapage' sur le père jésuite Sale, semble intellectuellement fasciné par l'"*auteur française*".

Or, N. Valbousquet est certainement une chercheuse sérieuse et documentée, mais n'en est pas pour autant non idéologiquement orientée. En réalité, comme déjà dit, l'impression est qu'elle est comme 'créée' et destinée à un travail bien précis par qui en a soutenu la - jusqu'à présent - brillante carrière



La couverture du livre de Nina Valbousquet

consacrée à un sujet aussi spécialisé et, au fond, "mineur" (pas pour nous, évidemment, mais pour le grand public). Voici la liste - divulguée par l'auteur - des bourses d'étude et des prix obtenus par la jeune chercheuse, avant même de présenter sa thèse de doctorat :

2014–2015 : Boursière de la Fondation pour la Mémoire de la Shoah (Paris).

2015–2016 : Lauréate de la bourse de mobilité Alliance et programme d'échange doctoral à Columbia University (New York).

2015 : Lauréate du prix de la Ville de Paris, Bourse de recherche sur la xénophobie et l'antisémitisme.

2016–2018 : Bourse post-doctorale au Center for Jewish History et New York University.

Automne 2018 : Bourse de recherche postdoctorale à l'United States Holocaust Memorial Museum (Washington).

Printemps 2019 : Bourse de recherche en études juives à Fordham University et New York Public Library.

Nous ne savons pas si Nina Valbousquet - en plus d'être écrivain française - est aussi écrivain israélite. Ce qui est certain c'est qu'elle s'est orientée ou a été orientée dans l'étude de l'antimodernisme comme dans celle de l'antisémitisme grâce au constant soutien (financier, universitaire, politique) d'associations nationales et internationales liées au judaïsme, et à la lutte contre l'antisémitisme et la xénophobie. Ceci, pour ce qui concerne la "*reductio ad Hitlerum*" : les catholiques intégraux ou traditionalistes sont en même temps la cause et les continuateurs de l'antisémitisme qui a conduit à la Shoah et peuvent être intégrés, sinon au national-socialisme, pour le moins à son allié et complice : le fascisme. Et le divan du psychanalyste ? L'intégrisme (*in primis* Benigni) est l'œuvre de "'*fanatiques*' *animés par une vision* '*paranoïaque*' *où le juif est partout*" (p. 13 citant M. Marrus), une "*obsession d'une infiltration d'éléments modernisants et corrupteurs dans l'Église*", une "*paranoïa*" catastrophiste et victimiste (p. 37). "*Le complexe de persécution et la paranoïa*" (p. 59) augmentent avec l'augmentation des revers de Mgr Benigni : "*insistance obsessive*", "*rancune*" (p. 60). Au contraire de la thèse de Bernard Lazare pour qui l'antisémitisme est un effet de l'attitude même des juifs (et il en faisait partie), le dogme actuel postule que "*l'antisémitisme*" (y compris l'antijudaïsme chrétien qui dans la thèse de Valbousquet ne se distingue pas suffisamment) ne peut avoir la dignité d'opinion bien que non partagée, mais doit être traité comme une maladie mentale : il ne peut être que non motivé, fondé sur des "*mythes*" (pp. 42, 71-73). Il s'ensuit que l'auteur nie à Mgr Benigni en tant qu'historien, enseignant, écrivain, toute scientificité, mais au maximum une '*supposée*' ou '*prétendue*' expertise : un adversaire politique (et religieux ?) ne peut qu'être 'diabolisé' et sa pensée réduite à de la phobie.

Tir fratricide

En cela, pas de quoi s'étonner : il est normal que des modernistes plus ou moins déclarés, ou même des historiens 'militants', s'opposent à Mgr Benigni ; ce qui étonne plutôt - comme déjà dit - c'est l'objectivité d'un Poulat, que le travail de Valbousquet cherche en effet de manière programmatique à discréditer (pp. 16-19). Ce qui frappe et peine, ce sont en revanche les critiques injustes provenant du camp "antimoderniste". Notre bulletin - nous l'avons rappelé à plusieurs reprises - doit son nom *Sodalitium* à l'ancien *Sodalitium Pianum*, et ce aussi pour

réagir à une série d'articles sur le pontificat de saint Pie X signés par le prêtre Didier Bonneterre, publiés par la revue de la Fraternité Saint-Pie-X, *Fideliter*, articles contenant une critique de fond aux "catholiques intégraux" et au *Sodalitium Pianum* de Mgr Benigni (12).

Par la suite, un périodique ouvertement "antimoderniste", *Sì sì no no* (n° 13, juillet 2010), dans l'intention de défendre le secrétaire d'État de Benoît XV et de Pie XI, le cardinal Pietro Gasparri, de certaines accusations qui lui ont été faites, a écrit que :

Le cardinal Gasparri n'était pas un sympathisant des méthodes du Sodalitium Pianum, lesquelles, parfois, après la mort de saint Pie X (1914) devinrent vraiment exagérées. Parmi ces méthodes "exagérées" il convient d'énumérer :

- la collaboration de Mgr Benigni avec l'Ovra (la police politique fasciste)
- la réhabilitation du Risorgimento
- la dépréciation de la Compagnie de Jésus en tant que telle comme "internationale noire maçonnique".

Dix ans après, le même auteur, don Curzio Nitoglia, a précisé et développé ses accusations initiales dans une série d'articles (en 15 parties) publiés sur son propre site et repris intégralement par les sites de la maison d'édition Effedieffe et de l'association *Inter Multiplices Una Vox*. La série a commencé le 16 avril 2020 par un article intitulé *Monsignor Benigni, Benedetto XV, cattolici integrali e moderati* où le titre oriente déjà le développement : les catholiques intégraux ne sont pas des modérés, et les adversaires des intégraux ne sont pas plus ou moins complices du modernisme, mais sont précisément des "modérés" (et les intégraux sont des "exagérés"). Qu'ensuite l'intitulé "catholiques modérés" soit, à ce que je sache, une invention de don Nitoglia - même si inspirée de Valbousquet, (p. 15) - jamais utilisé à cette époque, est significatif pour comprendre où l'auteur veut amener le lecteur. Si le titre oriente le lecteur sur une fausse piste, le *status quæstionis* finit par le tromper totalement en faussant justement la question débattue. La méthode est simple et bien connue : prêter à l'adversaire que l'on veut contester des opinions qu'il n'a jamais défendues et soutenues, pour pouvoir ainsi facilement triompher d'un ennemi… imaginaire. Dans ce cas, Mgr Benigni (qui dans l'Église fut un homme privé) s'oppose à deux pontifes - en tant que Vicaire du Christ, quoiqu'en dise Bergoglio, pour lequel le titre de Vicaire du Christ serait uniquement un 'titre historique' - c'est pourquoi il est évident que l'"affrontement" est inégal ; qui plus est : aux intégraux, d'hier et surtout d'aujourd'hui (lire : nous) - est attribué un jugement grave sur ces deux pontifes : "*Certains auteurs veulent voir en Benoît XV un pape libéral au sens strict, c'est-à-dire modernisant sinon carrément moderniste. Pour vérifier si cette affirmation correspond à la vérité, en considérant que le libéralisme est au minimum une grave erreur théologique et le modernisme est "la synthèse de toutes les hérésies", il est bon d'étudier les rapports entre le Sodalitium Pianum (désormais S.P.) de monseigneur Umberto Benigni (1862-1934), le pape Pie X et le pape Benoît XV".* Quels que soient ces "auteurs", ce qu'ils ont dit exactement, ce premier article ne permet pas de le savoir, c'est pourquoi on ne peut partir en guerre contre un ennemi imaginaire, inventé justement parce que cela convient, c'est-à-dire dans le but de diffamer des ennemis bien réels mais qui se gardent bien d'affirmer ce que l'auteur leur attribue (13).

Mgr Benigni et les intégraux sur le divan du psychanalyste (ou du psychologue)

Le tableau que don Nitoglia fait de l'Église à la mort de Pie X est plus ou moins celui-ci : à l'extérieur les modernistes déjà condamnés, à l'intérieur seuls les catholiques de diverses sensibilités, les intégristes et les modérés ; des modernistes cachés, même pas l'ombre, des complices des modernistes pas non plus. Les modérés sont, par définition, modérés. Les intégristes au contraire ont peut-être raison dans la théorie, mais sont excessifs dans la pratique : *"Benoît XV modéra certaines attitudes peut-être excessives de Mgr Benigni"*, même, sans le 'peut-être', de Benigni et de ses associés on réprouve *"les excès dans les modalités de la lutte", "les emportements"* et ainsi de suite. Dans un crescendo rossinien, la dénonciation de la psychologie intégriste (pas de la modérée !) monte d'un ton dans le deuxième article (*Le vicissitudini del Cattolicesimo integrale sotto Benedetto XV e Pio XI*) : "*personnalité anguleuse peut-être excessivement polémique"* celle de Benigni, en effet sans 'peut-être' "*il y eut des excès chez les 'intégraux'*" et si "*des catholiques 'modérés' furent maltraités de 1903 à 1914, d'autres considérés 'intégraux' ne le furent pas moins au cours des années suivantes*" : ils sont donc quittes, en admettant des injustices contre les modérés durant le pontificat de saint Pie X. Tous deux exempts d'erreurs doctrinales ("*on ne rencontre pas d'erreurs théologiques dans aucun des deux camps*"), tous deux excessifs dans le manque réciproque de charité ("*lesquels cependant purent pécher par excès ou par défaut quant au mode pratique d'opérer*"). Nous demandons alors, par exemple, si le "modéré" don Sturzo qui défendait l'aconfessionnalité et le non modéré cardinal Boggiani qui la condamnait étaient semblables avec des sensibilités différentes : ou non ? Mais peut-être que don Sturzo, ou un autre, usait de tons modérés, alors que Benigni "*en réalité avait un 'mauvais caractère' qui ne le rendait pas sympathique à ses confrères"*. Et puis, Valbousquet (et nous savons qui elle est) "*dans son essai très bien documenté*" (14) "*ajoute que monseigneur Benigni était 'influent auprès de Pie X' et n'aurait pas hésité à divulguer des rumeurs malveillantes contre Della Chiesa et Gasparri, d'après le témoignage rétrospectif de ce dernier*". Si Valbousquet le dit, alors c'est vrai (alors qu'au contraire c'est faux), c'est pourquoi don Nitoglia approuve et enfonce le clou : "*sa véhémence coûta à Benigni le soutien de Merry del Val et le contraignit à donner sa démission de sous-secrétaire le 7 mars 1911, remplacé par monseigneur Eugenio Pacelli (ivi). En effet, le caractère parfois difficile et excessif de Benigni, une certaine véhémence dans la polémique et* ***une tendance au dénigrement personnel de ceux qui ne pensaient pas comme lui****, le portèrent à s'affronter non seulement avec les 'modérés', mais aussi à s'aliéner les sympathies de certains 'traditionalistes' (nous verrons ensuite les problèmes qu'il eut aussi avec Merry del Val en 1911 et même avec De Lai en 1922)*". Nous verrons nous aussi comment se passèrent vraiment les choses… Le petit chapitre suivant est tout un programme dès le titre : *"Benigni contre Benoît XV"*. Si encore sous Pie X *"on rencontre dans la manière d'agir, d'écrire, de s'exprimer de Benigni et de ses étroits collaborateurs un certain zèle excessivement acerbe, mordant et même irrespectueux"* figurons-nous après ! (15). "*Franchement on ne peut pas ne pas noter une attitude excessivement critique envers tous ceux qui s'écartaient même de manière infime de son mode de pensée et d'agir*" écrit encore don Nitoglia. Mais en vieillissant… Benigni empire : il montre "*un pessimisme radical et un sens de la* ***frustration*** *qui le porte à s'aigrir toujours plus de 1914 jusqu'à sa mort (1934) et à augmenter son excessif esprit polémique (vis polemica)*". Et voici que finalement don Nitoglia dévoile de qui il

entendait parler quand il faisait allusion à qui accusait Benoît XV d'être libéral et moderniste : "*N. Valbousquet cite Émile Poulat (Catholicisme, démocratie et socialisme. Le mouvement catholique et Mgr Benigni, Tournai, Casterman, 1977, p. 358) pour qui Benigni et les intégristes, après Pie X, s'étaient toujours plus persuadés non seulement de l'"infiltration moderniste et libérale" dans la sphère catholique, chose patente et déjà dénoncée par saint Pie X, mais qu'elle était même arrivée 'au sommet de l'Église', c'est-à-dire jusqu'à Benoît XV lui-même et à ses plus étroits collaborateurs. Or il est difficile d'accuser Benoît XV de modernisme ou de libéralisme, même si sa manière de gouverner l'Église s'était éloignée de la pratique suivie sous Pie X, devenant plus modérée, mais pas pour autant libérale ou moderniste*". Si Valbousquet le dit ! (certainement pas Poulat qui à la page citée n'écrit rien de semblable). "*On ne peut donc nier qu'après la disparition de Pie X il y a eu 'un cas Benigni', caractérisé par une* ***frustration*** *et un abattement rancunier toujours plus grands, qui le conduisirent à des critiques excessives et injustes*", même la maladie de Benigni était contagieuse puisque "*il ne faut pas non plus croire que Benigni fût un 'isolé' dans son opposition critique à l'orientation gouvernementale plus modérée de Benoît XV. Plusieurs de ses collaborateurs pensaient comme lui. Émile Poulat, suivi par Nina Valbousquet, citent le cas de l'abbé Paul Boulin, qui surpassait même Benigni quant à l'ardeur polémique (N. Valbousquet, op. cit., p. 453)*" ; il fut pourtant soutenu par le cardinal Boggiani (malade lui aussi ?).

"*Dans les dernières années du pontificat de Benoît XV, les invectives de Benigni contre le Pape et son entourage s'amplifiaient. [...]. Benigni se serait même réjoui du fait que la santé précaire de Benoît XV pût être de bon augure pour un prochain retour à la ligne intégrale" (N. Valbousquet, op. cit., p. 454)*. Nous verrons par la suite les accusations de fond contre Benigni et les intégraux. Pour le moment, je cite don Nitoglia dans son analyse - je dirai - psychologique de Benigni (et de ses compagnons, ou camarades) à la suite de Valbousquet (pour qui ils sont - rappelons-le - paranoïaques) : le sien est "*un esprit exacerbé et ulcéré*" "*poussé par les échecs*". En somme : les idées et les choix de Mgr Benigni et de ses proches n'auraient pas leur dignité intellectuelle, mais seraient, pour la plupart, le fruit de leurs passions désordonnées, sinon d'un certain déséquilibre intérieur (16).

L'interprétation psychanalytique des "intégristes" développée par Valbousquet (17) et qui chez don Nitoglia est pour le moins une interprétation psychologique, n'est pas une nouveauté absolue. Émile Poulat, en retraçant en 1969 l'histoire du terme "intégrisme", rappelle qu'il fut repris par le cardinal Suhard dans sa lettre pastorale "*Essor ou déclin de l'Église ?"* pour indiquer "*l'erreur inverse du modernisme".* Dès lors, écrit Poulat, "*la littérature s'en empare : on en fait l'histoire, la psychologie, et même la psychanalyse. C'était un complexe sado-anal".* Ainsi le prêtre néo-moderniste Marc Oraison sur la revue *La Vie spirituelle* (!) : *"réaction affective d'allure névrotique… Une indéniable composante sado-anale… Un élément de véritable volupté masochiste…"* (18). Paroles qui, si elles ne disent rien, en réalité, sur les catholiques intégraux, sont peut-être révélatrices de l'esprit et de la psyché de son auteur, Marc Oraison.

PREMIÈRE PARTIE : SAINT PIE X ET LES CATHOLIQUES INTÉGRAUX

Je n'approfondirai pas davantage le sujet, non seulement puisqu'amplement traité par la *Disquisitio* à l'occasion de la canonisation du pape Sarto, mais aussi puisque semble et est évidente l'harmonie entre Mgr Benigni, les catholiques intégraux et le pape saint Pie X, nonobstant la différence inévitable entre les personnes et les rôles (un pape, un secrétaire d'État, un représentant de la Curie - Mgr Benigni jusqu'en 1911 - et une personne privée - le même de 1911 à 1914, jouent des rôles différents avec des compétences et des obligations différentes). Je me limiterai à traiter de ces thèmes, en partie soulevés par don Nitoglia.

1911 : Mgr Benigni quitte la Secrétairerie d'État. Le cardinal Merry del Val (et saint Pie X) jetèrent-ils le discrédit sur Mgr Benigni ?

"*Sa véhémence coûta à Benigni le soutien de Merry del Val et le contraignit à donner sa démission de sous-secrétaire le 7 mars 1911, remplacé par monseigneur Eugenio Pacelli (ivi). En effet, le caractère parfois difficile et excessif de Benigni, une certaine véhémence dans la polémique et* ***une tendance au dénigrement personnel de ceux qui ne pensaient pas comme lui****, le portèrent à s'affronter non seulement avec les* '*modérés*'*, mais aussi à s'aliéner les sympathies de certains* '*traditionalistes*' *(nous verrons ensuite les problèmes qu'il eut aussi avec Merry del Val en 1911 et même avec De Lai en 1922)*". J'ai déjà rapporté cette citation de Valbousquet-don Nitoglia. La thèse revient chez don Nitoglia de manière obsessionnelle : par exemple, dans la neuvième partie, il écrit : "*Même le cardinal Merry del Val, le Secrétaire d'État de Pie X et le protecteur du mouvement intégriste, était convaincu de devoir détendre le climat qui s'était créé dans l'Église à cause de la manière d'agir de certaines personnalités, objectivement excessive, dans la lutte antimoderniste (Y. Chiron, op. cit., p. 283)* [Y. Chiron: *Benoît XV, le pape de la paix*, Perrin 2014, n.d.r.] *et fit éloigner de la Secrétairerie d'État Mgr Benigni en 1911*" ; "*déjà en 1911 sous Pie X, le cardinal Merry del Val fit éloigner Mgr Benigni de la Secrétairerie d'État vaticane*" ; "*Or le même cardinal Merry del Val en 1911 dut intervenir pour faire cesser les abus de pouvoir du S.P." ; et encore : "N. Valbousquet explique, donc, que Mgr Benigni fut "membre de la Curie de Pie X jusqu'en 1911 [donc pendant seulement 3 ans, ndr]* [en réalité 5 ans, note de don Ricossa]*, quand commença sa progressive mise à l'écart" (op. cit., p. 160), qui comme nous verrons plus loin fut demandée, non par les modernisants, mais en plein pontificat du pape Sarto, par le cardinal "intégriste" Raffaele Merry del Val, le fidèle Secrétaire d'État de Pie X, qui en 1911 désapprouva les méthodes du monseigneur pérugin et en demanda l'éloignement de la Curie"* : nous pourrions continuer longtemps, mais à quoi bon ? Répéter en continu une idée ne signifie pas la rendre vraie…

Le problème de don Nitoglia est qu'il fait confiance à Valbousquet (ou à Yves Chiron) sans connaître exactement les sources. Déjà en 1911 la nomination de Mgr Benigni comme Protonotaire Apostolique avec abandon simultané de son poste à la Secrétairerie d'État fit beaucoup parler et discuter. S'agissait-il du proverbial *promoveatur ut amoveatur* ? D'après *La Correspondance de Rome* (et donc

Benigni) lui-même avait demandé depuis un an de quitter ce poste... pour motifs de santé : une demi-vérité, comme nous verrons. Par ailleurs, les versions données par des amis et des ennemis de Mgr Benigni étaient opposées entre elles, et l'énigme reste elle aussi pour Émile Poulat qui dédia au dilemme historique un chapitre entier de sa biographie de Mgr Benigni "*Catholicisme, Démocratie et Socialisme : le mouvement catholique et Mgr Benigni de la naissance du socialisme à la victoire du Fascisme*" (1977) (*chapitre X. Un complexe de trahison. L'énigme du 7 mars 1911*). En se fondant sur la documentation alors disponible aux historiens, Poulat ne pouvait qu'émettre des hypothèses (19). Mais don Nitoglia semble ignorer, et avec lui Valbousquet, ce qui a été retrouvé dans les Archives Secrètes du Vatican par Mgr Sergio Pagano, après l'ouverture du *Fonds Benigni*. Ce qui était obscur est maintenant très clair, tant sur l'origine du *Sodalitium Pianum*, que sur les événements de 1911. Pagano, ouvertement philomoderniste, écrit à ce propos : "*Jusqu'à aujourd'hui, par manque de documents, on restait dans le vague : tous interprétaient la promotion de 1911 comme un éloignement de Benigni décidé d'en-haut. De nouveaux documents peuvent maintenant faire un peu de lumière, même si en vérité le scénario curial qui transparaît est encore plus ambigu et sans scrupules que ce que l'on avait jusque-là pensé*". Laissant à Mgr Pagano ses avis sur l'absence de scrupules de la Curie de saint Pie X, voyons maintenant le document principal qui éclaire toute l'affaire : "*Une longue lettre de Mgr Benigni du **21 juin 1910** au cardinal Secrétaire d'État, Merry del Val, son supérieur, est en mesure d'éclaircir des circonstances qui certainement étaient destinées à rester cachées. En voici le texte :*

Le pape saint Pie X

Éminentissime Prince, je fais un très vif appel à la bien connue bonté de V. E. pour qu'elle daigne prendre en sa bienveillante attention et satisfaire ma prière. (…) Maintenant que j'en suis à la cinquième année de mon sous-secrétariat, je pense, en conséquence, qu'il y a lieu de tirer les conséquences pratiques de l'expérience accomplie. Ma charge officielle, si elle ne m'a jamais beaucoup occupé, est aujourd'hui réduite à presque zéro, non par la volonté de qui que ce soit, mais par évolution naturelle des choses. En revanche, la charge officieuse du 'service informations' est allée insensiblement mais continuellement en augmentant de travail, au point qu'aujourd'hui elle vaut matériellement le travail d'un office. Et c'est de cette antithèse que naît spontanément le fait que dans les premières années j'ai été très ponctuel aux heures de bureau, aujourd'hui je me suis fait un devoir de ne plus l'être, sachant que, neuf fois sur dix, je n'aurais plus rien à faire au bureau comme sous-secrétaire, alors que l'autre travail presse". Mgr Benigni avait donc à la Curie une charge officielle (qui lui ouvrait la voie à la pourpre) et une charge officieuse, connue cependant de la Secrétairerie d'État : celle du service informations. Continuons la lecture, et nous découvrirons la description du *Sodalitium Pianum*, ou de ce qui deviendrait le

S.P. : "*Si à V. E. il plaît de savoir de manière succincte à quel point se trouve l'organigramme du 'service informations', je dirai en quelques mots (sauf bien entendu à exprimer les derniers détails que V. E. souhaiterait connaître) pour qu'elle comprenne : a) le service quotidien des correspondants, spécialement de la presse libérale (journaux et agences) pour mettre des 'injections' dans leurs feuilles b) 'Correspondance de Rome' c) une correspondance hebdomadaire dans laquelle je résume et j'aborde les événements qui intéressent Rome, correspondance que je passe en mains propres à des correspondants de journaux étrangers fiables qui l'envoient comme venant d'eux. Cette correspondance est imprimée en espagnol (Barcelone), français (Gand), allemand (Salzbourg) et polonais (Czestochowa). Elle est 'pillée' par d'autres journaux : par ex. j'ai constaté que El Pueblo de Buenos Aires la dérobe régulièrement au journal de Barcelone. De même les journaux polonais d'Europe et d'Amérique pillent la correspondance en polonais. Ainsi la correspondance hebdomadaire (parfois aussi bi-hebdomadaire) parcourt le monde sans que l'on en soupçonne l'unique source d) le service secret d'information et de parole d'ordre. Il est déjà organisé à Rome, en France, en Belgique, en Suisse, en Russie, avec un service pour le moment supplétif en Allemagne, Autriche, Espagne, États-Unis et Canada, en plus de mes relations, pour ainsi dire, non organiques, lesquelles servent ailleurs, par ex. dans les Balkans. Le service est organisé simplement : chaque 'chef de file' avec ses amis composant sa 'file' et qui ne connaissent que lui, ignorant à qui celui-ci se réfère. Chaque chef de file ne sait pas non plus qui sont les autres chefs de file : chacun traite directement avec moi. De cette manière il n'y a pas de risque qu'en se détachant une maille du filet compromette les autres ; chaque maille est un nœud à elle seule. Bien entendu, le service est d'ailleurs effectué avec les prudences appropriées : code, jargon, adresses postales différentes, autre calligraphie, etc. Le service fonctionne ainsi : chaque chef de file m'envoie les informations qu'il recueille directement ou par l'intermédiaire de sa file. Je communique directement avec chaque chef de file au moyen de lettres spécifiques pour les cas particuliers et par les 'lettres de Genève' pour les informations et directions communes. Ce sont des lettres datées de Genève par lesquelles je fais communiquer aux chefs de file : 1) les informations que me donnent les autres chefs de file ou que je recueille directement, ou qui peuvent servir aux chefs de file comme norme personnelle, comme occasion de compléter ou de rectifier l'information, etc. 2) les mots d'ordre pour démentir les calomnies antiromaines, pour indiquer de manière confidentielle ce qu'il convient de dire ou de taire, de faire ou d'omettre dans tel cas, dans l'intérêt du Saint-Siège et de l'Église. Ainsi les chefs de file travaillent et font travailler dans le sens romain, chacun pour son compte, ici et là, sans que l'on puisse y voir un mot d'ordre central. Ce service étant à ses débuts, il manque de nombreuses mailles dans son réseau international, mais désormais le réseau est tissé et il suffit de le développer, et il ne se passe pas de mois sans que j'aie au moins une maille de plus*". Après la description du 'service informations' (qui n'est donc pas une société secrète, comme voulurent les ennemis, y compris le cardinal Gasparri, mais un service secret, ce qui est très différent), continuons la lecture pour en voir l'origine : "*Voilà, Éminentissime Prince, très brièvement le 'service informations' né en septembre 1906 dans lequel à mes premières propositions V. E. R. daigna répondre qu'il l'approuvait*". De ceci nous voyons que la proposition qui partit de notre Monseigneur fut accueillie par le cardinal Merry del Val (et certainement par saint Pie X, ajoute Mgr Pagano) en septembre 1906, c'est-à-dire à l'occasion de la nomination de Benigni comme sous-secrétaire aux Affaires Ecclésiastiques Extraordinaires. Gasparri pensait avoir ouvert la voie de la Secrétairerie d'État à Benigni, et il le

regrettait ; mais il ne savait rien du motif pour lequel Merry del Val et Benigni s'étaient accordés sur cette nomination. Et nous voilà à la décision de quitter la Curie Romaine : fut-ce le cardinal Merry del Val qui obligea Mgr Benigni à donner sa démission, comme le soutiennent don Nitoglia-Valbousquet ? Continuons à lire cette lettre extraordinaire : "*C'est encore immensément peu face à l'immensément nombreux qu'il faudrait : mais c'est une entreprise pour laquelle il vaut la peine de se dédier à l'augmenter. Cela étant, pour importuner le moins possible V. E. R. je m'empresse de lui présenter mon humble demande :* ***que V.E.R. daigne obtenir du Saint-Père que je quitte mon poste de sous-secrétaire*** *dans les conditions suivantes…*". Voilà comment Merry del Val imposa à Benigni de démissionner ! Ce fut Mgr Benigni qui demanda au Pape et au cardinal de quitter sa charge ! Rien à voir avec une disgrâce ! Rien à voir avec un châtiment ! Mais voyons les conditions : "*lesquelles en m'assurant un convenable ajustement, me faciliteront matériellement et moralement mon travail : que* ***quittant le poste susdit j'aie un titre honorifique, qui empêche de soupçonner sérieusement et honnêtement mon élimination ou ma disgrâce…***". Et c'est ce qui arriva en 1911, puisque Mgr Benigni fut promu Protonotaire Apostolique participant ! La lettre continue avec le souhait de pouvoir fréquenter également par la suite la Secrétairerie d'État, traite de la condition financière de Benigni et termine "*dans la confiance d'obtenir la très insigne grâce*". Dans son commentaire du "*document fondamental*", Mgr Pagano fait remarquer comment "*l'ascension au haut poste de la Secrétairerie d'État (pratiquement le cinquième dans la hiérarchie interne) fut dans une certaine mesure dictée par des projets que tant le prélat que le cardinal Secrétaire d'État et peut-être le pontife lui-même avaient secrètement discutés, dont l'exécution aurait été 'couverte' par la nomination officielle, parfaitement efficace, du reste, aux objectifs de desseins officieux*". Si le cardinal Gasparri en fut dans l'ignorance, et se contenta de désapprouver le financement de *La Corrispondenza Romana* de Benigni accordée par Pie X, "*cela démontre comment (Benigni) réussit à dissimuler complètement ses intentions et ses attaques et cachait, même à ses protecteurs* (comme au début ce fut le cas de Gasparri, n.d.a.) *ses réelles inspirations personnelles et ses projets*". Ce qui fut "*le point de départ du futur Sodalizio Piano*" est décrit dans un autre document du *Fonds Benigni* comme une "*Entente stable et active des éléments dispersés à travers le monde dévoués à la cause de l'Ordre Intégral, donc, de fait, au Catholicisme Romain et à la Contre-Révolution intégrale. Par Catholicisme Romain Intégral on entend le Catholicisme Romain dans sa pleine application et efficience à la vie publique et privée, des individus et de la collectivité, toujours, partout, à tout prix...*". Dans la lutte contre le modernisme, "*qui est le traître de l'Église, et contre le libéralisme, doctrinal et pratique, qui est complice de la Révolution*" se constituait une "*libre et fraternelle entente des amis de l'Ordre Intégral...*". "*Étaient jetées les bases* - commente Pagano - *d'un organisme qui semblait fonctionner, considéré avec bienveillance (pour ne pas dire soutenu) par les hautes sphères vaticanes, auquel manquait cependant une approbation explicite du pontife. Pour l'obtenir, il fallait que l'Entente endosse un costume plus religieux et fit apparaître, au moins à l'extérieur, une finalité ecclésiale. Benigni conduisit habilement cette phase délicate de passage : en 1909, semble-t-il, l'association des 'Amis', jusqu'alors anonyme, s'érigea en Sodalitium Pianum, ou 'Société Saint Pie V'* (…)". Le *Sodalitium* n'était pas un bluff : à contrecœur, Pagano en énumère les principaux méfaits (de son point de vue) : *"Parmi les 'mérites' que la nouvelle association put vanter l'année même de sa fondation aux yeux de Pie X, il y eut certainement celui de la dénonciation et de l'espion-*

nage à l'égard d'Antonino De Stefano à Genève par l'intermédiaire de don Pietro Perciballi (...). Au Sodalitium on doit de manière certaine la campagne intégriste contre le père Anizan, supérieur général des Frères de Saint Vincent de Paul, accusé de modernisme social et déposé suite à une visite apostolique du père Saubat, secrétaire de la Diète du Sodalitium Pianum. Ce fut encore l'organisation de Benigni qui surveillait les gestes du père Giovanni Semeria et en dénonçait les idées modernistes au pontife. De manière certaine, il y eut l'intervention du Sodalitium dans la célèbre affaire du 'Sillon', le mouvement de Marc Sangnier, condamné en août 1910, ainsi que dans l'affaire de l'Action Française, de Charles Maurras, détestée de Pie X. L'immorale (sic) *praxis de l'organisation intégriste permettait encore, par exemple, de confisquer une lettre de Luigi Piastrelli au père Federici du 11 juillet 1909 ; le texte fut copié par l'oratorien Arturo Colletti (membre du Sodalitium) et envoyé à Benigni qui, à son tour, le transmit au pontife. Est certainement favorisée par Benigni, sinon coordonnée par lui-même, la campagne de presse contre les cardinaux Maffi de Pise et Ferrari de Milan puisque c'est lui qui fournit des informations et des sujets polémiques à la 'Riscossa' de Breganze et à l''Unità Cattolica' de Florence qui créèrent cette malheureuse affaire* (sic). *Ceci pour nous limiter seulement à quelques aspects, parmi les plus connus, de la lutte quotidienne accomplie par le Sodalitium Pianum, et en première personne par Benigni,* ***raison pour laquelle nous ne pouvons considérer étrangers ni Pie X ni son cardinal Secrétaire d'État. Trop d'éléments conduisent désormais à supposer une entente réciproque entre le pontife et le prélat ombrien, dont l'organisation (le travail officieux de Benigni) était en mesure d'offrir aux sommets du Vatican des informations rapides et détaillées sur des personnes, des faits, des cercles, des idées, des tendances et des initiatives.*** *Constitue un problème historique grave (...) l'utilisation que le Pape et les dicastères du Vatican firent de ces informations, de la confiance avec laquelle ils les sollicitaient et les recevaient (...)".* Les "excès" que don Nitoglia attribue à Mgr Benigni y compris sous saint Pie X sont donc des "excès" de saint Pie X lui-même, ce n'est pas pour rien que le cardinal Gasparri, le père Rosa et - à ce qu'il paraît - Pagano lui-même (qui critique la *Disquisitio*) en nient la sainteté. Il est pourtant vrai que - quand de fait Mgr Benigni quitta la Secrétairerie d'État - les rapports avec le cardinal Merry del Val étaient moins bons, et même Pagano y fait allusion : nous en reparlerons. Toutefois, Pagano note que saint Pie X continuait de bénéficier des services du S.P. : *"en donne une preuve flagrante le chirographe que Pie X adressa aux membres du Sodalizio le 5 juillet 1911, à quatre mois de la sortie de Benigni du Vatican, et avec des mots ne laissant pas de doutes quant à la constante attention papale par rapport à cette initiative : 'Dilectos filios socios Sodalitii Piani in Domino exhortamur ut bene inceptum opus pergant, certantes bonum certamen fidei, præsertim contra multiformis modernismi errores et versutias ; eisdem fausta quæque a Domino adprecantes Apostolicam benedictionem permenenter impertimus'. La reconnaissance pontificale tant attendue que Benigni désirait pour son organisation était enfin arrivée, claire et significative : personne ne pouvait désormais douter (pas même les évêques ou les cardinaux) que l'œuvre imaginée et organisée dans l'ombre du puissant monseigneur fût, au jugement du Pape, 'bene inceptum' ; personne ne devait ensuite ignorer que la bénédiction apostolique descendait sur les nobles buts idéaux du Sodalizio, mais aussi sur son action, sur le réseau et les mailles dont Pie X était au courant, nécessité bien triste peut-être en d'autres moments mais non en celui fatal de la 'bête moderniste', étant donné qu'il s'agissait d'une lutte, d'une véritable guerre : 'certantes bonum certamen'. L'anonyme rédacteur du texte pontifical (ou Pie X lui-même ?) n'aurait pu*

rendre une plus grande faveur à Benigni et à ses initiatives". Rien à voir avec de simples "*billets de vœux ad personam*" comme les appelle don Nitoglia (neuvième partie).

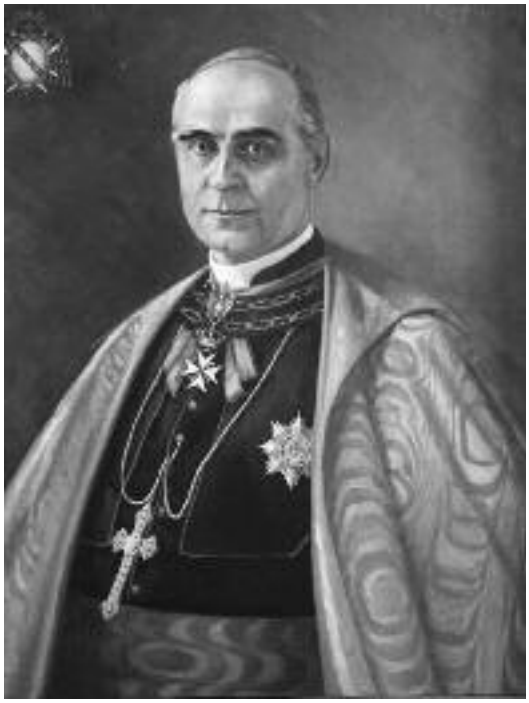
Que le Pape (Pie X) n'ait pas retiré son soutien à Mgr Benigni et au *Sodalitium Pianum* même après mars 1911, l'attitude de quelques importants prélats qui, par la suite, devinrent très importants, le confirme. Mgr Benigni, en effet, jouissait non seulement de l'appui de la puissante *'segretariola'* de Pie X, (Mgr Bressan, Mgr Pescini, etc.) dont le pontife se servait fréquemment pour contourner la Curie Romaine (20) : "*parmi les prélats du Vatican dont Benigni bénéficiait de l'amitié et des confidences (difficile de dire jusqu'à quel point il s'agissait de confidences familières ou de vraies informations confidentielles),* ***spécialement après son 'abandon' de la Secrétairerie d'État,*** *et auxquels il faisait parvenir des documents et des avis sur de brûlantes questions de politique ecclésiastique, figurent deux futurs cardinaux,* ***don Gaetano Cicognani et Mgr Eugenio Pacelli****…"* (p. 249). Pour preuve, PAGANO publie plusieurs documents, de 5 à 9 (p. 259 : *"Informatori di Mons. Benigni in Vaticano"*) : Cicognani informe Benigni en 1915 (déjà sous Benoît XV) ; Pacelli spécialement en 1912, **après** la pseudo-chute en disgrâce de notre prélat, appelé par lui "*Très cher et très vénéré Monseigneur"*. Mgr Pacelli, pour le compte du cardinal Merry del Val, communique une lettre privée à Mgr Benigni, demandant (à lui !) ce qu'il doit répondre (8 juin 1912) ; il demande des informations sur un prélat étranger (15 mars 1912) ; il écrit des questions d'Allemagne en utilisant un nom codé pour indiquer le cardinal de Cologne (7 août 1912).

Après 1911 Mgr Benigni ne tombe donc pas en disgrâce, il n'est pas désavoué par Pie X ; c'est simplement que son rôle change, déliant - et seulement partiellement, comme nous avons vu - le S.P. de la Secrétairerie d'État (Merry del Val) et le confiant à la Consistoriale (De Lai), toujours aux ordres et au service du Pape (Pie X).

Appendice : Mgr Benigni critique deux cardinaux amis. Psychologie d'un imprésentable

Concluons le premier examen de Mgr Benigni (et des intégraux) durant le pontificat ami de saint Pie X, en précisant ce qui a été dit sur les rapports entre Benigni d'un côté, et les deux cardinaux qui lui étaient les plus favorables à cette période : Merry del Val et De Lai : cette précision nous conduira jusqu'au seuil du pontificat de Pie XI pour ce qui concerne le cardinal De Lai. La preuve réelle des 'excès' de Mgr Benigni se trouve en effet, pour don Nitoglia dans les critiques que le prélat ombrien adressa non seulement aux modernistes et modernisants, mais même à deux champions de l'antimodernisme comme le secrétaire d'État de Pie X, Merry del Val, et le préfet de la Consistoriale, De Lai. Écoutons don Nitoglia : "*Entre-temps avec le nouveau pontificat de Benoît XV, le cardinal De Lai et le cardinal Merry del Val avaient perdu leur grande influence à la Curie Romaine. Malheureusement, monseigneur Benigni, en exagérant, avec un peu de ressentiment s'en prit aussi à De Lai, qui d'après lui au Conclave de 1922 'pour conserver sa place, s'était montré conciliant' (ASV, Fonds Benigni, 59, f. 71)"* (première partie). *"Benigni, après la mort du pape Sarto, se voit 'trahi' par presque tous ceux qui l'avaient protégé, en 1922 il arriva jusqu'à se fâcher avec le cardinal De Lai, qui était toujours resté son ami et son protecteur même sous le pontificat de Benoît XV, en écrivant amèrement : 'De Lai Gaetano : sous Pie X très pugnace dans la lutte antimoderniste,*

puis conciliant pour conserver sa place. Privé de fond, impressionnable, violent, changeant, ambitieux jusqu'à l'intrigue...' (ASV, Fonds Benigni, b. 59, lettre de Benigni à ses collaborateurs français de février 1922). Or, si l'on peut admettre que Benigni après 1914 ait été attaqué par des prélats de mentalité plus modérée quant à la manière de gouverner l'Église, il est difficile de le suivre dans ses accusations contre Merry del Val (depuis 1911) et De Lai (depuis 1922). On ne peut donc pas nier qu'après la disparition de Pie X il y a eu 'un cas Benigni', caractérisée par une frustration et un abattement rancunier toujours pires, qui le portèrent à des critiques excessives et injustes, mais cela n'autorise pas à condamner en totalité l'œuvre du S.P., la lutte antimoderniste et la production académique de monseigneur Benigni.



Le cardinal Rafael Merry del Val

Il ne faut pas non plus croire que Benigni fût un 'isolé' dans son opposition critique à l'orientation de la gouvernance plus modérée de Benoît XV. Plusieurs de ses collaborateurs pensaient comme lui. Émile Poulat, suivi par Nina Valbousquet, citent le cas de l'abbé Paul Boulin, qui surpassait même Benigni quant à l'ardeur polémique (N. VALBOUSQUET, op. cit., p. 453).

Le cardinal Pio Boggiani, fier antimoderniste et ennemi du Partito Popolare, soutint aussi Benigni durant le pontificat de Benoît XV (ivi)".

Nous avons déjà parlé, à propos de l'éloignement de Mgr Benigni de la Secrétairerie d'État en 1911, des rapports entre Mgr Benigni et le cardinal Merry del Val (particulièrement au cours du pontificat de Pie X) : pour don Nitoglia, cette décision est la preuve d'un jugement négatif de Merry (et de saint Pie X) à l'égard de Mgr Benigni déjà depuis cette date, alors que nous avons déjà démontré que cette conclusion est tout à fait infondée. Il y eut, il est vrai, différentes appréciations entre le secrétaire d'État de Pie X et Mgr Benigni, qui considérait Merry del Val trop timide et peureux (*La Peur*), comme dans l'affaire du procès Beilis (dans ce cas, peureux envers la communauté juive londonienne) (21) ou comme dans les questions relatives à l'Allemagne (nous en avons parlé). Émile Poulat examine de manière approfondie (22) les convergences et les divergences entre les deux hommes : "*ce n'est pas à ce niveau de l'analyse que le désaccord s'est produit, mais devant la conduite politique à tenir dans cette situation*". Mais Poulat ne date pas ces difficultés de 1911 (quand Benigni quitte la Secrétairerie d'État) mais de février 1912 (quand Benigni veut mettre un terme à *La Correspondance de Rome*, et qu'il renverra cette décision à janvier 1913 à la requête de Pie X lui-même et de Merry del Val). Merry del Val, lui aussi diplomate de l'école rampollienne, de famille anglaise, proche des jésuites, n'était pas vraiment décidé, d'après Benigni, à appliquer la politique de saint Pie X. Le jugement bienveillant (au contraire de celui sur De Lai) que Benigni portera sur le cardinal anglo-espa-

gnol dans l'imminence du conclave de 1922 démontre que l'avis de fond n'avait pas changé, même si la collaboration et l'entente entre les deux continuait : "*Hypothétiquement papable pour un cas d'élection d'un pape étranger. Il reprendrait la politique de Pie X mais avec beaucoup d'atténuations*". En peu de mots nous pouvons résumer toutes les consonances ("*il reprendrait la politique de Pie X*") et les dissonances (*"mais avec beaucoup d'atténuations"*) entre Merry et Benigni. L'avis beaucoup plus sévère exprimé sur le cardinal De Lai, toujours dans le cadre de l'habituelle liste des électeurs du prochain conclave, est sans doute l'expression de la déception causée par le cardinal vénitien, sur laquelle Mgr Benigni s'était appuyé surtout sur la fin du pontificat de Pie X et durant le commencement de celui de Benoît XV. Dans le jugement en vue du conclave de 1922 (signalé uniquement à quelques-uns de ses correspondants, et non public) Benigni loue l'activité de De Lai sous Pie X : "*sous Pie X très réactionnaire dans la lutte contre le modernisme*". Suivent les critiques : *"puis cédant pour conserver sa place"* ; est-ce surprenant chez un homme de curie ? Benigni poursuit avec des jugements sur le caractère et la personnalité du prochain électeur du Pape : "*privé de fond, impressionnable, violent, changeant*", écrit don Nitoglia. Benigni écrit en français : "*peu de fond*" : et en effet la préparation culturelle n'était pas exceptionnelle : au contraire, il écrira du cardinal Billot : "*très bon théologien*". "*Impressionnable, violent, changeant*" sont des traits caractériels ; de son ami (de Benigni) Billot dira également "*très nerveux et impressionnable*". Était-ce un jugement bien trouvé ? Il ne m'appartient pas de le dire, ni de l'affirmer, ni de l'exclure : don Nitoglia écrit (de Benigni) : personne n'est sans tache ! Et il se permet de le juger sévèrement. Benigni conclut : "*peu estimé comme homme de gouvernement, très travailleur, très ambitieux jusqu'à l'intrigue. Pas papable*" ; de ces quatre jugements, don Nitoglia n'en cite qu'un (*très ambitieux*) sans signaler au lecteur l'omission des autres (entre autres, celui d'une louange : *très travailleur*) (23). Bien d'autres critiques ont été adressées au cardinal De Lai venant des milieux proches des fidèles de Padre Pio (Brunatto) et des traditionalistes (Pagnossin) à cause de son amitié avec Mgr Gagliardi, évêque de Manfredonia et premier persécuteur de Padre Pio (ce qui ne démontre pas que le cardinal vénitien, que nous estimons et vénérons, fût informé des erreurs du prélat de Manfredonia).

Don Nitoglia admet lui-même, ensuite, que Mgr Benigni, même à ce moment, n'était pas isolé dans le Sacré Collège : et il cite le cas du cardinal Boggiani. Lui aussi rancunier et pharisien ? On aimerait le savoir. Mais puisque nous avons quitté la doctrine pour revenir à la psychologie, je voudrais conclure avec quelques observations sur celle de Mgr Benigni. Émile Poulat l'étudie avec attention dans sa biographie intellectuelle de Benigni (par ex. : pp. 25-55 et 469-479, au début et à la fin du récit). Cet homme que Gramsci jugeait "*de grande capacité théorique et pratique, d'une activité incroyable*" (p. 44) est cependant une de ces personnes dont "*n'importe qui s'autorise à dire n'importe quoi*" (p. 42). Le souvenir que son étudiant Buonaiuti eut de Benigni est connu : combien il fut idéaliste, et Benigni sec et cynique, au point de comparer l'histoire de l'humanité à un haut-le-cœur. Et sa devise n'était-elle pas : *nec spe nec metu* ? (24). Ses ennemis l'accusèrent de carriérisme et de mécréance : mais quel carriérisme est celui d'un membre important de la Secrétairerie d'État destiné à la pourpre qui demande lui-même à être congédié de sa charge ? Et quel est le carriérisme de celui qui, fidèle à la ligne de Pie X, le resta aussi quand cette ligne fut abandonnée ? Athée non, écrit Poulat, mais "anantrope". Il croyait en Dieu, mais, au contraire de Paul

VI qui avait le "*culte de l'homme*", Mgr Benigni ne croyait pas en l'homme. Son "*histoire sainte sans auréole*" (c'est le titre du chapitre VII de Poulat) ne fait de concessions à personne, ou presque, et ses confidences (voir la correspondance avec son ami Faloci-Pulignani) nous montrent qu'il ne faisait pas non plus de concessions à lui-même. Dans un milieu dans lequel l'hypocrisie est souvent d'obligation (fausse humilité, fausse charité), Mgr Benigni parlait clair, et disait ce qu'il pensait. Un défaut, mais qui, parfois, est l'autre face d'une grande vertu.

Le *Sodalitium* et son point d'achoppement. Évêques et "épiscopalisme"

Reste toutefois le fait que - comme il a été dit - les rapports entre le cardinal Merry del Val et Mgr Benigni se firent moins faciles, même si par la suite ils redevinrent bons, et Mgr Benigni soupçonna même à propos de la fin subite du cardinal, à l'occasion d'une banale opération chirurgicale, qu'il se soit agi en réalité d'un homicide (25) ; le 6 mars 1912 le cardinal Merry del Val, par exemple, prit la défense de Mgr Benigni auprès du nonce en Allemagne, contre les habituelles, atroces calomnies (26). Mgr Benigni appela le cardinal Merry del Val "*La Peur*", puisque le secrétaire d'État devait tenir compte de toutes les pressions qui lui étaient faites par les États (par exemple de la France de Briand, ou de l'Allemagne, comme cela arriva après l'encyclique sur Saint Charles), par les lobbies (comme le lobby juif à l'occasion de l'affaire Beilis, un procès pour homicide rituel) et, surtout, par les évêques. Les procès de canonisation de Pie X (notamment la célèbre *Disquisitio*) relatent la correspondance entre Pie X et le cardinal archevêque de Milan, Ferrari (dont Jean XXIII introduira la cause de béatification, conclue par Jean-Paul II, pour "décanoniser" Pie X). De cette correspondance apparaît de toute évidence la surdité du cardinal ambrosien aux paroles de Pie X, et le caractère sérieux de l'affrontement entre les deux, précisément sur la question du modernisme. Ce n'est pas pour rien que Pie X dit à Mgr Archi, évêque de Côme (un de ses très peu nombreux très fidèles) ces amères paroles : "*De gentibus non est vir mecum*" (il n'y a au monde personne avec moi) pour exprimer sa solitude (POULAT, *Intégrisme...*, pp. 100-101). Dans le dernier discours au consistoire, le Pape exprima son angoisse avec ces paroles significatives (et prophétiques) : "*Oh ! combien de marins, combien de pilotes, et, ne plaise à Dieu, combien de capitaines, faisant confiance à ces nouveautés profanes et à la science mensongère du temps, au lieu d'arriver au port, ont fait naufrage ! Parmi tant de périls, en toute circonstance, je n'ai pas manqué de faire entendre ma voix pour rappeler les errants, pour signaler les ravages, et pour tracer aux catholiques la voie à suivre. Mais ma parole n'a pas toujours ni par tous été bien comprise et interprétée, quoique claire et précise. Au contraire, beaucoup, suivant l'exemple funeste des adversaires qui sèment la zizanie*

La "petite secrétairerie" du pape saint Pie X

dans le champ du Seigneur afin d'y porter la confusion et le désordre, ne se gênèrent pas pour lui donner des interprétations arbitraires, en lui attribuant une signification entièrement contraire à celle qu'avait voulue le Pape et prenant ensuite pour un accord ce qui n'était qu'un silence prudent" (27). "*Le discours que le Saint Pontife adressait aux nouveaux cardinaux était explicitement et ouvertement favorable aux 'catholiques intégraux' comme écrivit Mgr Benigni aux membres du Sodalitium Pianum le 29 mai suivant. Pie X le dira lui-même à l'historien Von Pastor, en le recevant en audience privée le 30 mai : "**J'ai parlé clairement et, prenant fait et cause pour les Intégraux, j'ai expressément mis l'accent sur l'integrata fide**". Le lendemain, Pastor notera sur son journal : "L'allocution du 27 **mai est un clair avertissement à tous les évêques qui se sont prononcés contre la tendance intégrale**. Aucun doute n'est donc possible sur la douleur qu'ils font au Saint-Père et sur le dommage qui en résultera pour les affaires catholiques. L'allocution est aussi une énergique manifestation en faveur de la Presse intégrale et ferme". Saint Pie X - loin de croire le modernisme disparu et vaincu - le voyait grandir menaçant, non seulement chez les simples mariniers ou les pilotes, mais chez les capitaines eux-mêmes de la barque ecclésiastique. Un modernisme qui, les questions dogmatiques étant abandonnées pour le moment car trop dangereuses, devenait pour survivre Modernisme social, défendant la non confessionnalité des partis, des syndicats et des associations"* (28).

C'est seulement en ne comprenant pas ce point, aussi simple qu'important, que don Nitoglia peut écrire (neuvième partie) en commentant et critiquant le S.P. dans la mise en œuvre de son programme :

*«Ce préambule étant posé, pour prendre mes distances avec les modernistes comme avec les **néo-pharisiens**, j'en viens à exposer les points qui me laissent perplexe quant à la discordance entre le dire et le faire, entre le programme et l'action du S.P. (...)*

4° point) "Nous vénérons et suivons les Évêques, placés par le Saint-Esprit pour diriger l'Église".

Or souvent, déjà sous le pontificat de Pie X, monseigneur Benigni entra en conflit avec plusieurs Évêques, pour ne pas parler ensuite des disputes intervenues avec eux au cours des pontificats de Benoît XV et de Pie XI, eux aussi considérés par lui comme étant vraiment des Papes 'libéraux'».

À part la gravité de l'étiquette "néo-pharisiens" attribuée aux catholiques intégraux, je n'arrive pas à comprendre comment on peut ne pas saisir la différence qui existe entre le **principe** (reconnu comme il se doit) du rôle hiérarchique de l'évêque, et le **fait** (notamment en temps de crise) d'un évêque qui manque plus ou moins gravement à son rôle, en protégeant les modernistes et en fermant les yeux face à la diffusion du modernisme dans son diocèse. Durant la crise protestante de nombreux évêques et même des cardinaux furent jugés comme hérétiques sous les pontificats de Paul IV et de saint Pie V (et au contraire innocentés sous, par exemple, Jules III et Pie IV) ; face à la crise moderniste les moyens à disposition de saint Pie X n'étaient plus - malheureusement - ceux de Paul IV et de saint Pie V : le *Sodalitium Pianum*, nous l'avons vu, sur mandat de Pie X et de Merry del Val ne pouvait agir qu'en secret, et non en pleine lumière, dans certaines limites, et non librement, sans que la Secrétairerie d'État ne se sente le devoir de sacrifier en public celui qu'elle continuait à soutenir en coulisses. Toujours en revenant sur la question de l'éloignement de Benigni de la Secrétairerie d'État, don Nitoglia écrit par exemple (sixième partie) :

"Guido Aureli (cit., p. 187) raconte ensuite l'affaire de l'éloignement de monseigneur Benigni de la Secrétairerie d'État en 1911, en l'attribuant à une manœuvre

menée par des évêques allemands (réputés par lui presque tous modernistes) contre l'encyclique de Pie X sur Saint Charles Borromée (Editæ Sæpe, 26 mai 1910), à l'occasion du troisième centenaire de sa canonisation, qui suscita d'âpres polémiques spécialement en Allemagne à cause des critiques adressées aux meneurs du protestantisme germanique, définis par Saint Pie X comme "faux réformateurs et ennemis de la croix du Christ, hommes adonnés aux passions et aux vices", auxquels le Pontife opposait Saint Charles comme vrai réformateur et ami de la croix du Christ. Or puisque "le plus féroce opposant au modernisme allemand" (cit., p. 188) avait été justement monseigneur Benigni, les évêques allemands, demandèrent sa tête au Vatican en échange que cesse leur opposition à l'encyclique Editæ Sæpe. Au contraire, Valbousquet, dans la première partie de cet essai (cit., p. 160), nous avait montré comment la démission de Benigni avait été sollicitée par Merry del Val et par Pie X lui-même à cause d'une grave imprudence du monseigneur pérugin, qui avait nui aux rapports diplomatiques du Saint-Siège".

Don Nitoglia aussi suit l'avis de N. Valbousquet (ou celui qu'il lui attribue !) (29) et non celui de Guido Aureli, un journaliste proche de Mgr Benigni. Dommage qu'Émile Poulat, à propos de cette encyclique antimoderniste qui suscita les plus violentes réactions des gouvernements allemands et hollandais - jusqu'à la menace de rompre les relations diplomatiques avec le Vatican - nous donne sensiblement la même version qu'Aureli et non celle attribuée par don Nitoglia à Valbousquet : la plupart des évêques allemands (tendance de Cologne, bachémiste, autrement dit démocrate-chrétienne) se servit du gouvernement pour obtenir pour les professeurs de théologie à l'Université l'exemption du serment antimoderniste, et l'"éloignement" de Benigni (30).

On peut donc dire que l'une des principales pierres d'achoppement à l'activité du S.P. et des catholiques intégraux en général, déjà sous Pie X, et au fond aussi l'obstacle principal au gouvernement et aux directives de Pie X lui-même, fut ce qu'on appela l'"épiscopalisme". *Le terme 'épiscopalisme'* - écrit un historien très amer contre les intégraux, Maurizio Tagliaferri - *doit, paraît-il, être attribué à Mgr Archi, évêque de Côme, qui l'aurait inventé dans une lettre pastorale. Le véritable héraut, contre cette nouvelle expression du modernisme, fut Andrea Scotton, avec une série d'articles rassemblés par la suite dans un opuscule d'environ 200 pages. Par le terme 'épiscopalisme', on désignait les prêtres ou les laïcs catholiques qui restaient avec l'évêque proche pour se soustraire à l'obéissance du pape lointain. Des évêques plus intégralistes avaient publié des lettres pastorales et fait des homélies en ce sens",* comme Mgr Archi de Côme et Mgr Volpi d'Arezzo. L'attitude pratique incluait aussi une erreur doctrinale, comme écrivit l'évêque de Côme : *"en faisant, selon eux, Pape (grossière erreur théologique) les Évêques, ils altèrent l'ordre hiérarchique et s'exposent à des conséquences plus funestes"* (31) (comme il arrivera ensuite avec la doctrine sur l'origine de la juridiction de l'évêque et davantage encore sur celle de la collégialité épiscopale dans *Lumen Gentium*). Tagliaferri objecte, comme objectaient alors les évêques qui faisaient obstruction à saint Pie X : *"Derrière l'alibi de la lutte contre l'épiscopalisme on légitimait certaines attaques contre les Évêques"* (*ivi*). Face à ces attaques, écrit Tagliaferri, *"le Saint-Siège se limitait à quelques timides rappels"* sans *"aucun démenti public. (…) L'autorité des évêques en sortait réduite à néant"* (p. 180). Mais quand les évêques étaient épaulés par les gouvernements respectifs, comme en Allemagne, la critique devait se faire plus prudente, sous peine - comme nous l'avons vu - d''incidents diplomatiques' qui ne pouvaient laisser indifférent le secrétaire d'État.

Appendice : reproches paternels

Pour une fois, donc, Tagliaferri écrit bien : "*légers avertissements*" "*sans aucun désaveu public*". En privé, ou de toute façon avec discrétion, Pie X ne manqua pas de réprimander l'un ou l'autre des combatifs écrivains antimodernistes. Ils l'ont reconnu ouvertement eux-mêmes ! Qu'on lise les témoignages dans la *Disquisitio* (je cite l'édition française), tel l'article de don Gottardo Scotton admettant ses excès (*Confiteor*, p. 198) ou la lettre très attristée de son frère don Andrea à saint Pie X (p. 199). À ce propos, le texte le plus intéressant est la lettre de don de Töth au commandeur G. B. Ferrata, avocat de la Cause de béatification, du 4 avril 1950, dans laquelle don de Töth démontre la fermeté du Serviteur de Dieu en le corrigeant quand il y en avait besoin, jusqu'à l'éloigner de la direction de l'*Unità Cattolica* où le Pape lui-même l'avait placé **"*ayant personnellement dépassé les limites qu'imposait une juste réserve et un zèle nécessaire, il m'éloigna de la direction du journal à laquelle il m'avait placé au début*". "*De Lui* - continue la lettre - *et de son attitude, il voulait que nous apprenions le respect dû aux personnes investies d'une autorité dans l'Église, aux évêques en particulier, de l'honneur desquels il se montra toujours très jaloux*". Mais sa "*sévérité* - écrit encore don de Töth - *en me faisant toujours mieux connaître le Pontife, me le fit aussi aimer davantage*" (p. 143)**. Doux reproches, donc, et paternels. Ils savaient en effet que saint Pie X partageait leurs batailles, et aussi leurs appréhensions concernant plusieurs évêques : c'est ce que démontre la *Disquisitio* à propos du cardinal Ferrari (pp. 202 ss) : si saint Pie X reprochera à la *Riscossa* ou à l'*Unità Cattolica* des écrits publics qui pouvaient porter au discrédit du cardinal, en écrivant ensuite à ce dernier, il manifestait au contraire de partager pleinement, *et ultra*, leurs appréhensions et leurs dénonciations, qu'au contraire le cardinal Ferrari s'obstinait à ne pas vouloir comprendre ; les affaires du diocèse de Bergame que nous allons évoquer vont le démontrer encore plus. S'il y eut des 'tirées d'oreilles' aux Scotton (que pourtant Pie X connaissait bien depuis longtemps), à de Töth, à don Boccardo (p. 149), à don Cavallanti, il n'y en eut pas à Mgr Benigni (au moins de la part de saint Pie X ; des frictions avec le cardinal Merry, qui portèrent à l'arrêt volontaire de la *Correspondance de Rome*, avons-nous dit), cela parce que le prélat ombrien agissait de manière plus habile et discrète. Les préoccupations de ceux qui devaient diriger toute l'Église n'étaient pas exactement celles d'un journaliste polémiste ; mais l'harmonie et la cohérence de pensée, oui. Et cela, les catholiques intégraux le savaient bien.

Un exemple : la réception de l'encyclique *Pascendi*

Les obstacles mis par l'épiscopat et par des supérieurs d'ordres religieux à l'action antimoderniste de saint Pie X sont innombrables. Un exemple parmi tant d'autres : celui de la réception de l'encyclique *Pascendi Dominici Gregis*. C'est le sujet d'une étude intitulée justement *The reception and application of the Encyclical Pascendi* (32). L'intitulé de l'une des contributions au volume, de Louis-Pierre Sardella, est tout un programme : "*La répression du modernisme. Une priorité toute relative pour les évêques français (1908-1914)".* Parmi les mesures pratiques pour la répression du modernisme, l'encyclique *Pascendi* prévoyait l'institution dans chaque diocèse d'un conseil de vigilance, et l'envoi annuel et ensuite triennal au Saint-Siège, par les évêques, d'un rapport sur l'application desdites mesures,

décision confirmée et précisée par le motu proprio *Sacrorum Antistitum* de 1910. "*Plusieurs Évêques* - écrit cependant Alejandro Dieguez (33) - *ne semblent pas avoir interprété de manière stricte l'obligation de la relation Pascendi*" (p. 28) : l'évêque de Crémone n'envoya rien, faible fut la conviction de l'ordinaire de Würzburg "*sur l'utilité de l'opération*" (p. 28), un évêque brésilien omet le rapport : il n'y a pas trace de modernisme (p. 29). Les évêques orientaux demandent des exemptions du serment antimoderniste. Deux évêques irlandais ne voient pas de traces de l'erreur et demandent des exemptions. Sardella à son tour écrit (en français) (34) : "*le modernisme n'a pas été l'obsession d'un bon nombre d'évêques français*" (p. 36) : en d'autres termes, ils s'en désintéressaient. Plusieurs évêques français n'ont même pas répondu (p. 41), nombre de ceux qui répondent "*n'ont rien à signaler*" (p. 42). L'évêque de Troyes signale qu'il n'y a pas de modernistes, c'est pourquoi la réunion du conseil de vigilance fut sans objet : à quoi bon continuer ? (p. 43). Les Conseils - quand ils existent - s'occupent d'autre chose. Certains évêques refusent d'apposer le serment à leur rapport (p. 44). Plusieurs autres ne font quasiment rien (p. 46) : "*l'impression qui prévaut est que l'activité inquisitoriale a été modeste, soit parce qu'elle n'avait pas raison d'être, soit parce que les évêques ont su être raisonnables dans la répression, soit parce que les ecclésiastiques proches des idées nouvelles ont décidé de ne pas les exprimer inutilement (...) pour la plupart des évêques il est évident qu'aucun prêtre et a fortiori aucun fidèle n'a soutenu les erreurs dénoncées dans l'encyclique*" (p. 47). Aux nombreux exemples cités de pseudo-absence de modernisme, Sardella ajoute l'exemple de l'évêque de Paris, Amette, pour qui "*déjà en novembre 1908 le gros de la tempête est passé*" : *requiescat* le modernisme... et que dorment les Pasteurs ! Quant aux séminaires, "*tous les évêques sont garants de l'orthodoxie des professeurs qu'ils ont eux-mêmes nommés*" (p. 50). Peu de professeurs sont écartés, "*sans doute parce que les évêques sont peu enclins à faire usage de mesures extrêmes*" (p. 51). Il y a quelque inquiétude pour les séminaristes partisans du *Sillon* (pp. 53-54) mais là encore "*les évêques veulent croire qu'il suffit que le pape parle pour que tout redevienne en ordre*" (p. 55). Je ne m'arrête pas et j'arrive à la conclusion de Sardella : "*les évêques français, pour ce que je peux juger de leurs rapports, n'ont pas vraiment mis le combat contre le modernisme au centre de leurs préoccupations*" (p. 69). Raffaella Perin s'occupe des rapports des évêques italiens (35) : ils sont 47, alors qu'ils auraient dû être 546 (p. 122). L'évêque de Casale ne voyait pas de modernistes dans le clergé, alors que lui-même les protégeait (pp. 127-128), comme l'évêque de Vicence, Rodolfi. Les évêques de Ravenne, Pise, Milan et Bologne demandaient indulgence pour le parti de Murri (pp. 129-130) ; l'évêque de Concordia intervient en faveur du vice-recteur, révoqué pour son soutien à don Murri (p. 131) ; dans son diocèse, le futur cardinal Celso Costantini, était partisan de Murri. Mgr Volpi, évêque d'Arezzo, est fidèle à Pie X : "*en 1917 l'excessif antimodernisme de l'évêque d'Arezzo aurait été la cause de l'envoi d'un visiteur apostolique de la part de Benoît XV...*" (p. 136). Peut-être parce que l'évêque

Le P. de Grandmaison s.j.

avait écrit au sujet de sa préoccupation pour les articles de *La Civiltà Cattolica* au Général des jésuites et de *L'Avvenire* à l'évêque de Bologne... le futur Benoît XV ! (p. 137). L'évêque de Pérouse, Mattei Gentili, fut au contraire évincé par Pie X en 1910. Le cardinal Ferrari, dont le "*projet pastoral ne coïncidait pas avec celui dicté par le pontificat de Pie X*" (p. 138) fut en retard pour faire son rapport. "*Parmi les ordinaires qui n'envoyèrent pas de rapport se détachent des noms importants : celui déjà vu de Mattei Gentili, archevêque de Pérouse, et celui de Pietro Maffi, archevêque de Pise, Geremia Bonomelli, évêque de Crémone*"(p. 152). "*Une dernière observation générale concerne la négation de la part des évêques italiens de la présence du modernisme dans leurs diocèses*"(p. 154). *Pascendi* avait-elle frappé un fantôme ?

Un exemple : l'affaire de *La Vigie*. *"Le monstrueux sabotage des directives pontificales"*

Un exemple parmi d'autres des difficultés pour appliquer les dispositions de saint Pie X en matière de modernisme nous vient de l'affaire de "*La Vigie*", journal catholique intégral parisien contrôlé par le *Sodalitium Pianum*. L'affaire est racontée par Louis-Pierre Sardella (aux antipodes de notre pensée) dans l'article "*L'affaire de 'La Vigie'. Le cardinal Amette suspect d'indulgence pour le modernisme*" (36).

Saint Pie X savait que la condamnation doctrinale du modernisme n'aurait pas eu de résultats sans une action concrète contre les modernistes ; il établit donc des instruments pratiques qui devaient appliquer cette action tels que le serment antimoderniste (comme par hasard supprimé par Paul VI), les visites apostoliques et, dans chaque diocèse, les conseils de vigilance. L'insuccès de ces mesures fut dû au fait que ceux dont c'était le devoir ne les appliquaient pas toujours, ou parfois les appliquaient dans le sens contraire. J'ai déjà parlé de l'imposture du serment antimoderniste prêté par Buonaiuti, Vannutelli, Turchi et Motzo dans la chapelle privée du cardinal Gasparri en 1916, appelée par Mgr Benigni "*comédie sacrilège*" (37). L'article de Sardella nous montre comment étaient appliqués, plutôt non appliqués, voire contre-appliqués les "*conseils de vigilance*" voulus par le Pape contre les modernistes, déjà du temps d'un irréprochable Pie X (figurons-nous après !).

L'épisode en question, se produisit dans les derniers mois du pontificat de saint Pie X. Le 5 janvier 1914 la revue des jésuites français *Études* (père de Grandmaison) publie un article contre les "catholiques sans mandat" (en l'occurrence, *La critique du libéralisme* de l'abbé Barbier) qui accusent sans en avoir l'autorité. L'attaque des jésuites sert à défendre l'*Action Populaire* qui est dirigée à Reims par le père jésuite Gustave Desbuquois, et qui risque d'être condamnée à Rome : il s'agit de la dernière grande bataille de Pie X, celle sur le syndicalisme et contre ce que Pie XI appellera le "modernisme social". À l'attaque d'*Études* répond non seulement *La critique du libéralisme*, mais aussi *La Vigie*, dirigée par Henri Merlier avec l'abbé Boulin, deux membres du *Sodalitium Pianum* (8 et 12 février). Le problème est que *La Vigie* est imprimée à Paris (le futur cardinal Baudrillart en est le censeur ecclésiastique), diocèse gouverné par le cardinal Amette (qui avait déjà, à l'époque, tenté de supprimer *La Vigie* en éloignant l'abbé Boulin de Paris en décembre 1912 et en le faisant revenir dans le diocèse de Troyes en janvier 1913) (38). Le 13 mars, à la demande du célèbre père Tanquerey, intervient le conseil de vigilance diocésain, voulu par

saint Pie X pour lutter contre le modernisme, mais pour prendre position… contre les antimodernistes de *La Vigie* ! L'archevêque de Paris, le cardinal Amette, envoie donc Baudrillart pour admonester Merlier : *La Vigie* méritait un "sévère blâme" épiscopal pour avoir critiqué celui qui bénéficiait de la confiance de l'épiscopat ! Avisé par ceux de *La Vigie*, Mgr Benigni (faussement qualifié par Sardella comme étant encore membre de la Secrétairerie d'État) intervient par une longue lettre au cardinal De Lai. Pour le prélat pérugin, l'affaire Amette-*Vigie* est emblématique : "*Non seulement l'affaire présente est grave en elle-même, mais est l'indice particulièrement grave de toute une situation. Désormais une chose est évidente : le monstrueux sabotage des directives pontificales pour partie de la coalition démolibérale et moderniste et de ses complices supérieurs et inférieurs*". La lettre de Benigni ne se contente pas d'affirmer, mais démontre, en énumérant au moins onze affaires dans lesquelles le cardinal et ses organes avaient loué, protégé ou fait semblant de rien quand au contraire ils auraient dû intervenir concernant des associations ou des auteurs mis à l'*Index* ou condamnés par d'autres évêques ou par Rome ; le plus beau est que l'un d'eux était membre du conseil de vigilance et un autre du conseil épiscopal. Le cardinal De Lai prend alors la plume le 25 avril, il regrette que le conseil de vigilance… n'ait pas été vigilant par rapport aux modernistes (il reprend tous les cas signalés par Benigni) et l'ait été quand il ne devait pas, c'est-à-dire contre *La Vigie*. Mgr Baudrillart s'informe à Rome : le cardinal Merry soutient la lettre de De Lai, puisque le Pape lui-même pense ainsi. Quand le 6 mai se réunit le conseil de vigilance, le cardinal Amette est piqué au vif : qui peut bien être le pasteur qui ne veille pas comme il devrait ? Il prépare alors une nouvelle lettre pour Rome (15 mai) qui accompagne un écrit du conseil, dans lequel il est rappelé que *La Vigie* agissait contre la charité, la justice et la vérité, alors que le diocèse veillait avec attention contre le modernisme (celui de Loisy, désormais 'brûlé' et excommunié). Mgr Baudrillart essaye de se démarquer, et en même temps de conseiller la prudence à Rome. Une seconde lettre plus 'diplomatique' du cardinal De Lai (30 mai) donne satisfaction au 'très vigilant' cardinal Amette, mais uniquement sur la forme : sur le fond de la question il est rappelé que le conseil de vigilance a mal fait en intervenant contre *La Vigie* qui, comme allégué dans la lettre précédente, aurait été au contraire une très grande aide pour le conseil de vigilance. Pendant ce temps-là, Mgr Benigni met le doigt sur la plaie : ce sont les évêques qui ont saboté les directives de saint Pie X. À cet effet, tous les curés de Paris reçoivent une publication des lettres échangées entre Pie IX et l'archevêque de Paris d'alors, Darboy, dans lesquelles le très libéral archevêque parisien reprochait au Pape de s'occuper de son diocèse, qui était de sa seule compétence : un bel exemple de gallicanisme. Un des accusés par *La Vigie*, l'abbé Letourneau, demanda alors de nouvelles mesures contre les "*odieuses insinuations*" : la prudence d'Amette d'abord, la mort de Pie X, la guerre avec ses suites, les rendit inutiles. Sous un nouveau pontificat, il n'y aura plus personne qui pourra protéger les héritiers de *La Vigie* et les catholiques intégraux parisiens. L'attitude du cardinal Amette "*réputé pour ses sympathies libérales et son modérantisme politique*" (Poulat, *Intégrisme…* p. 262) avait cherché à mettre fin à *La Vigie* dès son premier numéro, en décembre 1912, en faisant rappeler l'abbé Boulin dans son diocèse de Troyes, où il fut nommé curé de 155 âmes (pp. 261-263) en l'envoyant en "*Sibérie*" (p. 522). *La Vigie* "*organe catholique romain intégral*" sortit pour la première fois le 5 décembre 1912 (directeur : Henri Merlier). Le 26 mars 1913, il reçut la bénédiction apostolique de Pie X. Le dernier numéro sortit le 6 août 1914, quelques jours avant la mort de saint Pie X.

En Allemagne aussi : le rapport sur le modernisme sert à attaquer les antimodernistes

Le cardinal Gaetano De Lai
(sacristie de l'église paroissiale de Malo)

Nous constatons le même phénomène rencontré en Italie et en France en Allemagne : le modernisme n'existe pas, alors qu'au contraire les évêques s'alarment du danger intégriste. Un exemple entre tous : celui de l'archevêque de Cologne, le cardinal Fischer. Francesco Tacchi écrit : "*À se mobiliser en faveur des syndicats chrétiens* (autrement dit interconfessionnels, composés de catholiques et de protestants, n.d.a.), *et plus en général de tous les sujets associés par les intégraux à la Kölner Richtung* (école de Cologne, n.d.a.), *il y eut aussi l'archevêque de Cologne Anton Fischer. En décembre 1911 il envoya à Pie X un long rapport en application de 'Pascendi' concernant son important diocèse : le début était évidemment dédié au modernisme - qui aux dires du cardinal n'existait pas à Cologne dans la forme décrite par l'encyclique -, mais pour le reste la relation constituait une fervente défense des christliche Geverchschaften* (syndicats chrétiens, n.d.a.), *de la Kölnische Volkszeitung, du Volksverein et du Zentrum. Fischer priait le Pape de ne pas donner crédit aux observations du récent livre de Weiss* (Albert-Maria, dominicain, n.d.a.) *sur les catholiques allemands en général et sur le diocèse de Cologne en particulier, et d'avoir confiance dans sa manière de se rapporter à la Kölner Richtung ; il repoussait comme trop sévère et non conforme à la vérité l'accusation de libéralisme et de modernisme adressée à la 'Kölnische Volkszeitung', sur laquelle il garantissait de veiller aussi dans le futur ; il contestait que l'hérésie moderniste fût légitimement comparée au Volksverein et à ses dirigeants ; enfin il stigmatisait avec véhémence les catholiques qui dénonçaient un éloignement du Zentrum des principes professés par l'Église, et à ce propos faisait allusion à l'Österdienstagskonferenz d'avril 1909. Pour le cardinal c'était une folie d'écarter la force du Zentrum, bastion des catholiques allemands sur la scène politique (…). Dans la dernière partie du rapport, donc, l'archevêque de Cologne appela l'attention du Pape sur la presse intégrale éditée hors d'Allemagne, coupable selon lui d'avoir aggravé les tensions dans le catholicisme allemand : le doigt était pointé contre L'Univers de Paris, De Maasbode de Rotterdam, L'Unità Cattolica de Florence, l'Österreichs katolisches Sonntagblatt de Vienne et surtout contre la Correspondance de Rome de Monseigneur Benigni*" (39). À Cologne comme à Paris, la musique épiscopale est la même ; Rome a commis une bourde : les escrocs n'existent pas, alors que toute la faute revient à la police.

Un exemple : le diocèse de Vicence et Mgr Rodolfi

Mgr Ferdinando Rodolfi, évêque de Vicence était un "modéré"

L'exemple du diocèse de Vicence est particulièrement intéressant, pour au moins deux motifs. C'est dans ce diocèse qu'étaient imprimés deux journaux intransigeants parmi les plus connus, *Il Berico* et surtout *La Riscossa*, des trois frères Messeigneurs Scotton. Et c'est de ce diocèse que provenait "l'homme fort" du pontificat de Pie X, le cardinal Gaetano De Lai, secrétaire de la Congrégation Consistoriale (qui s'occupait des évêques, des séminaires et des universités). Divisée entre catholiques intransigeants et catholiques libéraux sous Pie IX et Léon XIII, elle voyait la même division continuer entre catholiques modernisants et catholiques intégraux sous Pie X. Cette terminologie et ces contradictions qui devinrent mal vues sous Benoît XV, étaient au contraire acceptées de manière pacifique sous Pie X comme en témoignent les lettres du cardinal De Lai à propos du nouvel évêque de Vicence, Mgr Rodolfi : "*Je crains que Mgr Rodolfi incline un peu vers cette école des idées larges, démocratiques, indépendantes, du genre Unione, Avvenire, etc., école hélas répandue mais qui n'est pas bien vue du Saint-Père et du Saint-Siège. (...) Malheureusement le clergé à Vicence est divisé, mal qui ne date pas d'aujourd'hui, entre démocrates libéralisants, ou comme on dit aujourd'hui modernisants, et prêtres de foi ancienne*" (à l'archevêque d'Udine) *; "De Lai reprenait certaines idées dont il avait clarifié le sens un mois avant dans une lettre au cardinal Maffi, archevêque de Pise. Par 'école des idées larges', il entendait l'ensemble de ceux qui étaient 'tièdes' dans la défense de l'orthodoxie à l'égard de l'attaque des modernistes, par opposition aux 'zélés' indiqués comme 'école conservatrice'*" (40). Le nouvel évêque Rodolfi est, aux dires de De Lai, de l'"école large", un pavesan condisciple du cardinal Maffi, un admirateur du moderniste Fogazzaro (dont les œuvres sont à l'*Index*) au point que, à sa mort, il écrivit "*un minable télégramme*" (De Lai) élogieux du défunt. Le diocèse avait fait l'objet d'une visite apostolique (du P. Bresciani) sous l'évêque Farina qui avait conduit à l'éloignement de certains prêtres soupçonnés de modernisme : le nouvel évêque Rodolfi subitement remis à l'honneur, comme vicaire, comme directeur spirituel du séminaire, etc., les prêtres suspectés ou éloignés, tandis que seule l'amertume revenait aux prêtres intransigeants et à leur presse, comme *La Riscossa*, préférant les journaux que Pie X avait interdits ou déconseillés, parmi lesquels l'*Avvenire*. Tant les Scotton que l'évêque écrivent alors continuellement à Rome, pour chercher appui dans le différend. L'évêque accuse alors non seulement les Scotton, mais les cardinaux De Lai et Merry del Val : «*dans l'affaire de Vicence la dangerosité de la prolifération des idées modernistes ou modernisantes non seulement parmi les laïcs mais surtout parmi le clergé et carrément aux sommets de la hiérarchie catholique constitua un moyen de dissuasion, pour le Saint-Siège, à l'égard des nombreuses requêtes de Rodolfi de désavouer les moyens et les tons des intransigeants, de démentir les accusations et soupçons qui flottaient dans les pages de leurs journaux, de le soutenir contre leurs attaques. L'évêque Rodolfi, comme d'autres au cours de ces années, revendiquait son autorité épiscopale non seulement contre l'abus d'une certaine partie du clergé et des*

journalistes laïcs, mais aussi face à un centre (le Saint-Siège) sourd à ses demandes de soutien. En diverses occasions, Rodolfi fit part à De Lai de son embarras pour sa réticence à prendre des décisions contre la presse intégriste. Dans une lettre du 13 juin 1913, Rodolfi se plaignait parce qu'"il (De Lai) abandonne l'évêque de Vicence à l'ambition vulgaire et sournoise d'un Navarrotto et à la méchanceté incroyable d'un don Gottardo Scotton !" Et Rodolfi se plaignit aussi du désintérêt montré par De Lai au secrétaire d'État Merry del Val, qui avait demandé son recours à la Consistoriale. "(...) Déjà inutilement je m'étais adressé de manière confidentielle à l'Éminentissime cardinal De Lai, secrétaire de la S. C. Consistoriale..." alors, conclut l'évêque "*j'ai donc cherché justice auprès de Son Éminence le cardinal De Lai et je ne l'ai pas trouvée. Et alors je me suis adressé à Votre Éminence (...) et avec douleur je dois constater que votre Éminence me repousse aussi". Le secrétaire de la Consistoriale ne prit pas le parti de l'évêque même pas face à l'accusation d'**épiscopalisme** adressée à Rodolfi par des feuilles intégristes à cause de la concession manquée de l'audience papale au cours du pèlerinage à Rome d'avril 1913 et du discours que fit le cardinal De Lai face à la délégation diocésaine»* (PERIN, pp. 658-662). Un texte de l'évêque disait "*l'Évêque est à l'église vicentine ce que le Pape est à l'Église Catholique*" : texte justement critiqué par les Scotton, par le cardinal De Lai et par le Pape, puisqu'il est ordinaire aussi à Vicence, alors que l'évêque local ne jouit pas, y compris dans son diocèse, de toutes les prérogatives du pape (il suffit de penser à l'infaillibilité). Quand ensuite l'évêque soutenait les prêtres 'démocrates' que Rome avait éloignés, et qu'il voulait frapper ces prêtres ou ces laïcs dont les journaux étaient fidèles à Rome, le problème était grave.

"*Personne qui n'ait pris la plume pour la défense de Dieu, personne jamais, par aucun titre, ne peut s'arroger le mandat d'entrer dans le domaine réservé aux évêques ; et encore moins de penser avoir eu, en quelque manière, la mission de dénigrer les personnes*" (PERIN, p. 602) : c'est ce qu'écrivait le modéré Mgr Rodolfi (modéré seulement avec les philomodernistes) en invoquant son autorité ; et pour étouffer le *Berico* il donnait mandat à la Banca Cattolica Vicentina de ne pas accorder davantage de subsides ; Rome dut alors intervenir en écrivant au directeur de la Banque : "*Le Saint-Père a eu connaissance que le journal digne d'éloges de cette ville, le Berico, pour clôturer son bilan en équilibre aurait besoin pour quelques temps d'une subvention annuelle de L. 5000. Et il m'a donné la mission distinguée* - c'est le cardinal De Lai qui écrit - *de vous présenter cette nécessité et de vous prier de la prendre en bienveillante considération comme président de la Banca Cattolica Vicentina. Le Berico a le mérite d'avoir procédé, au milieu de tant de difficultés, avec loyauté selon les directives pontificales, d'avoir tenu haute la bannière de la foi, et de n'avoir jamais rougi du nom de chrétienne et de catholique. Tant qu'il conservera cette conduite, il mérite tant l'approbation du Saint-Siège que le soutien des bons et des institutions catholiques. C'est pour ces motifs que le Saint-Père veut qu'à vous et à l'institut catholique dont il est le chef, soit recommandé le Berico dans ses nécessités*" (PERIN, pp. 613-614). Pie X et le cardinal De Lai devaient donc parfois '*tirer les oreilles'* à leurs amis, pour le respect profond qu'ils portaient à la hiérarchie et à l'autorité ; sans toutefois ne jamais omettre de rappeler auxdites hiérarchies quel était leur devoir, et de quelle manière ils y avaient manqué.

Un dernier exemple : le diocèse de Bergame (celui du futur Jean XXIII)

Je pourrais continuer longtemps à tracer les douloureux exemples de la négligence épiscopale dans la lutte contre le modernisme, et dans le "sabotage" des

directives concernant saint Pie X. Pour ne pas parler des diocèses transalpins, et nous limiter aux diocèses italiens, comment oublier l'affrontement célèbre entre saint Pie X et le cardinal Ferrari, archevêque de Milan. J'ai déjà cité Mgr Pagano, qui considère que derrière les critiques adressées au séminaire milanais par la presse intransigeante et par la suite intégrale, dans l'affaire, particulièrement ***La Riscossa*** des frères Scotton (41) et ***L'Unità Cattolica*** de Florence, il y eut le ***Sodalizio*** de Mgr Benigni. On pourrait dire la même chose pour d'autres diocèses, comme celui de Crémone (**Mgr Bonomelli**, dont un opuscule anti-temporaliste fut mis à l'*Index*), celui de Pise (**cardinal Maffi**), ou même celui de Bologne du futur Benoît XV (protecteur du quotidien *L'Avvenire*). Mais je laisse au lecteur le plaisir de lire la **Disquisitio** du futur cardinal Antonelli, demandée par Pie XII pendant le procès de béatification et de canonisation de Pie X, qui publie les lettres du Saint Pontife au cardinal ambrosien dont on déduit comment les deux - autrefois amis - avaient désormais une vision complètement divergente sur la crise moderniste. Les néo-modernistes de Vatican II s'en avisèrent, eux qui pour réparer les "dommages" causés par la canonisation de Pie X, voulurent ardemment la béatification du cardinal Ferrari, un autre "modéré" qui devrait entrer dans les grâces de notre critique de Mgr Benigni (42). Je voudrais conclure cette liste en traitant d'un épisode déjà connu, mais sur lequel - dans ce cas aussi - s'est ajoutée une copieuse documentation inédite. Il concerne la situation du diocèse de Bergame (un des plus riches en vocations sacerdotales et religieuses) et en particulier l'affrontement entre l'évêque, Mgr Giacomo Radini Tedeschi, et le père Guido Mattiussi s.j., connu comme philosophe thomiste et auteur des XXIV thèses de saint Thomas approuvées par la Sacrée Congrégation des Études. L'affaire est traitée dans l'intéressant volume d'Ermenegildo Camozzi, *Il caso Mattiussi. La Chiesa di Bergamo tra modernismo e conservazione agli albori del ventesimo secolo (Archivio Segreto Vaticano, 1911)* (43) qui, avec la publication de documents inédits, met à jour l'historiographie à ce sujet (moi-même m'en occupais dans la biographie de Jean XXIII, *le Pape du Concile*, sur *Sodalitium* n° 23, décembre 1990, pp. 9-20, *Le Pape du Concile. Roncalli et le modernisme*). À lire le livre de Camozzi, très favorable à l'évêque de Bergame, et les lettres chaleureuses de l'évêque lui-même, même le plus convaincu défenseur du père Mattiussi risque d'être saisi par le doute : ces "intégristes" n'étaient-ils pas exagérés ? Le père Mattiussi (ami et soutien de don de Töth, directeur de *l'Unità Cattolica*, des *Armonie della Fede* et de *Fede e Ragione*) était-il par hasard lui aussi un "*néo-pharisien*" comme Benigni ? Mais les doutes fondent comme neige au soleil si on lit, dans le même volume, non tant les réponses diplomatiques du cardinal De Lai, que plutôt l'intervention décisive et très peu diplomatique de saint Pie X ! Le fait est que Pie X était très bien informé sur la triste situation du diocèse de Bergame, grâce à l'un de ses hommes de confiance : le comte Stanislao Medolago Albani (44). Né à Bergame en 1851 d'une petite-fille de Joseph de Maistre, Medolago Albani fut estimé par Léon XIII "*un maître de la pensée sociale catholique*", en devenant président de la seconde section de l'*Opera dei Congressi*. Quand, en 1904, saint Pie X dissout l'*Opera dei Congressi*, infiltrée par des éléments partisans de Murri protégés par le Président de l'*Opera*, le comte Grosoli (45), le Pontife décréta que seule subsisterait l'Union économique-sociale présidée justement par Medolago (elle dura de 1905 à 1920). Cela pour comprendre l'estime et la confiance que le Saint Pontife portait à Medolago. Récemment (en 2017), la revue *Modernism* (46) a intégralement publié une lettre que Medolago Albani

envoya à Pie X le 26 avril 1911, donc peu de temps avant que dans le diocèse n'éclate l'"affaire Mattiussi". Francesco Mores, qui s'est occupé de l'édition de la missive, la définit "*un document impressionnant*" (p. 296) et pour une fois je suis d'accord avec lui. Medolago écrit à Pie X pour l'informer que, pour l'année 1911, ce sera justement le père Mattiussi qui assurera les cours à la Scuola Sociale Cattolica de Bergame ; il en vient ensuite à informer le Pape sur le diocèse de Bergame, en réponse à une demande explicite du Pontife. Medolago fait l'éloge de l'épiscopat de Mgr Speranza (de 1853 à 1879), évêque intransigeant ; l'impulsion disparut sous son successeur, Mgr Guindani, évêque de Bergame de 1879 jusqu'à sa mort en 1904. Guindani avait été vicaire général de l'évêque de Crémone, Bonomelli, un prélat transigeant et libéral. On espérait alors dans le nouvel évêque, Radini, mais il n'en fut pas ainsi : "*le nouveau gouvernement regarda Milan* - autrement dit vers le cardinal Ferrari - *et le prit pour modèle : d'où le début de nos ennuis ! Les libéralisants, tôt ou tard les modernisants qui à partir de là firent barrière autour de l'Évêque (…) qui crut et croit commander et au contraire subit le joug d'un groupe audacieux et avisé propagateur, à Bergame et dans le diocèse, des idées de Murri, de Fogazzaro, ainsi que catholico-libérales de l'Unione*", journal du trust dirigé par Filippo Meda. *"Puis à l'opposé on enquête pour savoir qui ose être abonné à l'Unità ou à la Riscossa"* (c'est-à-dire à la presse catholique intégrale) "*et on appelle ad audiendum verbum qui ose envoyer une fois une ligne, peut-être même une simple nécrologie, à ces périodiques, alors que l'on peut sans problème écrire n'importe quoi de quiconque sur les journaux du trust et consorts".* Les choses ne vont pas mieux à la librairie de l'évêché, qui vend "*les ouvrages semi-modernistes*" comme ceux de Duchesne. L'action catholique "*se modèle sur le genre inauguré par Meda et ses compagnons*" (autrement dit, les démocrates-chrétiens). Du journal diocésain, *L'Eco di Bergamo*, qu'avait fondé Medolago, *"est directeur un prêtre qui s'est laissé complètement prendre par l'hérésie du groupe des prêtres modernisants ; à l'hebdomadaire Il Campanone, pour remplacer le transfuge don Pagani"* (il avait défroqué en 1910) *"fut appelé un autre prêtre, qui fut toujours un de ses amis les plus intimes - un genre Bonomelli. Les prêtres modernisants ensuite ont depuis quelques temps envahi la 'casa del Popolo' et s'y comportent en maîtres, en dépit des efforts que, pour l'interdire, fait le doux et naïf président de la Direction diocésaine",* Nicolò Rezzara, successeur de Medolago à ce poste en 1908. Et ici entre en scène le futur Jean XXIII : "*Et que pourrait en effet celui-là face à l'influence du secrétaire de Monseigneur l'évêque ?*", c'est-à-dire Roncalli ? "*Ce dernier, sur la vie sacerdotale dont il n'y a rien à redire, jeune prêtre, cultivé, honoré,* ***admirateur de Semeria, a été à Rome disciple de Buonajuti*** (…)" en tant que membre du bureau de la présidence de la direction diocésaine "*se montre toujours partisan à outrance des tendances et des personnes les plus dangereuses spécialement quand il s'agit d'action sociale. Il est évident que, étant le secrétaire de l'Évêque, ses paroles sont souvent prises comme un écho de la volonté du supérieur : et c'est ainsi que s'en accroît l'importance en compromettant l'autorité. La conséquence pratique ensuite est que dans la partie sociale on* ***démocratise peu chrétiennement, dans le reste on libéralise à tout va,*** *par les idées que l'on cultive dans les cer-*

Le P. Guido Mattiussi s.j.

veaux, aux pavoisements patriotiques qui s'affichent dans les salles des associations catholiques ; conclusion : clergé et laïcs sont induits en erreur dans les principes doctrinaux et la conscience publique du peuple bergamasque, encore dans sa majorité catholique d'antique foi et mœurs, est faussée". Une fois le diagnostic établi, le confident du Pape suggère un remède : *"un paternel et autorisé rappel"* à l'évêque ; "*si cela se produisait tout de suite il serait peut-être encore temps de sauver beaucoup de choses ; mais plus on tardera, plus 'nous aurons toujours à pleurer !'".* Et malgré le rappel qui - comme nous verrons - eut lieu, nous avons pleuré et nous pleurons encore, précisément grâce à ce jeune secrétaire de l'évêque, Angelo Giuseppe Roncalli qui, sous le nom de Jean XXIII, ouvrit les portes non seulement aux modernisants, aux démocrates peu chrétiens, aux libéralisants, mais aux véritables modernistes et à tous les ennemis de l'Église.

Il y eut le rappel : et nous arrivons à l'"affaire Mattiussi". Le jésuite thomiste (presque un oxymore) que Pie X aurait voulu Général de la Compagnie, mais que la Compagnie n'estimait pas non plus digne de faire partie du collège des auteurs de *La Civiltà Cattolica*, se rendit donc à Bergame, et y tint une série de cours apologétiques à la Scuola Sociale, notamment devant de nombreux séminaristes du diocèse. Gardons à l'esprit non seulement la condamnation du modernisme par l'encyclique *Pascendi* (1907) mais encore deux très récents documents du Saint-Siège : la lettre de Pie X aux évêques lombards *Ista quanti sit* du 1er juillet 1911 en soutien de la presse "papale" (la presse catholique intégrale) et contre la presse modérée (tels que, bien que non cités, *l'Unione* de Filippo Meda, soutenue par le cardinal Ferrari, ou *L'Eco di Bergamo* soutenu par Mgr Radini) et la circulaire *E' a cognizione* du cardinal De Lai contre l'*Histoire ancienne de l'Église* de Duchesne, qui était interdite dans les séminaires (alors qu'à Bergame on l'utilisait, *in primis* par don Roncalli, malgré les avis opposés de l'évêque). Le père Mattiussi réaffirma donc ces idées exprimées par le magistère de l'Église, provoquant cependant de vives réactions dans le diocèse. En date du 25 septembre, l'évêque écrit au cardinal De Lai contre les cours tenus par le père Mattiussi, appuyé par le témoignage de sept prêtres jugés par lui "*irréprochables tant au point de vue doctrine, qu'au point de vue dévouement absolu au Saint-Siège*" et même *"tout dévoués au P. Mattiussi".* Et heureusement que les sept prêtres (le recteur du séminaire, le préfet des études, le vice-recteur et enseignant de droit canonique, un official de curie, le professeur de dogmatique, le vicaire forain d'Alzano, et enfin, *dulcis in fundo*, le professeur d'apologétique et histoire ecclésiastique, don Angelo Roncalli, secrétaire de l'évêque) étaient attachés au père Mattiussi et dévoués au Saint-Siège ! Dans leurs témoignages joints à la lettre de l'évêque, pleuvent les accusations contre le père, sa mentalité, son impétuosité, ses façons de faire, ses accusations. Le séminaire de Bergame (ils étaient tous professeurs au séminaire) salue en paroles la doctrine du père, pour ensuite en dénigrer le style : amer, ironique, hautain, partisan et venimeux, impulsif, exagéré, avec le monopole de la vérité, imprévisible et désordonné… la charité 'libéralisante' transpire par tous les pores des prêtres interpellés par l'évêque. En entrant dans les détails : le père a parlé mal des Papes, des cardinaux, des évêques, et des journaux catholiques. Des papes, en manquant de respect à Léon XIII qui établit le juste concept de 'démocratie chrétienne' mais en admit l'usage de l'expression ; des cardinaux, comme le cardinal Gibbons, qui participa au congrès des religions de Chicago, ou le cardinal Mercier pour sa philosophie semi-kantienne (suivie par le père Gemelli), ou le cardinal Ferrari, même s'ils ne sont pas nommés expli-

citement ; des évêques comme Bonomelli, opposé au pouvoir temporel des papes (le père Mattiussi parla même mal du cinquantenaire de l'Unité de l'Italie !) ; des prêtres comme celui qui a absous Fogazzaro sans rétractation ou comme celui (père Lepidi) qui donna l'*imprimatur* à Duchesne. Les évêques sont à respecter, mais uniquement s'ils sont soumis à Rome, ils ne le sont pas quand ils errent comme dans les cas susmentionnés (l'épiscopalisme). Et sur les journaux, le père Mattiussi eut le courage d'affirmer qu'en Lombardie il n'y a pas de journaux vraiment catholiques (à l'exception de celui de Côme), ni celui de Milan (*l'Unione*), ni celui de Bergame (*L'Eco*), ni celui de Brescia (il *Cittadino*, dirigé par Giorgio Montini), c'est-à-dire conformes aux directives récentes du Saint-Siège, et que les journaux libéraux causaient moins de dommages. Enfin, à quoi bon parler mal du modernisme au séminaire, quand aucun des séminaristes (et des professeurs) n'était moderniste ? Le modernisme, font-ils comprendre, n'existe pas, au moins chez nous. Le lecteur se sera rendu compte que les accusations ressemblent vraiment beaucoup à celles de don Nitoglia contre Mgr Benigni : bonne doctrine, mais mauvais caractère et exagérations coupables. Les 'modérés' en effet demandèrent à Rome d'éloigner le père Mattiussi de Bergame comme fera le cardinal Ferrari en l'éloignant de Milan. Et si le cardinal Billot l'appela pour le remplacer à Rome dans sa chaire à la Grégorienne, Benoît XV pensera à l'éloigner de Rome où l'avait appelé Pie X. Comment finit pour le moment l'"affaire Mattiussi" ? L'évêque demandait des excuses publiques ; Mgr Bressan, secrétaire du Pape, écrivit au contraire à Mattiussi : "*Le Saint-Père a pris connaissance de ce que Votre Paternité Révérendissime expose dans sa lettre du 3 courant. Mais même sans elle Il était pleinement informé de tout,* ***et a approuvé entièrement ce que vous avez dit*** *à la Scuola Sociale, très heureux que vous ayez ait mis le doigt sur la plaie. Personne n'osera vous demander des rétractations pas même sur l'opportunité, parce que la vérité a le droit d'être prêchée toujours et partout. Et cela soit dit et concernant l'Eco et concernant vos observations sur la démocratie. Vous pouvez donc vous tranquilliser en vous persuadant même que quiconque, s'il réfléchit,* ***devra avoir honte du tapage fait*** *et tirera profit comme on l'espère de la leçon"* (7 octobre 1911). Quand l'évêque lut la lettre de Mgr Bressan, il en resta sidéré, d'autant plus que le cardinal De Lai lui avait répondu beaucoup plus prudemment le 18 octobre, en tentant de jouer un double jeu : la lettre de Bressan au nom de Pie X est-elle authentique, demande l'évêque au cardinal le 2 novembre ? Oui, elle est authentique, répond De Lai le 12 novembre, en changeant de ton avec l'évêque et en donnant raison en tout au père Mattiussi et en disant à l'évêque de se conduire avec sagesse. L'évêque de Bergame (et ses professeurs, y compris Roncalli) d'accusateurs deviennent accusés, et Radini doit s'excuser dans une longue lettre à De Lai du 15 novembre, et dans une autre du 27 décembre, dans laquelle on voit qu'il n'a pas compris la leçon reçue. Une Note de la Congrégation Consistoriale mit enfin un terme à la cause promue par l'*Eco di Bergamo* (journal contrôlé par l'évêque) : "*Pour l'honneur du P. Mattiussi nous pouvons déclarer, certains de ne pas être démentis, qu'après le recours fait par l'Eco à Rome, le cher père Mattiussi n'a rien à changer ou à retirer concernant ce qu'il a dit à la Scuola Sociale Catholica de Bergame et que les accusations qui lui sont faites n'ont pas une ombre de fonde-*

Le P. Rosa s.j.

ment. Nous disons ceci aujourd'hui étant donné que d'autres plus intéressés que nous aiment mettre les choses en sourdine aux détriment de l'honneur d'un très bon religieux". Applaudissements. Mais imaginons la haine réprimée qui animait ces libéralisants et modernisants impénitents qui n'attendaient que la mort de saint Pie X pour manifester à nouveau ouvertement leurs propres sentiments ; imaginons la confusion des cent séminaristes de Bergame conduits par ces professeurs ; et imaginons les sentiments de Jean XXIII quand il se fit remettre cette correspondance pour la relire attentivement en janvier 1962 : le vieil évêque et son secrétaire avaient triomphé. Ce qui est désolant c'est que, aujourd'hui encore, des prêtres 'traditionalistes' doivent répéter les mêmes erreurs de jugement que cet évêque et que ce secrétaire d'alors.

Conclusion concernant le pontificat de saint Pie X

Je n'ai donné que quelques exemples des écueils que rencontra l'action de saint Pie X et de ses plus fidèles collaborateurs en combattant l'hérésie moderniste. Les complices des modernistes flattaient le Pape en déclarant mort le modernisme, mais saint Pie X savait bien que ce n'était pas vrai (47). La complète victoire aurait été obtenue si l'action de saint Pie X avait été poursuivie, avec la même intensité, au cours des pontificats suivants, et si l'on avait pu à la même période remplacer dans le sens antimoderniste l'épiscopat et les supérieurs religieux (on sait qu'en 1914 Pie X pensait destituer le Général des jésuites, le père Wernz) (48). La *Disquisitio* s'est longuement arrêtée, par exemple, sur le dialogue de sourds entre saint Pie X et le cardinal Ferrari : le premier reprochera au second sa faiblesse à combattre les modernistes dans son diocèse, ce dernier reprochait au Pape son soutien aux catholiques intégraux. Pie XII voulut très fortement la canonisation de Pie X, contestée au contraire par le cardinal Gasparri et par le père Rosa ; Jean XXIII voulut au contraire celle du cardinal Ferrari (1963) déclaré vénérable par Paul VI (1975) et bienheureux par Jean-Paul II (1987) : ces noms me semblent significatifs dans la polémique soulevée par don Nitoglia sur qui est avec les "intégraux" et qui est avec les "modérés" : chacun choisit ses fréquentations…

DEUXIÈME PARTIE : Catholiques intégraux, Benoît XV, Pie XI, et leur secrétaire d'État, le cardinal Gasparri

"Cette distinction entre 'Sedes' et 'sedens', typiquement gallicane et conciliariste, étonne dans la bouche des catholiques intégraux et ultramontains, qui en théorie professent la plus absolue dévotion à la Papauté, mais en pratique sont contre le Pape régnant. C'est un des points les moins beaux ou les plus contradictoires de l'histoire du S.P." (Don Nitoglia, conclusion de la deuxième partie).

Cette affirmation de don Nitoglia (qui comme nous verrons se fonde, en dépassant même la mesure, sur les accusations de N. Valbousquet et avant elle, du cardinal Gasparri : à ce propos, nous traiterons de l'accusation en parlant de "*Fede e Ragione*") est donc capitale dans sa critique de Mgr Benigni, du *Sodalitium Pia-*

num et des catholiques intégraux. La distinction entre *Sedes* [le Siège, *id est* la Papauté abstraite] et *sedens* [celui qui est assis, *id est* le Pape concret] est typiquement gallicane, certes, et conciliariste, peut-être. Dommage qu'elle n'appartienne pas aux catholiques intégraux, ni dans la théorie ni dans la pratique. Avec l'argument *ad hominem* on pourrait dire que c'est plutôt la thèse qu'ont faite leur les traditionalistes "lefebvristes" (et pas seulement : qu'on pense à l'école T.F.P. de da Silveira), y compris don Nitoglia en version actuelle, qui reconnaissent en Giorgio Mario Bergoglio (et dans ses prédécesseurs depuis Paul VI) un vrai et légitime Successeur de Pierre et Vicaire du Christ, à moins d'invoquer la légitimité de la résistance à sa personne, à son magistère et à ses lois, avec cette formule qui en Amérique est dite "Reconnaître et Résister". En somme : c'est l'hôpital qui se moque de la charité ! Les catholiques intégraux ont toujours obéi au Pape, sans servilisme, c'est vrai, qu'il s'appelle Pie X, Benoît XV ou Pie XI. Mais obéir au Pape ne veut pas dire ne pas savoir faire une distinction légitime **non** entre le *Sedes* et le *sedens* (pour les gallicans seul le Siège Apostolique était infaillible, dans la continuité de son magistère, et non le seul *sedens*) mais entre la direction que tout *sedens* entend donner à son pontificat. La continuité (pour des Papes légitimes évidemment) est divinement assurée dans la garde du dépôt de la Foi ; au contraire, elle n'est pas présupposée, comme il est évident, dans la ligne du pontificat et dans les choix contingents de tout pontife, qui peut être - et est souvent - légitimement, différente de celle de son prédécesseur. Dans les articles sur l'affaire du cardinal Morone (49), on peut facilement comprendre, par exemple, comment la ligne de Paul IV changea sous Pie IV (à moins de penser qu'emprisonner comme suspect d'hérésie le cardinal Morone ou de le nommer légat papal au concile de Trente soit la même chose) pour changer à nouveau avec saint Pie V (à moins de penser que faire absoudre Carnesecchi ou de le condamner au bûcher ne fasse de différence) : la Foi et la Morale ne changent pas, les choix contingents oui. Les exemples pourraient continuer à l'infini : le pape Formose ne peut certainement pas être dit dans la ligne de son successeur qui en vint à juger le cadavre ! Et ne manque pas non plus de Foi en la papauté ou d'obéissance celui qui sait distinguer entre le Pape en tant que tel (qui est le Vicaire du Christ, quel que soit celui qui occupe le Siège) et le même Pape en tant qu'homme (qui peut être saint ou pécheur, habile ou médiocre, doux ou coléreux, sympathisant pour la France ou l'Espagne, favorable ou opposé aux jésuites, et ainsi de suite). Le faire remarquer n'est pas irrespectueux, à condition d'éviter le scandale des simples ou de manquer de respect à l'autorité qu'une personne occupe (et ici entre aussi en ligne de compte la différence qui existe entre un jugement exprimé en privé ou une déclaration publique, ou entre le jugement d'un contemporain et celui de l'historien). Voulons-nous en donner une dernière preuve ? Nous la trouvons justement chez ces "modérés" tant vantés par don Nitoglia pour être opposés aux amers intégristes : le cardinal Gasparri (secrétaire d'État de Benoît XV et de Pie XI) et le directeur de *La Civiltà Cattolica*, le père jésuite Enrico Rosa. Appelés à déposer au cours du procès de béatification du pape Pie X, tous deux déposèrent contre… Non, non seulement contre Mgr Benigni, mais précisément contre Pie X : et don Nitoglia, au moins pour ce qui concerne Gasparri, ne l'ignore pas, sans toutefois en tirer les conséquences (et pour défendre le cardinal d'Ussita, il doit, bien qu'implicitement mais inévitablement, critiquer le Pape de Riese) (50). Distinguaient-ils eux aussi entre *Sedes* et *sedens*, ou bien, simplement, avaient-ils quelque chose à objecter à la ligne d'un pontificat qu'ils n'appréciaient pas entièrement ?

TROISIÈME PARTIE :
le virage de Benoît XV (1914-1922)

Don Nitoglia écrit : au conclave de 1914 qui élit Della Chiesa, les historiens virent la confrontation de deux groupes : "*1° celui des catholiques 'intégraux' qui auraient voulu un Pape en pleine continuité théorique et pratique avec le pontificat de Pie X, mené par les cardinaux Raffaele Merry del Val, Gaetano De Lai et Tommaso Pio Boggiani* (*sic* : Boggiani ne participa pas au conclave de 1914, ayant été créé cardinal par Benoît XV !) *et 2° celui des catholiques 'modérés', qui auraient voulu un pontificat sans les dénonciations haineuses, excessives et délatrices mises en avant par des éléments du mouvement catholico/intégral, même contre ceux qui étaient seulement présumés modernistes ; en outre, les 'modérés', auraient voulu, en même temps, la réaffirmation de la doctrine catholique, la condamnation - théorique et pratique, mais juste et non fondée sur des soupçons - du modernisme et des modernistes réels, sans frapper les 'imaginaires' et 'réputés' tels. Ce second camp fut dirigé par le cardinal Pietro Gasparri, vu par les historiens comme le continuateur du pontificat de Léon XIII et l'anticipateur de celui de Pie XI et Pie XII*" (première partie). (Si les mots ont un sens, les préférences vont toutes au second camp).

«"*Dans les dernières années du pontificat de Benoît XV, les invectives de Benigni contre le Pape et son entourage s'amplifiaient. [...]. Benigni se serait même réjoui du fait que la santé précaire de Benoît XV pouvait être de bon augure pour un prochain retour à la ligne intégrale" (N. VALBOUSQUET, op. cit., p. 454).*

Les polémiques contre Benoît XV continuèrent aussi après sa mort (1922). "Durant le conclave de 1922, les intégraux ne voient pas d'un bon œil la position de force de Gasparri, perçu en continuité politique directe avec Benoît XV, et ils espèrent en la pression exercée par les héritiers du côté de Pie X (Billot, Merry del Val, De Lai, Boggiani)"» (Seconde partie).

Parlant de Benoît XV, pape de 1914 à 1922, on peut (et on doit) distinguer entre Giacomo Della Chiesa, prêtre, évêque, cardinal, secrétaire personnel du cardinal Rampolla, d'un côté ; et le même en tant que Benoît XV, Vicaire du Christ et successeur de Pierre. Benoît XV, en tant que pape, ne pouvait être ni moderniste ni libéral (au moins pour nous ; il n'en est pas ainsi pour qui pense qu'un pape légitime puisse être libéral, moderniste et même un "diable" comme cela arriverait à partir de Paul VI, spécialement avec 'François' : c'est l'opinion actuelle de don Nitoglia et de plusieurs autres). Giacomo Della Chiesa ne jouissait pas de la divine assistance promise au pape, mais on ne soutient pas non plus qu'il fût moderniste ou libéral (si ce n'est, quant à cette dernière épithète, éventuellement au sens large et impropre). Pour don Nitoglia, au contraire, c'est ce dont l'accusèrent faussement les "intégristes" à la Benigni d'hier et d'aujourd'hui : "*En résumé le monseigneur génois appliqua au diocèse de Bologne (1908-1914), qui vivait et subissait alors fortement la crise moderniste, les principes de la réaction romaine et de Pie X (1904-1914), sans les excès de monseigneur Benigni. On ne peut donc absolument pas parler de libéralisme ou de modernisme chez Benoît XV*". (Dixième partie). Voyons comment se présentent les affaires, tant pour Mgr Della Chiesa que pour Benoît XV.

Le cardinal Giacomo Della Chiesa, archevêque de Bologne

L'évêque de Bologne. Giacomo Della Chiesa naquit à Gênes d'une famille noble en 1854. Fondamentale fut l'influence de l'archevêque de Gênes, Tommaso Reggio (51), de tendance catholico-libérale et admirateur du père Semeria et du cardinal archevêque de Turin, mais génois de naissance, Gaetano Alimonda, tous deux très proches, comme sera le cardinal Maffi, de la Maison de Savoie. Ordonné prêtre à Rome en 1878 après s'être formé à l'Université Grégorienne (jésuites), il connut en 1881 Mariano Rampolla del Tindaro, dont il devint le secrétaire personnel pendant la nonciature de Rampolla en Espagne. En 1887 Rampolla fut créé cardinal, et nommé par Léon XIII son secrétaire d'État: la carrière de Della Chiesa suivit celle de son mentor (52), gravissant les échelons de la Secrétairerie d'État, où il connut et fréquenta son futur secrétaire d'État (Gasparri) ainsi que Mgr Benigni, avec lequel au début il n'était pas en mauvaises relations (53). Il est avéré que sous Léon XIII il fréquenta des cercles modernistes, notamment il fut intime de ceux qui se manifestèrent ensuite comme tels. Yves Chiron, par exemple, mentionne son amitié avec le père Genocchi (54), des Missionnaires du Sacré-Cœur, et le père Semeria, barnabite. Substitut à la Secrétairerie d'État, collaborateur de Rampolla et Gasparri, Della Chiesa "*était en relation avec différentes personnalités qui avaient une connaissance précise des problèmes de la crise moderniste, et qui seront elles-mêmes suspectes de modernisme*". Ce fut Della Chiesa, par exemple, qui dissuada Léon XIII d'envoyer un Bref de félicitations à Mgr Orazio Manzella qui avait publié un recueil des écrits de son oncle cardinal, lui faisant lire deux articles du père Genocchi (p. 68). C'est toujours son amitié avec le père Genocchi qui l'associa à l'initiative de la Pieuse Société de Saint Jérôme pour la diffusion des Saintes Écritures (1902), dont Della Chiesa était le président actif. L'intention était bonne, les protagonistes beaucoup moins : les premières publications faisaient intervenir Minocchi, Semeria, don Giuseppe Clementi, ami de Murri, Antonietta Giacomelli, féministe, pionnière du mouvement liturgique (pp. 88-90). Toutes ces personnes faisaient partie des cercles modernistes romains, comme von Hügel, celui de l'U*nione per il Bene* d'A. Giacomelli, via Arenula, celui de *casa* Molajoni et d'autres, qui réunissaient don Brizio Casciola (*suspens a divinis* en 1914, réintégré par Benoît XV), Semeria, Faberi, Minocchi, Paul Sabatier et que Fogazzaro décrivit dans le roman *Il Santo* (55). L'intervention de Pie X en 1906 fit rentrer dans le rang la Pieuse Société, mais ses origines sont certainement liées au modernisme romain. Le père Droulers, historien de cette *Action populaire* désapprouvée sous saint Pie X, raconte au contraire la sympathie de Della Chiesa pour les "catholiques sociaux" : *"en matière sociale, il suffit de noter qu'avant d'être archevêque de Bologne et cardinal, Mgr Della Chiesa était, à Rome, l'ami et parfois le commensal de ces grands partisans des catholiques*

sociaux qu'étaient les prélats J. Tiberghien, Pottier, Veanneufville, Glorieux, ou l'évêque 'social' de Bergame, Mgr Radini Tedeschi" (56). Sous le pontificat de Pie X, Della Chiesa fut éloigné de la Secrétairerie d'État, devenant en décembre 1907 évêque de Bologne, mais sans être créé cardinal, au moins jusqu'au dernier consistoire tenu par Pie X le 25 mai 1914, précisément quand le Pape exprima avec des sentiments tristes son angoisse pour la menace que le modernisme jamais mort provoquait à l'Église, et la nécessité de la défense de l'intégrité de la foi (cf. POULAT, *Intégrisme…,* pp. 456-458, sur le discours pour l'imposition de la barrette cardinalice le 27 mai) (57). Don Nitoglia nie que le retard de cette nomination cardinalice soit dû au caractère 'modernisant' de l'épiscopat bolonais de Della Chiesa, et attribue cette fausse information à l'entourage de Mgr Benigni : *"Il est en outre utile de remarquer que cette attitude de l'archevêque de Bologne n'a pas été la cause du retard avec lequel il fut nommé cardinal (le 25 mai 1914, c'est-à-dire deux mois avant la mort de saint Pie X, le 20 août 1914). En effet, traditionnellement Bologne était siège cardinalice, alors que monseigneur Della Chiesa y resta environ 7 ans sans être créé cardinal. Les milieux proches de Benigni voulurent voir en cela une punition de la part de Pie X à l'encontre de Della Chiesa, qui aurait été réputé également par le pape Sarto un 'modernisant', mais alors Pie X aurait également été complice du modernisme en ayant consacré évêque (1907) et créé cardinal (1914) un moderniste. Au contraire, comme explique Zambarbieri (ivi), Pie X évita pendant longtemps d'admettre dans le Sacré Collège de nouveaux cardinaux (cf. Revue Moderniste Internationale, Paris, 1911, p. 46)"* (quatrième partie). Pour la vérité, cette opinion était répandue dans les milieux proches de Della Chiesa lui-même, comme atteste Poulat : dans l'habituelle liste commentée par Benigni sur les conclavistes, en août 1913, dans laquelle il inclut les probables cardinaux que Pie X aurait créés au prochain consistoire, Mgr Benigni avait pensé à 10 sur 14, mais avait exclu Della Chiesa : *"Benigni devait avoir une bonne raison de juger alors exclue l'élévation à la pourpre celui qu'on disait 'l'homme éliminé par Merry del Val' (lettre du marquis Filippo Crispolti à sa femme, Rome, 3 septembre 1914, dans Vita sociale, février 1967, p. 231)"* (58). C'est donc un partisan du trust de Grosoli, féroce ennemi des intégraux comme Filippo Crispolti qui témoigne comment Della Chiesa fut exclu de la pourpre par le cardinal Merry del Val. Sa promotion fut une surprise, mais advint probablement puisque Pie X (comme ses prédécesseurs et ses successeurs) devait tenir compte de certaines tendances internes tant dans les nominations cardinalices que dans les nominations épiscopales (études, carrière, soutiens, attitudes, etc.) (59). Benigni prédisait un conclave hésitant entre Rampolla et Maffi, avec à la fin un compromis sur Ferrata ; Rampolla mort, ce fut son disciple, Della Chiesa, qui fut élu en compétition avec Maffi. Et Della Chiesa, devenu Benoît XV, prit Ferrata comme secrétaire d'État. Benigni connaissait bien le milieu…

Quel fut, donc, l'épiscopat de Mgr Della Chiesa relativement à la question qui nous intéresse ? Substantiellement, comme celui du cardinal Ferrari à Milan ou de Mgr Radini-Tedeschi à Bergame ; il suffit de changer le nom du journal soutenu par eux : l'*Unione* à Milan, *L'Eco* à Bergame, *L'Avvenire* à Bologne. Quant à l'hostilité pour la presse "papale" ou "intégrale" elle était la même. Don Nitoglia le sait bien, et il le dit, mais il ne se rend pas compte des conséquences de ce qu'il écrit :

"La différence réelle ne se trouve pas entre Pie X et Benoît XV, mais entre Benigni et Della Chiesa et objectivement on ne peut donner tort à Della Chiesa et raison à Beni-

gni (même si le programme doctrinal de Benigni est intéressant, tandis que sa façon d'agir l'est nettement moins). En effet, Zambarbieri cite une lettre écrite par monseigneur Della Chiesa au cardinal Gaetano De Lai (5 décembre 1912), dans laquelle il affirmait désapprouver "les méthodes suivies par la revue L'Unità Cattolica et par la Riscossa" ; en outre, il exprimait son regret "puisque le Saint-Siège subit un dommage étant donné que beaucoup disent que le Saint-Siège se tait si L'Unità ne parle pas. Je voudrais au contraire que le Saint-Siège fût le premier à parler" (Disquisitio sur la béatification et la canonisation de Pie X, Rome, 1959, pp. 127-128). Or si l'on pense aux manières d'agir, même si elles sont animées des meilleures intentions, de certaines revues - qui aujourd'hui encore se réfèrent au Sodalitium Pianum de monseigneur Benigni - on ne peut pas ne pas apercevoir en elles objectivement un esprit excessif de critique, qui arrive jusqu'à la calomnie et même à la condamnation, qui ne discerne pas le vrai du faux et qui éradique tout ce qui s'écarte de sa propre manière de voir les choses, même dans les matières sujettes à opinion" (Quatrième partie).

Don Nitoglia émet trois affirmations et donne une preuve de ses dires : "*la différence réelle ne se trouve pas entre Pie X et Benoît XV*" ; il la trouve "*entre Benigni et Della Chiesa*" pour conclure "*on ne peut donner tort à Della Chiesa et raison à Benigni*". La preuve ? La lettre de Mgr Della Chiesa, alors évêque de Bologne, au cardinal De Lai du 5 décembre 1912. À tout cela, je réponds :

- Il n'y a pas de différence réelle entre Pie X et Benoît XV dans le fait d'être le Vicaire du Christ, et donc dans leur magistère, *concedo*. Dans la ligne suivie à propos des modernisants, par exemple sur le journalisme catholique : je le nie (et il sera facile de le démontrer).

- Il y a différence entre Benigni et Della Chiesa : je vous l'accorde. Mais n'étant infaillible ni l'un ni l'autre (nous parlons de Della Chiesa en tant que simple évêque), il ne s'ensuit pas nécessairement la troisième conclusion, c'est-à-dire que :

- On ne peut donner tort à Della Chiesa et raison à Benigni. Je nie cette conclusion (comme avant entre Radini-Tedeschi et Mattiussi), justement sur la base de la "preuve" adoptée par don Nitoglia, qui certes prouve, mais exactement le contraire !

Mgr Della Chiesa, dans ladite lettre, en effet, se plaignait au cardinal De Lai tant du journal "*L'Unità Cattolica*" que… du Saint-Siège, et donc de Pie X, puisqu'ils donnaient l'impression de suivre et confirmer les campagnes de presse de *L'Unità Cattolica* (alors dirigée par don Cavallanti) et de *La Riscossa* des frères Scotton. Et le faisait-il en polémiquant avec l'avertissement de Pie X contre la presse 'modérée' ? Parmi laquelle était explicitement nommé le journal qu'il protégeait, *L'Avvenire d'Italia*. En somme, don Nitoglia ne pouvait choisir pire argument en soutien de sa thèse, puisque la lettre de Della Chiesa à De Lai démontre l'exact contraire ; que l'auteur ait pu tomber dans une semblable erreur on peut le comprendre en lisant les mots qui concluent sa phrase, qui montrent que la cible n'était pas tant l'ancien *Sodalitium Pianum* que plutôt la revue quasi homonyme qui s'y réfère, et sur laquelle lui-même avait écrit pendant tant d'années. Mais revenons à nos moutons, et à Mgr Della Chiesa…

É. Poulat parle aussi de la lettre en question (*Intégrisme…*) à la p. 433. "'*Les évêques et les meilleurs prêtres ont mauvaise impression en voyant les condamnations du Saint-Siège venir après les critiques et les censures de l'Unità cattolica', écrivait le futur Benoît XV au cardinal De Lai, le 5 décembre 1912, ajoutant qu'on devrait créer pour son directeur le poste de 'consulteur général de l'Index' (Disquisitio, p. 128)"*, affir-

mation évidemment ironique. Pourtant l'harmonie entre le journal "intégral" et les mesures du Saint-Siège, auraient dû convaincre l'évêque de Bologne de soutenir, et non de faire obstacle audit journal. Et ce d'autant plus que, comme nous aurons l'occasion de le dire en parlant non de Mgr Della Chiesa mais de Benoît XV, et comme nous avons déjà expliqué en parlant du diocèse de Bergame, en 1912 Pie X s'était déjà clairement prononcé sur les journaux recommandés par le Saint-Siège (même si parfois leurs directeurs se faisaient tirer les oreilles) et ceux au contraire non approuvés, comme ceux du trust du comte Grosoli. Or, parmi ces journaux que Pie X désapprouvait dans des documents officiels de l'Église, il y avait précisément le quotidien favori de l'évêque de Bologne, *L'Avvenire*, et parmi ceux recommandés il y avait celui critiqué par l'évêque, *L'Unità cattolica* ! Avant de parler d'un épisode emblématique de l'affrontement entre Mgr Della Chiesa et les catholiques intégraux (en l'occurrence le directeur de *L'Unità cattolica* d'alors, don Paolo de Töth), il est très utile de faire une brève histoire du quotidien bolonais, qui aujourd'hui encore est publié (et est tristement célèbre). Le comte Acquaderni, valeureux pionnier de l'Action catholique, et le comte Grosoli - dont nous avons parlé - eurent l'idée en 1894 de fonder à Bologne un quotidien catholique (bien qu'il en existât déjà un, celui de Venturoli). Le projet réussit en 1896, sous le patronage de Svampa, évêque de Bologne, avec Grosoli comme président du conseil d'administration, et Filippo Crispolti (déjà cité) comme premier directeur. En 1902 (et jusqu'en 1915) ce fut la direction d'un autre (60) juif converti, Cesare Algranati, dit Rocca d'Adria (1865-1925). *L'Avvenire* (nom qui rappelait, peut-être par pur hasard, le quotidien de Lamennais) devint *L'Avvenire d'Italia*, moins "clérical" et plus "de pénétration" ou "de tendance", comme les autres journaux du trust de Grosoli, fondé en 1907. La sympathie de Grosoli et Rocca d'Adria pour les démocrates-chrétiens de don Murri - qui sera l'un des meneurs des modernistes - les porta à recevoir au siège du journal l'acte fondateur du parti de Murri, la *Lega Democratica Nazionale* en 1905. Il n'est donc pas étonnant que *L'Avvenire* de Rocca d'Adria et de Grosoli engageât de féroces batailles journalistiques avec la presse intégrale, comme *L'Unità Cattolica*, *La Riscossa*, et même *L'Osservatore Romano*. C'est dans ce contexte que se situe la "*querelle mémorable*" (comme l'appelle Vannoni) entre don Paolo de Töth, ami de Mgr Benigni et alors directeur de *L'Unità*, et Mgr Della Chiesa, à l'époque évêque de Bologne : l'affaire est racontée, à sa manière, par Tagliaferri (pp. 126-130 et 343-344) et d'une manière opposée par Vannoni (61) : l'un opposé, l'autre favorable à don de Töth. J'essayerai de résumer les deux auteurs. La polémique éclata en février 1907, quand don Cavallanti publia un opuscule sur les infiltrations modernistes au séminaire de Milan (*Milano centro del Modernismo ?*). Le cardinal Ferrari, piqué au vif, au lieu de surveiller chez lui, qualifia ces attaques "*un modernisme d'un nouveau genre*" "*sous les habits de l'antimodernisme le plus orthodoxe*" et *L'Avvenire* donna les noms et prénoms de ces antimodernistes-modernistes d'un nouveau genre (modernistes puisqu'ils critiquaient les évêques : le père Mattiussi, les *Armonie della Fede* et *L'Unità Cattolica* (dirigées par de Töth), etc. Ce fut alors que de Töth essaya de *"faire cesser la polémique"* (Tagliaferri) en se rendant à Bologne pour y rencontrer l'évêque, Mgr Della Chiesa. Alberto Maria Fortuna raconte : "*Ils étaient amis de famille et avaient une grande familiarité* (62). *Un soir d'hiver* (pour être précis, c'était fin octobre, n.d.a.) *en passant par Bologne, entre deux trains, il pensa aller rencontrer l'archevêque, qui le reçut immédiatement. Il protégeait le journal moderniste L'Avvenire d'Italia et, étant donné que de Töth était un de ses adversaires les plus acharnés, commença une discussion qui*

se termina en dispute" (VANNONI, p. 462). En écrivant à Cavallanti de la gare le 31 octobre 1908 (la lettre est publiée par TAGLIAFERRI aux pp. 342-343), il raconte : "*quelle désillusion ! Mgr Della Chiesa (…) uniquement par politique ne s'oppose pas à l'Avvenire d'Italia, mais le soutient avec acharnement de toutes les manières. Il a commencé par désapprouver les méthodes de L'Unità Cattolica, il a dit que nous 'ne faisons que faire du mal' ; que nos polémiques sont contre la charité ; que nous devrions dénoncer l'erreur mais ne pas dénoncer le journal ou le livre qui la contient ou la personne qui la prononce ; que L'Avvenire d'Italia a raison de nous combattre étant nous-mêmes les premiers à l'attaquer".* Évidemment en ce cas la charité, et le fait de ne pas attaquer les personnes ne valait plus : *"(…) Il a nié à notre presse, non à L'Avvenire d'Italia, tout droit de dénoncer publiquement les erreurs qui peuvent être contenues dans un livre ou un journal, parce que personne d'après lui n'a donné à la presse le droit ou la mission de le faire, mais simplement d'en avertir l'autorité. J'ai répondu que du moment que la presse se permettra de répandre des erreurs, il convenait que la presse catholique* les *combatte, mais il n'a pas montré en être persuadé. (…) En somme : j'ai dû défendre notre position là où j'espérais trouver une aide, et tu ne peux croire ce que j'ai souffert. (…) Tu vois donc que de ce côté nous ne pouvons nous attendre qu'à de l'opposition. Mgr Della Chiesa a nommé avec enthousiasme Maffi, et tout me laisse soupçonner qu'il y a une entente avec Maffi ; et toutes ces coulisses me font vraiment mal. Et dire que nous travaillons de tout notre cœur ! Et que le Pape ne fait que nous louer ! … Que le Seigneur nous aide !...".* Fortuna raconte que bouleversé, de Töth se trompa de train et se retrouva à Vérone, où il reconnut être prêt à démissionner de la direction des *Armonie della Fede*, mais en fut dissuadé, puis il se rendit à Milan avant de rentrer à Florence, d'où il écrivit à Mgr Della Chiesa envoyant une copie au Pape. À Rome, *"il se présenta à Pie X et, comme d'habitude, il s'agenouilla. Le pontife fit mine de ne pas le voir, et le tint ainsi pendant un quart d'heure. Puis il le fit se relever, en disant : 'Certaines choses,* ***bien que très vraies****, ne doivent pas être écrites'. Et lui montrant la corbeille, il ajouta : 'Regardez, elle est pleine de lettres contre vous'"* (VANNONI, p. 462). L'avertissement était paternel, bien différent de celui de Della Chiesa ; au procès de canonisation de Pie X, de Töth témoigna : "*chaque fois que je m'approchais de lui, j'eus la sensation de côtoyer un saint"* (VANNONI, 442-443). Par ailleurs, Mgr Della Chiesa, comme évêque de Bologne, n'eut pas besoin de changer la ligne de son prédécesseur, le cardinal Svampa. Suffit comme exemple la protection accordée à l'un de ceux qu'Andreotti appela "les quatre du Gesù" (Buonaiuti, Roncalli, Manaresi et Belvederi), c'est-à-dire à Belvederi, neveu du cardinal Respighi, parent d'Andreotti et ami de tous les modernistes (63).

Le pape Benoît XV. Continuité doctrinale, mais changement pratique de la politique du Saint-Siège à l'égard du modernisme

La thèse de don Nitoglia est celle de la significative continuité entre le pontificat de Pie X et celui de Benoît XV non seulement dans la doctrine (foi, morale, discipline) mais aussi dans la politique et dans les choix contingents, et cela contre les 'accusations' de Mgr Benigni et des 'intégristes'. Le jugement de tous (modernistes, antimodernistes, historiens) est au contraire unanime pour affirmer le contraire.

Entre mille exemples, je cite ce qu'écrit Émile Poulat (un historien), qui présente au lecteur les opinions, opposées mais concordantes, des modernistes et des intégraux :

"*'L'ère des délations est finie', dit Benoît XV au cardinal Maffi le 5 septembre (lettre de Filippo Crispolti à sa femme, même jour, Vita sociale, febbraio 1967, p. 234)"* ; dans la même lettre Crispolti "*n'hésite pas à parler du régime déchu*" : "*la terrible secrétairerie particulière est dispersée. Bressan et Pescini sont en haine à tout le monde et reçoivent un déversement d'affronts*" (É. POULAT, *Intégrisme*…, p. 461). "*Nous voyons déjà quelque bon effet de la sagesse du nouveau Pape, qui ne veut cependant pas avoir l'air d'iconoclaste du Pontificat précédent. On respire mieux : les savants voient déjà que leur titre ne sera plus une mauvaise note. Mgr Duchesne n'est plus la bête noire d'autrefois. Don Lanzoni, notre hagiographe de Faenza, a été fait prélat. D'autres victimes du fanatisme ou de la folie (requiescant le cardinal Vives et le père Pie de Langogne !) ont été dédommagées ou sont en train de l'être. Une des premières et plus fréquentes paroles de Benoît XV est le respect des évêques et de leur juridiction. La presse 'noire', qui noircissait tout, est tombée très bas, et les journaux modérés ont repris leur ancienne place. On ne doit plus parler du tout de catholique intégral ou papal, il suffit bien d'être catholique. Vous voyez aussi les paroles charitables que le Pape a toujours pour les non-catholiques..." (Le père Genocchi à Paul Sabatier, de Rome, lettre du 28 décembre 1914)*. "*Rapidement, c'est cette impression qui prévaudra : 'dès les premiers jours de son règne, Benoît XV fit savoir au cardinal Billot qu'il ne voulait plus, de sa vie, entendre parler d'intégrisme', écrivait en janvier 1917 une 'personnalité catholique' - Louis Canet, selon toute vraisemblance - dans un Mémoire anonyme (…). Et il paraîtra bientôt tout naturel de dire qu'il en avait 'interdit jusqu'au nom' (Maurice Blondel…) : peut-être, mais sans qu'on puisse se référer ni à sa première encyclique ni à aucun texte connu"*. Après avoir rappelé une anecdote (Benoît XV aurait refusé de faire baiser son anneau à Mgr Benigni, protonotaire apostolique), Poulat poursuit : "*Mieux attestés et plus significatifs paraîtront des actes oubliés ou ignorés dont le relevé reste à faire : par exemple, le 3 octobre 1914, lettre du cardinal Ferrata, secrétaire d'État, soumettant La Riscossa des frères Scotton (Vicence) à un contrôle effectif de l'autorité épiscopale ; le 8 octobre, lettre d'encouragement de Benoît XV à la Société Saint Jérôme pour la diffusion de l'Évangile, que Pie X avait mise en sommeil, la suspectant de modernisme ; le 6 novembre, lettre du successeur de Ferrata, le cardinal Gasparri, donnant une interprétation bénigne de l'avertissement pontifical qui, le 2 décembre 1912, avait frappé en Italie la presse catholique dite de pénétration… Une brusque décompression était inévitable*" (É. POULAT, *Intégrisme…*, pp. 601-602). À la liste nous pouvons ajouter, comme chose bien plus grave, l'absolution de la suspension *a divinis* prononcée le 12 avril 1916 par le Saint-Office, moyennant un grotesque serment antimoderniste dans la chapelle privée du cardinal Gasparri, des quatre chefs modernistes Buonaiuti, Turchi, Vannutelli et Motzo Bachi, le 13 juillet suivant (64). La longue citation de Poulat nous présente les voix concordantes de certains célèbres modernistes ou modernisants : Filippo Crispolti (un partisan du trust), le père Genocchi, Louis Canet, Maurice Blondel, et des faits : le changement de ligne sur la presse de pénétration et sur la presse intégrale (l'une réhabilitée, l'autre combattue), sur l'"épiscopalisme', la réhabilitation d'historiens naturalistes, tels Duchesne et

Maurice Blondel

Lanzoni (lequel en réalité avait perdu la foi). La liste des faits commencée par Poulat pourrait continuer à l'infini. Concernant deux représentants du modernisme social, condamnés sous Pie X : l'abbé Lemire, suspens *a divinis* le 16 janvier 1914 pour ses idées démocrates et son militantisme parlementaire ouvertement en faveur de la séparation entre l'État et l'Église (lois anticléricales de 1905), fut réhabilité sur l'intervention de Benoît XV en 1916 (65) alors que Marc Sangnier, qui avait été le fondateur du *Sillon* condamné dans l'encyclique *Notre charge apostolique* de saint Pie X fut reçu par Benoît XV en 1917 et en 1920 (66). Un autre exemple : les Frères de Saint Vincent de Paul, engagés dans l'apostolat auprès de la classe ouvrière. Parmi eux s'opposaient des religieux fidèles au fondateur (comme le père Meignan, du S.P.) et d'autres gagnés au modernisme social. Une enquête contre les novateurs, ordonnée par Rome mais confiée au cardinal Richard et par lui à son coadjuteur, Mgr Amette, obtint en 1907 l'effet opposé de celui espéré : la nomination comme supérieur d'un modernisant, le père Anizan. Une nouvelle enquête en 1913 fut confiée cette fois à un membre de la diète du S.P., le père Jules Saubat, qui se conclut en 1914 par la destitution du supérieur et la nomination, décidée par Rome, d'un nouveau supérieur. Un tiers des religieux, en France les deux tiers, demandèrent la sécularisation et sortirent de la congrégation. Le père Anizan eut sa 'revanche' en 1918, quand il fut autorisé, avec les ex-religieux rebelles, à fonder une nouvelle congrégation, les 'Fils de la Charité' (67). Le père Droulers ajoute de son côté d'autres témoignages : "*de Rome le père Fine peut annoncer, discrètement : 'L'intégrisme est fini… L'influence du cardinal Billot me semble plus que compromise'. Et le père de Léobazel, de Toulouse : triomphant : 'de Rome, excellentes nouvelles, c'est fini avec le Barbiérisme !'. Le 19 décembre 1918, sur le conseil de Mgr Tiberghien, Benoît XV "faisait un geste hautement significatif : un don personnel de 10.000 lires pour le relèvement de l'A. P. (Action Populaire), dont la destruction l'avait 'particulièrement affecté', disait la lettre d'envoi du cardinal Gasparri, secrétaire d'État. Celle-ci rappelait : 'le Saint-Siège a déjà tenu maintes fois à vous louer des efforts déployés par l'Action Populaire pour promouvoir les idées et les organisations sociales. Il l'a fait avec d'autant plus de satisfaction qu'il sait combien grand est votre dévouement à toutes ses directives sur ces questions si importantes… (…)' C'était un 'énorme réconfort' face aux hésitation de certains dans la Compagnie, et c'était, aussi pleinement que possible, la 'réhabilitation' que souhaitait naguère le père Desbuquois, le plus solennel encouragement au moment de repartir*" (68). Yves Chiron, citant Bedeschi, ajoute une anecdote significative, malgré son… insignifiance : en 1910, le cardinal Merry del Val avait exclu de la Garde noble pontificale le comte Salimei, gendre de von Hügel et ami de l'excommunié Tyrrel, au point d'assister à ses funérailles ; eh bien, Benoît le réintégra immédiatement dans sa charge (cf. Y. Chiron, *Benoît XV, op. cit.,* pp. 289-290). On peut comprendre facilement, alors, l'impression du père Saubat dans une lettre au cardinal Sevin : sous Benoît XV il y a "*l'apothéose de tout ce qui fut condamné*" (27 mars 1915) (Ch. Sorrel, *Le catholicisme français de la Séparation à Vatican II*).

Petite digression : Benoît XV et le thomisme

Avant d'aborder notre question au cours du pontificat de Benoît XV, en choisissant là aussi, comme dans le cas du pontificat de Pie X, quelques cas emblématiques, je dois m'attarder sur une question de détail, dont je m'occupe puis-

qu'elle est utilisée par don Nitoglia pour démontrer l'absolue continuité entre Pie X et son successeur. Absolue continuité dans la doctrine, oui, absolument. Dans la pratique, en revanche non, voire absolument pas. Ce qui a été dit jusqu'à maintenant en général, vaut aussi pour l'exemple adopté par don Nitoglia, dont je rapporte les mots :

"Il est sans équivoque que l'orientation théologique du pape Della Chiesa a été intégralement catholique et éminemment thomiste (v. l'approbation du Commentaire aux XXIV Thèses du Thomisme, en 1917, composées par le P. Guido Mattiussi ; la recommandation du thomisme et l'obligation de le suivre dans le CIC de 1917 can. 1366 ; l'encyclique Fausto Appetente die, 29 juin 1921 sur le thomisme). Effectivement Benoît XV "présenta à nouveau le thomisme comme le meilleur moyen pour réfuter le modernisme, en maintenant sur ce point la même ligne que celle développée par Pie X et qui ensuite serait reprise également par Pie XI" (G. VIAN, Il modernismo durante il pontificato di Benedetto XV, tra riabilitazioni e condanne, op. cit., p. 465)" (troisième partie).

Si nous parlons de Benoît XV comme Pontife (et les exemples cités se réfèrent tous à Benoît XV en cette qualité) je souscris, mot pour mot, à ce qu'a dit et écrit mon confrère. Mais, dans le contexte de son écrit, ces affirmations ont pour but de démontrer que rien ne changea dans la ligne du pontificat, et que par conséquent c'est bien à tort que les intégraux critiquaient (en privé, notons-le bien) le nouveau pontife. Mais si nous passons de Benoît XV Souverain Pontife à l'homme Giacomo Della Chiesa, nous pouvons relever certaines nuances, autrement un thomiste convaincu ne traiterait pas de "*thomiste enragé*" le cardinal Lorenzelli comme le fit Benoît XV (69). Un autre exemple, bien plus important, concerne justement les fameuses XXIV thèses (composées par le père Mattiussi) citées par don Nitoglia (qui a rassemblé en un volume le commentaire desdites thèses). Après l'encyclique *Æterni Patris*, par laquelle Léon XIII remettait à l'honneur la scolastique, et en particulier le thomisme, son successeur saint Pie X dans l'encyclique *Pascendi* déclarait que précisément dans la métaphysique thomiste se trouvait le rempart le plus solide contre les erreurs modernistes. Mais quelle était la doctrine authentique de saint Thomas que Pie X demandait de suivre dans toutes les écoles ecclésiastiques ? Ceux qui prétendaient être des disciples de l'Aquinate tout en abandonnant des points fondamentaux, soit en philosophie, soit par conséquent en théologie, ne manquaient pas. Pour préciser ce que fut l'authentique et véritable doctrine thomiste à enseigner dans les écoles catholiques, la Sacrée Congrégation des Études (sous la signature du cardinal Lorenzelli, le "thomiste enragé" dont il est question plus haut) publia un motu proprio avec les XXIV thèses thomistes en philosophie, peu de temps avant la mort du saint Pontife Pie X (le *motu proprio* est du 27 juillet, alors que Pie X mourut le 20 août 1914). Comme le rappelle don Nitoglia, le code de droit canonique, préparé sous Pie X mais promulgué par Benoît XV, au canon 1366, imposait la doctrine de saint Thomas dans les séminaires et dans les universités catholiques, et le 7 mars 1916 la même Congrégation des Études approuvait les XXIV thèses comme doctrine sûre pour suivre l'école de saint Thomas. Mais... Il y a un 'mais'. Quiconque consulte la dernière édition de Denzinger (70), sous la direction, comme les précédentes, des Pères jésuites, notera dans l'introduction historique - sous la direction des mêmes - du document de la Sacrée Congrégation des Études sur les XXIV thèses (27 juillet 1914, DS 3601-3624) une intéressante précision : "*Des écoles philosophiques de tradition différente* (de la tradition thomiste, n.d.a) *soupçonnèrent que, contre leur croyance, leur soit*

Marc Sangnier, fondateur du Sillon

imposé le néothomisme, et ôtée la liberté de soutenir d'autres conceptions. Le 7 mars 1916 compte tenu de ces protestations, la Congrégation des Études déclara : 'Toutes ces 24 thèses philosophiques expriment l'authentique doctrine de saint Thomas et sont proposées comme sûres dispositions directives' (…). Elles ne nous obligent donc pas de manière absolue", commentent nos jésuites ! "*Pour 'adhérer à saint Thomas' (adhærendum Sancto Thomæ) il n'est pas nécessaire d'adopter le système doctrinal dans son intégralité".* De cette manière, les Révérends Pères sapaient les XXIV thèses, les rendant facultatives. Mais sur quoi s'appuyaient-ils ? "*Dans la lettre de Benoît XV Quod de fovenda du 19 mars 1917 au supérieur général des jésuites, le père Wladimir Ledochowski, il est précisé de quelle manière ces règles directives doivent être comprises".* Et voici la citation de la lettre de Benoît XV au Général de la Compagnie : "*Ce n'est pas avec une moindre satisfaction que nous avons constaté que tu as soupesé avec une juste balance la valeur des motifs avec lesquels de part et d'autre dans la discussion on affirme de quelle manière on doit s'appuyer sur les doctrines de saint Thomas. Nous sommes en effet convaincus que tu as perçu avec exactitude ce jugement alors que tu as estimé que, adhèrent suffisamment au docteur angélique ceux qui considèrent qu'on doit présenter comme règles directives sûres la doctrine de saint Thomas dans son ensemble,* ***sans que toutefois soit imposé un devoir d'en accepter toutes les thèses****. En considération de cette règle les étudiants de la Compagnie peuvent à juste titre déposer la crainte de ne pas suivre avec l'obéissance appropriée les instructions des pontifes romains, dont l'avis constant a été que saint Thomas doit être considéré guide et maître dans les études de la théologie et de la philosophie, tout en restant incontesté à chacun de disputer sur ces sujets sur lesquels on peut et on a coutume de disputer".* Puisque les XXIV thèses sont toutes des thèses philosophiques contre la doctrine de Suarez, désormais l'option n'est plus entre saint Thomas et Suarez, mais sur saint Thomas ou bien saint Thomas interprété par Suarez. Un détail cependant : la lettre de Benoît XV ne se trouve pas dans les *Acta Apostolicæ Sedis* (où elle aurait eu force de loi) mais, nous dit *Denzinger*, dans les "*Acta Romana Societatis Jesu*", un recueil privé de la Compagnie. L'explication de ce détail, et toute l'histoire en coulisse, se trouve chez ces méchants intégristes et vétérans du *Sodalitium* dans la collection "*Vérités*" (n° 47 pp. 18-30, 1936 : "*Les Jésuites contre Saint Thomas"*). Saint Pie X, rappellent-ils, avait écrit que "*les points qui dans la philosophie de Saint Thomas sont capitaux ne doivent pas être du genre de ces opinions à propos desquelles on peut disputer dans un sens ou dans l'autre, mais comme les fondements sur lesquels s'appuie toute la science des choses naturelles et divines"*, c'est pourquoi le Pontife, dans le motu proprio *Doctoris Angelici* (29 juin 1914) voulait que "*le clergé séculier et régulier ait bien claire Notre pensée et Notre volonté et qu'ils la mettent en pratique avec la promptitude et la diligence convenables".* Ce que furent ces points capitaux, obligatoires donc, et indiscutables, c'est ce que précisèrent les fameuses XXIV thèses. Suite à un "doute" soulevé par qui nous savons, la Sacrée Congrégation, sous Benoît XV, en 1916, répondit que les thèses étaient "*des règles sûres*", en rappelant la doctrine, mais en dimi-

Portrait du pape Benoît XV avec une dédicace à Filippo Sassoli de' Bianchi

nuant le caractère obligatoire péremptoire. Caractère obligatoire qui sera au contraire rappelé dans le canon 1366§2 du Code de Droit Canonique de 1917. Et voici que, au même moment, le Général Ledochowski, qui le 8 décembre 1916 avait publié un opuscule défendant son interprétation opinioniste, essayait d'obtenir le *placet* du Pape. Mgr Benigni, toujours au courant de ce qui se passait au Vatican, connaissait à l'avance les attaques anti-thomistes de la Compagnie, comme l'atteste un document du 6 février 1917, retrouvé dans ses archives : "*les notables de la Compagnie cherchent à obtenir du Pape en ce centenaire de la mort de Suarez un document pontifical indiquant comment en enseignant la doctrine de Suarez on enseigne celle de saint Thomas*" (71). Effectivement, le Général des jésuites obtenait le 19 mars suivant de Benoît XV la lettre précitée qui de fait exemptait les jésuites de suivre lesdits points capitaux de la philosophie de saint Thomas ! Mais… le 24 août 1917 le cardinal Billot, jésuite mais thomiste, fut reçu en audience par le Pape. D'après le récit de *Vérités* (qui devrait venir directement du même cardinal) Billot aurait fait remarquer à Benoît XV que sa lettre était l'exact contraire du canon 1366 que lui-même devait promulguer. Que faire ? Le cardinal suggéra alors au Pape de ne pas publier la lettre dans les *Acta Apostolicæ Sedis*. "*C'est très difficile*" répondit Benoît, mais ensuite, sur les insistances du cardinal, il ajouta : "*Je vous promets que cette lettre ne sera pas insérée dans les Acta. Je vous prie de considérer cette faveur comme un cadeau pour votre fête*" (de saint Louis IX). Et la lettre, de fait, ne fut pas insérée dans les *Acta*. À la lumière de ce que j'ai dit jusqu'à présent, il est facile de comprendre qui avait raison, et qui était sincère, dans les polémiques sur le thomisme entre *Fede e Ragione* et *La Civiltà Cattolica* (David et Goliath !) (72). Et cela suffira pour le thomisme de Benoît XV, et ses limites (pour ne pas parler de celui de la Compagnie) (73)…

Le 'virage' de Benoît XV : quatre exemples

Pour illustrer au lecteur le 'virage' non doctrinal mais pratique qui se produisit avec le pontificat de Benoît XV, je m'arrêterai, par manque de place, à ces épisodes :

- la dissolution du *Sodalitium Pianum*

- l'affaire de l'évêque d'Arezzo, Mgr Volpi
- l'affaire du Partito Popolare et la victoire de l'aconfessionnalité
- l'inversion de ligne directrice à propos de la presse catholique.

Sous Benoît XV : le *Sodalitium Pianum* de la mort de saint Pie X (1914) à sa dissolution (1921)

Le *Sodalitium Pianum* (Sodalité ou Ligue Saint Pie V), fondé et dirigé par Mgr Benigni, devait être une organisation ecclésiastique, sur le modèle des actuels Instituts séculiers, dépendant de la Congrégation Consistoriale, dirigée à l'époque par le Cardinal De Lai. De manière répétée loué et approuvé par la susdite Congrégation et par le pape saint Pie X, il ne fut cependant jamais canoniquement érigé, comme demandé à plusieurs reprises par notre Monseigneur, à cause de l'obstacle que nous avons signalé en parlant de l'"épiscopalisme". Dissous volontairement à la mort de saint Pie X (août 1914) ainsi qu'à cause de la guerre, il fut reconstitué à la demande du cardinal De Lai en août 1915 (74), avec une modification des statuts, même si, pour les motifs exposés plus haut, sous le pontificat de Benoît XV son activité ne pouvait s'exercer comme sous Pie X. Néanmoins, le S.P. continua son existence pendant tout le pontificat du pape Della Chiesa, puisqu'il cessa officiellement ses activités le 8 décembre 1921 (le Pape génois mourut le 22 janvier 1922). La cessation du Sodalizio fut obtenue par ses ennemis en trois étapes, qui sont racontées dans les moindres détails par Émile Poulat dans son *Intégrisme et catholicisme intégral* (1969). Ayant depuis longtemps écrit une chronologie synthétique des faits, je me permets de la communiquer au lecteur telle que je l'écrivis, pour conclure ce chapitre par un bref commentaire, en renvoyant pour plus ample information au volume de Poulat.

La dissolution du *Sodalitium Pianum* : étapes et chronologie
Antécédents (1914)

Le prêtre belge Florent **Prims** (1882-1954), nommé par le cardinal Mercier secrétaire du père Rutten o.p. (autre ennemi du S.P.), animateur des syndicats chrétiens, reçoit des confidences de l'avocat Alfons Joncks, de Gand, membre du S.P., et informe sur le S.P. le prêtre hollandais, le père Hubertus **Höner** (1871-1920), camillien, de Ruremonde, à qui en 1909 avait été interdit d'imprimer le livre "*Theoremata moralia*". Höner débute une campagne de presse contre le S.P. sur le *Düsseldorfer Tageblatt*.

Août 1914 : la guerre éclate, mort de saint Pie X, la Belgique sous administration militaire allemande.

Octobre 1914 : mémoire de Mgr Eudoxe-Irénée **Mignot** (1842-1918), archevêque d'Albi, défenseur et exécuteur testamentaire de l'hérétique Loisy, au nouveau cardinal secrétaire d'État Ferrata, contre Mgr Benigni, puis adapté à son successeur Gasparri. Dans le cadre du changement de pontificat, les milieux modernistes demandent donc une intervention contre Mgr Benigni.

Le complot. La perquisition. La saisie des documents (1915)

12 mars 1915 : Heinz **Brauweiler** (1885), directeur du *Düsseldorfer Tageblatt* (1913-1925), écrit une lettre au baron Oskar **van der Lancken-Wakenitz** (1867-1939), directeur politique de l'administration militaire allemande en Belgique. Prenant pour prétexte un livre des catholiques français (propagande de guerre anti-

allemande) il fait endosser faussement la responsabilité au mouvement intégriste A.I.R (Agenzia Internazionale Roma) et à son chef, Mgr Benigni, accusé calomnieusement d'être lié à un agent russe à Rome. Il se propose, avec le P. Höner, pour une perquisition chez l'avocat de Gand lié à Benigni.

Avril 1915 : voyage des deux en Belgique chez Lancken, auquel suit un rapport des mêmes contre le S.P., accusé d'activités favorables à la France, à la Serbie et à la Russie, et opposé aux catholiques allemands accusés d'être modernistes et antipapistes, tout cela dans un but politique.

18 mai 1915 : perquisition chez Joncks (avec les deux qui ne se font pas reconnaître) et confiscation des documents. L'"espion russe" Sonthoff était en réalité le père rédemptoriste Alphonse George, français, membre du S.P. ! On sait combien une accusation d'espionnage en pleine guerre comporte le risque d'être fusillé.

19 mai : ils vont de Lancken à Bruxelles avec les documents, et demandent de les apporter à Düsseldorf. Il faut la permission de l'ambassadeur **van Bergen**.

4 juin : à Berlin, van Bergen, qui connaît et craint Benigni, lui permet d'utiliser les documents saisis.

1916 : Höner communique les documents au prêtre Heinrich **Brauns** (1868-1939), allemand, du *Volksverein*, l'action catholique allemande. Tout se tait pendant la guerre, Höner meurt en 1920.

Le "Mémoire anonyme" et le rôle des jésuites français (février-mars 1921)

11 février 1921 : Fernand **Mourret** (1854-1938), historien, père sulpicien, ami du philosophe moderniste Maurice **Blondel** qui est tenu au courant de tout, se rend chez le prêtre **Geurts** (voir plus bas) qui l'invite à prendre connaissance des documents du S.P. que Höner lui avait laissés.

Février-mars 1921 : de retour à Paris Mourret étudie les documents, avertit Blondel et son supérieur, M. **Garriguet**. Celui-ci le met en contact avec le P. Léonce **de Grandmaison** s.j., qui en parle au père **du Passage** s.j., directeur d'*Études,* au P. **de la Brière** s.j., à Mgr **Roland-Gosselin**. Les jésuites disent à Mourret d'écrire le mémoire anonyme et de tenter un "coup de main" directement à Rome. Autre voie jésuite : les pères **Desbuquois** et **Danset** étant informés, ce dernier se rend en Belgique chez le père **d'Herbigny** s.j. (à l'époque dénoncé par le S.P.) (75) qui va en Hollande. Geurts donne les documents à la maison jésuite d'Exaeten (Hollande) pour la reproduction, œuvre des pères Pierre **Dumont** et **Gadenne**, qui en font une copie pour Mgr **Cerretti**. Il y en aura trois autres de faites : une pour Geurts, une pour la maison, et une pour le P. Desbuquois qui la fait probablement consulter aux journalistes du *Mouvement*.

Mars 1921 : Mémoire anonyme (de Mourret) de dénonciation du S.P. (version revue en 1922).

La dénonciation à Rome et la dissolution du S.P. (avril-décembre 1921)

Avril 1921 : "Mémoire anonyme" (de Mourret) envoyé aux évêques, supérieurs religieux, à la nonciature, à la Secrétairerie d'État (cardinal **Gasparri**). En particulier au P. **Ledochowski**, Général de la Compagnie, par l'intermédiaire des pères de Paris. Le supérieur général des sulpiciens en porte une autre copie à Rome. Copie à Blondel, au cardinal **Frühwith**, à Mgr Cerretti (secrétaire des Affaires Ecclésiastiques Extraordinaires).

Mourret obtiendra aussi la suppression de l'hebdomadaire *L'actualité Catholique* et le transfert à l'étranger du P. Salvien assomptionniste (proche du S.P. ; nous en parlerons en traitant des "associations diocésaines").

Septembre 1921 : première réplique de Mgr Benigni (*La paille et la poutre*).

Seconde réplique de Mgr Benigni, avec le texte des approbations de saint Pie X et des Congrégations Romaines (*Encore une société secrète*).

Réplique de Mourret à Benigni.

10 novembre 1921 : lettre du cardinal Donato Sbarretti (1856-1939), de la S.C. du Concile, à Mgr Benigni.

16 novembre 1921 : réponse de Mgr Benigni, suivie d'une lettre personnelle pour le cardinal.

25 novembre 1921 : la Congrégation du Concile (lettre du cardinal Sbarretti) demande à Mgr Benigni, sur la volonté de **Benoît XV**, de dissoudre le S.P., "étant donné les nouvelles conditions"…

1er décembre 1921 : lettre de Mgr Benigni au cardinal Sbarretti, et lettre du même aux membres, annonçant la dissolution du S.P. pour le 8 décembre.

7 décembre : lettre de Mgr Gaetano **Cicognani** (1881-1921) (nonciature de Bruxelles) à Mgr Borgoncini-Duca (Affaires Ecclésiastiques Extraordinaires). Il a reçu le mémoire du cardinal **Mercier**. **Benoît XV** regrette que Pie X ait soutenu un tel mouvement.

C'est donc ainsi, le 8 décembre 1921, en la fête de l'Immaculée Conception, que prit fin le *Sodalitium Pianum* conçu par Mgr Benigni avec le soutien des cardinaux Merry del Val, De Lai, Vives y Tutò et surtout de saint Pie X. J'interromps un moment ma chronologie, pour faire quelques considérations :

La campagne contre le S.P. qui le porta à sa fin eut donc trois étapes. La première a son origine en Allemagne, dans le mouvement démocrate-chrétien allemand de Munich-Gladbach. Les derniers combats de saint Pie X et de Mgr Benigni concernaient en effet la question des syndicats allemands aconfessionnels (cf. encyclique *Singulari Quadam* du 24 septembre 1912) et donc le modernisme social, qui avait son centre… dans le fameux *Zentrum* (Zentrumspartei : parti de Centre allemand ; c'était le parti catholique allemand qui prit une ligne démocrate chrétienne et aconfessionnelle). Profitant de la guerre, ils réussissent à mettre la main sur les documents codés du S.P. La deuxième étape se déroule en France, où déjà l'évêque moderniste d'Albi (soutien de l'excommunié Loisy) avait dénoncé Mgr Benigni. Maintenant la dénonciation peut s'appuyer sur des documents compromettants, qui finissent entre les mains d'un sulpicien ami et collaborateur du moderniste Blondel, lequel s'appuie sur la filière des jésuites français contre qui avait déjà combattu Mgr Benigni. La revue *Études*, le père de Grandmaison, l'espion Mgr d'Herbigny - qui sera dans un premier temps le 'poulain' de Pie XI pour ensuite tomber auprès de lui en totale disgrâce. La troisième étape se produit à Rome, par l'intermédiaire du cardinal Mercier (protecteur des modernistes), le Général de la Compagnie, Mgr Cerretti. Officiellement c'est le cardinal Sbarretti qui demanda à Mgr Benigni la dissolution du *Sodalitium* au nom du Pape ; en réalité, comme lui-même le dira, c'est le cardinal Gasparri qui s'occupe de tout.

Le cardinal en question aurait voulu dissoudre le S.P. en vertu du canon 684 qui interdit les sociétés secrètes (lettre du cardinal Sbarretti du 10 novembre 1921). Les réponses de Mgr Benigni avec les documents d'approbation du S.P. de

la Consistoriale et de Pie X lui-même interdisent la manœuvre qui aurait été une véritable (infamante) condamnation. Comme Poulat le rappelle à plusieurs reprises, le S.P. **n'était pas** une société secrète, puisque le Pape et la Congrégation Consistoriale étaient au courant de tout et approuvaient.

Les "intégristes" en général et Mgr Benigni en particulier sont (ont été) accusés de pratiquer l'espionnage, la délation, les dénonciations plus ou moins calomnieuses. La vérité est que ce sont (ce furent) les ennemis du S.P. qui pratiquèrent ces méthodes : les (philo)modernistes allemands ont calomnié les intégraux, et non de manière anodine (si tant est qu'il existe une calomnie anodine). Accuser d'espionnage en temps de guerre pour obtenir une perquisition met en péril la vie du calomnié-perquisitionné. Dans un contexte moins dangereux, le coup fut répété par des jésuites de *La Civiltà Cattolica* en accusant Benigni auprès des autorités fascistes pour obtenir une perquisition et la confiscation du dépôt des livres (POULAT, *Catholicisme*..., p. 460, note 31). Quant aux dénonciations, plus ou moins anonymes, les philomodernistes - comme déjà vu - n'ont pas leur pareil. Il est affligeant de voir des "traditionalistes" tomber dans le piège et répéter les hypocrites accusations de ceux qui reprochaient aux "intégristes" de faire ce qu'eux-mêmes faisaient à merveille.

La destitution de Mgr Volpi (1919) : clergé immoral et clergé moderniste alliés contre un saint évêque

Nous avons déjà parlé sur *Sodalitium* (n° 37, octobre 1994 ; n° 60, décembre 2007) du Serviteur de Dieu Mgr Giovanni Volpi (Lucques 27 janvier 1860 - Rome, 19 juin 1931), en recensant - entre autres - la biographie que lui dédia le prêtre arétin Mgr Angelo Tafi. Maître de vie spirituelle, confesseur de Gemma Galgani et Elena Guerra, considéré comme un saint par Léon XIII qui l'éleva à l'épiscopat, il fut avec Mgr Alfonso Archi l'un des évêques italiens les plus fidèles et chers à saint Pie X, qui le voulut sur la cathèdre de San Donato à Arezzo. La mort de Pie X et la guerre mirent fin à ces années heureuses et fécondes : la croix l'attendait. Avec l'élection du génois Benoît XV les temps avaient changé, et en 1915 le directeur du journal catholique intégral de Gênes, *La Liguria del Popolo*, don Giovanni Boccardo (1877-1956 : il mourut à l'Œuvre don Orione) dut quitter Gênes. Mgr Volpi l'accueillit à Arezzo, comme directeur spirituel du séminaire (76). Mais le refuge dura peu, puisque le même évêque fut pris pour cible non plus par les libéraux et les francs-maçons de la ville, mais par Rome même. Mgr Francesco Moretti (1854-1926), autrefois vicaire général de Mgr Volpi et qui fut sacré par lui pour être évêque de Terni (1905) était, depuis l'époque de ses études à Rome, l'ami intime du nouveau Pape. Resté en contact avec le clergé arétin, il donna un souffle aux rancœurs des pires éléments du diocèse contre l'évêque, qui essayait de corriger l'immoralité dans le clergé. Et c'est ainsi qu'en 1917 Benoît XV ordonna au chanoine du Latran Arcangelo Lolli une visite apostolique dans le diocèse dans le but de faire démissionner l'évêque. Mgr Volpi quitta le diocèse qu'après avoir reçu le 1er mai 1919 l'ordre

Mgr Giovanni Volpi

formel de Benoît XV de quitter Arezzo, ce qu'il fit le 11 juin. Retiré à Rome sans aucune charge (sinon celle de chanoine de Sainte-Marie-Majeure) il se vit rejeté par le Pape qui ne voulait même pas le recevoir ni entendre parler de lui. Mgr Volpi accepta tout en esprit de Foi et d'amour pour le Pape ; son successeur ouvrit son procès de béatification confiant la postulation aux pères dominicains. Parmi les treize chefs d'accusation contre Mgr Volpi, l'un d'eux est tout un programme : "*lutte aveugle contre le modernisme et le libéralisme*". Une "faute" qui lui aurait mérité - sous Pie X - une promotion aux charges les plus prestigieuses, devint au contraire un motif (avec sa lutte contre l'immoralité de ses accusateurs) de sa plus profonde humiliation. Depuis l'année 2000, sa dépouille repose, comme il l'avait demandé, près de sainte Gemma Galgani, à Lucques.

La naissance du Partito Popolare (1919) et la victoire de l'aconfessionnalité

Le 18 janvier 1919, sous le pontificat de Benoît XV, fut publié "L'Appel aux libres et aux forts", le programme du nouveau Partito Popolare Italiano, signé par des membres de la Commission provisoire du Parti : "*L'avocat Giovanni Bertini - l'avocat Giovanni Bertone - Stefano Cavazzoni - l'expert-comptable Achille Grandi - le comte Giovanni Grosoli - le docteur Giovanni Longinotti - l'avocat et professeur Angelo Mauri - l'avocat Umberto Merlin - l'avocat Giulio Rodinò - le comte avocat Carlo Santucci - le Professeur D. Luigi Sturzo, secrétaire politique*". Plusieurs de ces personnes avaient soutenu don Romolo Murri et sa Démocratie Chrétienne, parmi lesquelles le secrétaire politique don Sturzo : si le nouveau parti prit le nom de Partito Popolare, et non de Démocratie Chrétienne (comme il fit ensuite en 1943, après la 'parenthèse fasciste') ce fut dû, comme écrit *L'Enciclopedia Cattolica* à la nécessité de *"ne pas rappeler un passé qui eut des lumières et des ombres et qui fut trop discuté".* En 1919 ce passé ne pouvait être explicitement revendiqué, mais on le revendiqua, explicitement, plus tard, une fois la bataille remportée : "*Le 11 mars 1996, via Montecatini 5 (à Rome) était encastrée une pierre avec l'épigraphe suivante : 'À l'aube du XX^e^ siècle en ce palais, Romolo Murri élabora des idées et des initiatives pour le réveil démocrate catholique chez les nouveaux croyants. Alcide De Gasperi* (77) *et Luigi Sturzo, qui furent hébergés fraternellement ici, en furent tout de suite conquis*". Cette pierre, que firent poser don Lorenzo Bedeschi, historien du modernisme, et l'Université d'Urbino, commémorait la journée passée à l'Aventin, le 7 septembre 1900, par don Romolo Murri, Marc Sangnier (fondateur du *Sillon*) et les futurs fondateurs du Partito Popolare (don Sturzo, 1919) et de la Démocratie Chrétienne (De Gasperi, 1943). À l'occasion du centenaire de la naissance du prêtre originaire des Marches (1870, 1970-71) le président de la République, Giovanni Gronchi, et le secrétaire de la Démocratie Chrétienne, Arnaldo Forlani, déclarèrent publiquement la dette de reconnaissance que don Sturzo et l'ensemble de la Démocratie Chrétienne avaient à l'égard de don Murri. Pour qui ne se souviendrait pas bien qui a été don Murri, je rappellerai brièvement quelques points forts de son parcours. Né en 1870, ordonné en 1893, il suivit les cours du philosophe marxiste Labriola et en 1894 il fut parmi les promoteurs de la FUCI (où il devint ami de don Sturzo : "*Ce fut don Murri qui me poussa définitivement vers la démocratie chrétienne*"). Comme déjà dit, il inaugure en 1900, avec Sangnier, don Sturzo, De Gasperi et d'autres, l'école démocrate chrétienne. Chef du courant des 'jeunes' dans l'*Opera dei Congressi*, il se trouve en majorité au congrès de Bologne de 1903, protégé par la bienveillance de Gro-

soli. Mais déjà en 1902 il avait manifesté le sens politique (contrairement à l'encyclique de Léon XIII *Graves de communi*, de 1901) de son être démocrate, par l'article *Il crollo di Venezia* (contre les 'vieux' intransigeants à la Paganuzzi, implantés surtout en Vénétie) et dans le discours de San Marin sur *Libertà e Cristianesimo* où il unissait son modernisme social (c'est-à-dire qui acceptait les avantages de la Révolution) au modernisme dogmatique (en faisant l'éloge de Tyrrel et Loisy). Une fois l'*Opera dei Congressi* dissoute par saint Pie X pour justement contrer l'avancée du murrisme, le prêtre des Marches plaida en 1905 pour une participation politicienne et électorale des catholiques, avec un parti aconfessionnel et autonome de la hiérarchie en fondant la *Lega democratica nazionale* (dont fit partie le député Bertini, un des fondateurs du P.P.I.), que Pie X condamna l'année suivante (*Pieni l'animo,* 1906). Arrivèrent ainsi les censures contre le prêtre moderniste : la suspension *a divinis* en 1907 et l'excommunication en 1909. En 1912 le malheureux prêtre, devenu député, se maria avec la fille de l'ancien président de la chambre haute norvégienne. Il adhéra au Parti Radical (le plus proche de la franc-maçonnerie) et soutint ensuite le fascisme, voyant dans le Concordat la réalisation du rêve de Cavour ; en 1943, l'année précédant sa mort, il fut absous de l'excommunication. Tel est le malheureux et minable père de la Démocratie Chrétienne et du Partito Popolare, qui ont fait tant de mal à l'Italie et à l'Église. Mais, pour revenir au sujet du présent essai ou article : quelle fut l'attitude des autorités de l'Église face à la naissance du Partito Popolare entre la fin de 1918 et le début de 1919 ? On a dit qu'elle fut d'"accord tacite". Les catholiques intégraux (Benigni, *Fede e Ragione*), héritiers de la ligne de saint Pie X, condamnèrent immédiatement le Partito Popolare : son autonomie déclarée, son aconfessionnalité (78), son option démocrate au sens politique, son programme qui peut être qualifié de "modernisme social" (condamné par Pie XI dans sa première encyclique). Le cardinal archevêque de Gênes, Tommaso Pio Boggiani, publia, comme nous verrons, une lettre pastorale contre le nouveau Parti. Et le Saint-Siège ? Le père jésuite Sale raconte les choses, quoiqu'à sa façon. Quand naquit le Parti (18 janvier 1919) "*il vit le jour après quelques mois de gestation et, à ce qu'il paraît, sans intervention directe du Saint-Siège dans la fixation du programme politique et d'action du nouveau parti*" (p. 19). Le trait d'union avec le cardinal Gasparri était le comte Carlo Santucci (voir la note 103), un catholique libéral "*ami personnel du secrétaire d'État*". "*D'après le témoignage de don Sturzo, le Vatican dès le début ne fit pas opposition à son projet*" d'autant plus que "*sans l'annulation du Non expedit, fixé dans le lointain 1874 par la Sacrée Pénitencerie, il était impossible aux catholiques italiens de s'approcher des élections politiques même pour voter pour un parti d'inspiration catholique*" ; l'assouplissement à l'égard du *Non expedit* prévue par saint Pie X avec le pacte Gentiloni avait été contestée par don Murri, don Sturzo, et

Don Sturzo avec les fondateurs du Partito Popolare

Mgr Della Chiesa, précisément parce qu'ils préféraient un parti de catholiques (p. 21). Le père Sale commence à traiter de la gestation du P.P.I. en évoquant la conférence "*sur les problèmes de l'après-guerre*" tenue par don Sturzo devant le cardinal Ferrari le 17 novembre 1918, à Milan : l'issue de la guerre enterrait toute alliance entre le trône et l'autel, et la Question Romaine elle-même, et ouvrait la voie à un nouveau parti de catholiques. Le cardinal Ferrari aurait alors conseillé à don Sturzo d'en parler avec le cardinal Gasparri, qui prit du temps pour en référer au Pape (pp. 22-23). Gasparri consulta le comte Della Torre (ennemi des intégraux) et le cardinal Lafontaine, favorables tous les deux à l'abandon de la ligne tenue par Pie X (pacte Gentiloni) et favorables à un 'parti catholique' démocrate (pp. 25-27) pas davantage précisé. Vint donc la seconde audience à don Sturzo, alors maire de Caltagirone, peu avant Noël 1918. Gasparri approuva même une possible alliance avec les socialistes (p. 29) et laissa à don Sturzo la responsabilité de la tentative ; dans ses mémoires il écrira : "*le Partito Popolare naquit par génération spontanée sans aucune intervention du Saint-Siège, ni pour ni contre*" (p. 31). En 1928, l'expérience du P.P.I. ayant échoué, Gasparri écrivit à son ami Santucci : "*vous avez dit, en passant, que le Partito Popolare avait été formé par le pape Benoît et par moi ; cela ne correspond pas à la vérité*" ; mais ce qui correspond à la vérité est qu'il ne fut même pas combattu ; bien plus, à la demande du cardinal Lafontaine de savoir si les fidèles pourraient y adhérer avec sécurité de conscience et selon les vues du Saint-Siège, Gasparri répondit : "*c'est dans les vues du Saint-Siège que les catholiques italiens adhèrent audit parti*" (p. 35, pp. 146-147). Benoît XV commanda au père Rosa de *La Civiltà Cattolica* une *Note* sur le P.P.I. dans laquelle on examinait les défauts du programme du nouveau parti (pp. 38-39) qui cependant - comme nous avons vu - non seulement n'était pas condamné, mais était, dans la pratique, encouragé, dans l'attente de développements ultérieurs. Ce fut ainsi que le père Rosa, Mgr Olgiati et le père Gemelli (Université Catholique) favorisèrent la création d'une "*aile droite*" du P.P.I. qui défendait la confessionnalité du parti, de manière à attirer au P.P.I. tous les catholiques intransigeants (Paganuzzi, Sassoli de' Bianchi, Medolago Albani et bien d'autres) encore fidèles aux principes de l'Église, et à la Question Romaine (79). On rappelait les principes, mais concrètement on faisait accepter le Parti, auquel une relation de la Secrétairerie d'État, malgré mille conditions, conseillait l'inscription (pp. 65, 152-153) (80) tout en laissant aux évêques l'ultime décision pour leur propre diocèse (pp. 66, 69, 147, 153), qualifiant l'attitude du Saint-Siège à ce propos de "*bienveillante réserve et attente*" (texte intégral de l'exposé aux pp. 148-153). L'abrogation par la Sacrée Pénitencerie du *Non expedit* quelques jours avant les élections de novembre 1919 donna de fait définitivement la voie libre au Parti (pp. 67-70).

On comprend alors le bruit que fit la prise de position du cardinal archevêque de Gênes, en condamnant le Partito Popolare. Archevêque de Gênes, nommé par le génois Benoît XV le 30 janvier 1919, le cardinal Tommaso Pio Boggiani o.p. (81) publia une célèbre lettre pastorale sur "L'Action Catholique et le Partito Popolare Italiano" le 21 juillet 1920, pour ensuite désavouer le quotidien catholique local, *Il Cittadino,* en novembre suivant (82). Suite à la susdite lettre pastorale, le cardinal publia plusieurs notifications, prohibant la collaboration du clergé aux partis politiques, y compris le Partito Popolare (83). Rome rappela le cardinal en juillet 1921, et le 1er août il envoya à ses diocésains sa septième et dernière lettre pastorale : "*Adieu aux Génois*". Puisque la lettre sur le Partito Popolare a été

rééditée par nos soins, et que cette dernière par contre est pour le moment introuvable, j'en reproduirai une partie, en attendant de pouvoir la publier en entier. En rappelant ses deux années d'épiscopat, il renouvelait ses dispositions "*contre le grave danger que présentent pour la vie chrétienne les associations aconfessionnelles*" (p. 297). Puis il ajoutait : "*Dans la lettre : 'Pour le retour de la société à Dieu' (mai 1920) nous avons montré quelle est la voie unique et assurée pour opérer et atteindre vraiment ce retour de la société à Dieu. Cette lettre, d'une importance gravissime et pratique, ne fut pas considérée comme elle le méritait, peut-être qu'en elle ne sont pas acceptées, et sont même combattues, les théories des modernes apôtres politiciens, qui voudraient porter l'Église et les fidèles par de nouvelles voies imaginées par la sagesse ou, mieux, par l'ignorance humaine et par l'orgueil humain. Et parce que justement nous avions vu que notre Gênes était devenue une des places fortes d'un de ces partis politiciens, lequel, bien qu'aconfessionnel, essayait de toutes les manières d'absorber en son sein, et de la guider, toute notre Action Catholique, et d'impliquer dans la politique de parti le clergé et le nom de catholique, nous avons publié immédiatement l'autre lettre : L'Action Catholique et le Partito Popolare italiano. Cette lettre, très claire et d'une logique implacable, fut l'objet des plus vives polémiques, et démontra ce que valent la passion de la politique y compris parmi les catholiques et parmi les ecclésiastiques eux-mêmes. La lettre fut violemment combattue ; elle fut condamnée par plusieurs sans être lue ; on obtint que nos principaux journaux catholiques n'en firent même pas l'annonce ; les partisans du Partito Popolare, ici ou ailleurs, conçurent les plus odieuses fureurs contre Nous. Nous fûmes et Nous sommes heureux d'avoir accompli avec la publication de cette lettre, un très grave devoir de Notre ministère épiscopal, et la tempête qui par elle se souleva contre Nous ne nous toucha pas. D'ailleurs, au milieu d'une telle tempête de désapprobations et de condamnations, Nous avons eu et avons la consolation de savoir que la lettre ne fut ni désapprouvée ni condamnée par Celui, qui seul aurait eu et aurait le droit de le faire*". Le cardinal relate ensuite les oppositions déjà avant son arrivée dans le diocèse, les critiques du clergé et celles des laïcs "aconfessionnels". "*Cette lettre* - ajoute-t-il - *toucha trop de passions et trop d'intérêts, et si, au début, elle laissa les concernés déconcertés, elle ne tarda pas à provoquer contre Nous les plus acerbes fureurs et la plus féroce guerre. Ils ont fait serment de se venger sans jamais pardonner".* Le cardinal parle ensuite de l'avertissement contre *Il Cittadino*. Le journal publia alors un télégramme de courtoisie de la Secrétairerie d'État tentant en vain de dresser le Pape contre l'évêque. Les notifications au clergé concernant le P.P.I. provoquèrent les *Popolari* à s'opposer au cardinal à Gênes et à Rome, en soulevant le clergé génois et l'Action Catholique contre les dispositions de l'archevêque, en écrivant que de toute façon le prélat serait déposé. "*De cette façon, tous les mécontents étant unis, commença et continua contre Nous cette guerre injuste et sourde qui alla toujours plus en s'étendant et en s'intensifiant de manière vraiment éhontée, et avec un tel art à induire chez un très grand nombre la conviction que les observations, les griefs et les accusations portées contre Nous, ouvriraient une brèche, et que Notre situation, face à la Suprême Autorité Romaine, serait désormais ébranlée et insoutenable. La malice*

Giovanni Grosoli Pironi fondateur du trust de la presse catholique

employée pour Nous combattre est incroyable. Rien ne Nous fut épargné. (…) Nous ne parlerons pas des lettres anonymes envoyées à Rome contre Nous, ni de celles très nombreuses adressées à Nous-mêmes, qui toutes n'ont d'ailleurs pas été écrites par des personnes du peuple. Nous dirons seulement que plusieurs d'entre elles étaient si insolentes et obscènes, que Nous ne croyons pas que les démons de l'enfer puissent en écrire de pire. Ainsi Nous avons pu et Nous pouvons Nous approprier les paroles de saint Paul : Nous sommes devenus jusqu'à présent comme les ordures du monde, et les balayures rejetées de tous (1 Cor. 4, 13)". Constatant l'impossibilité de faire du bien dans le diocèse, entravé par les calomniateurs, le cardinal décida de démissionner (84). Comme nous verrons plus loin en parlant de *Fede e Ragione,* l'affaire eut une suite quand furent publiées des lettres privées de Benoît XV au cardinal Boggiani (*La Tribuna*, 4 février 1922, cf. SALE, pp. 170-171). La première datée du 22 août 1920 dit entre autres : "*Dans les semaines passées les journaux ont parlé de Votre Éminence : **je crois qu'elle a bien fait de mettre les choses en ordre** : la Pastorale de Votre Éminence est un document qui sera cité, si les pipistes* [les membres du P.P.I., n.d.r.] *veulent s'arroger le titre de parti catholique".* Au Congrès des Comités diocésains à Rome, un représentant du P.P.I. opposa Benoît XV au cardinal Boggiani, raison pour laquelle les délégués génois, avec à leur tête l'avocat Rocco Gambaro, quittèrent la salle en signe de protestation. Le Pape génois écrivit alors à Boggiani le 19 juin 1921 en lui envoyant un anneau en signe de sa bienveillance, et en nommant Gambaro Commandeur. Enfin, quand en août de la même année on a dit que le cardinal Boggiani quittait Gênes sur ordre de Benoît XV (en punition, donc), le Pape lui écrivit : "*Éminence, je reçois aujourd'hui - 1^er^ août 1921 - Votre lettre du 28 juillet. Il est superflu de dire que Votre décision, bien qu'inattendue, m'a peiné : mais je confirme que les Cardinaux sont Prêtres de l'Église Romaine, et qu'en conséquence ils peuvent choisir de résider à Rome. Que le Seigneur nous bénisse tous ! Votre très affectionné Benedictus PP. XV".* Le cardinal voulut que les lettres fussent publiées, mais seulement après la mort du Pape (22 janvier 1922) et le conclave qui élut son successeur (ouvert le 2 février), et c'est ce qui fut fait le 4 février 1922, comme dit. L'attitude de Benoît XV à l'égard du cardinal Boggiani confirme que le Pape ne partageait pas le programme du Partito Popolare, et félicitait le cardinal pour son opposition (contrairement aux Éminents cardinaux) (85). Cela pour le point doctrinal. Mais dans la pratique, en suivant son secrétaire d'État, il laissa courir en "*bienveillante attente*", sans aucune condamnation, favorisant même de fait l'ascension du Parti qui bien vite colonisa aussi l'Action Catholique qui restait cependant sous le contrôle direct de la Hiérarchie. Sous Pie XI le P.P.I. fut sacrifié aux accords du Latran, mais on ne sacrifia pas l'Action Catholique, évidemment on ne pouvait le faire sans renoncer à la liberté de l'Église : malheureusement, comme il a été dit, l'Action Catholique était aussi désormais colonisée par les représentants du P.P., encore plus après que le Parti a été dissous par le gouvernement. De ces rangs antifascistes naquit en 1943 la Démocratie Chrétienne qui fit revivre, en pire, les hauts faits du P.P. et réalisa les rêves de don Murri. De ces rangs sortit aussi le jeune Giovanni Battista Montini, dont le père, Giorgio, ami du père Semeria (86) était un député du P.P.I. ; ce fut un des fondateurs du Parti, le brescian Giovanni Maria Longinotti (1876-1944), qui ouvrit les portes au jeune Montini au Vatican, en lui facilitant l'accès à l'Académie des nobles ecclésiastiques et à la Secrétairerie d'État, et donc à la carrière ecclésiastique qui s'ensuivit (87). À relire aujourd'hui la longue déposition du député Longinotti au procès de béatification de Pie X,

on reste impressionnés par la haine et par le mépris du député *popolare* contre le saint Pontife, traité d'ignorant, les catholiques intransigeants, liés au passé temporaliste, les antimodernistes, persécuteurs de Grosoli et du trust, et on se rend vraiment compte du milieu dans lequel grandit le jeune Montini (88).

Adriano Navarotto, directeur du "Berico" de tendance intégrale

Nous devons conclure avec amertume (*nefas est ab inimicis discere*) qu'Antonio Gramsci, l'intellectuel de référence du communisme italien, fut plus clairvoyant que le cardinal Gasparri, quand, à propos du Partito Popolare naissant, il écrivit le 1er novembre 1919, sur *Ordine Nuovo*, ces mots devenus ensuite célèbres : "*La constitution du Partito popolare a une grande importance et une grande signification dans l'histoire de la nation italienne. Avec elle le processus de rénovation spirituelle du Peuple italien, qui renie et dépasse le catholicisme, qui s'évade de la domination du mythe religieux et se crée une culture et fonde son action historique sur des motifs humains, sur des forces réelles immanentes et actives au sein même de la société, revêt une forme organique, s'incarne de manière diffuse dans les grandes masses.* ***La constitution du Partito popolare équivaut en importance à la Réforme germanique, c'est l'explosion inconsciente irrésistible de la Réforme italienne.*** *(...) Les popolari représentent une phase nécessaire du processus de développement du prolétariat italien envers le communisme. (…)* ***Le catholicisme démocrate fait ce que le socialisme ne pourrait pas : il amalgame, il ordonne, il vivifie et se suicide****. Organisées en un ensemble et devenues une puissance réelle, ces masses catholiques se soudent avec les masses socialistes éclairées, en deviennent la continuation normale. Ce qui aurait été impossible pour les individus, devient possible pour les vastes formations. Devenus des entités, ayant pris conscience de leur force réelle, ces individus comprendront la supériorité du slogan socialiste : «l'émancipation du prolétariat sera l'œuvre du prolétariat lui-même», et* ***voudront faire par eux-mêmes, et exécuteront par eux-mêmes leurs propres efforts et ne voudront plus des intermédiaires, ne voudront plus des pasteurs par autorité, mais comprendront qu'ils doivent se gérer par leur propre élan : ils deviendront des hommes, au sens moderne du terme,*** *des hommes qui puisent dans leur propre conscience les principes de leur action,* ***des hommes qui brisent les idoles, qui décapitent Dieu.*** *C'est pour cela que ne fait pas peur aux socialistes l'avancée impétueuse des popolari, que ne fait pas peur le nouveau parti qui aux soixante-mille adhérents du Parti socialiste oppose ses six-cents mille adhérents.* ***Les popolari sont aux socialistes ce qu'est Kerenski à Lénine*** *; la XXe législature du Parlement italien verra la défaite des rapides formations politiques fondées sur la soif impulsive de pouvoir des paysans, comme la vit la Constitution de la République démocratique russe*". Gramsci fut 'prophète', même si seulement partiellement. La Démocratie Chrétienne ouvrit les portes d'abord au laïcisme, puis au socialisme, enfin au compromis historique avec le communisme, en une dérive "à gauche" qui lui est coessentielle (89) ; elle créa un "catholique adulte" qui n'avait plus besoin de la direction de la hiérarchie et de l'autorité de l'Église (autonomie) ; elle ouvrit la voie aux héritiers de la Réforme protestante (aconfessionnalisme). Ce que Gramsci ne vit pas c'est que le catholicisme démocrate et la gauche deviendraient, comme ils sont devenus, "un parti radical de masse"

(destruction de la famille, divorce, avortement, unions civiles, 'droits civils' et ainsi de suite). Mgr Benigni avait bien vu le danger, c'est pourquoi il lutta toute sa vie (lui qui venait des rangs de l'authentique "démocratie chrétienne" léonine) contre l'"Internationale blanche", autrement dit l'union internationale des modernistes sociaux : en Italie, en France (contre les héritiers du *Sillon*), en Allemagne et ailleurs. C'est pour cela qu'il fut mis à l'écart à partir des années vingt : accusé de diviser le front catholique parce qu'il critiquait les modernistes sociaux (en en donnant les noms et prénoms) censés être de "très bons et loyaux catholiques". L'histoire et les événements lui ont donné, malheureusement raison.

Le tournant sur la presse catholique : presse intégrale et presse de pénétration

Nous avons déjà noté l'importance qu'eut la question de la presse catholique dans la crise moderniste sous saint Pie X. La presse catholico-libérale étant désormais fusionnée dans le vaste champ de la presse laïque, la presse catholique, originairement resserrée sur une position intransigeante, s'était peu à peu divisée en une presse "papale", "cléricale", sous Pie X "intégrale", et une presse que don Nitoglia appellerait modérée, et qui à l'époque était dite "de pénétration" ou "de tendance", réunie en bonne partie en un trust contrôlé par Grosoli Pironi par l'intermédiaire de la Società Editrice Romana. La division dans la presse catholique correspondait à la division précédente dans l'*Opera dei Congressi*, quand, rappelons-le, pour combattre les infiltrations des idées de Murri saint Pie X avait dissous en 1904 l'Œuvre présidée par Grosoli qui en 1907 fonda le trust de la Società Editrice Romana soutenue par le Banco di Roma. La presse "intégrale" combattait à "drapeau déployé", selon l'heureuse expression de saint Pie X lui-même, mais avait peu de lecteurs, et seulement fermement catholiques ; la presse de "pénétration" entendait au contraire se rendre semblable à la presse laïque pour "pénétrer" et se propager aussi dans d'autres milieux. L'antimodernisme intelligent et moderne de Mgr Benigni avait trouvé la solution adaptée à ce dilemme : une presse intégralement catholique, mais peu diffusée, et une presse plus diffusée, mais toujours moins catholique. La solution de Mgr Benigni consistait en ceci : défense de la presse "intégrale" et condamnation de celle du trust, d'un côté ; service de presse efficace (cf. *La Corrispondenza romana*, ensuite *Correspondance de Rome*) pour exprimer la position du Saint-Siège (bien que non officielle ni officiellement officieuse) à disposition de la presse catholique et laïque dans le monde entier ; et enfin des 'injections' de bonne information catholique dans la presse laïque au moyen des bons services de journalistes amis : la formule eut du succès, et l'on sait en effet combien la cause moderniste ne fut pas très bien vue par le monde laïc, certainement moins que prévu, d'autant plus que le monde en question, pratiquement totalement à jeun des questions religieuses, était très content de recevoir des informations en cachette ou de manière 'officieuse' des milieux du Vatican (90). Saint Pie X, qui par l'entremise du cardinal Merry del Val avait appuyé cette initiative de Mgr Benigni, défendait ensuite publiquement la presse vraiment intégrale et, au contraire, combattait la presse "de pénétration". (Avertissement du 2 décembre 1912). Don Nitoglia qui, comme moi, s'est formé dans les années 70 à l'école contre-révolutionnaire (bien qu'avec toutes ses limites, limites sur lesquelles nous avons écrit sur *Sodalitium*, et avant le virage moderniste des années 80) d'*Alleanza Cattolica*

et de sa revue *Cristianità*, devrait connaître ces paroles claires de saint Pie X, adressées au prévôt de Casalpusterlengo le 20 octobre 1912 :

Mgr Andrea Scotton

"Concernant ensuite les journaux, si vous prêchez contre les mauvais et diffusez autant que vous pouvez les bons, ***en dissuadant l'association et la lecture de ceux dits du trust****, vous accomplissez votre devoir de bon curé, et faites non seulement ce que veut le Pape, mais ce qu'exige le bon sens catholique. Comment en effet peut-on approuver certains journaux qui avec l'étiquette cachée de catholiques, parce que parfois ils signalent les réceptions pontificales ou les notes vaticanes, non seulement ne disent jamais un mot sur la liberté et l'indépendance de l'Église, mais feignent de ne pas s'apercevoir de la guerre continuelle qui lui est faite ? Journaux, qui non seulement ne combattent pas les erreurs qui enveloppent la société, mais apportent leur contribution à la confusion des idées et maximes divergentes de l'orthodoxie, qui prodiguent de l'encens aux idoles du jour, font l'éloge de livres, de sociétés et d'hommes néfastes à la religion ? Plaignons généreusement (s'ils sont de bonne foi) ces pauvres utopistes, qui croient interdire la lecture des mauvais journaux, en les remplaçant par ceux soi-disant tolérants de demi-teinte et incolores, qui alors qu'ils ne convertissent pas un seul de nos adversaires (pour qui, par la seule apparence de catholiques, ils éprouvent du mépris) apportent le maximum de dommages aux bons, qui cherchent la lumière et trouvent les ténèbres, qui ayant besoin d'aliment sucent le venin, et plutôt que la vérité et la force pour se maintenir fermes dans la foi, trouvent les arguments pour devenir en une chose d'une telle importance, non soignants, apathiques, et indifférents. Oh, combien de mal à l'Église et aux âmes à cause de ces journaux ! Et quelle responsabilité spécialement chez ceux du clergé qui les diffusent, les encouragent, les recommandent ! La vérité ne veut pas de guirlandes,* ***notre drapeau doit être déployé*** *: et ce n'est qu'avec la loyauté et avec la franchise que nous pourrons faire un peu de bien, certes combattus par nos adversaires, mais respectés par eux, de manière à conquérir leur admiration et petit à petit leur retour au bien. Ce sont mes sentiments, que vous pourrez, à l'occasion, faire connaître à tous ceux qui en auraient besoin, en les assurant que c'est ce que pense le Pape, qui leur adresse de tout cœur la bénédiction Apostolique"* (91).

Les avertissements de Pie X aux évêques lombards (1er juillet 1911) et la lettre citée de l'année suivante n'avaient cependant pas eu l'effet espéré. Le Pape s'adressa alors aux prêtres de l'*Unione apostolica,* le 18 novembre 1912, en déplorant que de nombreux prêtres disaient aimer le Pape, mais ne suivaient pas ensuite ses directives et ses désirs (92). Le discours plein de tristesse fut suivi d'un "Avertissement", publiée dans les A.A.S. le 2 décembre 1912, dont nous transcrivons le texte :

"*En supprimant l'équivoque que certains journaux créent parmi le clergé et les fidèles, on déclare que le Saint-Siège ne reconnaît pas pour conformes aux directives et aux règles de la Lettre de Sa Sainteté à l'Épiscopat lombard, en date du 1er juillet 1911, les journaux suivants : L'Avvenire d'Italia, Il Momento, Il Corriere d'Italia, Il*

Don Paolo de Töth

Corriere di Sicilia, L'Italia, et d'autres du même genre, quoi qu'il en soit des intentions de certaines éminentes personnes qui les dirigent et les aident".

La presse 'intégrale' triomphait, la presse 'modérée' pleurait. Bon nombre de prélats n'étaient pas d'accord avec la note de Pie X, comme le cardinal Gasparri et Mgr Della Chiesa (93).

Mais les partis s'inversèrent quand le cardinal Gasparri devint secrétaire d'État de Benoît XV. Vannoni écrit sur *Cristianità* (n° 14, année 1975) : *"Gasparri était lié de vieille date aux milieux du trust ; quand il eut connaissance de leur désaveu il en fut très attristé (G. Spadolini, Il Cardinal Gasparri e la questione romana, Firenze, 1972, p. 50), et devenu secrétaire d'État sous Benoît XV il s'empressa de déclarer officiellement que l'Avertissement de saint Pie X n'avait pas eu valeur d'interdiction*".

Il n'attendit pas un instant : le 6 novembre 1914 (même pas trois mois après la mort de Pie X), il écrivit à l'évêque de San Miniato, Carlo Falcini :

"*J'ai reçu la précieuse note du 31 octobre dernier dans laquelle Votre Illustrissime et Révérendissime Seigneurie m'expose que 'certains des meilleurs curés de ce diocèse, poussés par le désir d'arrêter et de diminuer la propagation de la mauvaise presse, voudraient promouvoir largement les abonnements et la lecture des journaux de la Società Editrice Romana et pour leur tranquillité et quiétude demandent s'ils peuvent librement le faire en conscience, et si donc le bien connu 'Avertissement' n'a pas eu valeur d'interdiction. Après en avoir dûment référé au Saint-Père, j'exécute la charge qui m'a été confiée par le Souverain Pontife de leur signifier que le précité 'Avertissement' n'a pas eu caractère d'interdiction"* (94).

Il n'est pas nécessaire à la Foi de démontrer la continuité entre l'Avertissement de Pie X et la note du cardinal Gasparri : une discontinuité ne toucherait pas à la foi ; on peut par conséquent aussi défendre cette continuité en s'en tenant étroitement aux mots des deux documents : l'Avertissement, à strictement parler, ne contenait pas une explicite et formelle interdiction ou mise à l'*Index*. Mais si nous nous plaçons au contraire dans la perspective de continuité dans la politique contingente des pontificats, la discontinuité est alors évidente. Saint Pie X entendait promouvoir la presse expressément catholique, et s'opposer à celle du trust de Grosoli ; la lettre de la Secrétairerie d'État avait le but opposé. Et de fait il en fut ainsi : la presse 'intégrale' fut petit à petit non seulement abandonnée, mais étouffée, tandis que celle du trust (et la presse apparentée) fut soutenue par tous les moyens, moraux (la lettre de Gasparri suscita évidemment l'enthousiasme des journaux qui avaient été précédemment désavoués, d'autant plus que la presse laïque, moins habituée aux subtilités cléricales, écrivait sans ambiguïté que l'Avertissement avait été retiré) et aussi financiers. Benoît XV lui-même l'atteste, déçu et peiné de l'issue désolante de ce soutien à la Società Editrice Romana : "*Le Saint-Siège* - écrivit le Pape à l'évêque de Bologne, le cardinal Gusmini - *est épuisé et indigné ; épuisé, parce qu'en 1916 il a donné trois millions pour ces journaux … il me semble que ce n'est pas rien ! Indigné, parce qu'en septembre je me suis dépouillé d'un million et deux cent mille lires en disant qu'avec cette somme le Banco di Roma ferait une opération salvatrice… au contraire, l'opération ne fut pas faite. Je déplore la cessation des journaux bien qu'il ne faille pas exagérer les éloges pour les supposés services à la cause catholique*" (95).

Mais la déception à l'égard de la presse 'de pénétration' n'empêcha pas au cardinal Gasparri de travailler activement au discrédit et, si possible, à la clôture de la presse intégrale, comme nous verrons dans les cas de *La Riscossa* et de *Fede e Ragione* en Italie, d'*Actualité Catholique* en France.

Voyons donc, en guise d'exemple :

- le cas de *La Riscossa* : *La Riscossa* soumise à l'évêque (3 octobre 1914)
- le cas de *Fede e Ragione* : les douleurs de *Fede e Ragione* (1919-1929)
- le cas de l'*Actualité Catholique* (1921) (et de la R.I.S.S.).

La vengeance de Mgr Rodolfi sur *La Riscossa* des frères Scotton

Nous avons déjà vu - en parlant du pontificat de saint Pie X - comment l'évêque de Vicence fit la guerre à la presse intégrale diocésaine (*La Riscossa*, *il Berico*) et aussi non diocésaine (*L'Unità Cattolica*). En septembre 1913 il apporta une dénonciation formelle à la Secrétairerie d'État (Merry del Val) en accusant lesdits journaux d'injure, calomnie, sacrilège, scandale pour les fidèles (Perin, *op. cit.*, pp. 670-671). Mais "*l'épilogue entre les deux têtes de l'intransigeantisme vicentin et Rodolfi prit fin à partir d'août 1914*", c'est-à-dire à la mort de saint Pie X. "*L'évêque obtint la bénédiction du Saint-Siège en interdisant à Gottardo Scotton d'écrire sur La Riscossa, qui peu après, nonobstant le recours d'Andrea Scotton à la Consistoriale*" (De Lai ne pouvait plus les défendre) "*fut d'abord obligée de transférer le siège administratif et de la direction à Turin, et, le 8 janvier 1916, à cesser définitivement ses publications*". C'est ainsi que finissait un journal voulu par Léon XIII et soutenu par Pie X, ami personnel, comme don Bosco, des trois frères monseigneurs. "*Le Berico aussi cessa d'avoir le soutien de Rome et suspendit ses publications le 23 mai 1915*". "*La répression donnée par le nouveau Pape" et "le renversement des rapports de force*" est bien exprimé par la fameuse et très triste lettre de l'évêque Rodolfi à Mgr Andrea Scotton du 8 décembre 1914. Rappelons que celui qui écrit était l'ami de Fogazzaro, et que celui qui reçoit la lettre était l'ami de Léon XIII, de don Bosco, de Pie X : "*Vous me demandez que je permette et tolère le travail d'écrivain et de rédacteur de La Riscossa. Avant que je vous réponde, je crois bon de vous dire un mot très franc sur votre périodique. Je connais La Riscossa seulement depuis que je suis à Vicence, c'est-à-dire depuis 1911, et je ne parle que de ces années. Je ne juge pas les intentions, ni ne distingue les responsabilités de chacun des rédacteurs. Je prends La Riscossa comme elle est imprimée, d'après les fruits portés dans mon diocèse par mon expérience personnelle, et dans les autres diocèses par le jugement des évêques respectifs. Et je déclare que La Riscossa en ces années fut* ***funeste à la religion, néfaste à la cause de l'Église et irrespectueuse envers la Papauté****, dont elle abusa aussi trop du nom. La Riscossa a souvent négligé de combattre les ennemis de l'Église et les erreurs contre la foi, et a dirigé les armes contre les soldats de l'armée chrétienne et contre ses chefs, les évêques. Et elle n'a pas hésité à attaquer même son propre Ordinaire diocésain et à couvrir de dérision ce prêtre très digne qui, sous l'autorité de l'évêque, dirigeait l'action catholique dans le diocèse.* ***Tout ceci sont des actions criminelles.*** *Et j'ajoute, Monseigneur, que j'ai vu La Riscossa dilapider l'honneur de personnes vénérables, empoisonner l'âme de prélats très zélés et éminents, je l'ai vu jeter la semence de la discorde dans le clergé et* ***insinuer la rébellion à la légitime autorité de l'Église. Et ce sont aussi des actions injustes****. Je le rappelle ici parce que maintenant aussi, malgré l'encyclique du Saint-Père Benoît XV si claire et si essentielle, j'ai constaté que La Riscossa n'entend pas du tout abandonner la voie*

du passé : et j'ai dû déjà une fois déplorer certains articles en opposition aux ordres du Saint-Père. Et je dois regretter l'avoir vu, en ces mêmes jours, violer ma disposition et avoir dû écrire quatre fois pour obtenir qu'elle se conforme à une autre. Vous êtes aussi curé et d'une des plus importantes paroisses du diocèse, vous êtes investi du bénéfice et vous avez des obligations très graves de rigoureuse justice. Voyez, Monseigneur, si vous pouvez les négliger pour vous occuper d'une publication, ***qui a semé tant de problèmes et a fait tant de mal****. (...)*" (PERIN, *op. cit.*, pp. 677-681 ; AZZOLIN, *op. cit.*, pp. 354-384 avec le texte d'Andrea Scotton à la Consistoriale).

Pie X était mort depuis moins de quatre mois : que le lecteur juge si cette lettre de l'évêque ami du moderniste Fogazzaro est modérée, paternelle et charitable.

Les douleurs de *Fede e Ragione*

"*La revue de Fiesole Fede e Ragione est aussi également virulente contre l'héritage de Benoît XV. Elle est constamment rappelée à l'ordre par Gasparri, jusqu'à sa cessation définitive en décembre 1929. Le 6 mars 1922 le cardinal Gasparri adresse une lettre circulaire aux évêques d'Italie, les prévenant contre les déclarations irrévérencieuses de Fede e Ragione à l'encontre de la mémoire de Benoît XV. D'après Gasparri, les intégraux distinguent la papauté (institution vénérable et permanente) du Pape (personne mortelle et éphémère) : un prétexte employé en réalité pour critiquer Benoît XV et Pie XI, en revendiquant en même temps une fidèle obéissance à la cause du Saint-Siège" (N. VALBOUSQUET, op. cit., p. 458). Cette distinction entre 'Sedes' et 'sedens', typiquement gallicane et conciliariste, étonne dans la bouche des catholiques intégraux et ultramontains, qui en théorie professent la plus absolue dévotion à la Papauté, mais en pratique sont contre le Pape régnant. C'est un des points les moins beaux ou les plus contradictoires de l'histoire du S.P.*" (Don Nitoglia, conclusion de la deuxième partie).

FEDE E RAGIONE

A PAPA PIO XI

PIE

Voilà, il y aurait beaucoup à dire sur dix ans (1919-1929) d'une publication exceptionnelle comme *Fede e Ragione*, à laquelle collaborèrent don Paolo de Töth, Mgr Benigni, Filippo Sassoli de' Bianchi, le père Mattiussi et le père Colletti et tant d'autres (parmi lesquels Tito Casini et Piero Bargellini). Mais je m'arrêterai sur l'unique épisode cité par don Nitoglia (qui, là aussi, a oublié la lecture de *Cristianità*, n° 14, année 1975, et se souvient au contraire de la plus récente lecture et version de la référente culturelle des institutions juives, Nina Valbousquet). Nous parlons de la

lettre du secrétaire d'État du Vatican, le cardinal Pietro Gasparri "aux évêques d'Italie" du 6 mars 1922. Et ici il y a déjà une erreur factuelle : la lettre, comme nous verrons, ne fut pas envoyée aux évêques d'Italie, mais seulement à certains d'entre eux. Commençons par publier intégralement la lettre circulaire de la Secrétairerie d'État, qui fut envoyée sous le Pontificat de Pie XI, mais qui concerne une accusation regardant la mémoire de Benoît XV :

"De la part d'Éminentissimes Cardinaux, d'Excellentissimes Évêques et autres personnages sont parvenus au Saint-Siège des dénonciations et des réclamations contre le périodique "Fede e Ragione" pour des publications inopportunes et injurieuses à la Vénérée mémoire du Souverain Pontife Benoît XV. Il a également été observé que le périodique en question a diffusé sans fondement des informations alarmistes, en s'inspirant de motifs peu en harmonie avec le programme qu'il prétend poursuivre. Déjà depuis longtemps étaient parvenues au Saint-Siège de graves informations concernant des personnes affectées aux services du périodique, et il est même révélé qu'il ne comporte aucune approbation de l'Autorité Ecclésiastique du lieu où il est imprimé, et où se trouvent les bureaux de Direction et d'Administration. Sera ensuite connu à Votre Seigneurie la campagne faite par la feuille en question contre l'Université Catholique de Milan. De tout cela on estime utile d'en informer Votre Illustrissime et Révérendissime Seigneurie".

Gianni Vannoni écrivait en commentaire sur *Cristianità* : "*En 1924 le Corriere Vicentino fit connaître la lettre de Gasparri, provoquant l'intervention de monseigneur Fossà, qui répliquait de cette façon : "Habitué à ne pas intervenir dans les querelles journalistiques, mais pour la protection de la vérité, pour l'honneur de mes prêtres, et un peu aussi de ma dignité et de mon autorité, qui, bien qu'indirectement, est offensée par le Corriere Vicentino dans sa polémique avec Fede e Ragione, je crois non seulement qu'il est de mon droit, mais aussi de mon devoir d'intervenir. Que le Corriere Vicentino sache donc que des accusations formulées dans une lettre de la Secrétairerie d'État, qu'il a rendue publique, alors que c'était un document privé, et* ***que j'ai connu seulement de seconde main, puisqu'en aucune manière l'Autorité ecclésiastique supérieure ne m'avait informé*** *desdites accusations, moi-même, dis-je, je présentai à qui de droit les justifications appropriées, et j'ai motif de croire qu'elles ont été satisfaisantes. Pour juger de la vérité et de la crédibilité de certaines accusations, répandues au préjudice de Fede e Ragione par des adversaires intéressés, suffit le fait que, entre autres, on lui reproche d'être publiée sans révision ecclésiastique, alors que depuis le début moi-même la confiais au censeur ad hoc. Et c'est aussi ce à quoi devrait penser le Corriere Vicentino, c'est-à-dire que si l'évêque de Fiesole, qui dans l'amour, dans la vénération, dans le respect et dans l'obéissance à la Suprême Autorité de l'Église et à tous ses actes, espère ne pas être inférieur à qui que ce soit, continua et continue cependant à apporter son soutien à Fede e Ragione, périodique intégralement catholique et répondant pleinement aux directives pontificales, et qu'à l'évêque de Fiesole s'unissent d'autres Évêques et Cardinaux, qui en louent et approuvent les principes et la doctrine, tout cela a une signification qui ne devrait pas échapper au Corriere Vicentino ou pour le moins devrait le rendre plus prudent et plus circonspect. Je pourrais dire encore bien d'autres choses, mais ce que j'ai dit suffit".* La lettre de Mgr Fossà, évêque de Fiesole, au *Corriere Vicentino*, fit comprendre deux choses : que la circulaire du cardinal secrétaire d'État contre *Fede e Ragione* fut envoyée à des évêques étrangers à la revue, mais non à lui, qui était l'Ordinaire auprès duquel résidait la revue, et qui aurait dû prendre d'éventuelles dispositions ; en second lieu, que l'affirmation selon laquelle la revue de Fiesole ne portait pas l'approba-

L'abbé Paul Boulin

tion ecclésiastique du lieu où la revue était imprimée et où se trouvaient les bureaux de direction et d'administration : information (et accusation) fausse au moins pour ce qui concernait les bureaux de la direction et de l'administration, qui se trouvaient à Fiesole, comme eut à répondre justement le prélat de Fiesole, qui non seulement approuvait, mais avait délégué, comme c'était son droit, un censeur ecclésiastique (le chanoine Biagioli). Don Nitoglia aurait dû se souvenir de tout cela en relisant Vannoni, tant sur *Cristianità* (1975) que dans le volume édité par MARGIOTTA BROGLIO (1977, pp. 463-464), qu'il connaît pourtant et qu'il cite en d'autres occasions. Mais d'autres documents sur la question sont cités par un auteur que don Nitoglia connaît bien. Je me réfère au père Giovanni Sale s.j., l'historien de *La Civiltà Cattolica*, nullement bienveillant avec Mgr Benigni. Il publie trois documents à ce sujet, dans son livre "*Popolari e destra cattolica al tempo di Benedetto XV*" (96). Tous les trois datent de 1922, à l'époque de la circulaire du cardinal Gasparri qui, rappelons-le, n'avait été envoyée ni à *Fede e Ragione* ni à l'évêque de Fiesole. Le premier document est une lettre de la rédaction de *Fede e Ragione* (97) du 20 juin 1922, envoyée vraisemblablement à l'évêque de Vicence (le tristement célèbre Mgr Rodolfi, ami de Fogazzaro et ennemi des Scotton) qui à son tour la transmet le 30 août à la Secrétairerie d'État (AA.EE.SS.) ; le deuxième est un article signé de Paolo de Gislimberti, que Sale pense être, à tort, un pseudonyme de de Töth (98), publié sur la *Tribuna* du 4 février 1922, concernant la lettre pastorale du cardinal Boggiani contre le Partito Popolare ; le troisième est une lettre de Filippo Sassoli de' Bianchi, expédiée de Bologne au cardinal Gasparri le 29 mars 1922. J'aimerais rapporter les trois documents, mais je me vois contraint d'en faire une synthèse, en répondant aux reproches du cardinal Gasparri.

En premier lieu, l'accusation "*d'avoir publié des écrits irrespectueux à la mémoire de Benoît XV*". "*Ce n'est absolument pas vrai* - écrivent les rédacteurs de *F.e.R. - c'est, au contraire, absolument faux que 'Fede e Ragione' ait fait des publications irrespectueuses à la mémoire de Benoît XV. 'F.e.R.' s'est toujours dite empressée de faire connaître les documents de ce Pontife, et toutes les fois qu'elle eut l'occasion d'en parler, elle en parla toujours avec respect et amour, comme il convient à des catholiques de parler du Pape, et en stimulant tout le monde à en suivre les normes et les directives. La collection de 'F.e.R.' est là pour en témoigner*". Comment concilier ces paroles avec les accusations reprises par don Nitoglia d'être "virulente" et "irrespectueuse" envers l'héritage et la mémoire de Benoît XV ?... Il n'est pas donné de le savoir. Mais sur quoi se fondait, alors, l'accusation du cardinal Gasparri ? Ça devient intéressant ! La faute de *F.e.R.* avait été d'avoir publié (**après** le *Secolo XIX* et *La Liguria del Popolo*, de Gênes, et après la *Tribuna*, de Rome - il s'agit de l'article du père de Gislimberti dont il est question plus haut) des lettres de Benoît XV au cardinal Boggiani, ancien archevêque de Gênes, concernant sa lettre pastorale contre le Partito Popolare. Ces lettres félicitaient le cardinal, et la publication posthume (au commencement d'un nouveau pontificat) avait été conseillée par des "*personnes très éminentes*" parmi lesquelles il n'est pas difficile d'imaginer qu'il y avait le cardinal Boggiani lui-même. En écrivant au cardinal

Gasparri, Sassoli argumentait : "*nous regrettons que cette publication (comme m'écrit Votre Éminence Révérendissime) ait été 'désapprouvée par des Cardinaux et des Évêques', mais il n'en est pas moins vrai que (…) d'autres Cardinaux et Évêques ont été très contents que des documents si importants soient connus, parce qu'ils détruisent des erreurs et des malentendus malveillants à l'égard de la vraie cause catholique. Du reste, ceux qui ont le plus crié contre cette publication sont ceux qui n'avaient pas hésité à mêler le Pontife défunt dans leur campagne basse et inachevée de calomnies contre l'Éminentissime Cardinal Boggiani…". F.e.R.* conclut : "*Cette publication, tout autre qu'offensive, est la défense de la conduite de Benoît XV en face du parti. Tout le monde connaît, en effet, l'effort accompli par la presse libérale et maçonnique dans le but de faire croire que le P.P.I. a été créé et voulu par Benoît XV et la même affirmation, à cet égard, faite récemment, et précisément pendant une commémoration du Pontife à Gênes de la part du député popolare Boggiano-Pico, c'est-à-dire que le P.P.I. ait eu depuis son commencement l'approbation explicite du Saint-Siège*". Nous en déduisons que pour le cardinal Gasparri attribuer à Benoît XV l'approbation du P.P.I. de don Sturzo n'est pas une offense, alors que démontrer qu'il n'en était pas ainsi, en publiant des lettres du Pape, était une offense à sa mémoire ! Et alors nous demandons à don Nitoglia ce qu'il en pense, et si c'est une offense de dire que le Pape approuva le Partito Popolare, ou bien de dire qu'il le désapprouva.

La deuxième accusation concernait un article de *F.e.R.* sur l'inauguration de l'Université Catholique (*L'Università Cattolica di Milano,* in *Fede e Ragione,* n° 3, 15 janvier 1922). Le cardinal Gasparri avait écrit à Sassoli que *"le Cardinal archevêque de Milan"* devenu Pie XI *"était mécontent de cet article".* Sassoli répondait que *F.e.R.* regrettait d'avoir déplu à l'évêque et maintenant Pontife, mais expliquait que l'article se réjouissait de la fondation de l'Université, et louait les discours tenus à cette occasion par les cardinaux Ratti et Maffi. Les remarques étaient autres, rappelle la rédaction : *"le caractère strictement politique de la solennité"*, comme regrettait le député Meda ; l'invitation à parler au nom du gouvernement du député Anile (P.P.I.) *"philosophe disciple de B. Croce et hégélien"* (et, démontrait l'article, collaborateur de la Société Théosophique) (99) et non "*un représentant de la science catholique".* L'article, enfin, regrettait qu'avaient été invités à tenir une conférence à l'inauguration de l'Université Catholique (événement d'importance capitale pour l'Église et l'Italie) une des principales figures du modernisme, le père barnabite Giovanni Semeria (100), et un autre politique du Partito Popolare, le député Egilberto Martire (101), au point que, écrivait la revue intégrale, on aurait dit qu'il s'agissait de l'inauguration "d'une Université du Partito Popolare" plutôt que celle d'une "université catholique". Qui plus est, le député Martire avait traité de… Goffredo Mameli, le mazzinien de la république romaine, mort (d'un tir fratricide) en combattant contre le Pape. Sa prétendue conversion rendait Mameli, son hymne, sa figure politique, avec

Le cardinal Pietro Gasparri

effet rétroactif : "un des nôtres", autrement dit un vrai catholique ; l'insensé patriotisme du député Martire (qui l'amènera à adhérer au *Centro Nazionale*) allait jusqu'à lui faire embrasser la mémoire de Porta Pia et du XX septembre. La récente lettre de Pie XI à l'Université Catholique montrait, concluait *F.e.R.*, "*la correspondance de notre pensée avec la pensée pontificale*" (102).

La troisième accusation est celle que la revue n'avait pas l'approbation ecclésiastique. La revue avait la direction dans le diocèse de Fiesole, et l'imprimerie dans le diocèse d'Acquapendente. Il était facile de démontrer que l'évêque de Fiesole, pas même interpellé par Gasparri, avait approuvé la revue et l'avait dotée d'un censeur ecclésiastique, alors que l'évêque d'Acquapendente ne s'en était pas occupé, laissant la tâche à celui de Fiesole.

La quatrième accusation était celle "d'avoir répandu des rumeurs alarmistes". Mais le cardinal ne précise pas de quoi il s'agit, c'est pourquoi la rédaction s'autorise à ne pas répondre. En revanche, Sassoli de' Bianchi répondit en écrivant au cardinal Gasparri. Il s'agissait d'un article sur la crise financière du Banco di Roma, présidé par le sénateur Carlo Santucci (proche du P.P.I. et du cardinal lui-même, qui par la suite en obtint en effet le sauvetage par le gouvernement fasciste, mais avec qui le Banco perdit sa caractéristique de Banque catholique) (103) qui menaçait d'entraîner dans la ruine de nombreux établissements ecclésiastiques qui s'appuyaient sur le Banco. La crise, écrit Sassoli, était du domaine public et l'article "*consignait des réalités désormais bien connues et sanctionnées par la presse*". Les banques 'catholiques' infiltrées par des non catholiques subirent par la suite de scandaleuses faillites (que l'on pense à l'affaire Giuffrè, le banquier de Dieu, à l'affaire Calvi et au Banco Ambrosiano, à Sindona, à Marcinkus… : dans ces cas aussi devait-on se taire ?).

Comme on voit, les accusations de la Secrétairerie d'État étaient clairement infondées, même si le cardinal Gasparri et Pie XI lui-même eurent la possibilité de s'occuper de la question après les réponses dont nous avons parlé (104) et la Secrétairerie d'État, par l'intermédiaire de Mgr Borgoncini-Duca, secrétaire des Affaires Ecclésiastiques Extraordinaires, demanda au père Rosa s.j. de *La Civiltà Cattolica*, en septembre 1922, un rapport sur la revue (105). On a fait beaucoup de conjectures sur le motif de la cessation, advenue à la fin de l'année 1929 (106). L'ouverture du *Fonds Benigni* et des archives de cette période apportent désormais la réponse documentée à la question jusqu'alors discutée. En 1924 les évêques de Vicence, Rodolfi, et de Trévise, Longhin, déplorent l'activité de don de Töth en Vénétie, et Mgr Longhin ouvre une enquête. En 1925, le Patriarche de Venise, Lafontaine, suite à la fin de l'enquête, demande au cardinal Gasparri la cessation de la revue ; ce dernier fait pression, inutilement, sur Mgr Fossà. En 1926 le nouveau directeur d'une *Unità Cattolica* non plus intransigeante, Ernesto Calligari (Mikròs), évidemment épaulé par Gasparri, lance une féroce campagne de presse contre l'ancien directeur, de Töth. La polémique prend fin avec une rétractation publique de Calligari, mais d'autre part avec la démission de de Töth de la direction de *F.e.R.* remplacé par son ami Sassoli, qui doit servir de paratonnerre à la revue fiésolane (107). En 1927-1928 fait rage la polémique soulevée par le père Rosa sur *La Civiltà Cattolica* contre Mgr Benigni et l'ancien *Sodalitium Pianum*, qui implique aussi de Töth et *Fede e Ragione* (alors qu'en France, et par ricochet à Rome, la question de l'*Action Française* est à son apogée). Le coup de grâce survint en 1929 pour des motifs complètement étrangers à la Conciliation. Les casus belli sont des articles de *F.e.R.* contre les activités de Francisque Gay,

ancien collaborateur de Marc Sangnier et militant démocrate-chrétien, mais 'qui a bien mérité' pour son opposition à l'*Action Française*. Son collaborateur à Rome, Mgr René Fontenelle, dénonce *F.e.R.* au cardinal Gasparri le 2 décembre, et ce dernier, après seulement deux jours, menace le directeur Sassoli de' Bianchi : "*je suis autorisé à ajouter que si, encore une fois, votre journal cède à des jugements aussi superficiels qu'injustes sur des choses et des personnes, des mesures adéquates contre le directeur et le journal seront prises dans les meilleurs délais". "Les pressions directes de Gasparri ont ainsi été déterminantes dans l'arrêt de la revue intégrale*", commente Nina Valbousquet (108). Il est triste de constater que *F.e.R.* a cessé sur pression de la Secrétairerie d'État avec l'intention de défendre un vétéran du *Sillon*, le *"misérable affluent du grand mouvement d'apostasie organisé, dans tous les pays, pour l'établissement d'une Église universelle*" condamné par saint Pie X (*Notre charge apostolique*, n° 40).

Don Paolo de Töth, ayant cessé son activité de journaliste, se retira dans la paroisse de San Martino à Maiano (400 âmes) où il resta, comme curé, de 1930 à sa mort, en décembre 1965. Le cardinal Gasparri aussi fut congédié par Pie XI en 1930 : les mots amers qu'il adressa à cette occasion au pontife ("*ils m'ont chassé comme un chien*") (109) prouvent comment, modérés ou non, il est facile à tout le monde de commander et difficile d'obéir. Il mourut en 1934, quelques mois après Mgr Benigni.

La disparition de la presse intégrale en France (sous Benoît XV et Pie XI)

L'intervention de la Secrétairerie d'État contre *Fede e Ragione* démontre que la suppression de la presse intégrale ne fut pas seulement un phénomène local, dû à l'animosité d'un évêque (comme Mgr Rodolfi à Vicence) mais l'orientation d'un pontificat. Logiquement, donc, le phénomène doit se retrouver dans tous les pays. Nous avons déjà vu les difficultés rencontrées par *La Vigie* sous saint Pie X, en 1912 et 1914, à cause de la malveillance de l'archevêque de Paris : mais alors Rome protégeait la presse intégrale : *La Vigie* (dont le premier numéro date du 5 décembre 1912 et qui reçut la bénédiction apostolique de saint Pie X le 26 mars 1913) cessera ses publications à cause de la guerre, le 6 août 1914. Mais quand on essayera de réorganiser le groupe (abbé Boulin, Henri Merlier, Jacques Rocafort) sous le patronage de Mgr Lepercq, en fondant *L'Actualité Catholique,* l'initiative dura seulement de février à juin 1921. Cette fois l'arrêt n'est pas sollicité par l'Ordinaire parisien (le cardinal Dubois, successeur du cardinal Amette, est bienveillant, au contraire de son prédécesseur) mais par le "*désir formel du Saint-Siège*", c'est-à-dire du cardinal Gasparri par l'intermédiaire du nonce Bonaventura Cerretti (110) : *"L'intégrisme est mort en Italie, on ne veut pas le voir renaître en France"* (111). Les parties se sont inversées : si d'abord Rome protégeait et Paris persécutait, maintenant c'est Rome qui demande la cessation tandis que Paris n'a rien à redire. À part la presse locale, et les bulletins romains de Mgr Benigni rédigés également en français, la presse catholico-intégrale en France doit se réfugier auprès de la *Revue Internationale des Sociétés Secrètes* (R.I.S.S.) de Mgr Ernest Jouin (1844-1932), curé de Saint-Augustin à Paris (112). La revue, qui jouit encore d'une excellente réputation dans certains milieux traditionalistes (113), naquit le 1er janvier 1912, sa publication fut suspendue durant la première guerre mondiale, elle reprit en 1920 (114) et prit fin définitivement pendant la seconde guerre mondiale. Louée et recommandée par le cardinal Gasparri lui-même au

Mgr Ernest Jouin

nom de Benoît XV, elle ne fut jamais considérée comme une revue catholico-intégrale, spécialement sous le pontificat de saint Pie X. Émile Poulat, avec sa précision proverbiale, le rappelle : *"Jouin, dont l'abbé Boulin sera le collaborateur de 1922 à 1929, offrira beaucoup plus de garanties"* que les autres revues antimaçonniques, comme celle de Copin-Albancelli et Brenier *"à la fois par sa position ecclésiastique, par sa méthode documentaire (sa bibliothèque atteindra 30 000 volumes) et par son souci de donner à la lutte antimaçonnique un fondement doctrinal religieux (…) ; mais jamais il ne voulut se dire catholique intégral : 'franc-catholique' lui semblait plus juste"* (opposé à "*franc-maçon*"). "*Il s'étonnera pourtant (R.I.S.S., 5 février 1914, p. 205) de trouver chez Benigni une réserve à son égard qui lui semble injustifiée, mais dont R. Duguet* (l'abbé Boulin, n.d.a.) *dira bien plus tard (Cahiers antijudéo-maçonniques, pp. 74-76) qu'elle était volontaire : 'Nous n'avons jamais placé la R.I.S.S. dans notre liste hebdomadaire des publications même simplement amies', parce que la manière de juger du satanisme dans les loges n'était pas la même, mais aussi, entre autres raisons, parce que 'nos amis reprochaient alors à Mgr Jouin d'accueillir régulièrement à sa table avec trop d'indulgence un petit groupe de modernistes avérés et militants, parmi lesquels Mgr Lacroix, Houtin, Hébert…'".* Ce qui explique le fait que Mgr Jouin ne soit pas resté associé, avec les 'intégraux', dans le changement du gouvernement pontifical : Benoît XV le nommera prélat domestique, Pie XI protonotaire apostolique, le cardinal Gasparri enverra à la revue des lettres d'éloge. Il faut avoir à l'esprit ces précédents, pour évaluer correctement les précieuses mais tendancieuses informations de Nina Valbousquet, qui tend à assimiler Mgr Benigni et Mgr Jouin dans le combat "antisémite". La chercheuse française évoque les premiers rapports entre Benigni et Jouin (épistolaires : octobre 1910, personnels : mars 1911) précédant la fondation de la R.I.S.S., le développement des relations en 1912 avec la sortie de la revue (*Catholique…*, *op. cit.*, pp. 44-46) bien qu'en évoquant les différences entre les deux (pp. 47-49 et 242) : en pratique, Jouin demande des informations à Benigni, et Benigni opère les habituelles 'injections' de bonne doctrine dans une revue qui lui est étrangère. Suspendue en 1914 à cause de la guerre, la R.I.S.S. reprend les publications en 1920, et Mgr Benigni, qui n'a plus l'appui de Pie X, est particulièrement intéressé à la revue antisectaire, aussi par l'intermédiaire des ex-S.P. français (Boulin, Saubat, Rocafort) (pp. 63-66), en collaborant aux éditions françaises (grâce à la R.I.S.S.) et italienne (grâce à *F.e.R.*) des *Protocoles* (pp. 73-96) dans les années 1920-1921, et à l'organisation à Paris d'une conférence internationale "antisémite" en 1924 (pp. 182 ss). L'influence des catholiques intégraux et de Mgr Benigni sur la R.I.S.S. fut particulièrement importante entre 1922 et 1929, quand l'abbé Boulin en fut collaborateur et rédacteur sous le pseudonyme de Pierre Colmet. 1929 signera la fin de cette collaboration : d'abord, à cause de la rupture entre Mgr Benigni et l'abbé Boulin à propos du Concordat entre l'Italie et le Saint-Siège (nous y reviendrons) et ensuite du fait d'une censure du conseil de vigilance de l'archevêché de Paris du 31 mai 1929 concernant la R.I.S.S., tant à cause de l'article sur le Concordat, que surtout du fait de la position de la revue contre la J.O.C. (*Jeunesse ouvrière chrétienne*), mouvement approuvé par Rome pour canaliser l'*Action Catholique* après la

condamnation de l'*Action Française* : une position des rédacteurs de la R.I.S.S. qui "*vont témérairement à l'encontre des approbations pontificales les plus autorisées et qui témoignent d'un esprit de dénigrement systématique*". "*Le blâme du Conseil de vigilance inquiète Jouin, soucieux d'entretenir de bonnes relations avec la hiérarchie. Un désaccord avec Boulin (notamment sur des questions financières) conduit ce dernier à quitter Paris et à se retirer à Moussey dans l'Aube. Dans sa lettre de démission envoyée à Jouin, le 8 janvier 1930, l'abbé évoque le risque de sanctions ecclésiastiques graves pesant sur lui depuis la nomination, en novembre 1929, d'un nouvel archevêque, Mgr Verdier. Boulin quitte définitivement Paris le 14 février 1930, un an après les accords du Latran*" (115). Encore une fois, le conseil de vigilance, institué par saint Pie X dans l'encyclique *Pascendi* (nn° 73-74) pour combattre efficacement le modernisme, effectuait une fonction bien différente de celle prévue dans son institution. Avec la séparation de la R.I.S.S. (et de Mgr Benigni) la presse intégrale survivra dans le bulletin *Vérité* et dans les *Cahiers anti-judéo-maçonniques*, publiés, les premiers, "sous le manteau", les seconds, à titre personnel.

Le cardinal Pietro Gasparri, trait d'union entre deux pontificats, vu par Ernesto Buonaiuti

Avant d'aborder le pontificat de Pie XI, qu'il me soit permis de m'arrêter un instant sur la figure du cardinal Pietro Gasparri, véritable trait d'union entre les deux pontificats, celui de Benoît XV et celui de Pie XI, en tant que secrétaire d'État des deux pontifes. Nous avons déjà beaucoup parlé de lui jusqu'ici, et nous parlerons encore beaucoup, sur celui que Mgr Benigni appelait le "gaz" asphyxiant de l'Église. Je n'en trace pas ici un portrait exhaustif, dans lequel je pourrais aussi saluer son "*Traité canonique sur le Mariage*" ou son admirable Catéchisme. Je ne peux pas non plus aborder sa longue activité culturelle et diplomatique (Buonaiuti, dans ses mémoires, évoque la politique gasparienne en faveur des Empires centraux durant la Grande Guerre, pp. 182-183, et la politique sovietophile du même cardinal dans l'immédiat après-guerre qui s'ensuivit, à la conférence de Gênes, quand le cardinal en personne lui expliqua que l'Église était indifférente à toutes les formes de gouvernement, d'économie et de vie sociale, fût-ce aussi la soviétique : p. 184 de "*Il pellegrino di Roma*"). Je me limiterai alors, dans cet appendice, à rapporter ce que le chef du modernisme italien, Ernesto Buonaiuti, écrit du cardinal abruzzais dans les mémoires susmentionnées (*Il pellegrino di Roma*), puisque c'est le sujet du modernisme qui nous intéresse. Les deux ecclésiastiques, Buonaiuti et Gasparri, se connurent en 1916, quand Buonaiuti, Turchi, Vannutelli et Motzo furent suspendus *a divinis* pour ne pas avoir voulu l'*imprimatur* pour leur revue de science des religions. Le Saint-Office (secrétaire : Merry del Val) en profita pour exiger d'eux le serment antimoderniste (pp. 169-170 et 174). Le vicaire Pompilj transmit la pratique à la Secrétairerie d'État. "*Le pontificat de Giacomo Della Chiesa* - observa alors Buonaiuti - *avait voulu être un retour aux traditions de Léon XIII et un désaveu, plus ou moins larvé du pontificat de Pie X. (…) Et Gasparri représentait aussi automatiquement l'antithèse du précédent Secrétariat d'État*", autrement dit de Merry del Val (p. 172). Déjà "*à mon égard le pontificat de Benoît XV avait commencé par un acte de longanimité et de tolérance*" à propos de son livre sur l'Irlande (p. 173). "*Au Secrétariat d'État un des premiers gestes symptomatiques du nouveau secrétaire Pietro Gasparri*

Émile Poulat vers 1969

fut celui d'éliminer la figure ambigüe de monseigneur Umberto Benigni, qui essaya de se refaire, en expliquant l'habileté insidieuse de ses combines dans des compromis souterrains et dans des arrangements clandestins avec L'Action Française. Ce n'est pas pour rien que Pietro Gasparri avait vécu de longues années à Paris comme professeur de droit canonique à l'Institut Catholique, et il s'était familiarisé avec les orientations officielles de la politique républicaine française (116). *Il était naturel que la bienveillance au premier abord que m'avait manifestée le cardinal Gasparri se soit immédiatement transformée en moi en un dévouement cordial et par un attachement sincère et fidèle. Pendant plusieurs année je pris l'habitude agréable de faire chaque semaine plusieurs visites au très éminent cardinal pour partager des conversations dans lesquelles nous commentions les événements de la journée (…) Le cardinal se montrait chaque fois plus bienveillant envers moi*" envisageant pour lui une activité dans un bureau de presse de la Secrétairerie d'État (p. 174) (c'est dans ces circonstances que Gasparri lui confia ses coups de cœur d'abord germanophiles, puis sovietophiles !). Pendant ce temps, il résolut la question de la suspension *a divinis* et du serment dans la manière que nous savons (la farce sacrilège). Ce fut une "*combinazione*" dans laquelle était habile le juriste abruzzais (p. 175). Il faut quatre pages à Buonaiuti pour chercher à justifier son serment (pp. 176-179) selon l'interprétation donnée par le "*bienveillant*" Gasparri, reprenant ainsi ses "*attributions sacerdotales*". Pendant ce temps, l'étrange amitié entre les deux se poursuivait : "*mes contacts constants avec le cardinal secrétaire d'État Pietro Gasparri me donnaient en attendant l'opportunité de suivre dans ses phases de développement agitées la politique d'après-guerre du Saint-Siège*" (p. 192) même si Buonaiuti n'approuve pas le soutien de Gasparri à la naissance du Partito Popolare (p. 193) (117). Mais le Saint-Office berné en 1916 ne lâcha pas l'affaire, et cette fois excommunie Buonaiuti le 12 janvier 1921. Mais le "*bienveillant*" Gasparri intervint de nouveau. Gravement malade, après une opération chirurgicale il reçut la visite de Gasparri "*à la stupéfaction des sœurs de la clinique*" Bastianelli ; le cardinal déjà en février lui avait écrit pour l'inciter à la réconciliation avec l'Église (pp. 218-219). Gasparri fit administrer à Buonaiuti la Sainte Communion, alors qu'il était encore excommunié (p. 219), en fait, "*il aurait voulu en vérité procéder de manière même plus expéditive et surmonter tous les obstacles et aplanir toutes les difficultés qui, selon celles qui apparaissaient comme les conditions proposées et requises par la Congrégation du Saint-Office, faisaient obstacle à la suppression de la sentence d'excommunication*" (p. 219). Malgré le refus des conditions posées par le Saint-Office, déclarées par lui un chantage (p. 220), la sentence d'excommunication fut supprimée sur l'intervention du cardinal Gasparri "*avec qui, après l'heureux épilogue des longues conversations et négociations, les rapports reprirent plus cordialement que jamais. Mes visites bihebdomadaires chez lui me permirent ainsi de suivre de près les directives de sa politique perspicace et de connaître minutieusement, jour après jour, les propositions de déploiement de la politique vaticane…"* (p. 221). Remarquons que l'idylle se déroulait au cours de la même année dans laquelle Gasparri fit dissoudre le *Sodalitium Pianum*. Mais la vanité trahit Buonaiuti. Dans un article sur *Il Messaggero*, de Rome et sur *Il Secolo*, de Milan, le 29 septembre 1921, il publia "*une interview diplomatique au Vatican*" sur le P.P.I. et le fascisme, dont on pou-

vait deviner que l'Éminence interviewée avec une grande familiarité était justement Gasparri, découvrant ainsi les preuves d'une complicité qui devait rester cachée (tout le texte de l'article aux pp. 221-227). C'est ainsi que finirent les rencontres bihebdomadaires (p. 228). Personne ne put le sauver de la seconde excommunication en 1924 et de l'excommunication majeure de l'année suivante. Fin 1925, l'encyclique *Quas Primas* sur la Royauté du Christ toucha étonnamment Buonaiuti (p. 282) qui écrivit à l'approche de Noël à Pie XI. Le père Gemelli qui lui fut envoyé n'eut pas pour Buonaiuti "*l'honnête et chrétienne loyauté*", le "*cœur bienveillant et prudent*" du cardinal Gasparri, et la rupture fut définitivement consommée (p. 285) ; les deux personnages que Buonaiuti oppose à Gasparri quant à la charité à son égard sont le père Gemelli, justement, et le père Rosa de *La Civiltà Cattolica*, "*hargneux et bilieux*" (pp. 283-284). Je ne condamne pas le désir du vieux cardinal Gasparri de sauver l'âme de Buonaiuti, qui gardait encore quelque sentiment chrétien malgré la perte tragique de la foi ; mais ses - pour le moins - imprudentes complicités avec le chef des modernistes, surtout si on les compare avec l'impitoyable persécution des catholiques intégraux, ne témoignent certainement pas en faveur de celui qui est présenté aux catholiques traditionnels d'aujourd'hui comme un exemple de modération, d'équilibre, de fidélité à l'Église, en dissimulant ou en justifiant même l'injustifiable.

Ernesto Buonaiuti, moderniste excommunié

QUATRIÈME PARTIE : SOUS PIE XI (1922-1939)

Sans nous arrêter sur la réputation de 'libéral' ou modéré d'Achille Ratti avant son élection (118), il est à peine nécessaire de rappeler la grandeur de Pie XI en tant que Pape. Son encyclique programmatique *Ubi Arcano* suscita l'enthousiasme des "catholiques intégraux" (cf. *Fede e Ragione*, n. 53 31/12/1922) et leurs plus vives espérances. Le pape Ratti avait condamné - entre autres - le "modernisme social" *par lequel le modernisme en matière dogmatique espérait survivre*. Et comment oublier le vaste enseignement de ce Pape par exemple contre le mouvement œcuménique (*Mortalium Animos*), la contraception (*Casti Connubii*), le laïcisme, en faveur de la Royauté Sociale du Christ (*Quas Primas*), pour n'en rappeler que quelques-uns ? Je me limiterai donc à examiner seulement certains des cas qui peuvent servir d'appui à la thèse selon laquelle les "catholiques intégraux" se seraient opposés à Pie XI, ou vice versa. Nous traiterons donc de la politique française du pape Ratti (les diocésaines et l'*Action Française*), de la politique italienne (fascisme et Risorgimento) et de la politique intérieure de l'Église (la Compagnie de Jésus). Bien d'autres choses pourraient être dites, et ont été dites, à propos de la politique de Gasparri concernant la Russie soviétique, le Mexique, l'Espagne (dans les trois cas : le communisme), ou encore au sujet du développement discret du mouvement œcuménique et liturgique (dom Beauduin, conversations de Malines) ou enfin de l'ascension et de la chute de l'intri-

gant Mgr d'Herbigny, ascension et chute intervenues toutes les deux sous Pie XI ; pour raison de brièveté, nous renvoyons le lecteur à la littérature sur ce sujet (par exemple à la biographie - élogieuse - d'Yves Chiron sur Pie XI).

Saint-Siège et République Française : du 'non' aux associations cultuelles (saint Pie X) au 'oui' aux associations diocésaines (Pie XI)

Quand on parle d'affrontement entre Pie XI et les catholiques "de droite" en France, la pensée (tant des 'traditionalistes' que des néo-modernistes) va immédiatement à la condamnation de l'*Action Française* ; la chose est compréhensible, étant donné qu'entre politique et religion l'intérêt des personnes (y compris des catholiques) semble davantage aller à la politique qu'à la religion. En revanche, la question des associations diocésaines est plus importante pour notre sujet. "De quoi s'agit-il ?" se demanderont beaucoup de lecteurs confirmant ce que je viens de dire sur le rapport politique-religion. Pour le comprendre, il faut retourner avec la mémoire aux fameuses "lois laïques" que plusieurs dirigeants de la gauche gouvernementale (Ferry, Waldeck-Rousseau, Combes, Briand, etc.) ont très fortement voulues au moment de la splendeur de la III^{e} République, "*la République du Grand Orient*" selon l'heureuse expression de Henri Coston. Après la laïcisation des hôpitaux et des cimetières (1881), la suppression des aumôniers militaires (1883) et des prières publiques, avec en plus l'introduction du divorce (1884), la franc-maçonnerie au gouvernement lança son attaque contre l'Église avec la loi sur les Associations de 1901 (aujourd'hui encore on se réfère aux 'associations 1901') qui en 1902 furent appliquées aux établissements d'enseignement : en effet, elle frappait les Congrégations religieuses masculines et féminines et l'école confessionnelle, puisqu'elle en arrivera à interdire l'enseignement aux religieux. La France assista ainsi à un exode forcé, parfois *manu militari*, des religieux qui durent trouver protection dans les pays voisins. La "Liberté" triomphait ainsi des moines, frères et sœurs, jusqu'à ce qu'en juillet 1904 la "République" rompît les relations diplomatiques avec le Vatican. À ce moment cela n'avait plus de sens de maintenir en vigueur le Concordat napoléonien de 1801, bien que, comme tout concordat, ce n'était certainement pas l'idéal, et en décembre 1905, avec le gouvernement Briand ('bête noire' de Mgr Benigni, et vice versa) on arriva à la dénonciation unilatérale du Concordat et à la proclamation de la séparation entre l'Église et l'État ; et l'Église devenait une association privée de citoyens à (mal)traiter en vertu de la laïcité proclamée de l'État. L'article 4 de la loi de séparation prévoyait une application qui concerne le sujet que j'entends traiter : si l'Église entendait maintenir ses propres biens destinés au culte (cathédrales, églises, séminaires, évêchés, maisons paroissiales avec tous leurs biens) elle devait les mettre à la tête d'"associations cultuelles" sur le modèle de la loi de 1901 (qui avait servi de fait à l'élimination des congrégations religieuses), c'est-à-dire d'associations purement civiles et démocratiques, qui ne tenaient pas compte de la structure hiérarchique de l'Église. L'épiscopat français, en général, pensait faire contre mauvaise fortune bon cœur, et subir l'énième abus, pour ne pas perdre tous ses biens, et toutes les églises de France. Et telle était aussi la pensée d'importants prélats, comme le cardinal Gasparri, qui en effet, en témoignant au procès de béatification de Pie X, opposa à cette béatification "la question du *Sodalitium Pianum* et l'interdiction des associations cultuelles en France" (*Disquisitio*, p. 6). Mais tant le gou-

vernement que le clergé n'avaient pas tenu compte du nouveau pape, saint Pie X, qui avec les armes spirituelles retourna la terrible attaque "républicaine" en une occasion extraordinaire pour l'Église. En plus de la condamnation du faux principe de la séparation de l'État d'avec l'Église (qui était acceptée aussi par les 'catholiques libéraux'), Pie X refusa le chantage du gouvernement et, avec lui, les associations cultuelles, même au prix de la perte de tous les biens de l'Église. Le gouvernement, qui s'attendait à l'énième fléchissement en vue du moindre mal, se trouva propriétaire de milliers d'églises (occupées souvent *manu militari* pendant les "inventaires" qui causèrent aussi la mort de certains fidèles qui s'opposaient au sacrilège : même les tabernacles étaient inventoriés !) alors que l'Église - privée de tout et persécutée - pouvait finalement choisir librement ses pasteurs sans devoir passer par l'intervention des différents gouvernements (de celui de la monarchie à l'impérial, jusqu'au républicain) (119) : sous Pie X nous assistons à un véritable renouvellement de l'épiscopat français ! Saint Pie X condamna les "associations cultuelles" par trois encycliques solennelles : "*Vehementer Nos*" (11 février 1906) qui condamnait la loi de 1905 et le principe de séparation ; "*Gravissimo*" (10 août 1906) par laquelle étaient interdites les associations cultuelles ; "*Une fois encore*" (6 janvier 1907), par laquelle étaient renouvelées la condamnation et l'interdiction. Face à une Église libre et pauvre, le gouvernement maçonnique se trouva désarmé. La mort de saint Pie X (1914), la première guerre mondiale (1914-1918) avec l'"*Union sacrée*" patriotique de tous les Français (catholiques et laïcs, monarchistes et républicains, de droite et de gauche), et la nouvelle politique francophile (après avoir été germanophile : mais le gouvernement Briand était pour la collaboration pacifiste avec la république allemande de Weimar) du cardinal Gasparri, ouvrirent la porte à de nouveaux pourparlers entre le gouvernement français et le Saint-Siège. L'histoire de ces pourparlers, qui eurent pour résultat la reprise des relations diplomatiques (mai 1921) et le compromis sur les associations cultuelles avec l'approbation des "associations diocésaines" (encyclique *Maximam Gravissimamque* de Pie XI, du 18 janvier 1924) est retracée dans un livre d'Émile Poulat (on ne peut plus officielle, étant donné les préfaces du Premier ministre français et du secrétaire d'État du Vatican de l'époque, de Villepin et Sodano) qui publie aussi la documentation inédite sur la question, de 1903 à 2003 (120). Il va de soi que nous acceptons pleinement la doctrine et les décisions de l'encyclique, lesquelles par ailleurs ne cachent pas la subtilité de la question et les nombreux aspects contingents de la décision (on déclare que les "*associations diocésaines peuvent être permises*" même si le Pape ne commandait pas formellement de les constituer ; qu'elles étaient un moindre mal justifié par le changement des circonstances, et qu'elles étaient appliquées de manière expérimentale). Cela étant dit, il n'y a pas de doute que la question des "diocésaines" marqua un tournant dans les rapports avec la France et un changement à l'égard de la politique religieuse de saint Pie X, comme l'atteste suffisamment la pensée de celui qui fut proche du pape Sarto, c'est-à-dire son secrétaire d'État, le cardinal Merry del Val (don Nitoglia accuse Benigni d'extrémisme, au contraire de Merry del Val : nous voyons donc ce que pensait le cardinal anglo-espagnol). Poulat publie intégralement (*op. cit.*, pp. 246-256) le *votum* (avis) du cardinal du 20 juillet 1922, dont la conclusion est la suivante : "*Donc, je réponds à la question posée que le présent projet d'associations diocésaines ne peut en aucun cas être accepté par le Saint-Siège*". En argumentant cette conclusion drastique, le

cardinal écrit : "*est futile aujourd'hui tout effort pour réfléchir à un statut pour l'Église catholique en France, un statut qui soit d'un côté conforme aux principes de la théologie et du droit canon, et en même temps légal au regard de la loi française*". La tentative est futile, l'enjeu au contraire est grave : "*il s'agit du droit divin ; tout l'avenir de l'Église catholique de France est en jeu, et il ne faut vraiment pas fermer les yeux et recourir à des expédients et des interprétations diplomatiques pour cacher la triste réalité des choses*". Si à l'époque de saint Pie X plusieurs évêques français étaient favorables à un accord, "*il ne faut pas oublier qu'à cette époque, deux tiers au moins de l'épiscopat français étaient composés de prélats nommés sous la pression du gouvernement, qui n'étaient pas tous de doctrine sûre, ni libres de tout engagement à l'égard de l'autorité civile*" ; ensuite, certains avaient été trompés "*par l'attitude du nonce apostolique*". "*Le gouvernement, en revanche, souhaite soumettre l'Église à sa loi schismatique et hérétique, prendre sa revanche pour ses objectifs sectaires et anticléricaux, et il veut le maintien de ses lois laïques pour assurer ladite 'union sacrée' athée, dans l'intérêt d'une politique mondiale sans Dieu*". Par ailleurs, l'ambassadeur français Jonnart a déclaré que "*la reprise des relations diplomatiques ne comporte aucun changement dans la politique intérieure de la France, et qu'il ne serait point touché ni à la loi de séparation ni aux lois de laïcité*". "*Le gouvernement français* - poursuivait le cardinal - *n'ayant pu vaincre la résistance des évêques, du clergé et des catholiques par la violence, tente aujourd'hui de les amadouer par des amabilités et des vaines promesses*". Après cette introduction générale sur les intentions du gouvernement maçonnique, le plus étroit collaborateur de saint Pie X niait la canonicité (six arguments), la légalité et l'opportunité des éventuelles associations diocésaines. Les associations ne peuvent être en même temps canoniques (pour l'Église) et légales (pour l'État) : si elles sont vraiment canoniques elles ne peuvent être légales, mais si elles sont conformes à la loi de 1905 (et elles le sont) elles ne peuvent être canoniques (c'est-à-dire conformes au droit de l'Église). Le projet enfin est non seulement inopportun, mais également malheureux et dommageable : "*Le projet est inopportun et dommageable parce que, sans aucun doute, en opposition directe à la pensée et aux dispositions connues de Sa Sainteté Pie X. Je suis en mesure d'attester, également sous la foi du serment, parce que Pie X n'admettait pas que l'on pût subir la loi de 1905 ou l'utiliser jusqu'à ce qu'une autre loi ne la modifie ou ne la remplace. Il répondait toujours à ceux qui lui disaient d'étudier comment utiliser cette loi : 'Qu'ils étudient donc, mais, jusqu'à ce que la loi soit modifiée ou remplacée par une autre, je ne changerai pas mes décisions'. Décisions qu'il avait prises après un long temps d'étude et prière. À ce sujet, je trouve déplorable le mémorandum du nonce apostolique* (Cerretti, n.d.r.) *dans lequel il se permet de sous-estimer les motifs qu'avait le Pape de condamner la loi, en les qualifiant d''exagérations', sans citer cependant les documents pontificaux (…). C'est nouveau qu'un nonce apostolique contredise une encyclique pontificale solennelle et se fasse le paladin d'une loi condamnée par le Pape sur la base de la théologie et des droits sacro-saints de l'Église*". Le projet d'accord "*est inopportun parce que le projet d'associations dites 'canonico-légales' a été rejeté en 1905, alors qu'il y avait beaucoup de biens à sauver. Il semble que ce soit une vraie aberration de l'accepter aujourd'hui quand l'Église de France a été spoliée et quand il n'est possible de sauver que très peu de biens et de ne récupérer que très peu de choses*". "*Le présent projet est inopportun et dommageable parce que, comme dit le cardinal Maurin : 'Si l'État met tant d'insistance à faire accepter par l'Église un projet d'associations diocésaines et, par suite, à obtenir au moins indirectement le*

Charles Maurras

retrait de la condamnation de la loi de 1905, c'est afin de pouvoir dire : 'Cette loi n'est pas antilibérale ni contraire à la constitution de l'Église : l'Église le reconnaît aujourd'hui, elle s'est trompée en 1906. On ne peut accuser l'État d'avoir spolié l'Église, c'est plutôt l'Église qui, par sa faute, par suite d'une erreur commise, a perdu tous ses biens'. L'acceptation de ces associations diocésaines, en substance identiques à celles canonico-légales rejetées par Pie X (encyclique Gravissimo), pourrait jeter le trouble dans les rangs des meilleurs catholiques français, dans la plus grande partie de l'épiscopat et du clergé, qui a lutté et souffert noblement et efficacement pendant seize ans, en gagnant une liberté et un prestige extraordinaires et en reconstruisant avec une générosité admirable une grande partie du patrimoine ecclésiastique. Elle leur ferait perdre leur confiance dans le Saint-Siège, en voyant que ce qui fut d'abord dénié est maintenant accepté, car la subtilité des explications qu'on cherchera à donner ne pourra jamais les convaincre…". "*Les insistances fébriles du gouvernement français et le mirage de ses promesses infondées pour obtenir du Saint-Siège l'acceptation des associations diocésaines, tout en conservant énergiquement l'intangibilité de la laïcité des lois iniques, rappellent l'épisode de la vie de Notre-Seigneur, quand Satan dit au Sauveur : 'Hæc omnia tibi dabo si cadens adoraveris me'. En revanche, pour nous doit suffire le : 'Quærite primum regnum Dei et justitiam ejus et hæc omnia adjicientur vobis'*". *"… tous les articles éventuels de L'Osservatore Romano et toutes les explications officieuses ne pourront jamais dissiper l'impression désastreuse, avec des dommages incalculables pour le prestige de l'Église catholique*". Est-ce Mgr Benigni qui était exagéré et rancunier, ou bien le secrétaire du Saint-Office d'alors, Merry del Val ? Une lettre émouvante du même cardinal à l'archevêque de Lyon, le cardinal Maurin, du 8 novembre 1922, nous révèle les sentiments du cardinal Merry (et de son correspondant) : *"… On cherche à induire Sa Sainteté à passer par-dessus tout. On écarte la décision presque unanime des dix-sept cardinaux de la congrégation plénière, conforme à l'avis de la majorité des évêques, car il est faux que ces derniers aient été en majorité favorables, et par tous les moyens on cherche à obtenir du Saint-Père au moins un 'tolerari posse', ce qui serait un vrai désastre.* (…) *Je suis rentré de la campagne pour trouver une atmosphère de méfiance à mon égard et qui vise à paralyser mon action. J'ai tout dit et je crois avoir fait tout ce qui m'était humainement possible, et cela parce que j'estime que c'était pour moi d'un grave devoir de conscience dont je devais rendre compte à Dieu. Avec beaucoup d'autres de mes collègues, je suis à cette heure décisive dans l'angoisse et profondément peiné. Je souhaite que Votre Éminence écrive directement au Saint-Père, comme Elle sait le faire, même à cette onzième heure. Je ne cesse de prier le Sacré-Cœur de Jésus, la Vierge bénie et les saints de France pour qu'un désastre aussi grave que celui qui menace nous soit épargné*" (*ivi*, p. 258). Nous savons comment cela s'est terminé. L'archiviste du Vatican A. Dieguez, traitant

du modernisme et de l'antimodernisme dans les documents du *Fonds Benigni*, fait allusion aux documents relatifs aux diocésaines présents dans ces archives, mais les considère étrangers à la question moderniste. Ce me semble une erreur d'évaluation. En jetant un coup d'œil aux protagonistes de cette diatribe, nous nous apercevons qu'entre les protagonistes de l'accord nous trouvons des personnes liées au modernisme, comme Louis Canet et Mgr Chapot ; au contraire, parmi les opposants, se distingue pour son malheur le père Salvien. Essayons de dire quelque chose sur ces trois personnages. Le dossier de Poulat sur les cultuelles-diocésaines débute justement par un document de l'évêque de Nice, Mgr Henri Chapot (1845-1925) qui, en tant que dernier secrétaire de Mgr Dupanloup, était un représentant du vieux catholicisme libéral. Favorable à l'usage des associations cultuelles en 1905, il élabora un projet d'association cultuelle sur le modèle de la loi de 1901 en 1918, déclenchant toute la question ; bête noire du camp adverse, selon POULAT, il défendit l'acceptation des diocésaines (*ivi*, pp. 130, 132, 198). Sur le front gouvernemental, se détache le nom du catholique Louis Canet (1883-1858) dont nous avons mentionné le rôle qu'il joua contre le *Sodalitium Pianum*. Élève de Mgr Duchesne, éditeur des ouvrages inédits du père Laberthonnière et exécuteur testamentaire d'Alfred Loisy : ces trois données manifestent déjà à elles seules son engagement dans le modernisme ; conseiller d'État et conseiller du Quai d'Orsay (ministères des Affaires Étrangères) pour les affaires religieuses de 1920 à 1946 : ces charges nous montrent le rôle décisif de ce moderniste au service de la "République du Grand Orient". Si ces deux-là sont des vainqueurs, nous voyons quelqu'un qui sans doute, humainement, sortit vaincu de cette bataille : **le père Salvien Miglietti**, assomptionniste (1873-1924). Charles Miglietti, en religion père Salvien, fut un personnage important dans l'histoire du catholicisme français. De père italien et de mère française (il se servit de son nom de famille, Ricard, comme pseudonyme), il travailla à la "Bonne presse" de 1896 à 1923, s'occupant de plusieurs journaux et revues catholiques, de la fusion desquels il fonda dans l'immédiat après-guerre la *Documentation catholique* (qui existe encore et est très connue) et dont de 1919 à 1923, il fut le premier rédacteur. Les ennemis du *Sodalitium Pianum*, pendant les phases de sa disparition en 1921, tentèrent d'impliquer le père Salvien en l'accusant d'en avoir fait partie, chose démentie par lui-même, par Benigni et par Boulin, mais sans jamais réussir à en convaincre le cardinal Gasparri. Le père Mourret (le dénonciateur du S.P.) essayait ainsi de le faire éloigner quand, justement en 1921, la France et le Saint-Siège rétablirent les relations diplomatiques et que commencèrent les colloques pour les "associations diocésaines". "*Le père Salvien était un homme précieux par sa compétence, discuté pour son intransigeance : il avait de gros appuis dans l'épiscopat, en particulier les cardinaux Dubois (Paris) et surtout Maurin (Lyon). Le nonce utilisait ses services, le gouvernement surveillait sa correspondance ; le Saint-Siège voulait aboutir : s'irritant de son opposition, il décida de l'envoyer hors d'Europe. Le père Salvien réussit à rester, mais finalement, d'ordre du Pape, il dut quitter Paris le 28 février 1923 pour San Remo (Italie), puis, peu après pour le Tessin, à Locarno (Suisse), où il passa dix ans. Frappé d'hémiplégie, il fut ramené à Lorgues (Var), où il mourut le 26 octobre 1934 et fut inhumé*" (121). Le Pape en question fut Pie XI, l'inspirateur de la disgrâce du père Salvien fut le cardinal Gasparri. Lequel, déposant au procès de béatification de Pie X, dans les arguments en défaveur, inclut justement l'attitude du pape Sarto au regard des affaires de France et des associations cultuelles.

Saint-Siège et République Française : la condamnation de l'*Action Française* et le retour de Marc Sangnier

Le P. Gustave Desbuquois s.j., fondateur de l'Action Populaire

"*Le 29 décembre 1926, L'Action française et des œuvres de Maurras étaient mises à l'Index. Un ébranlement considérable et des controverses prolongées allaient s'ensuivre dans le catholicisme français. En janvier 1928, L'Année politique française et étrangère, que dirigeait Bernard Lavergne, professeur à la Faculté de droit de Paris, entrait dans la mêlée avec une longue étude, très personnelle et très informée, d'un inconnu, Nicolas Fontaine : 'Saint-Siège, Action française et Catholiques intégraux', reprise la même année en un livre auquel avaient été ajoutés des documents qui en doublaient le volume, en particulier le Mémoire anonyme et le Mémoire de Mgr Mignot*" (122). L'inconnu, Nicolas Fontaine (nom d'un écrivain janséniste du XVII[e] siècle) était le bien connu Louis Canet, homme de gouvernement et en même temps - comme déjà dit - adepte du moderniste Tyrrel et ami des modernistes Loisy et Laberthonnière ; Mgr Mignot était un autre ami de Loisy (en plus d'être archevêque d'Albi) et le Mémoire anonyme était celui écrit par le sulpicien Mourret sous la dictée des jésuites français. Le sujet du livre ? "*Le maurrasianisme et l'intégrisme sont, depuis le règne de Pie X, étroitement associés. Ils ont combattu l'un pour l'autre et triomphé l'un par l'autre*" (123). Assimiler l'*Action Française* et le *Sodalitium Pianum*, Maurras et Benigni, voulait dire inclure le catholicisme intégral, déjà touché par la dénonciation de 1921, dans la condamnation de Maurras (124). Laquelle, à son tour, servait à réhabiliter Marc Sangnier, qui justement chez Pie X, chez les catholiques intégraux et chez Charles Maurras avait eu ses propres ennemis : entre Maurras, non croyant, mais défenseur de l'ordre catholique traditionnel, et Sangnier, croyant et favorable aux principes de la Révolution française, ne devait-on pas peut-être préférer le croyant Sangnier ? Les tentatives en ce sens commencèrent sous le pontificat de Pie X.

a) "*Damnabilis, non damnandus*" : la première condamnation de Charles Maurras sous Pie X (1914)

Pour toute la complexe et délicate question de la condamnation de *l'Action Française* je me référerai à l'ouvrage exhaustif (et en rien maurassien : il s'agit du livre de référence de N. Valbousquet sur ce sujet) de Jacques Prévotat (125). Le 29 janvier 1914, la dernière année du pontificat de saint Pie X, la Sacrée Congrégation de l'*Index* (des livres interdits) décida de condamner cinq ouvrages de Charles Maurras, ainsi que la revue bimestrielle *l'Action Française* (non le quotidien) : le Pape approuva la condamnation mais s'en réserva la publication éventuelle ; dans ce cas la condamnation aurait été datée du 29 janvier 1914. Pie XI, à l'occasion de la condamnation de 1926, rendit publique celle de 1914, affirmant qu'il avait terminé ce qu'avait commencé son prédécesseur. Nous nous demandons : comment arriva-t-il à cette décision ? Quelle fut l'attitude de saint Pie X ? Et celle des "catholiques intégraux" ou des ecclésiastiques les plus proches de l'A.F. ? (ce n'est pas la même chose). Prévotat en traite dans la seconde partie de son livre (pp. 109-162), que je tente de résumer.

Alors que saint Pie X était engagé dans son combat contre le modernisme (encyclique *Pascendi*, 1907) et contre le modernisme 'social' (condamnation du *Sillon*, encyclique *Notre charge apostolique*, 1910), ses adversaires à l'intérieur de l'Église essayaient de s'organiser et de parer les coups. Au niveau politique, Pie X avait trouvé un soutien dans le mouvement monarchiste de l'*Action Française* de Charles Maurras, qui avait soutenu l'Église contre la politique du gouvernement du Grand Orient (par exemple, au cours de la promulgation des lois laïques, l'abrogation du Concordat, la séparation de l'Église et de l'État, les 'inventaires') et contre les 'catholiques démocrates' du *Sillon*. Mais *l'Action Française* avait un point faible, vrai talon d'Achille : nombre de ses dirigeants, et *in primis* Charles Maurras lui-même, étaient non croyants ; Maurras, particulièrement dans ses écrits de jeunesse, exaltait le monde classique de la Grèce antique et voyait dans le christianisme la ruine démocratique de ce monde païen, alors qu'il jugeait positivement le catholicisme et l'Église, puisque favorables à l'ordre et au bien de la nation. En un certain sens, Maurras partageait avec ses adversaires catholiques démocrates l'idée d'un christianisme comme phénomène révolutionnaire, tandis que le catholicisme s'en serait éloigné ; sauf que pour Maurras cet éloignement est vu comme un facteur positif, négatif au contraire pour les modernistes. L'incroyance de Maurras, sa philosophie positiviste empruntée d'Auguste Comte, son idée du christianisme influencée par Renan, l'exposaient par conséquent aux attaques de ses ennemis dans l'Église. Les catholiques ennemis de Maurras et de Pie X trouvèrent donc un moyen aussi simple que sûr pour le disqualifier chez les catholiques, et disqualifier à travers lui les catholiques antimodernistes et le Souverain Pontife lui-même : dénoncer les œuvres de Maurras à la Congrégation de l'*Index*, préposée à la censure des livres dignes de condamnation. Prévotat parle de trois tentatives répétées en ce sens qui amenèrent à la condamnation de 1914. La première dénonciation - en février 1909 - vint de Mgr Charles Mourey (1831-1915), disciple de Lacordaire et des catholiques libéraux (p. 170), de l'entourage de Mgr Mignot : la demande se fonde sur un livre de l'ex-jésuite Alphonse Lugan (1869-1931), que nous avons déjà vu à l'œuvre contre le *Sodalitium Pianum*. La deuxième dénonciation - puisque la première n'avait pas été plus loin - date du printemps 1912 et vient de deux "abbés démocrates" : Jules Pierre (1857-1937), ami de l'abbé Lemire (suspendu *a divinis* en 1914 et gracié par Benoît XV en 1916, qui défendit la loi sur la séparation de l'Église et de l'État), ennemi de Maurras (126) autant que du catholique intégral Emmanuel Barbier, et le plus fameux Léon Dehon ; pour soutenir la dénonciation l'abbé Pierre joignit un livre antimaurrassien du moderniste Lucien Laberthonnière (1860-1932), ami de Blondel et de Sangnier ! La troisième tentative, au printemps 1913, est l'œuvre du désormais connu Alphonse Lugan, soutenu par l'évêque silloniste de Nice, Mgr Chapon. Lugan présente à la Congrégation de l'*Index* les livres contre Maurras de l'abbé Pierre, de Lugan, et d'un silloniste, l'abbé Hoog. Le milieu est celui des disciples du philosophe Bergson (p. 177), et des critiques de Pie X (Prévotat cite à ce propos les critiques de Mgr Chapon et de Mgr Tiberghien contre le Pape, p. 180). De manière inattendue, se rallia à eux l'ex-jésuite Bernard Gaudeau, qui avait été enseignant à l'Institut d'Action française et estimé par le cardinal Merry del Val (p. 181) contre lequel (Gaudeau !) Mgr Benigni met en garde (p. 571). Poulat, en rapportant en entier ce document de Mgr Benigni, nous permet de comprendre la position des intégraux vis-à-vis de l'A.F. : "(Gaudeau) *a attaqué les intégraux et l'Action française,* ***deux choses bien différentes !*** *(…) On sait qu'on avait monté toute une*

Le P. Maignen

cabale pour faire condamner par l'Index quelques-uns des ouvrages de Maurras et faire accepter par le Pape le fait accompli et d'abord tenu dans le plus grand secret,… surtout envers le Pape. (…) ***Nous sommes les premiers à reconnaître le bien-fondé de tout ce qui est purement objectif dans la charge de M. Gaudeau contre les œuvres et contre l'influence de M. Maurras parmi les catholiques. Nous sommes les premiers à vouloir dégager la responsabilité des catholiques intégraux de l'action doctrinale et pratique de M. Maurras et de l'Action française****. Mais nous ne pouvons pas [ne pas] mépriser un homme qui attaque M. Maurras à la veille d'une embûche tendue pour le compte des démo-libéraux et de certains de leurs complices dont la peur opportuniste les rend capables de tout ; un homme, disons-nous, tel que M. Gaudeau qui a occupé une chaire dans l'Institut d'Action française, et cela alors que Maurras avait déjà publié le 'Chemin de Paradis' et la déplorable 'Anthinéa', mais ne s'était pas encore livré aux manifestations d'admiration et de respect que l'on sait envers la papauté et l'Église*" (Poulat, *Intégrisme*…, p. 399). À part Gaudeau, tous les hommes proches de saint Pie X voient en cette dénonciation une manœuvre des philomodernistes, et dans l'éventuelle condamnation une catastrophe : Prévotat cite les avis de prélats proches du *Sodalitium Pianum*, comme Mgr Sabadel (Pie de Langogne), ou proches de l'A.F. comme le cardinal Billot, d'évêques comme le cardinal Sevin (Lyon), Mgr Gilbert (Le Mans), Mgr Chollet (Verdun, puis Cambrai), Mgr Humbrecht (Poitiers), le cardinal de Cabrières (Montpellier), Mgr Penon (Moulins), Mgr Marty (Montauban), etc., du père Lemius, rédacteur matériel de *Pascendi*… Pour Mgr Benigni, comme nous avons vu, la dénonciation à l'*Index* était "*une embûche tendue pour le compte des démo-libéraux et de certains de leurs complices dont la peur opportuniste les rend capables de tout*" (Prévotat, *op. cit.*, p. 571, note 159). Pie X se rendit parfaitement compte de la chose et chercha d'éviter ledit piège (*ibid.*, pp. 172, 180, 193). Le Pape est défavorable à une condamnation, mais pour l'éviter il devrait se saisir de la question, en la retirant à la Congrégation : après avoir penché pour cette solution il décida de la rejeter. Les prélats les plus proches de Maurras, en effet, comme le cardinal Billot, se rendent aussi compte que certains écrits de l'auteur provençal sont inacceptables, même s'il les a partiellement corrigés dans les éditions suivantes : "*Les livres de Maurras (…) contiennent des blasphèmes horribles, des blasphèmes qui confinent à l'hérésie et même davantage, au point qu'ils relèveraient plutôt de la compétence du Saint-Office plus que de celle de l'Index. Ceci ne peut vraiment faire de doute*" (*ibid.*, p. 176). En écrivant de manière privée à Maurras, le cardinal est encore plus sévère (*ibid.*, p. 208). Mais par ailleurs, "*ce n'est pas le souci de l'orthodoxie qui fait demander la mise à l'Index des livres de Maurras, c'est le désir d'obtenir, par là, un désaveu d'une école antilibérale et l'intention d'en conclure que le Pape, en faisant cette condamnation, fait amende honorable envers le Sillon et manifeste de la seule façon qui lui soit possible - l'indirecte et l'implicite - quelque regret d'avoir frappé l'école démocratique silloniste*" (Mgr Chollet in Prévotat, *op. cit.*, p. 177 et p. 570 note 118). Pris entre les deux feux (les horribles blasphèmes de Maurras et l'intention autrement horrible de ses ennemis de condamner, à tra-

vers Maurras, en pratiquant l'amalgame, toute l'école intégrale et antimoderniste), saint Pie X se comporta en saint, qu'il était effectivement. Ratifier la condamnation de certaines œuvres de Maurras, car dignes de condamnation ; mais éviter de publier et de divulguer la condamnation, en renvoyant l'affaire à d'éventuels temps plus opportuns, évitant ainsi le guet-apens tendu par les amis de Marc Sangnier. *Damnabilis, non damnandus* : Maurras était digne d'être condamné, mais sa condamnation, en favorisant les ennemis de l'Église, n'était pas opportune.

b) Avec Benoît XV le climat change complètement (*ibid*., p. 194) et le Pape pense reprendre en main le dossier et publier le texte de la condamnation en avril 1915. Mais deux faits l'empêchèrent : durant la guerre il était imprudent de prendre une décision aux indéniables conséquences politiques (d'autant plus que l'A.F. soutenait le gouvernement, avec l'effort de guerre, en acceptant l'*Union sacrée* entre toutes les forces politiques). Qui plus est, la renonciation de Benoît XV, au même moment (1915) à publier la condamnation du Saint-Office contre le père barnabite Semeria (ami, entre autres des Montini, ainsi que du gouvernement et de l'armée italienne) le convainquit d'avoir le même regard à l'égard de Maurras (*ibid*., pp. 194 ss).

Il ne semble pas qu'au début de son pontificat Pie XI pensait rouvrir la question A.F., (*ibid*., pp. 213-214) que, par ailleurs, il ne connaissait pas directement, n'ayant pas participé aux événements de 1914. Après 1914, et avec le changement de pontificat, l'évêque silloniste de Nice, Chapot, et l'ami de Benoît XV consacré par lui le 8 décembre 1921, Tiberghien, maintinrent vives les attaques contre l'A.F. (*ibid*., p. 210). Mais affronter le nœud A.F. était peut-être devenu inévitable après la question des associations "cultuelles" ou "diocésaines" (commencée justement par Mgr Chapot, rappelons-le, en 1918) qui avait déjà porté à l'exil forcé du père Salvien en 1923 (voir plus haut). La même année, la revue de Lugan reprit les attaques contre les intégraux de Mourret et Mignot (*ibid*., p. 215) et le nonce Cerretti soutint les "abbés démocrates" Trochu et, à Rome, Vannefville (*ibid*., pp. 216 ss). Toujours en 1923, les conférences données au Séminaire Français dirigé par le père Le Floch suscitent l'opposition politique des laïcistes (Herriot, en 1925) épaulés par les catholiques démocrates anti-thomistes, adeptes de la philosophie de Blondel (*ibid*., pp. 219 ss). C'est tout un environnement qui unit l'hostilité aux intégraux à l'hostilité aux maurassiens : nous y trouvons les sulpiciens (frappés par la mise à l'*Index* d'un manuel biblique du père Brassac, sur intervention du père Maignen et du père Le Floch) avec le père Mourret (celui qui liquida le S.P.), les deux Blondel (le philosophe de "*L'Action*", Maurice, et son fils Charles), deux figures saillantes de l'A.C.J.F. (127) Bazire et Flory, qui sont beaux-frères de C. Blondel, et de l'éditeur, jadis compagnon de Marc Sangnier dans l'aventure du *Sillon*, Francisque Gay avec les revues *La Vie Catholique* (1924) et *Les Cahiers de la Nouvelle Journée* (1914, 1924). Le groupe des vétérans du modernisme (les fameux "modérés") gagnèrent à la lutte quand en 1922 Mourret et Blondel furent reçus par le nonce Cerretti, qui leur parla mal de Benigni et de Salvien (1922) (*ibid*., p. 223 ; avec eux il enfonce des portes ouvertes : pp. 233-234) : pour le nonce, Blondel est bien mieux et, derrière lui, on trouve Laberthonnière (*ibid*., p. 226) ! Le terrain était défriché et prêt pour le changement de Pie XI que Prévotat situe en 1924-1925, grâce à deux audiences révélatrices : une au père Corbillé et au président Charles Flory (le parent de Blondel) au nom de l'A.C.J.F., par l'intermédiaire de Mourret et Blondel (*ibid*., pp. 234-235, mai 1924 ;

Charles Blondel cette année-là était parmi les dirigeants de l'A.C.J.F. et le politique démocrate-chrétien Georges Bidault, vice-président, invoquait un parti aconfessionnel comme en Italie le P.P.I. (*ibid*., pp. 243-244). L'autre audience décisive est de juin 1925, grâce au très puissant jésuite d'alors, Mgr d'Herbigny (lui aussi impliqué dans la dissolution du S.P.), audience accordée au père Gustave Desbuquois s.j. de l'*Action populaire* (*ibid*., pp. 235-236) soupçonné sous Pie X de modernisme social (128) dans la dernière bataille du pape Sarto : celle sur les syndicats confessionnels (encyclique *Singulari Quadam* du 24 septembre 1914) et impliqué lui aussi dans le complot pour la dénonciation du S.P. Le père Joseph Lemius, principal rédacteur de l'encyclique *Pascendi*, dans un rapport que lui avait demandé en 1913 le cardinal Merry del Val, écrivit : "*L'idée socialiste est au fond de l'Action populaire, on n'hésite pas à le dire, aussi expurgée assurément et catholicisée qu'elle peut l'être… Ce qui est à déplorer, c'est qu'en pleine lumière des enseignements pontificaux un tel esprit ait pu s'implanter dans une institution religieuse. (…) Toute une sociologie nouvelle, prenant le contre-pied de la sociologie traditionnelle, qu'elle qualifie de libérale, est en train de faire la conquête des esprits… Le danger est grand*" (129) ; douze ans après, le danger ne pouvait être que plus grand encore ! Mais les temps avaient changé… et la Compagnie était en grande estime auprès du Pape (voir ce que nous dirons sur la question, quand nous rapporterons l'avis de saint Pie X).

c) La condamnation de l'*Action Française*. Les principaux documents ecclésiastiques concernant la condamnation de *l'Action Française* sous Pie XI ont été publiés par Prévotat en annexe (*ibid*., pp. 673-713) : ils vont de l'intervention 'préparatoire' du cardinal Andrieu (25 août 1926 ; on procéda comme à l'époque du *Ralliement* avec le 'toast' du cardinal Lavigerie) à la suppression de l'interdiction du quotidien de *l'Action Française* dans l'*Index* des livres interdits faite par le Saint-Office (sous Pie XII) le 10 juillet 1939. Il ne s'agit pas d'une excommunication, comme beaucoup le pensent, mais d'une mise à l'*Index* (29 décembre 1926) de certaines œuvres de Maurras, de la Revue mais aussi du quotidien de l'A.F. : était ainsi publié le décret de l'*Index* de 1914, que saint Pie X (et Benoît XV en 1915) n'avaient pas, pour différents motifs, publié, mais en l'aggravant, en particulier avec la mise à l'*Index* du quotidien. Au contraire de la condamnation du *Sillon* sous Pie X, il n'y eut pas d'encyclique ou de texte doctrinal de condamnation de l'A.F. ('seulement' des lettres, des allocutions et des discours consistoriaux de Pie XI) mais, étant donné le refus de soumission du journal (contrairement au *Sillon*) avec le fameux "*Non possumus*" du 24 décembre, il y eut des mesures disciplinaires de la Sacrée Pénitencerie appliquant le droit en vigueur non seulement aux lecteurs des œuvres mises à l'*Index* mais aussi aux confesseurs qui les absolvaient sans demander réparation ou correction du pénitent ; ces mesures disciplinaires comportaient de considérer les rebelles comme des pécheurs publics, avec toutes les conséquences que cela implique, y compris le refus des sacrements et de la sépulture ecclésiastique. La dramatique situation pour beaucoup d'âmes comporta aussi un réveil des sentiments gallicans jamais totalement endormis chez ceux qui persévéraient avec l'A.F. (130), et de retentissants passages au catholicisme démocrate chez ceux qui l'abandonnaient (le cas le plus célèbre et lourd de conséquences fut celui du néo-thomiste - mais disciple de Léon Bloy - Jacques Maritain qui du nationalisme intégral passa à l'humanisme intégral et prépara Vatican II).

d) Catholiques intégraux et A.F. avant et après la condamnation. Les modernistes et les sillonistes ont toujours cherché à amalgamer les catholiques intégraux (ou antilibéraux, antimodernistes, etc.) avec l'A.F. : l'une étant condamnée, les autres l'étaient aussi : il en fut ainsi dans les années vingt, et le père Congar et d'autres semblables répétèrent le numéro à l'égard des traditionalistes et de Mgr Lefebvre dans les années 70. Déjà avant la condamnation (1926) nous avons vu le prêtre anti-maurassien Alphonse **Lugan** (1869-1931), ex-jésuite incardiné à Albi par l'évêque moderniste Mignot, publier, en mars 1923, sur *Le Mouvement des faits et des idées* le Mémoire de Mourret, les articles du *Tijd* (131), le Mémoire de Mgr Mignot au cardinal Ferrata, des documents du *Fonds Höner* sur le S.P. Après la condamnation de l'A.F. en janvier 1928, fut publié sur *L'année politique française et étrangère* et ensuite dans un volume (*Saint-Siège, 'Action Française' et 'Catholiques intégraux'*) un écrit de Nicolas **Fontaine** (pseudonyme, nom d'un janséniste) alias Louis **Canet** (1883-1958), haut fonctionnaire du gouvernement, ami de Loisy (dont il fut l'exécuteur testamentaire) et Laberthonnière. Il confond la cause de l'A.F. avec celle du S.P. et devient référence constante pour qui traite de la question du S.P.

Mais y-a-t-il un réel fondement à cet amalgame ? Certes, A.F. et S.P. avaient des ennemis communs à combattre et des intérêts communs à défendre, ils se trouvèrent ensemble contre le gouvernement à propos des lois laïques, ou contre les catholiques démocrates du *Sillon* ; tous deux regrettaient le pontificat de saint Pie X, tous deux ont eu à souffrir dans les années vingt. Mais les différences entre nationalistes intégraux (A.F.) et catholiques intégraux (S.P. par exemple) sont nettes, tant avant qu'après la condamnation, comme nous avons vu dans l'ample et claire citation de Mgr Benigni donnée précédemment. ***"'Pas un seul membre de l'Action française, même catholique, n'a jamais fait partie' ni du S.P. ni de l'E.R.D.S., précise l'abbé Boulin"*** (132). Émile Poulat, résumant la question, écrit : "*Une troisième fracture menaçait mais ne se produisit pas :* [celle] *avec l'Action française. Benigni lui reprochait de vouloir atteler le catholicisme intégral à son char. Le désaccord prit une forme concrète à la fin de 1912 : Boulin, puis Merlier furent licenciés des quotidiens dont ils s'occupaient, par des administrateurs qui étaient d'A.F., puis 'espionnés' à la Vigie. La querelle fut sans doute allée plus loin, sans le refus de paraître associer le S.P. à la campagne qui cherchait à obtenir du Saint-Siège - et faillit y parvenir en 1914 - la condamnation publique de l'Action française. Le procédé d'affinité* (entre intégraux et A.F., n.d.a.) *ouvert par le Mouvement et plaidé par Nicolas Fontaine a ignoré ces aspects*" (133). N. Valbousquet - dont la thèse va dans le sens de l'amalgame entre intégraux et 'droite' antisémite - doit reconnaître à contrecœur et en les minimisant le plus possible les profondes différences entre Mgr Benigni et ses amis et l'A.F. (pp. 39-40), et doit rappeler les réserves de Benigni par rapport aux ouvrages de Maurras, le célèbre incident de 1912, avec la sécession des intégraux de *L'Univers* (Boulin et Rocafort) en désaccord avec la ligne des maurrassiens, y compris des prêtres comme dom Besse et le chanoine Lecigne. Sur cet épisode significatif Poulat (134) s'étend au contraire en citant, entre autres, les souvenirs de l'abbé Boulin, et la lettre (codée) de Mgr Benigni sur cet épisode, que Poulat résume ainsi : "*En France, La Vigie (journal inté-*

Le cardinal Boggiani

*gral, n.d.a.), s'est aussitôt heurtée à une violente opposition sur un double front : celle des démocrates-chrétiens et du cardinal Amette, archevêque de Paris ; celle de l'Action française, **qui veut accaparer l'intégralisme à son profit et dont certains éléments ne voient dans les doctrines romaines qu'un moyen pour faire des adhérents***". Boulin écrivit à la fin de ses jours : "*Malgré de longues sympathies personnelles pour M. Maurras que je n'ai jamais eu, Dieu merci, la lâcheté de cacher ni de renier, j'ai donné, (en écrivant) à l'Univers, à La Vigie, à La critique du libéralisme, et même à la Revue internationale des sociétés secrètes, assez de marques publiques d'indépendance spirituelle envers les à-côtés religieux de sa belle œuvre politique… Je crois avoir dit, à l'heure où se taisaient tant d'illustres chiens muets, tout ce qu'exigeait la conscience catholique*". Un an après, la tension entre intégraux et sympathisants de l'A.F. augmentait (*L'Univers* avait vanté un livre de Mgr Gisler qui minimisait le modernisme : la fièvre - commente Benigni - il y en a même si on n'atteint pas les 40° ! au point que Mgr Benigni devait mettre en garde des tentatives de concilier les deux camps mises en avant par le cardinal Billot et par les entourages du père Chiaudano s.j., et l'abbé Boulin demandera et obtiendra une enquête sur *L'Univers* en 1914. Valbousquet rappelle la tentative de Louis Canet et du père Rosa s.j. d'amalgamer les intégraux et les maurassiens, mais doit rappeler aussi les réponses opposées de Mgr Benigni, le profil bas tenu par les intégraux durant la condamnation de l'A.F., l'enrôlement partisan de catholiques de l'A.F. chez les intégraux par Canet, les différences entre intégraux et maurassiens sur l'"antisémitisme' (uniquement pour dire que Benigni était plus antisémite que Maurras) (pp. 249, 244-257). Prévotat rappelle que le père Maignen et le père Saubat (autrefois colonnes du S.P. et toujours amis de Benigni) ne mirent plus à disposition des élèves le journal mis à l'*Index* (*ibid*., pp. 331-332) ; le père Le Floch (qui n'était pas intégral, mais proche de l'A.F.) et le cardinal Billot obéissent également (*ibid*., pp. 332 et 360) (135) : cela ne les sauvera pas de l'"épuration". Le père Maignen s'oppose aussi à ces théologiens qui invitent à la résistance (*ibid*., p. 363) : après une ample citation, Prévotat commente : "*conclusion significative, une fois de plus, de l'écart qui persiste entre l'intégrisme et l'Action Française*". Valbousquet, pour pouvoir accuser les intégraux de collusion avec l'A.F. (et même de tendance schismatique, qui certainement inquiète beaucoup une auteur subventionnée par les associations juives, qui a donc à cœur l'unité de l'Église !) doit recourir non à des textes de Mgr Benigni, mais aux auteurs du *Bloc catholique* (Lacointa, André Le Sage, dit de la Franquerie) qui ne sont pas intégraux, mais seulement sympathisants, et au pamphlet de *La Vérité* (Boulin, Merlier, Rocafort) qui, avec un style semblable à celui qui sera ensuite celui de *Sì sì no no* avec don Putti, ont en commun avec l'A.F. uniquement les ennemis, non la doctrine. C'est ce que rappelle clairement *Vérités* (X, 1928, *Quelques mots à l'Action Française*) : l'A.F. elle-même, parlant de Luc-Verus et de *Vérités* écrit : "*la personnalité de ce 'Luc-Verus' est bien connue de nos adversaires : ils savent qu'il est autant l'ennemi de Maurras, de Daudet, de l'Action Française, qu'il peut l'être des jésuites et du Cardinal Gasparri*" (18 décembre 1927). De son côté, 'Luc-Verus' écrivait : "*Nous n'avons aucun lien avec l'A.F.*". "*Bien des choses nous séparent de l'A.F., et nous dirons, comme pour l'amiral Schwerer, que sa défense la regarde*". "*Nous avons été adversaires de l'A.F. jusqu'à sa condamnation ; cependant nous avons toujours reconnu la sincérité de son patriotisme, l'efficacité de ses intelligents et courageux efforts dans sa lutte contre le libéralisme et la démocratie*". C'est pour ces derniers motifs que ses ennemis - nous l'avons vu - ont comploté pour sa condamnation, tant sous Pie X que sous Pie XI, raison pour laquelle il conclut "*quand cette*

condamnation inique a été prononcée, nous avons résolu de taire nos reproches contre l'A.F. jusqu'au jour de sa victoire sur nos ennemis communs". Si l'on peut estimer téméraire le fait de définir comme inique une condamnation en soi doctrinalement juste, il est toutefois difficile de condamner le souhait de la victoire contre les ennemis communs, ennemis non seulement de l'A.F. mais aussi et avant tout de l'Église. Voyons mieux pourquoi.

Marc Sangnier et Mauriac

e) La résurrection de Marc Sangnier et du "sillonisme". La condamnation de sept livres de Maurras, du quotidien et de la revue de l'A.F. est doctrinalement irréprochable. Le danger dénoncé (l'influence d'un positiviste agnostique sur la jeunesse catholique) était réelle (136). Les conséquences de la condamnation de l'A.F., surtout dans ses conséquences pratiques, de 1926 à 1939, furent cependant catastrophiques. La faute, certes, retombe aussi sur le "*non possumus*" des dirigeants de l'A.F. (facilement prévisible pour des agnostiques qui regrettaient Philippe le Bel et Louis XIV plus que saint Louis IX) ; mais elle ne peut pas ne pas être imputée, *in primis*, à ceux qui la voulurent de manière aussi inopportune, et de connivence - comme nous avons vu - avec tous les sympathisants du modernisme social sillonniste et du milieu philosophique anti-thomiste de Blondel : le secrétaire d'État Gasparri et le nonce Cerretti. La défense de l'Action Catholique, l'apostolat des laïcs sous la conduite de la hiérarchie, qu'avait en vue Pie XI en France comme en Italie (encyclique *Non abbiamo bisogno*), était sacro-sainte : c'étaient les modernistes à la don Murri qui voulaient rendre l'action catholique indépendante de la hiérarchie. Mais comment ne pas déplorer que l'Action Catholique fût infiltrée, en Italie comme en France, par les pires éléments de la démocratie chrétienne, disciples de don Murri et de Marc Sangnier, tous deux condamnés sous saint Pie X ? Nous avons déjà vu le rôle des amis du philosophe de "*L'Action*", **Maurice Blondel**, soit dans la dissolution du S.P. (1921), soit dans la condamnation de l'A.F. (1926). Blondel était un moderniste de la pire espèce, comme nous l'avons déjà démontré sur *Sodalitium* (137). Prenons maintenant par exemple un des principaux partisans de la condamnation, l'éditeur **Francisque Gay** (1885-1963), et sa revue *La vie catholique*. Ex-séminariste, Gay fait la connaissance de Sangnier à Lyon, et le rejoint, en 1903, à Paris : il ouvre une section du *Sillon* à Roanne et collabore à son journal, *La Démocratie*. En 1909, il entre à la librairie Bloud, qui deviendra ensuite la maison d'édition Bloud & Gay. En 1911, il épouse Blanche Fromillon, fille d'un communard et d'une juive allemande. Après la condamnation du *Sillon* (1910) il n'abandonne pas ses idées pour la défense desquelles il fonde en 1924 *La Vie catholique*, et en 1932 *L'Aube*. *La Vie catholique* reprend le même nom qu'un journal démocrate-chrétien de l'abbé Dabry, condamné par le Saint-Office le 13 février 1908. *La Vie Catholique*, *L'Aube* et F. Gay sont en première ligne pour soutenir Pie XI dans son affrontement avec l'A.F. (en 1927, il écrit et publie deux livres sur la question), ce qui vaut au journal une lettre d'approbation du cardinal Gasparri (31 décembre 1927 et 23 septembre 1934). Pourtant *La Vie Catholique* de F. Gay avait fait l'éloge de Bergson et

de Blondel (1933), de la métaphysique de Kant et Lamennais, des 'nobles esprits' de Laberthonnière, des abbés démocrates Naudet, Garnier et Lemire, de Marc Sangnier… (*Les Vérités*, 20 décembre 1934). Figure de pointe dans la Résistance, Gay militera au M.R.P. (qu'il juge trop conservateur !) et sera plusieurs fois ministre sous de Gaulle. La lutte ouverte contre quiconque était suspect de sympathies pour l'A.F. (même si obéissants aux décrets) porta à l'épuration aussi d'importants personnages (Billot contraint de démissionner du collège cardinalice, Le Floch obligé de quitter le Séminaire Français, le père Pègues éloigné du scolasticat dominicain dont il était recteur ; les intégraux étaient déjà depuis longtemps hors-jeu), porta à un renouvellement dans l'épiscopat (les évêques nommés par saint Pie X, en général opposés à l'opportunité de la condamnation furent petit à petit remplacés par des évêques d'une tout autre ligne, parmi lesquels Mgr Liénart) et à une victoire des progressistes qui préparèrent la *nouvelle théologie* (Chenu et Congar chez les dominicains, de Lubac, disciple de Valensin, chez les jésuites, etc.) contre laquelle dut intervenir Pie XII (encyclique *Humani Generis*). Jean XXIII, comme nous savons, renversa la situation en nommant des théologiens "experts" au concile Vatican II ; nous savons comment cela s'est terminé.

Le triomphe de Marc Sangnier

Le 25 août 1910, le Pape Pie X, par la lettre encyclique *Notre charge apostolique*, condamnait le mouvement fondé par Marc Sangnier (1873-1950), *Le Sillon*, par ces mots :

"Le silloniste, comme tel, ne travaille pas pour une coterie et « l'Église, il le dit, ne saurait à aucun titre être bénéficiaire des sympathies que son action pourra susciter » (...) Le Sillon convoie le socialisme, l'œil fixé sur une chimère. Nous craignons qu'il n'y ait encore pire. Le résultat de cette promiscuité en travail, le bénéficiaire de cette action sociale cosmopolite ne peut être qu'une démocratie qui ne sera ni catholique, ni protestante, ni juive ; une religion (car le sillonisme, les chefs l'ont dit, est une religion) plus universelle que l'Église catholique, réunissant tous les hommes devenus enfin frères et camarades, dans le "règne de Dieu". - "On ne travaille pas pour l'Église, on travaille pour l'humanité". (...) (Le Sillon) a été capté dans sa marche par les ennemis modernes de l'Église et ne forme plus dorénavant qu'un misérable affluent du grand mouvement d'apostasie organisé, dans tous les pays, pour l'établissement d'une Église universelle qui n'aura ni dogmes, ni hiérarchie, ni règle pour l'esprit, ni frein pour les passions et qui, sous prétexte de liberté et de dignité humaine, ramènerait dans le monde, si elle pouvait triompher, le règne légal de la ruse et de la force, et l'oppression des faibles, de ceux qui souffrent et qui travaillent". Décidément, Pie X n'était pas un "modéré". Au contraire, le nonce en France, Angelo Giuseppe Roncalli, le futur Jean XXIII, l'était : le 6 juin 1950 il écrivit au sujet de Marc Sangnier : "*le pouvoir fascinant de sa parole, de son esprit, m'avaient ravi, et je conserve de sa personne et de son activité politique et sociale le souvenir le plus vif de toute ma jeunesse sacerdotale*" (138), jeunesse qui date justement du pontificat de saint Pie X. Mais comment un nonce de Pie XII, seulement quarante ans après la condamnation du *Sillon* de Marc Sangnier comme étant une secte conduisant à l'apostasie, pouvait-il avoir le courage ou mieux la témérité de louer en ces termes la secte et son fondateur ? Le nonce l'explique dans la même lettre : "*sa noble et grande humilité dans l'acceptation, plus tard en 1910, de l'admonition pourtant très affectueuse et bienveillante (sic !) du Saint Pape Pie X donne à mes yeux la mesure de sa vraie grandeur. Les âmes capables de rester*

ainsi fidèles et respectueuses comme la sienne, à l'Évangile et à la sainte Église, sont faites pour les ascèses les plus hautes qui assurent ici-bas la gloire auprès des contemporains et de la postérité, à laquelle Marc Sangnier restera comme un enseignement et un encouragement". La "soumission" de Marc Sangnier lava immédiatement toutes ses fautes et le rendit du coup plus blanc que neige. Mais se soumit-il vraiment ou seulement en paroles ? Le cardinal archevêque de Lyon, Mgr Maurin (qui évidemment n'était pas un "modéré") dans sa lettre pastorale de 1928, répondit : "*Ceux qui professaient les erreurs condamnées y ont-ils renoncé intérieurement ? Ont-ils même cessé de les soutenir et de les défendre ? Nous voudrions pouvoir répondre affirmativement et nous croyons sincèrement à leur bonne foi ; mais, sans doute sous l'empire de l'illusion, ils paraissent avoir gardé et ils ne cessent de professer les mêmes erreurs*". Marc Sangnier, en effet, après la condamnation de 1910 ne s'était pas retiré en silence mais continuait à publier le quotidien *La Démocratie* pour fonder deux ans après (1912) un parti politique démocrate, aconfessionnel, non dépendant de la hiérarchie (comme ce sera le cas du P.P.I. en 1919 en Italie) : *La Jeune République.* Sangnier soutint au parlement le principe suivant : "*Voilà pourquoi, sur ce fait-là déjà, nous pouvons tous être d'accord : l'État est laïc ; donc il n'est pas plus libre penseur que croyant, il est laïc*" (25 octobre 1921). Le chanoine Gaudeau, qui n'était pas un intégriste, commenta : "*C'est une profession publique d'hérésie et d'impiétés. C'est l'antithèse cynique de la doctrine de la Foi. M. Marc Sangnier n'est pas catholique*" (*La Foi catholique*, 31 décembre 1921) (139). Sur la question sociale, Sangnier reprenait les erreurs du *Sillon* en prétendant détruire la monarchie également dans le monde du travail, avec l'étatisation des grandes industries, le système coopératif pour les autres, laissant subsister seulement la petite propriété. En 1936, le Parti adhéra au Front Populaire avec les sociaux-communistes de Léon Blum. Sur la question nationale, son parti défendait le plus absolu pacifisme, la Société des Nations, l'hostilité pour les frontières (*Congrès démocratiques internationaux pour la Paix* de Bierville). Ferdinand Buisson, président franc-maçon de la Ligue des Droits de l'Homme, participait aux congrès pacifistes ainsi que le jeune politique juif, Pierre Mendès-France. Les contacts avec la franc-maçonnerie arrivèrent à un point tel que le 'catholique' Marc Sangnier, en 1930, tint un discours dans une loge parisienne ! (140). Très actif dans la Résistance, après la dernière guerre il devint président honoraire du M.R.P. (Mouvement Républicain Populaire) de Maurice Schumann et Francisque Gay, arrivé au pouvoir comme la Démocratie Chrétienne en Italie, précisément suite à son rôle joué dans la Résistance.

Le passé moderniste de Sangnier semblait mort avec Pie X, au point que Benoît XV le reçut le 29 janvier 1922 en louant, selon le compte rendu qu'en fit Sangnier (mais nous avons peine à le croire), "*son exactitude théologique*". Toujours en janvier 1922, le nonce à Paris avait rendu visite et béni les locaux de *La Jeune République*, *La Maison de la Démocratie*, et en août 1926 arrivait même une bénédiction de Pie XI par l'intermédiaire du cardinal secrétaire d'État, Gasparri pour le VI[e] congrès international pour la Paix de Bierville ; s'ajoutent Mgr Julien, évêque d'Arras et Mgr Gibier, évêque de Versailles. Mais c'est le cardinal Verdier lui-même, archevêque de Paris, qui fit l'éloge du *Sillon* de Marc Sangnier, "encourageant", dans une audience du 14 mars 1931, les héritiers du "Sillon catholique", en leur donnant l'ancien *Sillon* comme modèle : "*Le Sillon* - dit le cardinal - *est à l'origine du grand mouvement social contemporain. Il a été le premier mouvement de cet esprit démocrate et chrétien qui se répand partout aujourd'hui. Il est bon que, 'Sillonistes catholiques', vous en conserviez la source. Je vous félicite d'être restés fidèles à l'Église et à votre*

esprit. J'ai beaucoup aimé, dans le Sillon naissant, sa ferveur d'apostolat catholique et social parmi la masse populaire déchristianisée. C'est en fait le Sillon qui a donné le branle à toutes les initiatives des jeunes nées depuis. Dans un grand nombre des œuvres de jeunesse d'aujourd'hui, je rencontre, des sillonistes parmi les initiateurs, les animateurs, les militants. (...) Votre archevêque, qui a admiré la ferveur de vos débuts, votre idéal, la générosité et l'élan de votre obéissance, vous encourage et vous bénit. Il vous appelle avec tous les groupements catholiques de nos jeunes à l'apostolat social et chrétien, si souvent recommandé par notre grand Pape Pie XI" (141). Si l'enthousiasme "démocrate et chrétien" d'un cardinal Verdier semble sincère, à Rome le soutien aux héritiers du sillonisme paraît plutôt le fruit des temps. Le climat qui explique tout est celui de la condamnation de l'*Action Française*, c'est pourquoi on cherche un appui auprès de l'ancien ennemi de Maurras, Marc Sangnier. Mais la triste constatation de Luc-Verus est que "*les hommes condamnés sous Pie X sont encouragés et bénis sous Pie XI, sans avoir cessé de professer et de propager ouvertement leurs erreurs*", bien que condamnés par Pie XI dans les encycliques *Ubi Arcano* et *Quas Primas*. (*Vérités*, X, 1928, p. 7). L'abbé Boulin en savait quelque chose, lui qui fut jusqu'en 1929 le bras droit de Mgr Benigni en France et qui quitte la R.I.S.S. et Paris par lettre du 8 janvier 1930, justement suite à la nomination, en novembre précédent, de Verdier à la chaire parisienne (142).

CINQUIÈME PARTIE : Mgr Benigni, le Risorgimento, le fascisme (et l'antisémitisme ?)

L'accusation de don Nitoglia

Pour notre confrère, Mgr Benigni «*"commença à collaborer aussi avec des activistes politiques non catholiques, par exemple les nationalistes allemands et anglais, les russes blancs émigrés. Le changement de stratégie de Benigni dans le post-S.P. explique en outre sa convergence, à partir de 1923, avec le régime mussolinien, dont il sera l'informateur jusqu'à sa mort (1934), en devenant représentant du clérico/fascisme défenseur de la romanité" (N. VALBOUSQUET, op. cit.* [*Trasformazioni*…, n.d.r.], *p. 460, cf. G. VANNONI, Integralismo cattolico e fascismo, in F. Margiotta Broglio - a cura di - La Chiesa del Concordato, Bologna, 1977). Or, il ne me semble pas que l'on puisse voir dans le fascisme un mouvement intégralement catholique. Donc, durant le pontificat de Pie XI, on pourrait retourner contre Benigni les mêmes accusations de "collaborationnisme" avec les "modérés" ou les "non-intégraux" qu'il avait adressées, au cours des pontificats de Pie X et Benoît XV, aux catholiques "conciliationnistes". Comme nous verrons par la suite, les sympathies de Benigni, au cours de l'ère fasciste, pour le Risorgimento italien et l'aversion pour la Compagnie de Jésus depuis sa fondation ont été bien démontrées par Poulat. Ce qui n'est pas en parfait accord avec l'intégralisme catholique. Comme on voit "il n'y a qu'une Immaculée Conception", même monseigneur Benigni a eu ses ombres "non intégralement catholiques", mais on peut avoir pitié d'un esprit exacerbé et ulcéré, qui poussé par les échecs, s'est un peu trop compromis avec le Risorgimento, le fascisme et l'anti-jésuitisme sans pour autant condamner en bloc toute son activité militante et son combat doctrinal"*».

Essayons de mettre de l'ordre à ce dernier acte d'accusation de don Nitoglia (en évitant une facile réponse *ad hominem* qui surgit spontanément chez qui connaît l'auteur de l'objection) (143). La chose n'est pas facile, puisque les thèmes s'entremêlent et sont difficilement séparables. En renvoyant à une sixième partie les rapports entre Mgr Benigni et la Compagnie de Jésus, nous tenterons dans une cinquième partie de traiter :

- La question du Risorgimento : y a-t-il des traces ou des preuves d'une "sympathie" de Mgr Benigni pour le Risorgimento italien qui puissent se distinguer au moins en quelque façon de la question fasciste ? Ces sympathies seraient certainement "*bien démontrées par Poulat*", mais malheureusement il n'y a pas de trace, chez Poulat ou ailleurs, de cette "*démonstration*". La thématique Benigni/Risorgimento peut s'articuler en deux questions : la position de Mgr Benigni durant la Grande Guerre d'un côté, le Concordat entre le Saint-Siège et l'Italie, de l'autre.

- La question du fascisme. Adhéra-t-il de manière spéculative au fascisme ? Adhéra-t-il au Régime dans la pratique ? Que dire de sa collaboration comme "informateur" du Régime ?

- La question de la collaboration "avec des activistes politiques non catholiques" (qui advint, nous le verrons, dans le milieu de l'E.R.D.S. - *Entente Romaine de Défense Sociale*). Ce qui pose une question à ne pas sous-évaluer : Ne peut-on pas peut-être justement accuser Mgr Benigni de cet aconfessionnalisme ou interconfessionnalisme qu'il reprochait aux catholiques "modérés" ?

Première partie : Mgr Benigni et le Risorgimento italien. Grande Guerre et Concordat

L'école catholico-intégrale, comme il est connu, est rigoureusement anti-libérale et contrerévolutionnaire : le Risorgimento italien est donc vu de manière négative et Mgr Benigni ne fait pas exception, étant donné son long militantisme au sein des catholiques intransigeants. Le Risorgimento doit être jugé négativement non tant pour la question de savoir si l'Italie doit être unie, fédérale, ou divisée (comme elle l'était sous les états pré-unitaires), mais si l'Italie doit être intégralement catholique ou non (144). Peut-on émettre l'hypothèse d'un changement de position chez Mgr Benigni ? La question du Risorgimento chez Mgr Benigni et chez les catholiques intégraux pourrait se poser de deux points de vue : l'attitude tenue durant la Grande Guerre (neutralisme, interventionnisme) et l'attitude par rapport à la solution de la Question Romaine avec les Accords du Latran de 1929.

Mgr Benigni et le *Sodalitium Pianum* pendant la Grande Guerre

La première question (Mgr Benigni et ses collaborateurs) concerne encore le *Sodalitium Pianum* qui s'étant autodissous en 1914 à la mort de saint Pie X fut reconstitué en 1915, pour durer jusqu'en 1921. Comme Mgr Benigni rappelle au cardinal Sbarretti, la vie du S.P. de 1915 à 1921 fut gênée et réduite à bien peu de chose, soit par la guerre, qui empêchait les communications entre les membres, soit par le changement de la situation interne de l'Église après la mort de saint Pie X et l'élection de Benoît XV. Ayant occupé une position importante à la Secrétairerie d'État jusqu'en 1911, Mgr Benigni avait acquis une mentalité et une per-

sonnalité d'homme d'État, et était considéré comme tel par les gouvernements étrangers. Déjà avant la belligérance, beaucoup plus par la suite, Mgr Benigni fut considéré favorable tantôt à l'une tantôt à l'autre des forces en lutte, et donc accusé d'être dangereux pour l'une ou pour l'autre des nations européennes : pour l'Entente, il était favorable aux Empires Centraux, pour les Empires Centraux il prenait position pour la France ou pour la Russie : rappelons que l'avocat Joncks, membre du S.P. en Belgique, fut accusé d'espionnage et perquisitionné par les autorités d'occupation allemande en Belgique, tout en étant lui-même favorable à la cause flamande, et donc allemande. C'était cela, *mutatis mutandis*, le poids que devaient souvent porter les catholiques, puisque le Saint-Siège, sous Pie X et Benoît XV était opposé à la guerre. Benoît XV fut accusé par beaucoup de catholiques français, y compris du clergé, d'être le "Pape boche", tandis que pour les Allemands il était le contraire (145). Le programme du *Sodalitium Pianum* (n° 11) à l'époque non suspect (1913) était clair :

Le cardinal Pietro Maffi

"*Nous sommes pleinement : (…) contre le nationalisme païen, qui fait pendant au syndicalisme areligieux, l'un considérant les nations comme l'autre les classes, c'est-à-dire des collectivités dont chacune peut et doit pousser amoralement ses intérêts propres, complètement en dehors et à l'encontre de ceux des autres, selon la loi brutale dont nous venons de parler ; et en même temps contre l'antimilitarisme et le pacifisme utopiste, exploités par la Secte dans le but d'affaiblir et d'endormir la société sous le cauchemar judéo-maçonnique ; pour le patriotisme sain et moral, patriotisme chrétien dont l'histoire de l'Église catholique nous a toujours donné des exemples splendides*" (POULAT p. 121, *Disquisitio*, p. 265).

Mgr Benigni fut également fidèle à ce programme pendant et après la Grande Guerre, comme nous verrons par la suite, en commentant une importante série d'articles sur le nationalisme et l'internationalisme, publiés en 1927 sur *Fede e Ragione*. Dans un article sur l'impact qu'eut la première guerre mondiale sur le réseau catholique intégral de Mgr Benigni (146), Nina Valbousquet débute son étude par une longue citation de notre prélat, remontant à 1923, qui résume toute la question :

"*La paix attendue par l'humanité accablée après tant de malheurs, est toujours absente ; les haines et les luttes entre les peuples et au sein d'un même peuple déchiré par les partis, maintiennent un état de guerre, explicite ou implicite, qui mène le monde au désastre. Il faut la paix, la vraie, sincère, honnête paix des nations et des classes. Impossible de l'obtenir sans l'esprit chrétien, (…) il faut absolument ramener la société et les individus à Dieu et à notre Rédempteur. D'où le grand devoir pratique pour les bons catholiques d'arborer la Croix face au monde déchristianisé, maçonnisé, enjuivé, (de) prêcher hautement le salut au monde avec l'affirmation intégrale de la vérité et de la moralité catholiques*" (147). Aucune trace d'exaltation nationaliste, (pourtant nous sommes dans l'année même du début de la collaboration de Mgr Benigni avec le gouvernement fasciste).

Durant la Grande Guerre les rapports entre les membres du S.P. devinrent difficiles : l'élève et bras droit de Mgr Benigni à Rome, Gottfried Brunner (1875-

1962) dut rentrer en Allemagne, la correspondance avec des associés allemands ou vivant en Allemagne, comme Henri Fournelle (1869-1923) et Dietrich von Nagel (1880-1955) se fit plus difficile, mais les lettres (pp. 237-238) que cite Nina Valbousquet montrent leur patriotisme, au moins celui de von Nagel, qui fut aumônier militaire durant la guerre. À l'opposé, les membres français (qui semblent maintenir une correspondance plus importante avec notre prélat) font des concessions à l'esprit du temps, montrant leur hostilité pour les "*boches*" : il n'y a pas lieu de s'étonner en connaissant les Français ! (VALBOUSQUET, *Antimodernism…,* pp. 231-234) ; ils demandent et obtiennent ainsi l'expulsion de Joncks (148). Aux intégraux français, cependant, Mgr Benigni recommande une ligne "*apolitique*" (p. 226) et eux-mêmes évitent de tomber dans le '*mysticisme patriotique*' de ceux qui voudraient l'image du Sacré-Cœur sur le drapeau national français (149) et condamnent (par exemple, Rocafort, autrefois membre du S.P. et toujours proche de Benigni) les invectives contre le Vatican et le Pape qui viennent des milieux "*modérés*" (qu'on lise : les philomodernistes d'antan) comme le cardinal Amette et le père Sertillange, qui loue du haut de la chaire le refus par Clémenceau des propositions de paix avancées par Benoît XV (p. 225).

Mgr Benigni, donc, défend publiquement la politique du Saint-Siège et de Benoît XV (pp. 226-229), par exemple avec un article sur *La Nuova Antologia* du 1er mars 1916 (*Il Papa e il Congresso*) condamnant l'exclusion du Vatican de la Conférence de la Paix ; dans ce contexte, il regrette que toutes les religions auront le soutien du gouvernement, sauf la religion catholique, et que l'exclusion du Saint-Siège démontre l'absolue nécessité, pour le Pape, d'être reconnu comme souverain temporel, dans le but de garantir les intérêts de l'Église et de garantir à la papauté de ne pas être exclue "*de la vie politico-sociale de l'humanité*" (150). Comme Benoît XV, Mgr Benigni fut donc attaqué par les parties opposées dans le conflit, comme lui-même eut l'occasion de le faire remarquer dans une lettre au cardinal De Lai du 2 janvier 1917 : "*Donc, en Allemagne, je serais vendu à la Russie ; en France, je serais vendu à l'Allemagne !*" (151). Les modernistes ou modernisants français, crus par Mgr Baudrillart, répandent alors la fausse rumeur d'un Benigni opposé à la France, et favorable aux Empires Centraux (p. 229) (152).

Rumeur fausse, puisque, comme nous avons vu, le *Sodalitium*, qui considérait la guerre voulue par la secte maçonnique (153), ne se rangeait pas parmi les adversaires, mais défendait la politique du Saint-Siège. Mais rumeur fausse, aussi, si nous tenons compte des sentiments personnels de Mgr Benigni (nous ne parlons pas ici des autres catholiques intégraux, chacun légitimement lié à sa patrie, suivant ce sain patriotisme, bien distinct du nationalisme païen, défendu dans le programme du S.P.). Le témoignage de l'ami journaliste de Benigni, Guido Aureli, doit être pris *cum grano salis*, vu la personne à qui il est adressé (le député Bottai) et le moment historique dans lequel il fut donné (en 1923, c'est-à-dire à l'avènement du fascisme), mais exprime sans doute quelque chose de vrai : "*Leurs chefs les plus importants, comme le cardinal Merry del Val et Monseigneur Benigni, furent avec l'Entente dès la première heure de la guerre, les mémoires se souvenant des nombreuses trahisons par lesquelles l'Allemagne du Centre et l'Autriche des chrétiens-sociaux, avec l'intrigue politique à exploitation moderniste, avaient empoisonné la vie du pape sincère et bon, Pie Dix"* (154). Des sentiments italophiles de Mgr Benigni nous avons trace aussi dans une note de l'Office Central des Investigations (de l'État italien) du 2 juin 1917 qui écrit de lui : "*Il est indiqué comme sincèrement attaché à l'Italie et dès le début de notre guerre il a déploré la*

cécité de tous ces milieux ecclésiastiques qui ne prévoyaient pas ou ne désiraient pas la victoire de l'Entente. Il avait connu la politique allemande dans le domaine politico-religieux, avant que tant l'aient suspecté dans le domaine politico international et pour ce motif la presse du Centre allemand, celle du fameux député Erzberger, lui fit une guerre à mort avec une campagne de calomnies, qui en 1914 conduisit le cardinal Merry del Val à publier dans 'l'Osservatore Romano' un démenti formel, obligeant le journal centriste d'Augsbourg (Bavière) à l'insérer. Aujourd'hui Mgr Benigni est en pleine disgrâce au Vatican étant resté fidèle à Pie X et n'approuvant pas la politique plus ou moins germanophile de certains milieux ecclésiastiques" (155). Les deux documents cités sont donc d'accord pour relever les sentiments italophiles de Benigni pendant la guerre, et au contraire son hostilité à l'Allemagne dictée principalement par une motivation religieuse : que l'Allemagne catholique soit le centre vital du modernisme social (précisément avec le grand parti catholique démocrate, le Centre, et son école dite de Cologne, de Bachem). Devons-nous voir dans ces sentiments italophiles de Mgr Benigni une conversion au '*Risorgimentalisme'* et un abandon du catholicisme intransigeant ? Absolument pas. Il n'avait rien à voir avec les catholiques libéraux modernistes ou modernisants (comme Bonomelli, Maffi, Fogazzaro oncle et neveu, Grosoli et le Centro Nazionale, etc.) qu'il avait combattus. Mais par ailleurs, l'Autriche n'était certainement plus la garante de l'équilibre de la Restauration (qui avait pourtant ses grandes limites) combattue par le Risorgimento. La question fut rappelée à l'occasion de la mort du vieil empereur, François-Joseph, survenue pendant la première guerre mondiale le 21 novembre 1916, après 68 ans de règne. En pleine guerre, un article de *L'Osservatore Romano* du 23 novembre, en première page, commémorait l'Empereur défunt par un article avec "*une nécrologie émouvante et élogieuse, de la part de son directeur Giuseppe Angelini".* Le journal du Vatican rappelait "*les attaques du judaïsme maçonnique*" contre François-Joseph à l'occasion du congrès eucharistique de Vienne de 1912, "*l'amour de véritable vénération*" de la part des différentes nationalités de l'Empire, "*la fermeté de sa foi et la vivacité de ses sentiments religieux*", raison pour laquelle on pouvait voir en lui "*un fils dévoué et affectionné du Saint-Siège et du Pontife Romain, ne laissant passer aucune occasion de faire voir son inaltérable attachement à la personne auguste du Vicaire de Jésus-Christ*" (156).

L'empereur François-Joseph

Un auteur anonyme, qui se révéla être Guido Aureli, répondit sur *La Tribuna*, de Rome, le lendemain, par un article intitulé "*Condoléances vaticanes. Memento*". L'auteur, neveu du cardinal Galimberti, qui fut nonce à Vienne, rappelait tous les affronts infligés par l'Empereur défunt à l'Église, en la personne des papes Léon XIII, Pie X et Benoît XV, faisant allusion à des faits de la diplomatie vaticane que l'on crut révélés par Mgr Benigni, à qui on attribua à tort l'article : "*Mon Dieu* - rappelle Aureli - *Colère à la Secrétairerie d'État et enquête confiée au comte Santucci pour savoir si l'article n'était pas mon propre travail mais plutôt, comme on l'affirmait sans crainte de démenti, qu'il m'avait du moins été dicté par Mgr Benigni*" (157). Santucci s'adressa à un journaliste de *La Tribuna*, de Gislimberti, et celuici à Aureli, qui confirma être le seul auteur de l'ar-

ticle ; Mgr Benigni le démontra aussi dans sa lettre au cardinal De Lai du 2 janvier 1917, et le jugement de la *Disquisitio* du père Antonelli (p. 276) le confirme. Cependant, de nombreux arguments d'Aureli contre François Joseph sont tout autre qu'infondés (158). Et on pourrait en ajouter bien d'autres. Les traditionalistes catholiques, ayant dépassé avec raison le libéralisme de la droite *risorgimentale*, ont par réaction vu dans l'Autriche et en François-Joseph le bastion du catholicisme. C'est une affaire compréhensible, mais affectée de provincialisme : c'est-à-dire voir les choses du strict point de vue de l'italien (en ce cas réactionnaire). Que l'on n'oublie pas que l'Empereur autrichien était l'héritier d'une législation illuministe anti-ecclésiastique qui prenait le nom ("joséphisme") justement du prédécesseur de François-Joseph, l'Empereur Joseph II (1741-1790), fils du premier souverain du continent à recevoir de l'Angleterre la "vraie lumière" maçonnique : François I^er^ de Lorraine (1708-1765). Avant la Révolution française, qui le conduisit à la mort, le Pape Pie VI eut à souffrir précisément de Vienne (où il se rendit inutilement) et de Florence (où le Grand-duc parraina le synode de Pistoie). Cette législation anticatholique resta également en vigueur sous François-Joseph jusqu'au 18 août 1851, quand l'Empereur eut le très grand mérite de conclure avec Pie IX un Concordat qui mettait fin à l'étouffante législation anti-ecclésiastique joséphiste. Mais le tournant catholique ne fut que de courte durée : après la défaite contre les Prussiens de 1866, le parti libéral commença à dominer en Autriche et en Hongrie, avec des premiers ministres protestants, et des nouvelles lois opposées au Concordat, jusqu'à ce que - par haine de la définition dogmatique de l'infaillibilité pontificale durant le concile Vatican I - François-Joseph non seulement n'intervint pas pour soutenir le Pape Pie IX et éviter l'occupation sacrilège de Rome, mais décida au contraire de dénoncer unilatéralement le Concordat de 1851 et de soutenir la secte des 'vieux catholiques'. Dans la même période, et jusqu'à environ 1885, le chancelier allemand protestant von Bismarck, lançait contre l'Église une véritable bataille culturelle et juridique passée à l'histoire sous le nom de *Kulturkampf.* Avec l'Allemagne anticatholique, l'Autriche-Hongrie s'allia militairement dès 1873, pour ensuite former avec l'Italie *risorgimentale* et maçonnique la Triple Alliance, qui dura de 1882 à 1914. L'antijudaïsme de l'Autriche des Habsbourg sur le déclin est une chose ridicule : l'Empire était au contraire un paradis pour les israélites, favorisés et respectés dans le cadre d'un état multi-religieux, au point qu'à quatre reprises François-Joseph refusa de confirmer l'élection comme bourgmestre de Vienne du chrétien social (et "antisémite") Karl Lueger. La famille impériale, du côté de sa femme, Élisabeth de Bavière, et de son fils suicidé, Rodolphe, ne se présentait pas mieux. Les espoirs des catholiques, spécialement des catholiques intégraux, se fondaient plutôt sur l'héritier du trône (après la mort de Rodolphe), l'archiduc François-Ferdinand (159), lequel, cependant, était en très mauvais rapports avec son oncle Empereur ; comme chacun sait, son assassinat avec son épouse morganatique à Sarajevo, fut le point de départ de la guerre mondiale blâmée par saint Pie X, mais qui ne fut pas écouté. Le même saint Pie X abrogea solennellement le pseudo-droit de veto, que François-Joseph, pour des motifs politiques, avait fait exercer par le cardinal polonais Puzyna, contre le cardinal Rampolla (160). Les héritiers de la politique du cardinal Rampolla (comme Pietro Gasparri et Giacomo Della Chiesa), jadis secrétaire d'État de Léon XIII, avaient cependant abandonné le soutien à la France, typique du prélat sicilien et, au contraire de Mgr Benigni, n'excluaient pas la possibilité de réaliser le projet politique rampollien

Mgr Von Gerlach en compagnie de Benoît XV

par une victoire de l'Autriche et de l'Allemagne dans la Grande Guerre, procurant un accès à la mer à l'État de l'Église (161). En somme, si les puissances de l'Entente (l'Angleterre protestante, la Russie schismatique, la France laïque et maçonnique) ne donnaient pas de garanties à l'Église, celle des Empires Centraux (avec l'allié turc, coupable de l'extermination des Arméniens) ne pouvait pas non plus se dire fiable : *non est qui faciat bonum, non est usque ad unum*. Pour conclure la question du comportement de Mgr Benigni pendant la guerre, on ne peut pas ne pas parler de la délicate et embarrassante question de Mgr Gerlach, sur laquelle eut l'occasion de revenir Mgr Benigni dans l'après-guerre (*Les découvertes du jésuite Rosa, successeur de von Gerlach*, Paris, 1928). En octobre 1917, un bulletin de Mgr Benigni stigmatisait le prince Bernhard von Bülow, jadis ambassadeur allemand à Rome (et gendre de Minghetti) comme "*un barbare prussien*", "*un des exemples les plus authentiques de cette race maudite des vieux chevaliers teutoniques*" ; quoiqu'on pense de ces jugements pittoresques, Mgr Benigni avait raison d'ajouter que "*le prince von Bülow dirige en Suisse, depuis qu'il a quitté l'Italie, un vrai ministère prussien occulte. L'armée de ses espions est installée dans toute l'Italie*" (162). Dans toute l'Italie, et surtout au Vatican, au pied du trône de Benoît XV. L'espionnage allemand, en effet, ne peut négliger le poids des catholiques dans les destinées de la guerre, ni la présence du Vatican en territoire italien : Annibale Paloscia fait donc allusion à deux tentatives, en 1915, qui impliquent le Vatican et, dans un cas, le frère du Pape (163). Mais surtout, les Allemands peuvent compter sur deux très chers amis personnels de Benoît XV, son camérier secret participant, avec accès aux appartements pontificaux, Mgr Rudolph von Gerlach, et le commissionnaire du Vatican (que Benoît tutoie : le '*très cher Peppino*', p. 91) Giuseppe Ambrogetti. Von Gerlach avait été élève de Mgr Della Chiesa à l'Académie des nobles ecclésiastiques avant 1908, et dès lors il se lia d'amitié avec le futur Pape. Le noble monseigneur mit sur pied un réseau d'espionnage de premier ordre à Rome, en lien avec le conseiller d'ambassade allemand, Franz von Stockhammern, et avec le chef du parti démocrate-chrétien allemand (le Centre) Matthias Erzberger (164). En même temps, il mit aussi sur pied un réseau homosexuel qui lui permettait de se servir de l'aide d'importants prélats comme le colombien Mgr Ricardo Sanz de Samper y Campuzano et l'évêque suisse Roberto Peri Morosini, beau-frère du précédent (tous deux devront démissionner suite à des scandales d'ordre moral). L'activité d'espionnage de Mgr Gerlach ne fut pas anodine : "grâce" à lui, furent coulés deux navires de guerre, le vaisseau amiral Benedetto Brin (456 morts) et le cuirassé Leonardo da Vinci (249 morts). Le 21 décembre 1916 "*le très cher Peppino*" fut arrêté pour espionnage ; le cardinal Merry del Val suggère au Pape affligé de confier au *Sodalitium* une enquête privée aussi sur Gerlach, évidemment en vain (Paloscia, pp. 120-121), d'autant plus que le Pape prend en charge les frais pour la défense d'Ambrogetti, le considérant innocent (165). Au contraire, Ambrogetti avoue, et implique Gerlach. Quand le juge émet le mandat d'arrêt contre Gerlach, le 12 janvier 1917, le monseigneur allemand est déjà expatrié en Suisse, à la suite d'un accord entre l'État italien (représenté

par l'ami du Pape, Carlo Monti) et le Pape lui-même, encore convaincu de l'innocence de son camérier. Pourtant Gerlach est reçu et décoré par les Empereurs Guillaume II et Charles Ier pour ses services, après quoi il revint à la vie séculière. Au procès, Ambrogetti est condamné à trois ans, von Gerlach à la prison à vie (par contumace) ; Benoît XV manifesta alors au gouvernement italien, par l'intermédiaire de Monti, toute sa douleur pour l'"injuste" condamnation (pp. 154 et 158) allant jusqu'à écrire une lettre d'amitié solidaire (p. 165) et en le nommant encore prélat domestique en 1919, malgré les avertissements du cardinal De Lai (p. 166). En 1928, Gerlach s'avère être déjà défroqué et "marié". Il paraît qu'il est mort en 1945, en Angleterre. Ce n'est pas une histoire édifiante, c'est vrai. Mais elle aide certainement à comprendre beaucoup de choses, et aussi les raisons de Mgr Benigni dans ces moments-là. Un livre d'Alberindo Grimani, consacré à une enquête d'Emanuele Brunatto (proche du Padre Pio) nous démontre que malheureusement Mgr Gerlach fit école, et laissa derrière lui plusieurs disciples (166). Après la guerre, Mgr Benigni collabora avec les légitimistes autrichiens et hongrois dans l'engagement d'une commune "défense sociale" : les réserves à l'égard de François-Joseph auxquelles nous avons fait allusion ne concernent donc pas du tout - au moins dans le cas de Mgr Benigni - le Risorgimento italien. La politique du secrétaire d'État, Gasparri, prit une tournure au contraire francophile (nous en avons parlé à propos des associations diocésaines) en favorisant cependant l'entente entre la France et la république de Weimar, dans le cadre d'un pacifisme défendu, en France, par Briand et Marc Sangnier et, en Allemagne, par les démocrates allemands.

Mgr Benigni et le Concordat italien (1929)

L'attitude de Mgr Benigni durant la Grande Guerre n'implique donc pas une réhabilitation du Risorgimento. Cette réhabilitation, pouvons-nous peut-être la retrouver dans son acceptation, et même dans l'approbation du Concordat entre l'État et l'Église de 1929, qui mit un terme à la Question Romaine ? C'est ce que, en un certain sens, a pensé l'abbé Paul Boulin, qui jusqu'à ce moment avait suivi fidèlement Mgr Benigni, d'abord dans le *Sodalitium Pianum* et ensuite dans l'*Entente Romaine de Défense Sociale*. Poulat écrit qu'il *"avait réagi négativement aux Accords du Latran et tous rapports d'amitié furent alors définitivement rompus entre eux, définitivement. Boulin le déplore et l'attribue à la 'fibre italienne' de Benigni qui aurait parlé, en cette circonstance, 'beaucoup plus haut que le souvenir de vingt années de luttes en commun pour la transcendance de la foi catholique' (Cahiers anti-judéo-maçonniques, 1933, n° 5, p. 76). Malgré sa sympathie française pour le Régime, cette exaltation de Rome lui était étrangère et lui paraissait un curieux mixte. 'Loin de mettre fin à la plus meurtrière entreprise de la Révolution, le fascisme en remplit intégralement le programme… M. Mussolini n'est qu'un lieutenant attardé de Garibaldi* (167), *réalisant le rêve d'un État moderne sur les ruines de la Rome papale et de l'ordre catholique', avait-il écrit dans la Revue internationale des Sociétés secrètes (28 avril 1929, pp. 409-431). L'archevêché de Paris blâma cette critique du Saint-Siège, et Benigni défendit l'Italie attaquée 'avec fureur et même delirium tremens' (Romana, mai-juillet 1929)"* (168). Comme nous l'approfondirons en note, commentant un discours de Mussolini, l'abbé Boulin, s'il n'avait pas raison, n'avait pas tous les torts, et quelques cardinaux pensaient comme lui dans le Sacré-Collège (169) ; d'autres encore regrettaient que Pie XI et Gasparri aient totalement exclu les car-

La signature des Accords du Latran entre Mussolini et le cardinal Gasparri

dinaux des pourparlers (170), et en particulier certains, parmi lesquels Merry del Val, avaient fait savoir à Arnaldo Mussolini qu'ils n'appréciaient pas la manière de mener les tractations du côté de Gasparri (171) ; Mgr Benigni initialement ne voyait pas d'un bon œil les pourparlers, qui rapprochaient Mussolini de Gasparri et de Tacchi Venturi (172) ; enfin, il faut dire qu'historiquement les Français, y compris des gouvernements non catholiques, avaient toujours eu la tendance à conserver une Rome sous la domination du Pontife (et à éviter une Rome italienne) (173) pas toujours pour des motifs religieux, mais souvent pour des préoccupations nationales. La rupture de 1929 fut sans doute l'événement le plus douloureux et significatif de l'histoire du catholicisme intégral après la mort de saint Pie X (1914) et la dissolution du *Sodalitium Pianum* (1921), dont le catholicisme intégral ne se remit pas. Mgr Benigni perdait son principal collaborateur, ses rapports avec le père Maignen se refroidissaient aussi, les publications françaises cessèrent, en particulier la collection "Récalde" (dont nous parlerons en abordant la question jésuite), cessa aussi l'aide financière du bienfaiteur Simon (à la mort de Benigni, B. D'Ambrosio signalera en vain à Mussolini les dettes de la *Difesa Sociale*, suite à la crise économique de 1929 et à la rupture avec les Français). Mais c'est surtout la dénonciation de Boulin faite par Benigni dans certains de ses rapports au ministère de l'Intérieur qui déplaît et attriste (174). Pour Nina Valbousquet l'affrontement violent entre Benigni et Boulin (surtout de Benigni contre Boulin) serait la preuve d'un abandon inconscient, de la part de Mgr Benigni, des vieilles positions catholico-intégrales, pour adopter des positions clérico-fascistes (comme les vieux ennemis du *Centro Nazionale*). "*Loin d'avoir retourné sa veste* - écrit Valbousquet - *Boulin reste au contraire ancré aux vieilles positions intégrales, alors qu'au contraire Benigni s'oriente vers une configuration politico-religieuse clérico-fasciste*". C'est, en un certain sens, aussi la thèse (et l'accusation) de don Nitoglia (qui cependant ne montre aucune sympathie pour Boulin). Mais les choses sont-elles vraiment ainsi ? À part la question du fascisme, sur laquelle nous reviendrons, peut-on dire que Mgr Benigni ait abandonné les principes du catholicisme intégral pour devenir un clérico-fasciste ? *Materialiter*, il pourrait sembler que oui (Boulin reste "intransigeant", Benigni accepte le Concordat, en notant entre autres malicieusement qu'"*aujourd'hui, le Vatican est à la tête, comment dire ?, de la transigeance*") (175). Cependant, à part le côté humain, la position de Mgr Benigni à l'égard de l'abbé Boulin et du Concordat était irréprochable tant au regard du programme du *Sodalitium Pianum* pour ce qui concerne la Question Romaine, qu'au regard du programme de l'E.R.D.S. (*Défense Sociale*) auquel Boulin adhérait, pour ce qui regardait les rapports avec le fascisme : conforme au vieux programme intégral du S.P., puisque la défense de la Question Romaine et des droits de l'Église devait s'exercer "*d'après les directives du Saint-Siège*" (176) ; conforme au programme de la *Défense Sociale* (177), au moins dans la version pour les Italiens, dans les points 4, 5 et 6. Boulin attribuait la position de Mgr Benigni

sur le Concordat à sa "*fibre italienne*" ; Mgr Benigni attribuait la position opposée de Boulin et de la R.I.S.S. "*excellent périodique dans la lutte contre la Secte*" au fait d'être "*français et patriote, jaloux du Risorgimento italien, et donc absolument déloyal envers les intérêts italiens en France*". Don Nitoglia connaît bien le "chauvinisme" aussi des traditionalistes français, et peut donc comprendre ce qu'entend Benigni par la jalousie à l'égard du Risorgimento italien qui n'est pas celui de Cavour, Garibaldi et Mazzini, mais plutôt celui de Mussolini… Laissons de côté la polémique chez les intégraux, et revenons à la polémique actuelle avec don Nitoglia : comment ce dernier pourrait-il accuser Mgr Benigni de s'opposer à Pie XI et au cardinal Gasparri, et ensuite le critiquer pour l'approbation du Concordat entre l'Église et l'État, voulu et signé justement par Pie XI et Gasparri ? Pour une fois que Benigni suivait les directives, devrons-nous l'accuser de favoriser le fascisme ou le Risorgimento ? S'il en était ainsi, l'accusation serait adressée au Pape et à son secrétaire d'État, manquant non seulement au respect mais aussi à la vérité. *Fede e Ragione* écrivit aussi que le Concordat était l'événement qui "*fait du fascisme et de Mussolini une épopée de gloire pour l'Italie*", et l'écrivit bien qu'étant conscient qu'"*on pourra parler d'état concordataire, parce que l'État concordataire peut être aussi un État acatholique, comme est la Tchécoslovaquie : mais d'État catholique, au sens propre du terme, non. Ce qui franchement nous attriste. La peur de Dieu, dans laquelle aboutit, en pratique, la peur de l'Église, ne porte pas la bénédiction*", comme Sassoli (qui finit pourtant par adhérer au Régime) l'écrivit sur *F.e.R.* "*Grâce à Dieu, on ne parle plus désormais en Italie des 'immortels principes' ; mais le mouvement plus ou moins secret et mené par la Maçonnerie, qui néanmoins vit et travaille parmi nous, contre l'application loyale et pleine du Concordat signé par l'État italien le 11 février au Latran et ratifié le 7 juin, est un fait*" écrivait *Fede e Ragione* dans son dernier numéro (*F.e.R.*, 31 décembre 1929) quand désormais en théorie la franc-maçonnerie n'existait plus légalement en Italie (mais les francs-maçons existaient, y compris à l'intérieur du fascisme !) (178). Oui, parce que le fascisme avait mis hors la loi les sociétés secrètes (et donc la maçonnerie) mais, comme le rappelait Mgr Benigni sur *F.e.R.* en commentant la déclaration d'incompatibilité entre carte fasciste et affiliation maçonnique : "*il y a des 'amis de l'ordre', des 'conservateurs', qui font, sans le savoir, l'œuvre des sectaires… Et une autre équivoque et une autre erreur relativement communes c'est de confondre la secte avec la Franc-Maçonnerie (Judéo-Maçonnerie), qui n'est, en réalité, que sa partie la plus extérieure, la plus banale. La Franc-Maçonnerie, réorganisée dans sa forme moderne par la Grande loge d'Angleterre en 1717, a évolué au point de devenir le 'parterre' de la Secte. Tant il est vrai qu'elle compte aussi dans le personnel de la haute-Secte des adversaires à peine dissimulés et des amis certainement pas trop enthousiastes. Ces derniers trouvent, en effet, qu'elle est devenue trop nombreuse, trop bondée, trop embarrassante, et voudraient une épuration… Aujourd'hui, un anti-maçon n'est pas pour cela un anti-sectaire, ni un contre-révolutionnaire*" (179). De la même façon, sur le rapport entre fascisme et judaïsme, les catholiques intégraux, Mgr Benigni inclus, n'étaient pas aveugles, et déploraient les influences sur le Duce de plusieurs juifs (Sarfatti, Finzi, Jung) (180). En somme, Mgr Benigni et ses amis de *Fede e Ragione* applaudissent aux décisions du Régime au profit de la Religion et contre la maçonnerie, qui dès 1923 avaient inversé la politique antichrétienne des gouvernements qui se sont succédé de 1860 jusqu'à maintenant, mais ils ne se faisaient pas d'illusions : l'Italie n'était pas encore un État catholique, et la Secte n'était pas encore morte, pas même en Italie.

Deuxième partie : Mgr Benigni et le fascisme

Inévitablement, en parlant du Concordat italien de 1929, nous en arrivons à parler du fascisme. J'ai déjà eu l'occasion de parler à plusieurs reprises des rapports entre fascisme et catholicisme (intégral), et je renvoie le lecteur à ce que j'ai écrit (181). Les catholiques intégraux devinrent-ils clérico-fascistes, abandonnant leur position intégralement catholique ? C'est l'accusation paradoxale (paradoxale connaissant celui qui la porte) de don Nitoglia. La question - désormais en bonne partie seulement historique - peut se poser d'un point de vue spéculatif ou d'un point de vue pratique : adhérer à la doctrine fasciste ? Ou bien soutenir le régime fasciste ? Ce n'est pas la même chose.

Mgr Benigni (et les intégraux italiens) et le fascisme : la question spéculative

L'action de Mgr Benigni et du *Sodalitium Pianum* sous le pontificat de saint Pie X (1903-1914) ne pouvait en aucune manière faire référence au fascisme, qui naît en 1919 à Milan, Piazza Sansepolcro, en ayant comme "maître de maison" le franc-maçon et israélite Cesare Goldman. Nous avons déjà cité, in extenso, la position du *Sodalitium Pianum* (de 1913) sur la question du nationalisme : il se déclarait : "*contre le nationalisme païen (…) pour le patriotisme sain et moral, patriotisme chrétien…*" (POULAT, *Intégrisme*…, pp. 121-122, *Disquisitio*, pp. 261-262).

Nous pouvons dire que l'attitude de Mgr Benigni après la guerre se maintint dans sa substance fidèle à ce point de son programme. Seulement, il accentue la défense du patriotisme chrétien et d'un nationalisme équilibré, contre l'internationalisme et le pacifisme, bien qu'en maintenant la condamnation sans équivoque du nationalisme païen. À ce propos, sont d'une extrême actualité trois articles intitulés "*Nazionalismo e internazionalismo*" publiés sur *Fede e Ragione* en 1927 (en pleine dispute sur l'*Action Française*) (182). Les catholiques démocrates et pacifistes à la Marc Sangnier, "*ces pauvres petits chrétiens qui à Bierville tendaient une main amie aux juifs et aux maçons*", condamnaient le nationalisme, résumé dans les formules : la Patrie ou la Nation "*au-dessus de tout*" ou "*avant tout*" (183). Or, "*quiconque à l'"au-dessus de tout' et à l'"avant tout' attribue un sens amoral, en disant que la Patrie est source autonome de la moralité des citoyens (en faisant un 'Dieu-État', comme on dit), celui-ci serait un athée ou* un *agnostique, si vous préférez, lequel en niant ou en ignorant Dieu, fait du fait national la source suprême de la loi morale. Mais dans ce cas il s'agit d'un athéisme ou agnosticisme, non de nationalisme !*" : c'est la condamnation du nationalisme païen exprimée dans le programme du *Sodalitium*. Si au contraire par nationalisme on entend "*une tendance, un mouvement, d'où un parti, pour lequel la Nation, autrement dit la Patrie, doit être la première aspiration dans le terrain compétent, c'est-à-dire politique, au-dessus tant des partis politiques du pays que des vues internationalistes*" c'est pourquoi "*déterminer ultérieurement ce primat de l'intérêt national, dépend, en tout cas, (du) jugement moral de la conscience chrétienne*", alors "*il est honnête, il est chrétien de placer la patrie, avant et au-dessus de tout, en cela qu'elle existe et agit dans le domaine politique compétent ; ce qui respecte pleinement la Loi divine, l'Église, etc., toutes choses d'un plan supérieur, intangible*", comme quand un père chrétien déclare que "*le but de sa vie est de donner surtout un avenir à ses enfants*", sans vouloir dire que ce but est "*au-dessus du Credo, du décalogue, des préceptes de l'Église, etc., etc.*". Et c'est cela le patriotisme chrétien dont parlait l'ancien programme. Les ennemis du vrai patriotisme sont donc : l'esprit de parti d'un

côté, l'Internationalisme de l'autre. Et l'Internationalisme trouvait alors des alliés : l'Internationale rouge du Kahal bolchévique, le Super État judéo-maçonnico-bancaire de Genève (la Société des Nations, maintenant O.N.U.), les mouvements pan-européens (aujourd'hui la Communauté Européenne) et l'Internationale Blanche "démocrate-chrétienne" (Marc Sangnier et Action Populaire en France, Partito Popolare en Italie, etc.) pacifiste et antinationale (les modernistes d'aujourd'hui). Donc, "*maître de maison chez moi, puis citoyen de ma cité, italien en Italie…*" sans avec cela nuire aux traités entre les États, à la paix entre eux, à la fraternité humaine, à l'Église universelle (non internationale), au même idéal que la médiévale '*res publica christiana'* ou Chrétienté, qui se situent à un plan supérieur. "*Le démocratisme* - concluait Benigni - *autrement dit l'Internationale Blanche, est pleinement d'accord avec la Rouge et la Verte* (la maçonnerie, n.d.a.), *pour vouloir que la Genève d'aujourd'hui soit 'l'étape initiale qui mène au super-état compresseur, pour ne pas dire absorbeur, des souverainetés nationales*". Un Benigni "souverainiste" *ante litteram* conclut citant (en français) encore Sangnier : *"… la jeunesse pacifiste doit savoir que l'organisation de Genève est seulement une ébauche du régime de paix définitive. Ce régime sera réalisé seulement avec une limitation plus accentuée, dans le terrain de leurs relations extérieures, des souverainetés nationales et l'institution d'une fédération démocratique des peuples, politique, économique et intellectuelle*" (184). Benigni commentait : "*est-ce clair ? Moscou, le Kahal, la Haute Loge ont la même identique finalité 'genevoise' : la fédération des républiques démocratiques, comprenant les États du monde entier*" au moyen d'un passage d'étapes modérées aux extrêmes conséquences de la "*Révolution intégrale de l'Antichrist*". "*Et c'est pour cela que nous regardons Genève comme la formule du danger le plus terrible qui menace la tradition chrétienne et patriotique. C'est compris ?*". Un net désaccord, celui de Mgr Benigni, également sur ce point, par rapport au programme du Partito Popolare de 1919 qui apportait son plein soutien à la Société des Nations, ayant son siège à Genève, et aux Quatorze points du président des États-Unis Wilson. Ces paroles prophétiques, d'une grande actualité, dissipent les sophismes du pacifisme moderniste, expliquent tant la différence doctrinale entre la pensée catholique intégrale et les nationalismes non catholiques que le rôle de frein que ces derniers, dans la pratique, peuvent avoir contre le danger internationaliste. Elles expliquent donc les différents choix, doctrinaux et pragmatiques de Benigni par rapport au fascisme en Italie, par rapport aux autres mouvements nationalistes à l'étranger.

Don Romolo Murri

En 1919 naissent non seulement les "Faisceaux de combat", mais aussi le Partito Popolare de don Sturzo ; la même année, à Florence, don Paolo de Töth secondé par Mgr Benigni, fonde le périodique catholique intégral *Fede e Ragione*, qui continuera à paraître, de Fiesole, jusqu'en 1929. À partir des pages de *Fede e Ragione* nous pouvons suivre pas à pas l'attitude des deux principaux représentants italiens du catholicisme intégral et de la ligne du pontificat de saint Pie X, de Töth et Benigni, précisément, tant pour ce qui concerne le Partito Popolare que pour ce qui regarde le fascisme et la politique de Benito Mussolini.

Concernant le Partito Popolare, *Fede e Ragione* discerna dans le parti démocrate-chrétien de don Sturzo et dans son aconfessionalisme programmatique, la renaissance de ce "*modernisme social*" que saint Pie X avait condamné dans les personnes de don Romolo Murri et Marc Sangnier ; "*modernisme social*" plus dangereux que celui dans le domaine dogmatique, puisque les erreurs et la dangerosité en étaient moins évidentes. Nous avons vu comment, après une première tentative de changer l'orientation du Parti avec la fondation de son "aile droite" dirigée par le comte Sassoli de' Bianchi, don de Töth et Mgr Benigni convainquirent le comte Sassoli de l'impossibilité de cette tentative et, contre les plans des autres partisans de l'"aile droite", comme le père jésuite Rosa, de *La Civiltà Cattolica* et les Milanais qui suivaient le père Gemelli et don Olgiati, de donner sa démission définitive et irrévocable du Partito Popolare (185). Les *Popolari* étaient devenus de fait le parti des catholiques sans toutefois être un parti catholique.

L'opposition au P.P. plaçait ainsi les catholiques intégraux (et aussi les autres catholiques) comme alliés objectifs du mouvement fasciste, au moins en s'opposant au P.P. ! Mais cela n'empêchait pas don de Töth et Mgr Benigni de dénoncer dans le mouvement mussolinien naissant un ennemi contre lequel il fallait mettre en garde les catholiques, voire un mouvement maçonnique. Il suffit, pour s'en rendre compte, de lire les années de *Fede e Ragione*, ou au moins de relire ce qu'en son temps écrivit à ce propos Gianni VANNONI in *Chiesa, Fascismo e Massoneria* (186) ou bien É. POULAT in *Catholicisme…*(pp. 449 ss). *"L'hostilité de Fede e Ragione au fascisme naissant est entière, immédiate et catégorique. De Töth et/ou Benigni mènent l'attaque en articles de tête signés Spectator* (187). *'Les peuples n'ont aujourd'hui qu'un seul moyen de salut : revenir au Christ', écrit-il le 16 janvier 1921, en rangeant Mussolini parmi 'les matérialistes de l'histoire'. Le 17 avril, la première page ne lui suffit pas : 'FASCISME. Avis aux catholiques italiens, Qu'est-ce que le fascisme ? Le sentiment patriotique plus l'antisocialisme, comme le pensent non seulement 'de gros propriétaires et la bourgeoisie', mais aussi des catholiques et des prêtres qui croient donc pouvoir y adhérer impunément. Mais, sous l'antisocialisme, ils ne voient pas les cornes du diable, et c'est ainsi que 'les fils dégénérés de cette jeunesse catholique qui devait et doit être l'avant-garde de l'armée du Christ et de l'Église ont besoin d'intégrer le programme sublime dont ils ont hérité, aux fumées du nationalisme fasciste !!!'. Long retour au sujet, sous le même titre, le 1er mai : le fascisme a repris le programme anticlérical de la franc-maçonnerie ; les intransigeants ont toutes raisons de jeter l'alarme :*

'Non ! Non ! Les catholiques ne doivent nourrir aucune confiance pour le fascisme, à supposer qu'ils aiment vraiment l'Église, qu'ils désirent et veuillent sincèrement la liberté de leur foi et de leur conscience.

Le 'fascisme', en plein accord avec la secte maçonnique et même sous sa dépendance directe, ne veut et ne cherche rien d'autre que l'oppression, bien plus la persécution de l'Église en Italie, jusqu'à terminer l'œuvre de déchristianisation déjà si avancée pourtant de notre malheureux pays.

Le fascisme est païen, comme est païenne la maçonnerie, et il tend à la reconstruction d'une Italie où l'unique concept dominant soit celui exalté par le paganisme : le Capitole et le cirque.

Pour le fascisme, tout est païen dans l'histoire de l'Italie et le christianisme ne peut même pas y exister. (…)

Nous ne le nions pas : tous les fascistes n'ont pas la mentalité de Mussolini et de D'Annunzio, mais cela ne change pas une ligne du programme fasciste, ni le but où

la secte veut le conduire. Et ce but, répétons-le, c'est la destruction de la religion et de l'Église pour le triomphe de l'idéal maçonnique, de l'idéal païen (…).

Aujourd'hui, le moyen le plus adapté, dans la pensée de la secte, ennemie de Dieu, pour arriver à l'heure présente à la réalisation de ses propres buts, c'est la déification, la divinisation de l'idéal patriotique.

La patrie ! Voilà la divinité, l'unique divinité devant qui tout esprit et toute conscience doivent s'incliner ; voici le tout dernier Moloch, auquel chacun doit venir sacrifier… et voici le fascisme, à savoir la nouvelle arme de lutte que la secte a lancée pour ses fins infernales et avec laquelle elle tente non seulement de regagner le terrain perdu mais, souveraine despotique, de s'imposer nouvellement aux peuples. (…)

En somme, fascisme est le nom d'une phase nouvelle d'une lutte antique qui dure depuis des siècles et qui s'achemine vers son épisode final. (…)

Le 8 mai 1921 (…) De Töth ou Benigni (Spectator) de rappeler que 'la judéo-maçonnerie compte tous les chefs fascistes dans ses plus hauts grades et que tous les fascistes doivent lui appartenir'" (POULAT, *ibid.*, pp. 449-450).

Après la marche sur Rome et la montée au pouvoir de Mussolini, *"au sein du PPI se dessinera très vite (dès 1922), surtout dans le groupe parlementaire, un courant 'clérico-fasciste' où revit le 'clérico-modératisme' d'avant-guerre, favorable à une collaboration avec le régime relayant l'accord avec les libéraux. Ses manifestations successives et diverses [en note : Union constitutionnelle de Cornaggia (Fede e Ragione, 3 septembre 1922), 'catholiques nationaux' (juin 1923), Centre droit de Mattei Gentili, Union nationale de Cornaggia (mai 1923), Centre national de Mattei Gentili, Grosoli et Cavazzoni (août 1924)], aboutiront, en août 1924, au regroupement d'un 'Centre national', auquel l'aile droite, par Fede e Ragione, se déclare étrangère et hostile (17 août), et sur lequel elle laisse tomber un jugement impitoyable : 'Moins et pire que Mussolini' (24 août), 'un programme à fond libéral sur une base aconfessionnelle' (26 octobre), oubliant, ainsi que F.e.R l'avait expliqué deux ans plus tôt de la première de ces tentatives, que 'le libéralisme, soit politique, soit social, soit religieux, est toujours un péché' (3 septembre 1922)"* (POULAT, *ibid.*, p. 453). Grosoli et Cavazzoni avaient été parmi les fondateurs du P.P.I., et encore avant Grosoli, Mattei Gentili, etc. avaient été parmi les principaux de ces modernisants détestés par les intégraux. "*L'évaluation différente de l'importance et des termes de la question romaine constitua peut-être le point le plus important de désaccord chez les intégralistes et les 'clérico-fascistes' mais il ne fut pas le seul. Le jugement et l'attitude à l'égard du Régime et du parti fasciste étaient également différents. Fede e Ragione n'épargna pas ses sarcasmes aux adhérents du 'Centre National', prêts 'à se jeter aux pieds du Duce y compris quand il leur imposait de jurer que la terre est immobile et que le soleil tourne. 'Nous', affirmaient les intégralistes, 'nous ne dirons jamais aux catholiques comme les partisans rampants du centre national : battez des mains même aux éternuements du Duce : non ! Non !'. En juillet 1926, à la demande d'un lecteur, Fede e Ragione expliquait qu'un catholique ne devait s'inscrire ni au Partito popolare - parce que le principe aconfessionnel 'constitue un danger pour la Foi, pouvant porter les catholiques jusqu'à en faire abstraction dans la vie publique, sociale, politique', - ni au Parti fasciste, 'parce que lui non plus ne se conforme pas à l'intégrité de la doctrine catholique*" (188).

Donc pour Benigni et de Töth, ni adhésion au fascisme mouvement, ni collaboration clérico-fasciste - substantiellement libéro-*risorgimentale* et moderniste - au Fascisme-Régime, ni diplomatie (comme fera le cardinal Gasparri) avec le gouvernement mussolinien ; mais, comme catholiques intégraux, en rappelant les prin-

cipes, de Töth et Benigni ne cachent pas leur satisfaction à la vue de l'évolution du fascisme à partir des années 1923-1924 : déclaration d'incompatibilité entre adhésion au Parti et à la maçonnerie ("*Il était temps !*", commente le journal) (13 février 1923), loi sur les associations avec pour conséquence la dissolution des deux obédiences maçonniques (19 mai 1925), retour du crucifix (avril 1923) et de l'enseignement religieux dans les écoles (1923), etc. (POULAT, *ibid.*, p. 455, VALBOUSQUET, *Catholique et antisémite*, pp. 162-164), Concordat avec l'Église catholique en 1929 et reconnaissance du mariage religieux par l'État. L'Italie fasciste était devenue un État concordataire : deviendrait-elle aussi un État catholique ?

Mgr Benigni et le fascisme. Après le virage de 1923, que faire ?

La revue *Fede e Ragione*, dans une lettre ouverte à Mussolini, rappelait, en 1928, son adhésion au "gouvernement national" en juillet 1923 : "*Nous catholiques indépendants de toutes sortes de partis, qui avons toujours été, conformément aux principes de la politique catholique, contre toutes les formes de ce bolchévisme multicolore blanc, rouge, vert qui, sorti des décombres de la guerre et nourri des idéologismes du judaïsme révolutionnaire, menaça de conduire l'Italie à la ruine ; quand encore aucune scission n'était venue détruire l'équipe Popolare* (allusion au *Centro Nazionale*) *nous, considérant ce caractère providentiel que nous avons trouvé dans le mouvement fasciste, nous adhérions, en juillet 1923, au Gouvernement National*" (*Au seuil de l'année VII. Lettre ouverte au député Mussolini, F.e.R.* 11 novembre 1928). Jamais don Paolo de Töth ne se définit "fasciste", et même après l'adhésion au "gouvernement national" il ne manqua pas de critiquer les choix critiquables du fascisme ou des fascistes au niveau local ou national (189). Après la chute du fascisme et de Mussolini, don de Töth écrivit en 1958 en se souvenant de son ami Sassoli de' Bianchi : "*Aucun homme de gouvernement n'avait parlé de l'Église avec le respect de Mussolini ; personne jusqu'alors n'avait souhaité la fin du conflit entre l'Église et l'État en Italie, en plus de tant de bonnes lois et de la Charte du Travail, inspirée tout entière des principes de la sociologie catholique (…) C'est vrai : l'orgueil altéra le jugement de Mussolini jusqu'à le pousser contre l'Église ; cependant, ce serait manquer à la justice de nier le bien qu'il a opéré, lui procurant la confiance et l'approbation de très hauts personnages de l'Église, que personne n'oserait accuser de Fascisme. Comme il est aussi vrai que personne d'autre que le marquis Sassoli n'eut le courage de reprocher à Mussolini la très grave sottise des discours anti-historiques prononcés à la Chambre au lendemain des Accords du Latran sur l'origine du Christianisme et de l'Église*" (190). Mgr Benigni lui non plus ne se définit jamais fasciste, mais au contraire, et justement en écrivant au Duce ! (191). Historien de l'Église, il est possible que Benigni ait vu en Mussolini, au sommet de son succès, un émule de Constantin (192). Mgr Benigni avait une idée tout à fait impartiale de l'Empereur qui christianisa l'Empire Romain, bien éloignée de la canonisation que lui a réservée l'Église séparée d'Orient. Il avait été l'initiateur de ce césaro-papisme qui a toujours affecté, précisément, l'Église orientale, et qui a trouvé tant d'imitateurs en Occident. Après les fastes glorieux du concile de Nicée, Constantin s'était laissé corrompre par les flatteries des évêques de la Cour et avait favorisé la faction arienne, ouvrant la voie aux futures persécutions de son successeur Constance (317-361). L'édit de Milan ne faisait pas de Rome un État catholique (ce qui n'arrivera qu'avec Théodose) mais donnait seulement aux chrétiens la pleine liberté religieuse et la sympa-

thie de l'État. Sa vie privée fut souvent cruelle, comme celle de nombre de ses prédécesseurs, et son baptême, arien, n'arriva qu'à la fin de sa vie. Pourtant, contre tout modernisme ennemi de l'"église constantinienne", il est indéniable que la politique constantinienne en faveur du christianisme (quels qu'en aient été les motifs) fut, malgré les ombres dont nous avons parlé, de loin plus brillante pour les lumières et les bienfaits apportés à la foi et au salut des âmes. Peut-être ne demandait-on pas à Mussolini - à son échelle - quelque chose de semblable, à commencer par la fin des vexations que la maçonnerie (et la judéo-maçonnerie) et la démocratie-libérale infligeaient à l'Église depuis presque un siècle, en Italie ? Pie XI et le cardinal Gasparri ne pensaient pas autrement en 1929. Homme d'action, Mgr Benigni ne pouvait rester neutre, dans la pratique, à l'égard du nouveau gouvernement national (d'un côté) et de ses adversaires (de l'autre) qui étaient aussi, depuis toujours, ses adversaires : 1923 deviendra donc l'année cruciale au cours de laquelle, après que Mussolini se fut débarrassé (au moins en partie) de l'hypothèque maçonnique, Mgr Benigni de son côté fit son choix à l'égard du Fascisme-Régime ; en 1923 il fonde l'E.R.D.S., *Entente Romaine de Défense Sociale*, débute sa collaboration avec le ministère des Affaires étrangères, qui deviendra ensuite collaboration avec le ministère de l'Intérieur, police politique, et c'est dans ce cadre qu'il ferme le bureau romain de *Fede e Ragione* tout en continuant sa collaboration avec l'hebdomadaire. Pour répondre aux objections, nous verrons séparément les deux activités (E.R.D.S. et collaboration avec la Pol.Pol.) distinctes mais étroitement liées. De ce moment crucial, Poulat écrit : *"De Töth et Benigni ont repris chacun leur autonomie après quatre années d'étroite collaboration. Le premier garde, à Florence, la direction du périodique ; le second ouvre à Rome, avec le concours de son neveu, Pietro Mataloni, un bureau d'informations, l'Agence 'Urbs'. Ce n'est pas une rupture : ils resteront toujours amis et proches, et Benigni continuera d'écrire dans l'organe florentin qui ne cessera pas de le soutenir contre des adversaires qui ne distinguent pas entre eux. Plutôt une spécialisation devant l'accroissement de la matière : à l'un la théologie, à l'autre le journalisme (...). Mais peut-être aussi, à la veille d'élections décisives, une différence d'évolution qui se précise sans entamer leur accord de fond. Ils se réfèrent toujours au catholicisme intégral, mais, entre eux, un écart de ton devient perceptible sur la manière de l'actualiser en régime fasciste, une réserve, que l'un juge essentielle et l'autre désormais hors de propos. En homme de doctrine, De Töth met au premier plan ses exigences, sa fonction critique - opportune, importune - et d'autant plus à l'égard du nouveau régime qu'il lui apporte son soutien : 'D'abord l'Église, et ensuite la patrie ; d'abord Dieu et la religion, et ensuite l'État', si l'on veut pouvoir se dire catholiques (23 décembre 1923). En homme d'action, Benigni considère ses possibilités, une dérision devant la lutte gigantesque qui s'est engagée entre le fascisme et le Désordre. Tout le portait à aller plus loin que beaucoup dans cette voie : chantre du Régime, il fut aussi l'un*

Le marquis Filippo Sassoli de' Bianchi et son épouse

des informateurs de la secrétairerie particulière du Duce et de l'OVRA, la police politique du Régime (…)" (POULAT, *Catholicisme*…, pp. 458-459). Il me semble que Poulat a vu juste ; Mgr Benigni n'adhère pas à la doctrine du fascisme mais, en tant qu'"homme d'action" (et je reviendrai sur le type d'"action" qui dès 1909 fut celle de Mgr Benigni) il choisit - précisément entre la fin de 1923 et le début de 1924, comme nous verrons - de se servir du fascisme, devenu gouvernement de la nation, pour continuer, dans les limites du possible et *mutatis mutandis*, son activité commencée sous saint Pie X, qui était - rappelons-le - une activité journalistique (Mgr Benigni fut le fondateur, d'une certaine façon, de la salle de presse vaticane) et d'information privée (d'autres diront "d'espionnage", nous verrons dans quel sens), mais aussi, grâce à son expérience à la Secrétairerie d'État, une activité d'homme d'État, au courant du fonctionnement des gouvernements (ecclésiastique et civils) et des appareils d'État, avec une vision non seulement nationale mais aussi internationale de la politique et des intérêts de l'Église et de la société chrétienne : Mgr Benigni n'était pas, par ses capacités et ses vocations, un homme dont l'horizon pouvait être celui, bien que très beau et sanctifiant, d'une paroisse, et il n'était pas non plus un homme à se cantonner dans la vie privée.

Mgr Benigni et le fascisme. Le "fiduciario n° 42"

[Le *fiduciario* - informateur - informait la Polizia Politica (Pol.Pol.) dépendant du ministère de l'Intérieur. À chaque *fiduciario* était attribué un numéro].

Le *Sodalitium Pianum* fut dissous par Mgr Benigni, conformément à la demande de la Sacrée Congrégation du 25 novembre 1921, *"dans les nouvelles circonstances actuelles"*, le 8 décembre 1921. La collaboration de Mgr Benigni avec le gouvernement italien d'alors concerna aussi bien le ministère des Affaires Étrangères, à partir de 1923, que le ministère de l'Intérieur et la Police Politique, à partir de 1927 : c'est donc seulement après la dissolution du S.P., et l'impossibilité de continuer son activité au service du Saint-Siège (193), que Mgr Benigni décida de continuer son activité en se servant du Gouvernement italien, même si - à strictement parler - il ne le fit jamais directement mais par le truchement de son neveu Pietro Mataloni (194), et de la secrétaire des deux, Bianca D'Ambrosio (195).

Voyons plus en détail les circonstances de cette collaboration, grâce aux contributions de MAURO CANALI, CARLO M. FIORENTINO et MARGHERITA BETTINI PROSPERI (196).

Initialement, Mgr Benigni fut chargé en 1923 de la constitution d'un service politique pour le compte du ministère des Affaires Étrangères, service qui fonctionna, sous la responsabilité de Mataloni, de 1924 à 1928, quand le ministre Dino Grandi supprima le service et congédia Mataloni (197) ; comme le prévoyait et le craignait Dino Grandi, Mgr Benigni poursuivit alors son activité en se tournant vers le ministère de l'Intérieur, et plus particulièrement vers la Police Politique dirigée par Arturo Bocchini (et non vers l'Ovra) (198), à ce qu'il paraît du 14 juillet 1927 au 27 avril 1931 (199), date à laquelle Bianca D'Ambrosio prit le relais et continua son activité comme *fiduciaria* 42 de la Pol.Pol. jusqu'au 23 août 1943 (c'est-à-dire, à la chute du régime provoquée justement par Dino Grandi lors de la fameuse réunion du Grand Conseil du 25 juillet 1943). Les rapports que Mgr Benigni, ou son *fiduciario*, envoyait directement à la secrétairerie particulière du Duce, "d'octobre 1925 à juillet 1928 ne manquent donc pas" (200).

Mgr Umberto Benigni

Mgr Benigni ne fut certainement pas le seul prêtre qui collabora avec la Police Politique, cependant son cas est absolument singulier et, pour pouvoir pleinement le comprendre, il faut revenir au commencement de ce genre d'activité que - comme chacun sait - Mgr Benigni accomplit au service direct du pape saint Pie X, avec le *Sodalitium Pianum* (201).

Parmi les livres cités, nous trouvons celui de CANALI, "*Le spie del Regime*", ou celui de FIORENTINO, qui traite de "*l'espionnage fasciste au Vatican*". Cependant, se tromperait celui qui s'imaginerait pour autant Mgr Benigni dans un rôle d'agent secret, contraint d'employer le mensonge, la trahison et même l'homicide comme nous le voyons faire aux espions dans les romans policiers. Nous ne pouvons pas non plus l'imaginer fracturant le coffre-fort de l'ambassade d'Autriche, comme le firent les agents italiens du contre-espionnage pour trouver les preuves contre Von Gerlach. Le rôle de Mgr Benigni, comme *fiduciario* 42 de la Polizia Politica, n'était ni plus ni moins qu'un service d'informations, une activité de *lobbying* si l'on veut en faveur du catholicisme intégral et contre ses ennemis doctrinaux, une 'injection' d'informations et d'idées comme il faisait au service de Merry del Val et Pie X concernant la presse nationale et internationale. Pour ce service, il se servait des informations qu'il recueillait, entre autres, avec l'activité internationale de l'*Intesa Romana per la Difesa Sociale,* soit par des informations recueillies par d'autres, soit par son expérience personnelle (comme le rapport sur la situation politique et sur la droite anglaise à l'occasion de son voyage dans ce pays, publié par Forno, de l'Université de Turin). Les passages des rapports publiés dans les ouvrages cités, et dans d'autres, sont là pour en témoigner.

Certes, les informations de Mgr Benigni n'étaient pas banales : Mgr Pagano écrit par exemple (en référence à la période sous Pie X, mais référence valable aussi pour la période postérieure) : "*À juger des références du Fonds Benigni (…) on peut être certains d'un assez grand nombre d'informateurs du Vatican (non seulement ecclésiastiques, mais aussi laïcs, parfois employés dans les plus humbles services), d'autres travaillant au Vicariat, d'adeptes recrutés parmi les différents ordres religieux, de curés prêts à la collaboration, de jeunes séminaristes imprégnés d'intégrisme autant que de carriérisme (sic), de zélés partisans infiltrés dans les forces de l'ordre et même dans la franc-maçonnerie (les informations en possession de Benigni sur la maçonnerie romaine sont si nombreuses … notamment des rapports détaillés sur les réunions secrètes, que l'on doit penser à des infiltrés, mais dont je n'ai pas réussi à trouver les noms), de complaisants diplomates ou employés d'ambassades, pour taire plusieurs monseigneurs (certains d'entre eux anciens collègues de Benigni) qui prêtaient leur service dans les Congrégations Romaines"* (*op. cit.*, pp. 245-246). Parmi les ennemis surveillés, continue Pagano, "*il y avait les groupes maçonniques de la capitale, les puissants trusts de la presse antipapale, les influentes banques et les instituts de crédit (dans lesquels Benigni avait également infiltré ses informateurs), les secrétariats des partis politiques italiens. (…) La maçonnerie, bête noire du mouvement de Benigni, fut constamment surveillée et dans la mesure du possible combattue*

avec des contre-informations ou révélations des programmes, noms des adeptes, machinations secrètes et accords secrets dont il réussissait à s'emparer. Il va de soi que la maçonnerie romaine voulait souvent dire politique locale ou italienne, les liens qui reliaient les loges maçonniques aux pôles du pouvoir politique et ecclésiastique étant multiples (…). Et naturellement dans les rangs des ennemis jurés du catholicisme intégral Benigni incluait aussi les associations romaines culturelles à caractère anticlérical, comme l'association 'Giordano Bruno' ou l'association 'G. Tavani Arquati' dont les membres, au moyen de l'espionnage habituel, étaient minutieusement listés (140 noms) par notre Monseigneur, dans un intéressant document" ; Pagano termine son discours en signalant un fichage précis des journalistes (pp. 251-252). Comme informateur de la Pol.Pol., Mgr Benigni bénéficia de la collaboration de son neveu Mataloni (journaliste), du secrétariat de D'Ambrosio (elle aussi de la *fiduciaria* 42), du religieux franciscain Vincenzo Riccio, qui informait d'Alexandrie d'Égypte et pouvait contrôler le courrier qui passait par là, "*par l'intermédiaire d'un employé du bureau postal d'Alexandrie*", "*une activité qui… s'avérait stratégique pour contrôler la correspondance des exilés*" : d'abord *fiduciario* auxiliaire de Benigni, il devint ensuite *fiduciario* en chef avec le n. 212 : "*il passait les informations sur la maçonnerie et autres mouvements subversifs présents en Égypte au maréchal en chef des Carabinieri Reali* [gendarmes, n.d.r.] *Antonio Sechi, détaché au consulat d'Alexandrie d'Égypte, qui les transmettait aux services d'informations du ministère des Affaires Étrangères, et à la Pol.Pol. à laquelle parvenaient les rapports de Riccio également par l'intermédiaire de Benigni*" (Canali, pp. 258-259). Le journaliste et poète Francesco Zanetti (1870-1938), rédacteur en chef de *L'Osservatore Romano*, protégé du cardinal Merry del Val, et par la suite du cardinal Canali mais congédié par le comte Della Torre (Fiorentino, pp. 23-26, 170, 245) fut aussi un autre collaborateur de Mgr Benigni comme *fiduciario* 42 ; sa dénonciation de Montini, "*ennemi qu'il avait à l'œil*" (p. 37), est significative. Bien qu'inhabituelle pour un prêtre, l'activité de collaboration avec le gouvernement italien exercée par Mgr Benigni était moralement irréprochable : comme citoyen, il était au service de sa patrie ; comme ecclésiastique, il était au service des intérêts de l'Église : comme militant contre-révolutionnaire, il luttait efficacement contre la Révolution avec les moyens mis à sa disposition. Il adaptait simplement sa précédente activité dans le cadre du *Sodalitium Pianum* directement au service du Saint-Siège aux "conditions changeantes des temps". Les informations au gouvernement national poursuivaient le même combat avec des moyens différents. Ce que Mgr Benigni faisait discrètement auprès du gouvernement italien, il le faisait aussi plus ouvertement avec d'autres organisations, y compris étrangères, qui partageaient une "*défense sociale*" contre des ennemis communs.

Troisième partie : l'I.R.D.S. (ou E.R.D.S.) et la collaboration sociale avec les acatholiques : une violation du confessionnalisme catholique intégral ?

«*En tout cas après la fin de la première Guerre Mondiale Benigni comprit que la "nouvelle orientation pratique et politique" (pas la 'nouvelle théologie') du Saint-Siège avait rendu pratiquement impossible la poursuite de l'activité du S.P. comme elle avait été conduite sous Pie X. Par conséquent il ne chercha plus le soutien officiel du Saint-Siège, mais tenta de tenir toujours plus son activité loin du contrôle des évêques et de la Curie Romaine qui lui était désormais étrangère sinon hostile. (…) Benigni "commença à collaborer aussi avec des activistes politiques non catholiques, par exemple les natio-*

Le poète Francesco Zanetti

nalistes allemands et anglais, les Russes blancs émigrés. Le changement de stratégie de Benigni dans le post-S.P. explique en outre son rapprochement, à partir de 1923, avec le régime mussolinien, dont il sera l'informateur jusqu'à sa mort (1934), devenant représentant du clérico/fascisme défenseur de la romanité" (N. VALBOUSQUET, op. cit., p. 460, cf. G. VANNONI, Integralismo cattolico e fascismo, in F. MARGIOTTA BROGLIO – a cura di – La Chiesa del Concordato, Bologna, 1977). Or, il ne me semble pas qu'on puisse voir dans le fascisme un mouvement intégralement catholique. Donc, durant le pontificat de Pie XI, on pourrait retourner contre Benigni les mêmes accusations de "collaborationnisme" avec les "modérés" ou les "non-intégraux" qu'il avait adressées, au cours des pontificats de Pie X et Benoît XV, aux catholiques "conciliationnistes". Comme nous verrons par la suite, les sympathies de Benigni, au cours de l'ère fasciste, pour le Risorgimento italien et l'aversion pour la Compagnie de Jésus dès sa fondation ont été bien démontrées par Poulat. Ce qui n'est pas en parfait accord avec l'intégralisme catholique. Comme on le voit "il n'y a qu'une Immaculée Conception", même monseigneur Benigni a eu ses ombres "non intégralement catholiques", mais on peut avoir pitié d'un esprit exacerbé et ulcéré qui, poussé par les échecs, s'est un peu trop compromis avec le Risorgimento, le fascisme et l'anti-jésuitisme sans pour autant condamner en bloc toute son activité militante et son combat doctrinal» (Don Curzio Nitoglia, deuxième partie : *Le vicissitudini del Cattolicesimo Integrale sotto Benedetto XV e Pio XI*).

J'ai rapporté cette longue citation de don Nitoglia pour présenter au lecteur la nouvelle accusation contre Mgr Benigni qui exige une défense appropriée : il serait facile aussi en l'occurrence de répondre *ad hominem*, puisque les objections portées contre Mgr Benigni sont un brin de paille évangélique au regard de la poutre dans l'œil des traditionalistes actuels, sans exception, mais le problème est d'importance et il est opportun de l'aborder dans le détail. La phrase que j'ai rapportée mêle des questions auxquelles j'ai répondu ou répondrai de manière distincte (Fascisme, Risorgimento, collaboration avec la Police Politique, antijésuitisme et ainsi de suite) et je me limiterai maintenant à traiter de l'activité de l'I.R.D.S. (*Intesa Romana di Difesa Sociale*), en français E.R.D.S. (*Entente Romaine de Défense Sociale*), que Mgr Benigni fonda en 1923 (année fatidique, comme nous avons vu, dans la vie de notre prélat) en remplacement du *Sodalitium Pianum* dissous en décembre 1921. L'activité de l'E.R.D.S., parallèle à la collaboration avec le ministère des Affaires Étrangères puis avec le ministère de l'Intérieur, dont nous avons parlé, pose deux problèmes doctrinaux particuliers, pourrait-on dire, que don Nitoglia soulève bien que de manière un peu confuse. Le premier est celui de la collaboration - dans le cadre de la *Défense Sociale* - avec des acatholiques ; le second est celui, à l'opposé, de l'indépendance de la hiérarchie. Et c'est la grande différence (même si ce n'est pas la seule) entre l'E.R.D.S. et le S.P., qui au contraire s'était constitué comme une *Pieuse union* ou Institut séculier catholique sous la dépendance de la hiérarchie. Évidemment, le changement était dû aux circonstances changeantes, et don Nitoglia le rappelle à juste titre : "*après la fin de la première Guerre Mondiale Benigni comprit que la "nouvelle orientation pratique et politique" (pas la 'nouvelle théologie') du Saint-Siège avait rendu pratiquement impos-*

sible la poursuite de l'activité du S.P. comme elle avait été conduite sous Pie X" ; la seule alternative était l'inaction, et le retrait dans la vie privée. Mais le problème subsiste, et don Nitoglia le rappelle. Un des points fondamentaux de la critique des intégraux contre les modernisants et les *popolari* n'était-il pas justement celui de l'aconfessionnalité et de l'indépendance de la hiérarchie, et maintenant Mgr Benigni créait une association "catholique intégrale" indépendante de la hiérarchie et "aconfessionnelle" ? N'était-ce pas là une contradiction de termes ? Peut-on se permettre ce qu'on reproche aux autres ? La réponse au doute se trouve dans les écrits de Mgr Benigni, et partant, comme il le dit, dans la nature même de l'E.R.D.S. ; il s'agissait d'ailleurs d'une vieille idée. Déjà avant la fondation du *Sodalitium Pianum*, en 1909, Mgr Benigni, entré depuis peu à la Secrétairerie d'État (1906) rédigea avec l'accord du cardinal Merry del Val le programme en dix points des *Amis de l'Ordre Intégral*, que Mgr Pagano a découvert dans le *Fonds Benigni* et publié dans *Documenti sul Modernismo Romano* (pp. 233-234). Le programme mériterait d'être reproduit ici en entier, mais je me limiterai aux points qui nous intéressent ici. Au point 1 : "*on reconnaît l'urgente nécessité d'une entente stable et active des éléments dispersés à travers le monde, dévoués à la cause de l'Ordre Intégral, donc - de fait - au Catholicisme Romain et à la Contre-Révolution intégrale".* Au point 5 : *"La lutte pour l'Ordre Intégral et l'entente des éléments qui lui sont dévoués ne constituent ni un 'parti' ni une 'œuvre' dans le sens courant de ces mots. Il s'agit seulement d'une bonne Amitié conduisant à une correspondance et à un contact durable et organisé pour assurer l'échange opportun d'informations, d'avertissements, de propositions et éventuellement d'aide réciproque, sans engagements préalables, chacun pouvant choisir, en tout état de cause, sa voie".* Les points 6, 7, 8 rappellent comment cette "*libre et fraternelle entente des Amis de l'Ordre Intégral"* est souple et informelle, dans laquelle on reste autant qu'on veut, destinée à un 'service d'informations'. Et au dernier point, "*étant donné que tout ce qui précède démontre que l'Entente susdite n'est en soi qu'une simple et bonne Amitié, il est évident qu'elle n'a besoin ni de publicité ni d'autorisations, tant que chaque membre de l'Entente se conforme à ses devoirs de catholique et citoyen*". La "*Corrispondenza Romana*", née l'année suivante, devint l'organe d'information de l'*Entente* qui cependant, pour obtenir l'approbation pontificale nécessaire - écrit Pagano - "*se vêtit d'habits plus religieux et fit apparaître, au moins à l'extérieur, une finalité ecclésiale".* Ce fut ainsi que naquit, en 1909, le *Sodalitium*, mais ce fut également ainsi qu'il put être dissous en 1921 par la Congrégation du Concile. Durant son existence, toutefois, le *Sodalitium* accomplissait dans son propre domaine, celui de l'information, un travail qui allait au-delà du cercle de ses membres : nous en avons parlé en traitant de la presse catholique. La presse catholique intégrale ou papale, à "drapeau déployé" était doctrinalement parfaite mais médiocre dans la diffusion. Le remède trouvé par les modernisants du trust fut la "presse de pénétration", mais qui n'était plus vraiment catholique. Mgr Benigni au contraire ajouta à la presse intégrale ou papale son 'service d'informations' qui pénétrait la presse laïque, en se servant de journalistes amis (qui ne faisaient pas partie du *Sodalitium*) ou même seulement de la recherche d'informations : ce sont les fameuses 'injections' dont Benigni parlait à Merry del Val. De cette façon la presse laïque, et donc acatholique, eut souvent, de manière inattendue, une attitude défavorable au modernisme. Dans la lettre de dissolution du *Sodalitium Pianum* en application de la requête de la Congrégation du Concile (en réalité de la Secrétairerie d'État) Mgr Benigni écrivit : "*La fête de l'Immaculée Conception de la Bienheureuse Vierge Marie sera le dernier jour du Soda-*

litium Pianum, après lequel ne subsistera plus entre nous d'autre lien que notre amour commun pour l'Église et notre amitié privée" et il termine par ces paroles : "*pour la diète du Sodalitium Pianum, votre confrère jusqu'ici, votre ami pour toujours, Umberto Benigni*" (202). N'existant plus comme organisme ecclésial, l'amitié entre les membres demeurait cependant vive également par l'intermédiaire d'un service d'informations interne que Mgr Benigni réactiva immédiatement, comme en témoignent les lettres circulaires conservées dans les archives Giantulli (maintenant à Verrua Savoia) et commentées par G. Vannoni en 1981 (203). La première lettre, la seule publiée, et écrite en français, est du 5 janvier 1922, un mois seulement après la dissolution du S.P. Après le coup dur, il s'agit de "*ramasser nos os*". Mais comment ? "*Quant à des organisations (…) tous les Amis que j'ai interrogés sont contraires : vu qu'avec le vent qui souffle, elles ne vivraient pas sur terre, et on ne veut pas de sous-sol. La bonne amitié qui lie personnellement nos Amis, paraît leur suffire à l'entente nécessaire pour travailler en faveur de la bonne cause, chacun librement à sa façon, tout en s'entendant avec les autres par la réciprocité des informations, de la documentation, des avis, conseils, etc. Ils désirent voir activer la correspondance privée et libre des Amis afin que cette réciprocité-là ne soit pas un vain mot*" (p. 733). L'entente amicale devait se situer au niveau de la "*défense sociale*". "*Le bolchévisme, la plus terrible calamité qui se soit abattue sur l'humanité*" (Benigni) était l'œuvre du judaïsme. Pour la première fois, l'athéisme devenait "religion" d'État. L'ennemi commun d'avant la guerre (judaïsme, franc-maçonnerie, libéralisme, modernisme) avait désormais un bras armé qui pouvait détruire les bases naturelles de la société. Déjà en décembre 1920 Benigni organise des *études de défense sociale* (Valbousquet), et sur la revue *Fede e Ragione* publie une rubrique "*pour la défense sociale*". La naissance en 1923 de *l'Intesa per la Difesa Sociale* n'est qu'un développement naturel de ces initiatives. Le caractère informel de l'*Entente* ne rend pas nécessaire le contrôle de la hiérarchie ecclésiastique : dans une lettre du 29 octobre 1923 au curé de Bâle Robert Mäder, Mgr Benigni présente sa nouvelle "*Intesa Romana per la Difesa Sociale*" (I.R.D.S.) et le *Comitato Veritas* : ce ne sont pas une organisation "*c'est si vrai qu'il n'y a ni queue ni tête : c'est un groupe comme un autre. Mais c'est une correspondance amicale très utile pour le combat* ***contre l'ennemi commun****. Voilà pourquoi - d'une part - il n'y a pas besoin d'une permission hiérarchique et que - d'autre part - une telle correspondance peut exister avec des groupes non catholiques, sans que cela ne fasse nullement tomber dans l'interconfessionnalisme, contre lequel moi et mes amis luttons inlassablement*" (204). La même lettre fut envoyée le 23 novembre 1923 à Domingo Garcia Pujol († 1972 à 91 ans), du *Diario di Barcellona*, auquel Benigni collaborait, pour l'inviter à adhérer à l'*Entente Sociale* : "*Algunos excelentes catòlicos contra-revolucioñarios a Roma han constituido después algunos años un grupo amigable, el Comyté Veritas que no es una asociaciòn u organisaciòn propriamente dicha, sino una simple 'entente', una 'amitié' en el senso especial de esas palabras ya aceptado por todos. Igualmente este grupo està unido con otros de diferentes paises o que sean asociaciones verdarderas, redacciones de periodicos etc., o que sean, ellos asì, simple grupos de amigos. Esa union asì no es una organisaciòn, sino es y se llama la 'Entente de Defensa Social'. Cuanto al C. Veritas, a Roma, al cual sus fuerzas limitadisimas no permiten tenir oficina propria, el ha encargado de su servicio un bureau puramente tecnico (pero en mano de buenos amigos) el ISES (de 'informaciones cientificas y sociales' ; aquì anexado su programa por la informaciòn de Ud) que envia y recibe la correspondencia del C. Veritas. Yo que recibo esas comunicaciones, he pensado que acaso algunas de ellas podrìan servir a Ud o por publicar partes opurtunas*

de ellas o cuanto menos por la informaciòn personal de esta Redaccion" (DIEGUEZ, *Fondi dell'Archivio…,* p. 30, cf. VALBOUSQUET, *Catholique…*, p. 147). Un bulletin du "*Comité Veritas de Documentation sociale*" du 8 août 1923 (reproduit, malheureusement, seulement partiellement par Valbousquet à la page 130), présentant l'"*Entente de Défense Sociale*", rappelle que les groupes et les revues adhérents ou sympathisants conservent leur autonomie et n'engagent pas les autres Amis. "*Il reste aussi absolument entendu que notre Entente n'entend point de prôner et même d'accepter, cet interconfessionnalisme, cette 'christliche Basis', etc. inventé ou tout au moins exploité par l'Internationale Blanche*". Idée répétée dans une lettre de Benigni du 4 mars 1922 : "*Au-dessus de ces groupes et de leurs ligues il ne doit y avoir qu'une libre entente entre eux et entre elles de façon qu'il y ait un bloc non pas d'organisations mais d'action simultanée. Nous ne voulons pas d'Internationales plus ou moins chrétiennes, plus ou moins 'blanches'*" (*ivi*, p. 128). De son côté, l'abbé Boulin expliquait à son tour sur la R.I.S.S. : "*Un honnête 'cartel' des groupes les plus divers de nationalité, de confession religieuse et de tendance politique est légitime sur le terrain commun des principes les plus élémentaires de la défense sociale. Pie X eut préconisé une pareille entente, au rebours de tant d'internationalismes pseudo-chrétiens et de monstrueux consortiums d'intérêt et de partis, où les convictions sont sacrifiées sans vergogne aux appétits*" (R.I.S.S., 17 juin 1923 ; Valbousquet, p. 129). Peut-être, en invoquant Pie X, bien que n'étant pas italien, Boulin pensait-il au "Pacte Gentiloni" tant haï par les *Popolari*, mais mis en pratique par Pie X, qui l'avait déjà expérimenté à Venise en tant que Patriarche : faute de mieux, une alliance sur quelques points précis et contre un ennemi commun, chacun maintenant son identité et son indépendance, tandis que les *Popolari* choisirent le modèle du parti des catholiques mais non catholique (aconfessionnalisme).

Par ailleurs, Nicola CANALI (*Le spie del regime*, il Mulino, p. 258) et Nina VALBOUSQUET (*Catholique et antisémite*, CNRS éditions) nous donnent un vaste panorama des relations de Mgr Benigni dans le cadre de l'*Entente pour la Défense Sociale* : eh bien, nous nous apercevons facilement du fait que les collaborateurs de la *Défense Sociale* étaient des catholiques voire des prêtres, ainsi que la plupart de ceux avec qui Mgr Benigni était en contact. En Italie il y avait la revue *Fede e Ragione,* un certain nombre de journalistes amis (Guido Aureli, Carlo Felice Battaglia, Domenico Ventriglia, Riccardo Adorno, Riccardo Olivi, Aristide Raimondi, etc.) et les plus étroits collaborateurs romains (D'Ambrosio, Mataloni, l'infidèle Bordi) et florentin (l'avocat Giani). En France, étroitement liés avec le Monseigneur se trouvaient les vieux amis du *Sodalitium Pianum*, les journalistes Merlier (1869-1952) et Rocafort (1860-1939), et l'abbé Boulin (1875-1933), qui écrivait sur la R.I.S.S. et comptait sur le soutien de Mgr Jouin, directement impliqué dans l'initiative. Il existait ensuite une branche allemande de la *Défense Sociale* : elle aussi comptait sur l'appui des vieux membres du *Sodalitium* : les prêtres Fournelle (1869-1923), von Nagel (1880-1955) et surtout Gottfried Brunner (1875-1962), "*les derniers survivants du Sitz Berlin restés fidèles à Pie X, et mes bons amis*", comme Benigni écrivit à Jouin. Quant à la Suisse, là aussi nous trouvons des vieux compagnons de lutte de l'époque de saint Pie X : le curé déjà cité Robert Mäder (1875-1945), fondateur en 1912 du journal *Schildwache* (*La Sentinella*, comme l'homologue français : *La Vigie*), qui collabore aussi avec *Fede e Ragione*, et Ferdinand Rüegg (1884-1970) ancien rédacteur sous Pie X de l'hebdomadaire intégral *Petrus Blätter* (de Trêves, qui prit fin en 1917, après quoi il fonde l'agence de presse KIPA (*Katolische Internationale Presse-Agentur*), qui survivra jusqu'en 2015 en

changeant d'orientation. En Espagne, le *Diario de Barcelona*, déjà mentionné, du marquis de Casa Brusi est catholique ainsi que son directeur Domingo Garcia Pujol. Même chose au Canada, où les rapports sont maintenus avec le curé de Saint-Épiphane, et le directeur de *L'Action Sociale*, l'abbé J.-A. D'Amours, et le directeur de la *Semaine Religieuse du Québec*, l'abbé Jean-Antoine Huot (1877-1929), expert de la franc-maçonnerie et du judaïsme. Même chose en Roumanie : là il correspond avec don Rafail Haag (1895-1978), ordonné à Rome en 1919, curé catholique de Turnu Severin, qui ensuite deviendra jésuite (qu'en aurait dit notre Monseigneur ?!) ; il fut dénoncé à la *Securitate*, trahi par son supérieur, faisant fonction d'évêque de Bucarest, Francisc Augustin, et condamné à 18 ans de prison par le régime communiste. Il se déclarait "*disciple*" et "*fervent élève*" de Benigni, "*antisémite au sens chrétien*" (Valbousquet, p. 148, qui ne fait pas la moindre allusion à son héroïque confession de la foi dans les geôles communistes).

Sont catholiques, également, même si plus ou moins proches de l'*Action Française*, le chanoine, archiprêtre de la cathédrale de Perpignan, Mgr Ferdinand Izart (1865-1945) (205) et les journalistes de la revue de Toulouse, le *Bloc Catholique.* Proche de l'*Action Française*, mais beaucoup plus ferrée dans la lutte contre le judaïsme, est la *Nouvelle Revue Romande* (1922-1945) de Jules-Ernest Gross, "*d'origine calviniste mais très désireux d'embrasser le catholicisme intégral*" comme écrit Boulin à Benigni (p. 146). Sa position sur le christianisme, l'antijudaïsme et le pangermanisme, est claire : *«Le pangermanisme devient par antisémitisme forcené, un antichristianisme absolu. Pour ne vouloir plus du concurrent juif, on voudra la destruction de tout ce qui le rappelle, on dira d'un même cri : mort au juif, mort aux prêtres ! [...] Telle risque d'être, malheureusement, l'histoire prochaine de l'hitlérisme. L'antijudaïsme chrétien est une tradition, une nécessité, une mesure de salut. L'antisémitisme pangermanique est un danger parce qu'en détruisant l'universalité chrétienne par haine du concurrent et dévastateur juif, il commet l'erreur d'attaquer l'adaptation et la compréhension romaine et européenne du Christianisme. Anéantir une habitude de foi devenue une fonction essentielle de l'humanité civilisée, sa source principale de vie et de salut, serait pure folie. Aveuglément le pangermanisme fait en sorte d'assurer au judaïsme une victoire qu'il prétendrait empêcher et qui serait vraiment la fin d'un monde»* (Jules-Ernest Gross, *Suite pour Hitler II*, in *Nouvelle Revue romande*, n° 68, 1932). Si les paroles en faveur du christianisme vu comme lié à la civilisation européenne rappellent Maurras, la fin de la citation a été malheureusement prophétique. La conclusion à laquelle arrive N. Valbousquet d'une politisation et sécularisation du programme de Mgr Benigni, hormis les changements dus aux circonstances, me semble donc exagérée ; au contraire, comme le démontre Poulat, le cœur de son action catholique fut, dès l'époque de Léon XIII, la lutte contre la Révolution, et dès ce moment (comme beaucoup d'autres à cette époque : rappelons comment Ratzinger a suspendu la canonisation déjà annoncée du père Dehon, un démocrate-chrétien, à cause de son présumé "antisémitisme") il a identifié dans le judaïsme le moteur principal de la Révolution elle-même : au contraire, avec le temps, ce sont les autres qui ont changé, pas lui. Par conséquent, les contacts avec les acatholiques (avec qui il partage un combat pour la civilisation chrétienne, et l'opposition aux ennemis communs : judaïsme, franc-maçonnerie, bolchévisme) ont lieu surtout dans les pays non catholiques, comme l'Angleterre (en particulier avec *The Britons*) où Mgr Benigni se rendra en 1926, aux États-Unis, où il ira en 1927, ainsi qu'avec les cercles légitimistes en Autriche-Hongrie (George de Pottere) et, dans le camp de l'"orthodoxie" schis-

matique, avec les Russes "blancs" et les Roumains proches de la *Garde de Fer* de Codreanu (206) ; il noua avec tous ceux-là des relations plus ou moins amicales qui ne se concrétisèrent jamais dans l'appartenance à une association commune, ni dans une action commune dans le domaine religieux. L'action commune la plus concrète avec ces groupes et autres similaires fut l'organisation de plusieurs rencontres internationales (Paris, 1924, organisée par la R.I.S.S., Salzbourg et Budapest en 1925) dénommées "*Conférences internationales sur la lutte contre la judéomaçonnerie*".

"L'Internationale antisémite" et *la Défense Sociale*

Don Nitoglia ne semble pas reprocher à Mgr Benigni son rôle joué en tant que prélat antimoderniste dans la lutte contre le judaïsme : pour qui connaît la pensée et l'action de notre confrère, ce serait le comble ! Pourtant, tout le livre de Nina Valbousquet concerne cette thématique, c'est-à-dire celle de l'"antisémitisme" de Mgr Benigni, surtout à partir de l'immédiat après-guerre et au-delà (1918-1934). Le point délicat consiste en ceci : l'historienne française subventionnée par les associations juives reproche à Mgr Benigni et aux intégraux (y compris ceux qui ne furent pas des intégraux au sens strict, comme Mgr Jouin) une politisation toujours plus marquée de leur activité "antisémite", insistant en particulier sur les tentatives de la *Défense Sociale* de Mgr Benigni de créer une "*Internationale antisémite*" qui inclurait les non catholiques ("orthodoxes" ou protestants), pourvu qu'ils soient favorables à la défense sociale de la civilisation chrétienne contre le judaïsme (207).

Nina Valbousquet insiste en dénommant ces initiatives comme une "*Internationale antisémite*", mais elle doit admettre elle-même que les promoteurs refusaient de créer une Internationale, fût-elle purement antijuive, en opposition aux Internationales révolutionnaires (p. 185), et est obligée d'admettre "*les limites*" de ce qu'elle s'obstine à appeler une "*nébuleuse antisémite*" (pp. 191-195). D'ailleurs, elle doit admettre que l'œuvre des catholiques intégraux empêcha - tant qu'elle subsista - l'antijudaïsme de déboucher dans l'antisémitisme pangermaniste et antichrétien (pp. 199-243), mais elle continue à soutenir la thèse selon laquelle "*l'identification autour d'un antijudaïsme chrétien et la condamnation du nazisme antichrétien n'empêchent nullement les catholiques du réseau de professer une hostilité sécularisée et raciale envers les Juifs*" (p. 199). Valbousquet pense trouver la preuve de ce racisme sécularisé dans la méfiance des catholiques intégraux envers les juifs, même s'ils sont convertis et baptisés. Cet argument fut aussi employé par la propagande juive antichrétienne à propos des lois sur la "*limpieza de sangre*" dans l'Espagne du XV^e^-XVI^e^ siècle (cf. *Sodalitium* n° 69-70 : DON RICOSSA, *Les Jésuites et les Statuts sur la 'pureté du sang'* ; n° 39, DON NITOGLIA, *Le problème des Marranes*). Si d'un côté l'Église a toujours favorisé les conversions, et proclamé avec saint Paul que dans le Christ il n'y a pas de différence entre Juif et Grec, de l'autre, toujours avec saint Paul, elle n'a pas ignoré les dangers provenant de néophytes mal convertis (par ex. I Tim. 3, 6 ; Tite 1, 10-16 ; en général, toutes les persécutions subies par saint Paul de la part des "faux frères" judaïsants, cf. II Cor. 11, 26). C'est ce que furent les judaïsants justement à l'époque de l'Apôtre. C'est ce que furent les marranes dans la péninsule ibérique et, d'une manière différente, les *Alumbrados*. Également les disciples de Sabbatai Zevi puis de Jacob Frank (*Sodalitium* n° 48, *Karol, Adam, Jacob*), et on pourrait

Corneliu Zelea Codreanu

continuer longtemps : il y a des conversions apparentes, des moitiés de conversions, des conversions sincères auxquelles suivent un retour aux origines… nombreux sont les motifs pour lesquels un converti (de l'hérésie, de l'islam, du judaïsme, du libéralisme ou du socialisme, de l'ésotérisme…) peut causer (volontairement ou pas) de graves dommages à l'Église. C'est pourquoi, de la fin du XV[e] siècle jusqu'à la fin de la dernière guerre mondiale, de nombreux Ordres religieux demandaient aux postulants ladite "pureté de sang", et aujourd'hui encore le droit canonique déclare empêchés de recevoir les ordres sacrés les fils des acatholiques, si les parents persévèrent dans l'erreur, et les néophytes eux-mêmes tant qu'ils n'ont pas suffisamment fait leurs preuves (canon 987, nn° 1 et 6). Une application plus sévère de ces prescriptions aurait évité l'action néfaste de certains personnages importants durant le concile Vatican II (208). La condamnation des "*Amis d'Israël*" confirme d'ailleurs le bien-fondé de l'attitude de Mgr Benigni : la fondatrice de l'association, doublement "convertie" (du judaïsme et du bolchévisme), sous prétexte de la conversion des juifs travaillait au contraire à démolir la doctrine et la pratique de l'Église sur le judaïsme, anticipant la déclaration conciliaire *Nostra Ætate*. Cette prudence n'a rien à voir avec le racisme, et de nombreux témoignages le prouvent. *L'Entente pour la Défense Sociale*, en effet, et les catholiques intégraux, furent toujours hostiles au pangermanisme et à l'hitlérisme. Dans la rubrique "*Azione di Difesa Sociale*" sur *Fede e Ragione* (n° 50, 11 décembre 1921), Mgr Benigni écrit : "*Le premier danger dont nous devons nous garder est celui des exploiteurs de l'antisémitisme. (…) Les politiques sont ceux qui, envahis par un nationalisme païen, font de l'antisémitisme une odieuse et absurde question de race. Tels sont ces gredins criminels et pangermanistes du 'Semi Gotha', annuaire antisémite de Munich, qui, illuminés par le nietzchéisme ethnique de la super-race germanique, s'en prennent au christianisme parce qu'il est… oriental. Il y a quelques années, ils avaient le toupet d'imprimer dans leur almanach cet épiphénomène : l'allemand quand il prie se tient debout les mains au ciel ; s'agenouiller, demander la grâce, etc, est oriental… Ces personnes doivent appartenir à ce petit groupe qui se proposait de restaurer en Allemagne le culte de Wotan - la 'fureur d'Odin' - seul culte digne de la grande race. S'il ne s'agissait que d'un accès de folie, on pourrait adresser l'affaire aux compétences médicales. Mais derrière ces énergumènes se trouvent les gredins qui les poussent toujours plus à de tels excès pour discréditer le sérieux et honnête antisémitisme. C'est pour cela que celui-ci doit être le premier à dénoncer sans relâche ces folies comme autant de tours de l'ennemi. (…) Donc, c'est agir en juifs, et comme les pires - qui adoptent les pages les plus inhumaines des Protocoles - que de déformer l'antisémitisme en une question de race, en imitant le plus scélérat pansionisme qui se fonde précisément sur le principe de la super-race du Peuple Élu".* Valbousquet reproduit plusieurs propos de ce genre, dus à Mgr Benigni et à ses amis (pp. 199 ss), y compris ceux de l'américaine Leslie Fry (209), et il rappelle leur combat contre le "*symbole occultiste*" du svastika (il ne leur avait pas échappé qu'il était le symbole de la *Société Théosophique*). Et cela vaut pour n'importe quel penseur ou groupe lié à la franc-maçonnerie ou à l'ésotérisme, même dans le milieu fasciste. Les actuels orphelins de l'"*Impérialisme païen*" de Julius Evola et du 'frère' Arturo Reghini déplorent l'"*œuvre néfaste accomplie par le prélat au préjudice des associations ésotériques et maçonniques*", en

particulier sa tentative de "*faire obstacle au projet 'païen' de Reghini et de ses compagnons*" "*avec les armes de la délation*". L'auteur, Fabrizio Giorgio, fait allusion à la tentative de Reghini, Evola et du groupe d'Ur de reconstituer la franc-maçonnerie, démolie par le fascisme, en créant une nouvelle obédience de tendance 'païenne', gibeline, fasciste et antichrétienne. La tentative - qui a échoué avec le Concordat et avec la rupture entre Evola et Reghini - devait se réaliser grâce aux pratiques magiques et aux "chaînes psychiques" et, plus prosaïquement, comptait ou espérait compter sur l'intérêt de plusieurs dignitaires initiés à la franc-maçonnerie (Giacinto Celano Puoti, oncle de Farinacci, Giuseppe Bottai et Leandro Arpinati, qui publièrent les articles antichrétiens d'Evola, Edmondo Rossoni, Italo Balbo, Michele Bianchi, etc.) pour parvenir jusqu'à Mussolini. Benigni en tenait informée la Police Politique (l'auteur cite deux notes d'information du 8 avril et du 19 juillet 1928), pour mettre en garde contre la manœuvre maçonnique. Dans la dernière note, par exemple, il écrit : "*mais venons-en aux restaurateurs (de la maçonnerie) d'aujourd'hui. Un des chefs (…) est Arturo Reghini, prof. de mathématiques à Rome. Eh bien, nos informateurs de Florence nous informent qu'il est le membre le plus acharné et le plus influent du groupe ésotérique dont le responsable… scandaleux est le tristement célèbre J. Evola, le prêcheur d'un fascisme antichrétien, païen, en tant que chef de l'occultisme sataniste. Pendant que le fou criminel Evola déverse ces énormités et cherche à les inoculer dans le monde fasciste, l'habile Reghini plus concret, propose la restauration de la maçonnerie (…) On nous dit que la clique travaille avec ténacité, espérant trouver quelque adepte haut placé qui en persuade le Duce*" (210). Sur le versant opposé à Giorgio, on lit l'insoupçonnable Valbousquet (insoupçonnable, elle aussi, de sympathie envers Mgr Benigni) : "*Les papiers de Benigni démontrent son intérêt certain pour la formation d'une presse antisémite italienne, avec la présence de nombreuses coupures des titres antisémites du fascisme : La Vita italiana, Il Tevere, et la revue Antieuropa d'Asvero Gravelli. Attentif à l'évolution des courants antijuifs fascistes, le prélat utilise le canal de ses activités d'informateur comme une sorte de lobbying, en faveur d'un antisémitisme latin et catholique, au sein du régime. Les tendances néopaïennes et anticatholiques de l'antisémitisme fasciste sont ainsi constamment pointées du doigt dans ses rapports de police, par exemple les écrits de Julius Evola, collaborateur de Preziosi à 'La Vita italiana', déjà critiqués en 1928 par la R.I.S.S. et par Piero Bargellini dans Fede e Ragione (Minimus, Risposta a Satana, Fede e Ragione, 22 avril 1928 ; A. Tarannes, Un sataniste italien, J. Evola, R.I.S.S., avril 1928, pp. 124-129). En 1933, Benigni dénonce le 'louche Evola' qui, s'il réfute parfois certaines théories du racisme nazi, finit toujours par clamer que 'la vraie romanité est païenne' : 'le sectaire a voulu y mettre sa flèche contre le christianisme (…) Cela attriste de voir que Preziosi laisse collaborer un tel sectaire sinistre, et que lui seul ou presque s'occupe de défendre Rome'* (211). *Dans le même rapport, le prélat intégral accuse les racistes italiens d'être sous l'influence de l'antisémitisme pangermaniste, lequel n'est que le 'vrai frère siamois d'Israël, il déclare que la race germanique est la seule destinée à civiliser et soumettre le monde'. (…) Les nombreux rapports que Benigni transmet en 1932-1933, intitulés 'antiromanisme hitlérien' [18 mai 1933], 'anti-Rome germanique' [15 juillet 1933], ou encore 'méningite antilatine', entendent alerter Mus-*

Arturo Reghini, ésotériste et franc-maçon

solini sur les dangers du racisme nazi en tant qu'idéologie foncièrement antiromaine et anticatholique. Un rapport de juin 1933 souligne les risques d'une alliance avec l'Allemagne et avec 'l'anti-Rome nazie' face à laquelle il faudrait au contraire renforcer la 'défense et la propagande de Rome immortelle'. Si le prélat dénonce Rosenberg, Thedor Fritsch et les créateurs d'un 'Jésus-Aryen', il salue en revanche l'antisémitisme du Weltdienst et de l'"excellent ami allemand George de Pottere, encore soucieux de défendre l'Église Catholique" (p. 276). Si en 1938 le *Weltdienst* passe sous le contrôle de Rosenberg, c'est justement parce que, comme le note Valbousquet, il y eut un changement "*dans les premières tentatives d'internationale antisémite chrétienne des années 1920 de la domination de l'antisémitisme de type nazi dans la deuxième moitié des années 1930. C'est qu'entre-temps, les décès de Benigni et de Jouin ainsi que les rivalités franco-italiennes ont démantelé l'Entente Romaine*" (p. 198). C'est pourquoi, quand la secrétaire de Mgr Benigni, Bianca D'Ambrosio, exposa (en vain) à Mussolini les difficultés financières de la *Difesa Sociale* après la mort de Mgr Benigni, elle signalait entre autres l'impossibilité de recevoir des aides de la section allemande de la *Difesa Sociale* : "*la signataire*, écrivait-elle dans une note de service *a Mussolini* du 19 septembre 1935, *s'est adressée aux amis de la Difesa Sociale en Allemagne, fascistophiles, antihitlériens, pour demander de l'aide, mais les dispositions actuelles en vigueur dans le Reich ont empêché tout aide*" (212). Les limites que les catholiques intégraux regroupés autour de Mgr Benigni s'étaient données au sujet d'une collaboration avec des éléments qui partageaient certaines valeurs sociales sont claires, très claires : francs-maçons, sectaires, non chrétiens, néo-païens étaient exclus de toute collaboration, même limitée et ponctuelle. Tous les "traditionalistes" de nos jours ne peuvent pas en dire autant.

Appendice : le père Rosa s.j., *La Civiltà Cattolica* et l'antisémitisme

Dans la suite de mon texte, je m'attarderai sur l'accusation faite à Mgr Benigni d'être un ennemi de la Compagnie de Jésus, et en particulier de celle de ne pas être un modèle d'antimodernisme comme le père Enrico Rosa, directeur de *La Civiltà Cattolica*. Mais j'anticipe ici ce que le père Rosa lui-même, et la revue des jésuites italiens, reprochait à Mgr Benigni à propos de l'antisémitisme. L'occasion me vient d'un article publié sur cette revue le **19 mai 1928** (vol. II, cahier 1870) intitulé : *Il pericolo giudaico e gli "Amici d'Israele"* (pp. 335-344). L'article fait référence à la condamnation d'une association, les "*Amis d'Israël*" justement, née dans le noble but de prier pour la conversion des Juifs, motif pour lequel elle avait recueilli de nombreux soutiens parmi les fidèles et le clergé, et même parmi les membres de la hiérarchie. Pourquoi le Saint-Office (dont le Pape était alors préfet, et le cardinal Merry del Val le secrétaire) condamna-t-il, le 25 mars 1928, cette association ? Si on lit l'article de *La Civiltà Cattolica*, il est impossible de le savoir. Pour savoir ce que pensait l'association condamnée, on peut lire N. Valbousquet ("*plaidant pour un changement de la liturgie catholique (la formule perfidis*

Julius Evola

judeis de la prière du Vendredi Saint notamment") qui cite *Fede e Ragione* : "*Selon les explications officielles de l'opuscule 'Pax super Israel' (…) nous aurions dû regarder le peuple judaïque comme le peuple élu même aujourd'hui ; ne plus parler de déicide ; de conversion d'Israël, mais seulement de retour, pour ne pas offenser la susceptibilité de Judas, qui toutefois exige les privilèges dont il a profité un temps, mais qu'il a irrévocablement perdus*" (213) : en somme, le programme des "*Amis d'Israël*" a été réalisé *in toto* par Vatican II et par Karol Wojtyla (véritable Ami d'Israël !). Le père Rosa, au contraire, en commentant le document de condamnation du Saint-Office écrit qu'il "*n'y a pas besoin de commenter ce document*". Il ne dit qu'une seule chose : le texte du Saint-Office ne condamnerait pas tant les *Amis d'Israël*, que "*les extrêmes opposés que sont le sémitisme et l'antisémitisme*" (p. 335). L'association fondée par la "*convertie*" Francisca van Leer (retournée ensuite au marxisme dont elle venait) et par le père Anton van Asseldonk, "*commencée sous les meilleurs auspices et avec de sincères intentions d'apostolat*" (en 1926) était tombée dans certaines "*exagérations*" : mais lesquelles ? Le père jésuite n'en cite même pas une. Dans une note il est fait allusion "*à des phrases inexactes ou à des propositions erronées*" (p. 336), mais là aussi, de ces erreurs ou "*inexactitudes*", aucune trace. Aucune trace parce que le bon père admet ne pas en avoir vues avant la condamnation, puisqu'il se vante, en parlant de l'opuscule *Pax super Israel,* du fait que "*nous n'avons pas cru opportun d'écrire en particulier, ni pour en faire l'éloge ou une recommandation spéciale, ni pour en donner une condamnation ou une réprobation explicite*" (p. 336). L'association n'avait-elle peut-être pas été "*approuvée par bon nombre d'évêques et de cardinaux, parmi les plus éminents et vénérables ?*" (214) ; n'était-ce pas "*suffisant pour évacuer toute crainte ?*", "*pour nous persuader totalement de l'efficacité pratique et de la sage opportunité, à notre époque, de la tentative idéale de cette nouvelle et singulière institution*" ? (*ibidem*). D'autant plus qu'une "*revue ascétique*" très recommandable, *Regnabit*, semblait sur la même longueur d'onde (pp. 337-338) : dommage que ce fut précisément cette revue qui, justement au cours de ces années, ouvrit ses pages à un véritable infiltré, maçon, gnostique et apostat : René Guénon, et à son disciple "catholique" Charbonneau-Lassay (215). Le lecteur dira : le père Rosa, par ces paroles, préparait ses excuses pour ne pas avoir vu ou dénoncé le danger ! C'est tout le contraire. Ses attaques, sa condamnation, vont à ceux qui dénoncèrent le danger avant la condamnation du Saint-Office, et commentèrent ensuite, satisfaits, la condamnation de la part de l'Église. "*Les Amis d'Israël*" en effet, suscitèrent avant la condamnation "*le scandale*" et de "*fortes polémiques*", "*ni complètement dénuées de passion, ni tout à fait désintéressées, particulièrement chez certains qui étaient d'autant moins sincères qu'ils étaient de bruyants antisémites*" (p. 335). Par conséquent, face au danger, *La Civiltà Cattolica* se tut, d'autres parlèrent et dénoncèrent, mais ce sont ces derniers qu'il faut condamner, et non les "chiens muets" de la *via di Ripetta* (siège de *La Civiltà Cattolica* à Rome, de 1877 à 1952). Mais qui étaient donc ces "*bruyants antisémites*" ? Ce sont ceux qui ont été condamnés par le décret du Saint-Office ! Oui, cher lecteur, je ne me suis pas trompé en écrivant : c'est ce qui ressort de l'article de l'"antimoderniste" père Rosa. Pour lui le décret de condamnation d'une association judéophile, qui avait pour but la judaïsation de l'Église (ainsi s'exprima avec le Pape le cardinal Merry del Val pour lui exposer la nécessité de la condamnation) (216), a en réalité "*bien établi deux points qui sont capitaux dans la question*" : la prière pour les Juifs et la "*condamnation particulière de la haine contre ce peuple*" désignée par le terme "*antisémitisme*" (p. 338). Le décret en

effet, à la demande explicite de Pie XI, précisait : "*le Siège Apostolique protégea le peuple juif contre les vexations injustes, parce qu'il réprouve toutes les haines et les animosités entre les peuples, il condamne au plus haut point la haine contre le peuple autrefois choisi par Dieu, cette haine qu'aujourd'hui on a coutume de désigner sous le nom d'antisémitisme*" (p. 338 ; et c'est la seule citation du décret que le père Rosa juge opportun de reprendre). L'abbé Boulin, bras droit de Benigni, commentait à propos du terme (*antisémitisme*) et de la substance (*la haine envers un peuple*) : "*le mot antisémitisme est un terme fâcheux, non seulement quant à la fausseté de sa signification étymologique, mais quant aux équivoques qu'entretient son acception usuelle. (…) Il y a en effet, de par le monde, un antisémitisme inacceptable : celui, en particulier, des racistes allemands, que nous avons toujours combattu avec tant de vivacité"*, c'est pourquoi il préférait employer le terme inventé par Mgr Jouin : antijudéo-maçonnerie (217). Mais l'abbé Boulin était le détesté "Récalde" du détesté Benigni. Et voilà que l'antisémitisme justement condamné en passant, *obiter dictum,* par le décret, n'est plus celui qui deviendra celui de Hitler, mais celui de Benigni, de Boulin, de de Töth, en somme, celui des catholiques intégraux qui avaient dénoncé les "*Amis d'Israël*" : l'article de *La Civiltà* est contre eux, "*bruyants antisémites*". Et en désignant les antisémites condamnés, il ne donne pas de noms, mais n'en cite que trois en note : la *Revue Internationale des Sociétés secrètes* avec le chroniqueur qui écrit "*sous le sobriquet de Pierre Colmet*" (l'abbé Boulin), "*le panégyriste italien de la petite revue française*" (Benigni) et "*le critique de Fede e Ragione*" (p. 339, note 1), et enfin celui qui a publié en 1921 les "*Documents de la conquête juive du monde*" (c'est-à-dire encore *Fede e Ragione*, Benigni et de Töth) qui "s*e repaissent de légendes*" et chez lesquels "*ne manquent pas les Leo-Taxil*" (provocateurs et faux convertis à la foi catholique) (p. 341 et note 1) ; parmi ces légendes, il cite "*la trop facile promptitude de certains qui veulent attribuer aux juifs tous les pires événements touchant à la société moderne, comme on voit par exemple dans la question du bolchévisme*" (p. 342 : voilà ce qu'écrit le père Rosa en se contredisant tout de suite après). Et si le judaïsme constitue un danger (p. 343) "*et c'est dans les mêmes conditions que les fondateurs ou les partisans, ainsi que les bons membres de l'association 'Les Amis d'Israël', certainement bien loin d'applaudir, entendaient plutôt s'opposer ; et s'opposer, particulièrement par l'union des prières à Dieu et par les tentatives de pacification et de rapprochement, entre les hommes de n'importe quelle lignée ou nationalité, même juifs*" (p. 344). Pourquoi alors le Saint-Office ne donna-t-il pas aux "*bons membres*" une médaille au lieu d'une condamnation ? D'autant plus que s'ils se trompèrent, "*ce fut une erreur involontaire, croyons-nous, de toute façon réparée maintenant de manière salutaire par leur prompte et unanime soumission au décret du Saint-Office*" qui leur donna une nouvelle virginité, et la possibilité de reprendre sans être dérangés le travail, contrairement à "*certains de leurs critiques de notre connaissance, partisans de la condamnée Action Française et d'autres nationalismes antichrétiens !*" (p. 344). Et c'est ainsi que se termine l'article du père Rosa qui transforme la condamnation des *Amis d'Israël* en la condamnation des "Ennemis d'Israël", autrement dit de Mgr Benigni (l'anonyme pseudo-partisan de l'A.F. et des nationalismes antichrétiens, lire fascisme et proches). Cher don Nitoglia, vous avez autrefois écrit contre l'Association "*Les Amis d'Israël*" et vous avez dénoncé dans les époux Fumet, ses inspirateurs (contre qui luttait l'abbé Boulin sur la R.I.S.S., au scandale de Nina Valbousquet) (218) : comment pouvez-vous aujourd'hui nous proposer comme modèle le père Enrico Rosa ?

Encore sur le père Rosa et l'antisémitisme. On peut consulter sur internet un intéressant essai de Paolo Pieraccini : *Il Patriarcato Latino di Gerusalemme, la Santa Sede e il Sionismo di fronte alla prima traduzione dei Protocolli dei Savi Anziani di Sion in lingua araba (1925-1926)* (219). Le 15 janvier 1926 la revue du Patriarcat Latin de Jérusalem, *Raqib Sion*, publia une version arabe des *Protocoles* (rappelons que Mgr Benigni en publia la version italienne sur *Fede e Ragione* en 1921, tout en avertissant qu'ils avaient été malheureusement manipulés par les Slaves). Naturellement, le monde sioniste s'activa pour obtenir un désaveu du Vatican (pp. 69 ss.). "*Le secrétaire politique de l'Organisation sioniste mondiale en personne, Leonard Stein (1920-1929), probablement alerté par la direction locale, avait immédiatement demandé au rabbin, journaliste et professeur d'hébreu, Dante Lattes, de protester auprès du Saint-Siège* (…) " (p. 71). Lattes était "*secrétaire de la Fédération sioniste italienne*" depuis 1918, et "*directeur de l'hebdomadaire Israel, fondé avec Alfonso Pacifici à Florence en 1916 pour diffuser la culture juive et gagner des sympathies au sionisme. Dans les colonnes d'Israel, il répondait méthodiquement à la presse (catholique et non catholique) qui publiait des articles aux accents antijuifs ou opposés au mouvement fondé par Herzl*" en polémiquant fréquemment aussi avec *L'Osservatore Romano.* Mgr Benigni, naturellement, ne se laissait pas duper par Lattes, en écrivant que ses interventions étaient "*une manœuvre vraiment conforme (…) aux instructions des Protocoles sur le contrôle juif de la presse*" (p. 72). Il n'en fut pas ainsi pour notre père Rosa qui, au contraire, fut accroché par le rabbin (p. 75). Dans ce contexte, je signale seulement l'intervention du rabbin Dante Lattes auprès du directeur de *La Civiltà Cattolica*, le désormais bien connu de nous père Rosa, le 5 juin 1926. Dans l'entretien avec le rabbin sioniste, le père Rosa fut clair sur la non authenticité des *Protocoles*, sur la condamnation de l'antisémitisme, sur le rôle du peuple juif ; il excusa le Patriarche, et s'engagea à lui écrire pour lui demander un désaveu de la publication (qui de fait fermera ses portes) ; enfin il expliqua à son interlocuteur qu'il entendait lui-même écrire un article sur le sujet, mais qu'il était retenu de le faire par la crainte des attaques qu'il recevrait de l'agence de presse de Mgr Benigni. L'article nous rapporte la satisfaction du rabbin à la suite de cette rencontre : nous n'avons pas de raison d'en douter.

Pour conclure : Mgr Benigni, le fascisme et le Risorgimento

En 1923, donc, Mgr Benigni fonde l'E.R.D.S. (*Entente Romaine de Défense Sociale*, avec des connexions en France et en Allemagne), et l'Agence, puis à partir de 1928, les éditions URBS ; organes de l'*Entente* et de l'Agence, le bulletin *Veritas* et le mensuel *Romana* (1924-1933), tous deux bilingues (italien et français). Dans le programme de l'E.R.D.S. le rapport avec le fascisme se place sur le plan de l'action : les membre de l'E.R.D.S. sont "*profascistes*", "*selon l'esprit de la Défense sociale intégrale, donc antimodernistes, ennemis du démo-libéralisme religieux autant que du démo-libéralisme politique et social*". Au point 4 on lit : *"Quant à la Patrie que, selon la conscience chrétienne et la morale naturelle, nous voulons grande et forte, nous adhérons au programme et à l'effort du Duce du Fascisme qui tient à en faire spirituellement et matériellement une forte et grande nation avec un peuple catholique et patriotique discipliné et efficient. Tout consortium politique, même masqué d'autres adjectifs, qui veut évincer le régime actuel, est par nous considéré comme pernicieux à la Patrie et, par contrecoup, nuisible aussi à la Religion".*

Le point 5 ne cache pas les défauts du fascisme et l'intention de le corriger :

Image pour l'élection de saint Pie X

"Dans ce dessein, toute erreur ou toute faute véritable (loin de nous toutes les immondes campagnes de dénigrement et de défaitisme), qui se constaterait dans les œuvres du Régime, doit être, à nos yeux, un motif, non pas de dépréciation et de démolition, mais d'honnête et courageux effort de purification et de renforcement. C'est l'un des points fermes de notre pensée et de notre activité".

Les ennemis sont toujours les mêmes, comme on lit au point 10 :

"Tels sont pour nous principalement : (a) le kahal, c'est-à-dire le judaïsme talmudique organisé et armé pour la conquête du monde ; et ses complices judéophiles, le front chrétien d'Israël, comme on le nomme ; (b) la Maçonnerie, comprenant toutes les sectes de type, sinon toujours de nom, maçonnique ; (c) l'Ésotérisme théosophique, spiritualiste, 'idéaliste', 'spiritiste' etc. ; (d) l'Internationale Rouge, quel que soit son nombre ordinal, et toutes les institutions démagogiques ; (e) l'Internationale Blanche, démocriste, complice des autres sectes profanatrices du Christ ; comme aussi qui l'appuie et qui s'en sert, quel qu'il soit. Contre toutes les sectes dont l'ensemble 'la Secte', fait la force de l'Antéchrist, aidée de la complicité d'autrui, la Défense Sociale entend mener toute la lutte qui est permise par la justice et la charité chrétienne en temps de guerre" (Poulat, *Catholicisme*…, pp. 528-530). En comparant le programme du *Sodalitium Pianum* avec celui de l'*Entente*, on s'aperçoit tout de suite des changements (qui ne sont pas des améliorations) mais aussi de ce qui substantiellement reste inchangé. Les circonstances ont changé, tant dans l'Église (il n'y a plus saint Pie X) que dans l'État (il n'y a plus l'État libéral-démocrate dirigé par la franc-maçonnerie). Mgr Benigni, réaliste et homme d'action, s'adapte. Mais les ennemis à combattre sont les mêmes, la société catholique à restaurer est la même. L'Italie que Mgr Benigni veut grande n'est évidemment pas celle du Risorgimento, de Cavour, Mazzini ou Garibaldi ; c'est une Italie catholique, antidémocratique, antilibérale, antisectaire. Reste l'équivoque du fascisme : mais dans la seconde moitié des années 20 et le début des années 30 il était permis d'espérer et de travailler afin que le "*gouvernement national*", mis à la tête d'un État concordataire, devînt pleinement aussi un État catholique. Nombre de membres de la hiérarchie et du laïcat catholique (y compris les ex-*popolari* du *Centro Nazionale*) soutinrent le fascisme sans qu'on leur fasse le moindre reproche, alors que concernant l'État catholique personne n'avait les idées claires comme les catholiques intégraux, dont la bataille, de 1923 à 1934, fut essentiellement la même que celle menée de 1909 à 1914, sous Pie X. Tout autre conclusion serait injuste, ingrate et éloignée de la réalité, car indifférente aux circonstances historiques de cette époque.

SIXIÈME PARTIE :
Mgr Benigni et la Compagnie de Jésus

(la "campagne de Russie" de Mgr Benigni, POULAT, *Intégrisme*…, p. 336)

L'ultime accusation adressée à Mgr Benigni est celle d'avoir dévalorisé la Compagnie de Jésus en tant que telle, accusation paradoxale de la part de don Nitoglia, au moins pour qui connaît son jugement extrêmement sévère à l'égard du théologien 'officiel' de la Compagnie, Francisco Suarez (220). En ce qui concerne Mgr Benigni, la difficulté ne peut regarder l'activité et la pensée de Mgr Benigni jusqu'à environ 1913 (cf. POULAT, *Intégrisme…*, pp. 77, 332-337), puisque dans un premier temps il ne manifesta pas un jugement particulièrement critique envers la Compagnie ou les jésuites, à l'égard desquels il eut même des paroles d'estime (221) et cela même si depuis 1904 *La Civiltà Cattolica* manifesta son hostilité ouverte à la presse catholique intégrale que Pie X soutenait et finançait, arrivant au point, en 1908, d'interdire aux pères jésuites de collaborer à ces revues (222). Mais les affrontements entre les intégraux et *La Civiltà Cattolica* de 1904 et 1908 étaient surtout des affrontements à l'intérieur de la Compagnie, entre éminents religieux comme Mattiussi et Chiaudano (qui avait rompu les rapports avec *La Civiltà* en 1908, cf. *Intégrisme…*, p. 337) d'un côté, et le collège de *La Civiltà Cattolica* de l'autre (223). Les difficultés, donc, entre Mgr Benigni et les jésuites augmentaient peu à peu dans le cadre du combat antimoderniste entrepris par saint Pie X et par son fidèle collaborateur. Et cela non seulement et non pas tant parce que certains modernistes importants furent jésuites (comme Tyrrel ou Brémond) mais plutôt parce que la Compagnie en général, ses revues (*La Civiltà Cattolica*, en Italie, *Études* en France, *Stimmen aus Maria-Laach* en Allemagne, etc.) mécontentaient à tel point le pape Sarto que, comme chacun sait, le saint Pontife avait pris la très grave décision d'éloigner le Général de la Compagnie, le père Wernz, pour le remplacer par le père Mattiussi ; seule la mort du Pape (et de Wernz aussi) préserva la Compagnie de l'intervention papale (cf. note 48). *La Civiltà Cattolica* n'en fut pas préservée, elle qui s'était toujours opposée (en particulier en 1904 et en 1908) à l'admission du père Mattiussi dans le collège des auteurs, où au contraire se pavanait le père Giorgio Bartoli qui ensuite apostasia (224) ; là, saint Pie X imposa comme directeur en 1913, le père Chiaudano (225), un jésuite qui, comme le père Mattiussi, soutenait la lutte antimoderniste du Pontife, et qui avait justement rompu les relations avec la revue en 1908. On comprend que le collège des rédacteurs de la revue (dont Rosa était directeur adjoint) n'accueillit pas volontiers la nomination du père Chiaudano (226), d'autant plus que, d'après Mgr Pagano (227), la nomination de Chiaudano fut imposée aussi pour empêcher que le vice-directeur, le père Rosa, devînt directeur de la revue (comme au contraire cela arrivera à la mort de Chiaudano en 1915) (228). Si

Le P. Chiaudano s.j.

donc par dépréciation de la Compagnie de Jésus en tant que telle on entend un jugement négatif sur l'ensemble de la Compagnie de cette période (et non sur certains de ses membres, comme justement le père Mattiussi), l'accusation à l'encontre de Mgr Benigni frappe par le fait même aussi saint Pie X.

Dans le climat de cette "lutte au couteau" entre les catholiques intégraux et les jésuites, qui attira l'attention de Gramsci de sa prison (229), Mgr Benigni répondit coup pour coup aux attaques qui lui furent adressées par les autorités de la Compagnie, en Allemagne, en Italie et à Rome, et qui portèrent, surtout dans les dernières années du pontificat de Pie X (1913-1914), à une campagne de presse contre les catholiques intégraux de la part des jésuites (230), qui finalement - en la personne du père Léonce de Grandmaison, directeur de la revue *Études* - manifestèrent à la mort de saint Pie X leur peu élogieux jugement sur le pontife qui venait de décéder (231). "*De son vivant même* (Pie X) - écrit Poulat - *les signes de réticence ne manquent pas dans la Compagnie devant l'orientation du pontificat : à mesure que les années passent, plus nombreux deviennent les jésuites qui jugent nécessaire une évolution à laquelle le prochain pape, quel qu'il fût, ne pourrait se refuser.* ***Ils ne se préparent pas à un virage : ils le préparent***" (*Intégrisme*..., p. 77). L'opinion de saint Pie X à l'égard de la Compagnie n'était pas meilleure : "*Le 10 mai 1914* - écrit Poulat - *pour le centenaire du rétablissement de la Compagnie, (le père Wernz, Général des jésuites) avait reçu de Pie X un bref où l'éloge assez général était accompagné d'une exhortation à éviter la contagion du monde, l'indulgence pour ses erreurs et le goût des nouveautés téméraires. Les Études le passèrent sous silence*". Poulat cite encore l'article du père jésuite, Celestino Testore, sur *L'Enciclopedia Cattolica*, consacré au père Wernz : "*Les angoisses et les tribulations ne lui manquèrent pas car il vit lui et les siens visés par des adversaires et des faux frères comme réticents et peu dociles à l'autorité de l'Église dans la question du modernisme*". Mais parmi les "*faux frères*" on pourrait mettre aussi Pie X, selon le témoignage du cardinal Gasparri, le 28 mars 1928, dans le procès de béatification du Pape : "*Pie X n'était pas tout à fait sûr de leur orthodoxie ; il les estimait, qui plus, qui moins, un peu entachés de modernisme et le disait en privé ; mais ensuite ses paroles, comme il est naturel, étaient rapportées. L'actuel Préposé général me disait que ce manque de confiance affligeait profondément le père Wernz et avait peut-être hâté sa mort. Que cette attitude du Pape fût la conséquence des fausses informations qui lui venaient du S.P., les jésuites le tiennent pour certain, et avec raison*". C'est ce que pensait le secrétaire d'État de Benoît XV et Pie XI du Pape Pie X ! Poulat commente : le cardinal Gasparri inversait l'explication : si Mgr Benigni se méfiait des jésuites c'est parce que Pie X lui-même n'était pas convaincu de leur orthodoxie (232).

Le père Enrico Rosa : oracle du Vatican ou "fou criminel" ?

Dans sa série d'articles sur Mgr Benigni, don Nitoglia, particulièrement dans sa troisième partie, propose comme figure emblématique d'un antimodernisme équilibré, "modéré", fidèle à l'Église, le père jésuite Enrico Rosa, longtemps directeur de *La Civiltà Cattolica* : "*Le cas d'Enrico Rosa (1870-1938) est emblématique. Il a été considéré universellement comme 'un exemple d'orientation sûr dans le domaine philosophique et théologique, de fidèle interprète et défenseur des directives du Saint-Siège'. Les catholiques l'interpellaient souvent pour connaître, en des circonstances déterminées, ce qu'il fallait penser et faire* (233). *Dans les trente premières années du XX^e^ siècle il fut un véritable leader dans le domaine religieux et doctrinal. À partir de 1905 il écrivit de très*

Le P. Saubat

nombreux articles sur La Civiltà Cattolica, dont il fut directeur de 1915 à 1931, contre le libéralisme et le modernisme. Son livre 'L'enciclica Pascendi ed il modernismo' (1918) est célèbre. (Enciclopedia Cattolica, Città del Vaticano, 1953, vol. X, col. 1338, sous la direction de C. Testore, rubrique 'Rosa Enrico')" (rappelons en passant que C. Testore fut jésuite et écrivait sur *La Civiltà Cattolica* comme le père Rosa, n.d.a.) *"Et pourtant Mgr Benigni* - reprend don Nitoglia - *le considérait comme moderniste, mais si on lit ses articles de critique au libéralisme et au modernisme - comme son livre de 1918 qui est un classique de la littérature anti-moderniste - on reste conquis par sa clarté, profondeur et pureté de doctrine totalement catholique et antimoderniste. Comment peut-on dire qu'il fut un moderniste ? Seule la passion déréglée, qui prévaut sur la raison et la droite volonté, peut expliquer un tel jugement qui n'est absolument pas fondé sur la réalité. En outre on doit penser au fait que le père Rosa a écrit pour La Civiltà Cattolica à partir de 1905, c'est-à-dire sous le pontificat commençant de saint Pie X, qui se servit de l'organe des pères jésuites, en étroite collaboration avec la Secrétairerie d'État, pour expliquer et réfuter l'erreur moderniste. Est-il possible que saint Pie X ait confié le combat contre le modernisme à un moderniste, qui travaillait sous le contrôle direct de son secrétaire d'État, l'intégral cardinal Merry del Val, et sous les yeux du Pontife lui-même, sans n'avoir rien compris ? Ce jugement n'est-il pas une critique implicite à l'encontre de Pie X ? Si l'on pense que, à partir de 1911, comme nous avons vu dans les articles antérieurs, monseigneur Benigni a rompu avec son vieux protecteur, le cardinal Merry del Val, qui fut ensuite aussi critiqué par Benigni et considéré excessivement modéré et 'peureux', ce jugement ne doit pas nous étonner plus que cela. On constate donc l'objective exagération de Benigni en critiquant sévèrement toute personne qui ne pensait pas exactement comme lui"*. Sur la base de cela, don Nitoglia conclut : *"la réaction de Benoît XV contre Benigni et le S.P. n'a donc pas été injuste, disproportionnée ou un effet désagréable de son présumé 'libéralisme' ou 'modernisme', mais elle a été due à la façon d'agir de Benigni, de critiquer excessivement et de condamner tout et tout le monde, qui a nui à son œuvre de catholicisme intégral, substantiellement bonne en soi, mais gâchée de manière accidentelle par un certain modus agendi excessivement critique, quasi calomnieux*". Plus encore : non seulement, pour don Nitoglia, la réaction de Benoît XV contre le *Sodalitium* et les catholiques intégraux aurait été juste et proportionnée, mais même le changement pratique d'attitude du Saint-Siège envers les modernistes (qui fut donc : "*moins vigilant et répressif, plus enclin à surveiller qu'à condamner*" !) fut, là aussi, la faute de Mgr Benigni ! Il faut le lire pour le croire : "*ce qui déconcerte réellement ce n'est pas la manière d'agir de Benoît XV ou de saint Pie X, mais surtout celle de Monseigneur Benigni, qui poussa le Saint-Siège par la suite à être moins impétueux dans la condamnation des modernistes*". (C'est ainsi que se termine la troisième partie).

Don Nitoglia choisit donc le père Enrico Rosa comme modèle, lui qui fut le plus cruel ennemi de Mgr Benigni (nous le verrons), et qui témoigna, comme le cardinal Gasparri, contre la sainteté de Pie X au cours du procès de canonisation (234). Il est très libre de le faire : chacun se choisit ses propres héros. Malheureusement, étant donné l'estime dont jouit l'auteur dans le 'monde traditionaliste', son jugement (en faveur du père Rosa, contre Mgr Benigni, présenté comme un calomniateur) pourrait influencer irrémédiablement les jeunes lecteurs, notamment les jeunes séminaristes et prêtres "traditionnels", espérance de l'Église de demain :

c'est ce que je voudrais éviter. Le père Rosa est présenté comme le plus fidèle interprète de saint Pie X, Mgr Benigni comme un critique, bien qu'implicite, de saint Pie X (parce qu'il critiquait le père Rosa et les jésuites de *La Civiltà Cattolica*). Lisons alors un témoignage insoupçonnable, celui du cardinal Gasparri, en date du 28 mars 1928 (en pleine crise de l'*Action Française*) au procès de béatification de Pie X (déposition que don Nitoglia connaît, puisqu'il la cite dans le premier de ses articles à ce propos). "*Tenez, par exemple, les jésuites. Le Saint-Père Pie X* - déposa le cardinal Gasparri - *n'était pas vraiment certain de leur orthodoxie, il les considérait, plus ou moins, entachés de modernisme, et il le disait en privé ; mais ensuite ses paroles, comme il est naturel, étaient rapportées. L'actuel Préposé général* (W. Ledochowski, n.d.a.) *me disait que ce manque de confiance affligeait profondément le père Wernz* (alors Général, n.d.a.) *et en aurait peut-être accéléré la mort*". On ne peut donc taxer de partialité l'historien Roberto De Mattei (connu pour son estime envers la Compagnie) quand il expose la même idée expliquée par le cardinal Gasparri, qui n'est autre qu'une évidence historique : "*Pie X ne cacha pas sa méfiance envers la nouvelle ligne de la Compagnie de Jésus. Le père Franz-Xaver Wernz (1842-1914), préposé général de la Compagnie, gravement malade, le 31 juillet 1914 écrivit une longue lettre protestant de sa fidélité et de celle de l'Ordre et demandant des directives au Pape. Le pape Sarto ne répondit pas et dans un entretien confidentiel avec le nouvel «assistant d'Italie», il manifesta ses préoccupations quant à la ligne des revues «Études» et «Stimmen aus Maria Laach» et quant à la personne du père Wlodzimierz Ledochowski (1866-1942), «assistant» du père Wernz et depuis le 11 février 1915 son successeur comme Général de l'Ordre*" (235).

Don Nitoglia accuse donc Mgr Benigni de douter de l'orthodoxie des jésuites, et en cela d'aller contre Pie X, et Gasparri attribue cette pensée précisément à Pie X, au point qu'il aurait fait mourir de chagrin le père Général. Certes, Gasparri attribue à Benigni son influence sur Pie X : "*Que cette attitude du Saint-Père fut ensuite la conséquence des fausses affirmations qui venaient du Sodalitium Pianum, les Pères de la Compagnie le considèrent, avec raison, comme certain : on pourra interroger l'actuel P. Général, le P. Rosa….*" (*Disquisitio*, pp. 10-11). Donc, pour le père Rosa, le héros de don Nitoglia et des "modérés", Benigni était un calomniateur, et Pie X un naïf qui buvait les mensonges de Benigni. Vraiment un beau portrait de Pie X que celui de l'antimoderniste père Rosa… Mais le père Rosa - argumente don Nitoglia - écrivait sur *La Civiltà Cattolica* dès 1905, donc sous Pie X, et *La Civiltà Cattolica* reflète comme chacun sait la pensée de la Secrétairerie d'État, et donc à l'époque de Merry del Val, et partant du Pape lui-même (Pie X) : père Rosa = *C.C.* = Merry = Pie X. Mais est-ce vraiment ainsi ? Demandons à Pie X ce qu'il en pense ! Je me réfère à l'épisode de 1908 déjà cité (affrontement entre *La Civiltà* et la presse intégrale) : voici ce qu'écrit le saint Pape au père Ruggero Freddi, premier assistant du Général de la Compagnie (18 septembre 1908, Tagliaferri, pp. 338-339) : l'interview du père Pavissich, de *La Civiltà Cattolica*, déclencha "*un vrai scandale à cause des offenses lancées dans cette publication (autorisée par Pavissich) à tant de méritants de la cause catholique, à cause du mépris avec lequel ils sont traités et de la suffisance qui fait que ce qui est écrit par La Civiltà Cattolica doit être considéré comme oracle. J'ai fait écrire immédiatement au Cittadino di Mantova pour qu'il se rétracte, mais on répondit que ce qui était imprimé n'était même pas la moitié de ce qui avait été dit. En attendant, m'arrivent en continu des lettres et des rapports dans lesquels on répète que quelques pères de La Civiltà répandent le bruit que le Père Général et le Pape condamnent les critiques qui ont été faites à tel point qu'il a été interdit aux pères de la Com-*

pagnie d'écrire sur l'Unità Cattolica et dans le Armonie della Fede, et d'entrer de quelque manière que ce soit en contradiction avec La Civiltà - et qu'en un mot le Pape pense comme eux, mais qu'il y a des personnes au Vatican qui le contrarient. C'est si énorme que je ne peux laisser passer". Et Pie X écrit au sujet du directeur de la revue du père Rosa : "*je le crois désormais impuissant à s'imposer à certains qui ont pris le contrôle, qui, après avoir provoqué, invoquent la charité fraternelle, les égards dus à un collège d'érudits, l'autorité du Pape (ce sont leurs lettres), et ont la prétention non seulement de rester intangibles, mais d'être félicités. Votre Révérendissime Paternité me fera une distinguée faveur de parler du sujet avec le Révérend Père Général, parce que j'estime désormais nécessaire que des mesures soient prises, de manière à mettre fin à ces luttes et à éviter une division trop accentuée dans la Compagnie*". Après ce texte, que reste-t-il de l'argument "Père Rosa = *Civiltà Cattolica* = Pie X" ? uniquement une "*suffisance*" qui est "*si énorme*" que Pie X ne pouvait pas la laisser passer (un autre cas dans lequel la *C.C.*, et le père Rosa, en 1913, se prévalaient à tort de l'approbation du Pape, est rapporté par Pagano, p. 267) (236). L'obéissance proverbiale au Pape des jésuites… leur fit poursuivre leur chemin, en attendant la mort du Pape. La 'nécrologie' de saint Pie X écrite sur *Études* par le père Léonce de Grandmaison (qu'à Écône et à Albano Laziale un professeur nous présentait comme le véritable interprète "modéré" de saint Pie X contrairement aux intégristes de zèle amer) ne suscitait pas de regret pour le défunt, comme nous avons vu (cf. note 231).

"Exagéré" Mgr Benigni ? C'est l'hôpital qui se moque de la charité !

Don Nitoglia accuse Benigni d'être "*exagéré*", "*presque calomnieux*", alors que le père Rosa était "*modéré*". Nous verrons sous peu les méthodes "*modérées*" du père Rosa et de ses associés ; pour le moment nous nous limitons aux écrits de celui-ci contre Mgr Benigni. Modérés ? Suaves ? Charitables ? Je me permets une courte anthologie (non exhaustive). "*Ennemis de l'Église*", "*calomniateurs*", "*petite mais venimeuse clique*", "*dans le vêtement hypocrite de zélateurs de l'intégralisme de la foi et de la morale, de la charité surtout, que les auteurs massacrent*", "*sous la peau d'agneaux couve la rage des loups*", "*œuvre diffamatrice (qui) sous prétexte de lutte contre le modernisme, conduite par une espèce de sodalitium ou association secrète, qui aurait été fondée par un ancien maître des modernistes*", "*actes répréhensibles*", "*œuvre insensée des intéressés pseudonymes qui fut la plus favorable en pratique à la propagation du modernisme*", "*pleine de fiel*", "*mensonges et contradictions les plus honteuses*", "*la rancœur qui l'obsède*", "*une grande amertume de fiel et tant de basses calomnies, assaisonnées de piété*", "*l'esprit exacerbé du déserteur*", "*malheureux instrument d'une telle propagande*", "*mysterium iniquitatis*", "*vile campagne*", "*esprit de malveillance, de calomnie, dans le simulacre de défenseurs de la plus parfaite orthodoxie*", "*hypocrisie*", "*manie de calomnier les victimes de sa passion*", "*virulents et soudoyés*", "*méprisable*", "*masque de l'hypocrisie. Avec lequel se couvraient alors les traîtres à l'Église, même dans le clergé, qui furent complices des sectes et des cours dans ce que Pie VI appelait à raison mysterium iniquitatis ; et l'auteur qui les imite en fait partie…*", "*cela tient plus de la mauvaise foi que de l'ignorance crasse*", "*bêtise qui tient du blasphème*", "*ment en étant conscient de mentir*", "*insolences et calomnies du libelliste*", "*descend aux plus abjectes calomnies personnelles*", "*montrent clairement le style du plus élégant calomniateur français* (Pascal)", "*le calomniateur qui se vautre comme l'esprit immonde dans la boue*", "*antimoderniste de pacotille*", "*ne peut échapper à la mauvaise réputation d'ignorance ou de mauvaise foi ou de l'une et l'autre ensemble*", "*aveuglement passion-*

né", qui "*le pousse aussi à gratter dans la boue des plus infâmes calomnies*", "*expression des sentiments ignobles, des méthodes et parfois du langage grossier des anticléricaux les plus abjects*", "*nous rappelle le cas semblable de certains antimodernistes d'aujourd'hui qui en vérité favorisaient l'erreur et soutenaient les errants, en en imitant les méthodes, en discréditant la cause qu'ils feignaient de défendre et en en calomniant enfin aussi les défenseurs sincères et désintéressés*", "*une telle exorbitante fantaisie calomniatrice semble impossible chez ceux qui se donnent des airs de conscience délicate, sourcilleuse quant à la morale et à l'orthodoxie contre le modernisme, l'opportunisme, le régalisme, le libéralisme, qu'ils reprochent aux jésuites, mais qu'ils favorisent subtilement au service de sorbonnistes et de capitalistes français*", "*ignorance*", "*l'abjecte campagne pourra divertir de manière ignoble les esprits vulgaires qui se délectent de la médisance…*". Ça suffit ! J'ai à portée de main plusieurs numéros de *La Civiltà Cattolica* avec la prose modérée et charitable du père Rosa, mais à quoi bon ? Jusque-là je n'ai cité qu'un seul article de 11 pages (237) : si nous en ôtons les insultes, que reste-t-il ? Pour une fois s'applique le dicton *ex uno disce omnes*, c'est pourquoi nous épargnons au lecteur les nombreux autres articles qui ne font qu'aggraver la situation, puisque, comme nous allons le voir, le père Rosa va nommer clairement Benigni par son nom.

Les méthodes "quelque peu exagérées". D'accord. Mais de la part de qui ?

Venons-en des paroles aux faits. En réalité, les méthodes "*quelque peu exagérées*" attribuées à Mgr Benigni, furent au contraire propres à ses ennemis ; il suffit de penser aux circonstances qui portèrent à la dissolution du *Sodalitium Pianum*, circonstances dont j'ai déjà eu l'occasion de parler : accuser quelqu'un de manière calomnieuse à l'autorité d'occupation allemande, en pleine guerre mondiale, d'espionnage en faveur de l'Entente, n'est certainement pas le summum de la modération et de la charité fraternelle ! Mais les méthodes sans scrupules des "modérés" ne se limitèrent pas à ce cas. Et si nous parlions de **la perquisition** que l'antifasciste père Rosa obtint (grâce au père Tacchi Venturi) du gouvernement fasciste chez Mgr Benigni ? Par exemple, POULAT en parle (*Catholicisme…*, pp. 26 et 460) : "*Benigni Umberto, (…) casier judiciaire vierge ; à signaler seulement une perquisition de police à son domicile, ordonnée sous le régime fasciste à la demande d'un puissant jésuite de ses ennemis et demeurée sans suite ou sans résultat*" (p. 26). Sans suite ou sans résultat auprès de la police, oui, mais non chez les jésuites de *La Civiltà Cattolica*, commanditaires de la perquisition : "*selon le P. Rosa, la Questure soupçonnait une propagande 'bolcheviste ou analogue' et ne trouva que du matériel antijésuite (Civiltà Cattolica, 3 décembre 1927, p. 399). 'Pure invention' et 'calomnie' d'un 'fou criminel', ripostera Benigni : 'Nous avons été et sommes toujours en règle' (Romana, avril 1928). Et dans une lettre au cardinal Gasparri, le 3 mai 1928, il dénoncera Rosa comme 'le joyeux inventeur d'une perquisition à mon domicile dont il a rempli le Vatican'. Le P. Rosa, en tout cas, connaissait avant la 'perquisition', par une lettre du domestique de Benigni lui dénonçant ses activités (16 juillet 1926), les découvertes qu'il attribue à la police*" (p. 460, note 31).

Lettres anonymes, etc. ("Benigni est de ces gens dont n'importe qui s'autorise à dire n'importe quoi", Poulat, *Catholicisme*…, p. 42).

La lettre dactylographiée anonyme, ou plutôt avec un pseudonyme (signée Rossi, par le domestique Domenico Bordi) (p. 448), se trouve encore dans les archives de *La*

Civiltà Cattolica, *Fonds Rosa*, d'où l'a tirée pour sa publication le père jésuite Sale (238) (je rappelle encore qu'en la lisant vacilla pour la première fois chez don Nitoglia, qui fréquentait déjà les jésuites de la *C.C.*, l'estime pour Benigni). Nous avons déjà parlé dans une note précédente de cette triste affaire (note 195). Bien que la lettre envoyée au père Rosa fût sans date, pour Poulat on peut la faire remonter au 16 juillet 1926. Il faut avant tout situer la missive dans son contexte. Nous avons déjà vu comment *La Civiltà Cattolica* et la Compagnie (c'est-à-dire le Général) étaient défavorables aux catholiques intégraux et à la ligne de saint Pie X depuis 1904-1908. En 1913 s'ouvre le conflit déclaré avec Mgr Benigni sur la ligne du pontificat en général, et sur la question des organisations syndicales particulièrement : la dernière grande bataille menée en vain par saint Pie X et par les intégraux, en particulier contre l'aconfessionnalisme et le gauchisme en France et en Allemagne (239). À la mort de saint Pie X, la Compagnie qui avait préparé le revirement, le réalise, avec un soupir de soulagement pour la fin des "délations" contre d'éminents personnages (ils se battaient seulement contre les modernistes dogmatisants, déjà identifiés et condamnés comme tels, alors qu'ils voulaient que rien ne soit dit des modernistes sociaux et pratiques, et de leurs plus ou moins bienveillants complices, considérant la question du modernisme terminée avec *Pascendi* en 1907). Mgr Benigni est isolé et - nous l'avons vu - les milieux démocrates-chrétiens allemands mettent la main sur des documents du *Sodalitium* conservés à Gand (1915). Une fois la guerre finie, ce sont les jésuites français qui dirigent ces documents, et avec eux l'attaque en beauté de Rome, avec la dissolution du *Sodalitium* (décembre 1921). Cependant, en 1920 et jusqu'en 1929, l'abbé Paul Boulin (sous le pseudonyme de I. de Récalde, un compagnon de saint Ignace), non sans la collaboration de Benigni pour les recherches archivistiques, avait commencé à publier des études historiques sur la Compagnie de Jésus, qui suscitèrent la réaction immédiate des pères (nous en avons déjà vu des exemples et nous y reviendrons). Enfin, les affaires de France (les pourparlers sur les associations diocésaines d'abord, en 1921, la condamnation de l'*Action Française* ensuite, en 1926), qui préparaient le terrain à l'assimilation dans la même condamnation des intégraux et des maurassiens, inventée par le moderniste Louis Canet, membre du gouvernement. Sans rappeler ce contexte, on ne peut comprendre la portée de la délation (celle-là oui !) de Domenico Bordi contre son patron. La lettre (concertée ?) explique le 'motif' (ou un motif, comme nous verrons) du geste : "*fervent admirateur de l'Ordre si bien méritant, je sens le devoir de dénoncer la campagne de dénigrement que Mgr Benigni depuis quelques années, et aujourd'hui plus que jamais mène de manière intensive contre la Compagnie de Jésus : campagne vraiment répugnante et qui a besoin d'être énergiquement stoppée*". Objet de la dénonciation : d'un côté, la publication d'opuscules anti-jésuites (il en cite huit de manière détaillée : ce sont les livres de la collection Récalde) en donnant les adresses où se trouvait le matériel (50 quintaux de livres !), en cas de perquisition ; de l'autre, les accusations à l'encontre du neveu Pietro Mataloni et de la secrétaire Bianca D'Ambrosi (*sic*, pour D'Ambrosio), "*deux vrais brigands d'une indigne croisade*". D'Ambrosio, bien que vivant dans son propre logement, aurait été "*amante*" et "*concubine*" du prélat. Le financeur des livres anti-jésuites serait "*le banquier Simon*" (240), mais Benigni, le neveu et l'amante, en réalité, s'en répartiraient l'argent. Suivons les deux pistes, alors, celle de la (l'im)moralité et celle des opuscules anti-jésuites ; nous en verrons ensuite d'autres : les illicites enrichissements, la complicité avec Buonaiuti (!), la trahison du Saint-Siège et ainsi de suite. Sur la "relation" avec D'Ambrosio, nous en avons déjà parlé dans une note (195). En 1926, cette femme, qui avait été présentée à Benigni par son

confesseur, avait 39 ans (à cette époque !), et le prélat, déjà gravement malade, 64. Nous avons vu quel poids (nul) É. Poulat donne à l'accusation, adressée à tant d'autres célèbres personnages ecclésiastiques de l'époque (241), et celui (nul) qu'y donnait la vigilante police fasciste qui qualifiait D'Ambrosio de "*bonne moralité*", d'autant plus que sa correspondance - et donc celle du prélat - était, comme il a été dit, contrôlée par la même police : un petit dossier sur la "relation" aurait été utile à la Questure, s'il y avait vraiment eu relation. Paul Droulers également, un auteur très hostile à Mgr Benigni, écrit à ce propos : "*une dénonciation de son ancien valet de chambre est de nulle valeur*" (242). Mais Bordi dénonça Benigni non seulement au père Rosa, mais aussi à son ami et collaborateur le père Saubat (ancien membre de la Diète du *Sodalitium*). Le même père en parle au procès de béatification de Pie X qui dépose ainsi : "*On cria de toutes parts contre Benigni ; on l'accusa d'être peu orthodoxe, d'avoir de mauvaises mœurs, et d'être aussi de connivence avec la maçonnerie. Tout ceci est faux. Ses idées, en ce qui concerne la foi, étaient substantiellement droites. Sa moralité irréprochable. Pendant des années et des années je l'ai suivi un peu partout et je l'ai approché à toute heure, même à certains moments où il y avait auprès de lui un camérier, auquel il se fiait beaucoup et moi très peu, et qui me considérait pour cela avec méfiance ; cependant je ne pus jamais découvrir le moindre indice de mœurs blâmables*". Saubat lui-même, joignit à la déposition orale une note écrite : "*On l'a attaqué dans sa vie privée. Avant de l'aider, j'ai consulté le père Pie de Langogne (Mgr Sabadel) qui m'a dit : 'c'est un bon prêtre'*". Après avoir parlé de sa foi et de sa pratique religieuse et sacramentelle, il ajouta : "*Je n'ai jamais trouvé le moindre indice qu'il se conduisait mal. Cela pour répondre à celui qui à tel moment faisait taper à la machine une lettre en plusieurs exemplaires pour dire - sans aucune preuve - qu'il se conduisait mal. Ici je dois déclarer avec la même solennité que pour la foi, que jamais je ne me suis aperçu qu'il y ait eu quelque chose de répréhensible dans sa conduite morale. J'ajoute qu'après certaines dénonciations faites à moi et à d'autres, par son domestique Domenico Bordi, en qui Benigni avait confiance, moi pas, j'ai été mis sur la méfiance. Malgré cela, je n'ai remarqué absolument rien, à aucun moment*" (243). Voulons-nous un autre témoignage ? Nous avons celui du journaliste Guido Aureli, que la *Disquisitio*, contrairement à don Nitoglia (toute la cinquième partie de ses 15 articles est un outrage continuel à sa personne !) estime beaucoup (244) : "*Mensonges sur mensonges frappèrent (de son vivant mais tous détruits dès qu'il en eut connaissance) aussi monseigneur Benigni après sa mort. Ceux concernant son immoralité avec des femmes sont faux*". Après avoir parlé de certaines collaboratrices de la *Storia sociale*, Aureli traite de notre affaire : "*La trahison d'un domestique - Bordi - qu'il ne pouvait plus payer somptueusement - la trahison ayant été payée - fut cause de chagrins terribles pour le pauvre monseigneur et aboutit à l'infamie éternelle de celui qui s'en servit. Bordi, mort dans une clinique de Rome, où il fut transporté pour une crise d'appendicite, sur son lit de mort fit appeler d'urgence monseigneur Benigni à qui il demanda pardon en pleurant, avouant son crime et le mandataire, dont Mgr Benigni ne révéla pas le nom, mais que tout le monde devinait. (On peut avoir tous les détails nécessaires sur cette affaire ; je pourrai moi-même les procurer)*" (245) et nous aussi nous devinons facilement. Nous devi-

Le P. Pietro Tacchi Venturi s.j., proche de Mussolini et de M. Montessori

nons facilement le mandant, mais le lecteur pourra peut-être difficilement croire qu'il s'agit non d'un ennemi de l'Église ou d'un moderniste (ce qui est pire ; et les modernistes ne manquèrent pas de soulever de semblables accusations cependant invraisemblables) (246), mais d'un religieux estimé, oracle du Vatican. Et alors une autre source sera peut-être utile, ainsi qu'une autre calomnie provenant du même personnage. Cette fois l'accusation, indifférente à la contradiction, concerne le péché contre nature. Une accusation qui demeura cependant cachée, encore plus que la précédente, précisément parce que sans preuve ni confirmations. J'évoque avec répugnance cette obscure affaire, qui regarde en général des faits devenus aujourd'hui d'une triste actualité. Elle se rattache à la précédente, c'est-à-dire à la dénonciation de Domenico Bordi contre Mgr Benigni, faite au père Rosa, rappelons-le, en juillet 1926. Ce n'est qu'à ce moment (247) que le père Rosa lance une polémique soutenue et personnelle contre Mgr Benigni dans les pages influentes de *La Civiltà Cattolica,* et précisément avec un article, de septembre 1926, au titre sans équivoque : *Ultimi episodi di modernismo. Benigni maestro di Buonaiuti* (248) ; rappelons que justement en 1926 Buonaiuti fut déclaré excommunié *vitandus* ! (249).

Don Nitoglia accuse-t-il Benigni de soutenir - accusation invraisemblable - que le père Rosa fût moderniste ? En réalité, ce fut le père Rosa qui soutint, et qui écrit publiquement, que Mgr Benigni était plus que moderniste, qu'il était le maître des modernistes : mais non, ses accusations n'étaient pas exagérées ! (et il pouvait se les permettre parce qu'il avait, comme carte à jouer, la lettre de dénonciation de Bordi et les résultats de la perquisition policière qui prouvait les liens entre Benigni et les opuscules Récalde). La triste histoire qui conclut celle de la dénonciation de Domenico Bordi, se fonde entièrement sur les archives d'Emanuele Brunatto, un homme d'affaires, neveu du père Chiaudano s.j., converti d'une vie désordonnée par Padre Pio de Pietrelcina, qui, avec le soutien de quelques amis, parmi lesquels le maire de San Giovanni Rotondo, Francesco Morcaldi, essaya par tous les moyens (plus ou moins orthodoxes) à faire lever les mesures disciplinaires prises par le Saint-Office contre le vénéré frère capucin. On peut se référer à trois textes : le livre (écrit par Brunatto mais publié sous le pseudonyme de John Willoughby) "*Gli anticristi nella Chiesa di Cristo*", Aldana, Paris, 1933 ; celui de Giuseppe Pagnossin, "*Il calvario di Padre Pio*", vol. I, édité par l'auteur, 1978, et l'inédit d'Alberindo Grimani "*Per il Duce o per il Papa (Gli anticristi di Brunatto)",* Rome, 2015. Notre histoire commence avec deux documents reproduits par Pagnossin à la p. 457. Voici le ton du premier : "*Secrétairerie d'État. Vatican, 15 décembre 1927. Le soussigné Cardinal Secrétaire d'État avec l'approbation spéciale du Saint-Père charge Mgr Felice Bevilacqua de réaliser une enquête concernant un ecclésiastique dont l'identité sera exprimée oralement, l'autorisant à examiner les personnes qu'il estimera utiles aux fins de l'enquête et à les soumettre au serment de veritate dicenda et de secreto servando ; et je lui donne à cet effet toutes les facultés nécessaires et opportunes, ordonnant à quiconque, même constitué en dignité ou dispensé de se prêter à ce qu'il pourra demander. Pietro Cardinal Gasparri*". Le second dit au contraire : "*Vicariat de Rome - Bureau II. Rome, le 19 décembre 1927. Le soussigné devant, par mandat de l'Autorité Supérieure, enquêter canoniquement sur la conduite d'un ecclésiastique, charge par la présente Monsieur Emanuele Brunatto de procéder sur ce sujet à des investigations. Mgr Felice Bevilacqua*". Le cardinal Gasparri nous le connaissons déjà. Mgr Felice Bevilacqua (1876-1936) était alors chargé de la discipline du clergé au Vicariat de Rome, et peu après, au printemps 1927, il avait été nommé visiteur apostolique pour enquêter sur les accusateurs du Padre Pio dans le clergé de San Giovanni Rotondo, clergé soutenu par l'évêque de Manfredonia, Mgr

Emanuele Brunatto

Gagliardi. À l'occasion de cette visite apostolique, Mgr Bevilacqua se servit de la collaboration d'un laïc, Emanuele Brunatto justement (1892-1965), fidèle du Padre Pio, qui avait déjà dénoncé, avec le maire Morcaldi, l'immoralité du clergé en question. Mgr Bevilacqua et Brunatto se connaissaient donc bien, avaient collaboré depuis peu, et précisément au sujet de questions concernant l'immoralité de certains prêtres. Mais qui était le prêtre anonyme qui devait faire l'objet d'une enquête canonique par ces deux-là? En théorie, il s'agissait de Mgr Ricardo Sanz de Samper y Campuzano - que j'ai déjà cité -, Majordome de Sa Sainteté et Préfet du Palais Apostolique de 1921 à 1926, il avait été suspendu (mais pas encore privé de ses charges) à cause des rumeurs sur son immoralité (250). Mais en réalité, c'est un autre qui était la cible, comme le révéla le père Enrico Rosa en recevant Brunatto (qu'il connaissait déjà pour l'affaire du P. Pio) les 13 et 14 décembre 1927 : il s'agissait de Mgr Umberto Benigni. L'enquête des deux 'inquisiteurs', Bevilacqua et Brunatto, évolua sur des voies parallèles, tant sur de Samper, que sur Benigni (et sur quelques-uns de ses amis prêtres : Francesco Lucidi et Giuseppe Crosatti). Mais ils arrivèrent tous deux à des conclusions différentes, sinon opposées. Mgr de Samper n'avait pas d'échappatoire : il était facile de vérifier sa vie scandaleuse, qui avait déjà compromis en 1926 son accession à plusieurs autres charges (on donnait pour certaine la pourpre cardinalice). En effet, en octobre 1928 il fut définitivement évincé, par sa démission forcée, de sa charge de Majordome de Sa Sainteté, devenant pour l'Annuaire Pontifical "Majordome émérite". Mgr Bevilacqua, dès lors, se dédia exclusivement à Mgr Benigni, en allant à Turin dans le but de recueillir le "témoignage" contre lui du père (ou tertiaire) dominicain Lorenzo Regattieri (251), que plusieurs années avant saint Pie X avait adressé à Mgr Benigni pour dénoncer la situation à l'Université de Fribourg (252). Bevilacqua, triomphant, écrivit de Padoue à Mgr Carlo Perosi (253) le 19 février 1928 pensant pouvoir piéger Mgr Benigni : "*j'espère avoir trouvé la marche à suivre, toujours in genere morum*" (photographie de la lettre in Pagnossin, vol. I, p. 157, et in Alberindo Grimani, p. 70), cette fois contre nature, prédisant que Benigni "*fera naufrage*" de cette manière. Je ne crois pas alors que ce soit un hasard si une note ministérielle du 25 mars 1928 ordonnait de mettre sous contrôle la correspondance des sœurs Maria et Bianca D'Ambrosio, chez qui Mgr Benigni recevait son courrier, contrôle qui dura jusqu'au 29 avril 1931 (quand il prit fin sur l'intervention du chef de la police politique Arturo Bocchini) (254), bien qu'étant elles-mêmes et Benigni mandataires de la Police politique : ce contrôle, et précisément à partir de cette date, n'est pas sans rappeler la perquisition policière au domicile de notre Monseigneur en 1927, obtenue par le jésuite Rosa par l'intermédiaire du jésuite Tacchi Venturi ! Mais en dépit de ce contrôle policier pendant quatre ans, et des espoirs de Mgr Bevilacqua, les accusations finirent comme une bulle de savon : il n'y a aucune trace de procès canonique, ni d'aucune preuve ou de suite contre Mgr Benigni. Brunatto était lui aussi arrivé à cette conclusion (la mienne, pas celle de Bevilacqua), lui qui avait retrouvé Bianca D'Ambrosio (accusée, rappelons-le, par le domestique Bordi) par l'intermédiaire d'un vieil ami : l'éditeur de la *Libreria del Littorio*, Giorgio Berlutti, qui avait publié pour Brunatto, en 1926 -

qui écrivait sous le pseudonyme de Giuseppe De Rossi - un livre en défense du Padre Pio tout de suite après mise à l'*Index* par défaut d'*imprimatur*, mais qui donna le coup d'envoi à la visite apostolique de Bevilacqua à San Giovanni Rotondo. D'Ambrosio avait travaillé pour Berlutti avant de passer au service de Mgr Benigni, et Berlutti la recommandait à tous égards. Ce fut ainsi que Brunatto, convaincu de l'innocence de Mgr Benigni (255), finit par collaborer avec D'Ambrosio et le neveu de Mgr Benigni, Mataloni, dans l'enquête que lui avait commandée, en février 1928, le cardinal Merry del Val, aux dépens de Mgr Camillo Caccia Dominioni (1877-1946), Camérier de Sa Sainteté (poste immédiatement inférieur à celui de de Samper) et ami très proche de Pie XI (comme de Samper portait sur son blason les armes de Benoît XV, Caccia Dominioni associait à son blason de famille celui de Pie XI). Dans le cas de Caccia Dominioni les preuves de ses "*pratiques homosexuelles*" étaient précises et circonstanciées, et connues même de la police (256). Caccia Dominioni était destiné à la pourpre cardinalice (il l'obtint en effet, mais seulement en 1935). Pour faire taire le scandale intervint… oui, justement le père Rosa, lui si zélé contre Mgr Benigni, en demandant à Brunatto de fermer les yeux (cf. *Gli anticristi nella Chiesa di Cristo*, pp. 68-70), et qui plus est, si nous devons en croire Brunatto lui-même, en arrivant au point de commissionner une éventuelle tentative d'homicide pour récupérer un document compromettant pour le Camérier (cf. *Gli anticristi nella Chiesa di Cristo*, pp. 70-75) ; le père Rosa aurait été le commanditaire de la tentative (p. 73) : "*ce genre d'entreprise n'était pas nouvelle pour le père Enrico Rosa, qui en connut une autre qui réussit bien, dont le lecteur trouvera une documentation détaillée dans le volume suivant*" (p. 72). Comment un religieux, par ailleurs fervent, peut-il calomnier ou aller jusqu'à projeter un éventuel homicide, il faudrait le demander aux antiques laxistes (257). Mais la chose est tellement grosse que nous nous demandons : Brunatto est-il parfaitement crédible ? Il avait certainement des témoins, mais ma réponse est : Dieu seul le sait. Mgr Benigni, l'année même de la publication de ce livre, était plutôt sévère à son égard (258), et en cela il eut raison, étant donné que Brunatto n'est pas crédible sur Mgr Benigni (pp. 64-67), ne donnant aucune preuve de ce qui était affirmé par ses ennemis, d'autant plus qu'il collabora en 1928 avec D'Ambrosio et Mataloni, ce qu'il n'aurait pas fait si son jugement sans preuve sur Mgr Benigni avait été exact. Le discours sur d'autres personnages, sur lesquels la documentation ne manque pas, est différent. Je clos cette triste page que j'aurais volontiers omise, et que de toute façon la presse 'traditionaliste' avait déjà traitée, fondamentalement, depuis plusieurs années (259). Je l'ai traitée à mon tour, bien qu'ayant toujours évité de parler des questions contingentes et privées, me limitant aux questions doctrinales. Si dans ce chapitre j'ai enfreint - pour ainsi dire - la règle, c'est pour démontrer que les méthodes excessives attribuées à Mgr Benigni doivent être au contraire attribuées à ces "modérés" qui sont proposés, par exemple, comme le père Enrico Rosa.

Mgr Benigni, moderniste et maître de Buonaiuti ? L'équivoque du père Rosa (et d'autres)

Nous avons déjà vu comment depuis 1922 le père Rosa définissait Mgr Benigni "*ancien maître des modernistes*" : il n'en citait pas le nom, mais l'allusion était transparente. Quand par la suite Buonaiuti fut excommunié *vitandus* (la peine ecclésiastique maximale) et que le domestique de Mgr Benigni lui apporta les preuves du fait que son prélat avait en dépôt les livres sur les jésuites de la collection Récalde, le père Rosa revint à la charge. L'article, que j'ai déjà mentionné

(*Ultimi episodi di modernismo*, vol. III, cahier 1829) du **4 septembre 1926** était en apparence contre Buonaiuti et ses disciples (Ambrogio Donini, Alberto Pincherle) en employant pourtant un style qui, bien que dirigé contre un hérétique, ne peut pas ne pas déplaire, comme quand il écrit que même ses amis décèlent en lui "*un cas de cette hystérie très fréquente chez les personnes ou dans les caractères féminins de notre époque*" (p. 426). Mais… *in cauda venenum*. À la page 430, il écrit que depuis vingt ans Buonaiuti n'était plus chrétien "*comment alors qu'il n'était encore que séminariste* (en réalité il était déjà prêtre, et professeur au séminaire, n.d.a.) *il commença, en 1904, à traduire et à publier sur la Miscellanea d'Umberto Benigni les doctrines plus que hérétiques d'Auguste Sabatier, premier théoricien du modernisme (Les religions d'autorité et les religions de l'esprit), sans en citer la source*". Quelques pages plus loin, l'attaque contre Benigni pour les opuscules de Récalde : "*Mais il y en a encore d'autres qui manigancent au profit de l'erreur, et même avec l'air de la combattre, c'est-à-dire en travaillant à mettre la division et la méfiance entre les catholiques sincères, le discrédit sur d'éminents personnages et l'autorité même du Pontife, la diffamation sur des Ordres religieux entiers*" (c'est-à-dire le sien) (p. 437). Et de qui s'agit-il ? "*C'est-à-dire qu'il existe un modernisme pratique, plein de magouilles privées et publiques*" - voilà la dénonciation de Bordi - "*que l'on veut cacher par un antimodernisme doctrinal d'autant plus suspect qu'il est moins accrédité par la gravité de la vie, des études et des écrits*". Et voici le nom, avec un ton allusif : "*dont pourrait donner d'amples informations cet ancien directeur de Miscellanea qui fut le maître de Buonaiuti puis l'éditeur de ses premières vulgarisations du modernisme de Sabatier, comme nous avons dit plus haut*" (p. 438). Finale avec menace de nouvelles révélations "*ces gens reprendront après les vacances leur activité clandestine, soutenue par ce riche Simon, par les pseudo 'simoniaques' de Rome et de la capitale française, payés par lui. Alors nous révélerons aussi* (menace et chantage, dictés par la peur, n.d.a.) *par nécessité, de très tristes épisodes de ce véritable modernisme que jusqu'alors nous avons dissimulé pour d'importantes raisons faciles à comprendre par nos lecteurs. Et nous croyons qu'ils jetteront une nouvelle lumière, sur le fait apparemment inexplicable, de la continuelle tolérance et propagande du modernisme, et de l'assurance qu'en prenaient les vrais modernistes, y compris sous le pontificat de Pie X. L'affaire - à laquelle nous faisons allusion ici avec discrétion - est bien plus grave*" que celle des négligences des censeurs ecclésiastiques qui donnèrent les autorisations à Buonaiuti. Mais les menaces de Rosa, nées de la colère à cause des opuscules Récalde et favorisées par la délation de Bordi, ne firent pas cesser les publications à celui qui, évidemment, n'était pas susceptible de céder à un chantage, comme celui-ci le croyait ou l'espérait. Le **16 juillet 1927**, en faisant la recension d'un livre de Buonaiuti, il rappelait sa collaboration "*plus brève et plus astucieuse à la Miscellanea d'Umberto Benigni*" (260) : la pierre était à nouveau jetée. Le père Rosa était toujours la bête noire de Buonaiuti, et en général des modernistes déjà découverts et excommuniés, alors qu'il était toute douceur et indulgence avec ceux qui étaient les plus en retrait (261). En effet, après avoir défendu le père Semeria

Don Romolo Murri

"calomnié" par *Fede e Ragione*, et insulté comme d'habitude "*la bande Récalde*" dans le numéro du **20 août 1927** (262), le **3 décembre suivant**, le père Rosa renouvelle ses attaques en répondant à un article publié par *La Vita Italiana* de Giovanni Preziosi le 15 mars-14 avril 1927 : *L'autre "Internationale" : quelle est l'attitude des jésuites vis-à-vis de l'Italie fasciste ?* L'article, bien qu'anonyme, était de Mgr Benigni, et Preziosi ("*déjà prêtre*", comme le rappelait le père Rosa) l'avait publié censuré et modifié (Benigni le publiera en édition intégrale avec pour titre : *Les jésuites et l'Italie fasciste. Un autre "coup" de l'Internationale jésuite contre le Fascisme,* en décembre 1927). Pour Mgr Benigni la Compagnie, en Italie et à l'étranger, faisait la fronde au Régime ; ce qui était évident pour tout le monde, c'est ce que le père Rosa essayait de cacher mais qui se manifestera clairement en 1943 ; mais déjà en août 1929 le père Rosa devra subir un court exil en Espagne pour ces motifs (263). Le père Rosa prétendit qu'il s'agissait d'une calomnie de "*benigni complices romains*" (p. 389) [jeu de mots : *benigni* signifie aussi bienveillants, n.d.a.], de "*ce vieux journaliste, autrefois démocrate et partisan de Murri, maître du moderniste Buonaiuti, puis ami et compagnon des antimodernistes les plus bruyants, parce que les plus sincères*" (p. 390) à la soutane bordée de violet, aux "*manières maladroites et exagérées*" (p. 400), écrite dans le style des agences clandestines *Urbs, Veritas, Romana* (p. 390), calomniateur "*contre le Vatican, les cardinaux, l'Éminentissime secrétaire d'État (…) et même le Saint-Père et d'abord contre la vénérée mémoire de Benoît XV monstrueusement diffamé dans un petit périodique littéraire mondain, La Ronda (février 1922)* (264) *qui au milieu des noms de ses auteurs comptait aussi celui d'Umberto Benigni*" (p. 399). Le père Rosa vante sa bonté en n'en mentionnant pas le nom (!) mais dans une note (p. 399) rappelle "*qu'il y a plusieurs années* (en réalité l'année précédente, n.d.a.), *le domestique d'un personnage connu assurait avoir expédié lui-même plusieurs milliers*" (de 'libelles' antijésuites), raison pour laquelle la police avait eu des doutes et, craignant la propagande bolchévique, procéda à la fameuse perquisition. Le père Rosa sait bien qu'il ment, mais la note est une menace claire et réitérée de publier "*d'autres preuves et d'autres documents pour préciser la foi et la moralité de nos dénonciateurs 'intégraux' mais non intègres*" (p. 400). Des manœuvres pour salir sa moralité, a-t-on dit ; nous parlons maintenant de celles pour salir sa foi, et là, après, Buonaiuti arrive également le spectre de Murri. Nous arrivons donc en 1928. Le **7 avril 1928** *La Civiltà Cattolica* publie un nouvel article, intitulé "*Les nouvelles diffamations d'une agence clandestine"* (265), qui serait l'*Agence Urbs* "*des Benigni-Mataloni-Récalde",* comme écrit le père Rosa. Avec lui, la polémique sur le nationalisme-internationalisme continue (266), sans allusions au "modernisme" de Benigni, mais le pas en avant est franchi : il indique explicitement son nom et celui de ses amis. L'article annonçait de nouvelles révélations sur les "*affaires louches*" de l'ennemi, et c'est ainsi que le **5 mai 1928** le père Rosa reprit, cette fois en long et en large, la vieille thèse d'un Benigni moderniste, dans un article qui s'annonce contre Buonaiuti mais qui en fait est contre Benigni. "*Donc dans le cas présent, qui dure depuis une vingtaine d'années* (*ergo*: 1908) *le palliatif de ce combat sournois se montra même davantage voyant et hypocrite, alors que nos diffamateurs et ceux de toute la Compagnie de Jésus se présentaient comme 'intégralistes', quasiment les plus intégraux de l'Église, là où, en vérité, ils étaient non moins dangereux en tant que coopérateurs que des modernistes déclarés. Et Benigni se distingua, comme fondateur et directeur d'une revue bimestrielle - Miscellanea di storia e cultura ecclesiastica - en permettant, sinon en favorisant, à Rome la diffusion des*

théories modernistes qu'Ernesto Buonaiuti, alors séminariste et son ancien élève, publiait dans la revue, traduisant mot à mot Auguste Sabatier, le célèbre protestant et premier théoricien du modernisme. Il est vrai qu'ensuite, pour de tout autres motifs, ce fut la rupture entre le maître et l'élève ; plus exactement, quand le vent tourna avec l'avènement de Pie X et la condamnation du modernisme, Umberto Benigni se montra d'autant plus acharné dans la forme qu'il pouvait moins être un adversaire efficace dans la substance. Ce qui lui fut reproché, comme nous le rappelons, depuis cette époque par des jeunes laïcs de la revue de Milan, Il Rinnovamento. Lesquels étaient certainement plus francs et sincères que les clercs, leurs inspirateurs et leurs maîtres ; c'est pourquoi une fois que ces ardeurs de jeunesse eurent diminué, ils revinrent facilement à des pensées et à des sentiments bien plus sérieux et orthodoxes, alors que les amis et les partisans de Buonaiuti, bien que par des chemins opposés, allèrent de mal en pis" (pp. 235-236) (267). Ainsi donc, pour le père Rosa, Pie X se servait d'un maître des modernistes et collaborait avec lui, tandis que les véritables modernistes du *Rinnovamento* (Aiace Antonio Alfieri, Alessandro Casati, Stefano Jacini et Tommaso Gallarati Scotti, qu'Achille Ratti connaissait bien, soutenus par Fogazzaro, Buonaiuti lui-même et par les pères Gazzola et Semeria) étaient de "*braves garçons*" et Maurice Blondel (le vrai maître de Buonaiuti) (268), nous l'avons vu, "*un bon catholique*" : c'est le monde à l'envers ! Le but du nouvel article était de démontrer "*que l'esprit du disciple Ernesto Buonaiuti est identique à celui de son ancien maître*", c'est-à-dire au "*prétendu antimodernisme d'Umberto Benigni et des faux intégraux dépendants de lui*" (p. 238). L'article se termine par une dernière tirade contre "*cette forme étrange et pas du tout sincère d'antimodernisme, dirigée ou inspirée en catimini par le vieux maître de Buonaiuti, qui favorisa de tant de manières le véritable modernisme* " (p. 245) : on a beau lire et relire ces pages, on ne trouve aucune preuve de cette affirmation répétée, ce qui fait que Benigni et Buonaiuti n'avaient en commun (outre l'initiale du nom !) que le fait de ne pas estimer les jésuites (ce qu'on pourrait dire de tant de Papes, de Saints et de théologiens catholiques, sans pour autant que l'on puisse dire qu'ils sont modernistes ou jansénistes ou luthériens). Buonaiuti et Benigni répondirent indignés au père Rosa : l'un n'avait jamais été disciple, et l'autre pas davantage maître. Le père Rosa répondit à tous les deux le **21 juillet 1928** (269). Avec peu de fantaisie, le directeur de *La Civiltà Cattolica* répète que Benigni est le "*vieux maître*" de Buonaiuti (p. 158), et lui l'"*élève*" (p. 161) redonnant comme unique preuve l'article du jeune Buonaiuti (c'était en 1904) sur la *Miscellanea* de Benigni, où le premier aurait cité, sans le nommer, le protestant Auguste Sabatier (pp. 161-162). Le père Rosa s'en était rendu compte en 1910 (270), mais alors - note Poulat - le père Rosa écrivait que "*la Miscellanea avait une orientation notoirement catholique, avec un directeur avisé et sûr"* : mais ces mots le père Rosa les écrivait sous Pie X avec Benigni à la Secrétairerie d'État, alors qu'en 1928 il pouvait tranquillement "tuer un homme mort" comme l'était Benigni sous Pie XI. Aux déclarations du père Rosa, Buonaiuti répondait que son rapport avec Mgr Benigni n'était pas celui de maître et élève, mais plutôt celui de victime (lui) et bourreau (Benigni). Et il citait le fameux épisode, survenu en 1909, dont parlent en détail Mgr Pagano, don Lorenzo Bedeschi, Émile Poulat et Giovanni Sale (271). Buonaiuti écrivit une lettre à son ami moderniste Antonino De Stefano, résidant alors à Genève, à propos de sa collaboration à la *Revue Moderniste internationale*. À quelques semaines de distance il fut appelé par l'assesseur du Saint-Office, le père dominicain Pasqualigo, qui lui lut "*mot à mot*" la lettre qu'il avait écrite à

son ami, et qui révélait de manière irréfutable le modernisme de Buonaiuti, jusqu'alors encore caché. La lettre avait été copiée par don Perciballi, sur mandat de Mgr Benigni, qui connaissait aussi bien De Stefano que Buonaiuti (ils avaient été ses élèves au Séminaire Romain). Pagano écrit : "*Parmi les 'mérites' dont la nouvelle association put se prévaloir aux yeux de Pie X durant l'année de sa fondation, il y eut certainement celui de la dénonciation et de l'espionnage à l'encontre d'Antonino De Stefano à Genève par l'entremise de don Pietro Perciballi, prêtre arriviste ami de Benigni ; ce dernier fut peut-être l'inspirateur de la manœuvre et l'intermédiaire pour faire parvenir le dossier De Stefano entre les mains du Pape*", en réalité : sans "peut-être" puisque Bedeschi consulta le dossier du Saint-Office transmis par Benigni à Aureli, et "*une copie de ces documents, parfaitement conforme, se trouve dans le Fonds Benigni*" (p. 235). Dans l'opération, donc, étaient impliqués non seulement Perciballi et Benigni, mais aussi Merry del Val, au courant du *Sodalitium*, le cardinal De Lai qui suivit toute l'affaire, le Saint-Office et *in primis* saint Pie X lui-même, qui paya les frais et chargea Benigni d'enquêter et le Saint-Office de poursuivre. Maintenant, comment le père Rosa juge-t-il sur *La Civiltà Cattolica* cette action de Mgr Benigni (qui démasquera le chef des modernistes italiens) et implicitement celle de saint Pie X ? Dans l'article susmentionné de *La Civiltà Cattolica*, le père Rosa jugea le tout un "*fait condamnable*" (p. 163), et il écrit : "*nous ignorions absolument la sale affaire et quand nous en eûmes vent, des années après, par un vieil ami de Buonaiuti et de ses complices modernistes de Genève, nous la désapprouvâmes*". D'après lui il n'y avait pas "*besoin de recourir à l'illicite vol de lettres. Nous avons employé bien d'autres méthodes*" se vante le jésuite, que ces *"menées policières ou pire immorales"* (p. 164). Le père Rosa ose-t-il accuser Mgr Benigni de complicité avec Buonaiuti et après, avec saint Pie X, d'avoir utilisé des méthodes immorales contre Buonaiuti, et de manière hypocrite il se glorifie de ne pas avoir employé certaines méthodes, lui qui s'est servi des fruits de la perquisition allemande chez Joncks, qui a fait perquisitionner la maison de Mgr Benigni, qui a vraisemblablement fait intercepter par la police sa correspondance, a fait épier sa moralité, et a couvert l'immoralité du Camérier de Pie XI arrivant peut-être à projeter un crime, si nécessaire, dans ce but ? L'accusation n'était pas seulement publiée sur la revue de la *via di Ripetta*, mais aussi reproduite dans les lettres privées (et certainement dans les conversations) du directeur de *La Civiltà*. Le père Sale s.j., autant compréhensif envers Buonaiuti que draconien contre Benigni (272), cite, à ce propos, des documents inédits du père Rosa dans lesquels celui-ci répète les accusations habituelles : "*il est certain du reste, depuis plusieurs années*, écrit-il à un monseigneur, *qu'il a d'abord favorisé le modernisme, comme on peut le voir aussi dans ses mélanges ecclésiastiques, où Buonaiuti commença à écrire en 1904. Après coup, il l'a combattu, mais d'une manière pas toujours louable et en recourant même à des moyens peu honnêtes. Enfin, il se fit passer pour un champion du soi-disant intégralisme, pour qui étaient modernistes tous ceux qui ne pensaient pas comme lui…"* concluant : *"il est étrange que des dispositions, qui pouvaient d'ailleurs être prises dès l'époque de Pie X, n'aient pas encore été prises* " (autre critique implicite au saint Pape) (273). En suivant pas à pas Mgr Benigni, qui s'était rendu en Espagne, le père Rosa écrit le **28 juillet 1928** au directeur de la revue intégraliste (au sens carliste) espagnole *El Siglo futuro* que le parti de Benigni "*pourrait se dire 'moderniste d'un nouveau genre'*" (274). Pour compléter l'examen des articles de *La Civiltà Cattolica* contre Mgr Benigni dans les années 26-28, voici l'article *L'équilibre de la vérité entre les extrêmes de l'erreur*

Mgr Angelo Roncalli, par la suite Jean XXIII

du **3 novembre 1928**. Le père Rosa s'appuie sur l'écrit "*Saint-Siège, Action Française et Catholiques intégraux"* diffusé sous le pseudonyme de Nicolas Fontaine (nous en avons déjà parlé). Il dit que Fontaine est un libéral (alors que Louis Canet était catholique moderniste ami des amis du père Rosa), mais il en approuve le texte car opposé aux "*catholiques intégraux*". Contre eux, et *in primis* Benigni et Boulin, *La Civiltà Cattolica* réitère l'accusation du "*faux antimodernisme*" de "*faire le jeu des errants modernistes, en en imitant l'esprit*" (p. 199), "*en confondant la cause des naïfs pas mal intentionnés*" (lire : les modernistes ayant plus ou moins échappé à l'excommunication) "*avec celle des errants obstinés*" (p. 199) renouvelant à Benigni l'accusation d'avoir "*favorisé dans son enseignement et dans son périodique Miscellanea di storia ecclesiastica*" le modernisme, de l'avoir ensuite combattu avec un zèle suspect, "*avec des méthodes non certes sincères et louables, de l'avis général, utilisées par lui et préconisées dans le combat, comme celles de sa fameuse Correspondance*" (financée par saint Pie X), raison pour laquelle le directeur de *La Civiltà* se vante de "*n'avoir jamais approuvé ces méthodes*" (y compris quand le Pape les approuvait ?) et de n'y avoir jamais "*pris part*" "*et ce pour des raisons de conscience, de dignité, d'honneur*" (contrairement à Pie X) en le faisant "*remarquer à qui de droit*" (qui ne l'écouta pas). Or, celui qui se disait "*plus papiste que le Pape*", écrit Rosa, en assimilant plus ou moins intégraux et maurrassiens, à l'instar de Louis Canet, "*le combattit ouvertement*" (p. 200), c'est pourquoi "*il y eut ou plutôt il y a une propagande pratique de véritable modernisme, avec tout son esprit d'insubordination contre l'autorité ecclésiastique, même la plus haute*" (p. 201), mais surtout contre les jésuites. Comme indiqué dans le titre, le père Rosa dénonce les extrêmes opposés entre "*nationalisme et internationalisme, entre sémitisme et antisémitisme, entre démocratisme et conservatisme, entre libéralisme et absolutisme*" "*entre les erreurs du vieux 'sillonisme', comme on dit, et celles non moins graves de l'Action Française*" (p. 195) et, dans le domaine religieux, entre modernistes et intégraux. Or il est vrai que la vérité se place entre erreurs par excès et par défaut (don Cantoni, l'abbé Bonneterre et don Nitoglia aimaient rappeler cette vérité, justement comme le père Rosa) mais le principe doit être utilisé de manière avisée, autrement le petit jeu peut être utilisé, comme il le fut dans les années 70, en disant que la vérité c'est le Concile entre les extrémismes opposés de Mgr Lefebvre et dom Franzoni, ou la Démocratie Chrétienne entre les extrêmes du fascisme et du communisme (alors qu'ensuite les "centristes" ne détestaient qu'un seul des extrêmes : Lefebvre, ou le 'fascisme', ainsi, le père Rosa combattait l'*Action Française* et plus encore les intégraux, non certes les sillonistes dont il excusait les intentions et faisait l'éloge de leur soumission au Saint-Siège : p. 196). L'article, comme de coutume, se terminait par les habituelles allusions à de nouvelles et inavouables révélations "*sur trop de choses que nous aurions à ajouter".*

En m'excusant pour les répétitions (ce ne sont pas les miennes, mais celle du père Rosa) c'est maintenant le moment de se demander : y-a-t-il quelque chose de vrai dans les accusations adressées à l'encontre de Mgr Benigni d'avoir été le maître des modernistes et le complice de Buonaiuti et Murri ? Sans doute, Buonaiuti, De Stefano, Mario Rossi et d'autres, fréquentèrent-ils les cours d'Histoire

ecclésiastique de Mgr Benigni ; Angelo Giuseppe Roncalli, dont le *Journal de l'âme* débuta précisément par une citation de son professeur, les fréquenta aussi. Mais cela vaut pour presque tout le clergé romain de ces années (Benigni enseigna à Rome de 1901 à 1923) comme Canestri et Dante. Examinons alors les témoignages des modernistes. Écoutons son concitoyen et condisciple au séminaire, Mgr Fracassini (1862-1950), dans une lettre au moderniste pérugin don Piastrelli (1883-1975) (275) : "*Je puis dire que ses idées n'ont jamais été les nôtres : sa sociologie était très édulcorée et orthodoxe. Son impérialisme ecclésiastique en ce temps-là aussi était son idéal*" (PAGANO, *op. cit.*, p. 227). Buonaiuti, en 1907, écrit toujours à Piastrelli : "*Mais d'un homme de ce genre, cynique et rusé, nous, pauvres chevaliers de l'idéal, avons tout à craindre ! Il faut le démolir pour le bien de la cause !*" (*ibidem*). L'épithète "*cynique et rusé*" faisait référence au célèbre épisode raconté par Buonaiuti à la fin de son autobiographie, narré naturellement de son point de vue : "*… Je lui exposai parfois mon enthousiasme ardent pour un sacerdoce qui viserait activement à l'élévation des esprits à une époque qui s'annonçait si dramatiquement porteuse de nouveautés et de métamorphoses. À chacune de mes confidences les plus ouvertes et les plus chaleureuses, il me regardait d'un œil sceptique et ironique, comme si mes candides et confiantes confessions étaient l'expression d'une fantaisie surexcitée et d'une illusion infantile. Lui, monseigneur Benigni, ne concevait l'Église que comme une discipline militaire et une uniformité bureaucratique. Pour lui la cause du Christianisme ne pouvait être que la cause de l'Église et la cause de l'Église était la cause d'un organisme désormais définitivement schématisé et rigidifié, dont il n'y avait à attendre qu'une interprétation juridique et extérieure de canons et de formulaires. Il y avait le plus noir pessimisme dans la conception ecclésiastique de ce prélat (…). Y-avait-il quelque chose de bon à espérer du progrès de la société humaine et de l'évolution des esprits ? Je m'en souviens comme si j'y étais encore. Un jour où, après le cours, j'accompagnai Benigni chez lui, comme j'avais pris l'habitude de le faire, je saisis l'occasion du sujet qu'il avait traité juste avant de la chaire (…) je m'étais permis d'observer comment (…) face à un monde qui, dans la divulgation des principes démocratiques, se préparait à ouvrir une nouvelle, lumineuse époque dans l'histoire de la civilisation méditerranéenne, Benigni, me fixant de ses pupilles très noires, d'un air de sarcastique dédain pour mes envols d'espérance et d'optimisme, articula avec son léger bégaiement, cet aphorisme terrible : 'Mon cher ami, croyez-vous vraiment que les hommes soient capables de quelque chose de bien dans le monde ? L'histoire est un perpétuel et désespéré haut-le-cœur, et pour cette humanité il ne faut rien d'autre que l'Inquisition !'. Je restai stupéfait*". Et Buonaiuti commenta : "*ce sombre et macabre jugement de mon professeur ecclésiastique aurait dû me retenir de continuer plus avant sur le chemin qui conduisait à l'ordination sacerdotale...*" (276) (que n'en a-t-il été ainsi !). L'épisode est situé par Buonaiuti au début de la carrière d'enseignant de Benigni, il peut donc se situer entre 1901 et 1903 (lorsque Buonaiuti fut ordonné, en décembre) : est-ce cela le portrait d'un moderniste, comme le prétendait le père Rosa ?

Le père Rosa écrit que Benigni jeune était compagnon de route de don Romolo Murri, qui sera ensuite excommunié comme moderniste ; en 1904 il était encore complice des modernistes, en publiant Buonaiuti. Mais Sergio Pagano publie une lettre de don Murri à don Benigni, alors à la *Voce della Verità,* de décembre 1901 : "*je n'ai pas accepté, je me suis moqué de votre programme d'union". "Vous rappelez ensuite votre acceptation de la démocratie chrétienne. Mais on a déjà dit souvent dans nos périodiques que nous ne pouvions pas tenir compte de cette démocratie,*

puisqu'après cela vous combattez 'les jeunes de la démocratie chrétienne' (vous rappelez-vous de qui sont ces mots ?) et toute l'orientation, le travail démocrate chrétien" (*Documenti sul modernismo romano,* pp. 293-295). Il ne semble pas qu'ils se mirent d'accord ! Murri reprochera à Benigni de ne plus être ce qu'il était en 1895, quand il signa le programme social démocrate chrétien du congrès de Turin ; un disciple de Murri, Francesco Invrea fait la même chose : "*quand j'entendis pour la première fois que les attaques contre la Cultura Sociale* (de Murri) *et de son directeur contenues dans la Voce della Verità partaient de vous, je tombai littéralement des nues. Comment se fait-il que vous, un des premiers et courageux pionniers de la démocratie chrétienne italienne, promoteur d'un programme très hardi à une époque dans laquelle les chrétiens-sociaux d'Italie se comptaient sur les doigts* (…) *puissiez être devenu un adversaire des jeunes et courageuses troupes des démocrates chrétiens italiens ?*" (7 décembre 1901). Comme le rappelle Pagano, le 18 janvier 1901 Léon XIII avait publié l'encyclique *Graves de communi* sur la démocratie chrétienne, et Benigni s'était rangé du côté du Pape, Murri contre lui. Et toujours comme le rappelle Pagano, Poulat a examiné toute la question (C*atholicisme*…, pp. 255-333) : la seconde génération des Intransigeants, celle marquée par Léon XIII, se divisa entre "*ceux pour qui Léon XIII, comme saint Thomas d'Aquin, est un phare et non une borne ; ceux pour qui s'éloigner de sa lumière, c'est avancer dans les ténèbres*" (p. 255) : Murri était parmi les premiers, Benigni parmi les seconds. "*On butte sur un problème plus réel, sur le vrai problème, quand on lit que Benigni, 'autrefois social à l'extrême sous Léon XIII, avait trop changé ses batteries avec l'arrivée de Pie X' (P. Droulers). En réalité, le problème se complique : si Benigni a changé, d'un point de vue social, il l'a fait alors que Léon XIII était encore vivant, puisqu'il a attaqué Murri déjà en 1901 ; mais s'il a déjà changé sous Léon XIII, en quoi, et pourquoi a-t-il changé ? Peut-être par opportunisme, et pour s'adapter, en l'absence d'un changement de pontificat, aux changements du pontife régnant ? Mais alors, est-ce Léon XIII qui aurait changé ? Et si au contraire il avait refusé de changer, si au contraire c'était Murri et les murristes qui avaient subi une évolution, et que le Pape se serait limité à s'ériger contre cette évolution dans laquelle il voyait une déviation ?*". Le père Rosa accuse Benigni : sous Léon XIII il était avec Murri, avec Pie X, par opportunisme, il se rangea contre ; la vérité - rappelle Poulat - est à l'opposé : avec Léon XIII il se rangea contre Murri, quand il fut évident que le jeune démocrate-chrétien s'éloignait de la bonne doctrine. Benigni est un intransigeant de la seconde génération, comme Medolago Albani (1852-1921) (qui sera en effet avec lui pour soutenir Pie X) et la II[e] section de l'*Opera dei Congressi*, la section économico-sociale, la seule que Pie X ne dissoudra pas (p. 279). Don Benigni moderniste en 1904 ? Et alors comment s'explique la polémique avec le père Semeria et le père Minocchi, toujours sur la *Voce della Verità* du 15, 16, 17 août 1903, qui avaient été visiter Tolstoï ? Mgr Pagano tire du *Fonds Benigni* une lettre de Semeria à Benigni pour s'expliquer, et la réponse cinglante de Benigni "moderniste" (pour le père Rosa) : "*tout l'esprit de vos écrits concorde dans ce signe typique de votre école et de vos amis susmentionnés : exalter les acatholiques et dénigrer les catholiques intransigeants ; et ce non avec des calomnies et des mensonges, que diable ! Mais avec un système très habile : présenter surtout le côté fort des acatholiques, et le faible des nôtres. (...) École dont Murri est le maître tortueux, Minocchi l'imprudent et vous l'habile. Eh bien, voici ma sincère et impartiale profession de foi, que je répèterai sur mon lit de mort. L'école des trois maîtres et des disciples associés, je la considère néfaste. C'est la Révolution avec sa condamnation systématique de la tradition, avec sa manie de*

moderniser tout et tout de suite, avec ses impatiences. Elle est spécialement néfaste chez la jeunesse ecclésiastique, et je puis le dire moi qui ai de continuelles relations intellectuelles avec elle : trop nombreux sont les jeunes qui en affichant un mépris inqualifiable contre nos 'vieilleries', le fragile vieux bagage du catholicisme latin 'de la scolastique à la hiérarchie', se font forts du nom des trois maîtres". Pour le père Rosa, à cette époque, c'est un moderniste qui écrivait : mais était-ce un moderniste ? La suite de la lettre explique l'équivoque : "*Moi qui voudrais ne pas voir entravée la saine et vraie réforme catholique, dont nous avons un extrême besoin, je déplore que les excès et que pire, des modernistes nuisent à l'évolution de ladite réforme, bien plus que celles de quelques vieux réfractaires et misonéistes (…) Voilà pourquoi je combats le modernisme susdit* (notez que Léon XIII est mort seulement depuis un mois, n.d.a.) *que je ne confonds pas avec la modernité : et les haines et les guerres que je me suis attirées (on veut me faire passer pour antidémocrate, moi qui ai été le premier en Italie à diffuser la démocratie chrétienne, et pour misonéiste, moi qui le premier en Italie ai introduit Taine dans la propédeutique de l'histoire ecclésiastique) je les supporte, sachant que je me les suis attirées pour avoir respecté ce que je considère une stricte obligation de conscience. (…) … quand arriva la déclaration de guerre - tel est l'article de Minocchi - je tire, et naturellement j'essaye de ne pas gaspiller les cartouches". Et le 5 septembre il écrit encore : "désormais Minocchi a pris une position déterminée : il reste avec nous pour mieux nous tirer dessus : il a dû le dire clairement à Tolstoï quand il a parlé de l'"inutilité' de l'apostasie. Ah, quand nous supportons les poignards de tant de conjurés maçons, juifs, anticatholiques et antichrétiens de toute espèce, nous voyons le révérend collaborateur du Giornale d'Italia (Minocchi) nous siffler de manière transparente le de profundis (…) eh, Père Semeria, les articles et les entrefilets de La Voce sont des madrigaux par rapport à ce qu'il faudrait !"* (Pagano, pp. 296-300). Dans ces lignes se trouve tout ce qu'il y a à dire. Sergio Pagano (pour une fois) décrit bien la personnalité de Benigni quand il écrit : "*Formé dans la plus pure tradition léonine (de Léon XIII qui au séminaire de Pérouse laissa un fécond héritage d'études, et en particulier d'études historiques), Benigni percevait précisément du fait de cette innée et assidue fréquentation historique, l'urgence d'affronter les plus difficiles questions du moment qui - d'après une analyse personnelle à laquelle il n'entendit jamais renoncer - menaçaient l'Église Catholique encore plus que les anciennes hérésies…"* (*ibid.*, p. 225). La lettre à Semeria exprime parfaitement ce double aspect présent chez Benigni : être moderne et, en même temps, contre le modernisme (notre Institut s'efforce d'en suivre les traces : cf. *Sodalitium* n° 63, *Notes pour l'étude de la Sainte Écriture (et des autres sciences ecclésiastiques en général*). Poulat dédie deux chapitres entiers de son *Catholicisme…* à la question : le chapitre VII (*L'histoire sainte sans auréole*, pp. 199-254), dans lequel il examine les numéros de la *Miscellanea* qui scandalisa tant le père Rosa, et le chapitre VIII (*La démocratie chrétienne en crise*, pp. 255-333). Dans les deux domaines (les études ecclésiastiques et la question sociale) il suivit avec enthousiasme les directives de Léon XIII : modernisation et sérieux des études, engagement social du clergé pour étendre à la société les bienfaits du christianisme (chap. IX : *Royaume de Dieu et Empire de l'Église*). Dans les deux cas il se trouvait à "gauche" dans le camp intransigeant, antilibéral, contre-révolutionnaire. Mais il resta toujours dans ce camp, même quand les autres (Buonaiuti dans les études, Murri en politique) trahirent et quittèrent leur poste. À sa clôture (1907), la *Miscellanea* rappelle ce qu'avait été son programme : "*unir la vraie foi et la vraie science, l'orthodoxie sincère sans arrière-pensées comme sans atténua-*

tions, qui n'admet ni l'acriticisme ni l'hypercriticisme, et la critique honnête et sérieuse" (V, 78) "*En somme* - commente POULAT - *une position médiane (dite à gauche), entre une droite conservatrice et une 'extrême gauche' moderniste*" (*Catholicisme…*, p. 220). Mais alors, qu'est-ce qui séparera Mgr Benigni d'auteurs comme Lagrange, Duchesne, Batiffol, Delehaye, Funk, etc. dont les ouvrages seront mis à l'*Index* (c'est le cas de Duchesne) ou interdits dans les séminaires italiens (comme Duchesne, cf. circulaire du cardinal De Lai, 1er septembre 1911, ou Delehaye, Funk, Lagrange, cf. lettre du cardinal De Lai, 17 octobre 1913) ? Certainement, la mentalité, l'esprit qui les anime, et la réaction face au danger moderniste : alors que Benigni devient le partisan le plus intransigeant de la politique antimoderniste de Pie X, les auteurs cités, *in primis* Duchesne, sont furieux contre Pie X et l'antimodernisme (par ex., pour Duchesne, cf. POULAT, *Intégrisme…*, p. 602). Le père Rosa ne comprend pas, et passe tranquillement de l'étroit conservatisme qui voit du modernisme dans la *Miscellanea*, au philo-modernisme social qui permettra au modernisme de survivre et de renaître plus virulent que jamais. Et le fameux article de Buonaiuti en 1904 ? POULAT examine le cas en détail aux pages 211-212 de *Catholicisme…* (note 20) à la lumière de ce qui a été dit jusque-là. Dans les lignes de Buonaiuti sur la tradition (en général) comme on les trouve dans la *Miscellanea* (et non, l'année suivante, sur *Studi religiosi* de Minocchi), il n'y a rien d'erroné, et Buonaiuti lui-même "*insatisfait de l'enseignement reçu au séminaire, de Benigni comme des autres, ne se reconnaissait pas davantage dans les auteurs 'hétérodoxes' : Harnack, Sabatier, Loisy*". Rosa fait "*un amalgame tardif*" en 1928 entre Benigni et Buonaiuti, qu'il ne faisait pas en 1910 (nous l'avons vu). Et Benigni, à partir de 1903, "*était déjà le pourfendeur de Loisy, dans un mouvement composite de culture où il voyait mêlés le bon grain et l'ivraie*".

Quelques traits de la personnalité de Mgr Benigni, entre les accusations des ennemis, comme le père Rosa, et la réalité

Mgr Benigni ? Un opportuniste sceptique. Un affairiste assoiffé d'argent et d'honneurs. Ou bien un fidèle collaborateur de Léon XIII et de saint Pie X ? Voyons ce qu'on peut en tirer.

Benigni sceptique, voire athée ? Cynique, sceptique, froid, d'un pessimisme noir… C'est ainsi que Buonaiuti décrit son vieux maître (dans le sens de professeur) comme si, comme lui, il avait perdu la foi mais, contrairement à lui, s'était rangé du côté de l'institution ecclésiastique, un peu comme le grand inquisiteur de Dostoïevski. Poulat se pose la question, et se donne (et nous donne) la réponse : "*Benigni est aussi 'religieux' que ses nouveaux adversaires et anciens amis, s'il l'est autrement qu'eux, et c'est une autre affaire de décider si leur manière est meilleure que la sienne. Rien n'est plus erroné et gratuit que de voir en lui un 'athée', alors qu'il est, si l'on ose forger ce mot, un 'anantrope' (en note : misanthrope et asocial seraient ici hors de propos). Il ne peut pas ne pas croire en Dieu, mais il ne peut pas, ou plus, croire en l'homme*". Dans une note l'historien français écrit entre autres : "*Benigni est ici le révélateur d'une difficulté, héritée des controverses molinistes sur la grâce et la liberté, à penser théologiquement l'homme moderne devant Dieu et à surmonter leur incompatibilité profonde*". Et, toujours dans la même note, il donne comme exemple de la mentalité opposée à la sienne, une phrase célèbre et déconcertante, par laquelle Paul VI clôtura le concile Vatican II : "*nous aussi,*

nous plus que quiconque, avons le culte de l'homme" (277). La mentalité de Mgr Benigni ne pouvait être plus éloignée de celle de Mgr Montini.

Riche (ou pauvre ?). Nous terminons le portrait de la personnalité de Mgr Benigni (comme il a été dit depuis le début, les articles de Valbousquet puis ceux de don Nitoglia insistent beaucoup - négativement - sur sa personnalité) par quelques mots sur l'attachement de notre prélat aux richesses et aux honneurs. Nous avons vu comment, pour le père Rosa, Mgr Benigni était un opportuniste : un faux antimoderniste, voire un faux fasciste, un réel opportuniste. Il aurait trahi la cause démocrate et moderniste par opportunisme, en prenant parti pour Pie X, par soif d'ambition ou de richesse. Le "crésus" Simon, le "banquier" Simon, aurait été un financeur pratiquement sans fonds de l'organisation de Mgr Benigni. Où trouvait-il l'argent pour la diffusion gratuite des Récalde ? Pour ses voyages en France, en Angleterre, aux États-Unis ? Qui étaient ses commanditaires ? Nous avons lu, ici et là, des témoignages différents. Le jugement d'Émile Poulat, par exemple, nous présente un Benigni toujours fidèle aux mêmes idées, sous Léon XIII comme sous Pie X, et sous leurs successeurs (278). Benigni était bien conscient de ces accusations qui se défendait, durant l'enquête sur le *Sodalitium*, en écrivant ainsi au cardinal Sbarretti le 16 novembre 1921 : "*Je sais de sources diverses et sûres que les propagateurs du libelle calomnieux contre le S.P. répandent partout le bruit que j'ai loué un petit hôtel avec un rez-de-chaussée et un premier étage, et que j'occupe ce beau logement avec le personnel de mon secrétariat et de ma domesticité. Que d'argent et que de mystère ! Or, la vérité est un peu différente. Ma santé m'a contraint à venir habiter dans les hauts quartiers, et j'occupe, dans un immeuble de la Coopérative Vittoria, un petit appartement (le plus petit du bâtiment) composé de quatre pièces, où je suis avec mon ancien domestique (que je n'ai pu garder à mon service après la guerre, car personne ne m'a donné l'indemnité de vie chère équivalente), aujourd'hui employé aux tramways ; il a sa femme et un bébé ; en retour du logement et de l'éclairage que je leur fournis, ils font mon ménage et mes repas. Les autres locaux, où siègeraient mon secrétariat ou ce qu'on voudra, je suis prêt à les céder à mes frais à mes calomniateurs, s'ils me les montrent, ici ou autre part à Rome. Quant à l'argent, je mène une vie de pauvre, comme je l'ai toujours été ; et devant à présent payer un loyer relativement élevé, j'ai fait une dette que je cherche à payer en travaillant toute la journée à faire la classe, en bibliothèque, etc.*" (*Disquisitio*, p. 293). Quant à ses amis, ils le dépeignent d'une manière bien différente de celle de ses calomniateurs, quand ils doivent témoigner durant le procès de canonisation de Pie X. Le père Antonelli (ensuite cardinal) dans la *Disquisitio*, n'hésite pas depuis le début à écrire de lui : "*Il ne réussit cependant pas, et ne se préoccupa point, à se faire une vie tranquille ; en fait il mourut pauvre"* (p. 197). Nous avons déjà vu comment la secrétaire Bianca D'Ambrosio, demanda en vain à Mussolini une aide pour payer les importantes dettes de l'E.R.D.S. restées à la mort de Benigni. La maison où il vivait était garantie grâce à l'aide de son frère Federico, représentant en automobiles à Pérouse, qui, devenu seul héritier à la mort de son frère, dut vendre sa bibliothèque et ses archives (l'actuel *Fonds Benigni*) au Vatican, pour rembourser les dettes. Une maison, celle du 97 de la *via Arno* où le prélat mourut, fut définie comme "*pauvre maison*" par Emilio Cecchi. Le père Jules Saubat, secrétaire du S.P. et consulteur du Saint-Office, déclara, entre autres : "*il n'eut ni honneurs ni argent*" ; "*Mgr Benigni a pour lui d'avoir vécu pauvre et d'être mort pauvre. Il aurait pu se faire acheter, et on l'aurait payé fort cher ! Ce qu'il a eu, il l'a employé à faire sa guerre sainte : livres, brochures, revues, feuilles volantes, jour-*

nal La Correspondance de Rome, lettres…" (la *Disquisitio* - toujours - écrit à la p. 233 qu'ayant reçu 1000 francs d'un couvent trappiste, il dit : *'quelle misère au moment où j'aurais besoin de millions !'* pour l'œuvre gigantesque qu'il voulait faire). Saubat poursuit : "*Ils ont eu le courage de lui enlever la chapellenie de 1.000 lires annuelles qu'on lui avait donnée un moment ; on lui a retiré sa charge de professeur à l'Académie des nobles, sans lui donner un sou. Le sachant dans la misère et avec des dettes, je lui ai fait passer tout l'argent que j'ai pu trouver…*" (*Disquisitio*, pp. 70, 74-75). Guido Aureli rapporte l'avis du médecin traitant de Benigni (et d'Aureli lui-même, ami aussi de Benoît XV), le docteur Faelli : "*il s'était tellement attaché à monseigneur qu'il ne voulait plus lui demander d'honoraires, alors que la somme due était considérable. Et nonobstant cela il accourait toujours chez monseigneur qu'il admirait et louait pour la dignité de sa grande pauvreté…*". Toujours Aureli : "*Après sa sortie de la Secrétairerie d'État il vécut de manière précaire. Sans aucune justification, tout lui fut enlevé au fur et à mesure, et il resta avec sa seule pension de protonotaire apostolique. Les subventions de Vallardi* (l'éditeur de la *Storia Sociale*, n.d.a.*) réparèrent de temps à autre les lacunes de son déficit. Un frère industriel de Pérouse, autrefois anticlérical, devenu riche commença à se repentir et fit la paix avec le prêtre. Mais cela se produisit très tard. Malade d'uricémie, il demeura souvent chez son frère pour ses cures annuelles à Montecatini. Pendant de nombreuses années il vécut dans une vraie pauvreté*". Pio Molajoni, d'une famille moderniste connue, mais proche ensuite de Benigni, écrivit dans sa nécrologie : "*Ce n'est pas une phrase conventionnelle de dire qu'il est mort pauvre, puisqu'un des faits les plus étranges de sa vie fut justement ceci : n'ayant jamais voulu solliciter - pas même le rajustement de ses traitements ou pensions à leur valeur d'avant-guerre -, il en était resté à ses appointements de 1909 : enseignements et prélatures, enseignant à l'Académie des nobles ecclésiastiques, à l'académie de Propaganda Fide et de l'Apollinaire, protonotaire apostolique, soit, en tout, à peine six cents lires, le salaire d'un manœuvre. Par excessive fierté, il se refusait à remplir les simples formulaires qui, dans toutes les bureaucraties du monde, sont parfois nécessaires et préférait accepter l'aide de ses proches*" (279). Il ne rechercha pas l'argent (sauf pour la bonne cause) et encore moins les honneurs. En grande estime auprès de Léon XIII et saint Pie X, il avait devant lui une carrière assurée qui pouvait arriver jusqu'au cardinalat (son successeur, Mgr Pacelli, devint Pie XII), pourtant, comme nous avons vu, ce fut lui qui demanda au cardinal Merry del Val de pouvoir quitter la Secrétairerie d'État. "*Benigni a en sa faveur* - déposa le père Saubat - *le fait d'être parti* (de la Secrétairerie d'État, n.d.a.) *alors que s'il avait voulu soutenir la politique du cardinal Gasparri il aurait fait carrière* (280) : *il avait suffisamment de talent pour aspirer à n'importe quelle charge. Il ne serait pas mort oublié, méprisé, calomnié, comme il a été ; avant tout par la presse allemande (…). Calomnié, Mgr Benigni le fut toute sa vie jusqu'à la fin, en particulier dans une illustre Revue ecclésiastique* (allusion à *La Civiltà Cattolica*, n.d.a.) - *dont le directeur avait d'autres raisons personnelles pour l'attaquer - dénoncé comme instigateur d'une société secrète contre l'Église, comme un mondain parmi les laïcs, et comme eux, lui qui était farouchement abstinent, presque comme un concubinaire. Tout cela poussa le cardinal Galli, un de mes amis, à cette occasion, à dire : 'Benigni est fini : il sera liquidé !' Ce fut alors que je le convainquis de publier les documents de la Consistoriale, les lettres et bénédictions de Pie X, qui démontraient… la calomnie : ce qui convainquit aussi le cardinal Galli, indigné contre la Revue qui avait répandu ces calomnies… et qu'elle n'a jamais rétractées !*" : *dixit* encore le père Saubat au procès de béatification de Pie X (*l.c.*, p. 74). La pauvreté

et le franc parler de Mgr Benigni sont attestés aussi par un portrait du personnage dû à la plume d'un informateur du Régime du 14 février 1926, dans une note adressée au chef de la police Francesco Crispo Moncada : "*Pauvre, portant des vêtements usés, enfermé pendant des heures et des heures dans sa modeste habitation, riche seulement de livres, de revues et de dossiers (il travaillait depuis des années à une importante œuvre historique), Mgr Benigni révèle tout de suite à l'interlocuteur un esprit subtil, une culture prodigieuse et d'une variété rare et un esprit politique et sans préjugés. Ses avis sur les hommes et les choses sont souvent précis, toujours tranchants et avec pratiquement aucune réserve de courtoisie de forme (…) Comme politique il me semble trop passionnel et en même temps doctrinaire pour des postes de direction et de responsabilité, et cela, peut-être uni à son esprit corrosif et à son caractère impitoyable, qui frise le cynisme, doit avoir beaucoup contribué à le tenir éloigné du gouvernement de l'Église*" (281) (un avis subtil, me semble-t-il, et honnête). Déjà en 1903, en répondant au père Semeria qui lui écrivait : "*combattons donc, cher professeur, mais pourquoi ne pas employer dans ce navrant office, des méthodes plus chevaleresques ?*" Benigni répondait : "*peut-être pensiez-vous à ce tournoi de phrases à double sens, quand dans votre lettre vous m'avez exhorté à utiliser moi aussi des 'méthodes chevaleresques'. Eh bien, cher Père, je vous fais moi aussi une humble confession : je n'y arrive pas. Mettez ce défaut avec tous les miens, comme je mets cette qualité parmi les vôtres*" (PAGANO, pp. 296 et 298). Ses meilleurs amis aussi étaient conscients du mauvais caractère de Mgr Benigni (qui pourra être accusé d'excessive franchise, mais certainement pas de pharisaïsme hypocrite) : "*homme étrange, plein de talent, mais avec un caractère impossible*" capable de jouer "*un mauvais tour*" même à lui (*scripsit* son ancien ami Boulin, le 16 novembre 1931) ; "*Mgr Benigni a eu des défauts… Il a eu des imprudences… Il a eu des excès… (…) Cela est vrai ; c'est le fait de l'homme ; ce furent surtout les défauts de ses qualités*" (cf. P. Saubat, p. 73 de l'édition française). Et bien qu'en connaissant tout cela, la *Disquisitio* écrivit en 1950 : "*il faut dire que d'après toutes les informations que nous possédons, on ne peut pas douter de l'attachement sincère de Mgr Benigni à l'Église et au Pape. Il avait l'intention de se mettre lui-même ainsi que ses multiples qualités intellectuelles et ses vastes expériences, surtout dans le domaine historico-culturel et sociologique, au service de l'Église. Il faut insister sur ce point contre les jugements malveillants* (…)" (p. 199 ; éd. fr., p. 222) "*c'est avec cette juste aversion contre les tendances modernistes, dans le sens le plus large du mot, que Mgr Benigni entrait précisément dans les vues du Souverain Pontife Pie X*" (p. 200 ; éd. fr., p. 223), "*Mgr Benigni, connu en tant que défenseur et soutien de la politique de Pie X contre le modernisme dans toutes ses différentes manifestations, était devenu, comme c'était à prévoir, la cible des haines et des rancunes de la part de tous ceux qui se sentirent découverts et suspectés par lui-même et par ses organismes. Mais Benigni avait aussi des ennemis dans le domaine de la grande politique. Ainsi Aristide Briand* (282)*, plusieurs fois ministre depuis 1906, et à partir de 1909 président du Conseil des ministres français, fut un de ses grands adversaires, sachant très bien que Mgr Benigni avait réussi plus d'une fois à éventer des pressions auprès de la Secrétairerie d'État, afin que ce personnage importun fût éliminé. À cette époque il faut peut-être parler aussi de l'opposition qui s'était élevée, entre temps, entre Mgr Benigni et le cardinal Pietro Gasparri et qui dura tant qu'ils vécurent. De toute façon, le 7 mars 1911, Mgr Benigni abandonna son poste aux Affaires ecclésiastiques extraordinaires (…). À partir de ce moment, Mgr Benigni, libre des liens de sa charge, se voua, avec toute son énergie, à ses différents organismes, pour continuer la lutte qu'il avait engagée contre toutes les*

sortes de modernisme, ouvert ou caché" (pp. 202-203 ; éd. fr., pp. 225-226) ; "*il faut regretter* - conclut la *Disquisitio* voulue par Pie XII qui connut de près Benigni - *que personne, jusqu'à aujourd'hui, n'ait fait une étude sérieuse et documentée sur l'activité de ceux qui suivirent les directives de Pie X, parmi lesquels Mgr Benigni, avec tous ses défauts et avec tous ses excès, occuperait une place d'honneur*" (p. 237 ; éd. fr., p. 262). Que l'on confronte ces paroles avec les déclarations du cardinal Gasparri et du père Rosa : toute personne honnête admettra que ces derniers ont mal jugé Mgr Benigni et qu'ils ont tous été injustes avec lui.

L'histoire de la Compagnie de Jésus d'après I. de Récalde

En traitant des "rapports" entre le père Rosa (le modéré) et Mgr Benigni (le néo-pharisien) nous avons fait allusion à plusieurs reprises aux "libelles antijésuites" (*dixit* le père Rosa) publiés sous le pseudonyme "I. de Récalde" (que le 'grand historien' Sale confond d'une manière incroyable avec un pseudonyme de Buonaiuti) (283). En fait, en lisant attentivement les nombreux articles de *La Civiltà Cattolica* contre Mgr Benigni et son œuvre, on se rend facilement compte à quel point l'accusation (ridicule) de modernisme, celle des attaques au secrétaire d'État et jusqu'aux Papes (Benoît XV défunt et Pie XI régnant), et toutes celles que pouvait imaginer la veine modérée du directeur de *La Civiltà* sont en réalité accessoires, par rapport à celle qui inquiète vraiment le père Rosa, autrement dit la collaboration de Mgr Benigni à la diffusion d'opuscules "antijésuites" de la collection Récalde (la lettre de dénonciation de Domenico Bordi parle justement avec indignation des attaques à la Compagnie et du dépôt de livres dans une habitation de Benigni, que le père Rosa fera scrupuleusement perquisitionner ; et les menaces de nouvelles attaques et révélations contenues dans les articles de la *C.C.* sont toujours conditionnées par la cessation de la publication des "libelles" en question). Mais que contenaient de si terrible ces "libelles" au point de provoquer une telle réaction ? (284) De quoi parlons-nous donc, en réalité ?

Commençons par l'auteur. "I. de Récalde" est évidemment un pseudonyme, s'agissant pour certains du nom de saint Ignace lui-même (Iñigo López de Recalde), pour d'autres du nom d'un des premiers compagnons du saint. Le père Rosa identifia correctement l'auteur en la personne de l'abbé Paul Boulin, autrefois membre du *Sodalitium Pianum*, et aussi à l'époque collaborateur de Mgr Benigni pour la France, ainsi que rédacteur de la R.I.S.S. de Mgr Jouin sous le pseudonyme de Pierre Colmet. Mais le père Rosa dénonçait une participation de Mgr Benigni, à mon avis non sans raison : non seulement dans la diffusion des opuscules (un fait avéré) mais aussi dans leur rédaction. À mon avis Mgr Benigni fournissait à son confrère français la copieuse documentation d'archives, parfaitement accessible pour l'historien de profession qu'il était : les propositions exprimées par le prélat de traiter précisément de ces sujets dans sa *Storia Sociale della Chiesa* portent à le croire, de même que le fait que la publication des opuscules cessa après 1929, année de la rupture entre Benigni et Boulin (exception faite pour une réédition, en 1930).

De quels opuscules s'agit-il ? La liste des publications aidera à comprendre de quoi nous parlons.

1920 : *Le Message du Sacré-Cœur à la France et le P. de La Chaise. Étude historique et critique*

1920, 1930 (seconde édition) : Clément XIV. *Le Bref "Dominus ac Redemptor" portant suppression de la Compagnie de Jésus, avec une Introduction et des Notes*

1921, 1928 (seconde édition) : *Écrits des Curés de Paris contre la politique et la morale des jésuites (1658-1659) avec une étude sur la querelle du Laxisme*

1922, 1928 (seconde édition) : *Lettres sur le Confessorat du P. Le Tellier, par l'abbé de Margon, avec une Introduction et des Notes sur la Politique des Jésuites et l'Oratoire*

1922 : *Histoire intérieure de la Compagnie de Jésus, d'après les documents, adaptée par I. de Récalde du récent ouvrage espagnol de don Miguel Mir*

1922 : *Une victime des Jésuites. Saint Joseph Calasanz. Le P. Pietrasanta s.j. contre les Écoles Pies d'après le chanoine Timon-David*

1923 : *La cause du Vénérable Bellarmin. L'autobiographie. Votum de Passionei. Lettre à Clément VII. Avec une Introduction et des Notes*

1924 : *Autour d'un Bref secret de Clément VIII*

1924 : *Histoire jésuite. Histoire vraie. À propos du Bref "Dominus ac Redemptor" et de la Querelle des Rites*

1924 : *Un scandale jésuite. L'initiation sexuelle d'après une brochure de l'Action Populaire*

1925 : *Les Bulles "Immensa pastorum" et "Ex quo singulari" de Benoît XIV contre la Compagnie de Jésus pour l'affranchissement des Indiens du Paraguay et la condamnation des Rites chinois. Texte latin et traduction française avec une introduction et des notes par I. de Récalde*

1927 : *Les Jésuites sous Aquaviva. La canonisation de Saint Ignace. La Compagnie et les Illuminés d'Espagne. Condamnation de Suarez. Imago primi sæculi (d'après des documents inédits extraits des Archives du Vatican)*

1929 : *Les Mensonges de Ribadeneira. Des miracles et de la mort de Saint Ignace. Sur le fléau de la "Sollicitation" en Espagne au XVI^e siècle*

La liste détaillée - et j'espère pas trop ennuyeuse - des fameux "libelles anti-jésuites" démontre au contraire la nature de ces écrits : tous, sauf un, celui contre *L'Action Populaire*, sont des livres historiques, qui donnent une version différente de l'histoire de la Compagnie de celle, apologétique, des historiens jésuites. Maintenant que l'historiographie sur la Compagnie est immense et détaillée (il suffit de penser à Guido Mongini, Stefania Pastore, Sabina Pavone, Michela Catto, Robert A. Maryks, seulement pour citer quelques noms et, surtout parmi les Italiens) et que *La Civiltà Cattolica* en vient de manière téméraire à décrire des similitudes entre saint Ignace et Luther (!) (285), les argumentations de "Récalde" ne scandaliseraient vraiment personne (si ce n'est qui veut se scandaliser). D'autant plus que, contrairement à un Mongini, par exemple, "Récalde" ne mit pas en doute l'orthodoxie et la sainteté d'Ignace de Loyola et de ses fils, et l'autorité de l'Église dans la reconnaissance des ordres religieux, ce qui n'est pas le cas de tous les traditionalistes d'aujourd'hui à propos de certaines canonisations actuelles (286). Les sujets traités - en respectant donc l'autorité de l'Église dans l'approbation des ordres religieux et dans les canonisations - concernent tous des sujets historiques librement discutés, ou parfois dans lesquels l'Église est intervenue avec autorité (par exemple contre le laxisme, ou dans la question des rites chinois). La question du thomisme (dont nous avons parlé) et de la grâce, la question du laxisme, la question de l'alumbradisme et des rapports avec l'Inquisition, la réforme de la vie religieuse, les Réductions du Paraguay, le gallicanisme, etc., sont tous des sujets d'un grand intérêt pour l'histoire de l'Église, que l'on ne peut reprocher de traiter avec l'aide de nombreux documents historiques. Et en effet, des treize volumes édités par Récalde, un seul fut mis à l'*Index*, et ce n'est pas un volume écrit par Récalde lui-même mais une traduction. Il

s'agit de l'adaptation française du premier volume de l'"*Histoire interne documentée de la Compagnie de Jésus*" de l'historien et prêtre espagnol, sorti de la Compagnie, Miguel Mir Noguera (287). L'"*Histoire interne documentée*" fut écrite dans les années 1905-1906, demeurée inédite car privée d'*imprimatur*, elle fut publiée en 1913, un an après la mort de l'auteur, et mise à l'*Index*, avec toute son adaptation française, dix ans après. Je sais bien que le fait qu'un ouvrage ne soit pas mis à l'*Index*, même s'il est dénoncé, n'est pas une garantie d'orthodoxie (l'*imprimatur* ne l'est pas non plus), mais il est vrai aussi que la mise à l'*Index* d'un volume ne signifie pas toujours son hétérodoxie (mais parfois, seulement son inopportunité). Le décret est daté du 2 mai 1923 (le même jour que le décret de la mise à l'*Index* du "Secret de La Salette") et "Récalde", qui avait déjà traduit en français l'adaptation du second volume de Mir, conformément à l'obéissance au décret ecclésiastique, renonça à la publication (288). Les invectives de *La Civiltà Cattolica* ne me semblent pas proportionnées à la teneur historique et documentaire des volumes de "Récalde" (bien qu'accompagnés d'introductions polémiques faisant allusion au débat en cours entre *La Civiltà Cattolica* et les intégraux, dont nous avons parlé) ; quant à la Compagnie, l'Église l'a approuvée avec Paul III, elle l'a abolie avec Clément XIV, elle l'a rétablie avec Pie VII, l'a couronnée par la gloire de nombreux saints, mais elle a aussi condamné des erreurs défendues par nombre de ses auteurs (sur le laxisme et sur les rites chinois, par exemple) : ce n'est pas contre l'esprit de l'Église de rappeler les condamnations, ou de prendre position dans les questions encore discutées (on pense aux longues disputes au sein de la congrégation *de Auxiliis*), comme d'ailleurs ont fait aussi des jésuites fidèles à l'école de saint Thomas, et non à celle de leur ordre. Les attaques aux volumes de "Récalde" par le père Rosa sont compréhensibles, étant donné l'esprit de corps et la dévotion à sa propre famille religieuse, mais complètement disproportionnées et injustes.

L'éducation de la jeunesse. La méthode Montessori, entre jésuites et intégraux

Un de nos confrères (aligné sur la soi-disant "Résistance", des *sédéplénistes* qui critiquent néanmoins les pourparlers entre la Fraternité Saint-Pie-X et les modernistes), l'abbé Pivert, a récemment écrit un intéressant article sur la méthode éducative de Maria Montessori (289). Son intervention a été vraisemblablement occasionnée par une discussion interne au monde traditionaliste (le premier petit chapitre s'intitule *Montessori et les traditionalistes*), puisque certaines écoles privées tenues par des religieuses ont adopté la méthode de l'éducatrice italienne. L'auteur de l'article critique la méthode éducative en question, tant sur le mérite que du fait de l'affiliation, bien documentée, de Maria Montessori à la Société Théosophique de Madame Blavatski et d'Annie Besant.

Les avis contrastants des catholiques sur la méthode Montessori ne datent pas d'hier, notamment parce que Maria Montessori, bien qu'initiée à la Théosophie dès 1899 et collaboratrice de la franc-maçonnerie, ne manqua pas de se déclarer catholique et essaya d'infiltrer systématiquement les milieux catholiques pour en obtenir le soutien. D'intéressantes contributions sur la question ont été publiées sur les *Annali di Storia dell'educazione* (2018, 25) dont je rapporte des informations traitées par deux articles : *Maria Montessori tra modernisti, antimodernisti e gesuiti* de Fulvio De Giorgi et *I progetti di Maria Montessori impigliati nella rete di Mons. Umberto Benigni* d'Erica Moretti et Alejandro Mario Dieguez :

les titres des articles montrent clairement la relation avec le sujet que je traite. Déjà sous Pie X, Montessori chercha comment influencer les milieux catholiques, malgré ses fréquentations maçonniques et modernistes.

La formation de M. Montessori fut, comme elle l'admet elle-même, positiviste, et sa méthode éducative trouve ses racines chez Rousseau, évidemment, chez le positiviste israélite Marco Ezechia dit Cesare Lombroso (1835-1909) (cf. De Giorgi pp. 66-69), chez les moins connus Jacob Rodrigues Pereira (1715-1780), appartenant à une famille marrane portugaise qui s'est installée en France, et Édouard Séguin (1812-1880) (de l'école de Lamennais et Saint-Simon) qui s'occupèrent tous deux d'enfants avec déficit cognitif (De Giorgi, p. 70). Imitant également en ceci Rousseau, Maria Montessori eut un fils, Mario, en 1898, du psychiatre Giuseppe Montesano, mais qu'elle ne voulut pas reconnaître pour ne pas gêner sa carrière : splendide modèle d'éducatrice et de femme (placé en foyer d'accueil, elle le prit avec elle à l'âge de 14 ans en le présentant comme un "neveu"). En 1899, nommée par le ministre italien de l'Instruction Publique, le franc-maçon Guido Baccelli, elle participe au *Congrès international de la femme* à Londres. Le 23 mai de cette même année, elle entra dans la *Société Théosophique*, fondée par l'occultiste Blavatski et en 1907 elle se rendit exprès à Londres pour connaître le successeur de Blavatski, la féministe Annie Besant, affiliée à la maçonnerie mixte, dont elle fut l'amie durant toute sa vie : "*il ne s'agit pas d'une adhésion superficielle : la pensée pédagogique de Montessori, ses écrits philosophico-féministes, font état de nombreuses traces de l'influence théosophique*" (290). La même année, le filleul de Mazzini, le juif Ernesto Nathan, est élu maire de Rome (il sera Grand Maître de la maçonnerie) favorisant à Rome la création de la *Casa del Bambino* montessorienne : "*et c'est là qu'en 1907, année où Nathan est élu maire, que M. Montessori put ouvrir, grâce au soutien matériel et moral obtenu par les milieux en grande partie maçonniques, la première Casa del bambino, mettant clairement en lumière au cours du discours inaugural la fonction sociale clairement inspirée des idées des cercles radicaux, socialistes et maçonniques ; sans surprise, le milieu de l'Humanitaire milanais, où l'année suivante s'ouvrirait un institut montessorien était aussi socialiste et maçonnique*" (291). C'est justement le Grand Maître Nathan et son milieu maçonnique qui servit de trait d'union entre M. Montessori et les barons Franchetti, c'est-à-dire le sénateur Leopoldo Franchetti (1847-1917) et son épouse, l'américaine Alice Hallgarten (1874-1911). La famille Franchetti est une très riche famille israélite, venue de France dans la région de Mantoue au XV^e^ siècle, de là partie pour Livourne et Tunis, anoblie par Victor-Emmanuel II et Umberto I^er^ pour les services (financiers) à la cause *risorgimentale*, et apparentée aux Rothschild. Leopoldo, politiquement proche de l'israélite Sidney Sonnino, est "*un libre penseur et maçon*" (292) qui accueille volontiers chez lui à Città di Castello, à la Villa Montesca, le Grand Maître Nathan ; il se suicidera avec un "*lugubre rituel*" (A.A. Mola) suite à la défaite de Caporetto. Sa femme, israélite elle aussi, s'intéresse comme Montessori, à la pédagogie, à la nouvelle école, au féminisme. En 1909 le couple "judéo-maçonnique" (c'est le cas de le dire), connut M. Montessori chez Sibilla Aleramo (293), visita la *Casa del Bambino* ouverte à Rome par Montessori et en fut si enthousiaste qu'il invita à la Villa Montesca l'éducatrice des Marches qui conçut là son œuvre : *Il Metodo della Pedagogia Scientifica applicato all'educazione infantile nelle Case dei Bambini* (Città di Castello, Casa Editrice S. Lapi, 1909) dédiée aux barons Franchetti. Les Franchetti ne fréquentaient pas seulement les loges, mais aussi les cénacles modernistes ou phi-

Maria Montessori

lomodernistes, parmi lesquels l'*Unione per il Bene* déjà citée, et ils devinrent aussi les amis de M. Montessori : Moretti et Dieguez citent Sofia Bisi Albini (1856-1919), la juive Felicitas Buchner, Antonio Fogazzaro (294) à qui Bisi Albini et Buchner étaient très liés, le cercle du père Semeria, p. 103 ; De Giorgi cite en plus des Franchetti, à la p. 27, le cardinal Svampa et Mgr Faberi p. 29, Egilberto Martire et la revue *Vita* (p. 36). Le spiritualisme moderniste amena ainsi Montessori - toujours initiée à la Théosophie, ne l'oublions pas - à fréquenter les milieux religieux féminins et à chercher à faire adopter sa méthode par les religieuses catholiques, au point de projeter une consécration religieuse pour elle-même et ses disciples. À partir de 1903 la théosophe était entrée en relation avec le cardinal Svampa, et avec les Ancelles du Sacré-Cœur, dirigées par le père jésuite Carlo Giuseppe Rinaldi (1852-1915), rédacteur de *La Civiltà Cattolica*, et avec les Franciscaines Missionnaires de Marie, "*une jeune congrégation religieuse appréciée des milieux novateurs mais aussi du cardinal Ferrata*" (De Giorgi, p. 36). Le 10 novembre 1910 la théosophe, qui l'année précédente dédiait sa méthode "*au libre penseur et maçon*" Franchetti et à sa femme, faisait profession religieuse secrète avec cinq de ses élèves, et pendant deux ans la "*Pieuse union montessorienne*" eut sa propre chapelle privée (De Giorgi, pp. 36-37). Les Sœurs Franciscaines obtinrent ensuite le soutien du père Gemelli (un "modéré", dirait don Nitoglia) qui ouvrit une *Casa del Bambino* également à Milan en 1911 et défendit la méthode Montessori dans une conférence de 1912 ; une bénédiction du Pape (Pie X) à l'occasion des vœux de Pâques 1911, portait au sommet les succès "catholiques" de l'initiée (secrètement) à la théosophie (De Giorgi, p. 38). *La Civiltà Cattolica* n'était pas étrangère au soutien de M. Montessori, proche - comme nous l'avons déjà dit - du père Rinaldi et comme nous verrons du père Tacchi Venturi. Deux articles de 1910 et de 1911, le premier du père Pavissich (en 1910) et le second du père Leanza (en 1911) essayaient de discerner le bon du mal chez la disciple d'Ernesto Nathan. Le père Pavissich, rappelons-le, avait déjà été critiqué par un précédent article de 1908 sur le Congrès féminin, et sa nouvelle intervention sur *La Civiltà Cattolica* est jugée "*largement positive*" par De Giorgi (p. 40) contrairement à celle du père Leanza. Mgr Benigni rappellera par la suite la mauvaise impression laissée cependant chez lui et chez ses proches par les articles, encore prudents, de *La Civiltà Cattolica* : "*nos amis les plus expérimentés ont eu depuis longtemps une estime extrêmement relative de la fameuse Montessori et de sa méthode, depuis le jour désormais lointain (sous Pie X), où les jésuites se mirent à exalter la femme et la méthode (voir article de La Civiltà Cattolica de l'époque). Habitués au 'dis-moi qui tu hantes, je te dirai qui tu es', ils avaient compris la femme et, non seulement sa méthode, mais aussi son jeu*" (Moretti-Dieguez, p. 98, note 36). La progression "catholique" de Montessori fut cependant contrainte au "repli" par une série d'articles d'un "intégriste", don Alessandro Cavallanti (295) sur *L'Unità Cattolica* (*Il metodo della Montessori*, 25 janvier 1911 ; *A zonzo. Il metodo Montessori*, 12 mai 1912) et surtout sur la *Sentinella antimodernista* du 1er juin 1912 : *Padre Gemelli, il metodo Montessori e le Francescane*

La théosophe Annie Besant avec les insignes maçonniques

Missionarie di Milano (n. 6, 1912, pp. 169-174). Le père Gemelli, qui par l'intermédiaire desdites Sœurs soutenait la méthode Montessori, en fut offusqué et écrivit aux Sœurs contre ces "*canailles qui voient des modernistes partout*" (Moretti-Dieguez p. 103, note 57 ; De Giorgi, pp. 41-42), mais il se fit nécessairement plus prudent : manœuvre découverte, sous-marin coulé ! Ledit… sous-marin se réfugia en Espagne et, après la mort de saint Pie X, revint à l'attaque (manœuvre d'infiltration) grâce au très puissant historien de la Compagnie, natif des Marches (comme elle), le père Pietro Tacchi Venturi, secrétaire de la Compagnie. *L'Unità Cattolica* avait exprimé ses inquiétudes sur Tacchi Venturi au sujet de la question du syndicat confessionnel et Pie X avait ses réserves (De Giorgi, p. 44) ; en revanche, les cercles modernistes romains, très intéressés par ses études sur la Compagnie de Jésus des débuts, sympathisaient avec lui. L'historien de la Compagnie, dès 1901, s'occupa de la poétesse Vittoria Colonna, "*défenseur de la réforme catholique*" au XVI[e] siècle, en réalité adepte de l'hérésie de Juan de Valdés qui avait contaminé même les cardinaux Morone et Pole. Les "*modernistes non hétérodoxes*" (*sic*) furent très intéressés par les études de Tacchi Venturi sur les débuts de la Compagnie et de la dite "*réforme catholique*" (De Giorgi cite don Brizio Cascioli, p. 35) et Tacchi Venturi était lié aux cénacles modernistes des comtes Gallarati Scotti (Giancarlo et son fils Tommaso). Depuis 1916 M. Montessori, de Barcelone, entretint une importante correspondance avec Tacchi Venturi, qui en devint comme le directeur spirituel et le protecteur et conseiller en haut lieu (De Giorgi, pp. 45 ss). Maria Montessori cherchait l'approbation de son vieux projet, une congrégation religieuse montessorienne, la *Croce Bianca*, ou au moins un encouragement de la part du Pape, désormais Benoît XV. D'abord, elle essaya avec une lettre au cardinal vicaire de Rome, Pompilj (août 1917) soutenue par les pères capucins catalans, le père Miguel de Esplugas o.f.m. cap. et le père Joaquin de Lleveneras, ainsi qu'avec un rapport sur sa méthode du père vincentien Antonio Casulleras. Cette voie se révéla un échec, car le père Joaquin de Lleveneras était le frère du défunt cardinal capucin Vives y Tutó, raison pour laquelle il eut l'idée (malheureuse pour Montessori) de s'appuyer… sur Mgr Benigni ! Notre Monseigneur intercepta tout le dossier, qui figure encore dans le *Fonds Benigni* des archives secrètes du Vatican (Moretti-Dieguez, pp. 102-105). Elle eut plus de chance avec les soutiens du père Tacchi Ventura et des jésuites de *La Civiltà Cattolica*, désormais dirigée par le père Enrico Rosa. Elle réussit à obtenir une bénédiction de Benoît XV en novembre 1918 (Moretti-Dieguez p. 106 ; De Giorgi p. 49), mais rien de plus de la part du Pape. Elle obtint au contraire bien plus des pères de *La Civiltà Cattolica* qui n'ont plus de raison d'être aussi prudents que sous Pie X. Le père Barbera écrit plusieurs articles en faveur de la méthode Montessori en 1919 et en 1922 en la comparant à don Bosco et Philippe Néri et en publiant la

bénédiction papale (Moretti-Dieguez pp. 107-109 ; De Giorgi pp. 49 ss) au point que le père Gemelli écrit au père Rosa pour désapprouver la position de la revue jésuite (De Giorgi, pp. 54-56 ; tout en faisant publier un article bienveillant de Meda sur *Vita e Pensiero*, 8/112 (1922) pp. 666-678). Le père Barbera écrit sur *La Civiltà* [73 (1922) I, 375-358] au sujet de la "*bonté substantielle de sa méthode, qui n'est pas fondamentalement en désaccord avec les principes de la droite raison*" (De Giorgi p. 58) ; en commentant dans le n. 73 suivant (IV pp. 452-453) un livre de Maria Montessori, il salue le fait que l'éducatrice rende la liturgie accessible aux enfants et recommande aux religieuses l'étude de sa méthode (De Giorgi pp. 58-59). Les intérêts liturgiques pastoraux de Montessori, émule d'Antonietta Giacomelli, intéressèrent de manière significative Mgr Montini, qui se rendit chez le père Barbera pour approfondir la question ! (De Giorgi, p. 59). Alors que le père Barbera faisait l'éloge de Montessori sur *La Civiltà Cattolica,* Mgr Benigni au contraire l'attaquait en l'accusant directement d'être initiée à la Société Théosophique, qui venait d'être condamnée par le Saint-Office du cardinal Merry del Val le 16-18 juillet 1919 (DS 3648). Un autre ouvrage, paru avec la contribution de Moretti et Dieguez, nous informe en effet que Mgr Benigni écrivit le 30 novembre 1919 un exposé sur les rapports entre Montessori et la théosophie : "*ce fut Mgr Umberto Benigni qui accusa de manière directe Montessori de faire partie de la Société Théosophique et d'en avoir favorisé la diffusion dans une grande partie de l'Europe à travers sa méthode*". "*Divisé en trois parties, le rapport*" examine la diffusion de la méthode "*à travers trois réseaux de relations : les activités éducatives, celles liées à la santé et à la politique. Il citait donc Besant qui, parlant à Calcutta des problèmes de la paix en décembre 1917, avait reconnu que 'l'Éducation est un des plus grands (problèmes) sinon le plus grand'. Elle avait enseigné que 'pour bien éduquer l'enfant il doit être considéré avant tout comme une intelligence spirituelle permanente, revêtue d'enveloppes de matière, et qu'il faut donc bien l'étudier afin de pouvoir l'aider et de ne pas lui imposer une méthode inadaptée à son développement. Le grand Instructeur nous a conseillé de faire pénétrer les idées théosophiques dans l'Éducation. Cela effectivement a été fait en Europe, et le système Montessori en est une preuve*'". Le "*grand Instructeur*", explique Benigni, est le Messie de la théosophie, Juddu Krishnamurti. "*Dans son écrit Benigni poursuivait en prenant pour cible les rédacteurs de La Civiltà Cattolica, (…) qui 'récemment tentait de justifier les erreurs de Montessori en les faisant passer pour des 'inexactitudes' de langage, et cela contrairement au précédent jugement donné quelques années auparavant' (…) Maintenant, par contre, Benigni avait devant les yeux, tout juste imprimée, la 'longue et systématique incursion critique sur la méthode montessorienne' écrite, probablement sur commission 'd'en-haut' par Mario Barbera en trois épisodes d'avril à juin 1919*". Le rapport Benigni prévoyait une "*activité antisectaire*" pour "*éradiquer le 'mysticisme unique d'une religion panthéiste' qui souvent s'avérait 'très séduisante spécialement chez les femmes'…*". Il faisait remarquer que la Société Théosophique n'entendait pas imposer des étiquettes théosophiques sur les idées éducatives, afin de mieux pouvoir les diffuser "*dans l'atmosphère mentale, afin qu'elles soient saisies par tous les cerveaux réceptifs*" (296). L'inégale bataille de Mgr Benigni se poursuivit l'année suivante sur son bulletin du 20 et du 21 octobre 1920, quand il dénonçait le soutien apporté par les bolchéviques à la méthode Montessori en Russie, et comment elle avait continué à travailler à Milan avec l'association maçonnique *L'Umanitaria* : "*ces enthousiasmes très justifiés de la secte pour la méthode Montessori devraient faire réfléchir ces ecclésiastiques et laïcs catholiques*

qui se firent si légèrement ses défenseurs" (MORETTI-DIEGUEZ, p. 104, note 60). Parmi eux, dans les mêmes années (1920-1922), se trouvaient les pères Tacchi Venturi et Barbera.

Mais que pouvaient désormais les articles de Mgr Benigni contre un cuirassé comme *La Civiltà Cattolica* ? Néanmoins M. Montessori, installée en Angleterre, s'appuyait sur des congrégations de religieuses (Sœurs de l'Assomption, Sœurs de la Miséricorde) mais aussi en même temps sur des juifs, des théosophes, des freudiens (DE GIORGI, pp. 61-65). Quand un père jésuite irlandais, le père Corcoran, critiqua durement la méthode Montessori, ses défenseurs en appelèrent à l'autorité indiscutée du père Tacchi Venturi (DE GIORGI, pp. 69-72). L'encyclique *Divini Illius Magistri* de Pie XI, d'après DE GIORGI (p. 110), dissipait providentiellement l'équivoque Montessori, qui ne pouvait désormais faire place, dans les années 30, qu'à une "*vision œcuménique de l'enfant*", et par la suite à la "*période indienne*" au siège de la Société Théosophique : Montessori avait jeté le masque ! L'infiltration dans l'Église catholique ayant échoué, l'éducatrice des Marches se rabattit sur l'infiltration du gouvernement fasciste : là aussi Mgr Benigni mettait en garde les autorités : la note d'information du *fiduciario* 42 à la Polizia Politica du 29 octobre 1932 invitait : "*qu'on ferme la baraque de Montessori, au moins comme dépendance de cette mauvaise femme et en en réformant l'esprit central*" étant donné qu'il n'existe "*rien de plus spirituellement antifasciste que la méthode Montessori*" (MORETTI-DIEGUEZ, p. 104) : là aussi Mgr Benigni voyait plus loin que Mussolini…

Concluons ce sujet par une constatation : les "modérés" de *La Civiltà Cattolica* pris pour modèle par don Nitoglia, naïvement (?) favorisèrent une théosophe dans son infiltration de l'Église catholique ; les "extrémistes" intégraux eurent le mérite de dénoncer et de déjouer le danger. Nous constatons la même opposition - dans le domaine de l'éducation - à propos du mouvement "scout"…

L'éducation de la jeunesse. Des patronages catholiques au 'Bar Anglais' du Renard noir

Une des grandes préoccupations - et un des grands mérites de Pie XI qui la combattit - fut l'avancée de l'œcuménisme, appelé alors parfois panchristianisme, d'origine protestante, il est vrai, mais qui s'était infiltré dans les milieux catholiques : contre lui reste, mémorable, l'encyclique *Mortalium Animos.* L'œcuménisme fut aussi l'un des champs d'application du modernisme après sa condamnation, dans le but de pouvoir survivre dans l'Église (et contre elle). La négation ouverte des dogmes étant laissée de préférence aux modernistes déclarés et démasqués, désormais hors de l'Église, les modernistes et modernisants cachés en son sein continuèrent leur travail en appliquant toujours les mêmes principes non tant aux questions spéculatives, qu'aux questions pratiques et contingentes, où il était moins facile de discerner et de dénoncer la négation du dogme. Déjà à la fin du pontificat de Pie X, la bataille contre le modernisme s'était déplacée du dogme à la pratique : comme dans les grands débats sur les syndicats aconfessionnels, ceux sur la presse de pénétration, ceux sur l'engagement politique des catholiques aconfessionnels et indépendants de la hiérarchie. Sous Benoît XV et Pie XI la stratégie moderniste et modernisante s'occupa du dialogue œcuménique, du mouvement liturgique, de l'infiltration de l'action catholique, pour ensuite en venir, sous Pie XII, à miner directement la doctrine

Le P. Jacques Sevin, le Renard noir

avec ce qu'on a appelé la *nouvelle théologie*, mais là aussi en se cachant derrière une remise en valeur de la patristique, notamment grecque (à opposer à la scolastique), d'une philosophie (à substituer au thomisme), et du mouvement biblique.

Un des champs d'application contingents et apparemment indifférents de la stratégie moderniste et modernisante se manifesta dans le domaine de l'éducation de la jeunesse, entre autres (pas seulement) dans le soutien au mouvement scout. L'Église catholique avait toujours été maîtresse dans l'éducation de la jeunesse, par les écoles et les patronages : récemment encore, don Bosco en Italie et Timon David en France en témoignaient. Le cardinal Mercier au contraire, en Belgique, et la Compagnie de Jésus et le *Sillon* de Marc Sangnier en France, suggéraient d'adopter la méthode inventée par le colonel Baden-Powell : celle du scoutisme. Les catholiques intégraux, particulièrement ceux de l'entourage de Mgr Benigni, mais aussi de Mgr Delassus, furent toujours - et dès le début - opposés à toute forme de scoutisme, tant celui d'origine, évidemment, qu'au catholique, jugé inévitablement lié à celui d'origine (Poulat, *Intégrisme…,* pp. 272, 276-277). Pourtant le "bar anglais" (nom codé du scoutisme dans les documents du *Sodalitium Pianum*) dans la version catholique avait été loué par une lettre du cardinal Merry del Val du 18 janvier 1913. Une bataille perdue, donc ? Pas nécessairement, puisque sous Pie XI le scoutisme catholique fut à un pas de la condamnation, grâce à un dossier d'un prêtre très proche de Mgr Benigni, au point d'être un des deux prêtres qui plus tard participeront, en 1934, à ses funérailles. L'histoire passionnante de cette affaire est racontée par Christophe Carichon (297). Le prêtre et religieux dont nous parlons est le père Henri Jeoffroid (1880-1961), des Frères de Saint-Vincent-de-Paul, congrégation à laquelle appartinrent plusieurs membres du *Sodalitium Pianum* (Charles Maignen, Charles Rollin, Henri Hello), et qui vivait à Rome en tant que professeur, de l'école de Billot, et par la suite procurateur de sa congrégation. Il est aussi le premier aumônier du patronage romain de Prati di Castello : il est un expert éducateur de la jeunesse. Sur la fin de 1923, il rédige un mémoire de 95 pages sur le scoutisme, augmenté ensuite à 113, intitulé *Le scoutisme catholique et la théosophie.* C'est Baden-Powell en personne, en effet, qui reçut la promesse scoute d'Annie Besant, héritière de Blavatsky à la tête de la Société Théosophique, fondatrice de la Ligue malthusienne (pour la contraception et l'avortement) et membre des loges mixtes de la franc-maçonnerie, et qui la nomme commissaire du mouvement scout pour les Indes. À l'origine protestante et franc-maçonne du scoutisme, s'ajoute l'influence de la Théosophie, dans les rituels initiatiques, dans les insignes, dans les uniformes, dans la terminologie. De plus, la plus étroite collaboratrice de Baden-Powell déclare que "*depuis ses origines, le scoutisme s'affirmait comme n'étant ni confessionnel, ni non-confesssionnel, mais très exactement interconfessionnel et ouvert à tous ceux qui désiraient promettre de 'servir Dieu' ; cette promesse impliquant la pratique d'une certaine forme de culte*". Cela étant dit, un "scoutisme catholique" était-il possible comme on le disait entre les années 1910 et 1920, en considérant qu'il n'aurait été qu'une branche de la famille scoute, nécessairement liée à la fraternité scoute ? La réponse du mémoire de Jeoffroid était négative, et l'évêque de Cambrai, Mgr Chollet, se fit l'interprète de

Le pape Pie XI

cette position auprès des évêques français, tandis que de nombreux cardinaux, parmi lesquels Billot et Van Rossum, conseillaient en ce sens Pie XI, lequel estimait que le scoutisme devait être tenu sous contrôle. En mai 1924, Mgr Benigni passe le mémoire à la *Revue internationale des Sociétés secrètes* (R.I.S.S.) de Mgr Jouin, mémoire présenté au public par un article de Colmet (abbé Paul Boulin). Apeuré et préoccupé, le père Sevin s.j., le 'père' du scoutisme catholique, proche de *l'Action Populaire* du père Desbuquois s.j., accompagné par le général de Salins, se rendit alors à Rome, en mai 1924, et le cardinal Billot l'adressa au père Jeoffroid. De cette rencontre, le père Sevin s.j. conclut que le père Jeoffroid est *"quelqu'un de très dangereux" "un adversaire actif"* et se tourne vers ses protecteurs : le cardinal Bourne, le père Rosa s.j., de *La Civiltà Cattolica*… Le cardinal Merry del Val, plutôt bienveillant, lui explique que la crainte du Pape concerne l'interconfessionnalisme (mais que le Saint-Office, dirigé par lui, ne s'occupe pas du scoutisme), et de fait Mgr Pizzardo communique au père Sevin la décision du Pape de ne pas recevoir des 'interconfessionnels'. À la fin, Pie XI rencontre le père Gianfranceschi s.j., aumônier des scouts catholiques italiens, et accepte de recevoir le père Sevin. Dans l'écrit du père Sevin, *Les leçons de notre séjour à Rome* on trouve les concessions, les rétractations, "l'acte de contrition" (que Carichon définit plutôt d'attrition, c'est-à-dire dicté par la crainte d'une condamnation) du religieux jésuite, qui seulement à ces conditions, jamais mises ensuite en pratique, obtient la bénédiction de Pie XI au pèlerinage international des scouts en septembre 1925. Les jeunes scouts ne seront plus appelés "louveteaux" (comme sont appelés en maçonnerie les enfants des francs-maçons), promet le père Sevin, mais "petits loups" : nous pouvons dormir sur nos deux oreilles ! (sous la bannière verte du naturalisme maçonnique) (298). Le 10 mai 2012 "Renard noir" (nom totémique du père Sevin), qui avait abandonné la soutane pour revêtir la tenue scoute, a été déclaré "vénérable" par Joseph Ratzinger.

P.S. : La question apparemment marginale du scoutisme, est beaucoup moins marginale qu'il n'y paraît. Il a été, par exemple, un milieu favorable au mouvement liturgique (qu'on pense au père Doncœur, jésuite, 1880-1961). Nous parlerons ensuite d'un autre rôle joué par la Compagnie dans les années 20 : le dialogue avec la franc-maçonnerie. À ce propos, qu'on lise aussi le chapitre VIII du livre du père Rosario Esposito, *Le grandi concordanze tra Chiesa e Massoneria*, dédié au scoutisme. Le scoutisme serait en effet une de ces concordances. Le "catholique" maçon Alec Mellor déclara : "*Si les Intégristes avaient réussi à faire condamner le Scoutisme - et il est probable qu'ils y auraient réussi, si nous vivions au XVIII*e *siècle - le mouvement scout aurait fini dans une déviation, et serait devenu fondamentalement hostile à l'Église"* (p. 303). C'est-à-dire qu'il aurait jeté le masque.

1928 : la Compagnie inaugure le dialogue avec la franc-maçonnerie

Le père Rosario Francesco Esposito (1921-2007) s.s.p., Maître Libre Maçon Honoraire de la Grande Loge d'Italie (299), aurait été content et touché de voir l'"évêque' de Terni, le 27 septembre 2022, franchir littéralement les colonnes du Temple pour

inaugurer, aux côtés du Grand Maître du Grand Orient d'Italie, Stefano Bisi, la "maison maçonnique" locale. Lui-même aimait rappeler l'agape fraternelle du 11 avril 1969, à la *Casa del Divin Maestro*, des pères pauliniens, à Ariccia : "*Les trois commensaux maçons étaient respectivement un israélite, un gnostique, un valdésien ; le Grand Maître Gamberini, à qui nous offrîmes la place d'honneur, entonna le Notre Père, que tous récitèrent, puis, tout juste assis, il prit un pain, en le rompant, il dit : 'Le maçon rompt le pain avec le jésuite' et en présenta un morceau au père Caprile* (de *La Civiltà Cattolica*, n.d.a.) ; *nous avons tous répété le geste de partage fraternel. Dans une autre séance Elvio Sciubba nous lut une prière composée par lui pour un rituel de loge : l'émotion commune fut profonde*" (300). Tant le père Esposito (légèrement) que le père Caprile s.j., avant le concile, avaient un passé antimaçonnique. Mais le père Esposito nous signale un précurseur, un pionnier du dialogue avec la maçonnerie : le père jésuite Hermann Gruber (1851-1930). "*Le premier exemple*" "*du mouvement de réconciliation*" *"est celui accompli par deux maçons autrichiens (Lennhoff et Reichl) et par un américain (Ossian Lang, 1865-1945, de la Grange Loge de New York) qui obtinrent du père jésuite Hermann Gruber l'accord pour une rencontre, qui eut lieu le 18 juin 1928 dans la résidence des jésuites d'Aachen* [Aix-la-Chapelle, n.d.a.]". Cette première rencontre "*suscita aussi la demande dialogique chez les jésuites français, particulièrement chez les pères J. Berteloot* (301) *et E. Portalié et dans tout le groupe de la revue parisienne Études* (302). Le père Gruber, d'ailleurs, n'était pas un inconnu quand les trois dignitaires maçons le rencontrèrent : depuis longtemps chercheur spécialisé contre la maçonnerie, il écrivait (sous le pseudonyme de Hildebrand Gerber) sur des journaux, comme *Études* en France, qui cependant en Italie et en Allemagne prennent parti contre les intégraux : *La Civiltà Cattolica, Stimmen der Zeit* (alors : *Stimmen aus Maria-Laach*), *Kölnische Volkszeitung* de J. Bachem. Or, qui s'est opposé à ces premiers pas dans le dialogue avec la maçonnerie ? Uniquement des catholiques intégraux : la R.I.S.S. de l'abbé Boulin et - pis encore - *Vérités* de Luc-Verus, autrement dit le trio des ex-membres du *Sodalitium*, Boulin, Rocafort et Merlier. La R.I.S.S. mit en garde d'abord, en 1927 (n. 49, p. 879), puis en 1928 (n. 1). À la mort de Gruber, *Vérités* publie à son tour son article (n. XX, année 1930 - déjà séparés, donc, de Mgr Benigni : *Ce qu'est un "jésuite". Le Jésuite Gruber et la Franc-Maçonnerie*). Après une introduction, dans laquelle on parle du projet du père Gruber après la première guerre mondiale, de lancer une "*internationale antimaçonnique*" (qui conduirait les militants catholiques peu méfiants à suivre le syndicalisme chrétien selon la formule interconfessionnelle de Cologne, p. 8), l'article décrit d'abord Gruber anti-maçon (pp. 8-14) et ensuite Gruber philo-maçon (pp. 14-25) : le contraste est impressionnant. Luc-Verus nous donne des informations sur les maçons Eugen Lennhoff (1891-1944) (303) et Kurt Reichl (1899-1956) (304), qui allèrent trouver Gruber en 1928. Le premier, juif, et colonne de la Grande Loge d'Autriche, le second directeur de la *Wiener Freimaurer Zeitung*. Le dialogue (uniquement épistolaire) est raconté par Lennhoff dans le livre *Die Freimaurer* (Amalthea-Verlag, Zurich-Leipzig-Vienna, 1928 ; éd. italienne : *Il libero muratore*, Bastogi, 2006) (Luc-Verus, pp. 17-24). Des articles du P. Gruber sur l'hebdomadaire *Das Neue Reich* de 1926 avaient soulevé l'intérêt du Dr Reichl, qui y voyait un changement de sensibilité : les maçons croient en Dieu, les maçons n'ont plus aucun secret. "*Du point de vue catholique* - écrivait Gruber à Reichl - *je tiens donc pour une tâche des plus urgentes - attendu le genre de relations qui existe entre nous - de combattre avant tout la notion enfantine, erronée de franc-maçonnerie qui prévaut toujours dans certains milieux étendus*" (p. 21). "*Et c'est un point tout à fait digne de remarque que le P. Gruber n'est pas le seul à avoir adopté cette nouvelle attitude. Toute une série de jésuites, en différents pays,*

Le P. Rosario Esposito

ont suivi cette orientation" (p. 21). "*Pour amener les catholiques à une entente* (avec la maçonnerie, écrivait encore le jésuite Gruber au Dr Reichl, le 5 juin 1928), *il nous faut d'abord tout mettre en œuvre pour désarmer peu à peu leur méfiance enracinée à l'égard de l'association maçonnique proprement dite, en leur faisant voir que les condamnations papales visaient le naturalisme foncier, ennemi de Dieu, qui, depuis 1848 s'est manifesté au sein des Sociétés secrètes similaires, d'une façon beaucoup plus radicale, agressive et destructrice que dans les loges proprement dites : car celles-ci au contraire ont combattu ce naturalisme foncier de la manière la plus déclarée*" (LENNHOFF p. 409, LUC-VERUS p. 23). "*Ce que fait aujourd'hui le P. Gruber n'est rien de moins qu'une renonciation décidée à un système de polémiques vieux de deux siècles et basé sur le mensonge*" (LENNHOFF p. 410, LUC-VERUS p. 24). L'article se terminait par la reproduction de la nouvelle, sur *L'Osservatore Romano* du 28 mai 1930, de la mort du P. Gruber, "*marteau de la maçonnerie*". "*C'est un 'marteau' pareil à celui des vénérables* - commentait amèrement Luc-Verus (p. 26). "*L'Osservatore Romano néglige-t-il de nous dire auquel des deux Gruber il nous faut croire : au 'marteau' des anciennes campagnes maçonnicophobes ou au 'marteau' plus récent des rapprochements maçonnicophiles ?*" (p. 27). Que dirait-il aujourd'hui, en voyant un évêque inaugurer la "maison maçonnique", et le code wojtylien de droit canonique supprimer l'excommunication des francs-maçons ?

Pour conclure : dans les années 20 le directeur de *La Civiltà Cattolica*, le père Rosa, dialoguait avec les juifs sionistes ; un rédacteur de la même publication, le père Gruber, avec les maçons. Mgr Benigni avait-il tort d'accuser *La Civiltà Cattolica* ?

P.S. : dans les années 20 se développa aussi le mouvement œcuménique (les conversations de Malines se tinrent de 1921 à 1925, le mouvement fut condamné en 1928 par *Mortalium Animos*), le mouvement liturgique, le mouvement biblique… tous étroitement liés. Sur le mouvement œcuménique, voir la III[e] journée pour la Royauté sociale du Christ (11 octobre 2008) : *L'ecumenismo: nella Chiesa, contro la Chiesa. A 80 anni dall'enciclica Mortalium Animos di Pio XI (1928)* ; sur le mouvement liturgique : IV[e] journée de la Royauté sociale du Christ : *Lutero non vincerà. 1969-2009 : la battaglia per la messa romana dopo l'introduzione del Novus Ordo* ; première intervention : *l'eresia antiliturgica da Lutero a Paolo VI*. Toutes les conférences se trouvent sur notre canal YouTube. Les informations qui y sont contenues complètent le panorama sur la crise dans l'Église au cours des années 20 et 30.

Conclusion sur le thème "intégraux et jésuites"

Des trois partis en guerre entre eux sur lesquels Antonio Gramsci écrivit (les modernistes, représentés par Buonaiuti, les intégraux, représentés par Mgr Benigni, et les jésuites représentés par le père Rosa) il n'y a pas de doute qu'à la fin, c'est le "*parti jésuite*" qui sortit victorieux.

Ce "parti", qui avait joui d'une estime inconditionnelle (ou presque) pour les remarquables batailles en défense de l'Église après la Révolution, se voyait sous saint Pie X évincé de la confiance du Pontife, par un autre parti. Le père Sale s.j.

écrit : "*Cependant entre-temps des forces réactionnaires et conservatrices, dès le début de 1906, avaient pris le dessus au Vatican,* ***se substituant peu à peu aux pères de la Civiltà Cattolica dans la considération du Pontife*** *; forces qui orientèrent l'action du Pape dans le sens fortement conservateur et même intégraliste, en lui faisant voir partout des complots modernistes organisés au détriment de l'Église, même dans les milieux, comme par exemple le milieu social, où les principes de l'orthodoxie catholique étaient manifestement respectés. Ce climat de suspicion, qui fut délibérément organisé autour du Pontife par des personnes qui avaient intérêt à lui présenter les choses d'une certaine manière, risquait peu à peu de ruiner le travail jusqu'alors accompli (et qui avait commencé aux temps glorieux de Léon XIII) par les meilleures intelligences du monde catholique dans le domaine social et politique. Et ce projet intégraliste médité avait son centre moteur à la Secrétairerie d'État qui, comme nous le savons déjà, supportait mal l'orientation que certains pères de La Civiltà Cattolica, avec d'autres représentants du monde catholique, proposaient en matière d'action sociale, politique et syndicale des catholiques. Et quand on parle de Secrétairerie d'État nous n'entendons pas seulement indiquer la personne du cardinal Merry del Val, mais tout l'establishment qui l'entourait. Ce sont en effet les années durant lesquelles Mgr Umberto Benigni, depuis peu recruté comme sous-secrétaire à la Secrétairerie d'État, commençait à tisser patiemment, avec le soutien explicite de quelques puissants personnages de la Curie romaine (et il semblerait de Pie X lui-même) sa maléfique et venimeuse toile, dans laquelle se trouvèrent successivement impliquées des personnes éminentes (tant laïques qu'ecclésiastiques) et de sainte vie, qui avaient le seul tort de ne pas soutenir son plan anachronique de restauration d'un prétendu catholicisme soi-disant intégral*" (305).

À part l'acrimonie de l'historien jésuite, et sa partialité évidente (d'un côté la "*maléfique et venimeuse toile*" intégrale, de l'autre des hommes de doctrine orthodoxe et de sainte vie), la jalousie qui transparaît dans les paroles que j'ai écrites en caractère gras m'a impressionné, et c'est pourquoi je le cite : les catholiques intégraux étaient en train de prendre la place des jésuites de *La Civiltà Cattolica* dans la confiance du Pape, et ce n'était pas admissible. D'un point de vue doctrinal, en revanche, la question se jouait sur le "modernisme social", à savoir "*l'action sociale, politique et syndicale*" des catholiques. Le père Sale évoque l'affrontement qui opposa les intégraux au *Zentrum*, au *Volskverein*, à l'*École de Cologne* en Allemagne, au *Sillon* et à l'*Action Populaire* en France, au *murrisme* et au *Partito Popolare* en Italie, autrement dit toujours et de toute façon à l'interconfessionnalisme ou aconfessionnalisme œcuménique et "libéral" (tendance socialiste), alors que la Compagnie était alignée de l'autre côté (autrement dit contre les intégraux). Le cœur de la bataille était en Allemagne : un journaliste qui défendait les jésuites de l'accusation d'avoir soutenu les Empires Centraux, en arguant que la revue française des jésuites, *Études*, fut à la tête de "*la guerre contre les intégraux*", se vit répondre par un journaliste ami de Benigni, Riccardo Olivi, que, précisément, "*cette guerre était une guerre allemande (gladbachisme contre intégralisme)*"; "*la gaffe est des plus significatives*", commentait en août 1916 le document du *Fonds Benigni* ([306]).

Si les jésuites français apportèrent une contribution notable à la *nouvelle théologie* (il suffit de penser à l'école de Fourvière, à Daniélou, à Lubac, à Teilhard de Chardin), réédition du modernisme, c'est un jésuite allemand qui fut le moteur principal du tournant conciliaire : le père Agostino Bea (307), de l'Institut Biblique (308), confesseur de Pie XII et protecteur à Rome du mouvement liturgique naissant, secrétaire du Conseil Pontifical pour l'unité des chrétiens (le "contre-Saint-Office") sous Jean XXIII, et qui fut celui qui fit triompher la doctrine sur la liberté

religieuse, l'œcuménisme et le dialogue judéo-chrétien à Vatican II avec Paul VI, tandis que les évêques et les théologiens encore de bonne doctrine, formés au volontarisme et à la tendance naturaliste de la Grégorienne, mettaient l'Institution visible avant la foi qu'elle doit servir, réalisant sans le vouloir ce que Mgr Lefebvre appellera le "*coup de maître de Satan*" et que le père Guérard des Lauriers décrira avec une grande profondeur théologique dans les *Cahiers de Cassiciacum* (309).

Conclusion : le "nouveau cours" selon Mgr Benigni

Alejando Dieguez cite un document de Mgr Benigni (*Note Vaticane*, "*La più grande lotta*", 27 décembre 1923) qui me semble bien résumer toute la question : opposition entre modernistes et intégraux, et rôle des différents pontificats, de Pie X à Pie XI : «*Une lutte tenace et profonde, dissimulée dans ses tranchées, sévit dans les rangs de la culture et de l'action catholique : entre les modernistes et les intégraux. Le combat éclata avec fracas du temps de Pie Dix sur le terrain philosophique, théologique, biblique ; les modernistes défendirent avec acharnement leur système attaqué avec acharnement par les intégraux. Quand le pape condamna définitivement le modernisme, et qu'il mourut peu après en laissant le gouvernement de l'Église à qui voulut lui donner une autre orientation, la tactique changea tout d'un coup. Les modernistes extrémistes sortirent des rangs catholiques en rébellion ouverte : tels Tyrrell, Loisy, Minocchi, Murri, mais l'état-major 'politique' proclama que le modernisme puisque condamné par le défunt pape, était une affaire d'hier, et n'existait plus : les intégraux calomniaient disant le contraire. Dès lors le combat plus tenace que jamais s'est déroulé sur ce front : du côté des modernistes, cesser d'afficher leur hétérodoxie scientifiques* [sic] *et de travailler plus activement dans le champ de l'action, sur le terrain pragmatique de l'éthique, du droit, de la sociologie ; du côté des intégraux, dénoncer cette double manœuvre et en chercher les preuves. Pour le modernisme pragmatique, la lutte intégrale ne pouvait rester vaine, puisqu'en vérité les doctrines et les manœuvres modernistes avaient pris trop de force et trop d'essor pour être dissimulées. En s'appuyant sur des partis ou au moins sur des orientations politiques à base parlementaire et donc avec une influence plus ou moins grande sur les gouvernements, en ayant confiance sur le 'nouveau cours' prépondérant au Vatican depuis septembre 1914, les chefs du mouvement allèrent jusqu'où ils purent. Le nouveau Pape lui-même, Pie XI, bien que si mesuré et avec d'anciens sentiments libéraux, devait trouver que le nouveau cours avait ... trop couru, puisque dans son encyclique programmatique Ubi Arcano il avait par de virulentes paroles dénoncé et condamné 'tout autant le modernisme dogmatique, que le modernisme éthique, juridique et social', déplorant expressément que le clergé même en soit profondément contaminé. Sous ce coup, l'état-major moderniste s'inclina profondément et imposa immédiatement à ses nombreux et influents organes de ne plus parler ... de l'encyclique. Simultanément se renforça l'habile campagne qui niait la survivance du modernisme condamné par Pie Dix, modernisme biblique, dogmatique, philosophique ; et une très influente revue parisienne, les Études, publia un article exprès pour parvenir à cette conclusion*» (310).

Modèle à éviter ou 'prophète' pas écouté ?

Le jugement de don Nitoglia sur Mgr Benigni semble être le suivant :

"*Errare humanum est, mais on ne peut donner en exemple l'excès de zèle. Monseigneur Benigni est un auteur à étudier, mais n'est pas un modèle à imiter*", c'est pour-

quoi "*je n'en fais même pas un exemple à proposer à l'imitation des catholiques fidèles à la Tradition*" (neuvième partie). Clairement, l'intérêt de don Nitoglia se réfère à l'actualité, c'est-à-dire à ce qui fait de Mgr Benigni "*un modèle à imiter*" pour les catholiques fidèles à la Tradition. Notre soupçon à l'égard de don Nitoglia ne réside pas tant dans son intention de combattre la mémoire de Mgr Benigni, mais plutôt dans celle de combattre quiconque se réfère, comme nous, à son nom : "*Hélas cette mentalité de certains des catholiques "intégraux" les plus enflammés du début du XX^e^ siècle (lesquels arrivèrent même à se fâcher avec Merry del Val et De Lai), on la retrouve aujourd'hui dans quelques cercles qui se réfèrent à eux et accusent tous les "autres" catholiques d'être modernistes".* (Troisième point). Qui devrions-nous prendre pour modèle ? Le père Rosa et le cardinal Gasparri qui, en haine de Mgr Benigni, témoignèrent contre l'héroïcité des vertus de Pie X, et par conséquent contre sa canonisation ?

Qui ne pense pas comme nous n'est certes pas, pour ce motif, un moderniste : même dans ce cas l'accusation de notre confrère se fonde sur des allégations infondées et sont peut-être influencées par des rapports personnels passés d'une sincère amitié et d'idées partagées (on suppose qu'on n'écrit pas vingt ans sur une revue qui s'inspire du *Sodalitium Pianum* sans y penser d'une certaine manière : ou pas ?) à une sourde rancœur : cette rancœur que l'auteur attribue à Mgr Benigni comme motif de ses actions. Ça arrive : personne, sauf Notre-Dame, n'est l'Immaculée Conception.

Ce qui s'est produit avec Vatican II démontre que la répression du modernisme ne fut pas suffisante mais insuffisante : *quod erat demostrandum*.

NOTES

1) *Di fronte alla calunnia*, Rome, chez l'auteur, 1928 ; *Attraverso la stampa*, in *Fede e Ragione*, 27 mai et 3-7 juin 1928, pp. 179-180 et 190-195. Voir aussi les deux réponses au Mémoire de Mourret, de 1921, ainsi que les lettres de Mgr Benigni au cardinal Sbarretti, publiées par POULAT in *Intégrisme et catholicisme intégral,* pp. 464-603.

2) ÉMILE POULAT, *Intégrisme et catholicisme intégral*, Casterman, 1969 ; *La Correspondance de Rome* (édition), Milan, Feltrinelli, 1971 ; *Catholicisme, Démocratie et socialisme,* Casterman, 1977.

3) É. POULAT, *Catholicisme, démocratie et socialisme. Le mouvement catholique et Mgr Benigni de la naissance du socialisme à la victoire du fascisme*, Casterman, 1977, p. 472. Les deux prêtres étaient le père Saubat et le père Jeoffroid.

4) Aujourd'hui encore, en France notamment, les catholiques qui se sont opposés à Vatican II et à ses réformes, et qui préfèrent se désigner en général comme "traditionalistes" sont appelés par leurs adversaires "intégristes". En particulier, le théologien dominicain Yves Congar (1904-1995), d'abord représentant de premier plan de la *nouvelle théologie* condamnée par Pie XII, puis expert au Concile, enfin créé par Jean-Paul II "cardinal" pour mérites théologiques, voulut relier la figure et la position de Mgr Lefebvre à l'intégrisme de l'*Action Française*, avec l'intention à peine voilée de rattacher le prélat traditionaliste à l'odieux intégrisme et au mouvement condamné de Charles Maurras, en rabaissant les motivations religieuses des opposants à Vatican II en motivations politiques ("fascistes", cela va sans dire). L'amalgame entre "intégristes" et *Action Française*, pour impliquer les uns dans la condamnation des autres, est l'œuvre, comme nous verrons, de Louis Canet et du Quai d'Orsay.

5) Comme chacun sait, Mgr Eugenio Pacelli fut l'immédiat successeur de Mgr Benigni quand ce dernier quitta la Secrétairerie d'État en 1911. Mgr Pagano, des Archives Secrètes du

Nina Valbousquet

Vatican, démontre - comme nous le verrons - comment Mgr Pacelli fut l'informateur de Mgr Benigni (*Documenti sul Modernismo romano dal Fondo Benigni*, p. 259). À l'occasion de l'élection de Pie XII, en 1939, l'ami journaliste de Mgr Benigni, Guido Aureli, écrivit un article (intitulé précisément "Pie XII") sur *La Vita Italiana* (volume LIII, 15 mars 1939, pp. 273-287) dans lequel il rappelait le lien qui unissait le défunt Mgr Benigni au nouveau Pape. Eugenio Pacelli - rappelle Aureli - avait été l'élève de Mgr Benigni aux cours de diplomatie à l'Académie des nobles ecclésiastiques, puis son collaborateur et subordonné "favori" à la Secrétairerie d'État (p. 278). Quand Benigni démissionna en 1911, son successeur, Mgr Pacelli, "*a été avec un autre très éminent cardinal (…) celui qui non seulement rappela, quand il en eut l'occasion, mais eut une considération respectueuse pour ses doctrines*" (p. 279). La levée des sanctions de l'*Action Française* à partir de 1939, puis la béatification et la canonisation de Pie X prouvent combien Pie XII était lié à la mémoire du pontificat du pape Sarto, même s'il serait inapproprié de classer le pape Pacelli parmi les "catholiques intégraux".

6) (F. Antonelli) S. C. des Rites, *Romana beatificationis et canonizationis Servi Dei Pii Papæ X Disquisitio circa quasdam obiectiones modum agendi Servi Dei respicientes in Modernismi debellatione una cum sommario additionali ex officio compilato*, Tipis Polyglottis Vaticanis, 1950, p. 41.

7) G. Sale, *La "Civiltà Cattolica" nella crisi modernista (1900-1907) fra transigentismo politico e integralismo dottrinale*, 2001 ; *Popolari e destra cattolica al tempo di Benedetto XV, 1919-1922,* vol. I de *Popolari, chierici e camerati*, 2006 ; *Fascismo e Vaticano prima della Conciliazione,* vol. 2 de *Popolari, chierici e camerati*, 2007. Tous ces ouvrages sont édités par Jaca Book dans la collection *I libri della "Civiltà Cattolica"*, et sont préfacés par Pietro Scoppola.

8) Outre Nina Valbousquet, Alejandro Mario Dieguez, Francesco Tacchi, cf. aussi Cristobal Robles Munoz (*El modernismo religioso y su crisis,* Acci, Madrid, 2016-2017, 3 volumes).

9) L'expression est de Leo Strauss.

10) Marc Lazar, sociologue, enseignant à l'Université de Paris. Il a également enseigné à la LUISS et collaboré à *Repubblica*. Le livre "*Catholique et antisémite*" est une réadaptation de la thèse de doctorat de N. Valbousquet.

11) En nous limitant à ce qui concerne exclusivement les catholiques intégraux, nous pouvons citer :

«*Il complottismo di un nostalgico integralista: Guido Aureli et il suo memoriale su Monsignor Benigni e Pio X*», co-écrit avec Alejandro Mario Dieguez, édition critique d'un document original des Archives du Vatican, *Modernism*, vol. 1-2, décembre 2018, pp. 159-222.

«*Catholic Anti-Modernism and the Modernity of Fascism: Integral Catholicism, Nationalism, and Antisemitism in Fede e Ragione*», *Incontri. Rivista europea di studi italiani* (université d'Utrecht), vol. 10, décembre 2017, pp. 80-95.

«*Antisemitismo italiano e cattolici integralisti nel primo dopoguerra*», Passato e Presente, vol. 102, septembre 2017, pp. 68-91.

«*Anti-Modernism and Catholic Nationalism. The Impact of WWI on Msgr Umberto Benigni's Catholic Integralist Network*», *Modernism*, vol. 3 : *Roman Catholic Modernism and Anti-Modernism in the Great War*, septembre 2017, pp. 212-246.

«*Tradition catholique et matrice de l'antisémitisme à l'époque contemporaine*», *Revue d'Histoire Moderne & Contemporaine*, vol. 62-2/3, septembre 2015, pp. 63-88.

«*Transnational Antisemitism and Political Christianity in the Aftermath of the Great War: The Catholic Participation in the First Diffusion of the Protocols of the Elders of Zion*», in Rebecca Carter-Chand, Kevin Spicer (dir.), Religion, Fascism, and Ethno-nationalism, 1918-1945, publication prévue début 2020.

«*Gasparri, Benigni et les catholiques intégraux. Autorité du Saint-Siège et opposition intégrale, de Pie X à Pie XI*», in Laura Pettinaroli, Massimiliano Valente (dir.), Cardinal Pietro Gasparri, Rome, Publication en ligne du Deutsches Historisches Institut in Rom (nouvelle série), 2019.

«*Trasformazioni del cattolicesimo integrale sotto Benedetto XV : la rete Benigni dopo lo scioglimento della Sapinière*», in Giovanni Cavagnini, Giulia Grossi (dir.), *Benedetto XV nel mondo dell'inutile strage, Fondazione per le scienze religiose Giovanni XXIII*, Bologna, Il Mulino, 2018, pp. 450-462.

12) Nostalgie… J'ai retrouvé dans un vieux classeur - en écrivant cet article - la photocopie de la lettre que j'envoyai à ce propos à l'abbé Aulagnier, directeur de la revue *Fideliter*, le 2 novembre (!) 1981, et qui causa petit à petit - sans faute aucune de l'abbé Aulagnier - mon expulsion (définitive) du séminaire d'Écône et (provisoire) de la Fraternité Saint-Pie-X. La lettre contenait une petite étude critique (12 pages manuscrites) des articles de l'abbé Bonneterre (en particulier le dernier, septembre-octobre 1981, n° 23, pp. 42 et suivantes) contre les catho-

liques intégraux, taxés d'être "exagérés" et en faveur des catholiques "modérés" (Grandmaison, Batiffol, Lagrange), vrais ennemis des modernistes et interprètes exemplaires de saint Pie X. La série des articles reprenait les conférences que l'abbé Bonneterre, alors directeur du séminaire d'Albano, tint aux séminaristes dans les années 1979-80, au cours desquelles il fit lire au réfectoire la vie du père Léonce de Grandmaison s.j. écrite par le père Jules Lebreton s.j. (évidemment, le directeur d'Albano entendait - avec la référence historique à l'époque de saint Pie X - faire allusion aux disputes au sein de la Fraternité entre les "libéraux" et les "antilibéraux", concluant en faveur des "libéraux", qui bien sûr ne se considéraient pas comme tels). En me relisant après tant d'années, outre l'audace de la jeunesse, je corrigerais seulement deux jugements : celui, trop certain, sur l'appartenance de Rampolla à la franc-maçonnerie, et celui trop sévère envers le père Lagrange, dont la doctrine était substantiellement bonne, même si sa mentalité ne l'était plus.

13) Je n'exclus pas que des auteurs de ce genre existent. S'ils existent ce ne sont pas des catholiques intégraux, et probablement pas non plus des catholiques. L'auteur a le devoir de les citer, s'ils existent.

14) Dans son petit chapitre "*Benigni secondo Nina Valbousquet*", don Nitoglia fait référence à "N. Valbousquet, *Trasformazioni del cattolicesimo integrale sotto Benedetto XV: la rete Benigni dopo lo scioglimento della Sapinière*, in A. Melloni - diretto da - *Benedetto XV. Papa Giacomo Della Chiesa*, Bologna, Il Mulino, 2017, I vol." puisque le volume *Catholique et antisémite. Le réseau de Mgr Benigni 1918-1934)* n'avait pas encore été publié. Valbousquet - dans cet ouvrage - soutient la thèse que les intégraux constituèrent sous Pie XI "*une tendance schismatique*", point d'arrivée d'une évolution cohérente (ch. 6, pp. 267 ss). Don Nitoglia "boit" à ces sources : Melloni (École de Bologne) et Valbousquet (associations juives). Le thème de la "tendance schismatique" est repris par Valbousquet dans son dernier livre (pp. 267 ss) sans pouvoir citer une seule phrase de Mgr Benigni pour appuyer sa thèse.

15) Don Nitoglia oublie peut-être qu'il collabore au bimensuel antimoderniste *Sì sì no no*, dont la devise est "*ubi veritas et iustitia ibi charitas*", fondé par don Francesco Putti (qu'il estima et qu'il aima) qui n'avait certainement pas, dans ses paroles et dans ses écrits, un langage "de prêtaille" et modéré, bien au contraire. Voir à ce propos l'article commémoratif sur *Sodalitium* n° 6, mars-avril 1985, pp. 3-4 [éd. ital.], repris, avec une introduction, par le Centro Federici n° 102, 21 décembre 2014 : *In ricordo di don Francesco Putti - Centro Studi Giuseppe Federici.*

16) Il a pourtant lui-même déploré avoir subi un semblable procédé de la part de Roberto De Mattei : "*Perché ho dovuto querelare Roberto De Mattei*" (6 octobre 2014) : https://doncurzionitoglia.wordpress.com/2014/10/06/perche-ho-dovuto-querelare-roberto-de-mattei/ en réponse à l'article de De Mattei "*Il delirio nazi-cattolico di don Curzio Nitoglia*", qui a été supprimé par l'auteur mais qu'on peut lire encore ici : http://www.unavox.it/ArtDiversi/DIV925_De-Mattei_Delirio_nazicattolico_di_Don-Nitoglia.html

À son tour, De Mattei répondait à un article de don Nitoglia "*Putin, Dugin, De Maistre, De Mattei e i Teocon*" http://www.unavox.it/ArtDiversi/DIV921_Nitoglia_Putin_Dugin.html

Paradoxalement, don Nitoglia critiquait De Mattei, entre autres, pour avoir participé à une initiative avec le philosophe russe Dugin ; récemment, De Mattei a critiqué la présence de Dugin au congrès "no vax" de Venise auquel participait aussi don Nitoglia ! Sur la question cf. aussi http://www.unavox.it/ArtDiversi/DIV931_Don-Nitoglia_Risposta_a_de-Mattei.html

17) En parfait style soviétique : le dissident est un malade à rééduquer. La méthode est encore en vigueur : quiconque s'oppose au "vice odieux" de la sodomie (et tout ce qui tourne autour) n'est pas simplement un chrétien cohérent, mais un homo**phobe**, autrement dit un malade psychique atteint de phobies (pour ne pas parler de la transphobie). Le projet de loi Zan veut-il punir légalement une… maladie psychique ?

18) Marc Oraison, *Essai sur la peur en psychologie religieuse*, in *La Vie spirituelle. Supplément,* 15 septembre 1952, cit. de Poulat, *Intégrisme…,* p. 79, note 29. Paul Droulers s.j., de l'Université Pontificale Grégorienne, dans sa biographie du père Desbuquois s.j., pense avoir trouvé l'explication de la question "intégriste" dans l'anormalité psychologique : "*Très doué, mais anormal, 'hochbegabt, aber anormal', disait de Mgr Benigni un haut dignitaire du Vatican (E. Ritter, p. 343). Ce point de vue est sans doute une des clefs de cette étrange histoire : son protagoniste romain se montre un agité et un anxieux, un habile qui s'enivre de son jeu secret, bien plus, peut-être, que le perfide ambitieux qu'ont cru voir les contemporains qui ont tant souffert de sa part*" (*Politique sociale et christianisme. Le Père Desbuquois et l'Action Populaire. Débats, Syndicalisme et Intégristes, 1903-1918* ; Les éditions ouvrières, Paris, 1969, p. 262, note 96). (Je signale en passant que le livre d'Emil Ritter cité par le père Droulers sur l'anormalité de Benigni est considéré historiquement non fiable par Émile Poulat, cf. *Intégrisme…*, p. 199).

19) Pourquoi, se demande Poulat, le 7 mars 1911 - donc encore sous le pontificat de saint Pie X - Mgr Benigni fut-il promu protonotaire apostolique participant, charge prestigieuse mais

sans pouvoirs concrets, et quittait au contraire la Curie et la Secrétairerie d'État, où il occupait le quatrième poste hiérarchique et où il aurait eu normalement des perspectives de carrière ultérieure (une nonciature, ou même la pourpre cardinalice ; son successeur, Mgr Pacelli, deviendra Pape) ? Pour ses amis, il s'agit d'une promotion, pour ses ennemis d'une chute en disgrâce due à la trahison de la part de ceux qui le dépeignaient comme "transfuge" du mouvement démocrate-chrétien et même du modernisme, pour passer au plus rigide *intégrisme*, et qui avait fini par trahir même la confiance de Pie X. Sous quelle influence Mgr Benigni aurait-il été contraint de démissionner ? Du cardinal Ferrari, archevêque de Milan ? (pp. 383 ss) ; du cardinal Gasparri (pp. 384 ss) ? Du secrétaire d'État Merry del Val ? (pp. 386 ss) ; sur quelle base ? À cause de la France ? (pp. 393 ss) ; de la Russie ? (pp. 394 ss) ; de l'Allemagne ? (pp. 418 ss). La Secrétairerie d'État dut intervenir personnellement et démentir les ragots des ennemis de Mgr Benigni, qui, en 1912, expliquera sur *La Correspondance de Rome* que ce fut lui qui demanda avec insistance au Pape et au secrétaire d'État de pouvoir quitter ses fonctions à la Curie. Les affirmations de Mgr Benigni correspondent à la vérité, mais pas à toute la vérité, parce qu'il devait cacher le vrai motif pour lequel il avait effectivement insisté pour pouvoir être libéré des obligations de la Curie. La vérité entière, qui ne pouvait être divulguée, est maintenant mise en la lumière grâce aux recherches de Mgr Pagano, des Archives Secrètes du Vatican.

20) Sur les rapports entre Mgr Benigni et la *'segretariola'* [petite secrétairerie, n.d.a.] de saint Pie X, cf. Pagano, *Documenti sul modernismo romano,* p. 243, et Poulat, *Intégrisme…,* pp. 66, 581, 588. Sur la *'segretariola'* elle-même, cf. A. Dieguez-S. Pagano, *Le carte del "Sacro Tavolo". Aspetti del pontificato di Pio X dai documenti del suo archivio privato,* Archivio Segreto Vaticano, 2006.

21) A. Dieguez-S. Pagano, *Le carte del "Sacro Tavolo"*, Archivio Segreto Vaticano, Città del Vaticano, 2006, vol. II, p. 876-877, note 1488 ; moins claire N. Valbousquet, *Catholique…*, pp. 52-53, 230-231.

22) É. Poulat, *Catholicisme, démocratie et socialisme. Le mouvement catholique et Mgr Benigni de la naissance du socialisme à la victoire du fascisme*, Casterman, 1977, pp. 386-391 ; Poulat, *Intégrisme…,* pp. 76-77, 267-270, etc. Voir aussi F. Tacchi, *La Curia Romana e la Germania durante la crisi modernista,* Viella, 2022, chapitre IV : *Un anno cruciale: il 1912*, *1. Benigni e Merry del Val* (pp. 111-118). Sur le terme "*La Peur*" attribué à Merry del Val, cf. la p. 116 ; sur la continuation des rapports de collaboration entre Merry, Benigni et le *Sodalitium* également après les incompréhensions de 1911-1912, voir les pp. 117-118.

23) Nous suivons le texte cité par S. Pagano (*Documenti sul modernismo romano, op. cit.*, note 67 pp. 250-251) et non celui de Valbousquet, comme fait don Nitoglia. Nous remarquons que dans ce cas aussi Mgr Benigni devine le nom de l'élu du conclave. Après avoir exclu que Gasparri pouvait être choisi, il écrit du cardinal Ratti : "*Bien connu en Pologne, est le candidat du P.P.I et de l'Internationale blanche, avec Maffi de Pise et Gasparri. Des trois, le plus coté est Ratti*". Les cardinaux Merry del Val et De Lai offrirent les suffrages de leur courant à Ratti à la condition qu'il accepte de ne pas confirmer Gasparri à la Secrétairerie d'État : le cardinal Ratti s'y refusa, obtenant malgré cela leur soutien. L'encyclique programmatique de Pie XI, *Ubi Arcano,* suscita l'enthousiasme et l'espoir des intégraux, enthousiasme qui, comme nous verrons, fit place à la déception. "L'internationale blanche", dans le langage de Benigni, était l'alliance internationale des démocrates-chrétiens.

24) Une curiosité à ce propos. D'après Paul Droulers, le biographe du père Desbuquois s.j., Mgr Benigni tenta de refonder le *Sodalitium Pianum* en créant l'*Intesa Romana di Difesa Sociale* et le "bureau Veritas", qui, selon lui, se serait appelé aussi "*Société des nec spe nec metu*", dans le but, écrivait le père Desbuquois le 15 février 1924, "*de combattre l'actuel 'modernisme économique, social et juridique*'" (P. Droulers, *Le Père Desbuquois et l'Action Populaire*, Pontificia Università Gregoriana, 1981, p. 137, note 93).

25) Il ne fut pas le seul à soupçonner : cf. https://www.parrocchiariesepiox.it/san-pio-x/opinioni-e-news-pio-x/561-la-misteriosa-morte-del-cardinale-merry-del-val-nelle-carte-della-polizia-politica-fascista

26) N. Valbousquet-A.M. Dieguez, "*Il complottismo di un nostalgico integralista : Guido Aureli e il suo memoriale su Monsignor Benigni e Pio X*", in *Modernism*, p. 214 et note 116 ; cf. Poulat, *Catholicisme...,* pp. 240-243.

27) *"Il grave dolore". Allocutio habita in occasione impositionis bireti novis cardinalibus die xxvii maii 1914*. Le texte a été publié dans les *Acta Apostolicæ Sedis* (AAS 28 mai 1914, année VI, vol. VI, n. 8 pp. 260-262) en langue italienne, et traduit en français et commenté par Poulat in *Intégrisme...*, pp. 455-458.

28) Introduction à la publication du même texte de saint Pie X par le Centro Studi Giuseppe Federici le 3 janvier 2018 : "*Il testamento di San Pio X*" : https://www.centrostudifederici.org/testamento-san-pio-x/

L'évêque de Terni Francesco Soddu le 3/10/2022 présent à l'inauguration d'une loge maçonnique

29) En effet, à la citation p. 160 de l'article de Nina Valbousquet et Alejandro Mario Dieguez "*Il complottismo di un nostalgico integralista : Guido Aureli e il suo memoriale su Monsignor Benigni e Pio X*" publié sur la revue *Modernism* (année IV, 2018) il n'y a rien de ce que don Nitoglia attribue à l'auteur... française. Ou don Nitoglia est distrait, ou il pensait que personne n'aurait contrôlé la source qu'il cite.

30) É. Poulat, *Catholicisme...* pp. 201-204 et 234-236.

31) Maurizio Tagliaferri, *L'Unità Cattolica. Studio di una mentalità,* Editrice Pontificia Università Gregoriana, Rome, 1993, p. 178 et note 473.

32) Sous la direction de Claus Arnold et Giovanni Vian, Edizioni Ca' Foscari, 2017.

33) *Tra competenze e procedure: la gestione dell'operazione.*

34) L. M. Sardella, *La répression du modernisme.*

35) R. Perin, *Le relazioni dei vescovi italiani a norma dell'enciclica Pascendi.*

36) In *Revue d'histoire ecclésiastique*, Vol. 109, nn° 3-4, 2014, pp. 758-782. La question est traitée par Poulat, *Intégrisme…,* pp. 438-440.

37) *Un "prophète" moderniste. Le testament de l'abbé Primo Vannutelli* in *Sodalitium* n° 64, avril 2012, pp. 5, et 13 note 4.

38) É. Poulat, *Intégrisme…,* pp. 71-72 et 261-265. La paroisse de Saint-Pouange, 155 âmes, lui sera confiée.

39) Francesco Tacchi, *La Curia romana e la Germania durante la crisi modernista. L'Integralismusstreit tedesco (1900-1914),* Viella, 2022, pp. 104-106. Amples références au *Fonds Benigni*.

40) Raffaella Perin, *Reazioni curiali antimoderniste: il caso vicentino* in C. Arnold et G. Vian (sous la direction) *La condanna del modernismo. Documenti, interpretazioni, conseguenze*, Viella 2010, pp. 572-573. Sur le même sujet cf. Giovanni Azzolin, *Gli Scotton: prediche, battaglie, imboscate,* La Serenissima, 1998.

41) Le 8 janvier 1911, le jeune prêtre Giovanni Menara (1885-1933) écrivait à Mgr Bressan, du secrétariat particulier de Pie X, pour lui exposer un problème de conscience. Collaborateur de la *Riscossa*, de la *Liguria del Popolo*, de *L'Unità Cattolica*, du *Berico* et des *Armonie della Fede*, tous des journaux "papalins" ou "intégraux", il avait été depuis peu engagé par le comte Della Torre pour écrire sur *Libertà*, de Padoue (pas du tout "intégrale"). "*Né et élevé à Breganze, sous la direction de Mgr Andrea Scotton qui me traita comme un fils, j'ai embrassé les idées de la Riscossa et de l'Unità Cattolica. Il n'y eut jamais un moment où je doutais de la rectitude du programme de ces journaux : ce n'est qu'aujourd'hui après la réprobation du cardinal archevêque de Milan, que je commence à douter que la voie suivie par la Riscossa ne soit pas la voie à suivre*". Menara, qui était aussi ou deviendra membre du *Sodalitium*, demandait donc au Pape, par l'intermédiaire de Bressan, s'il pouvait "*en conscience continuer ma collaboration hebdomadaire à la Riscossa*". La réponse de Pie X écrite de sa propre main fut la suivante (10 janvier) : "*Très Révérend Seigneur, remerciez le Seigneur d'avoir eu comme maître monseigneur Andrea Scotton, et faites en sorte de ne jamais oublier les leçons et l'exemple donné par La Riscossa. Pour votre réconfort veuillez lire la lettre qu'a écrite dernièrement à monseigneur Scotton l'éminentissime cardinal secrétaire d'État et vous ne regretterez jamais de vous être tenu ferme aux principes valeureusement défendu par votre maître*". Merry avait écrit de Scotton le 28 novembre 1910 : "*un valeureux soldat, toujours prêt pour la bataille, décidé à ne déposer les armes que quand Dieu les lui ôtera des mains pour les changer en un glorieux trophée de victoire au Ciel*" (Dieguez, *Le carte del Sacro Tavolo*, vol. I, pp. 346-347). Don Menara fut affecté par Pie X comme collaborateur à la rédaction de *La Riscossa* en 1914, mais il rencontra l'opposition de l'évêque Rodolfi (G. Azzolin, *Gli Scotton. Prediche, battaglie, imboscate*, La Serenissima, 1998, pp. 290-291 et 363, Dieguez, *l.c.*). D'après Mgr Benigni, à la mort de Pie X il quitta le *Sodalitium* (Poulat, *Intégrisme…*, p. 583). En effet, après la guerre, il changea de position : il soutint le nouveau directeur de l'*Unità Cattolica*, Ernesto Calligari (Mikròs) dont il devint le biographe (cf. Tagliaferri, *L'Unità Cattolica…, passim*), adhéra au *Partito Popolare,* combattit et fut combattu (à coups de bâton) par les fascistes, il termina sa carrière comme rédacteur de l'*Osservatore Romano*, toujours proche du comte Della Torre (*Breganze in cartolina, Gruppo Ricerca Storica Breganze*). Il conserva cependant sa sympathie pour les frères Scotton, dont il écrivit la première biographie en 1925 (*I Fratelli Scotton, Mons. Jacopo, Andrea e Gottardo, Memorie biografiche,* Florence, Tipografia Santa Maria Novella).

42) Jean XXIII, qui en fut l'ami, ouvrit la cause de béatification du cardinal Ferrari le 10 février 1963. Paul VI le déclara vénérable (avec la reconnaissance de l'héroïcité des vertus) le 1er février 1975, et Jean-Paul II le proclama bienheureux le 10 mai 1987. Les trois "saints papes" conciliaires ont donc tous apporté leur contribution à cette espèce de décanonisation de Pie X. D'un point de vue historiographique, les volumes du postulateur de la cause de béatification, Carlo Snider sont intéressants (même si, évidemment, avec parti pris) : "*L'episcopato del cardinale Andrea Carlo Ferrari"*, Neri Pozza, Vicence, 1981.

43) Édité par le Centro Studi Valle Imagna. L'ouvrage a été publié en 2015, pour commémorer le centenaire de la mort de Mgr Radini Tedeschi. Je remercie mon ami Stefano Vitali qui m'a signalé et fait don du volume.

44) La famille Medolago Albani, grâce à l'éditeur Renato Borsotti, a eu le grand mérite de publier finalement la biographie de leur illustre ancêtre écrite par don Paolo de Töth : "*Il soldato di Cristo: Stanislao Medolago Albani",* dont le *Centro studi don Paolo de Töth* a publié la préface de don Paolo lui-même : *Prefazione di don De Töth al libro: "Il soldato di Cristo, Stanislao Medolago Albani" – Centro Studi Paolo De Töth*. Malheureusement, la publication pourtant volumineuse (777 pages) n'inclut pas la partie conclusive de l'écrit, certainement la plus intéressante (la narration termine en 1904, alors que le comte mourut en 1921), peut-être a-t-elle été perdue.

45) Marco Invernizzi, actuel président d'*Alleanza Cattolica*, a publié une notice élogieuse du comte Grosoli dans le "*Dizionario del pensiero forte*" de cette association (Invernizzi commença sa carrière en étudiant Medolago, de Töth et Benigni, et le voilà qui finit avec Grosoli et… Bergoglio. Un parcours suivi, hélas, par tant d'autres, trop d'autres). Giovanni Grosoli Pironi (1859-1937) naquit d'un père juif et d'une mère chrétienne. En 1902 il fut élu président de l'*Opera dei Congressi*, succédant à Paganuzzi, dont il était l'adversaire. Sa circulaire du 15 juillet 1904, écrite en collaboration avec Filipppo Meda et Mgr Radini Tedeschi, critiquait les catholiques encore liés à des "questions mortes dans la conscience nationale" (allusion à l'opposition catholique au Risorgimento). Le 19 juillet le Saint-Siège publie une note de désaccord sur *L'Osservatore Romano* qui fut suivie de la démission de Grosoli et de la dissolution de l'*Opera*, exceptée la *IIe Section* dirigée par Medolago Albani. En 1907 Grosoli fondera un trust de journaux catholiques "de pénétration", qui furent désavoués par la circulaire du Saint-Siège en 1912, pour être ensuite réhabilités sous Benoît XV : nous en reparlerons. En 1919 il est parmi les fondateurs du *Partito Popolare*, qu'il quitte cependant en 1923 pour fonder en 1924, avec d'autres catholiques libéraux ou modernisants comme lui le *Centro Nazionale Italiano*, sympathisant du fascisme, qui fermera ses portes en 1930, ayant désormais réalisé le vieux rêve des conciliaristes avec l'État italien né du Risorgimento.

46) Francesco Mores, *Ammiratore di Semeria, discepolo del Bonajuti. Una lettera e un giudizio di Stanislao Medolago Albani su Angelo Giuseppe Roncalli* in *Modernism,* année 2017, pp. 289-300, ed. Morcelliana. *Modernism* est la revue de la Fondazione Romolo Murri, *Centro Studi per la Storia del Modernismo* de l'Université d'Urbino, dont l'origine est due à une initiative du prêtre Lorenzo Bedeschi en 1972. *Modernism* succède en un certain sens à la publication *Fonti e Documenti (1972-2005*). Le *Centro Studi* s'occupe aussi d'antimodernisme, évidemment d'un point de vue essentiellement moderniste.

47) "*Au cours de l'audience pontificale que j'ai eue peu de temps après, alors que je me réjouissais de l'effet salutaire que l'encyclique* (*Pascendi*) *aurait eu et semblait déjà avoir, il me demanda tristement : 'Vous le croyez ?*'" Filippo Crispolti expliqua à Pie X les motifs de sa conviction optimiste, "*mais au lieu d'admettre, comme je le désirais pour son réconfort, (...) il continua à hocher la tête. Il était encore un homme ayant accompli un acte solennel, parce que devant Dieu il en avait l'obligation, mais quant aux effets il reste pessimiste. Et pourtant* - conclut Crispolti - *pour reconnaître que le coup donné par lui au modernisme fut vraiment mortel, quelques années suffirent !*". Et quelques décennies suffirent, au contraire, pour voir combien eut raison saint Pie X, et combien eurent tort les naïfs ou les intéressés 'fossoyeurs' du modernisme qui faisait le mort. Le 'libéral' Crispolti ne pouvait ou ne voulait comprendre, et il écrivit de saint Pie X : "*son pontificat fut pour lui un des plus tristes dont on se souvienne. Il voyait toujours en noir les conditions de l'Église qu'il lui revenait de gouverner. Mais il croyait plutôt en la parole sacrée qui assure insubmersible la barque de Pierre, mais à ce moment-là et qui sait jusqu'à quand, il crut toutefois la tempête si menaçante, au point de faire penser que la désolante devise de la prophétie apocryphe : religio depopulata, serait attribuée à son règne, bien qu'elle ne lui soit pas attribuée. Combien de fois et à combien ne dit-il pas : 'le Pape n'est plus écouté !'*" (F. Crispolti, *Pio IX, Leone XIII, Pio X, Benedetto XV. Ricordi personali*, Treves-Treccani-Tumminelli, 1932, pp. 129-132). Pie X aussi, comme Benigni, était, humainement parlant, "*nec spe, nec metu*".

48) Cf. *Sodalitium* n° 23 pp. 12, 18 qui cite Guido Sommavilla s.j., *La Compagnia di Gesù*, Rizzoli, 1985, p. 225 ; *Storia della Chiesa*, sous la direction de H. Jedin, Jaca Book, Milan, 1973, vol.

IX, p. 576 ; G. Cassiani Ingoni, *Vita del P. W. Ledochowski*, Rome, 1945, pp. 71 et 73, *Disquisitio...*, *op. cit.*, pp. 10-11.

49) Cf. *Sodalitium* n° 69-70, pp. 51 ss ; n° 36, pp. 44-52. Dans l'article du n° 70-71 je concluais : "*les vicissitudes des divers pontificats du XVI^e siècle nous rappellent qu'une chose est le Pape, Vicaire du Christ et successeur de Pierre, autre chose sont les personnalités des hommes qui occupent cette sublime dignité : un absolu 'concordisme' conduit à une mauvaise apologétique*".

50) Voici ce qu'écrit don Nitoglia dans sa première partie : "*le cardinal Pietro Gasparri, dans sa déposition du 28 mars 1928 au cours de la cause de béatification de Pie X, traita de la question du S.P. dit aussi "Ligue de Saint Pie V" (d'où l'appellation "Pìanum" en référence au pape Pie V), dirigé par monseigneur Umberto Benigni et voulut faire remarquer, de manière polémique et peut-être un peu acrimonieuse, que le pape Sarto avait soutenu la susdite association, la définissant : "Une association cachée d'espionnage en dehors et au-dessus de la hiérarchie, qui espionnait même les membres de la hiérarchie. [...]. Une sorte de maçonnerie dans l'Église, chose sans précédent dans l'histoire ecclésiastique", voyant en cela un "point obscur" qui pourrait nuire à la béatification de Pie X, accusé implicitement de faire espionner l'épiscopat pour juguler les modernistes (Sacra Rituum Congregatio, Disquisitio circa quasdam obiectiones modum agendi servi Dei respicientes in modernismi debellatione, Roma, 1950, p. 6)"*. Mais ici deux cas se présentent : ou le cardinal Gasparri fut injuste contre Pie X et le *Sodalitium*, et alors comment peut-on le défendre ? Ou bien on veut le défendre, précisément sur ce fait, mais alors il ne fut pas injuste. L'auteur s'en tire avec : "*un peu acrimonieuse*" (*peut-être* ! *un peu…*). Le problème est autre : fut-il juste ou injuste ?

51) Tommaso Reggio (1818-1901), issu d'une noble famille génoise, a été "béatifié" par Jean-Paul II le 3 septembre 2000. Il célébra les funérailles du roi Umberto I^er, qui l'avait décoré des honneurs de l'Ordre des Saints-Maurice-et-Lazare. Il opposa à la formule de don Margotti qui porta le Saint-Siège au *Non expedit* ("ni élus ni électeurs") la formule opposée : "élus et électeurs". Sur le site de l'archidiocèse de Gênes, le cardinal Tarcisio Bertone, son 'successeur' le commémorait ainsi : *"Mgr Reggio tente de rajeunir les structures à l'intérieur de l'Opera dei Congressi et de réaliser «les postulats d'une démocratie vraiment chrétienne», en luttant contre l'avancée «de l'absurdité du socialisme antichrétien et antisocial».*

L'impulsion aux études sociales continue avec l'activité que le professeur Toniolo, maître vénéré des jeunes du Cercle Spinola, accomplit à Gênes et avec les cours du ***père Semeria*** (qui deviendra un moderniste notoire, n.d.a.) *à l'École Supérieure de Religion. L'intention de cette École, qui naît en 1897 à l'Institut Vittorino de Feltre où a son siège un jeune cercle très ouvert aux initiatives sociales et politiques, est d'offrir aux jeunes catholiques lycéens et universitaires une formation religieuse adéquate. Reggio confie l'École au père barnabite Semeria, à qui il accorde par la suite - toujours en 1897 - la permission de prêcher ses fameux «Avents» dans l'église Santa Maria delle Vigne : un geste de confiance et de courage à l'égard des forces nouvelles, qui n'épargnera pas les critiques à Mgr Reggio de la part des membres intransigeants de l'Opera dei Congressi. (…) Il me semble devoir dire, à propos du groupe démocrate-chrétien naissant, que Reggio a des intuitions visionnaires, sait cueillir les ferments qui se développeront dans le futur, perçoit que certains phénomènes font partie d'un lent mais inarrêtable mouvement de la société. Le père Semeria synthétisera ainsi l'action de Mgr Reggio, dans sa fameuse commémoration du 13 décembre 1901 :* ***«Notre bon archevêque fit montre de sentir le souffle des temps nouveaux qui, lents mais fatals, sont en train de mûrir ; ce souffle démocratique****, duquel nous sommes de nombreux hommes de cœur au monde à attendre un progrès, une ascension des classes humbles et déshéritées. Je ne sais si ce nom de démocratie lui était sympathique, et, je penserais plutôt, en toute franchise, je penserais que non, mais, fidèle à l'in dubiis libertas, il ne s'y opposa pas et, surtout, il eut le bon sens de comprendre que, plus que le nom aussi facile à prendre qu'à quitter, c'est la chose qui importe, sans quoi le nom est ou une vanité puérile, ou carrément une hypocrisie calculée». (…) De la longue vie de Tommaso Reggio l'historiographie a été unanime pour indiquer ces aspects : (…) En politique, sa sympathie pour la cause des* ***catholiques libéraux****, au point d'être considéré, avec Scalabrini et Bonomelli, comme* ***l'un des prélats italiens les plus favorables à la tradition du Risorgimento et au système constitutionnel de l'État unitaire".***

52) Intéressant, au regard des rapports entre le cardinal Rampolla et son secrétaire Mgr Della Chiesa, ce qu'écrit un ami de ce dernier, Filippo Crispolti, in *Pio IX, Leone XIII, Pio X, Benedetto XV. Ricordi personali,* Treves-Treccani-Tumminelli, 1932, pp. 148-165. Les cardinaux Agliardi et Rampolla voyaient dans le jeune Della Chiesa s'annoncer "*un nouveau Consalvi*" (p. 148). Della Chiesa, de son côté, rappela ainsi Rampolla à l'occasion de la mort de son "*vénéré Père et Maître*", en écrivant à Crispolti : "*peut-être personne n'a eu avec le regretté Cardinal une aussi longue proximité comme je l'ai eue, personne n'a été par lui aimé comme je l'ai été. Imaginez de là l'amertume de mon âme. Mais je suis heureux d'être venu déposer un chaud baiser sur ses mains froides !*" (p. 154). Cependant Crispolti note aussi les différences : diplomate très réservé, Rampolla, bavard et imprudent Della Chiesa, comme le démontra l'affaire Latapie (pp. 156-158).

53) S. Pagano, *op. cit.*, pp. 243 note 51 et 244.

54) Giovanni Genocchi (1860-1926). En 1877 il entra au Séminaire Pio à Rome (un foyer de modernistes) où il fut condisciple de Fracassini, Lanzoni, Della Chiesa. Ordonné en 1883, il entra chez les missionnaires du Sacré-Cœur d'Issoudun en 1886. "*Début mars 1897 il rendit visite à A. Loisy - bibliste et un des promoteurs du modernisme français, qui vivait à Neuilly depuis 1894, après son éloignement de l'Institut catholique de Paris -, entamant un rapport qu'il poursuivit par correspondance et avec de nouvelles rencontres en avril 1900 et en juin 1901 : une fréquentation qui eut, probablement, un rôle révélateur aussi dans sa formation personnelle d'ouvert et érudit bibliste*". "*Au moment le plus aigu de la crise moderniste, un consulteur anonyme du Saint-Office put écrire que dans la maison du Sacré-Cœur place Navone, G. avait "formé une école d'hypercritiques chez ses jeunes disciples et qui alimente à Rome l'hypercriticisme allemand" (Turvasi, 1971, pp. 24 s.).* "*On se rappelle, parmi tous ceux qui lui furent proches, outre Fracassini, S. Minocchi, B. Casciola, A. Ghignoni, G. Semeria, C. Pizzoni, G. Vitali, N. Piastrelli, A. Fogazzaro, I. Torregrossa et, plus généralement, presque tous les protagonistes de la crise moderniste ; l'entourage de G. fut, en outre, point de liaison avec les modernistes européens. (…) En même temps, depuis novembre de cette même année 1897, lui avaient été confiés les cours d'exégèse à la chaire d'exégèse biblique instituée par Léon XIII à l'Université Pontificale de l'Apollinaire ; la chaire fut supprimée l'année suivante par la tenace opposition du cardinal C. Mazzella. (…) Dans les années qui suivirent la fréquentation d'amis et connaissances qui se lièrent au modernisme, la prise de positions très avancées dans le domaine de la critique biblique posèrent, évidemment, le problème de son rapport personnel avec le mouvement moderniste ; lui, cependant, réussit à ne pas s'aliéner l'estime des plus hautes autorités ecclésiastiques. Il discuta l'authenticité mosaïque du Pentateuque et l'historicité des trois premiers chapitres de la Genèse, conseillant de ne pas réfuter les conclusions des chercheurs à ce sujet ; il intervint sur la composition du livre d'Isaïe en prônant la théorie de la pluralité des auteurs. De fait cela se traduisit par des prises de position constamment opposées aux réponses de la commission en relation soit aux différents sujets jusque-là rappelés, soit, en outre, aux évaluations exhaustives du corpus paulinien, à la question synoptique avec une référence particulière à l'authenticité de l'Évangile de Matthieu, au problème de la parousie dans les discours eschatologiques de Jésus et dans les affirmations de Paul dans la Première lettre aux Thessaloniciens (Turvasi, 1974, pp. 217-284). (…) cette œuvre de pastorale biblique, projetée et réalisée par G. avec la collaboration de Mgr G. Della Chiesa, du cardinal M. Mocenni et, avec pour secrétaire, Mgr G. Mercati (auquel succéda le père G. Valdambrini), prit le nom de Société de saint Jérôme pour la diffusion des Évangiles ; la direction était à la Secrétairerie d'État, l'administration chez Genocchi. Le premier travail consista en l'édition italienne des Évangiles et des Actes des apôtres : la traduction fut confiée à don G. Clementi, les notes à G. et l'introduction au père Semeria (Il Santo Vangelo di Nostro Signore Gesù Cristo e gli Atti degli apostoli, Roma 1902) (…)"* (Rocco Cerrato, *Dizionario biografico degli italiani,* vol. 53, 2000, rubrique *Genocchi*). Voir aussi Dieguez, *Le carte del Sacro Tavolo*, *op. cit.*, vol. I, pp. 185, 283-284, note 510.

55) Roberto De Mattei, *Modernismo e antimodernismo nell'epoca di Pio X* in *Don Orione negli anni del modernismo*, Jaca Book, 2002, pp. 44-47 et surtout Sergio Pagano, *La mancata pubblicazione dell'opera 'Pio IX e il Risorgimento italiano' di Giuseppe Clementi e Edoardo Soderini*, in *Barnabiti studi,* 28 (2011) : *I Barnabiti nel Risorgimento*, actes du congrès, Rome, 14-15 janvier 2011.

56) Droulers, *op. cit.*, vol. 1, p. 405. Mgr Jules Tiberghien (1867-1923), ami du père Sevin et du scoutisme catholique, fut sacré par Benoît XV en 1921. Antoine Pottier (1849-1923), belge, un des chefs de la démocratie chrétienne et du syndicalisme catholique. Gaston Vanneufville (1866-1936), fondateur avec l'abbé Six de *La Démocratie chrétienne*, pour la diffusion des idées de l'abbé Lemire ; Louis Glorieux (1867-1925), lui aussi considéré "*allié des bachémistes allemands*" (Poulat) ; ils étaient tous de la région qui fut aussi celle de Mgr Lefebvre. Il convient en effet de rappeler que les racines étaient communes : le catholicisme social est né de La Tour du Pin, d'Albert de Mun, de Maurice Maignen, en somme du catholicisme intransigeant et légitimiste ; ce n'est qu'ensuite que les routes se divisèrent, jusqu'à s'opposer.

57) Le texte du discours de saint Pie X, avec notre introduction, a été publié par le *Centro Studi Giuseppe Federici*, communiqué n° 2/18 du 3 janvier 2018 : https://www.centrostudifederici.org/testamento-san-pio-x/

58) É. Poulat, *Intégrisme…,* p. 331. "*D'après le cardinal Tisserant, Pie X ne voulut pas élever à la pourpre Giacomo Della Chiesa tant que Rampolla fût en vie, pour ne pas avoir deux cardinaux unis dans l'aversion à l'intégrisme :* cf. F. Engel-Janosi, *Il Vaticano tra fascismo e nazismo*, tr. it., Firenze 1973, p. 25" cit. par Gianni Vannoni, *Integralismo cattolico e Fascismo: Fede e Ragione* in *La Chiesa del Concordato,* sous la direction de Francesco Margiotta Broglio, Il Mulino, Bologne, 1977, note 28 p. 463.

59) C'est ainsi que Pie X créa cardinal Della Chiesa, qui à son tour créa cardinal Tommaso Pio Boggiani, tout à fait de la ligne de Pie X.

60) "Un autre" : je me réfère à Giovanni Grosoli. Pour être exact, le converti du judaïsme n'était pas Giovanni Grosoli Pironi, mais son père, le riche avocat juif Giuseppe Forlì, qui "*en*

passant au catholicisme, avait pris le nom de son parrain de baptême (qui s'appelait justement Grosoli : cf. G. CANDELORO, *Il movimento cattolico in Italia, 3ª ed., Roma 1972, p. 299, note 1)".* (G. VANNONI, in *Cristianità*, n° 14, année 1975). Pironi était le nom de sa mère, Luisa.

61) GIANNI VANNONI, *Integralismo cattolico e Fascismo: Fede e Ragione, op. cit.*, pp. 443-443 et note 27 p. 462.

62) Don Paolo (Francesco Ferdinando Paolo) Tommaso (en religion) de Töth, naquit à Udine le 7 mars 1881. C'était un frioulan d'origine hongroise. Sa noble famille s'installa dans le Frioul vers 1828 avec Francesco, grand-père de don Paolo (fils d'un autre Francesco). La famille était de tendance libérale et favorable au Risorgimento, et parmi ses oncles don de Töth comptait des députés au parlement et plusieurs journalistes, comme Gugliemo de Töth, de *Fanfulla*, et Raimondo Brenna, de l'*Agenzia Stefani* et de *La Nazione.* À don Paolo, qui très jeune (à huit ans) entra chez les carmes, et dont les parents morts rapidement étaient religieux, le milieu familial ne transmit pas le libéralisme, mais sans doute la passion pour le journalisme et d'importantes connaissances. Il eut pour ami commun avec Della Chiesa le marquis Filippo Sassoli de' Bianchi, bolonais, collaborateur et mécène de *Fede e Ragione.*

63) Sur Mgr Belvederi : GIULIO ANDREOTTI, *I quattro del Gesù. Storia di un'eresia*, Rizzoli, Milan, 1999 ; FULVIO DE GIORGI, *Maria Montessori tra modernisti, antimodernisti e gesuiti*, pp. 30-36 ; *Sodalitium* n° 42, p. 8 ; n° 51, pp. 68-69 ; n° 64, pp. 20-22.

64) Cf. *Sodalitium* n° 64, p. 5 et note 4 p. 13 : *Un 'prophète' moderniste. Le testament de l'abbé Primo Vannutelli.* En note je rapportais le commentaire de Mgr Benigni : "*Modernistes et Gasparri 1916. L'affaire du serment impromptu prêté devant le cardinal par les prêtres connus notoirement comme modernistes Buonaiuti Ernesto, Turchi Nicola, Mozzo… (sic) et Vannutelli a pour dessous ce qui suit. Ces derniers en avaient fini avec le procès au Saint-Office : ils s'en étaient tirés, comme bien d'autres, grâce à Rampolla. Gasparri (sur ordre du Pape ?) s'est emparé alors de l'affaire, l'enlevant au Saint-Office. Après la comédie sacrilège du serment, Buonaiuti s'est entretenu une heure avec Gasparri, et a déclaré être plein d'admiration pour la largeur (!) d'idées du cardinal. Évidemment Gasparri les a persuadés de prêter serment devant lui et dans son sens, sens en accord avec le leur (…)*" (SERGIO PAGANO, *Documenti sul modernismo romano dal Fondo Benigni*, *op. cit.*, pp. 261-262). Benigni avait vu juste, comme le confirme le long récit des faits ainsi que le raconte BUONAIUTI dans son autobiographie (*Pellegrino di Roma. La generazione dell'esodo,* Gaffi editore, Rome, 2008 : partie II : *il manipolo* (1915-1920), pp. 168-178).

65) É. POULAT, *Intégrisme…,* p. 559.

66) HENRI COSTON, *Dictionnaire de la politique française,* Flanant, Limoges, 1998, p. 958 ; PRÉVOTAT, p. 389.

67) É. POULAT, *Intégrisme…*, pp. 419-421.

68) DROULERS, *op. cit.*, vol. 1, pp. 405, 419-420. Le siège de l'A.P. avait été bombardé pendant la guerre.

69) A. M. DIEGUEZ, *Fondi dell'Archivio Segreto Vaticano relativi al Modernismo,* p. 24.

70) HEINRICH, DENZINGER, *Enchiridion Symbolorum definitionum et declarationum de rebus fidei et morum,* édition bilingue, sous la direction de Peter Hünermann, Edizioni Dehoniane, Bologne, troisième édition, janvier 2000.

71) S. PAGANO, *Documenti sul modernismo romano..., op. cit.*, p. 269.

72) Sur le sujet cf. "*Tomisti e antitomisti in un'opera recente*", in *La Civiltà Cattolica*, vol. IV, cahier 1858, 19 novembre 1927, pp. 330 ss (où l'on critique les critiques du père Pègues o.p., dans un ouvrage traduit du français justement par le 'fameux' - pour nous - P. Regattieri) ; "*La recente calunnia di Fede e Ragione contro la Civiltà Cattolica*", vol. III, cahier 1878, 15 septembre 1928, pp. 527 ss (réponse à l'article de *Fede e Ragione* : "*Ritorno a Scoto? L'opposizione alle XXIV Tesi*" : un thème cher à don Paolo de Töth).

73) Don Paolo DE TÖTH traite encore de toute la question dans le volume "*Della preminenza, in sé e secondo le dichiarazioni dei Sommi Pontefici Leone XIII, Pio X, Benedetto XV e Pio XI, della Filosofia e Teologia di San Tommaso, a proposito di un opuscolo su 'La Scolastica e i suoi compiti odierni'",* La Commerciale, Acquapendente, 1936. L'opuscule en question défendait la théorie selon laquelle Benoît XV avait donné, précisément, la liberté de suivre les thèses philosophiques de Suarez (cf. en particulier les pp. 68-77), pour qui saint Thomas était un grand Docteur… "*mort et enterré*" ! (une anticipation de l'"historicisation" de saint Thomas opérée par les pères dominicains Chenu et Congar). De Töth défend vaillamment Benoît XV de la tentative de lui créditer cette liberté d'opinion, ce qui est absolument correct du point de vue du magistère officiel (vu que la lettre au Général de la Compagnie ne fut pas insérée, comme expliqué, dans les *Acta Apostolicæ Sedis*).

74) É. POULAT, *Intégrisme…,* pp. 536-540 qui publie les documents concernant le rétablissement du S.P. en traduction française ; texte italien dans la *Disquisitio*, pp. 271-276.

75) Jésuite, Michel d'Herbigny (1880-1957) devint "*l'homme de confiance de Pie XI pour les*

questions orientales" (Congar). Influencé par l'œcuménisme du père Portal et de Soloviev (le Newman russe, comme l'appelle d'Herbigny) devint président de l'Institut Pontifical Oriental (1922) et de la Mission pontificale pour la Russie (1930) après avoir fondé à Rome le *Russicum* (1929). Mgr Pacelli le sacra secrètement évêque en 1926, pour fonder une hiérarchie clandestine en Russie, qui fut tout de suite découverte. Pour Benigni il était encore un espion du gouvernement français : toujours est-il qu'il tomba en disgrâce entre 1931 et 1934, au point que dès 1938 son nom est même supprimé de l'annuaire pontifical et qu'il ne porta plus les insignes épiscopaux : des étoiles aux étables (POULAT, *Intégrisme…* pp. 322-324).

76) É. POULAT, *Intégrisme… op. cit.,* p. 591. Poulat écrit : "*il dut en 1915, devant le nouveau cours, abandonner ses fonctions*", lui qui avait été "*soutenu par Pie X*". Le "nouveau cours" était celui de Benoît XV. En 1919, avec la disgrâce de Mgr Volpi, il dut aussi quitter son refuge d'Arezzo.

77) Dans le palais de la *via Montecatini* 5, De Gasperi rencontra aussi - avec émotion - le moderniste Fogazzaro.

78) "*Le Partito Popolare Italiano (…) est né comme un parti non catholique, aconfessionnel, comme un parti à fort contenu démocrate et qui s'inspire des idéaux chrétiens, mais qui ne prend pas la religion comme élément de différenciation politique*", don Luigi Sturzo, discours de Vérone du 16 mars 1919, cité par G. SALE, *Popolari e destra cattolica…,* p. 19.

79) Le père Sale s.j. publie une série de lettres (pp. 227 ss) d'un espion du père Rosa s.j., Roberto Faino, dans l'entourage de don de Töth (il prétendait être son ami, et après il rapportait au père Rosa), qui illustrent bien l'action des jésuites au sein de l'aile droite. La consigne était de lutter contre l'aconfessionnalité au sein du P.P.I… aconfessionnel. Bien plus : "*nous leur faisons savoir* (c'est-à-dire à l'aile gauche de Miglioli, alliée avec l'aile droite en haine de don Sturzo, n.d.a.) *qu'en nous opposant à la déclaration d'aconfessionnalité nous ne voulons pas la confessionnalité (comme vous* - c'est-à-dire le père Rosa, n.d.a. - *et Son Éminence* - c'est-à-dire Gasparri, n.d.a. - *me dirent), mais la catholicité réelle du parti, même s'il reste le nom et l'autonomie (à ne pas confondre avec l'oubli de la nécessaire discipline)*". Si bien que l'aile droite, version père Rosa, était contre l'aconfessionnalité mais pas pour la confessionnalité, et pour l'autonomie de la hiérarchie dans la discipline envers la hiérarchie : chef d'œuvre jésuite dans la négation du principe de non contradiction ! Un autre informateur du père Rosa au sein de l'aile droite (pp. 250-252) décrit à sa manière la réunion à Bologne du courant susnommé en décembre 1920, qui amena la démission de Sassoli de' Bianchi en tant que président de l'aile droite et même du P.P.I., sur le conseil de don de Töth, déclaré gentiment par l'informateur "*bras long de Mgr Benigni*" "*déséquilibré*" "*violent*" "*qui montre une rancœur vraiment déplorable et indigne d'un prêtre*" qui "*s'emportait de manière vraiment blâmable*" d'un " *prêtre furieux*" dont la revue, *F.e.R.*, "*ne peut être qualifiée que comme un indigne pamphlet*" (tandis que l'ami informateur du père Rosa embaumait, comme on voit, la plus pure charité). Sassoli et Medolago Albani étaient d'accord avec de Töth pour penser "*l'indémontrable*", à savoir les "*aberrantes affirmations*" de de Töth. Mais quelles étaient ces aberrations ? Dire que le "*P.P. était en contradiction absolue avec la doctrine catholique, et que pour tout catholique c'était un péché très grave d'y appartenir*" : précisément ce que niait la Secrétairerie d'État. L'action du père Rosa au sein de l'aile droite du P.P.I. est un exemple classique de la manière dont agit l'opposition : se mettre à la tête de l'opposition, en excluant toute véritable opposition, et en réussissant de fait à faire le jeu du pouvoir auquel on s'oppose.

80) Le rapport de la Secrétairerie d'État n'ignore pas les objections à l'inscription au P.P.I. : "*D'ailleurs on pourrait objecter : le Partito Popolare n'est pas un parti catholique, en réalité il se proclame autonome et indépendant de l'Autorité Ecclésiastique. De la bouche de ses chefs (discours de don Sturzo à Vérone 16 mars 1919 : 'il est né comme un parti non catholique, aconfessionnel', c'est 'une libre association de citoyens libres qui se réunissent pour la réalisation de leur programme strictement politique'. En outre, le développement pris par certaines tendances dans le parti et l'admission d'éléments mal intentionnés (à qui néanmoins, sur la base de l'art. 2 du statut, on ne pourrait refuser l'entrée) fait surgir de graves préoccupations, raison pour laquelle, au jugement de plusieurs, il ne donne pas de garantie certaine d'être pour les catholiques un instrument de la restauration chrétienne de la société. Surgit donc la question de savoir s'il est ou non conseillé aux catholiques d'entrer dans le parti*". Les objections sont bien exprimées, et leurs raisons ne sont pas niées, mais de manière incroyable les conclusions qui s'imposent ne s'ensuivent pas, bien plus, on arrive à des conclusions opposées : "*Évidemment on ne peut en faire une question de licéité. L'agrégation au Partito Popolare pourrait être illicite seulement au cas où, comme tel, on emploierait ce moyen pour une fin mauvaise en soi, ou si la participation au même engendrait un danger proche et grave pour la foi ou la morale*". Et la Secrétairerie d'État ne voit-elle pas un danger pour les catholiques de s'inscrire à un parti non catholique, en le croyant catholique ? Évidemment non, puisque "*cela ne se vérifie certainement pas puisque le Partito Popolare déclare explicitement s'ins-*

pirer des idéaux chrétiens, et comprend en son sein beaucoup de bons catholiques !" Reste la question de savoir s'il est conseillé de s'inscrire au P.P.I., puisqu'il serait permis de le faire : "*Sera-ce donc conseillé de s'inscrire au Partito Popolare ? En l'état actuel des choses (autrement dit tant que les catholiques n'ont pas trouvé une voie meilleure et plus sûre que celle-là, pour exercer une action politique pratique et efficace pour le bien de la société) la réponse ne peut qu'être affirmative, d'autant plus si les catholiques y adhéreront avec la très noble intention d'améliorer le Parti et de le rendre toujours plus apte à la réalisation des idéaux chrétiens*". Avec un bémol final : "*ceci toutefois en général et dans les circonstances actuelles*" (pour preuve, la Secrétairerie d'État sacrifia le Parti sur l'autel des accords du Latran) et au jugement de l'évêque dans les réalités locales, lequel peut interdire aux ecclésiastiques l'inscription au Parti.

81) Pio Boggiani naquit à Bosco Marengo, dans le Monferrato, en 1863 : il était donc un concitoyen de saint Pie V, dont il portait le prénom, et qu'il voulut honorer en faisant ériger en 1936 un monument à son nom sur la place du pays qui désormais porte le nom du cardinal. Entré rapidement dans l'ordre dominicain où il prit le nom de Tommaso, il eut plusieurs fonctions en Italie et à l'étranger, parmi lesquelles nous rappelons les nombreuses visites apostoliques dans les diocèses italiens que lui avait confiés saint Pie X pour lutter contre le modernisme. Le saint Pontife le voulut évêque d'Adria en 1908 (sous son épiscopat la ville subit l'interdit) et il eut avant deux expériences génoises : curé de Santa Maria in Castello et professeur au séminaire en 1900, puis administrateur apostolique du diocèse en 1914. Cette dernière nomination était particulièrement délicate puisque l'archevêque, Mgr Andrea Caron, antimoderniste farouche (1848-1927), voulu par saint Pie X, n'avait pas eu l'*exequatur* royal et n'avait pas pu prendre le gouvernement du diocèse, à cause du veto du ministre franc-maçon Camillo Finocchiaro Aprile (loge Giorgio Washington de Palerme, puis dans le Suprême Conseil du 33° degré), et la trouble opposition des éléments modernistes poussés par le père barnabite Giovanni Semeria (sur toute la question, voir le très bon article de Raimondo Gatto, *L'interdetto su Genova del 1912. Una pagina pressoché sconosciuta di fedeltà e tradimenti*, publié sur agerecontra.it et repris par notre Centro Studi Giuseppe Federici, n. 85/15 du 27 octobre 2015, où est mise en évidence la triste prise de position - d'un point de vue historique - du cardinal Siri, opposée à l'action de saint Pie X et de Mgr Caron à cette époque, et favorable aux modernisants ligures). Benoît XV, pape génois, connaissait donc bien Mgr Boggiani quand il le créa cardinal le 4 décembre 1916 et le destina au diocèse génois en 1919. *Fede e Ragione* fit imprimer et diffusa le livre *I due anni di episcopato genovese dell'Eminentissimo card. Tomaso Pio Boggiani: atti pastorali,* Acquapendente, 1922, dans lequel est contenue la lettre pastorale sur le Partito Popolare et la lettre pastorale d'adieu au diocèse avec des références supplémentaires sur la question ; notre maison d'édition a réimprimé la lettre dans l'opuscule : *Un Vescovo contro la democrazia cristiana.*

82) "*Il giornale 'Il Cittadino' di Genova. Monito. Novembre 1920*". Texte in *I due anni di episcopato genovese…*, *op. cit.* pp. 196-197.

83) Déjà avant la fameuse Lettre pastorale, il publia une notification intitulée "*Clero e partiti politici*" de mai 1920 (*op. cit.*, pp. 109 ss). Après la Lettre pastorale de juillet 1920 (pp. 126 ss), il publia les notifications "*Ancora il clero e i partiti politici*" en août 1920 (pp. 154), "*I locali della associazioni cattoliche e i partiti politici*", le même mois (p. 155) et "*L'Unione popolare*" (p. 156), l'avertissement déjà cité contre *Il Cittadino*, les notifications "*norme e disposizioni confermate*" de janvier 1921 (pp. 201-203) et "*Clero, Associazioni Cattoliche ed elezioni politiche*" de mai 1921 (pp. 284-286), et enfin la dernière lettre pastorale d'adieux d'août 1921. J'en oublie certainement quelques-unes…

84) Cf. *I due anni di episcopato genovese, op. cit.*, pp. 295-315. Le volume, de novembre 1922, publiait à la p. 329 la lettre de soutien du pape Benoît XV au cardinal Boggiani, pour sa lettre pastorale contre le Partito Popolare.

85) En plus du cardinal Gasparri, le père Sale s.j. cite par exemple le jugement de Mgr Eugenio Tosi, successeur du cardinal Ratti à Milan, d'après un document des archives du père Rosa, et l'évêque de Trévise (Sale, *Popolari e destra cattolica…*, pp. 135-136, 237).

86) Fappani-Molinari, *Montini giovane,* Marietti, 1979, pp. 39, 61, 81, 93 (Semeria "prophétisa" que de Montini sortirait un cardinal et même plus), 95, 108 (il soutient le journal montinien, *La Fionda*, avec Gemelli, Meda, Longinotti, Martire), 144 (de nouveau la "prophétie" sur le séminariste Montini par l'admirateur et ami du père Giorgio).

87) Fappani-Molinari, *op. cit.*, pp. 159-160 (il l'introduit à Rome), p. 192 (par l'intermédiaire de son ami le cardinal Gasparri, il l'introduit à l'Académie des nobles ecclésiastiques, pour le

préparer à la carrière diplomatique), p. 335 (substitut à la Secrétairerie d'État). Voir aussi Y. Chiron, *Paul VI, le pape écartelé*, Perrin, 1993, pp. 38-39.

88) *Disquisitio*, pp. 18-24. Longinotti déclare n'avoir aucune dévotion pour Pie X, et disserte sur les motifs pour lesquels il estime qu'il ne pouvait accéder aux honneurs des autels.

89) Connue également - tout comme celle de Gramsci - la citation de De Gasperi, au III^e^ congrès de la D.C. à Venise le 5 juin 1949 : "*La Démocratie Chrétienne est un parti du centre incliné à gauche qui obtenait presque la moitié de ses forces électorales d'une masse de droite*" (donc constamment dupée).

90) Poulat, *Catholicisme…*, pp. 366-369.

91) *Cristianità* n° 14, 1975, https://alleanzacattolica.org/i-caratteri-del-giornalismo-cattolico/

92) Saint Pie X disait dans ce discours : "*Il semble incroyable, et c'est pourtant une douloureuse réalité, qu'il existe des prêtres auxquels il faille faire cette recommandation ; mais nous sommes pourtant, aujourd'hui, en cette dure, en cette malheureuse condition de devoir dire à des prêtres : 'aimez le Pape'. Et comment doit-on aimer le Pape ? Non verbo neque lingua, sed opere et veritate. Quand on aime quelqu'un, on cherche à se conformer en tout à ses pensées, à exécuter ses volontés à en interpréter ses désirs. Et si Notre-Seigneur Jésus-Christ disait de lui-même : si quis diligit me, sermonem meum servabit, ainsi pour montrer notre amour au Pape il est nécessaire d'obéir. Et c'est pourquoi, quand on aime le Pape, on ne s'arrête pas à discuter sur ce qu'il conseille ou exige, à chercher jusqu'où va le devoir rigoureux de l'obéissance, et à marquer la limite de cette obligation. Quand on aime le Pape, on n'objecte pas qu'il n'a point parlé assez clairement, comme s'il était obligé de redire directement à l'oreille de chacun sa volonté clairement exprimée tant de fois non seulement de vive voix, mais par des lettres et d'autres documents publics ; on ne met pas en doute ses ordres, sous le facile prétexte, de qui ne veut pas obéir, qu'ils n'émanent pas directement de lui, mais de son entourage ! On ne limite pas le champ où il peut et doit exercer sa volonté ; on n'oppose pas à l'autorité du Pape celle d'autres personnes, si doctes soient-elles, qui diffèrent d'avis avec le Pape, lesquelles si elles sont savantes ne sont pas saintes, parce que celui qui est saint ne peut être en désaccord avec le Pape. Et cela, je le dis d'un cœur attristé, et c'est avec une profonde amertume que je le constate, non pour vous, mes chers Frères, mais avec vous, pour déplorer la conduite de tant de prêtres qui, non seulement se permettent de discuter et de juger les volontés du Pape, mais ne rougissent pas d'aller jusqu'aux désobéissances impudentes et effrontées avec un si grand scandale pour les bons chrétiens et une telle ruine pour les âmes*". Le Pape faisait allusion à ceux qui, prêtres et évêques, 'sabotaient' ses dispositions en matière de presse catholique, et en général de lutte contre le modernisme. Mais ces paroles pourraient aussi être méditées par ceux qui - suivant la Fraternité qui pourtant s'intitule saint Pie X - théorisent la résistance à une personne reconnue comme Pape légitime. Le texte intégral du discours, et l'Avertissement, se trouvent aussi sur le site du Vatican.

93) La fameuse lettre de Mgr Della Chiesa au cardinal De Lai contre *L'Unità Cattolica* et *La Riscossa* (reproduite par Tagliaferri, *op. cit.*, p. 177 et *Disquisitio* pp. 127-128) citée de façon inappropriée par don Nitoglia, "*était liée à la publication de l'Avertissement*" (Tagliaferri, p. 177, note 470).

94) Cf. pour toute la question, et le texte de la lettre en question, M. Tagliaferri, *op. cit.*, p. 190 note 536 et, en général, pp. 181-193.

95) Tagliaferri, *op. cit.,* p. 191.

96) Collection *I libri della Civiltà Cattolica,* ed. Jaca Book, 2005-2006, volume 1 : *Popolari, chierici e camerati*, pp. 165-174.

97) Signèrent la lettre : le prêtre docteur don Paolo de Töth, le marquis Filippo Sassoli de' Bianchi, l'avocat A. Renier, le comte Commendatore Avocat Aurelio Pecoraro, le prêtre docteur Oreste Nuti et, pour la Révision ecclésiastique, le chanoine docteur Giuseppe Biagioli.

98) Paolo Leopoldo de Gislimberti, expert-comptable, "rédacteur de *La Tribuna*, fut conseiller municipal de 1914 à 1919 dans le comité de Prospero Colonna" : information de N. Valbousquet et A.M. Dieguez, *op. cit.*, p. 105, note 104. Tout autre qu'un pseudonyme de don de Töth, donc.

99) Le député Anile, qui en 1922 était sous-secrétaire à l'Instruction Publique, avait collaboré avec le Bulletin de la Société Théosophique (avril-mai 1917), en prétendant que les phénomènes de télépathie et de spiritisme seraient un cas de spiritualisation de la matière ! Cf. *Fede e Ragione* année I, avril 1920, et année III, 15 janvier 1922.

100) Sur le père Giovanni Semeria, barnabite ami des Montini, voir ce qu'écrit la *Disquisitio* à l'occasion du procès de béatification de Pie X (pp. XXVI-XXVII) : "*On ne peut pas dire que le P. Semeria n'ait pas donné l'occasion à ces accusations (de modernisme, n.d.a.) ; outre ses écrits, ses relations le rendaient suspect. En 1896, Mgr Mignot, alors évêque de Fréjus, très libéral et grand ami de Loisy, vint à Genève, avec le baron v. Hügel, le grand commis voyageur du modernisme, rendre visite au père Semeria. Loisy correspondait régulièrement avec lui et lui envoyait ses écrits. En 1897,*

Le P. Giovanni Semeria

*le père Semeria lisait au congrès de Fribourg en Suisse une conférence du baron v. Hügel sur l'Hexateuque, basée sur les théories de Loisy. À l'époque de la condamnation de l'américanisme et de la mise à l'Index du théologien allemand Schell (1899), Duchesne écrivait à v. Hügel au sujet de Semeria : 'On parle… de forcer Semeria à quitter l'Italie ; tous les diables sont déchaînés' (*Loisy*, Mémoires, I, 515). Quand le père Semeria publia son œuvre très discutée : Dogma, Gerarchia e culto nella Chiesa primitiva (1902), le baron v. Hügel écrivait à Loisy que dans ce livre il y avait 'partout le développement' (c'est-à-dire l'évolution du dogme) 'et auquel Lepidi avait accordé un généreux imprimatur' (*Loisy*, l.c., II, 116). La même année, Loisy envoya au père Semeria, comme du reste aussi aux pères Amelli, Gazzola, à don Minocchi et au père Genocchi, ses deux volumes, Études évangéliques et L'Évangile et l'Église (*Loisy*, l.c., II, 155). D'après les livres des mémoires de Loisy, le nom de Semeria revient très souvent. Nous voici à l'encyclique Pascendi. Précisément à cause des soupçons qui reposaient sur le père Semeria, il fut contraint par ses supérieurs à lire en chaire une déclaration d'acceptation de Pascendi. Loisy parle de ce fait comme d'un 'triste incident', et rapporte les mots suivants d'une lettre du baron v. Hügel du 3 février 1908 : 'Savez-vous que notre pauvre cher père Semeria s'est cru forcé de lire une acceptation de Pascendi du haut de la chaire de son église à Gênes, le 16 janvier, et ces messieurs ne sont pas encore contents ?' (*Loisy*, l.c., II, 619). Finalement, le père Semeria fut transféré de Gênes à Bruxelles (il partit le 12 avril 1912)".* Et il conclut en citant des paroles adressées au père par Pie X : "*vous élargissez les portes pour introduire ceux qui sont dehors, et en même temps vous faites sortir ceux qui sont dedans*" (p. XXVIII). Était-ce vraiment le moment d'inviter ledit père à prendre la parole à l'inauguration de l'Université Catholique ? (Pie X tint une tout autre attitude en interdisant formellement à Semeria de prêcher : voir les injonctions du Pape à Mgr Della Chiesa pour Bologne in Dieguez, *Le carte del Sacro Tavolo*, vol. I, pp. 173-177).

101) Egilberto Martire (1877-1952). Du "Dizionario biografico degli italiani" je tire les informations suivantes qui parlent d'elles-mêmes : "*en novembre* (1901), *il s'inscrivit au groupe romain de la Démocratie chrétienne se rapprochant ainsi du mouvement de don R. Murri. En 1904, dans le sillage tracé précédemment par le Mouvement pour la moralité de R. Bettazzi, il constitua le cercle d'études religieuses Union de la jeunesse romaine pour la moralité et, au cours de la même année, avec l'aide d'importants membres du groupe, interconfessionnel et d'orientation laïque, de l'Union pour le bien (parmi lesquels Antonietta Giacomelli, G. Salvadori, A. Fogazzaro, le père barnabite G. Semeria, B. Casciola et le pasteur protestant P. Sabatier) il commença de publier à Rome, avec la collaboration de G. Pioli, le mensuel La Vita (édité jusqu'en 1910), en particulier axé sur le problème de l'éducation sexuelle auprès des jeunes. Importante fut aussi sa participation à la Ligue catholique du travail, fondée en 1902 pour répandre les idées démocrates chrétiennes chez les travailleurs de la capitale, qui avait pour dirigeant G.B. Valente et dans laquelle opéraient entre autres, en plus de M., M. Cingolani, G. Borromeo et G. Quadrotta. Entre 1906 et 1908, M. - journaliste prolifique ainsi qu'orateur convainquant pour la défense et le soutien des thématiques concernant la moralité catholique - encore proche du murrisme et du modernisme, collabora à la bimestrielle Rivista di cultura de Murri ainsi qu'au bimensuel Nova et vetera d'E. Buonaiuti (1908). Mais déjà en 1906 il était entré à la rédaction du quotidien Il Corriere d'Italia, fondé par G. De Felice, orienté sur une ligne clérico-modérée et conciliatoriste ; progressivement, en accord avec les prises de position des hiérarchies ecclésiastiques, M. prenait ses distances des mouvements plus avancés et hétérodoxes, position qui se renforça après la publication de l'encyclique Pascendi (1907) de condamnation du modernisme. M. resta au Corriere d'Italia jusqu'en 1929, en en partageant toujours la ligne éditoriale*", qui - rappelons-le - était celle du trust grosolien. Interventionniste mais non combattant, "*à la fin de la guerre il participa à la naissance du Partito popolare italiano (P.P.I.), manifestant tout de suite ses sympathies pour les thèses des milieux catholiques philo-nationalistes et conservateurs, positions qui le placèrent dans le courant de droite du parti. Il fut, cependant, parmi les rares que don L. Sturzo appela à ses côtés, le 23 et 24 nov. 1918, au siège de l'Unione romana pour élaborer le socle programmatique et le premier appel du parti naissant. Le 16 et le 17 décembre il participa aux assemblées de la «petite constituante» qui approuva les documents convergents, le 18 janvier 1919, dans 'l'appel aux hommes libres et forts', acte de naissance du P.P.I. Élu député à Rome aux élections générales du 16 nov. 1919 (…) il fut confirmé, encore parmi les premiers, à celles du 15 mai 1921 (…)".* Par la suite "*il prit position rapidement en faveur d'une entente plus étroite entre le P.P.I. et le nouveau gouvernement fasciste et, le 10 avril 1923, à la veille du congrès popolare de Turin (12-14 avril), il approuva (…) un ordre du jour dans lequel on demandait l'expulsion du courant de gauche (une des conditions émises par les fascistes pour pour-*

suivre la collaboration au gouvernement avec le P.P.I.). M. refusa au contraire de signer le manifeste, dans lequel on déclarait «accord complet» au gouvernement Mussolini, paru à Rome le 30 juin et rédigé par des éléments catholiques conservateurs, puisqu'il considéra impropres et inopportuns tant le moment politique, que l'évidente confusion entre politique et religion qui s'y était manifestée, et que l'attaque dirigée contre la personne de Sturzo, qu'on voulait contraindre à la démission du secrétariat du parti. Soumis à une enquête de la part du conseil national populaire et donc expulsé par le P.P.I. (25 juillet 1923) pour ne pas avoir respecté la discipline de parti en s'abstenant dans le scrutin qui établissait le passage à la discussion des articles de la loi électorale Acerbo, M. se présenta aux élections de 1924 comme candidat de l'Unione nazionale sur le «listone» et fut réélu ; il adhéra donc au Centro nazionale italiano, regroupement catholique partisan du gouvernement fasciste, constitué à Bologne (12 août 1924) à l'initiative de P. Mattei Gentili, S. Cavazzoni, F. Mauro, G. Grosoli Pironi et A. Carapelle, dont il fit ensuite partie du comité central" : toujours donc avec des catholiques modernisants, ses amis de toujours. "*Dès novembre 1922 il avait fondé dans la capitale l'Association culturelle Fides Romana, avec son siège au patronage des Philippins à la Chiesa Nuova, à laquelle adhérèrent nombre d'ecclésiastiques et de représentants du monde catholique capitolin, réunis autour d'un programme destiné à concilier les finalités idéales d'une «romanité sacrée» avec celles d'un fascisme politiquement modéré et socialement conservateur. (…) Avec le patronage de l'Association il publia plusieurs revues (Conquista cattolica, Riscossa cattolica) et, surtout, La Rass. romana (4 nov. 1929 - 15 juillet 1938) avec pour fin spécifique de favoriser une coexistence constructive et de réduire et de résoudre les possibles tensions entre le régime et l'Église. (…) Son intérêt missionnaire - qui remontait à sa fréquentation de jeunesse à l'école avec G. Genocchi et s'était ensuite enrichi de sa longue expérience dans la Société antiesclavagiste d'Italie, dont au fil du temps il était devenu secrétaire général - le conduisit pendant un triennat académique, à partir de 1936-37, à enseigner comme professeur chargé de l'histoire des missions, à l'Institut oriental de Naples*". Arrêté en 1939, il fut envoyé en exil jusqu'en 1942. "*À la fin de la seconde guerre mondiale M. s'engage à nouveau dans la vie publique, se plaçant sur une ligne de désaccord par rapport à celle de la Démocratie chrétienne (DC) de A. De Gasperi. À l'occasion du referendum institutionnel et des élections de l'Assemblée constituante (2 juin 1946) il mit sa plume agile et sa brillante éloquence au service de la défense de la monarchie et, surtout, de la lutte contre le communisme. Sa dernière expérience journalistique, l'hebdomadaire satyrique Rabarbaro, fondé par lui et orienté dans la polémique avec un périodique anticlérical alors très répandu, don Basilio, eut une vie courte et rabougrie (de 1946 à 1949). Le dernier engagement politique de M. fut aussi en pleine cohérence avec sa précédente activité : la fondation d'une nouvelle Unione romana, sorte de cartel des droites catholiques de la capitale, qui aurait dû être adoptée à l'occasion des élections administratives romaines de 1952, dans le milieu de la dite «opération Sturzo» néanmoins avortée. M. mourut à Rome le 4 oct. 1952*". Un moderniste de droite, on peut dire, ce qui fait comprendre le sens de l'invitation qui lui fut adressée par le père Gemelli.

102) Sans doute, la pensée de *Fede e Ragione* était-elle tout à fait conforme à l'enseignement de Pie XI. Pourquoi alors, aux dires du cardinal Gasparri, le cardinal Ratti était-il mécontent de l'article sur l'Université Catholique ? Évidemment, les critiques concernant les représentants importants du monde (politique) catholique n'avaient pas plu, et encore moins la critique, non exprimée mais inévitable, à ceux qui avaient invité ces personnes à l'inauguration (non seulement le père Gemelli ; le cardinal archevêque de Milan n'était-il pas justement le cardinal Ratti ?). Réaction compréhensible. Mais que dire de qui prétendrait condamner pour trouble à la tranquillité publique celui qui crierait : "au voleur, au voleur", alors que le problème n'est pas le cri, bien que gênant, mais le voleur…

103) Carlo Santucci (1849-1932), de famille catholico-libérale, vit positivement la prise de Porta Pia et s'opposa au *Non expedit*, en essayant de favoriser l'engagement électoral des catholiques dans le nouvel État unitaire sous Léon XIII ("réunions de *casa Campello*") et Pie X, qui le désavouèrent. En 1906 il participa à la fondation du *Corriere d'Italia*, journal qui intégra le trust de Grosoli désavoué par Pie X. "*Sous le pontificat de Giacomo Della Chiesa (Benoît XV), Santucci revint aux sommets du mouvement catholique*" (Treccani) succédant au comte Ottorino Gentiloni, et en 1916 il accepta la présidence du Banco di Roma, succédant à Ernesto Pacelli. En 1919 il fut parmi les fondateurs du P.P.I., et fut nommé Sénateur du Royaume. Avec d'autres modernisants du réseau de Grosoli, il sortit du P.P.I. en 1923 pour fonder le Centro Nazionale, d'orientation clérico-fasciste, et fut associé par Gasparri dans les négociations avec le gouvernement pour la conciliation entre l'État et l'Église. Bien que n'étant pas personnellement franc-maçon, les implications avec la finance maçonnique ne manquèrent pas (obédience Piazza del Gesù) comme en témoigne avec abondance de détails Gianni Vannoni in *Massoneria, Fascismo e Chiesa Cattolica,* Laterza, 1979, pp. 95-101. Une anecdote sympathique : les premiers entretiens secrets entre Mussolini et le cardinal Gasparri en vue de la conciliation eurent lieu au Palais Santucci, qui avait deux entrées, pour tromper le contrôle de la maçonnerie ; sauf que Mussolini était accompagné pour cette rencontre du député Acerbo, de la maçonnerie de Piazza del Gesù…

104) N. VALBOUSQUET (*Catholique…*, p. 262, notes 70 et 72) signale les lettres de Mgr Fossà, évêque de Fiesole, à Pie XI du 8 août 1922, la réponse du Pape du 29 septembre, et un mémoire envoyé par l'évêque Fossà au Pape le 5 octobre. De son côté, le cardinal Gasparri écrivait au chanoine Biagioli, censeur ecclésiastique de *F.e.R.* de la part de l'évêque, le 29 octobre 1922, soutenant que "*la distinction entre Papauté abstraite et Pape concret, c'est-à-dire entre Pape et Pape, ne convient pas à un catholique*" : c'est l'accusation reprise par don Nitoglia (qui oublie de se l'appliquer à lui-même relativement aux papes - puisqu'il les considère comme tels - de Jean XXIII à François).

105) N. VALBOUSQUET, *Catholique…,* p. 243. Le père Rosa préconisait l'éloignement de la revue de Mgr Benigni et de don de Töth (une hostilité qui datait de 1908), en épargnant la revue et le comte Sassoli. Lettre de Borgongini-Duca au père Rosa du 17 septembre 1922, rapport du père Rosa à Borgongini-Duca du 29 septembre.

106) VANNONI, *Integralismo cattolico e fascismo: Fede e Ragione*, *op. cit*., pp. 457-459.

107) M. TAGLIAFERRI, *op. cit*., p. 82, et G. VANNONI, *Integralismo cattolico…,* pp. 445-448. Calligari définit de Töth un "*maniaque*", "*récidiviste pour dire des mensonges*", "*prétendu Athanase de pâte molle*" et l'"*accusait d'avoir mal parlé de saint Alphonse et du cardinal Gasparri ! Nous, imitant Balilla de Gênes tirons sur le nez de l'idole de carton-pâte (de Töth) une tomate pourrie, ramassée dans son potager, et l'idole vacille sur le piédestal et tombera rapidement*". Naturellement, de Töth n'avait pas mal parlé de saint Alphonse, mais avait suivi, en enseignant au séminaire, une sentence de saint Thomas plutôt qu'une de saint Alphonse. La rétractation signée de Calligari et publiée par *L'Unità Cattolica* le 12 décembre 1926 fut rédigée par de Töth lui-même (texte in VANNONI, p. 447).

108) N. VALBOUSQUET, *Catholique…,* pp. 262-265, pour ce qui regarde les "douleurs de *Fede e Ragione*" de 1922 à 1929.

109) Voir à ce propos tout le chapitre 1, *Il tramonto del Cardinal Gasparri,* de CARLO M. FIORENTINO, *All'ombra di Pietro*, Le Lettere, 1999, pp. 41-83, en particulier pp. 52-58 où il déverse sa rage contre Pie XI et son successeur, le cardinal Pacelli. D'après une note de Mgr Benigni, l'artisan de sa chute fut le père Rosa : "*Ne manquaient pas ceux qui attribuaient l'imminente défénestration du cardinal Gasparri au père Enrico Rosa, directeur de la Civiltà Cattolica, précisément alors de retour d'Espagne, et aux jésuites qui influençaient toujours plus la politique de Pie XI dans le sens antifasciste*" (FIORENTINO, *ivi*, p. 49, et note 29).

110) La brève expérience de l'*Actualité Catholique* est rappelée par É. POULAT, *Intégrisme…,* p. 43 note 54 et p. 72 ; et par N. VALBOUSQUET, *Catholique et antisémite…,* pp. 61-63. D'après le père DROULERS (*op. cit*., p. 133) y collaborait aussi un ami de Mgr Delassus, Mgr Delmont, de Lyon. La lettre du cardinal Gasparri au cardinal Dubois du 25 mai 1921 exprime le "*désir du Saint-Père*" que Mgr Lepercq cesse toute collaboration avec la revue.

111) Phrase adressée à Mgr Baudrillart et rapportée par Mgr Benigni dans sa lettre du 5 janvier 1922 (cf. VANNONI, *Nuovi documenti sull'Integrismo. Sodalitium Pianum e Action Française*, in *Storia contemporanea*, n. 4/5, Il Mulino, 1981, p. 733).

112) CHANOINE SAUVÊTRE, *Un bon serviteur de l'Église. Mgr Jouin, protonotaire apostolique, curé de Saint-Augustin* (1844-1932), Paris, Casterman, 1936.

113) Particulièrement les Éditions Saint-Remi, qui, parmi de nombreux démérites, a eu le mérite de réimprimer la collection complète de la revue. N. Valbousquet cite (p. 290) cette maison d'édition et sa revue comme un exemple de continuation de l'antisémitisme catholique.

114) N. VALBOUSQUET, *Catholique…,* pp. 63 ss. Mgr Benigni fut informé dès l'automne 1919 de la reprise de la revue, et en fut content.

115) N. VALBOUSQUET, *Catholique…,* pp. 261-262.

116) En traitant de l'*Action Française* nous verrons ce qu'on doit penser de cette affirmation de Buonaiuti. Elle témoigne néanmoins que les attaques de Gasparri à l'encontre de Benigni avaient pour but de servir à la lutte contre l'*Action Française*, et contre tous les nostalgiques de Pie X.

117) À plusieurs reprises Buonaiuti regrette qu'avec la condamnation de *Pascendi* le modernisme ait abandonné les sujets dogmatiques pour se déplacer sur les sujets politiques et sociaux (pp. 89-95, 234-238). En général il est opposé à tout lien entre politique et religion, et entre État et Église, dont il sera lui-même une victime illustre après le Concordat.

118) Une biographie très apologétique de Pie XI, par YVES CHIRON (*Pie XI*, Perrin, 2004), ne cache pas cet aspect d'Achille Ratti jusqu'à son élection au Siège de Pierre. Exemple typique du catholicisme lombard, le jeune Achille Ratti ne peut être considéré comme un libéral au sens doctrinal, mais il était considéré comme tel au sens large. En 1888, favorable à Rosmini et aux rosminiens, il espère la canonisation du philosophe de Rovereto, dans une lettre du 20 février, seulement 15 jours avant le document de condamnation par le Saint-Office (*Post obitum*). Ami des Gallarati Scotti (le père de Tommaso est défini par de Töth "*libéraloïde insignifiant, par mal-*

heur plein d'argent", Tagliaferri, p. 332), il est professeur de Tommaso Gallarati Scotti à partir de 1880, même si par la suite, devenu chef de file des modernistes milanais, il s'en éloigna, traitant cependant avec lui au nom du cardinal Ferrari (pp. 71-73). Il est aussi l'ami de Filippo Meda, que Chiron dit libéral (pp. 41-43), mais qui était plutôt démocrate-chrétien, ainsi que du grand rabbin de Milan Alessandro Da Fano (pp. 68 et 80). Durant l'affrontement entre les intégraux et le cardinal Ferrari, inauguré par la dénonciation des frères Scotton contre le séminaire milanais, il signe la lettre de protestation des professeurs du séminaire, en 1910 (p. 73) et il est envoyé par le cardinal Ferrari à Rome, auprès de Pie X et du cardinal De Lai pour plaider la cause de Milan contre les intégraux (pp. 74-75) ; en 1913 encore il joue ce rôle en faveur de Ferrari (p. 77). Parmi ses amis intimes on trouve aussi le monseigneur milanais, d'une famille transigeante, Mgr Caccia Dominioni ; le livre d'Alberindo Grimani témoigne de la très mauvaise moralité du sujet (pp. 76-77). Nonce en Pologne, il est nommé par Benoît XV évêque en 1919, il succède au cardinal Ferrari à Milan en 1921 et fut créé cardinal. C'est alors que, en juillet 1921, il rencontre deux fois le moderniste Louis Canet, représentant du gouvernement français pour les affaires religieuses, à Rome et au Mont Cassin. Canet en fait l'éloge au gouvernement français (p. 105). Le 7 décembre 1921 il assiste avec le cardinal Maffi à l'inauguration de l'Université Catholique du père Gemelli (p. 110) ; à cette occasion, le journal intégral *Fede e Ragione* réagira et sera pour cela réprimandé par le cardinal Gasparri (voir les détails quand je parlerai de la revue fiésolane). Dans l'imminence du conclave qui l'élira, un rapport au gouvernement de L. Canet présente comme à éviter absolument l'élection des cardinaux De Lai et Merry del Val. Gasparri aussi est à écarter, non pas en tant que 'libéral' en religion, mais parce qu'il ne sympathisait pas pour la France (il était germanophile). La faveur de Canet allait au cardinal Ratti (pp. 113-114). Mais c'est l'ambassadeur français près le Saint-Siège, Jonnart, qui, souhaitant l'élection du cardinal Ratti, le définit "*libéral, et dévoué à l'Entente*" (p. 114) : don Nitoglia s'en prend à Jonnart, et non à Mgr Benigni. Le conclave fut laborieux (14 scrutins). Celui qui recueillit le plus de suffrages au début fut Merry del Val, mais pas assez pour être élu, insuffisants aussi, du côté opposé, les suffrages en faveur de Gasparri. Ce fut alors que le cardinal De Lai, représentant du 'parti' de Pie X, proposa les voix de cette coalition s'il renvoyait Gasparri en tant que secrétaire d'État (p. 117). Comme le rapporte dans ses mémoires Gasparri, affirmant que par cet acte De Lai s'était exposé à l'excommunication, le cardinal Ratti refusa, mais obtint les voix des intransigeants, qui, en l'occurrence, ne le furent pas. Ce fut en cette circonstance que Mgr Benigni critiqua le cardinal De Lai (après la dissolution du S.P. en 1921, le conclave est de 1922) 'scandalisant' don Nitoglia : "*Benigni, après la mort du pape Sarto, se vit "trahi" par presque tous ceux qui l'avaient protégé, en 1922 il arriva carrément à se fâcher même avec le cardinal De Lai, qui avait toujours été son ami et son protecteur y compris sous le pontificat de Benoît XV, en écrivant avec amertume : "De Lai Gaetano : sous Pie X très combattif dans la lutte antimoderniste, puis conciliant pour conserver sa place. Privé de fond, impressionnable, violent, changeant, très ambitieux jusqu'à l'intrigue..." (ASV, Fonds Benigni, b. 59, lettre de Benigni à ses collaborateurs français de février 1922). Or, si l'on peut admettre que Benigni après 1914 ait été attaqué par certains prélats de mentalité plus modérée quant à la manière de gouverner l'Église, il est difficile de le suivre dans ses accusations contre Merry del Val (à partir de 1911) et De Lai (depuis 1922). On ne peut pas, donc, nier qu'après la disparition de Pie X il y ait eu "une affaire Benigni", caractérisée par une frustration et un abattement rancunier toujours plus grands, qui le portèrent à des critiques excessives et injustes, mais cela n'autorise pas à condamner entièrement l'œuvre du S.P., la lutte antimoderniste et la production académique de monseigneur Benigni".* Si, à juste titre, don Nitoglia affirme que personne n'est l'Immaculée Conception (sauf Marie), ni même Benigni, cela peut s'appliquer aussi au cardinal De Lai, qui jouit pourtant de notre estime et admiration ; Benigni pouvait dans une lettre privée faire allusion à des défauts du prélat, spécialement en une circonstance contingente, sans pour cela être nécessairement frustré et rancunier. Un document du *Fonds Benigni* cité par Mgr Pagano (*op. cit.*, p. 272) explique en partie la position du cardinal De Lai après la mort de saint Pie X. Le père Genocchi, philomoderniste, reprochait à Benoît XV - entre autres - *"d'avoir louvoyé avec les antimodernistes, par exemple en maintenant De Lai à la Consistoriale, alors que son élection nécessitait un autre comportement en faveur de ses électeurs et partisans (démocratico-modernistes-libéraux) qui s'attendaient à des représailles sur toute la ligne antimoderniste, alors que Benoît XV n'a frappé que les antimodernistes avec lesquels il était fâché pour des raisons très personnelles, tels que Merry del Val et Benigni" : s'explique ainsi le reproche susmentionné : "conciliant pour conserver sa place"*.

119) Beaucoup de Français 'traditionalistes' critiquent âprement le concordat napoléonien de 1801, qui avait pourtant permis la réouverture du culte en France ; c'est d'ailleurs à cette occasion que naquit le schisme - qui se fondait sur des idées jansénistes et gallicanes - de la "*Petite Église*" (qui existe encore). Ils oublient que les inconvénients du concordat - *in primis* le choix par le gouvernement des évêques - remontent déjà au concordat "de Bologne" de 1516 entre Léon X et François I[er], stipulé pour éviter un plus grand mal , la "Pragmatique Sanction"

de Bourges (7 juillet 1438), voulue par Charles VII, qui s'appuyait sur la doctrine conciliariste du 'concile' de Bâle (1431-1445), lointaine conséquence à son tour de l'humiliation de la Papauté voulue par Philippe le Bel aux dépens de Boniface VIII, de la "captivité avignonnaise" et du Grand Schisme. Les maux présents ont souvent des racines anciennes.

120) É. POULAT, *Les Diocésaines. République Française, Église catholique : Loi de 1905 et associations cultuelles, le dossier d'un litige et de sa solution* (1903-2003), La Documentation Française, 2007.

121) É. POULAT, *Intégrisme…*, pp. 575-576 ; voir aussi, *ibidem*, pp. 286-287 et É. POULAT, *Les Diocésaines…*, p. 170.

122) É. POULAT, *Intégrisme…*, pp. 15 ss. Benigni définit le travail de Nicolas Fontaine (Canet) *"dans son français pittoresque"* écrit POULAT (p. 16, note 9) (pas plus pittoresque que son italien !) : "*Une bouille-à-baisse où il y a de l'assafetida au lieu de l'ail*" (*Veritas*, V/10, 10 mars 1928). Pour apprécier la citation : "*L'assafetida ou assa fetida (Férula assa-fœtida L.), dite aussi fenouil fétide, engrais du diable ou fumier du diable, est une espèce de la famille apiacæ, originaire de la Perse. Le nom vient du persan* نازک *(razin) qui signifie résine et du latin fetida, adjectif qui en décrit l'intense et désagréable odeur. Une fois cuite elle donne aux préparations un arôme semblable à celui de l'ail*" (Wikipedia).

123) FONTAINE, *op. cit.*, pp. 110 et 114, in POULAT, *Intégrisme…*, p. 16.

124) À ce propos l'analyse d'Antonio Gramsci est intéressante : "*L'article : L'équilibre de la vérité parmi les extrêmes de l'erreur, dans «La Civiltà Cattolica» du 3 novembre 1928, s'inspire de la publication de Nicolas Fontaine : Saint-Siège, «Action Française», et «Catholiques intégraux», Paris, Gamber, 1928, dont, en note, il donne ce jugement : «L'auteur est dominé par des préjugés politiques et libéraux, très importants quand il voit la politique dans la condamnation de l'Action Française ; mais les faits et les documents, qu'il joints, sur le fameux "Sodalizio" ne furent pas démentis». Or Fontaine n'a rien publié de complètement inédit (les documents de Fontaine sur les «intégraux» avaient été publiés en avril 1924 par le «Mouvement») ; pourquoi donc les jésuites ne s'en sont-ils pas servis avant ? La question est importante et il semble qu'elle puisse être résolue en ces termes : l'action pontificale contre l'Action Française est l'aspect le plus visible et décisif d'une action plus vaste pour liquider une série de conséquences de la politique de Pie X (en France, mais indirectement aussi dans les autres pays), à savoir Pie XI veut limiter l'importance des catholiques intégraux, ouvertement réactionnaires et qui rendent quasi impossible en France l'organisation d'une forte Action Catholique et d'un parti démocratico-populaire qui puisse faire la concurrence aux radicaux, sans toutefois les attaquer de front. La lutte contre le modernisme avait déséquilibré trop à droite le catholicisme ; il faut donc de nouveau «la centrer» chez les jésuites, c'est-à-dire lui redonner une forme politique souple, sans crispations doctrinaires, avec une grande liberté de manœuvre, etc. ; Pie XI est vraiment le pape des jésuites. Mais lutter contre les catholiques intégraux sur un front organique, est beaucoup plus difficile que lutter contre les modernistes. La lutte contre l'Action Française offre un excellent terrain ; les intégraux sont combattus non comme tels, mais en tant que partisans de Maurras, c'est-à-dire la lutte est en ordre dispersé, contre des personnes individuelles qui n'obéissent pas au pape, qui en entravent la défense de la foi et de la morale contre un athée et un païen reconnu, alors que l'ensemble de la tendance est officiellement ignorée. Voilà l'importance capitale du livre de Fontaine, qui montre le lien organique entre Maurras et l'«intégrisme» et aide de manière énergique l'action du pape et des jésuites (on remarque que Fontaine à plusieurs reprises insiste auprès des «laïcistes» français sur le fait que les intégraux et non les jésuites sont «antidémocrates», que les jésuites, en réalité, aident la démocratie, etc. ; qui est Fontaine ? Est-il un spécialiste des études sur la politique religieuse ? ne pourrait-il pas être inspiré par les jésuites eux-mêmes ?)"* [*Quaderni dal carcere*, cahier 20 (XXV), § 4 : *Cattolici integrali, gesuiti, modernisti*].

125) Jacques PRÉVOTAT, *Les catholiques et l'Action Française. Histoire d'une condamnation 1899-1939, Fayard, 2001*, avec préface de René Rémond, de l'Académie française. Prévotat est enseignant d'histoire contemporaine à l'Université Charles-de-Gaulle Lille-III.

126) Sur lui et Lugan, cf. PRÉVOTAT, *op. cit.*, pp. 112-114.

127) A.C.J.F. : Association Catholique de la Jeunesse Française. Fondée en 1886 par le légitimiste Albert de Mun, elle eut comme premier aumônier Charles Maignen, qui intégra par la suite le *Sodalitium Pianum*. Le Ralliement à la République la plaça sur des positions démocrates. Son président Henri Bazire sera le beau-père de Blondel, dont l'autre enfant épousera Charles Flory, lui aussi président de l'A.J.C.F. et parmi les membres fondateurs du M.R.P. (Mouvement Républicain Populaire, l'équivalent de la Démocratie Chrétienne en Italie).

128) Sur toute la question cf. POULAT, *Intégrisme…*, pp. 388-391.

129) En plus de l'avis du père Lemius, signalé par Poulat, il me paraît utile de rapporter celui du cardinal Billot, cité par le père Droulers s.j. : "*Je ne peux que constater que Reims, qui vous reprochera de faire cause commune avec les destructeurs de 1789*" (l'école de Reims accusait les catholiques qui la critiquaient d'être 'libéraux' puisque antisocialistes) "*ne fait rien d'autre*

que refaire leur œuvre, la construction d'un État omnipotent, omnivore, en possession d'un droit illimité, maître de la religion, de l'éducation, de la famille : … voilà où nous expédie le syndicalisme intégral préconisé par l'Action populaire ;… ils nous portent directement au rêve de Marc Sangnier ; … je ne peux surtout que constater la totale opposition des tendances de Reims avec les directives du Saint-Siège, confirmées et accentuées une fois de plus par la lettre récente du cardinal secrétaire d'État à de Mun" (lettre à Joseph Rambaud, directeur lyonnais du *Nouvelliste*, 10 février 1913). La lettre concluait : "*comme vous le dites bien, Monsieur le directeur, dans votre bel article, le vent souffle en faveur de la révolution ; elle se déchaîne partout, hélas, partout ! Et à Reims, comme ailleurs, on navigue au gré du vent*". Le provincial de la Compagnie de Jésus de Lyon écrivit à Rimbaud en lui reprochant la diffusion de cette lettre, "*si grave pour l'honneur de la Compagnie de Jésus*" (DROULERS, vol. 1, p. 289, et note 184). L'honneur de la Compagnie était compromis non par la diffusion de la lettre d'un cardinal jésuite, mais par le soutien donné par la Compagnie à l'école de Reims !

130) PRÉVOTAT, *op. cit.*, pp. 343 ss.

131) Après la dissolution du *Sodalitium Pianum* la campagne contre les "intégristes" avait continué en rendant publics les documents envoyés précédemment au Vatican. Le 11 janvier 1922 *La Nation belge* (nationalistes wallons) reprit le "Mémoire anonyme" (de Mourret) pour attaquer Joncks, devenu ardent "flamingant". L'article, signé Virey, est d'Alphonse **Janne** (1870-1928). Il se venge de la *Correspondance de Rome* (S.P.) (derrière laquelle il y avait Merry del Val), qui en 1909 avait lancé une campagne de presse qui lui avait valu le licenciement du journal *La Croix* pour un article en faveur de la politique de Briand. Le 13 janvier fut publié un article sur le *Courrier de Genève* et le 30 janvier sur l'*Excelsior* de Paris ; entre les 17-28 janvier : une série d'articles sur le journal catholique d'Amsterdam, *De Tijd* ; l'auteur en est le prêtre hollandais Peter J.H. **Geurts** (1869-1928), héritier du fonds de Höner, professeur au séminaire de Ruremonde, qui en 1911 avait dû démissionner de rédacteur en chef du même journal, raison pour laquelle il détestait les intégristes. Les articles ont ensuite été publiés en un volume en 1927.

132) *Cahiers anti-judéomaçonniques*, mars 1933, n° 5, p. 73, cit. par POULAT, *Catholicisme…*, p. 460, note 32. L'E.R.D.S. : Entente Romaine de Défense Sociale, fondée par Mgr Benigni après la première guerre mondiale (en italien : I.R.D.S. : *Intesa Romana di Difesa Sociale*).

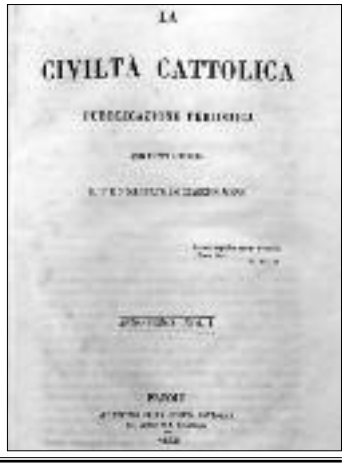
133) É. POULAT, *Intégrisme…*, p. 78. Les deux autres points de fracture, d'après Poulat, se produisirent avec la Secrétairerie d'État et avec la Compagnie de Jésus.

134) É. POULAT, *Intégrisme…*, pp. 261-265, 338-350, 361-364.

135) À propos du père Henry Le Floch, spiritain et recteur du Séminaire Français de Rome (qui formait les futurs évêques transalpins), Jacques Prévotat met en doute la rumeur, lancée aussi par certains traditionalistes, selon laquelle le père Le Floch, consulteur du Saint-Office, aurait caché des dossiers du procès de 1914 contre Maurras, empêchant ainsi à Pie XI d'avoir tout de suite ces documents qui lui auraient servi pour attester sa continuité avec son prédécesseur. Une lettre du cardinal Merry del Val au père Le Floch, citée par Prévotat, est catégorique à ce propos (*op. cit.*, pp. 337 ss). Ce n'est donc pas pour ce motif mais du fait d'une fronde interne de quelques professeurs que Pie XI éloigna le père Le Floch de la direction du séminaire durant la crise de l'A.F.

136) Dans les antécédents qui portèrent au décret de 1926, Prévotat mentionne une enquête réalisée en Belgique de laquelle il résultait que parmi tous les écrivains considérés comme des maîtres par la jeunesse catholique, à la première place se plaçait Maurras. Nous avons vu que Mgr Benigni aussi, avant Pie XI, se rendait compte de ce danger.

Le 1er numéro de La Civiltà Cattolica



137) *Wojtyla "una cum" Blondel…* in *Sodalitium* n° 33, pp. 43 ss.

138) Cf. *Sodalitium* n° 27, p. 15 et n° 22, p. 16, avec le texte intégral de la lettre à la veuve de Marc Sangnier.

139) Informations traitées par *Vérités* XV (*Notre 'perfidie'. Nos 'inepties'. Nos 'impiétés'*, de Luc-Verus, Paris 1929) et *Vérités* XIV (1928) et *Vérités* X (*La continuité pontificale,* 1928). NINA VALBOUSQUET, à propos de la collection *Vérités* ne parle pas tellement d'un ton insolent, mais d'une tendance schismatique (*Catholique et antisémite*, *op. cit.*, pp. 267 ss), spécialement dans les années 30 (quand Mgr Benigni n'avait plus rien à voir). Le ton est certainement insolent, et plus qu'insolent, favorisé par l'anonymat et par le fait que souvent les rédacteurs étaient des laïcs (Merlier, Rocafort...) mais je ne vois pas l'esprit schismatique. Et malheureusement, les faits dénoncés étaient vrais, et

tristes. Remarquons que, malgré une dénonciation à l'*Index* par les cisterciens, *Vérités* ne fut jamais mise au rang des livres interdits.

140) *Bulletin Hebdomadaire des Loges Parisiennes*, n° 728, année 1930, cité par Henri COSTON, *Dictionnaire de la politique française*, Éditions Flanant, Limoges, 1967, 1998, p. 959, rubrique Sangnier Marc.

141) *L'Âme populaire,* organe du *Sillon* catholique, juillet 1931 : *Les encouragements de notre Archevêque*, repris par *Vérités,* XXVII, Paris, 1931, pp. 1 et 2.

142) N. VALBOUSQUET, *Catholique et antisémite*, *op. cit*, pp. 261-262.

143) Les exemples seraient innombrables, c'est pourquoi je me limiterai à citer l'éloge (sans restrictions) qu'en 2017 don Nitoglia faisait de Mgr Jozef Tiso, président de la Slovaquie, "*un exemple de vrai gouvernant chrétien*". Mgr Benigni est condamné par don Nitoglia pour avoir collaboré avec le gouvernement fasciste, c'est-à-dire le gouvernement de son pays, alors que Mgr Tiso (figure des chrétiens-sociaux, autrement dit du Partito Popolare) est loué pour avoir collaboré avec le gouvernement national-socialiste d'un pays étranger. Sans rien enlever à Mgr Tiso, je ne comprends pas la mesure de jugement de mon confrère.

144) Non seulement l'Italie, mais aussi l'Allemagne, jusqu'au XIX[e] siècle, conservèrent une multiplicité d'états, à la différence des autres monarchies européennes ; le motif doit donc être recherché non seulement dans la présence de la Papauté et de son état ecclésiastique, mais aussi dans l'héritage de l'Empire médiéval. L'antique Empire médiéval ayant disparu formellement sous les coups napoléoniens (1806), l'Italie et l'Allemagne se constituèrent en une unique réalité étatique, centralisée en Italie (1861), fédérale en Allemagne (1870) (où la majeure partie des anciennes principautés restèrent dans le cadre de l'Empire prussien). Sur toute la question du Risorgimento, voir la VI[e] journée pour la Royauté Sociale du Christ (Modène, 8 octobre 2011) : *Risorgimento: Massoneria e Protestantesimo all'assalto della Chiesa Cattolica* (vidéo sur notre canal YouTube, 11, en particulier (pour le sujet évoqué de la vocation impériale ou universelle, plus que nationale, de l'Italie : https://www.youtube.com/watch?v=FVKgiEVXNcc&list=PLPV8HFQ0V0sj7g5aukKUnZhb37buxjfq6&index=28 : min. 11.1). *La Controriforma: sconfitta dell'eresia protestante in Italia.* Une lettre confidentielle de Mgr Bressan, du secrétariat du Pape, et approuvée par Pie X, envoyée à Mgr Andrea Scotton le 7 décembre 1912, termine par ces mots : "*quant à l'unité de l'Italie, qui est le cheval de bataille des adversaires, que l'on fasse toujours remarquer, avec les arguments les plus opportuns que la constituer comme elle a été constituée fut une erreur, un détournement politique, et de la part des sectes une conjuration contre l'Église et contre le vrai bien de l'Italie. L'unité italienne pouvait se constituer légitimement, mais en respectant les droits sacrés et intangibles du chef de l'Église*" (DIEGUEZ, *Le carte del Sacro Tavolo*, vol. I, pp. 802-803).

145) En France, l'"interview Latapie", fit sensation ; il s'agit de l'imprudente interview que Benoît XV accorda au journaliste français Louis Latapie, qui suscita du désarroi chez les catholiques belges et français (PAGANO, p. 272) et que *L'Osservatore Romano* dut démentir.

146) N. VALBOUSQUET, *Antimodernism and Catholic Nationalism. The impact of World War I on Msgr Umberto Benigni's Catholic Integralist Network,* in *Modernism,* année 2017, Morcelliana, p. 212.

147) La citation est tirée de H. BRAND (U. Benigni), *Notes Internationales : L'encyclique,* in *Fede e Ragione*, 4 février 1923. L'encyclique en question est la première de Pie XI, *Ubi Arcano.* Le texte original est en français.

148) D'un côté Alfons Joncks (1872-1953), en acceptant un rôle dans le gouvernement flamand germanophile durant la guerre, raison pour laquelle il avait été condamné à la prison par contumace par les tribunaux belges en 1920 (et ensuite de nouveau à 15 ans en 1945), s'était compromis dans des questions politiques auxquelles le S.P. voulait rester étranger ; d'un autre côté, il y avait le soupçon qu'il avait collaboré avec les Allemands y compris en remettant les documents privés du S.P. au cours de la perquisition chez lui (mais probablement avait-il peu le choix !). La propagande germanophile chez les catholiques flamands était diffusée pendant la guerre par le prêtre Carl Sonnenschein, "*bête noire de l'intégrisme, qui voyait en lui une des colonnes du bachémisme et un des 'gladbachistes les plus dangereux'*" (POULAT, *Intégrisme…*, p. 473). Dans cette affaire aussi, une question à l'origine religieuse devint, durant la guerre, une question politique.

149) Reprenant les visions de sainte Marguerite-Marie Alacoque (1689), Claire Ferchaud (1917) proposa d'ajouter l'image du Sacré-Cœur sur le drapeau français. Le chanoine Gaudeau et Mgr Jouin - entre autres - diffusèrent cette dévotion, alors que le cardinal Billot s'y opposa par un article sur *Le Figaro* du 4 mai 1918. Quelle était la pensée des intégraux proches de Mgr Benigni ? C'est ce qu'on trouve dans un livre de I. Récalde (abbé Boulin) *Le message du Sacré-Cœur à Louis XIV et le Père de la Chaise, étude historique et critique*, 1920, absolument opposé à l'initiative. Sur le sujet cf. aussi : E. APPOLIS, *En marge du catholicisme contemporain : Milléna-*

ristes et naundorffistes autour du 'secret' de La Salette, in *Archives de sociologie des religions*, n° 14, 1962, pp. 103-121.

150) Pour Valbousquet, qui cite Pollard, l'article ne plut pas à Benoît XV ; la Secrétairerie d'État tendait à exclure la Question Romaine de la politique internationale (à moins que les Empire Centraux ne gagnent, comme nous verrons par la suite !).

151) La lettre, publiée seulement partiellement dans la *Disquisitio* (pp. 277-279) et par la *Disquisitio* traduite en français par Poulat, *Intégrisme…,* pp. 542-544, avait été divulguée intégralement par le mémoire de Guido Aureli, maintenant publié par N. Valbousquet-A.M. Dieguez, *Il complottismo di un nostalgico integralista…*, in *Modernism,* Morcelliana, année 2018, pp. 206-217.

152) Pour plus de détails, voir Poulat, *Intégrisme…*, pp. 543-547, particulièrement les notes 6 et 7, et N. Valbousquet-A.M. Dieguez, *Il complottismo…*, pp. 201-215. À l'opposé, l'accusation de travailler pour la Russie contre les Empires Centraux fut le prétexte pour la perquisition de Gand à l'encontre du S.P. : Poulat, *ibidem*, pp. 524-536.

153) Valbousquet, *Anti-Modernism…,* p. 221.

154) Lettre du 8 février 1923 au député Giuseppe Bottai, cit. in Valbousquet, *Anti-Modernism…*, p. 242.

155) Carlo M. Fiorentino, *All'ombra di Pietro. La Chiesa Cattolica e lo spionaggio fascista in Vaticano 1929-1939,* Casa editrice Le Lettere, Florence 1999, pp. 27-28, note 67. Pour la question du conflit entre Mgr Benigni et la presse démocrate-chrétienne allemande, citée par l'informateur italien et qui eut lieu en réalité en 1912, voir Poulat, *Intégrisme…*, pp. 327-244, en particulier la note 10 et F. Tacchi, *La Curia romana…,* pp. 111-114. La note de *L'Osservatore Romano*, *A proposito di una velenosa corrispondenza,* fut publiée le 8 mars 1912 ; la veille, Benigni en avait déjà remercié le secrétaire d'État. Le journal d'Augsbourg était l'*Augsburger Postzeitung* "*principal organe du Centre bavarois qui, depuis une année, était passé sous le contrôle de J. Bachem*". L'article ("*Les machinations contre les catholiques allemands*", 1er mars 1912) accusait Mgr Benigni de trahison des catholiques polonais en faveur de l'Empire russe et de soutien à la franc-maçonnerie ! En réalité il visait plus haut : Merry del Val lui-même et Pie X.

156) É. Poulat, *Intégrisme…,* p. 544.

157) Valbousquet-Dieguez, *Il complottismo…,* p. 204.

158) Valbousquet-Dieguez, *Il complottismo…,* pp. 204-209. L'unique éventuelle trace d'esprit du Risorgimento peut se trouver dans le reproche, fait à l'Autriche, d'avoir condamné à mort don Tazzoli (un des "martyrs de Belfiore"). Mais il s'agit de la pensée d'Aureli, non de celle de Benigni.

159) Sur le soutien des catholiques intégraux - y compris ceux du groupe de Benigni - à Francesco Ferdinando, cf. Poulat, *Intégrisme…*, p. 528 et *Catholicisme…*, p. 408 (saint Pie X avait confiance en lui). Mais par la suite, le jugement de Benigni sur l'archiduc défunt fut négatif, à cause de l'influence que les jésuites avaient sur lui car Benigni leur attribuait la politique anti-italienne du cardinal Rampolla (*I Gesuiti e l'Italia fascista. Documenti e fatti.* Rome, 1927, cité par *La Civiltà Cattolica, Internazionalismo e nazionalismo nelle diffamazioni di un'agenzia clandestina,* année 78, 1927, vol. IV, p. 392). Plus favorables à l'Autriche d'autres catholiques intégraux, comme don Cavallanti sur *L'Unità Cattolica* (qui était justement proche des jésuites) : Tagliaferri, *op. cit*., pp. 194 ss, même si le journal florentin, à la mort de François-Joseph, fut plus sobre que *L'Osservatore Romano* (pp. 238-239).

160) Cf. *Sodalitium* n° 62, mai 2009 et surtout n° 65, février 2012 (éd. ital.) : *Il Conclave del 1903, il veto contro Rampolla, l'elezione di San Pio X.*

161) Annibale Paloscia, *Benedetto fra le spie. 1914: l'anno fatale della Grande Guerra,* Mursia, 2013, p. 34.

162) N. Valbousquet, *Anti-Modernism…*, p. 231.

163) A. Paloscia, *op. cit*., pp. 44-46.

164) Erzberger (1875-1921) fut le chef de la gauche du parti. Parmi les signataires de la capitulation allemande, il devint ministre des Finances de la République de Weimar. Il mourut assassiné par un commando des Corps Francs.

165) Mgr Pagano, des Archives secrètes du Vatican, présente aujourd'hui encore la thèse en défense (*Documenti sul modernismo romano*…, pp. 269-270 et note 44).

166) Alberindo Grimani, *Per il Duce o per il Papa,* Rome, 2014. Livre intéressant, scabreux dans certaines pages, pour le moment inédit (je remercie l'auteur de me l'avoir communiqué). Il se fonde sur les archives d'Emanuele Brunatto, et sur le livre de l'auteur lui-même, écrit sous pseudonyme en 1933, "*Gli anticristi nella Chiesa di Cristo*". Sur Von Gerlach, voir dans ce dernier ouvrage le chapitre VIII, de la page 88 à la page 94, impitoyable à l'égard de Benoît XV (p. 87, ainsi que tout le chapitre XII sur Carlo Diana) et du futur Pie XI (p. 92). Je décline toute responsabilité sur les conclusions de Brunatto à ce propos. (Sur Carlo Diana ou Diano, il en est

Le P. Giovanni Sale s.j.

question in Fiorentino, *op. cit.*, p. 83 ; l'existence de sa correspondance avec le Pape était connue de la Police Politique).

167) "*Lieutenant attardé de Garibaldi*" : dur jugement mais non privé de vraisemblance, spécialement après le discours par lequel Mussolini commenta les Accords du Latran, et que les intégraux de *Fede e Ragione*, pourtant favorables au Concordat, ne manquèrent pas de critiquer durement : "*L'État, également par la bouche du député Mussolini, a voulu encore souligner sa supériorité juridique : nous sommes, donc, toujours à Febronius et à Joseph II*" (SPECTATOR-SASSOLI, *Note politiche. Il discorso dell'on Mussolini sugli accordi lateranensi, Fede e Ragione*, 19 mai 1929, p. 165). Mussolini avait dit, notamment : "*Dans l'État, l'Église n'est pas souveraine et n'est pas non plus libre. Elle n'est pas souveraine à cause de la «contradiction qui point ne le permet» ; elle n'est pas non plus libre, parce que dans ses institutions et dans ses hommes elle est soumise aux lois générales de l'État et elle est aussi soumise aux dispositions spéciales par le Concordat. Raison pour laquelle la situation peut être ainsi définie : État souverain dans le Royaume d'Italie ; Église catholique reconnue volontairement et loyalement avec certaines prééminences ; libre reconnaissance des autres cultes. (…) L'Italie a le privilège singulier, dont nous devons être fiers, d'être la seule nation européenne qui soit le siège d'une religion universelle. Cette religion est née en Palestine, mais est devenue catholique à Rome. Si elle était restée en Palestine, très probablement aurait-elle été une des nombreuses sectes qui fleurissaient dans ce milieu brûlant, comme par exemple celles des Esséniens et des Thérapeutes, et très probablement se serait éteinte, sans laisser de trace (…) Autre constatation : dans les huit premiers siècles du christianisme il n'y a pas de trace de principat civil dans l'histoire de l'Église (…) Du reste, l'histoire la plus sommaire nous dit que dans les trois premiers siècles le christianisme fut la religion d'une minorité mal connue, mal tolérée et même finalement de manière intermittente persécutée par les empereurs. C'est seulement dans les années 311-313 que fut élargie d'abord par Galère, puis par Constantin et Licinius, avec le célèbre édit de Milan, la liberté religieuse aux chrétiens. Cet événement coïncide avec le terrible massacre de tous les descendants des vieilles familles impériales - hommes, femmes, enfants - ordonné par Licinius, après la défaite et le suicide de Maximin. Quinze siècles après, quelque chose de tout aussi horrible est arrivé en Russie, avec le massacre de tous les Romanov. C'est Constantin qui introduit le for ecclésiastique. Certaines des concessions accordées aux chrétiens sur le terrain civil donneront matière aux futurs concordats stipulés par l'Église avec les autorités civiles. Et c'est seulement à travers les négociations et les actes entre Charlemagne et Léon III que se constitue le principat civil des Pontifes romains. Cela dure dix siècles. (…)"* Après avoir parlé de tous les coups portés à la souveraineté du Pape (Napoléon, République Romaine, Royaume d'Italie) et s'être moqué de la pusillanime armée pontificale, il conclut : *"À ce point vous me direz : «Mais pourquoi cette leçon d'histoire ?». C'est parce que je veux vous démontrer les précédents, parce que je veux vous démontrer que je suis cohérent, et que non seulement nous ne renions pas le Risorgimento italien, mais que nous le complétons".* Mussolini exalte ensuite les précurseurs de la conciliation, spécialement l'évêque Bonomelli. *"Eh bien, Messieurs, nous n'avons pas ressuscité le pouvoir temporel des Papes : nous l'avons enterré. Par le traité du 11 février aucun territoire ne passe à la Cité du Vatican hormis ce qu'elle possède déjà et qu'aucune force au monde et aucune révolution ne lui enlèverait. Le drapeau tricolore ne s'abaisse pas, parce que là il ne fut jamais hissé". "Écoutez, donc : il y a la Cité du Vatican, et puis il y a Rome. Depuis l'époque d'Auguste il faut arriver à 1870 pour trouver encore une fois Rome la capitale de l'Italie ; mais de 1870 à 1929 il y avait encore une réserve, encore une hypothèque de nature morale. Cette hypothèque et cette réserve de la part de la plus haute autorité religieuse du monde, disparaissent aujourd'hui. Rome est seulement du Royaume d'Italie et des Italiens. J'espère que vous saisirez l'énorme importance de ce fait" (…) "Cela précisé, il n'y a pas de doute que, après le concordat du Latran, toutes les voix qui se sont levées dans le camp catholique n'étaient pas en accord. Certains ont commencé à faire le procès du Risorgimento ; d'autres ont trouvé que la statue de Giordano Bruno à Rome est presque offensive. Il faut que je vous déclare que la statue de Giordano Bruno, triste comme le destin de ce frère, restera où elle est. Il est vrai que quand elle fut placée au Campo di Fiori, il y eut des protestations très violentes ; même Ruggero Bonghi était opposé, et fut conspué par les étudiants de Rome ; mais désormais j'ai l'impression que ce serait s'acharner contre ce philosophe qui, s'il erra et persista dans l'erreur, paya. Naturellement il ne faut pas non plus penser que le monument à Garibaldi sur le Janicule puisse avoir un emplacement différent. Pas non plus du point de vue de l'encolure du cheval. Je crois que Garibaldi peut regarder tranquillement de ce côté, parce qu'aujourd'hui son grand esprit est apaisé ! Non seulement le monument restera, mais se dressera dans le même secteur, par les soins du régime fasciste un autre monument à Anita Garibaldi. On a noté que des éléments catholiques, spécialement parmi ceux qui n'ont pas coupé tous les ponts avec les idéologies du Partito Popolare, intentent des procès au Risorgimento. On lisait des appels de ce genre : multiplions les files, pressons les rangs, serrons les*

troupes, etc., etc. Naturellement, face à ce jargon, il a fallu se demander : mais que se passe-t-il ? Il est curieux qu'en trois mois j'ai saisi plus de journaux catholiques que dans les sept années précédentes ! C'était peut-être cela l'unique manière pour les reconduire dans l'intonation juste ! (…) On ne pense pas non plus nier le caractère moral de l'État fasciste, parce que j'aurais honte de parler de cette tribune si je ne me sentais pas de représenter la force morale et spirituelle de l'État. Que serait l'État s'il n'avait pas son esprit, sa morale, qui est celle qui donne la force à ses lois, et par laquelle il réussit à se faire obéir des citoyens ? Que serait l'État ? Une chose misérable, devant laquelle les citoyens auraient le droit à la révolte ou au mépris. L'État fasciste revendique complètement son caractère d'éthique : il est catholique, mais il est fasciste, mais surtout exclusivement, essentiellement fasciste. Le catholicisme l'intègre, et nous le déclarons ouvertement, mais que personne ne pense, sous l'aspect philosophique ou métaphysique, changer la donne ! (…) Quand, dans le point culminant des pourparlers, Camillo Cavour, inquiet, recommandait au père Passaglia : «Apportez-moi le rameau d'olivier avant Pâques», il sentait que c'était la suprême exigence de la conscience et du devenir de la révolution nationale. Aujourd'hui, honorables camarades, nous pouvons porter ce rameau d'olivier sur la tombe du grand constructeur de l'unité italienne, parce que ce n'est qu'aujourd'hui que son espérance est réalisée, que son vœu est accompli !" (*Dagli Atti del Parlamento italiano. Camera dei deputati. Discussioni*. Année 1929 - Volume I, pp. 129-154). Le discours de Mussolini, évidemment, n'est pas catholique, et considère l'Église comme une institution purement humaine, et non divine, dont les droits éventuels viennent non de Dieu mais d'une concession de l'État. Cependant il faut honnêtement tenir compte du fait qu'il entendait justifier le Concordat par rapport aux critiques des éléments les plus anticléricaux du Régime.

168) É. Poulat, *Catholicisme…,* p. 464, note 35.

169) Carlo M. Fiorentino (*op. cit*., pp. 131 ss) distingue dans la Curie trois attitudes différentes à l'égard du fascisme : "*la première de ces attitudes présentes chez certains cardinaux répondait au vieil intransigeantisme, qui faisait brèche surtout chez les cardinaux les plus anciens, ne tenait aucun compte des Accords du Latran, et même plus exprimait de la réserve sur l'action de Pie XI et de son secrétaire d'État Gasparri, qui avait porté à la signature du 11 février 1929, à la renonciation définitive, c'est-à-dire, de la part de l'Église, de ses anciennes prérogatives temporelles sur la ville de Rome. À ce groupe de cardinaux appartenait le vicaire du pape, Basilio Pompilj, 'un des cardinaux dissidents et resté ami de Merry del Val'. Pompilj se montrait ouvertement hostile tant au gouvernement fasciste, qu'à la politique vaticane et à Pie XI lui-même, à l'endroit duquel il ne manquait pas d'adresser 'des critiques âpres et même des moqueries vulgaires et insolentes'. Le motif de cette attitude de Pompilj, qui ne devait pas s'atténuer, et alla aussi en se radicalisant au fil du temps, était constitué par le Concordat et par la manière dont il avait été réalisé*" en particulier par rapport au rôle joué par Francesco Pacelli. C'est pour cela que Pie XI et Gasparri voulaient remplacer le vicaire, et le Pape convoqua en décembre 1929 Pompilj "*en le sollicitant de présenter spontanément sa démission. Mais à cette occasion, l'ancien pourpré réaffirma toute son aversion à la Conciliation et manifesta l'intention de ne pas vouloir se démettre de la charge qu'il assumait avec dignité depuis de nombreuses années*". Pompilj critiquait ensuite Mgr Pizzardo pour sa gestion de l'Action Catholique, et attribuait ses maladies "*à la persécution exercée contre lui par le Pontife*". Le vicaire de Rome déplorait : "*ils se sont débarrassés de Rome sans rien me dire, c'est-à-dire qu'ils se sont débarrassés de Rome, de son prestige, de son importance historique, de ses monuments, de ses églises, comme s'il s'était agi d'un village abyssin*". "*La mort survenue le 5 mai 1931 mit un terme aux souffrances physiques et spirituelles du cardinal Basilio Pompilj, peut-être le dernier protagoniste d'importance de la désormais anachronique protestation temporelle du Saint-Siège*". D'autres cardinaux partageaient la pensée de Pompilj : Ragonesi, Verde, Capotosti, Bisleti, Marmaggi, certains d'entre eux signalés comme proches de Merry del Val.

170) Mgr Benigni (ou quelqu'un de son réseau), tout en étant favorable au Concordat, note dans son rapport à la Police Politique : "(le cardinal Francesco Ragonese fut) *la terreur et la haine du Pape, parce que dans sa brutalité il ne s'interdisait pas de lui faire une scène, comme quand le Pape signa le Concordat sans rien dire aux cardinaux"* (note d'information "42", Rome, 14 septembre 1931, cit. in Fiorentino, p. 139, note 23). L'autoritarisme de Pie XI était d'ailleurs proverbial et connu de tous.

171) "*Est venu chez moi le prêtre docteur Paolo de Töth, qui m'a parlé du mécontentement des cardinaux Boggiani et Merry del Val d'avoir été totalement à l'écart des pourparlers en cours pour le Concordat entre l'État et l'Église en Italie. Je n'ai pas bien compris les raisons de cette démarche dirigée contre les jésuites, qui voudraient faire des récentes négociations un monopole. S'agissant de cardinaux, j'ai cru opportun de te faire connaître leur état d'esprit*" (lettre d'Arnaldo Mussolini à son frère, Milan, 7 février 1929, cité par Vannoni, *La Chiesa del Concordato*, *op. cit*., p. 470, note 74). Mais le père Tacchi Venturi surveillait Mussolini, dont le réalisme politique lui conseillait cependant de ne pas tenir compte d'un parti alors minoritaire dans l'Église.

172) N. Valbousquet, *Catholique…*, p. 157.

173) Le gouvernement républicain français qui libéra Rome de la petite république mazzinienne en 1849 n'était certainement pas de sentiments catholiques, de même que n'était pas catholique l'ancien carbonaro Napoléon III qui aida Victor-Emmanuel II contre les Autrichiens, y compris dans l'annexion des provinces pontificales de la Romagne, de l'Ombrie et des Marches, mais qui veillait à ce que le Latium restât au Pape. Une Italie trop forte n'était pas dans les intérêts de la France.

174) Sur toute cette triste question, cf. VALBOUSQUET, *Catholique et antisémite…*, p. 260, qui signalait divers rapports de Benigni au ministère de l'Intérieur, tant avant qu'après la rupture définitive sur le sujet du Concordat : les rapports du 30 août et du 10 octobre 1928 sur la R.I.S.S., et ceux contre l'article de Boulin : 17 mai 1929 (*La bile française pour la Conciliation*), 7 juillet et 30 novembre 1929. Les accents sont très graves.

175) *Veritas*, V, n. 41, 20 octobre 1928, p. 1, cit. in POULAT, *Catholicisme…,* p. 464, note 36.

176) "*Nous sommes pleinement : contre toute tentative de diminuer, de rendre secondaires, de dissimuler systématiquement les revendications papales pour la Question Romaine, de faire obstacle à l'influence sociale de la Papauté, de faire dominer le laïcisme ; pour la revendication infatigable de la Question Romaine,* ***selon les droits et les directives du Saint-Siège,*** *et par un effort continu de reconduire, le plus possible, la vie sociale sous l'influence légitime et bénéfique de la Papauté et, en général, de l'Église Catholique*" (n° 8 du programme du S.P. in *Disquisitio*, p. 264). Pie XI encore, dans sa première encyclique de 1922, avait revendiqué les droits du Saint-Siège et protesté pour la Question Romaine ; cependant le Concordat de 1929 était d'après "les directions du Saint-Siège" et envisageait pour l'Italie, et indirectement pour le monde, une influence sociale renouvelée de la Papauté et de l'Église Catholique. C'était cela le défi du Concordat : rendre l'Italie un pays vraiment catholique, et pas seulement concordataire. Le défi échoua à cause du fond laïciste de Mussolini, certes, mais aussi du fait de l'infiltration démocrate-chrétienne dans les rangs du catholicisme. La défaite de l'Italie après la guerre, la constitution républicaine (qui pourtant acceptait le Concordat) opposée aux principes du Concordat, la liberté religieuse proclamée par Vatican II et le résultat du nouveau Concordat comme application de la Constitution et du Concile, ont enterré les espoirs de faire revenir l'Italie un état vraiment catholique, et d'y faire aussi régner le règne social du Christ-Roi, souhaité par Pie XI dans l'encyclique *Quas Primas*.

177) 1928, 1er octobre : les 10 points du programme de l'E.R.D.S. datent du 1er octobre 1928 et furent publiés dans l'édition internationale de *Romana* (octobre-novembre 1928) et également sur *Fede e Ragione* le 28 octobre - 4 novembre 1928. Texte français in POULAT, *Catholicisme...,* pp. 528-530.

178) Dans une information à la Police Politique de juillet 1928, Mgr Benigni écrivait : "*Alors que la vieille maçonnerie enserre le Fascisme de l'intérieur et de l'extérieur, une élite d'initiés maintient vivante la question de 'refaire' une maçonnerie qui serait fasciste*" (F. GIORGIO, *Ignis cova sotto le ceneri,* Fondazione Evola, L'arco e la corte, 2022, p. 127, note 1. La "*vieille maçonnerie*" est représentée par les deux obédiences (Palazzo Giustiniani et Piazza del Gesù) qui avaient été dissoutes en Italie (pas à l'étranger) après la loi sur les sociétés secrètes, mais qui continuaient d'influencer le fascisme (de l'intérieur) ou de le combattre (de l'extérieur) ; la nouvelle maçonnerie à refaire était celle projetée par Reghini avec le Groupe d'Ur.

179) G. VANNONI, *Integralismo cattolico*…, pp. 456-457. L'article de Benigni (H. Brand) est : *Per la difesa sociale. Il motore della Rivoluzione*, in *Fede e Ragione,* 18 février 1923, p. 6.

180) N. VALBOUSQUET, *Catholique*…, pp. 161-162 qui cite entre autres un écrit de Benigni d'octobre 1923 (*L'internationale juive enserre toujours plus Mussolini*) et de Boulin sur la R.I.S.S. (*L'œuvre de Mussolini*, 23 mars 1924) encore plus sceptique. Sur le soutien donné longtemps par le gouvernement fasciste et même par le gouvernement national-socialiste à certains mouvements sionistes, y compris dans une optique anti-anglaise, voir EMMANUEL RATIER, *Les guerriers d'Israël*, Éditions Facta, 1995.

181) Voir par exemple, la conclusion de l'article *Ezra Pound e la Teosofia,* in *Sodalitium* n° 66, décembre 2015 ; ma présentation du livre de RAFFAELE AMATO, *Vangelo e moschetto,* Solfanelli, 2019 ; les vidéos de la Journée de la Royauté sociale du Christ, Modène, 12 octobre 2019. Chez d'autres auteurs : GIANNI VANNONI, *Massoneria, Fascismo e Chiesa Cattolica*, Laterza, 1979, MARGIOTTA-VANNONI, *op. cit.*, et aussi GIANFRANCO DE TURRIS (sous la direction de), *Esoterismo e Fascismo*, Mediterranee, 2006 et LUCA ERWIN FRAGALE, *La Massoneria nel Parlamento. Primo Novecento e Fascismo*, préface de Fulvio Conti (auteur proche de la franc-maçonnerie), Morlacchi Editore, Pérouse, 2021. Toujours sur la maçonnerie et le fascisme a été récemment publié par *L'arco e la corte* avec la collaboration de la *Fondazione Julius Evola* le livre *Ignis cova sotto le ceneri*, de FABRIZIO GIORGIO, découvert grâce à une recension sur *La Verità,* 21 octobre 2022, p. 19 : "*Quand Mussolini tentait de faire 'sa' maçonnerie philo-fasciste".* La maçonnerie philo-fasciste, italienne et pythagoricienne, aurait été conçue par le maçon Arturo Reghini (qui était membre de l'O.T.O., en plus du Grand Orient) avec le soutien d'Evola ; la rupture qui s'ensuivit entre les

deux ésotéristes amena à l'échec de l'entreprise. En dépit du titre, le contenu de l'article est plus prudent sur le rôle de Mussolini (même si pas suffisamment prudent). Personnellement, je doute d'un soutien de Mussolini à l'initiative, concomitante aux négociations avec l'Église sur le Concordat, dans la mesure où le groupe Reghini-Evola, et le groupe d'Ur, voulait en effet influencer le fascisme vers "*l'impérialisme païen*", mais il était marginal au Régime, et parfois même hostile. Qui plus est, Mussolini avait déjà une maçonnerie philo-fasciste à disposition, s'il avait voulu n'en avoir qu'une : celle de Piazza del Gesù, du Grand Maître Raul Palermi. La lecture du livre a confirmé ma première impression, et m'a procuré l'agréable surprise d'entendre parler de Mgr Benigni comme ardent adversaire de l'initiative massonico-ésotérique.

182) *Fede e Ragione*, 23 janvier 1927, n° 4 ; 30 janvier 1927, n° 5 ; 6 février 1927, n° 6. Les articles sont signés Fidelis, mais il s'agit évidemment de Benigni.

183) L'article citait les expressions "*Deutschland über alles*" (l'Allemagne par-dessus tout) et "*France d'abord*". Aujourd'hui, dans des contextes différents, on dit "*America first*" ou "*l'Italie aux Italiens*" ; il ne s'agit pas de principes spécifiquement chrétiens mais du simple droit naturel (et donc tout autre qu'antichrétiens), si maintenus, comme expliqué dans l'article, dans leur cadre, et non érigés en principe suprême.

184) Il me semble intéressant de rapporter une autre citation de Sangnier, aux congrès de Bierville, loués aussi par les pères jésuites de l'*Action Populaire*, que nous trouvons dans les articles précités, concernant cette fois les sujets sociaux-économiques : "*Le congrès, considérant que la grève et les bas salaires sont une conséquence du système capitaliste, déclare que (et ici qu'il nous soit permis de rapporter dans son texte littéral français le grand axiome) 'le seul remède aux difficultés actuelles est dans l'établissement d'un nouveau système économique, basé sur le principe de la production organisée en vue de la complète consommation et non des bénéfices, de la coopération au lieu de la concurrence : il engage les Syndicats de jeunes travailleurs de toute race, de toute croyance religieuse, de tout parti politique à créer des comités d'entente afin de pouvoir mieux résister à l'oppression patronale…'. De grâce, cet ordre du jour ne pourrait-il pas, peut-être, être voté également par le congrès de Moscou ?... N'est-ce pas cela le cri de tous les prédicateurs de la lutte des classes et des prophètes de l'avènement prolétaire de Mardochée (K. Marx) à Lénine ?...".* Comme je l'ai indiqué au congrès de Vignola sur la Royauté sociale du Christ dédié au socialo-communisme, les catholiques qui s'intéressent à la doctrine sociale de l'Église en matière économique citent à raison les grandes encycliques comme *Rerum Novarum* ou *Quadragesimo Anno*, mais oublient souvent une autre encyclique qui condamnait déjà les erreurs, également économico-sociales de Marc Sangnier, par laquelle l'apôtre de la démocratie voulait appliquer à la vie économique les principes de la Révolution française : *Notre charge apostolique.* Une encyclique qui serait relue avec attention par tant de partisans d'improbables troisièmes voies, qui souvent ne sont autres que des variations sur le thème de l'éternelle erreur socialiste.

185) Sur la démission de Sassoli de' Bianchi du Partito Popolare et de président de "l'aile droite" du Parti, voir les deux versions : celle du père Sale s.j., *Popolari e destra cattolica al tempo di Benedetto XV*, Jaca Book, 2005, et celle de don de Töth, *Filippo Sassoli de' Bianchi*, Florence, 1958. Voir aussi les informations que Valbousquet (*Catholique...*, p. 164) donne ou pourrait donner du *Fonds Benigni*, en particulier d'une réunion entre Sassoli, Boggiani, de Töth, Benigni et Reggio d'Aci pour décider la sortie de l'aile droite - aile droite qui n'avait jamais convaincu Benigni, qui la considérait "*une équivoque de l'Internationale blanche et un grand traquenard jésuite*" (1er décembre 1920).

186) Gianni Vannoni, *Massoneria, Fascismo e Chiesa Cattolica,* Laterza, 1980, spécialement le sixième chapitre (pp. 164-192), avec une particulière attention à la figure de don Oreste Nuti (1850-1926), du groupe de *Fede e Ragione, "le dernier intransigeant".*

187) 'Spectator' était le pseudonyme du comte Sassoli. Reste le fait que le jugement sur le fascisme des origines, donné par 'Spectator', était évidemment partagé par les autres collaborateurs du journal.

188) G. Vannoni, *Integralismo…*, pp. 451-452 qui cite *Fede e Ragione* du 24 mai 1925, 25 octobre 1925 et 25 juillet 1926.

189) En feuilletant les années de *Fede e Ragione*, les exemples sont très nombreux. En 1942 encore, désormais simple curé, don de Töth déplorait avec l'évêque *que "grande est la difficulté que rencontre l'éducation religieuse des adultes, et aussi des jeunes, après la première communion, et dès qu'ils rentrent dans les organisations fascistes, qui les détournent et les éloignent de la fréquentation de l'Église"* (Margiotta-Vannoni, *op. cit.*, p. 477).

190) Filippo Sassoli de' Bianchi. Florence, 1958, pp. 147-149 pour la citation intégrale.

191) Mauro Forno, *Comunisti, ebrei e massoni: Mons. Benigni da Londra scrive al Duce,* publié dans la revue *Contemporanea,* Il Mulino, 1/2005, pp. 87-104, où, dans un rapport envoyé au ministère des Affaires Étrangères il écrit de lui, sincèrement bien qu'avec une pointe d'ironie : "*je ne suis pas fasciste*" (avril 1926).

192) Sur le sujet Constantin-Mussolini voir Alberto Guasco, *Il 'Nuovo Costantino' fascista. Immagini e utilizzi dell'Imperatore tra Chiesa cattolica e Regime*, in *Costantino I, Enciclopedia Costantiniana…*, Istituto della Enciclopedia italiana, Rome 2013, vol. III, pp. 469 ss.

193) Outre la dissolution du *Sodalitium* à la fin de 1921, il faut considérer aussi qu'en 1923 Mgr Benigni, avec d'autres enseignants, fut renvoyé de l'enseignement (qu'il poursuivait à l'Académie des nobles ecclésiastiques) à quelques jours de la reprise des écoles, le 17 novembre 1923, par Mgr Zonghi (Dieguez). De plus, après les vifs espoirs suscités non tant par l'élection de Pie XI, que par son encyclique programmatique (1922) *Ubi Arcano*, Mgr Benigni écrivit, le 20 février 1922, à Mgr Pizzardo, substitut à la Secrétairerie d'État, qui fut son élève et protégé, pour qu'il intervienne en sa faveur auprès du nouveau Pape. Pizzardo deviendra au contraire un ennemi et persécuteur de Mgr Benigni (et ami des *Popolari*), mais cet épisode montre comment en 1922 il entrevoyait encore l'espoir de travailler directement au service de l'Église. En 1923 la position de Pie XI, "*Pape en compagnie de Jésus*", s'était faite plus claire (pour lui dans un sens négatif) alors que paradoxalement le gouvernement national commençait à abandonner les positions anticléricales du fascisme en tant que mouvement pour combattre (plus ou moins) non seulement le socialo-communisme mais aussi la maçonnerie et le catholicisme démocrate.

194) Pietro Mataloni (1889-1966), fils de Giuseppe Mataloni, rédacteur de la *Voce della Verità*, (journal catholique dont Mgr Benigni fut directeur par volonté de Léon XIII de 1901 à 1903), et de Settimia Benigni (alias Jolanda pour Valbousquet), l'infortunée sœur de notre Monseigneur. Mataloni s'inscrivit au PNF en 1925 (cf. Fiorentino, *op. cit.*, p. 20n).

195) Née à Naples en 1887, définie "de bonne moralité" dans une note privée du Questeur de Rome à la Division de la Police Politique, elle fut au contraire diffamée comme immorale par le camérier de Mgr Benigni, Domenico Bordi, dans une lettre au père Rosa, de *La Civiltà Cattolica.* Ce fut le confesseur de Mgr Benigni, le père Emery, de l'église San Carlo al Corso, qui la signala au prélat qui cherchait une secrétaire. É. Poulat - qui parle de la question aux pp. 37-38 de *Catholicisme, démocratie et socialisme*, Casterman 1977 - tient pour infondées les calomnies de Bordi (et de ses souffleurs). La Police Politique contrôla la correspondance adressée à Bianca D'Ambrosio de 1928 à 1931, quand le contrôle fut supprimé ; il s'agissait d'une correspondance de l'étranger pour la rédaction du bulletin international en langue française de l'Agence Urbs de Mgr Benigni (cf. Fiorentino, *op. cit.*, pp. 20-22). (D'autres informations in Alberindo Grimani, *Per il Duce o per il Papa*, déjà cité).

196) Mauro Canali, *Le spie del regime,* Il Mulino, Bologne, 2004 ; Carlo M. Fiorentino, *All'ombra di Pietro. La Chiesa Cattolica e lo spionaggio fascista in Vaticano 1929-1939,* Le Lettere, Florence, 1999 ; M. Bettini Prosperi, *Le carte di Umberto Benigni,* "Clio", XVIII (1992), pp. 289-300. Ouvrages documentés, mais non exempts d'erreurs.

197) C.M. Fiorentino, *op. cit.*, pp. 21-22 ; Bettini Prosperi, p. 289.

198) La Police Politique (Pol.Pol.) fut créée par Arturo Bocchini (1880-1940) fin 1926, après avoir été appelé par Mussolini, en septembre 1926, à la Direction générale de la P.S. (Polizia di Stato : Police d'État, n.d.a.) (Canali, pp. 59-60). L'OVRA "*voit le jour quelques mois après la Pol-Pol, son bras opératif*". "*Même si l'on en ressentait l'exigence, l'OVRA vit le jour presque par hasard, et fut perfectionnée, pour ainsi dire, 'en cours de route'. Le caractère improvisé de son institution est témoigné par plusieurs éléments, à partir du nom, qui fut créé seulement alors qu'elle agissait déjà depuis quelques années. (…) Leto raconte que 'Bocchini avait coutume de dire que Mussolini à partir de l'idée de la pieuvre, en enlevant le p, avait créé le nom OVRA, dont l'interprétation donna libre cours à la fantaisie du peuple italien (…) Leto soutient qu'il n'y eut jamais 'une interprétation officielle de ce sigle, mais qui communément était expliqué ainsi : 'Opera volontaria repressione antifascista' ou bien 'Organizzazione vigilanza reati antistatali'*" (Canali, pp. 302-303).

199) M. Canali, *op. cit.*, p. 560. Dans la rubrique du chef de la police, n'apparaît jamais le nom de Benigni, mais seulement celui de Bianca D'Ambrosio, comme intervenante depuis le 27 septembre 1927. En 1931, donc, le nom de D'Ambrosio remplaça complètement celui de Mgr Benigni (Fiorentino, pp. 22-23 ; Canali, p. 560).

200) É. Poulat, *Catholicisme…*, p. 459 note 29 qui cite P. Scoppola, *Chiesa e fascismo,* Bari, Laterza, 1971, pp. 145-159. Alors que Vannoni attribue lui aussi à Benigni les rapports au secrétariat particulier de Mussolini, Forno l'exclut au contraire : "*En l'état de nos connaissances actuelles, nous pouvons avec une bonne estimation exclure l'implication de Benigni dans certaines initiatives qui lui furent attribuées dans le passé. Il fut, par exemple, étranger aux rapports périodiques sur la situation du Saint-Siège adressés au cours des années vingt par un inconnu 'informateur du Vatican' au secrétariat particulier du Duce. Ces rapports, retrouvés il y a plus de trente ans par Pietro Scoppola, et par ce dernier attribués en théorie à 'un élément lié en quelque manière à Benigni', sont en effet presque certainement imputables au journaliste Francesco Zanetti, ancien collaborateur de l'Osservatore Cattolico, du Momento di Torino, et de l'Osservatore Romano dont il*

deviendrait rédacteur en chef grâce au soutien du cardinal Merry del Val" (Mauro Forno, *Comunisti, Ebrei e massoni: Mons. Benigni da Londra scrive al duce, op. cit.*, p. 19). Forno cite Fiorentino (*All'ombra di Pietro*, pp. 23-26) qui nous informe sur la personne de Zanetti (1870-1938), non privé néanmoins de contacts avec notre Monseigneur, en plus de ceux avec le cardinal Merry del Val et son bras droit, Mgr Canali.

201) Sergio Pagano, *Documenti sul modernismo romano dal Fondo Benigni*.

202) Texte original latin in *Disquisitio*, pp. 296-297. Traduction française in Poulat, *Intégrisme…*, p. 604. Traduction italienne originale in *Di fronte alla calunnia* (avril 1928) pp. 5-6 et in *Fede e Ragione,* 3 juin 1928, p. 194.

203) *Nuovi documenti sull'Integrismo. Sodalitium Pianum e Action Française*, extrait de *Storia contemporanea*, n. 4/5, octobre 1981, Il Mulino. Une curiosité : Vannoni parle amplement du plan paneuropéen de Coudenhove-Kalergi, lié aussi à Briand et, dans l'Église, aux milieux gasparriens : pp. 727-729.

204) Alejandro Mario Dieguez, *Fondi dell'Archivio Segreto Vaticano relativi al Modernismo,* in *"In wilder zügelloser Jagd nach Neuem",* Brill, 2019, p. 29.

205) Ordonné en 1888 pour le diocèse de Perpignan, archiprêtre de la Cathédrale Saint-Jean dès 1907, doyen du chapitre cathédrale à partir de 1910, il fut proposé pour l'épiscopat.

206) Parmi eux Ion Motzo ou Mota (1902-1937), beau-frère et bras droit de Codreanu, qui mourra en combattant durant la Guerre d'Espagne, et Alexandru C. Cuza (1857-1947). Parmi les amis de l'*Entente*, je signale Eugenio Brandt, ex-officier tsariste, partisan du grand-duc Nicolas Romanov (d'autres au contraire soutenaient le grand-duc Cyrille) et expert, comme Benigni, dans les affaires d'homicide rituel. Nina Valbousquet (grâce au *Fonds Benigni*) résout ainsi une petite énigme soulevée par É. Poulat : l'identification ou pas entre E. Brandt et H. Brand, pseudonyme de Mgr Benigni. Poulat penche pour l'identification, à cause de la ressemblance du nom et de l'intérêt pour les homicides rituels (Brandt est l'auteur de l'œuvre en trois volumes, écrite en serbo-croate, intitulée *L'homicide rituel chez les Juifs*, Belgrade, 1926, 1927, 1929, recommandée par Benigni in *Romana*), c'est pourquoi il insère les volumes dans la bibliographie de Benigni, bien que de manière dubitative (pp. 502-503). Maintenant au contraire il est évident qu'il s'agit de deux personnes distinctes, puisqu'il existe même une correspondance entre les deux, conservée dans le *Fonds Benigni*.

207) Tous les chapitres du livre sont dédiés à l'"antisémitisme" du prélat ombrien, donnant de sa personnalité et de sa pensée un portrait falsifié, dans la mesure où il néglige des aspects encore plus importants pour se focaliser sur un seul. L'ouvrage est divisé en six chapitres. Après un chapitre sur l'antisémitisme du catholicisme intégral jusqu'en 1918, et un deuxième sur l'édition des *Protocoles*, l'auteur en vient à examiner deux initiatives de Benigni : l'*Entente pour la Défense Sociale* (ch. 3) et la dite "Internationale antisémite". Un chapitre sur l'antisémitisme chrétien et antichrétien (ch. 5) et ses rapports avec le nationalisme (A.F. en France, fascisme en Italie) clôt l'œuvre tendancieuse.

208) Les autorités rabbiniques, d'ailleurs, sont méfiantes à l'égard des convertis au judaïsme, ou des enfants de mère chrétienne, même s'ils sont circoncis.

209) Leslie Fry, pseudonyme de Paquita de Shishamareff (1882-1970) entra en contact avec Mgr Benigni en 1922. Bien que pour Wikipedia elle fut "*agent de propagande du nazisme aux États-Unis*", Nina Valbousquet elle-même, nazismophobe de profession, doit admettre qu'elle était, elle aussi, opposée au pangermanisme (pp. 201-202, 276).

210) Fabrizio Giorgio, *Ignis cova sotto le ceneri. Julius Evola, Arturo Reghini e l'Imperialismo pagano,* Fondazione Julius Evola-L'Arco e la Corte, 2022, pp. 66-67, 89-90, 105-106, 112, 127-129. Reghini et Evola s'étaient connus en 1923 à la Société Théosophique. Les amis florentins informateurs de Benigni purent être ces collaborateurs de *Fede e Ragione* qui étaient proches de Papini, lequel à son tour estimait Reghini (ma supposition). L'accusation de satanisme n'est pas aussi hyperbolique qu'il le semble, si l'on pense que derrière Evola il y avait Reghini, qui était aussi affilié à l'O.T.O. (*Ordo Templi Orientis*) de Crowley, "la Grande Bête 666", comme aimait se définir le mage anglais. On notera enfin que Reghini pensait fonder une maçonnerie 'fasciste' (celle de Piazza del Gesù du Grand Maître Raoul Palermi qu'il voulait supplanter aurait suffi) mais son groupe comptait aussi des antifascistes, comme l'anthroposophe Giovanni Antonio Colonna di Cesarò (fils d'Emmelina De Renzis, sœur de l'homme politique israélite Sidney Sonnino) ; le fascisme d'Evola et Reghini était bien douteux, et en tout cas subordonné à leur philosophie antichrétienne. Le livre de Fabrizio Giorgio nous montre un Reghini soucieux d'avoir l'appui et la reconnaissance maçonnique des loges américaines à son projet ! Sur le sujet, voir *Esoterismo e Fascismo*, sous la direction de Gianfranco De Turris, Mediterranee, 2006, en particulier les contributions de Del Ponte et Iacovella.

211) Cela suffit pour répondre à l'objection de don Nitoglia à propos d'une collaboration de Benigni avec Preziosi (surtout dans la cinquième partie de la série) sur *La Vita italiana* (un seul

article, anonyme, sur les jésuites), à cause du passé de Preziosi (philo-moderniste sous Pie X, il abandonna le sacerdoce) et de la collaboration (durable, dans son cas) d'Evola. Non seulement Benigni avait coutume d'utiliser la presse non catholique pour faire passer les thèses catholiques (déjà sous Pie X) mais de plus la réprobation d'Evola comme collaborateur de Preziosi est explicite. Et dire que je me souviens aujourd'hui encore de l'émotion d'un confrère d'avoir rencontré le fils de Preziosi... (deux poids, deux mesures).

212) C. M. Fiorentino, *All'ombra di Pietro*, *op. cit.*, p. 28 ; M. Bettini Prosperi, *Le carte di Umberto Benigni*, Clio, XXVIII (1992) p. 298, note 20, selon laquelle le déficit de la *Défense Sociale* s'élevait à 250.000 lires d'alors, fruit de prêts que Mgr Benigni espérait "*restituer à l'occasion de l'obole internationale pour ses noces d'or (20 décembre 1934)*". Malheureusement, il mourut avant.

213) N. Valbousquet, *Tradition catholique et matrice de l'antisémitisme à l'époque contemporaine* in *Revue d'histoire moderne et contemporaine,* 62-2/3, avril-septembre 2015, pp. 82-83 ; *Fede e Ragione*, 22 avril 1928, pp. 1-2 : *Il Santo Officio decreta la soppressione dell'associazione 'Gli Amici di Israele'.* L'affaire est ensuite décrite en détail, toujours par Valbousquet (et donc de son point de vue anticatholique) in *Catholique et antisémite…,* pp. 235-243.

214) Exactement 19 cardinaux, 278 évêques et archevêques et environ 3 000 prêtres : cf. *Gesù non fu ucciso dagli ebrei: le radici cristiane dell'antisemitismo*, edizioni Terra Santa, Milan, 2020.

215) Marie-France James, *Ésotérisme et Christianisme autour de René Guénon*, Lanore, Sorlot, 2008, pp. 235-300.

216) Valbousquet, *Catholique et antisémite…*, p. 237.

217) Valbousquet, *ivi*, pp. 238-239, qui cite un article de Pierre Colmet (abbé Boulin) : *Abolition des Amis d'Israël,* in R.I.S.S., 29 avril 1928, pp. 369-386.

218) Don C. Nitoglia, *Stanislas Fumet, Jacques Maritain nella genesi di Nostra Ætate,* in *Sodalitium,* n° 58, février 2006, pp. 19-21 ; N. Valbousquet*, Catholique et antisémite, op. cit.*, p. 236.

219) https://www.openstarts.units.it/bitstream/10077/31901/1/Pieraccini_51-82.pdf *Qualestoria*, n. 2, décembre 2017.

220) Francisco Suarez (1548-1617), théologien espagnol d'origine juive, entré dans la Compagnie de Jésus en 1564, dont il deviendra le principal docteur (*doctor eximius*). Sa philosophie qui se veut thomiste, se ressent toutefois de l'influence, en plus des temps modernes, de la tradition scotiste et ockhamiste (volontarisme, nominalisme). "*De la scolastique du 14e siècle S. reprend aussi l'attitude critique à l'égard des "voies" thomistes (comme à l'égard de tout argument a posteriori), dont il indique la limite dans leur incapacité de prouver l'existence d'un unique être spirituel"* (encyclopédie Treccani). Avec Duns Scot, il nie le principe fondamental de la philosophie thomiste, la distinction réelle dans les créatures entre essence et *esse* [l'acte d'être, n.d.a.], qui distingue Dieu de toutes les créatures. Sur la question de la grâce, il accepte le principe fondamental du molinisme (la science moyenne). Sa théorie sur la confession et l'absolution à distance fut condamnée par le Saint-Office. Les XXIV thèses de la philosophie thomiste sont toutes contre la doctrine philosophique de Suarez.

221) L'hostilité entre le libéralisme du XIXe siècle et la Compagnie, la campagne antijuive et antimaçonnique de la Compagnie sous Pie IX et Léon XIII, ne pouvaient que lui attirer l'estime et la confiance de l'école contre-révolutionnaire, malgré des dérapages comme celui du père Carlo Maria Curci (1809-1891), fondateur de *La Civiltà Cattolica*, passé de la défense du pouvoir temporel du pape au libéralisme, à l'anti-temporalisme et enfin à une ouverture socialiste. Sorti de la Compagnie, il y fut réadmis avant sa mort. Émile Poulat (*Catholicisme…*, p. 212) rappelle les éloges de Benigni à *La Civiltà Cattolica* sur la *Correspondance de Rome* (11 avril 1910) "*félicitant la vaillante revue romaine" pour ses soixante ans et lui avait adressé le vœu "de triompher toujours davantage dans les nouvelles batailles contre les ennemis ouverts ou cachés du Saint-Siège et de l'Église"*. Le père Rosa lui-même jettera à la figure de Mgr Benigni un article de 1903 sur sa *Miscellanea* dans lequel il défendait les jésuites contre Pombal, alors que maintenant il attaque les jésuites et défend l'hypernationalisme quarante-huitard opposé à l'universalisme médiéval (*Le nuove diffamazioni di una agenzia clandestina*, 7 avril 1928, pp. 64-65) : pourtant, pour le père Rosa, le louangeur de sa revue était déjà un moderniste rusé et caché sous l'apparence d'antimodernisme !

222) L'épisode est raconté amplement par M. Tagliaferri, in *L'Unità cattolica. Studio di una mentalità*, Università Gregoriana, Rome, 1993, pp. 130-134, et la reproduction du document p. 336. La polémique éclata à l'occasion d'un "congrès féminin" (féministe) auquel participa aussi Maria Montessori. *L'Unità Cattolica* dirigée par don de Töth et le père Chiaudano s.j. condamnèrent dans son ensemble le congrès, tandis que le père Pavissich, sur *La Civiltà Cattolica*, en montra aussi les côtés positifs. La polémique éclata non seulement parmi les intégraux (de Töth, Scotton) et les jésuites, mais parmi les jésuites eux-mêmes (Chiaudano contre Pavissich et la *C.C.*). *La Civiltà Cattolica* parvint donc à interrompre l'échange des revues, répondit par des articles de Pavissich

contre les intégraux, et enfin le Général de la Compagnie, Wernz, interdit à tous les pères jésuites de collaborer avec *L'Unità Cattolica* et *Armonie della Fede* (journaux dirigés par de Töth et soutenus par Mattiussi) (29 juillet 1908). Pie X dut intervenir en personne en faveur des intégraux, tant en écrivant aux jésuites qu'en félicitant *L'Unità Cattolica* (textes aux pp. 134, 338-339). Tagliaferri conclut : "*Pie X encourageait et confortait l'Unità Cattolica, réprimandait et dissuadait les jésuites qui le contrecarraient ; le père Wernz interdisait aux siens d'écrire sur le journal cher au Pape. Cela reste un fait singulier et d'un extrême intérêt*". Les tellement vantés "modérés" étaient contre Pie X, et Pie X contre les "modérés" : et nous, de quel parti sommes-nous ?

223) *La Civiltà Cattolica* avait été fondée en 1850 par le père Curci, passé ensuite à l'ennemi libéral. En 1866 Pie IX avait constitué ses rédacteurs en collège, et avait réservé au Général la nomination de ses membres (Poulat, *Intégrisme…*, p. 335).

224) Giovanni Sale s.j., *La Civiltà Cattolica nella crisi modernista (1900-1907)*, La Civiltà Cattolica-Jaca Book, 2001. L'affaire liée au père jésuite Giorgio Bartoli, rédacteur de *La Civiltà Cattolica*, est racontée par le père Sale de la page 238 à la page 254. En janvier 1904 il publia sur *La C.C.* un article sympathisant du philosophe évolutionniste Herbert Spencer. *L'Unità Cattolica* réagit sous la pression des pères jésuites Casoli et Mattiussi, absolument opposés à la ligne "modernisante" de la revue : "*il s'arrogeait* - écrit Sale - *sans mandat la charge de censeur de la revue 'officieuse' du Saint-Siège*" (p. 245) : un refrain que nous connaissons bien ! Le collège des rédacteurs de *La Civiltà* ne fut pas près de l'oublier, et refusa, en 1904 et en avril 1906, d'accepter le père Mattiussi parmi ses membres (dans le collège, en 1906, il y avait le père Rosa, rappelons-le !) (p. 245). Et comment finit le père Bartoli ? Il devint valdésien : voir sa lettre de 1909 à ses ex-confrères (p. 416). Mais pour le père Sale "*la plus dure et grossière intransigeance*" des pères Casoli et Mattiussi est la seule à condamner. Mattiussi en effet "*fut la véritable éminence grise de L'Unità Cattolica, l'inspirateur de plusieurs odieuses batailles conduites aussi 'contre des auteurs respectables' et en défense d'un catholicisme intégral avant encore que ce rôle fût assumé par bien d'autres moyens et d'autres perspectives, par Umberto Benigni et son tristement célèbre Sodalitium Pianum*" (p. 245). Cela aussi est un refrain que nous connaissons bien.

225) Sur le père Giuseppe Chiaudano (1858-1915) et son rapport ambivalent avec le groupe de Mgr Benigni, cf. Poulat, *Intégrisme…*, pp. 335-336. Amples informations in Sale (*La Civiltà Cattolica…*, spécialement p. 309). Membre de l'"école turinoise", appartenant à une des trois maisons de "droite" de la Compagnie (celle de Chieri, les autres étaient le collège Léon XIII à Milan et la maison de Florence). Contrairement au jeune Benigni et aux "léoniens", il combattit toujours le terme même de "démocratie chrétienne", et pas seulement son concept erroné (p. 306), et avec Benigni adulte il s'opposa au "syndicalisme catholique", ce qui lui valut la nomination de directeur de *La Civiltà Cattolica* (1913-1915) par saint Pie X.

226) "*Il paraît que ce choix ne fut pas tellement apprécié des pères de La Civiltà Cattolica, puisque le père Chiaudano pendant plusieurs années avait combattu l'orientation prise par la revue en matière sociale et politique. Sa direction, qui dura de 1913 à 1915, donnera à la revue une orientation fermement intégraliste, pas partagée par la majorité des pères qui faisaient partie du collège des rédacteurs*" (Sale, *La Civiltà Cattolica…*, p. 309, note 64). Dans la lettre de nomination comme directeur, Pie X demandait à ses collaborateurs d'être le modèle des journalistes catholiques "*sincères et intègres*". Dans la traduction italienne de la lettre, la revue "*évita le terme scabreux*" (autrement dit : intègres) en traduisant "*intégralement*" par "*entièrement*". Et cela, "*non sans intention et raison*", commente Poulat (*Intégrisme…*, p. 337). De même que ce n'était pas sans intention que Pie X avait au contraire employé précisément ce terme … scabreux, que les jésuites de la *via di Ripetta* ne digéraient justement pas.

227) Du *Fonds Benigni* : "*30 octobre 1914 : il est confirmé qu'on a pensé et qu'on ne cesse de penser à éloigner le père Chiaudano de La Civiltà Cattolica. Ce serait le père Rosa dont les articles gladbacanistes provoquèrent par Pie X la nomination du père Chiaudano qui le remplacerait. Probablement cela n'aura pas lieu*" in Pagano, *Documenti sul modernismo romano*, p. 268.

228) S. Pagano, *Documenti sul modernismo romano, op. cit.*, p. 268 ; Sale, *La Civiltà Cattolica nella crisi modernista, op. cit.*, pp. 244, 338 note 141 ; Poulat, *Intégrisme…*, pp. 335-337.

229) Antonio Gramsci (1891-1937), inscrit au Parti Socialiste dès 1914, fonda en 1919 *L'Ordine nuovo.* En 1921 il fut parmi les fondateurs du Partito Comunista d'Italia dont il devint le chef de 1924 à 1927. Après une période où il vécut en Union Soviétique (où il rencontra son 'épouse', la juive Giulia Schucht) et après une expérience au parlement, il fut incarcéré par le régime fasciste de 1926 à 1934. Entre 1929 et 1935 il écrivit les *Quaderni del carcere*. Particulièrement attentif à la singulière situation italienne, où prédominait l'influence de l'Église catholique, il s'occupa aussi avec une grande attention du conflit entre modernistes, 'jésuites' et catholiques intégraux.

230) É. Poulat, *Intégrisme...*, pp. 388-398. Quand Pie X était encore en vie, les jésuites allemands de la revue *Stimmen aus Maria Laach* écrivirent : "*Les actes des Pontifes morts sont sujets*

à la critique de l'histoire. Aussi, sur la valeur extrinsèque et sur les résultats du pontificat de Pie X, l'histoire jugera un jour. Mais les actes et décisions du pape régnant obligent les catholiques à une obéissance filiale et intérieurement sincère, quoique non pas à une soumission mécaniquement aveugle et morte... Dans l'Église personne n'est dispensé de faire usage de sa propre raison et de tous les moyens naturels. Jamais Dieu n'a promis de préserver les supérieurs ecclésiastiques de tout faux pas et de toute équivoque. Les papes ont surtout besoin de conseillers prudents et à vue large ; énorme est la responsabilité qui pèse sur les hommes qui environnent le trône papal... Mais si grande que soit cette possibilité d'errer humainement et même de pécher humainement, nous n'avons jamais droit à la rébellion ou à une critique venimeuse, acerbe". La critique du "modéré" père Lippert s.j. n'était peut-être pas venimeuse, les arguments étaient peut-être en théorie vrais (mais gare à les appliquer aux successeurs de Pie X ! Lèse-majesté ! Elles valent seulement pour Pie X et ses amis !) mais Pie X n'apprécia pas, et remplaça le directeur de la revue. Motif de la critique "modérée" du "modéré" jésuite ? Les attaques des non modérés intégristes : "*Une guerre semblable (au modernisme, n.d.a.) a eu des conséquences secondaires ennuyeuses non voulues par Pie X, comme la manie d'appeler les autres hérétiques, ou les polémiques de commères et ennuyantes, la pédanterie d'esprits obtus...*" mais que Pie X, comme par hasard, soutenait. Les habituelles accusations de "zèle amer" de la part de personnes pieuses au "zèle mielleux"... et hypocrite. Quant à l'histoire, elle a jugé Pie X, et l'a proclamé Saint.

231) Le père Léonce de Grandmaison s.j. (1868-1927), dont Loisy écrivit "*de lui je n'ai entendu parler qu'en bien*" (27 juin 1927) devint directeur d'*Études* en 1908. Deux articles firent du bruit : le premier, peu de temps avant la mort de Pie X (*Critiques négatives et taches nécessaires*, 5 janvier 1914) était une attaque très dure contre la presse catholique intégrale, que tous savaient soutenue par Pie X ; le second après la mort du Pontife (*Pie X et son œuvre*, 20 août, 5 et 20 septembre 1914) déplorait que sous Pie X les intégristes "*n'aient jamais été désavoués*". Les directions pontificales "*ont été soumises à l'approbation explicite du Saint-Père, et comme il serait injuste de le rendre responsable de chacune des mesures prises en ces matières, il ne serait ni loyal ni conforme à la vérité de tracer une distinction trop abrupte entre Pie X et son entourage. Tel ou tel des serviteurs du Pontife a pu exagérer ses intentions, influencer ses sentiments, interpréter trop étroitement ses instructions : il ne paraît pas douteux que les idées personnelles du Pape furent d'accord, surtout depuis l'encyclique Pascendi, avec celles des théologiens très conservateurs qui ont fait, depuis, prévaloir leurs vues et approuver leurs tendances. In dubiis libertas. Toutefois, de si augustes préférences leur ont ajouté, du vivant surtout de Pie X, une autorité incontestable*". Ainsi furent prises des mesures qui allaient, "*en ces dernières années, dans un sens presque constamment restrictif*", et qu'"*il serait prématuré et d'ailleurs téméraire d'apprécier*". Certainement pas un bel éloge funèbre, pour un cadavre encore chaud ! Cf. POULAT, *Intégrisme...*, pp. 392-394, qui publie aux pages 388-389 la lettre de Benigni dans laquelle il explique les coulisses de ce premier article contre les intégraux, soutenu par des confrères en Autriche, Allemagne, Pologne et Italie : naturellement par des pères de *La Civiltà*, Desanti, Rosa, Bricarelli, Tacchi Venturi, Leanza.

232) É. POULAT, *Intégrisme...*, p. 391.

233) Justement en tant que "fidèle interprète" du Pontife (un an après l'élection de Pie XI, Benigni constatait qu'il était "en 'compagnie' de Jésus", cf. DIEGUEZ, *Fondi dell'Archivio...*, p. 28). On disait en effet que quiconque voulait accéder à Mussolini, devait passer par le père Tacchi Venturi s.j., et que quiconque voulait accéder à Pie XI devait passer par le père Rosa s.j. (également quand Mussolini et Pie XI étaient en conflit - et quel conflit ! - il fallait toujours passer par la Compagnie). Cette réputation d'"interprète" de Pie XI était également brandie par les contemporains, par exemple par le disciple de Marc Sangnier, Francisque Gay, dont nous avons déjà parlé, qui écrivait sur *La Vie catholique* (12 novembre 1927) que le père Rosa était "*un des interprètes les plus autorisés de la pensée du Saint-Père*", pour faire accepter, sans examen ultérieur, les articles violents et calomnieux du père Rosa sur *La Civiltà Cattolica* contre Mgr Benigni, au cœur de la polémique entre eux (cf. *Vérités*, n. XIII, "*Les découvertes du jésuite Rosa successeur de von Gerlach*"). L'allusion à von Gerlach était fondée notamment sur le fait que lui aussi avait été le favori de Benoît XV, au point que le Pape crut à son innocence y compris après sa condamnation au tribunal, les confessions d'Ambrogetti et la vie scandaleuse du prélat allemand. Luc-Verus, sur *Vérités*, expliquait ainsi son intention : "*Chez nous pourtant le rire fait place à la tristesse, quand on nous dit : Et Rosa est directeur de la Civiltà Cattolica ! Et c'est lui qui renseigne et conseille le Pape ! C'est que nous n'oublions pas que Pie XI est le successeur de saint Pierre, le Vicaire de Jésus-Christ, le gardien infaillible du dogme catholique, et voilà pourquoi nous souffrons de tout ce qui porte atteinte à son prestige et à l'autorité de sa parole. C'est pour servir l'Église et la France que nous nous en prenons à d'indignes serviteurs qui, non contents de tromper le Pape, lui attribuent leurs propres inventions en se faisant passer pour 'interprètes autorisés'*" (p. 5).

234) D'après le père Rosa "*accueillir avec tant de facilité les dénonciations sur des personnes de haute situation*" signifiait pour un pape, "*dépasser les limites de la prudence*" (Procès ordinaire

romain, in *Positio super introductione causæ*, 1942, p. 299, et *Positio super virtutibus*, 1949, p. 430) (POULAT, *Intégrisme…*, pp. 336-337).

235) ROBERTO DE MATTEI, *Modernismo e antimodernismo all'epoca di Pio X*, in *Don Orione negli anni del Modernismo*, Jaca Book, 2002, p. 68. De Mattei cite en note le père G. MARTINA s.j., *Storia della Chiesa*, vol. IV, p. 100.

236) Le père Rosa, vice-directeur, en 1913, de *La Civiltà Cattolica*, se vantait d'avoir voulu l'approbation du pape Pie X pour autoriser une série d'articles dans lesquels la *C.C.* prenait ses distances avec les intégraux. Le directeur de *L'Unità Cattolica*, don Cavallanti (ALCA), lui répondit par un article intitulé "*Il Padre Rosa e Alca*", ceci avec la bénédiction du Pape, par l'intermédiaire du secrétaire particulier Mgr Pescini, qui commenta : "*désormais le père Rosa se gardera bien de répliquer !*" (Pagano, *Documenti sul modernismo romano*, p. 267).

237) *Nuovi libelli contro la Compagnia di Gesù,* in *La Civiltà Cattolica,* 1922, vol. I, 4 mars, pp. 417-427.

238) GIOVANNI SALE, *"La Civiltà Cattolica" nella crisi modernista (1900-1907),* La Civiltà Cattolica-Jaca Book, Rome, 2001, document 16, pp. 444-445.

239) En politique, le parti "catholique" mais non confessionnel et indépendant de la hiérarchie était le *Zentrum*, fondé en 1870 et qui à partir de 1906 avait pris comme mot d'ordre "*interconfessionnalisme et déclericalisation*". Du *Zentrum* dépendait le *Volksverein* (Union populaire pour l'Allemagne catholique) avec son siège à München-Gladbach, près de Düsseldorf, d'où le terme "gladbachisme". Sur les questions sociales, les catholiques allemands étaient divisés entre l'"école de Berlin", (*Verband katholischer Arbeitervereine 'Sitz Berlin'*) dirigée par des membre du *Sodalitium Pianum* comme l'aristocrate berlinois Franz von Savigny (1859-1917) et le prêtre Heinrich Fournelle (1869-1923) comme secrétaire général, soutenue par le comte Hans-Georg von Oppersdorff (1886-1948) lui aussi du S.P., député, directeur du périodique *Klarheit und Wahrheit*, et par le cardinal Georg von Kopp (1837-1914), avec l'évêque de Trier, Michael Felix Korum (1840-1921) fidèle à la bonne doctrine, et l'"école de Cologne", défendue par le cardinal Fischer, chrétienne-démocrate et philomoderniste. Les premiers étaient naturellement pour des syndicats confessionnels, uniquement catholiques, qui mettraient à la première place la question religieuse, les seconds pour des syndicats aconfessionnels, qui réuniraient catholiques et protestants, et regarderaient à gauche, en mettant de côté la question religieuse pour s'occuper seulement du côté économique. Les représentants insignes de ce courant gladbachiste étaient les Bachem (d'où l'expression "bachémisme") : le député et historien Carl (1858-1945), fils de l'éditeur Josef, et leur cousin Julius (1845-1918) dont le programme était de "*faire sortir les catholiques de leur tour d'ivoire*" (1906), avec son fils Franz (POULAT, *Intégrisme…*, p. 199). Joseph Bachem racontait fier de son père, qu'il exposa durant une procession les portraits du Pape et de Luther (précurseur de Bergoglio ! Cf. ROBLES MUNOZ, *op. cit.*, vol. III, p. 14). Comme aujourd'hui, le catholicisme allemand était rebelle : il se dressa en 1910 contre l'encyclique *Editæ Sæpe* sur saint Charles (et contre le protestantisme) et les professeurs de théologie dans les Universités exigèrent l'exemption, en 1911, du serment antimoderniste (*ivi*, p. 236). L'encyclique *Singulari Quadam* du 24 septembre 1912 manifestait la préférence du Pape pour les syndicats confessionnels y compris en Allemagne, mais l'école de Cologne s'accrochait aux exceptions à la règle pour que les exceptions deviennent la règle. La "*paix de Metz*" (1913) ne dura pas longtemps, et la guerre était dans son plein déroulement en 1914 à la mort de saint Pie X. En Italie prenaient parti pour Cologne, évidemment, les cardinaux Maffi et Rampolla (*ivi*, p. 407) et *La Civiltà Cattolica* (SALE, *La Civiltà Cattolica…*, pp. 185-187, 206-207, 222-232, 446-447), tandis que s'opposaient Merry del Val et De Lai. Une étude récente de F. TACCHI, *La Curia romana e la Germania durante la crisi modernista*, ed. Viella, approfondit le sujet et les vicissitudes relatives aux syndicats chrétiens de 1900 à 1914, quand, avec la mort du cardinal Kopp, le plus proche de l'école de Berlin, et de celle de Pie X, la cause catholique (intégrale) fut définitivement compromise. Le système des nominations épiscopales en vigueur en Allemagne, l'élection de l'évêque par les chanoines de la cathédrale avec d'importantes interférences du gouvernement impérial protestant, explique l'impuissance de Rome, déjà à l'époque, en Allemagne, et la défaite subie dans la "*dernière bataille de Pie X*" (Poulat), celle sur le syndicalisme chrétien. Que le lecteur ne croie pas que la question concernait uniquement l'Allemagne. *L'Action Populaire* et l'école de Reims du père jésuite Gustave Desbuquois - comme il a été dit - suivait la même ligne de Cologne (cf. le long chapitre V, *Les luttes, la querelle du syndicalisme 1912-1914*, in P. DROULERS, *Politique sociale…,* vol. 1, pp. 231-392). Encore en 1922, sous Pie XI, le cardinal Chollet, évêque de Cambrai, secrétaire de l'A.C.A. (Association des cardinaux et des Archevêques) "*en une forme courtoise qui n'en est pas moins inquisitoriale*", *interrogeait le père Desbuquois* "*sur la question syndicale : pourquoi des syndicats 'chrétiens' et non 'catholiques' (c'est-à-dire confessionnels) ? Pourquoi des 'syndicats' et non pas plutôt des 'associations professionnelles', auxquelles les activités religieuses ne seraient pas interdites par la loi (elles le sont aux syndicats), dans lesquelles l'autorité ecclésiastique aurait la place qui doit être la sienne, et 'dans le cadre' desquelles des groupements*

ou syndicats pourraient 'poursuivre les intérêts matériels' ? (en somme, la formule de la 'Berlinerrichtung' de naguère) ? C'est toute l'orientation donnée par Rerum Novarum et développée par les catholiques sociaux qui est à nouveau mise en question par l'archevêque" (P. DROULERS, *op. cit.*, vol. 2, pp. 134-135). En réalité, c'étaient les 'catholiques sociaux' qui en développant à leur manière la doctrine trahissaient Léon XIII et *Rerum Novarum*, Pie X et *Singulari Quadam*.

240) On a beaucoup raconté d'histoires sur ce "banquier Simon", sur qui le père Rosa écrira abondamment dans ses articles, l'appelant "*le Crésus parisien Simon*" (*La Civiltà Cattolica*, n° 1831, 2 octobre 1926). Émile POULAT (*Intégrisme…*, pp. 593-594) fait justice de cette fable en l'identifiant au mutilé de guerre et propriétaire Alfred Simon (1866-1946), qui était tout sauf un banquier, ami de l'abbé Boulin et de Henri Merlier.

241) *"Comme il se devait, on n'a pas manqué d'incriminer sa moralité. Par deux fois. (…) Le moins qu'on puisse dire, c'est que des histoires semblables ont couru généreusement sur bien d'autres, et plus illustres : faut-il ici nommer les deux nonces en France, Cerretti et Maglione, le célèbre Montagnini, Merry del Val lui-même et - pour pire - le futur Pie XI, logé à la même enseigne que Benigni ?"* (POULAT, *Catholicisme…*, pp. 37-38 ; on pourrait ajouter, à propos des affaires von Gerlach, Benoît XV, pour ne parler que des cas plus récents et peut-être - seulement peut-être - plus fondés).

242) P. DROULERS, *op. cit.*, p, 137, note 93.

243) *Disquisitio*, pp. 32 et 40 ; VANNONI, *Massoneria, Fascismo e Chiesa cattolica*, pp. 186-187 ; *Conduite de Saint Pie X dans la lutte contre le modernisme*, Courrier de Rome, 1996, p. 75. Dans la même déposition, le père Saubat évoque *La Civiltà Cattolica* comme *"la revue qui a propagé ces calomnies… et qu'elle n'a jamais rétractées"* (*Conduite…*, p. 74).

244) *Disquisitio*, *op. cit.*, p. 26, version française citée, p. 63 : "*se révèle non seulement bien informé, mais aussi très équilibré dans ses jugements*".

245) NINA VALBOUSQUET-ALEJANDRO MARIO DIEGUEZ, *Il complottismo di un nostalgico integralista…*, in *Modernism*, année 2018, p. 195.

246) Poulat et Pagano rapportent les rumeurs des modernistes contre la moralité de Mgr Benigni, rumeurs concernant une période précédente, celle de Pie X et même de Léon XIII. Buonaiuti à Piastrelli : "*Je sais - de source certaine - que le Vicariat a initié une fois un procès contre lui pour des dénonciations sur sa moralité ; mais le procès eut une issue négative. Benigni a chez lui une femme qu'il appelle gouvernante, et qui de fait (j'ai pu le constater parce que pendant deux ans j'ai fréquenté son domicile) fait la dame et est servie par une domestique. Jusqu'à il y a quatre ou cinq ans Benigni avait chez lui un jeune garçon, dont l'attitude envers Benigni était précisément celle d'un valet. Un beau jour ce garçon disparut. Pour ce qui est des idées, je peux dire avec certitude que Benigni est un sceptique*" (aucune trace du procès susdit). L'oratorien Federici au même : "*Il y a eu beaucoup de rumeurs sur son départ soudain* (de Gênes, n.d.a.). *D'aucuns dirent que des motifs moraux n'étaient pas étrangers à son départ, ce qui veut dire que la Curie archiépiscopale l'aurait congédié suite à des informations peu élogieuses, etc.*" (pour le faire appeler à Rome par le Pape ? n.d.a.) (PAGANO, *Documenti sul modernismo romano*, pp. 226-227, note 5). Paul Sabatier à Paul Imbart de la Tour : "*Il y a contre lui des histoires sexuelles que j'ai préféré ne pas approfondir*" (20 décembre 1907) ; A. Houtin, plus pittoresque : "*Benigni a eu un enfant d'une maîtresse russe, et il y a eu procès pour sa conduite devant l'officialité romaine*" (note manuscrite, 1911) ; et même pour un certain 'Karl von Aretin', en 1970, Benigni et ses collaborateurs (Brunner, Schoppen, Kaufmann, Vercesi) auraient défroqué (c'est faux pour tous ; en plus Vercesi était philomoderniste et anti-intégriste) (cf. POULAT, *Catholicisme…*, p. 37). "*N'importe quoi*" par "*n'importe qui*"…

247) *La Civiltà Cattolica,* un temps élogieuse à l'égard de Mgr Benigni, commença à attaquer ses activités antimodernistes en 1914, l'année de la mort de saint Pie X, dans le climat de l'affrontement sur l'aconfessionnalité des syndicats, et de la fin d'un pontificat désormais mal supporté : vol. I, p. 454, et vol. II p. 582. À cheval de la dissolution du *Sodalitium Pianum,* dans laquelle la Compagnie joua - rappelons-le - un rôle important, nous signalons deux articles contre la publication des opuscules antijésuites signés I. de Récalde : *I gesuiti, studi e libelli* (1921, vol. I, p. 568) et *Nuovi libelli contro la Compagnia di Gesù* (4 mars 1922, vol. I, cahier 1721, pp. 417-427). Cependant les attaques *ad personam* plus violentes, débutèrent après la dénonciation de 1926 et la perquisition qui s'ensuivit.

248) *La Civiltà Cattolica*, vol. III, cahier 1829, 4 septembre 1926, *Ultimi episodi di modernismo*, pp. 420-425.

249) Buonaiuti encourut l'excommunication déjà en 1907, excommunication décrétée contre l'auteur anonyme du "*Programme des modernistes*" en réponse à l'encyclique *Pascendi*. En 1916, la première censure nominale : la suspens *a divinis* pour la collaboration à la revue de science des Religions, résolue par le cardinal Gasparri par la farce d'un serment antimoderniste dont nous avons parlé. Réhabilité, il encourt pour la première fois l'excommunication nominale le 12 janvier 1921 à cause de son livre sur la cène chez saint Paul. Gasparri intervient de

nouveau en sa faveur contribuant à le faire absoudre de la censure. Il ne peut plus rien faire le 24 mars 1924 quand il est à nouveau excommunié. Le 30 janvier 1925 il est privé de l'habit ecclésiastique, et le 25 janvier 1926 il est déclaré excommunié *vitandus* (excommunication majeure).

250) Mgr Ricardo de Samper (1873-1954) fut nommé camérier secret participant par Léon XIII en 1899, échanson de Sa Sainteté (1905), chanoine de la basilique Vaticane et protonotaire apostolique surnuméraire (1910) sous Pie X. Benoît XV le nomma *Maestro di Camera* (de 1914 à 1921) puis Majordome de Sa Sainteté (1921). Cette fonction n'était pas seulement honorifique (prélat palatin, il était un des quatre 'prélats *di fiocchetto*') mais le mettait en contact continuel avec le Pape en tant que membre important de la Famille Pontificale et de la Chapelle Pontificale, étant le responsable du Palais apostolique, des cérémonies et des audiences. En 1922, il fut gouverneur du Conclave qui élut Pie XI, frappant monnaie. En dessous de lui, et aux côtés du Pape, se trouvait le *Maestro di Camera*, Mgr Camillo Caccia Dominioni.

251) Il s'agit vraisemblablement du père Lorenzo Tommaso Regattieri, auteurs de quelques livres hagiographiques, de dévotion ou de scolastique (ces derniers en général sont traduits du français). Il est dit parfois religieux dominicain, parfois seulement tertiaire : probablement de tertiaire il devint ensuite religieux.

252) Le fait est raconté en détail par Alberindo Grimani (*op. cit.)* mais aussi par le père Giovanni Sale s.j. qui publie un document inédit du père Rosa, non daté mais vraisemblablement contemporain de l'entretien de Mgr Bevilacqua avec le père Regattieri. Après avoir tracé une chronologie des "erreurs" accomplies par Mgr Benigni alors qu'il était à la Secrétairerie d'État de 1908 à 1911 (en particulier concernant les "catholiques allemands", autrement dit le "Centre" démocrate-chrétien), le père Rosa ajoute l'anecdote suivante qu'il tient de Regattieri : "*Le fait est connu que le prêtre Regattieri, tertiaire dominicain (résidant près de San Domenico à Turin), élève de l'Université de Fribourg, venu à cette époque à Rome pour dénoncer au Saint-Père Pie X des manifestations suspectes dans cette Université, fut par le Pontife lui-même adressé à Mgr Benigni. Le révérend Regattieri en traitant pendant plusieurs jours avec Mgr Benigni fut quelque peu scandalisé du manque de piété et de la manière dont il célébrait la sainte Messe. L'ayant rapporté au Saint-Père Pie X, celui-ci lui répondit : Je vous ai envoyé chez Mgr Benigni afin que vous l'informiez sur Fribourg, et non pour que vous examiniez sa piété*" (in *La Civiltà Cattolica nella crisi modernista,* La Civiltà Cattolica/Jaca Book, 2001, p. 447). Le document se termine ici, sans commentaire (explicite) du père Rosa. Nous ne pouvons pas savoir ce qu'il y a de vrai dans le récit de Regattieri relaté par Rosa (et aussi par Brunatto) : certes, au moins ici, il n'y a pas d'allusion aux mauvaises mœurs de Mgr Benigni. Cependant le texte est révélateur de la pensée de Regattieri et de Rosa non seulement sur Mgr Benigni, mais sur Pie X lui-même, qui à leur différence ne se scandalisait pas aussi facilement (que le scandale de Regattieri ait été le scandale d'une âme 'pieuse' ou le scandale d'un esprit pharisien) et qui avait pleine confiance en Mgr Benigni. On notera enfin qu'il est possible que l'attelage avec Regattieri était dû au fait que le père Rosa était piémontais, et connaissait bien le milieu turinois dans lequel vivait Regattieri.

253) Carlo Perosi (1868-1930), frère du célèbre musicien, fut appelé par le cardinal De Lai, en 1908, à être substitut de la Congrégation Consistoriale, où il resta jusqu'en 1911. Régent de la Sacrée Pénitencerie, il devint consulteur du Saint-Office en 1916 (sous Merry del Val et Benoît XV). À la mort du cardinal De Lai, en 1928, il fut appelé à lui succéder comme pro-secrétaire et ensuite, créé cardinal le 24 juin, comme secrétaire de la Congrégation Consistoriale. En 1928 il était donc un ennemi féroce de Mgr Benigni.

254) C. M. Fiorentino, *All'ombra di Pietro. La Chiesa Cattolica e lo spionaggio fascista in Vaticano 1929-1939*, Le Lettere, 1999, p. 22.

255) "*Dans mon livre, parmi les autres événements des années 1927-1928, se trouvent aussi les explications pour lesquelles Mgr Umberto Benigni a été sali par l'accusation infâmante que vous connaissez, grâce aux témoignages de son ancien domestique Domenico Bordi et du frère dominicain Lorenzo Regattieri de Turin. Commanditaires le père jésuite Enrico Rosa et le cardinal Carlo Perosi, exécuteur Mgr Felice Bevilacqua. Voilà, en bref, le résultat de mes recherches, si j'ai tiré les justes conclusions*" (courriel de l'auteur Alberindo Grimani, directeur des Archives Emanuele Brunatto, Rome, à don Ricossa, 11 septembre 2014).

256) M. Canali, *Le spie del Regime*, Il Mulino, 2004, pp. 289 et 769.

257) Propositions condamnées par le bienheureux Innocent XI : proposition 30 : "*Pour un homme d'honneur il est permis de tuer un agresseur qui essaye de frapper par la calomnie, si cette honte ne peut être évitée par un autre moyen ; (…)* " DS 2130. Proposition 44 : "*Il est probable que ne pèche pas mortellement celui qui porte sur un autre une fausse accusation pour défendre sa droiture et son honneur. Et si ce n'est pas probable, alors il n'y a aucune opinion probable en théologie*" DS 2144. Telles étaient les thèses de Becanus (1563-1624), Vasquez (1549-1604), Escobar (1589-1669), Moya (1610-1684), etc., tous jésuites.

258) "*Brunatto est une belle canaille et, entre autres, il veut faire payer au Vatican de lui avoir fait manquer le poste de chef de la police secrète pontificale, qui lui avait été promis*" Rome, 14 juillet 1933, rapport du n. 42 (Benigni-D'Ambrosio), fascicule Emanuele Brunatto, cité in SERGIO LUZZATTO, *Padre Pio. Miracoli e politica nell'Italia del Novecento*, Einaudi, pp. 215 et 227 (nous mettons en garde sur cet auteur). Alberindo Grimani, fidèle à la mémoire de Brunatto et gardien de ses archives, in "*146, Boulevard Hausmann*" Rome, 2013, (pp. 61-63) estime que ce jugement est une vengeance par rapport à l'enquête de 1928 contre Benigni, et s'étonne du fait que tel n'était pas l'avis de Bianca D'Ambrosio ; dans le suivant "*Per il Duce o per il Papa*", il prend au contraire position en faveur de la totale innocence de Mgr Benigni (voir la note précédente sur la question), ce qui se concilie mal avec le livre de Brunatto de 1933 (*Gli anticristi…*). Il est plus probable que Mgr Benigni ait été dégoûté par les pages inattendues sur lui in "*Gli anticristi nella Chiesa di Cristo*", qui date justement de 1933, et qui obtint cependant la "libération" de Padre Pio. Sans doute Brunatto "faisait-il du chantage" au Vatican, mais c'était pour faire lever les mesures contre Padre Pio, et s'il était certainement un homme fidèle au frère stigmatisé, dans la vie, il était souvent sans scrupules.

259) *Padre Pio crocifisso dalla Chiesa degli anticristi (romanzo infernale*) de ALESSANDRO GNOCCHI, sur *Riscossa cristiana*, 28 septembre 2018, repris par le site de la *Confederazione dei Triarii*. *Gli anticristi nella Chiesa di Cristo* peut se trouver sur le site "*Totus tuus*" de don Alfredo Morselli.

260) *Le modernisme catholique* par E. BUONAIUTI, in *La Civiltà Cattolica*, vol. III, n. 1850, 16 juillet 1927, p. 147.

261) Dans les articles précités contre Benigni et Buonaiuti, de 1922 et 1927, il est au contraire très indulgent pour les "jeunes" modernistes milanais du *Rinnovamento* (parmi lesquels Gallarati Scotti), "*stupéfaits des blasphèmes que leur demandait de publier le chef de la secte du modernisme romain*" (p. 142, année 1927) et pour Maurice Blondel "*philosophe dangereux mais catholique sincère*" (*ivi*, p. 147). C'est cette stratégie qui a sauvé le modernisme et permis Vatican II.

262) «*"Fede e Ragione" e "La Civiltà Cattolica" intorno a "I fanciulli alla comunione" del P. Semeria*», in *Civiltà Cattolica*, cahier 1852, 20 août 1927, pp. 324-328 ; article très violent contre *Fede e Ragione* pour défendre le vieux moderniste. L'article suivant (*Il 'libro giallo' di una pretesa potenza. "L'Action Française" et le Vatican*) n'applique pas aux disciples de Maurras la même 'charité' que celle employée pour Semeria, mais en profite pour s'en prendre encore à Benigni, bien qu'en ne le nommant pas (pp. 330-331 et note 1) : "*ceux de la bande Récalde et de son Agence romaine, qui utilisent abusivement l'épisode de l'A.F. à leurs intentions sordides, de profit, de vengeance et de calomnie privée, en essayant de brouiller et de confondre les questions*", etc. etc. etc.

263) "*L'action politique du père Rosa à cette période consistait à faire pression sur le régime fasciste à travers ses articles sur la Civiltà Cattolica (…) Précisément l'activité journalistique du père Rosa s'était montrée depuis l'accession au pouvoir de Mussolini hostile au fascisme, au point de susciter les appréhensions du Pontife. En août 1929, le Saint-Siège, pour éviter des embarras avec le gouvernement, fut contraint d'exiler temporairement le jésuite en Espagne*" (C. M. FIORENTINO, *All'ombra di Pietro,* Le Lettere, 1999, pp. 178-179).

264) Informations à ce propos in POULAT, *Catholicisme…*, p. 501. Sur *La Ronda* Benigni n'écrivit que deux articles, rien sur Benoît XV, évidemment, et Poulat rappelle qu'à la revue collaborèrent Hilaire Belloc et G. K. Chesterton, que le père Rosa n'imagine pas réprimander. En 2015-2016, suite à la publication du livre de BRUNO PISCHEDDA, *L'idioma molesto. Cecchi e la letteratura novecentesca a sfondo razziale* (editore Aragno), tous les journaux nationaux parlent des rapports entre Mgr Benigni et le célèbre homme de lettres italien Emilio Cecchi (1884-1946), père de Suso Cecchi D'Amico et de Dario Cecchi. Collaborateur à *La Ronda* et au *Corriere della Sera*, Cecchi collabora avec Mgr Benigni : "*C'est ici que se situe le rapport délicat avec monseigneur Umberto Benigni, chercheur et enseignant ecclésiastique, d'abord réformateur et ensuite toujours plus réactionnaire, dont Pischedda reconstruit bien la croissante manifestation de l'hostilité ethnique et la carrière de conspirateur occulte, tout comme l'influence exercée sur Cecchi après la guerre. Sous Pie X, Benigni lancera un «service d'informations, avec une agence de presse et un hebdomadaire, pensé pour discréditer toute expression hétérodoxe. Il s'agit d'un organisme complexe et protéiforme, dont la mission de censure, étendue au niveau international, sera mise en œuvre autour de 1920 dans un «Bollettino antisemita» et dans d'autres feuilles structurellement racistes. Il existe un plan secret antimoderniste et antijudaïque qui prévoit un réseau de délateurs militants auquel Cecchi, comme d'autres collaborateurs de La Ronda, ne manque pas d'apporter sa contribution litteraire ni son soutien opératif dans une optique de prosélytisme : un double niveau de militantisme démontré par les traces incontestables contenues dans la correspondance*" (*Osservatorio Antisemitismo*, 28 décembre 2015). Voir aussi l'article de Gabriele Rigano (*Note sull'antisemitismo in Italia prima del 1938*) publié dans la revue *Storiografia* (n. 12, 2008,

pp. 215-267) avec une belle description de Mgr Benigni par Emilio Cecchi, de 1924 : "*des journalistes catholiques de grand fond je n'en connais qu'un, mais je devrai me contenter de ne pas le nommer. Pour lui le journalisme, son journalisme, est une mission ; militaire tout autant que religieuse (…) Dans la pauvre maison, où des personnages silencieux et vêtus de sombre viennent de toutes les parties du monde, il a vraiment l'air d'un vieux commandant, maintenant, apparemment, un peu à l'écart, mais en réalité très actif. (...) Stratège, mais avec le visage strié de cicatrices ; et avec cette irrésistible ardeur de redescendre lui aussi au combat, qui révèle le vieil homme d'armes. Le bruit du conflit résonne dans la pièce, toujours plus dramatique et mystérieux que le naturel. Dans les moments de répit, se multiplient histoires, souvenirs et anecdotes des campagnes passées. Alors, les oreilles doivent siffler à des tas de gens, dans les plus lointaines et surveillées légations, secrétaireries et chancelleries. Et si ce n'était le crucifix attaché au mur qui ouvre ses bras, je crains que parfois cela finirait avec un bourdonnement d'oreilles, dans le monde de l'au-delà, y compris pour quelque Pape*". L'influence de Mgr Benigni sur la culture et la politique du temps fut profonde mais méconnue : voir ce qu'en écrit VALBOUSQUET, *op. cit.*, pp. 118-119).s

265) *La Civiltà Cattolica*, 7 avril 1928, vol. II, cahier 1867, pp. 55-68.

266) Dans cet article on fait une citation (p. 66) de Mgr Benigni qui, il faut honnêtement le reconnaître, semble favorable au Risorgimento, mais il y a tellement de points de suspension, que je me réserve d'en vérifier la source.

267) *La Civiltà Cattolica*, vol. II, cahier 1869, 5 mai 1928 : *"L'assoluta incoerenza del modernismo" confessata da Ernesto Buonaiuti* (pp. 235-245).

268) Buonaiuti lui-même l'affirme dans son autobiographie : "*et je me souviens comme aujourd'hui l'intime sentiment de voluptueuse satisfaction avec lequel je voulus dans la première nuit du vingtième siècle s'écouler sans sommeil les heures des ténèbres, plongé dans la lecture de cette œuvre magistrale* ("*L'Action*") *et débordant d'"esprit de finesse', dans laquelle Blondel a tenté de trouver trace par trace le long chemin qui monte à Dieu dans la vie notre indomptable et selon le monde insatiable besoin d'Éternité et d'Absolu. Kant me laissa au contraire coriace et réfractaire*" (*Pellegrino di Roma*, *op. cit.*, p. 36). Plus que le "venin kantien" (cit. Mattiussi) ce fut donc le venin du "*bon catholique*" (cit. P. Rosa) Blondel qui ruina le jeune séminariste Buonaiuti. Blondel qui louera plus tard sans réserve Karol Wojtyla (message à Mgr Panafieu, archevêque d'Aix, 19 février 1993 ; audience aux participants ; cf. *Sodalitium* n° 33, octobre 1993 : *Wojtyla una cum Blondel…*, et n° 65, mai 2013, *Généalogies*).

269) *La Civiltà Cattolica*, vol. III, cahier 1874, 21 juillet 1928 : *Risposta ad "una polemica senza onestà e senza legge"* (pp. 158-167) ; cf. Buonaiuti : *Una polemica senza onestà e senza legge. Lettera aperta al Padre Enrico Rosa S.J. direttore della Civiltà Cattolica* ; Umberto BENIGNI, *Di fronte alla calunnia*, chez l'auteur, Rome, avril 1928.

270) *La Civiltà Cattolica*, 7 mai 1910, p. 349 cité par POULAT, *Catholicisme…*, p. 212.

271) S. PAGANO, *Documenti sul Modernismo Romano, op. cit.*, pp. 235, 246, 253-256, 260-261, 285-290 ; L. BEDESCHI, *Un episodio di spionaggio antimodernista (Documenti inediti sul caso Benigni-De Stefano-Buonaiuti)*, in *Nuova rivista storica*, 66, 3-4 (1972) pp. 389-423 ; É. POULAT, *Intégrisme…*, pp. 588-589 ; G. SALE, *La Civiltà Cattolica nella crisi modernista*, *op. cit.*, p. 360.

272) G. SALE, *La Civiltà Cattolica…, op. cit.*, pp. 371-375. Le père Sale écrit de Buonaiuti : "*il fut un homme de foi*" "*toujours fidèle à son sacerdoce*", il loue "*l'amour qu'il nourrit pour l'Église de Rome*", c'est pourquoi "*son adhésion au modernisme n'affecta pas sa foi personnelle*" tout en admettant son hétérodoxie. "*Pour ce qui regarde le 'mouvement moderniste' en général, il faut rappeler, au contraire, que les théories soutenues par les novateurs (surtout les plus modérés) ne sont pas toutes à rejeter (comme il advint hélas dans ces années) : en elles il n'y a pas que des erreurs à condamner, mais aussi des exigences nouvelles et réellement évangéliques, que par la suite le concile Vatican II ferait siennes*" (*op. cit.*, p. 374, note 249). GIORDANO BRUNO GUERRI, qui n'était pas tenu à la prudence des révérends Pères, ne craint pas de déclarer que "le pape François" a réalisé toutes les exigences de Buonaiuti (*Eretico o santo. Ernesto Buonaiuti, il prete scomunicato che ispira papa Francesco*, La nave di Teseo, 2022) avec une habile révision de son précédent ouvrage sur le même personnage (*Eretico e profeta. Ernesto Buonaiuti, un prete contro la Chiesa*, Utet, 2001).

273) G. SALE, *La Civiltà Cattolica…, op. cit.*, p. 372, note 372. L'auteur croit que la lettre est antérieure à 1921, mais elle est bien postérieure, puisqu'il cite la dénonciation de Domenico Bordi, le domestique de Mgr Benigni.

274) G. SALE, *La Civiltà Cattolica…, op. cit.*, pp. 442-443. Le père Rosa, qui écrit de Montecatini, est très aimable avec les carlistes intégristes, qui en général n'étaient pas bien vus à Rome : mais il fallait enterrer Benigni.

275) Il participa, comme Fracassini, au Congrès moderniste de Molveno. Dans la FUCI, il devint l'ami intime de G.B. Montini. Le journal diocésain ombrien *La Voce* le rappelle avec sym-

pathie, et il écrit de Benigni : "*J'ai ici devant moi une photo de Mgr Umberto Benigni, le fondateur du Sodalitium Pianum : un prêtre massif, un physique à soulever des poids, noueux, clairement prêt à cogner. Et à Pérouse il a cogné dur. Piastrelli, Fracassini, Brizio Casciola et surtout le très grand don Francesco Mari, qui était de Nocera, un des petits diocèses qui étaient alors considérés un peu comme le placard de l'archidiocèse de Pérouse : cela a été le mérite de don Dante Cesarini d'en avoir récupéré la grandeur de prêtre et de passionné chercheur de la Bible*" (Angelo M. Fanucci, 13 mai 2018).

276) E. Buonaiuti, *Pellegrino di Roma*, *op. cit*., pp. 44-46 de l'édition de 2008 ; pp. 39-40 de l'édition de 1964 citée par Pagano.

277) É. Poulat, *Catholicisme…,* p. 188.

278) Voir tout le chapitre : *Quel est cet homme ?* In *Catholicisme…,* pp. 25-55.

279) N. Valbousquet-A.M. Dieguez, *Il complottismo di un nostalgico integralista...*, pp. 195-196 et note 83, et p. 201. Sur Molajoni, cf. Poulat, *Catholicisme…*, pp. 471-472.

280) Il s'agit d'une erreur du père Saubat : quand il quitta la Secrétairerie d'État en 1911, Gasparri n'y était plus. Mais il est vrai qu'il aurait pu facilement faire volte-face après 1914, et rentrer dans les grâces de Gasparri, comme firent beaucoup (mais pas lui).

281) C. M. Fiorentino, *All'ombra di Pietro…, op. cit*., p. 23 note 55.

282) Avec le gouvernement allemand, le gouvernement français fut parmi les plus hostiles à Mgr Benigni, raison pour laquelle - comme fait comprendre la *Disquisitio* - la Secrétairerie d'État, pour raison… d'État, dut sacrifier le prélat ombrien qui, de toute façon, avait déjà demandé depuis longtemps de quitter son poste pour se dédier à plein temps au S.P. Aristide Briand (1862-1932), socialiste anticlérical, fut initié en maçonnerie : pour les détails sur sa carrière maçonnique mouvementée cf. Henri Coston, *Dictionnaire de la politique française*, Flanant, Limoges, pp. 170-173. Le père Saubat attribuait à Gasparri (qui n'était plus à la Secrétairerie d'État) l'éloignement de Benigni de la Secrétairerie d'État à cause des liens entre Briand et Gasparri. C'est justement de la France et de l'Allemagne que viendra la manœuvre qui portera à la dissolution du S.P.

283) G. Sale, *La Civiltà Cattolica...*, p. 482. Ce n'est pas la seule bévue de l'historien jésuite, comme j'ai relaté. Par exemple, toujours sous pseudonymes, il écrit que Paolo de Gislimberti était un pseudonyme de don de Töth, alors qu'il s'agissait du vrai nom d'un journaliste existant réellement (*Popolari e destra cattolica…*, pp. 135 et 171).

284) Pour prêter main forte à *La Civiltà Cattolica* dans les insultes adressées à "Récalde" se joignit l'Université Catholique du père Gemelli, par un article de Pio Bondioli publié sur *Vita e Pensiero* (vol. 1, 1928) intitulé : *Una campagna contro i gesuiti. Lo pseudo I. de Récalde contro San Ignazio di Loyola*. On peut se procurer l'article en ligne et il n'ajoute pas grand-chose aux invectives du père Rosa.

285) Philip Eanden s.j., *Ignazio e Lutero,* in *La Civiltà Cattolica,* 23 janvier 2016, cahier 3974, pp. 140-150. L'auteur s'appuie, pour sa comparaison inacceptable, sur la proximité entre les premiers jésuites et le cercle du cardinal Contarini, c'est-à-dire de ceux qui "*voulaient maintenir à l'intérieur du catholicisme ce qu'il y avait de bon dans le luthéranisme*" (p. 144), et sur les procès subis par saint Ignace de la part de l'Inquisition (pp. 148-149) et les soupçons dont saint Ignace dut encore se défendre dans sa lettre au roi du Portugal, Jean III (15 mars 1545).

286) Par exemple, dans l'ouvrage *Autour d'un Bref Secret de Clément VIII*, Récalde écrit : "*Encore une fois : rien, dans ces documents, ne peut être considéré comme contraire à la sainteté d'Ignace. Ce qui est clair, ce sont les subterfuges de la Compagnie. Son fondateur est au Ciel, puisque l'Église l'a proclamé ; mais tous les motifs invoqués pour le placer sur les autels ne sont pas du tout innocents*" (p. 99) ; (l'auteur se réfère au fait historique de savoir si le saint est mort, ou non, avec les sacrements). Beaucoup de traditionalistes (y compris - je pense - le contradicteur de Mgr Benigni) reconnaissent la légitimité de Jean-Paul II, de Benoît XVI ou de François, mais refusent certaines canonisations décrétées par eux (comme celles de Jean XXIII, Paul VI, et de Jean-Paul II).

287) Je rapporte la rubrique qui lui est dédiée par l'Enciclopedia Treccani (1934) : "*Historien et écrivain, né à Palma de Majorque en 1841, mort à Madrid en 1912. Entré à seize ans dans la Compagnie de Jésus, il fut expulsé d'Espagne avec ses confrères en 1868 et se réfugia à Londres, où il reçut les ordres sacrés. De retour à Madrid en 1871, il s'occupa avec ses confrères Cabré et La Torre, de la réorganisation et de la publication des documents de saint Ignace. En 1891 il sortit de la Compagnie. Travailleur infatigable, il publia de nombreux travaux historiques, littéraires et apologétiques ; parmi eux, mérite une mention spéciale Santa Teresa de Jesús : su vida, su espíritu, sus fundaciones (Madrid 1912, voll. 2). Mais son œuvre qui fit le plus de bruit fut la posthume Historia interna documentada de la Compañía de Jesús (Madrid 1913, voll. 2) ; elle fut aussitôt attaquée par un pseudonyme, F. Venzel Pronta, avec la Defensa de la Compañía de Jesús (Barcellona 1913) et par le jésuite Ruiz Amado (D. Miguel Mir y su historia, Barcellona 1914). Une adaptation française*

(Paris 1922) de l'Historia interna fut largement diffusée dans toute l'Europe et dont l'auteur se cache sous le pseudonyme de I. de Récalde. Tant l'œuvre de M. que l'adaptation française furent mises à l'Index".

288) L'auteur écrit dans l'introduction à "*Autour d'un Bref Secret de Clément VIII*", en 1924 : "*Ce n'était pas ce léger cahier de notes documentaires que nous avions l'intention d'offrir pour l'instant au public, mais l'importante traduction du tome second de l'Histoire intérieure de la Compagnie de Jésus, par don Miguel Mir. Elle était prête, et nous nous occupions de donner à l'impression nos derniers soins, lorsque parut le décret du Saint-Office, en date du 2 mai 1923, condamnant le docte ouvrage de l'ex-jésuite espagnol, ainsi que notre essai d'adaptation de son premier volume à l'usage français. Or, nous n'avons qu'un moyen de marquer notre déférence à la Sacrée Congrégation. L'Index ne motive pas ses jugements ; il nous est donc impossible de nous soumettre à sa sentence autrement qu'en termes généraux ; mais nous acceptons, sans aucune réticence de principe, cette sévère mesure, telle qu'elle a été prise, selon l'esprit même de l'Église. Nous réprouvons implicitement, de la manière la plus formelle, jusqu'aux erreurs insoupçonnées ou aux paroles inopportunes qu'il nous est malaisé de préciser davantage, tant qu'on aura pas jugé à propos de nous les désigner avec exactitude. Pratiquement enfin, quoi qu'il nous en coûte matériellement et moralement, nous laisserons en suspens, jusqu'à ce que l'autorité compétente nous autorise à la poursuivre, notre édition française de Miguel Mir. La Chaire apostolique n'engage sans doute, dans une décision de ce genre, ni son infaillibilité doctrinale, ni même sa pleine responsabilité disciplinaire. Il n'y a ici que le seul légitime exercice de son droit d'administration spirituelle. Mais c'est assez pour nous incliner à la plus filiale docilité, au respect profond d'un jugement dont nous n'avons pas besoin de connaître les attendus pour admettre les conclusions. Nous éviterons jusqu'à la tentation de nous enorgueillir à cette pensée, trompeuse peut-être ou décevante, qu'entre tant de brochures consacrées par nous à la Compagnie de Jésus, la seule qui ait encouru jusqu'ici un blâme, soit précisément une des dernières en date, simple version, où nous avions mis le moins de nous-même. Dieu nous garde, en effet, de rechercher de ce côté-là un brevet d'orthodoxie en faveur de nos propres écrits ! Nous ne soulignerons pas non plus le fait tout nouveau que, des deux ouvrages récemment condamnés - Mir et une réimpression du Secret de La Salette - ce n'est pas le nôtre, malgré son inscription spécifiée au Catalogue de l'Index, que la Sainte Inquisition Romaine et Universelle fait une obligation expresse et spéciale aux Ordinaires de s'employer à retirer des mains des fidèles. Il ne s'agit peut-être que d'une distinction injustifiée entre deux formules équivalentes. Nous n'observerons pas davantage que les documents publiés par Mir ne sauraient être récusés ou anéantis par un arrêt judiciaire, et que le sacré Tribunal n'a pas sans doute entendu trancher la question d'exactitude matérielle des textes. Il n'a visé, évidemment, qu'une indiscrétion ou des commentaires intempestifs. Que Mir ait déplu, ce n'est pas sans raison, et nous avions consciencieusement pris soin d'en prévenir le lecteur ! Mais il n'y a pas lieu, pour autant, de craindre que la moindre offense ait été portée par lui à la Foi. Mieux vaut donc, comme on verra (dans cet opuscule, n.d.r.) avoir écrit l'Historia interna documentada que rédigé les Ordinationes, si vantées, d'Aquaviva (Général des jésuites, n.d.a.), naguère convaincues (par Clément VIII, n.d.a.) d'avoir attenté à la loi naturelle et aux Bulles pontificales !"* (pp. 5-7).

289) Site de M. l'abbé Pivert, *La Fidélité catholique*, *La méthode Montessori est-elle chrétienne ?* 20 novembre 2002 (www.abbe-pivert.com).

290) Lucetta Scaraffia, *Emancipazione e rigenerazione spirituale: per una nuova lettura del femminismo*, in L. Scaraffia et Anna Maria Isastia, *Donne ottimiste. Femminismo e associazioni borghesi nell'Otto e Novecento.* Il Mulino, Bologne, 2002, p. 89. L. Scaraffia, devenue ensuite ratzingerienne, est d'extraction maçonnique.

291) Luca Irwin Fragale, *La Massoneria nel Parlamento*, Morlacchi, 2021, p. 54.

292) *A Città di Castello incontro dedicato al barone Leopoldo Franchetti, libero pensatore e massone - Grande Oriente d'Italia - Sito Ufficiale* (21 juin 2014).

293) Pseudonyme littéraire de Marta Felicina Faccio (1876-1960). Bisexuelle, féministe militante, elle fréquenta Julius Evola et Giulio Parise dans l'ésotérique Groupe d'Ur. D'abord antifasciste puis fasciste, après la guerre elle s'inscrivit au Parti Communiste.

294) L'auteur de *Il Santo* et de *Malombra* pratiqua le spiritisme, fut influencé par Towianski, et eut d'étroits contacts avec la *Société Théosophique* : cf. *Antonio Fogazzaro e la Teosofia. Una ricognizione sulla base di documenti inediti* du prof. Marco Pasi : https://www.youtube.com/watch?v=WitW3tEfp34

295) De Giorgi signale à raison que don Cavallanti était soutenu par la partie "intégrale" de la Compagnie : "*les pères Guido Mattiussi, Alfonso Maria Casoli et Bellino Carrara, du collège Léon XIII de Milan, le père Alfonso Cerasoli, originaire de Tivoli, de la résidence de Florence (dur accusateur d'Antonietta Giacomelli et de Fogazzaro et collaborateur de la Riscossa des Scotton), et le père Giuseppe Chiaudano déjà rappelé, recteur de la faculté théologique de Chieri, bastion du plus extrême antimodernisme*" (De Giorgi, p. 41). Mais ceux-là ne bénéficiaient pas du soutien du Général, le père Wernz, et de la plupart du collège des écrivains de *La Civiltà Cattolica*.

296) Toutes les citations sont tirées du volume *Il destino di Maria Montessori*, sous la direction de Renato Foschi, Erica Moretti et Paola Trabalzini, dans le chapitre de MORETTI et DIEGUEZ *Il difficile equilibrio tra cattolicesimo e Teosofia,* pp. 103-112, Fefè editore, Rome, 2019.

297) CHRISTOPHE CARICHON, *Un scoutisme catholique est-il possible ? L'affaire Jeoffroid-Sevin (1924)* in *Le scoutisme. Un mouvement d'éducation au XX^e siècle. Dimensions internationales,* sous la direction de Gérard Cholvy, Publications de l'Université de Montpellier 3, 2003, pp. 107-122. Je remercie Yves Chiron de m'avoir communiqué, à ma demande, l'étude de Ch. Carichon et d'autres documents relatifs à la question. Mon travail était désormais terminé quand les Éditions Saint-Remi ont annoncé la publication du texte, jusqu'alors non publié, du père Jeoffroid, intitulé '*Notes sur le scoutisme*'. Malheureusement l'introduction n'est pas à la hauteur du texte du père Jeoffroid, et encore moins la dédicace à Mgr Lefebvre, qui n'a jamais été hostile au scoutisme (au contraire). Très bon auteur (le père Jeoffroid), mauvais éditeur…

298) Sur la question, cf. aussi JEAN-JACQUES GAUTHÉ, *Le scoutisme, école initiatique inventée par un général maçon ?* In *Histoire du christianisme magazine*, n° 7, pp. 106-112. Dans le mouvement traditionaliste plusieurs sont des fidèles de la méthode scoute ; mais les opposants ne manquent pas. La revue *Matines* (n° 33, avril-mai-juin 1983 et n° 34, juillet-août-septembre 1983), par exemple, a publié un dossier (*Le scoutisme vu par la Franc-Maçonnerie*) tiré de la revue maçonnique *La chaîne d'union*. Le plus beau est que le dossier est publié par un aumônier des scouts catholiques, l'abbé Veuillez.

299) Communiqué du Supérieur général de la Société Saint Paul, Agenzia Sir, 5 juin 2007 ; voir aussi la notice nécrologique du père Esposito du même supérieur, don Giuliano Saredi, datée du 24 novembre 2007.

300) ROSARIO F. ESPOSITO, *Le grandi concordanze tra Chiesa e Massoneria,* Nardini, 1987, p. 388 ; cf. aussi du même auteur, *Chiesa e Massoneria. Un DNA comune*, Nardini, 1999, p. 218 : étaient présents le Grand Maître Giordano Gamberini (1915-2003), évêque gnostique sous le nom de *Tau Julianus*, le Grand Maître adjoint Roberto Ascarelli (1904-1970), israélite, et Augusto Comba (1923-2009), valdésien ; du côté "catholique", don Vincenzo Miano, du secrétariat pontifical pour les non croyants, le père Esposito, et le père Caprile, jésuite de *La Civiltà Cattolica*. Voir aussi : R.F. ESPOSITO. *La riconciliazione tra la Chiesa e la Massoneria. Cronaca di alcuni avvenimenti e incontri,* Ravenne, Longo, 1979, que je n'ai pas pu consulter.

301) Le père Joseph Berteloot, jésuite (1881-1955), d'abord sympathisant puis membre actif de l'*Action Populaire* du père Gustave Desbuquois s.j. dont nous avons beaucoup parlé. "*Desbuquois l'encourage et le conseille dans les contacts fort secrets jusqu'avec des francs-maçons à l'âme droite (sic), notamment l'historien Albert Lantoine*" (1869-1949), maçon de haut grade (P. DROULERS, *op. cit.*, p. 45, note 24). Les "amitiés dangereuses" du père Desbuquois étaient nombreuses : le philosophe moderniste Maurice Blondel, le père jésuite - son ami intime - Teilhard de Chardin (*ibidem*, pp. 89, 96, 168, 177, 205, 241, 265, 269, 318-319, 353, 398, 414, 425). Pour une information biographique précise, voir la rubrique "Berteloot Joseph" in Marie-France JAMES, *Ésotérisme, occultisme, franc-maçonnerie et Christianisme aux XIX^e et XX^e siècles. Explorations bio-bibliographiques*, Lanore, Paris, 2008, pp. 35-36.

302) R. F. ESPOSITO, *Le grandi concordanze…,* p. 42, *Chiesa e Massoneria…,* pp. 69, 139-140, 156. Du même auteur voir aussi : *Il Padre Gruber e la conferenza di Aquisgrana,* in *Santi e massoni al servizio dell'uomo. Vite parallele,* Foggia, Bastogi, 1992, pp. 173-192 et *P. Hermann Gruber. E' l'inizio del disgelo cattolico-massonico,* in *Palestra del Clero,* Rovigo, a. 68, n. 2, 15 avril 1989, pp. 471-500, que je n'ai pas consultés.

303) *"Eugen Lennhoff (1891-1944), juif, journaliste, depuis 1920 est maçon de la Großloge de Vienne dont il devient Grand Secrétaire, est rédacteur en chef de la revue Wiener Freimaurer-Zeitung (1923-1933). Élevé au 33^e degré du Rite Écossais Ancien et Accepté (RSAA), il est fondateur et Souverain Grand Commandeur du premier Suprême Conseil du RSAA d'Autriche de 1925 à 1931".* Il est coauteur de l'*Internationales Freimaurerlexikon* (sigle : IFL ; trad. : "Dictionnaire Maçonnique International") des maçons Eugen Lennhoff et Oskar Posner" considéré «*source qualifiée*» («*qualifizierte Quelle*») pour connaître la pensée maçonnique. L'IFL (Vienne 1932) fait l'objet de réimpression (1975 ss), plus une nouvelle édition en 2000 dont la sixième réédition est de 2011. Voir aussi le P. PAOLO SIANO, in *Corrispondenza Romana*, 1^er avril 2020 : dans cet article, avec sa compétence habituelle, le père Siano démontre que pour le dictionnaire de Lennhoff, il y a dans la franc-maçonnerie un culte magique offert à Lucifer ; je renvoie à l'article, qui se trouve sur le site de *Corrispondenza Romana*.

304) Plus tard Reichl adhéra au national-socialisme.

305) G. SALE, *La Civiltà Cattolica…,* pp. 228-229.

306) S. PAGANO, *Documenti sul modernismo romano*, p. 269.

307) Sur le cardinal Bea voir la biographie de son secrétaire, Stjepan Schmidt s.j., *Agostino Bea, il cardinale dell'unità,* Città Nuova, Rome, 1987 ; sur son soutien au mouvement liturgique

sous Pie XII, pp. 224-249, sur son œcuménisme à la même période, pp. 250-270 ; voir aussi la série d'articles "*Le Pape du Concile*" sur *Sodalitium*, à partir du n° 38 (février-mars 1995). On notera que Bea, contemporain de Jean XXIII, fut ordonné prêtre en 1912, c'est-à-dire en pleine crise moderniste, sous le pontificat de saint Pie X.

308) Ce fut saint Pie X qui voulut l'Institut Biblique et qui le confia à la Compagnie de Jésus, ne faisant pas confiance à l'école de Jérusalem du père Lagrange o.p. Dans une vie de l'exégète dominicain (Bernard Montagnes, *Marie-Joseph Lagrange. Un biblista al servizio della Chiesa*, Edizioni Studio domenicano, 2007, traduction de l'édition française de 2204 : *Marie-Joseph Lagrange. Une biographie critique*, particulièrement pp. 337-361) transparaît continuellement l'opposition non seulement entre l'école conservatrice (à cette époque représentée par le père Fonk, jésuite) et l'école progressiste (père Lagrange), mais aussi entre ordres religieux (jésuites justement et dominicains) et nationalités différentes (allemande et française). Ce fut précisément le père Bea, jésuite, qui "réhabilitera" le père Lagrange en inspirant l'encyclique *Divino afflante spiritu* de Pie XII.

309) Lire la critique de cette mentalité dans le n° 1 des *Cahiers de Cassiciacum* (mai 1979, pp. 29-30, 63-64, 76-77, 88-90, etc.). De fait, tant le "sédéplénisme" que le "sédévacantisme simpliciter" (avec pour corollaire le "conclavisme") sont redevables de cette mentalité.

310) Alejandro Mario Dieguez, *Fondi dell'Archivio Segreto Vaticano relativi al modernismo,* "*In wilder, zügelloser Jagd nach Neuem. 100 Jahre Modernismus und Antimodernismus in der katholischen Kirche*", par Hubert Wolf et Judith Schepers, Ferdinand Schöningh (Römische Inquisition und Indexkongregation, 12), Paderborn-München-Wien-Zürich 2009, pp. 13-31.

Prière fraternelle du *Sodalitium Pianum*

Composée par Mgr Umberto Benigni

Notre-Seigneur Jésus-Christ et notre Rédempteur, nous Vous supplions pour le triomphe de Votre Sainte Cause contre ses ennemis et ses faux amis. Veuillez regrouper ses fidèles qui, dispersés par le monde, combattent le bon combat, afin qu'ils se connaissent et s'accordent dans leurs âmes et dans leurs œuvres. Daignez leur procurer les moyens moraux et matériels, nécessaires et opportuns dans ce but. Nous Vous prions aussi pour que, selon Votre divine promesse, Vous soyez toujours avec eux, les bénissant et les secourant dans leur vie et dans leur mort. Ainsi soit-il.

Écusson du Sodalitium Pianum (Dieta Sodalitii Piani Romæ)

L'écusson avec la croix composée de cinq anneaux représente les différentes sections de l'organisation. La croix rouge renversée est celle de saint Pierre. Les couleurs or et argent sont celles de l'Église ; le rouge et l'or sont aussi celles de la ville de Rome.
(Notre élaboration tirée de POULAT, Intégrisme et catholicisme intégral, Casterman, 1969, p. 144).

COMMENT NOUS AIDER

• LIBELLER À: ASSOCIATION MATER BONI CONSILII - 350 route de Mouchy - 58400 RAVEAU (France).

• VIREMENT BANCAIRE: Compte LCL Le Crédit Lyonnais (Références Internationales): **IBAN:** FR 52 3000 2075 3100 0007 9074 U78 **BIC**: CRL YFRPP

• VIREMENT CCP: n° 2670 37 W DIJON. **IBAN:** FR78 2004 1010 0402 6703 7W02 537 **BIC:** PSSTFRPPDIJ

- Reçu fiscal sur simple demande, pour bénéficier notamment des exonérations fiscales (66% de votre don à une association est déductible de votre impôt sur le revenu, dans la limite de 20% de votre revenu net imposable).

Centro Librario Sodalitium
centrolibrario@sodalitium.it
www.sodalitium.eu

Sodalitium n° 73 spécial
Prix conseillé : € 10,00